

J. B. Williams
Proctor

RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,

CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.

OUVRAGE DE PLUSIEURS JURISCONSULTES :

Mis en ordre & publié par M. GUYOT, écuyer,
ancien magistrat.

TOME QUARANTE-QUATRIÈME.



Bibliothèque

A P A R I S,

Chez { PANCKOUCKE, hôtel de Thou, rue des
Poitevins.

{ DUPUIS, rue de la Harpe, près de la rue Serpente. DE D

Et se trouve chez les principaux libraires de France. U. d' O.

O. U.

M. DCC. LXXXI.

Avec approbation & privilège du roi.

CAW LIBRARY



L. C. MEUNIER
AVOCAT

ST. GABRIEL



A V I S.

LA plupart des juriconsultes nommés dans les divers articles du Répertoire , ayant fini le manuscrit des parties dont ils s'étoient chargés , il paroît que cet ouvrage s'étendra environ à soixante volumes *in-octavo*. Au reste , à quelque nombre qu'il puisse s'étendre au delà , le libraire s'est engagé à n'en faire payer que soixante volumes aux personnes qui s'en feront procuré un exemplaire avant la publication du dernier volume , & même si l'ouvrage n'a que soixante volumes , elles n'en payeront que cinquante-sept , attendu que les trois derniers doivent leur être délivrés *gratis*. Le prix de chaque volume broché ou en feuilles , est de 4 liv. 10 sous : on publie très-exactement huit volumes par année.

Esp

K

50

R45

1775

V.44



RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,
CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.



P.

PALLIUM. Mot latin qui est passé en François pour désigner l'ornement pontifical que les papes & certains prélats portent par-dessus leurs habits pontificaux, en signe de juridiction. L'usage du *Pallium* fut introduit dans l'église Grecque au quatrième siècle. Les empereurs l'envoyèrent aux prélats comme une marque d'honneur. Ce *Pallium* étoit une espèce de manteau impérial, qui marquoit que les prélats avoient pour le spirituel la même autorité que l'empereur pour le temporel. Il avoit à peu près la forme de nos chapes, & descendoit jusqu'aux talons; mais il

étoit fermé pardevant. Il n'étoit fait que de laine, par allusion aux brebis, dont les prélats sont les pasteurs. Cette forme parut depuis trop embarrassante : le *Pallium* ne fut plus qu'une espèce d'étole qui pendoit pardevant & parderrière, & qui avoit sur chacun de ses côtés une croix d'écarlate. Les patriarches, lorsqu'ils étoient sacrés, prenoient le *Pallium* sur l'autel. Lorsqu'ils confirmoient l'élection de quelqu'un de leurs métropolitains, ils lui envoioient le *Pallium*, & les métropolitains le donnoient à leurs suffragans dans la cérémonie de leur consécration ; mais ni le patriarche ni les métropolitains ne donnoient jamais cet ornement sans la permission de l'empereur. Les prélats ne pouvoient officier pontificalement qu'ils n'eussent reçu le *Pallium*. Ils ne le portoient qu'à l'autel, lorsqu'ils célébroient la messe solennelle ; & même ils l'ôtoient pendant l'évangile.

L'usage du *Pallium* commença plus tard dans l'église latine, où il paroît que ce ne fut qu'au sixième siècle. Les papes ne le donnèrent d'abord qu'aux seuls primats & vicaires apostoliques. Le métropolitain d'Arles est le premier prélat de France qui en ait été honoré. Le pape Zacharie l'accorda à tous les archevêques, vers le milieu du huitième siècle. On trouve que les papes ont aussi donné quelquefois le *Pallium* à des évêques.

Le *Pallium* que le pape envoie aujourd'hui aux archevêques, est fait de laine blanche, & en forme de bande large de trois doigts, qui entoure les épaules comme de petites bretelles, ayant des pendans longs d'une palme, pardevant & parderrière, avec de petites lames de plomb,

arrondies aux extrémités, couvertes de soie noire, & quatre croix rouges : ce sont deux agneaux que l'on offre tous les ans sur l'autel de l'église de sainte Agnès à Rome, qui fournissent la laine dont on fait les *Pallium*. L'offrande de ces agneaux se fait le 12 janvier, jour de la fête de sainte Agnès. Les sous-diacres apostoliques sont chargés du soin de les élever, jusqu'à ce que le temps soit venu de les tondre. C'est dans la sépulture des saints apôtres que l'on conserve l'étoffe du *Pallium*. La formule dont se servent les prélats, pour demander au pape cet ornement, est *instanter, instantius, instantissimé*. Les archevêques ne peuvent ni sacrer les évêques, ni faire des dédicaces, ni officier pontificalement, qu'ils n'aient reçu le *Pallium*; & il faut qu'ils en demandent un nouveau, s'il arrive qu'ils changent d'archevêché. Les évêques d'Autun en Bourgogne & de Dol en Bretagne, obtiennent le *Pallium* par une concession anciennement attribuée à leurs sièges. C'est aussi quelquefois une récompense personnelle pour certains évêques qui se sont signalés. Feu M. de Belfunce, évêque de Marseille, fut décoré du *Pallium*, pour avoir soulagé avec un zèle apostolique les pestiférés de cette ville.

Baronius rapporte, qu'en l'an 893 le pape Formosus fut admonesté par Foulques, archevêque de Rheims, de ne plus diminuer l'honneur & la dignité du *Pallium*, en le communiquant trop facilement, non seulement aux primats & archevêques, mais aux premiers évêques qui lui demandoient.

Le concile de Bâle & la pragmatique-sanction défendent aux papes de rien prendre pour le manteau ou *Pallium* qu'ils avoient coutume de vendre bien

chèrement aux archevêques métropolitains ; ce que quelques-uns n'ont pas laissé de faire encore, nonobstant ces décrets.

Le droit de *Pallium* n'est pas réel, mais personnel ; un archevêque ou évêque ne peut le céder à un autre, tellement que le *Pallium* doit être enseveli à la mort du prélat qui en jouissoit.

Le pape peut porter le *Pallium* dans toutes les églises où il se trouve.

Il n'en est pas de même des autres évêques ; les primats ne reçoivent le *Pallium* que comme métropolitains, & non comme primats ; c'est pourquoi ils ne peuvent porter le *Pallium* hors de leur diocèse, de même que les métropolitains ou autres évêques qui ont droit de *Pallium* par privilège, ne peuvent le porter dans la province d'un autre évêque, à moins que ce ne soit de son consentement.

Le pape peut porter le *Pallium* tous les jours ; au lieu que les archevêques & évêques qui ont l'usage du *Pallium*, n'en peuvent user qu'en certains jours de l'année ; savoir, les jours de Noël & de saint Jean, de saint Etienne, de la circoncision, de l'épiphanie, le jour des rameaux, le jeudi saint *in cœna domini*, le samedi saint, les trois fêtes de pâques & de la pentecôte, le jour de saint Jean-Baptiste & de tous les apôtres, les trois fêtes de la vierge, le jour de la Toussaint, celui de la dédicace de l'église, & les principales fêtes propres à chaque église, les jours de l'ordination des clercs, au sacre des évêques, & au jour de l'anniversaire de leur consécration.

L'archevêque ou évêque qui a l'usage du *Pallium* ne peut dire la messe sans être revêtu du *Pallium*, suivant le canon 4 du concile de Mâcon

ce qui ne doit néanmoins s'entendre que des fêtes & autres jours où il a droit de porter le *Pallium*.

Les prélats qui ont le *Pallium* ne peuvent le porter hors du service divin ; ils ne peuvent même le porter à une procession qui sort hors de l'église , quoiqu'ils y assistent vêtus pontificallement. Saint Grégoire le Grand , écrivant à Jean de Ravenne , qui s'attribuoit le droit de porter le *Pallium* hors le service divin , lui représente qu'aucun autre métropolitain ne s'arrogeoit un tel droit , & qu'il devoit se conformer à cet égard à la coutume générale , ou produire quelque privilège qui l'en dispensât.

PANAGE. On appelle ainsi le droit de mener les porcs dans les bois pour y paître le gland , la faine , &c. *Voyez les articles GLANDÉE & PATURAGE.*

PANCARTE. Placard affiché pour avertir le public des droits imposés sur certaines denrées ou marchandises.

Ceux qui perçoivent des droits de péage sont tenus de mettre en un lieu public & apparent , une pancarte qui contienne la taxe de ces droits. *Voyez PÉAGE.*

PANDECTES. C'est le recueil des décisions faites par les anciens jurisconsultes romains , auxquelles Justinien , qui les fit compiler , donna force de loi. On nomme aussi ce recueil , le digeste. *Voyez ce mot.*

PANETIER (GRAND). C'est le titre que portoit autrefois un grand officier de la maison du roi, qui avoit la charge de faire distribuer le pain dans toute la maison du roi, & qui avoit autorité sur tous les boulangers. Sa juridiction, qu'on appelloit *paneterie*, étoit dans l'enclos du palais.

Cet office a été supprimé par Charles VII.

PANONCEAU. Écusson d'armoiries mis sur une affiche pour y donner plus d'autorité, ou sur un poteau, pour marque de juridiction.

Les huissiers sont tenus d'apposer des Panonceaux aux armes du roi sur les affiches qui ont lieu dans les saisies réelles d'immeubles, pour notifier les criées ou la vente au public, & il doit être fait mention dans le procès-verbal d'affiche, que cette formalité a été remplie. C'est ce qui résulte de l'article 3 de l'édit de Henri II, du 3 septembre 1551.

On appose aussi des Panonceaux royaux sur la porte ou à l'entrée d'une maison ou autre héritage, pour marquer que ce lieu est sous la sauve-garde ou protection du roi.

Les Panonceaux royaux sont quelquefois appelés bâtons royaux, parce que les bâtons royaux sont passés en sautoir derrière l'écu, ou parce qu'on se contente de représenter dans le tableau les bâtons royaux.

Dans plusieurs lettres de sauve-garde, les armes du roi étoient peintes.

On mettoit de ces Panonceaux sur les lieux qui étoient en la sauve-garde du roi dans les pays de droit écrit.

On en mettoit aussi quelquefois, & en cas

de péril imminent , sur les maisons de ceux qui étoient en la sauve-garde du roi , quoiqu'elles ne fussent pas situées dans le pays de droit écrit ; il y a plusieurs exemples de sauve-gardes pareilles , dont les lettres sont rapportées dans le quatrième volume des ordonnances de la troisième race.

Présentement on ne fait plus à cet égard aucune distinction entre les pays coutumiers & les pays de droit écrit.

Suivant une ordonnance de Louis X , du 17 mai 1315 , & une de Philippe le Long , du mois de juin 1319 , les Panonceaux royaux ne doivent être apposés dans les lieux de juridiction seigneuriale , que dans les cas qui sont réservés au roi , avec connoissance de cause.

PAPE. On appelle ainsi l'évêque de Rome , chef de l'église universelle.

Anciennement on ne donnoit pas la qualité de Pape à l'évêque de Rome seul , on la donnoit aussi à tous les prélats un peu distingués : on disoit , par exemple , le Pape de Constantinople , le Pape d'Alexandrie , le Pape de Jérusalem , &c. , comme on disoit le pape de Rome : on disoit aux uns comme aux autres , *votre béatitude* , *votre sainteté* , &c. Boniface , archevêque de Maïence , prenoit même le titre de *serviteur des serviteurs de dieu* , &c. Mais depuis le synode tenu à Rome sous Grégoire VII en 1073 , les évêques de Rome se sont attribué le titre de pape , comme une prérogative & une distinction particulièrement attachée à leur siège , & ce titre ne se donne plus qu'à eux seuls.

L'élection du Pape se faisoit anciennement par le clergé , les empereurs , & par tout le peuple :

au même-temps que le Pape étoit élu , on le consacroit.

Telle fut la forme que l'on pratiqua jusqu'au huitième siècle , vers la fin duquel , si l'on en croit le canon *Adrianus* (mais qui est tenu pour apocryphe) , le Pape Adrien I , avec 150 évêques & le peuple romain , accorda à Charlemagne la faculté de nommer & d'élire seul le souverain pontife.

Charlemagne ordonna que l'élection seroit faite par le clergé & le peuple , que le décret seroit envoyé à l'empereur , & que le nouveau Pape élu seroit sacré si l'empereur l'approuvoit.

L'empereur Louis le Débonnaire remit l'élection aux Romains , à condition seulement que quand le Pape seroit élu & consacré , il enverroit ses légats en France.

Léon VII remit ce même droit d'élire les Papes à l'empereur Othon , & Nicolas II , dans un concile tenu à Rome l'an 1059 , confirma le droit que les empereurs avoient d'élire les Papes. Mais les empereurs ne jouirent pas longtemps de ce droit , sous prétexte de quelques inconvéniens que l'on prétendoit qui se rencontroient dans ces sortes d'élections. L'empereur Lothaire , pour éviter les séditions qui arrivoient fréquemment dans ces occasions , fit une célèbre ordonnance , portant que le Pape ne seroit plus élu par le peuple ; mais cette ordonnance ne fut point observée.

Les empereurs perdirent donc le droit d'élire le Pape. Les Papes réservèrent au clergé , au sénat & au peuple de Rome , le droit de faire conjointement cette élection , & ils réglèrent qu'après l'élection , le Pape seroit consacré en

présence des Ambassadeurs de l'empire : ce changement arriva sous le pontificat d'Étienne X.

Vers l'an 1126 , le clergé de Rome fut déclaré avoir seul le droit d'élire les papes , sans le consentement ni la confirmation de l'empereur.

Innocent II s'étant brouillé avec les Romains , qui le chassèrent de la ville , les priva à son tour du droit d'élire les Papes. Le clergé & le peuple de Rome furent donc exclus de cette élection ; mais ce changement ne fut entièrement affermi que sous Alexandre III.

Ce Pape , en 1160 , donna aux cardinaux seuls le droit de faire cette élection , & voulut qu'elle ne fût réputée valable , qu'au cas que les voix des deux tiers des cardinaux fussent concordantes.

Le concile général de Lyon tenu sous Grégoire X , & celui de Vienne tenu sous Clément V , confirment cette forme d'élection , & c'est la même qui se pratique encore présentement.

Elle se fait donc par les cardinaux assemblés à cet effet dans le conclave.

Aussi-tôt après l'élection du pape , il est exalté , c'est-à-dire porté sur les épaules. Étienne III fut le premier pour qui cela fut pratiqué en 752 , & depuis , cette coutume a été suivie.

Le second concile de Lyon veut que les cardinaux laissent passer dix jours après la mort du Pape , avant de procéder à l'élection : après ces dix jours , les cardinaux présens doivent entrer au conclave sans attendre les absens.

Ce même concile déclare qu'ils ne sont tenus d'observer aucune des conventions particulières qu'ils auroient pu faire , même avec serment ,

pour l'élection d'un Pape ; attendu qu'ils ne doivent avoir d'autre objet que de donner à l'église celui qui est le plus digne d'en être le chef.

L'élection se fait ordinairement par la voie du scrutin , en mettant des billets dans un calice qui est sur l'autel de la chapelle du conclave.

Pour qu'un Pape soit légitimement élu , il faut , comme on l'a dit , qu'il ait au moins les deux tiers des voix , autrement on doit recommencer à prendre les suffrages.

Quand les voix sont trop long-temps partagées , il arrive quelquefois que plusieurs cardinaux conviennent d'un sujet , & sortent de leur cellule en publiant son nom. Si tous les autres nomment le même sujet , l'élection est canonique ; mais si quelqu'un des cardinaux garde le silence , on procède de nouveau par la voie du scrutin.

Quelquefois on a nommé des compromis-faires , auxquels on a donné pouvoir d'élire un Pape.

En 1314 , les cardinaux , assemblés à Lyon après la mort de Clément , étant embarrassés sur le choix d'un Pape , déférèrent l'élection à la voix de Jacques d'Ossat , cardinal , qui se nomma lui-même , en disant : *Ego sum Papa*. Il fut appelé Jean XXII.

Depuis Sergius II , qui changea son nom en devenant Pape , ses successeurs ont coutume de faire la même chose.

La promotion d'un évêque à la papauté fait ouverture à la régale.

Le Pape réunit en sa personne la qualité de successeur de saint Pierre , & celle de souverain de Rome & de quelques états en Italie.

De ces deux différens titres naît une distinc-

tion nécessaire entre le Pape en lui-même , le saint siège , & la cour de Rome. On ne peut se séparer du saint siège , sans cesser d'être catholique , parce qu'il est le centre de l'unité : on pourroit être en guerre avec le Pape pour des intérêts temporels , sans cesser d'être uni avec le saint siège , le combattre comme adversaire , & cependant le révéler comme père de tous les fideles ; quelquefois aussi on peut demeurer uni avec le saint siège , & cependant désapprouver la conduite de la cour de Rome , & les sentimens personnels du Pape.

L'histoire fournit plusieurs exemples de ces distinctions : en voici de chaque espèce.

L'empereur Justinien honoroit le saint siège ; & cependant il fit retrancher des dyptiques le nom du Pape Vigile , & il l'envoya en exil.

Le sixième concile général , condamna Honorius : on ne peut pas dire cependant que le concile fût détaché du saint siège.

Plusieurs états ont été en guerre contre le Pape ; ses prétentions ont été souvent rejetées , & il n'y a cependant point eu de séparation d'avec le saint siège.

Jules II , dans un excès de colère , qui ne devoit pas se rencontrer dans un successeur de saint Pierre , s'oublia au point de déclarer Louis XII privé de son royaume. La fureur l'aveugla même au point qu'il poussa l'extravagance jusqu'à accorder des indulgences plenières à quiconque tueroit un François. Mais le clergé de France , assemblé à Tours , décida qu'il y avoit une différence essentielle entre Jules II & le saint siège ; qu'il falloit recevoir avec respect ce qui venoit du vicaire de jésus-christ , mais qu'il fal-

loit résister de toute sa force aux entreprises de Jules II, ennemi de l'état.

La distinction des deux puissances du Pape est donc bien essentielle. Il a une puissance temporelle, mais elle ne s'étend que sur les pays dont il est souverain ou seigneur. Jésus-christ ni ses apôtres ne lui ont laissé par succession aucune ombre de cette puissance passagère & mondaine. Ainsi toute sa puissance temporelle se règle, comme celle des autres souverains, par le droit naturel, par le droit des gens, & par le droit politique des pays sur lesquels elle s'étend.

Quant à l'origine de cette puissance temporelle, on doit en rapporter l'époque au pontificat de Grégoire III, qui, en 740, proposa à Charles Martel de le soustraire à la domination de l'empereur & de le proclamer consul. Auparavant le Pape n'étoit simplement que l'évêque de Rome.

Pepin, fils de Charles Martel, donna au Pape l'exarchat de Ravenne; mais il ne lui donna pas la ville de Rome, le peuple alors ne l'auroit pas souffert : c'est apparemment cette donation de Pepin qui a donné lieu à la fable de la donation prétendue faite au Pape Sylvestre par l'empereur Constantin le Grand. Celle de Pepin fut faite du temps de Constantin Copronyme, mais sans son consentement; il paroît pourtant que c'est cette équivoque de nom qui a servi de fondement à la prétendue donation de Constantin, que l'on imagina dans le dixième siècle.

Sous Charlemagne, le Pape n'avoit encore qu'une autorité précaire & chancelante dans Rome. Le préfet, le peuple & le sénat, dont l'ombre subsistoit encore, s'élevoient souvent contre lui.

Adrien I reconnut Charlemagne , roi d'Italie & patrice de Rome. Charlemagne reconnut les donations faites au saint siége , en se réservant la suzeraineté , ce qui se prouve par les monnoies qu'il fit frapper à Rome en qualité de souverain , & parce que les actes étoient datés de l'année du règne de l'empereur , *imperante domino nostro Carolo* ; & l'on voit par une lettre du Pape Léon III à Charlemagne , que le Pape rendoit hommage de toutes ses possessions au roi de France.

Ce ne fut que long-temps après que les Papes devinrent souverains dans Rome , soit par la concession que Charles le Chauve leur fit de ses droits , soit par la décadence de l'empire , depuis qu'il fut renfermé dans l'Allemagne ; ce fut surtout vers le commencement du douzième siècle que les Papes achevèrent de se soustraire à la puissance de l'empereur.

Boniface VIII porta les choses encore plus loin ; il parut en public l'épée au côté & la couronne sur la tête , & s'écria : *Je suis empereur & pontife.*

Plusieurs empereurs s'étant fait couronner par le Pape , pour rendre cette action sainte & plus solennelle , les Papes ont pris de là occasion de prétendre que le nouvel empereur étoit obligé de venir en Italie se faire couronner ; c'est pour quoi autrefois après l'élection , & en attendant le couronnement , on envoyoit à Rome pour en donner avis au Pape , & en obtenir la confirmation. Le Pape faisoit expédier des lettres qui dispensoient l'empereur de se rendre en Italie pour y être couronné à Milan & à Rome , ainsi que les Papes prétendoient que les empereurs y étoient obligés.

Ces deux couronnemens furent abolis par les états de l'empire en 1338 & 1339 : il fut décidé que l'élection des électeurs suffisoit , & que quand l'empereur avoit prêté serment à l'empire , il avoit toute puissance.

Cependant les Papes veulent toujours que l'empereur vienne à Rome recevoir la couronne impériale , & dans leurs bulles & brefs , ils ne le qualifient que d'empereur élu.

Plusieurs Papes ambitieux ont aussi voulu entreprendre sur le temporel des autres souverains , & même disposer de leurs états ; mais en France on a toujours été en garde contre ces sortes d'entreprises ; & toutes les fois qu'il a paru quelques actes tendant à attenter sur le temporel de nos rois , le ministère public en a interjeté appel comme d'abus , & les parlemens n'ont jamais manqué par leurs arrêts de prendre toutes les précautions convenables pour prévenir le trouble que de pareilles entreprises pourroient causer.

A l'égard de la puissance spirituelle du Pape , elle est fondée sur l'évangile , sur les saints canons , & sur les conciles généraux. Il a le droit de décider sur les questions de foi ; les décrets qu'il fait sur ce sujet regardent toutes les églises ; mais ce n'est point au Pape , c'est au corps des pasteurs que jésus christ a promis l'infailibilité ; ces décrets ne font règle de foi que quand ils sont confirmés par le consentement de l'église. Telle est la teneur de la quatrième proposition du clergé , en 1682.

En qualité de chef de l'église , le Pape préside aux conciles écuméniques , & il est seul en possession de les convoquer depuis la division de
de

de l'empire romain , entre différens souverains.

Le Pape est soumis aux décisions du concile écuménique , non seulement pour ce qui regarde la foi , mais encore pour tout ce qui regarde le schisme & la réformation générale de l'église. C'est encore un des quatre articles de 1682 ; ce qui est conforme aux conciles de Constance & de Bâle.

C'est au Pape qu'est dévolu le droit de pourvoir à ce que l'évêque , le métropolitain & & le primat refusent ou négligent de faire.

Les Papes ont prétendu , sur le fondement des fausses décrétales , qu'eux seuls avoient droit de juger , même en première instance , les causes majeures , entre lesquelles ils ont mis les affaires criminelles des évêques ; mais les parlemens & les évêques de France ont toujours tenu pour règle , que les causes des évêques doivent être jugées en première instance par le concile de la province ; qu'après le premier jugement , il est permis d'appeler au Pape , conformément au concile de Sardique , & que le Pape doit commettre le jugement à un nouveau concile , jusqu'à ce qu'il y ait trois sentences conformes , la règle présente de l'église étant que les jugemens ecclésiastiques qui n'ont pas été rendus par l'église universelle , ne sont regardés comme souverains , que quand il y a trois sentences conformes.

Dans les derniers siècles , les Papes ont aussi voulu mettre au nombre des causes majeures , celles qui regardent la foi , & prétendoient en avoir seuls la connoissance ; mais les évêques de France se sont maintenus dans le droit de juger ces sortes de causes , soit par eux-mêmes , soit dans le concile de la province , à la charge de l'appel au saint siège.

Lorsque le Pape fait des décrets sur des affaires qui concernent la foi , nées dans un autre pays , ou même sur des affaires de France qui ont été portées directement à Rome , contre la discipline de l'église de France , & que les évêques de France trouvent les décrets conformes à la doctrine de l'église gallicane , il les acceptent par forme de jugement.

Le Pape ne peut exercer une juridiction immédiate dans les diocèses des autres évêques ; il ne peut établir des délégués qui fassent , sans le consentement des évêques , leurs fonctions.

Il est vrai que le concile de Trente approuve que le Pape évoque les causes qu'il lui plaira de juger , ou qu'il commette des juges qui en connoissent en première instance ; mais cette discipline , qui dépouille les évêques de l'exercice de leur juridiction , & les métropolitains de leur prérogative de juges d'appel , n'est point reçue en France.

Les Papes n'y sont point juges en première instance des causes concernant la foi & la discipline. Il faut observer les degrés de juridiction ; on appelle de l'évêque au métropolitain , de celui-ci au primate , & du primate au Pape.

Il y a seulement certains cas dont la connoissance lui est attribuée directement par un ancien usage , tels que le droit d'accorder certaines dispenses , la collation des bénéfices par prévention , &c. Hors ces cas , & quelques autres semblables , si le Pape entreprenoit quelque chose sur la juridiction volontaire ou contentieuse des évêques , ce qu'il feroit seroit déclaré abusif.

Les Papes ont des officiers ecclésiastiques qu'on appelle légats du saint siège , qu'ils envoient dans

les différens pays catholiques , lorsque le cas le requiert , pour les représenter , & exercer leur juridiction dans les lieux où ils ne peuvent se trouver. Ces légats sont de trois sortes ; savoir , des légats à *latere* , qui sont des cardinaux ; le pouvoir de ceux-ci est plus étendu : ils ont d'autres légats qui ne sont pas à *latere* , ni cardinaux , & qu'on appelle *legati missi* ; & enfin il y a des légats nés.

Dès que le légat prend connoissance d'une affaire , le Pape ne peut en connoître.

Outre les légats , les Papes ont des nonces & des internonces , qui dans quelques pays exercent aussi une juridiction ; mais en France ils ne sont considérés que comme les ambassadeurs des autres princes souverains.

Ce que l'on appelle consistoire , est le conseil du Pape ; il est composé de tous les cardinaux ; le Pape y préside en personne. C'est dans ce conseil qu'il nomme les cardinaux , & qu'il confère les évêchés & autres bénéfices qu'on appelle consistoriaux. Nous reconnoissons en France l'autorité du consistoire , mais seulement pour ce qui regarde la collation des bénéfices consistoriaux.

Les lettres-patentes des Papes , qu'on appelle bulles , sont expédiées dans leur chancellerie , qui est composée de divers officiers.

Le Pape a encore d'autres officiers pour la daterie & pour les lettres qui s'accordent à la pénitencerie.

Les brefs des Papes sont des lettres moins solennelles que les bulles , par lesquelles ils accordent les grâces ordinaires & peu importantes , telles que les dispenses des interstices pour les ordres sacrés , &c.

Au reste , le pouvoir des Papes n'a pas toujours été aussi étendu qu'il l'est présentement. Ils n'avoient dans l'origine aucun droit sur la disposition des bénéfices , autres que ceux de leur diocèse. Ce n'a été que depuis le douzième siècle qu'ils ont commencé à se réserver les collations de certains bénéfices. D'abord ils prioient les ordinaires par leurs lettres monitoires , de ne pas conférer ces bénéfices , plus souvent ils recommandoient de les conférer à certaines personnes. Ils envoyèrent ensuite des lettres préceptoriales , pour obliger les ordinaires , sous quelque peine , à obéir , & , comme cela ne suffisoit pas encore pour annuler la collation des ordinaires , ils renvoyoient des lettres exécutoires , pour punir la contumace de l'ordinaire , & annuler sa collation. Les lettres compulsoires étoient pour la même fin.

L'usage a enfin prévalu , & , en vertu de cet usage , qui est aujourd'hui fort ancien , le Pape jouit de plusieurs prérogatives pour la disposition des bénéfices ; c'est ainsi qu'il confère les bénéfices vacans en cour de Rome , qu'il admet les résignations en faveur , qu'il prévient les collateurs ordinaires , qu'il confère pendant huit mois dans les pays d'obédience , suivant la règle des mois établie dans la chancellerie romaine ; qu'il admet seul les réserves des pensions sur les bénéfices.

Les fausses décrétales , composées par Isidore de Séville , contribuèrent aussi beaucoup à augmenter le pouvoir du Pape sur le spirituel.

Suivant le concordat , le Pape confère sur la nomination du roi les archevêchés & évêchés de France , les abbayes & autres bénéfices qui étoient auparavant électifs par les chapitres sécu-

liers ou réguliers : le Pape doit accorder des bulles à celui qui est nommé par le roi, quand le présenté a les qualités requises pour posséder le bénéfice.

Le roi doit nommer au Pape un sujet dans les six mois de la vacance ; & si celui qu'il a nommé n'a pas les qualités requises, il doit, dans les trois mois du refus des bulles, en nommer un autre ; si dans ces 3 mois le roi ne nomme pas une personne capable, le Pape peut y pourvoir de plein droit, sans attendre la nomination royale : mais comme en ce cas il tient la place du chapitre dont l'élu étoit obligé d'obtenir l'agrément du roi, il faut qu'il fasse part au roi de la personne qu'il veut nommer, & qu'il obtienne son agrément.

Le concordat attribue aussi au Pape le droit de pouvoir conférer, sans attendre la nomination du roi, les bénéfices consistoriaux qui vaquent par le décès des titulaires en cour de Rome ; plusieurs personnes ont prétendu que cette réserve, qui n'avoit point lieu autrefois pour les bénéfices électifs, avoit été insérée par inadvertance dans le concordat, & qu'elle ne faisoit point loi. Néanmoins Louis XIII s'y est soumis, & il est à présumer que ses successeurs s'y soumettront ; bien entendu que les Papes en usent comme Urbain VIII, lequel ne conféra l'archevêché de Lyon, qui étoit vacant en cour de Rome, qu'après avoir su de Louis XIII, que M. Miron, qu'il en vouloit pourvoir, lui étoit agréable.

Pour prévenir les difficultés auxquelles les vacances en cour de Rome pourroient donner lieu, le Pape accorde des indults, quand ceux qui ont des bénéfices consistoriaux vont résider à

Rome. Il déclare par ces indults qu'il n'usera pas du droit de la vacance *in curiâ*, au cas que les bénéficiers décèdent à Rome.

Lorsque le Pape refuse, sans cause légitime, des bulles à celui qui est nommé par le roi, le nominataire peut se pourvoir devant les juges séculiers, qui commettent l'évêque diocésain pour donner des provisions, qui ont en ce cas la même force que des bulles; ou bien celui qui est nommé obtient un arrêt, en vertu duquel il jouit du revenu, & confère les bénéfices dépendans de la prélature. Cette dernière voie est la seule qui soit usitée depuis plusieurs années : on ne voit pas que l'on ait employé la première pour les évêques depuis le concordat; cependant si le Pape refusoit sans raison d'exécuter la loi qu'il s'est lui-même imposée, rien n'empêcherait d'avoir recours à l'ancien droit de faire sacrer les évêques par le métropolitain, sans le consentement du Pape.

Les canonistes ultramontains attribuent aux Papes diverses prérogatives singulières, telles que l'infailibilité dans leurs décisions sur les matières qui regardent la foi, la supériorité au dessus des conciles généraux, & une autorité sans bornes pour dispenser des canons & des règles de la discipline; mais l'église gallicane, toujours attentive à conserver la doctrine qu'elle a reçue par tradition des hommes apostoliques, en rendant au successeur de saint Pierre tout le respect qui lui est dû suivant les canons, a eu soin d'écarter toutes les prétentions qui n'étoient pas fondées.

On tient en France, que quelque grande que puisse être l'autorité du Pape sur les affaires ecclésiastiques, elle ne peut jamais s'étendre direc-

tement sur le temporel des rois ; il ne peut délier leurs sujets du serment de fidélité , ni abandonner les états des princes souverains au premier occupant , ou en disposer autrement.

Par une suite du même principe que le Pape n'a aucun pouvoir sur le temporel des rois , il ne peut faire aucune levée de deniers en France , même sur le temporel des bénéfices du royaume , à moins que ce ne soit par permission du roi ; c'est ce qui est dit dans une ordonnance de saint Louis , du mois de mars 1268 , que le Pape ne peut lever aucun denier en France sans un exprès consentement du roi & de l'église gallicane : on voit aussi par un mandement de Charles IV , dit le Bel , du 12 octobre 1326 , que ce prince fit cesser la levée d'un subside que quelques personnes exigeoient au nom du Pape pour la guerre qu'il avoit en Lombardie.

Néanmoins , pendant un temps , les Papes ont pris sur les biens ecclésiastiques de France , des fruits & des émolumens , à l'occasion des annates , des dixmes ou subventions , & des biens meubles des ecclésiastiques décédés ; mais ces levées ne se faisoient que par la permission de nos rois ou de leur consentement , & il y a long-temps qu'il ne s'est rien vu de semblable.

Les Papes ont aussi souvent cherché à se rendre nécessaires pour la levée des deniers que nos rois faisoient sur le clergé ; ils ont plusieurs fois donné des permissions au clergé de France de payer les droits d'aide au roi ; mais nos rois n'ont jamais reconnu qu'ils eussent besoin du consentement du Pape pour faire quelque levée de deniers sur le clergé , & depuis long-temps les

Papes ne se font pas mêlés de ces fortes d'affaires.

Le Pape ne peut excommunier les officiers royaux pour ce qui dépend de l'exercice de la juridiction séculière.

il ne peut pas non plus restituer de l'infamie , remettre l'amende honorable , prolonger le temps pour l'exécution des testamens , convertir les legs , permettre aux clercs de tester au préjudice des ordonnances & des coutumes , donner pouvoir de posséder des biens dans le royaume , contre la disposition des ordonnances , ni connoître en aucun cas des affaires civiles ou criminelles des laïcs.

Le Pape ne peut donner aucune atteinte aux anciennes coutumes des églises qui ne sont pas contraires aux règles de la foi & aux bonnes mœurs ; notamment , il ne peut déroger aux coutumes & usages de l'église gallicane , pour lesquels les plus grands Papes ont toujours témoigné une attention particulière.

C'est au Pape seul qu'appartient le droit de résoudre le mariage spirituel qu'un prélat a contracté avec son église ; de sorte que le siège épiscopal n'est censé vacant que du jour que l'on connoît que la démission , la résignation ou la permutation ont été admises en cour de Rome.

C'est aussi le Pape qui accorde des dispenses pour contracter mariage dans les degrés prohibés.

Il dispense ceux dont la naissance est illégitime , pour recevoir les ordres sacrés , & pour tenir les bénéfices-cures & les canonicats dans les églises cathédrales ; mais cette légitimation n'a point d'effet pour le temporel.

Il se réserve l'absolution de quelques crimes les plus énormes ; mais il y a certaines bulles qui ne sont point reçues en France, telles que la bulle *in cœna domini*, par laquelle les Papes se sont réservé le pouvoir d'absoudre de l'hérésie publique.

En France, le Pape ne peut pas déroger au patronage laïque.

Cependant si le Pape accorderoit par privilège à un particulier le droit de patronage sur une église, cette concession seroit valable, pourvu que ce privilège eût une cause légitime, & qu'on y eût observé toutes les formalités requises pour l'aliénation des biens ecclésiastiques.

Lorsque le Pape ne déroge pas au patronage laïque par sa provision, dans les temps accordés au patron laïque, il n'est pas contraire aux maximes du royaume d'y avoir égard, lorsque le patron néglige d'user de son droit.

L'autorité du pape pour l'érection d'une fondation en titre de bénéfice, n'est pas reçue en France, l'évêque seul a ce pouvoir. A son refus, on se pourvoiroit au métropolitain.

Le Pape, pour marque de sa juridiction supérieure, fait porter devant lui la croix à triple croisillon.

PAPEGAI ou PAPEGAUT. Voyez ARQUEBUSIER.

PAPIER. Composition faite de vieux linge, qui sert à écrire, à imprimer, &c.

Une déclaration du roi, donnée le premier mars mil sept cent soixante-onze, a ordonné que les anciens droits établis sur le carton & le

Papier cesseroient d'être perçus, & que ceux qui sont fixés par le tarif annexé à cette loi (*),

(*) Voici ce tarif :

Papiers blancs pour écritures, impressions & autres usages.

ART. 1. Pour chaque rame de Papier, dont les dénominations sont *grand Louvois*, *grand Monde*, & autres dont les dimensions excéderont celle de trente-sept pouces de largeur, la feuille étant ouverte, & vingt-six pouces de hauteur, sera payé quinze livres, ci. 15

2. Pour chaque rame de Papier *grand Aigle*, *grand Eléphant*, *grand Soleil*, & autres de dimensions au dessous de celles de la première classe, jusques & y compris celles de trente-deux pouces de largeur, & de vingt-quatre pouces neuf lignes de hauteur, sera payé douze livres, ci. 12

3. Pour chaque rame de Papier *grand Colombier* ou *Impérial*, *grande Fleur-de-lys*, au *Soleil*, à l'*Eléphant*, *Chapelet*, *petit Chapelet*, *grand Atlas*, *petit Atlas*, & autres de dimensions au dessous de celles de la seconde classe, jusques & y compris celles de vingt-six pouces quatre lignes de largeur, & de vingt pouces quatre lignes de hauteur, sera payé neuf livres, ci. 9

4. Pour chaque rame de Papier nommé *grand Jesus* ou *super Royal*, *petit Soleil*, *grand Royal étranger*, *petite Fleur-de-lys*, *grand Lombard*, & autres de dimensions au dessous de celles de la troisième classe, jusques & y compris celles de vingt-quatre pouces de largeur, & dix-sept pouces dix lignes de hauteur, ensemble chaque rame de Papier nommé *Capucin*, sera payé quatre livres dix sous, ci. 4 10

Ceux des Papiers dénommés ou désignés dans les quatre premières classes ci-dessus, qui seront de pâte commune, appelés *pâte-bulle*, ne payeront que les deux tiers des droits y énoncés.

ne feroient exigibles qu'à l'entrée des villes &

5. Pour chaque rame de Papier *Lombard*, *grand Royal*, *grand Raisin*, de quelque poids & qualité que ce soit, & autres dimensions au dessous de celles de la quatrième classe, jusques & y compris celles de vingt-deux pouces six lignes de largeur, & dix-sept pouces six lignes de hauteur, sera payé une livre seize sous, ci. I 16

6. Pour chaque rame de Papier appelé *Royal ordinaire*, *petit Royal*, *Lombard royal*, *Lombard ordinaire* ou *grand Carré*, & autres dimensions au dessus de la cinquième classe, jusques & y compris celles de vingt pouces de largeur & seize pouces de hauteur, sera payé une livre dix sous, ci. I 10

7. Pour chaque rame de Papier nommé *Carré* ou *grand Compte*, *Carré au raisin*, *au sabre*, ou *sabre au lyon*, *Cavalier bâtard de Dauphiné*, *grand messel*, *Bazahomme*, *Raisin collé*, *Raisin fluant*, & autres dimensions au dessous de celles de la sixième classe, jusques & y compris celles de dix-neuf pouces de largeur sur quinze pouces de hauteur, ensemble pour chaque rame nommée *double Cloche*, sera payé vingt sous, ci. I

8. Pour chaque rame de Papier nommé à *l'Écu* ou *moyen Compte*, *Compte Pomponne*, *trois O de Normandie* ou *d'Auvergne*, *Carré de Caen*, *petit Cavalier*, *second Messel* ou *Coutelas*, à *l'étoile*, à *l'éperon*, ou *Longuet*, *grand Cornet à la main*, *Joseph Basafemine*, & autres dimensions au dessous de celles de la septième classe, jusques & y compris celles de dix-sept pouces de largeur, & treize pouces six lignes de hauteur, ensemble pour chaque rame nommée *Serpente*, sera payé seize sous, ci. 16

9. Pour chaque rame de Papier nommé *Couronne* ou *Griffon*, *Champy* ou *Bâtard de Normandie*, *Tellière*, *grand format*, & autres de dimensions au dessous de celles de la huitième

tième classe, jusques & y compris celles de seize pouces six lignes de largeur sur treize pouces de hauteur, sera payé treize sous, ci . . . 1. 13

10. Pour chaque rame de Papier nommé *Cadran*, *Tellière*, *Pantalon*, *petit Raisin* ou *Bâton royal aux armes d'Amsterdam*, ou *Propatria*, ou *Libertas*, *Cartier*, *grand format de Dauphiné*, *Cartier*, *grand format ordinaire*, *petit Cornet*, *trois O* ou *trois Ronds de Gênes*, *Licornes à la Cloche*, & autres de dimensions au dessous de celles de la neuvième classe, jusques & y compris celles de quinze pouces trois lignes de largeur, & onze pouces six lignes de hauteur, sera payé douze sous, ci . . . 12

11. Pour chaque rame de Papier nommé *petit Nom de Jesus*, *Romaine*, *Pigeonne* ou *Poulette*, *Cartier au Pot* ou *Cartier ordinaire*, *Espagnol*, *Lys*, *à la Cloche*, & autres de dimensions au dessous de celles de la dixième classe, jusques & y compris celles de quatorze pouces de largeur, & dix pouces quatre lignes de hauteur, sera payé dix sous, ci . . . 10

12. Pour chaque rame de Papier nommé *petit Jesus*, *petit à la Main* ou *Main-fleurie*, *Marie*, & autres petites sortes de dimensions au dessous de la classe ci-dessus, sera payé huit sous, ci . . . 8

Tous Papiers connus dans les pays où ils sont en usage, sous des dénominations autres que celles énoncées au présent tarif, & dont les dimensions se rapporteront à quelques-unes de celles spécifiées au tarif joint à l'arrêt du conseil du 18 septembre 1741, payeront le droit fixé pour celle des classes ci-dessus dans laquelle se trouve la dénomination, telle qu'elle est exprimée au tarif de 1741.

Papiers dorés & argentés.

Pour chaque rame de Papier doré ou argenté, uni, ou à grandes ou à petites fleurs, sera payé suivant celle des

classes de Papiers blancs ci-dessus , auxquelles ils doivent être rapportés par leurs dimensions , le triple des droits y portés , indépendamment de ceux dus à la fabrication.

Papiers marbrés.

Pour chaque rame de Papier marbré , sera payé , suivant ses dimensions , le double des droits des Papiers blancs.

Papiers de couleur fine.

Pour chaque rame de Papier teint d'une couleur fine , ou peint d'un côté , & d'une seule couleur , sans mélange , ainsi que pour chaque rame de Papier gris , fin , à dessiner , sera payé , suivant les dimensions , les mêmes droits que pour les Papiers blancs.

Papiers gris & Papiers de couleur commune.

Pour chaque rame de Papier gros bleu , brun , dit *Musc* ou *Musqué* , & gris commun , pour enveloppes , ainsi que pour chaque rame de celui nommé *Trasse* , ou *Etreffe* , ou *Mainbrune* , sera payé , suivant les dimensions , la moitié des droits des Papiers blancs.

Papiers brouillards.

Pour chaque rame de Papier brouillard ou à la demoiselle , sera payé , suivant sa dimension , les trois quarts des droits des Papiers blancs.

Cartes ou Cartons de feuille.

Pour chaque cent de feuilles de cartes ou cartons , formés de plusieurs feuilles de Papier collées ensemble , sera payé , suivant l'espèce de Papier blanc auxquelles ils devront être rapportés par leurs dimensions , le quadruple des droits portés au tarif ci-dessus pour chaque rame.

Cartons de pâte.

Pour chaque cent de feuilles de carton de pâte sera payé les mêmes droits que pour les cartes & cartons ci-dessus , suivant les dimensions dont ils approcheront le plus. Fait & arrêté au conseil d'état du roi , tenu à Versailles le 2 mars 1771.

Signé , PHELYPEAUX.

Ce tarif a ensuite été modéré & interprété par un arrêt

du conseil du 16 octobre de la même année, qui contient à cet égard les dispositions suivantes :

ART. 1. Les images, Papiers peints en façon de damas, d'indiennes ou tapisseries; Papiers drapés en laine hâchée, autrement dits *Papiers tontiffes*, & autres Papiers de semblable espèce, & généralement toutes les dominoteries imprimées ou non imprimées, avec moules & planches en bois, fabriqués dans les lieux autres que ceux compris en l'état annexé à la déclaration du premier mars 1771, dont les droits dus aux entrées de Paris, soit à sa majesté, soit au profit des officiers, contrôleurs & visiteurs des Papiers & cartons, avoient été fixés à raison du quintal, par l'arrêt du conseil du 27 février 1765, seront, à compter du jour de la publication du présent arrêt, payés à l'entrée des lieux compris audit état, à proportion du nombre de feuilles dont les mains, rouleaux ou images seront composés, selon celles des classes du tarif annexé à ladite déclaration, auxquelles lesdits Papiers, images & dominoteries devront être rapportés, eu égard aux dimensions des feuilles dont elles seront composées; savoir, les images formées d'une ou de plusieurs feuilles, ainsi que les Papiers à fonds blancs ou sablés, imprimés en fleurs ou petits dessins, ainsi que ceux pour échiquiers ou autres semblables usages, lesquels se vendent à la feuille ou à la main, les mêmes droits que les Papiers blancs; les Papiers drapés ou Papiers tontiffes, ainsi que les Papiers peints & imprimés, façon d'Angleterre, imitant les dessins d'étoffes à meubles, ensemble les Papiers de la Chine, le double des droits des Papiers blancs; le tout sans préjudice des droits de domaine & autres auxquels lesdites dominoteries sont assujetties à l'entrée de ladite ville de Paris, lesquels continueront d'être perçus comme avant ladite déclaration du premier mars 1771.

2. Celles desdites dominoteries auxquelles auront été employés des Papiers de pâte bulle, de quelques-unes des espèces désignées aux quatre premières classes du tarif, jouiront, comme les Papiers blancs, de la modération d'un tiers desdits droits.

3. Les dominoteries fabriquées dans quelqu'un des lieux compris en l'état annexé à ladite déclaration du premier

mars dernier , & qui , par l'art. 1 du présent arrêt , ne sont assujetties qu'aux mêmes droits que les Papiers blancs , seront à l'entrée , soit de la ville , fauxbourgs & banlieue de Paris , soit des autres lieux énoncés audit état , traitées suivant les dispositions des articles 9 & 10 de ladite déclaration.

4. Celles des dominoteries fabriquées dans quelqu'un des lieux compris audit état , & qui , par ledit article premier du présent arrêt , sont assujetties au double des droits des Papiers blancs , ne seront , en entrant dans la ville , fauxbourgs & banlieue de Paris , sujettes qu'au paiement du simple droit des Papiers blancs , & en outre des six sous pour livre & des vingtièmes de l'hôpital , sur le pied du double droit ; & à l'entrée des autres lieux compris audit état , au paiement du simple droit seulement , le tout en justifiant que lesdites dominoteries seront provenues de manufactures situées dans quelqu'un desdits lieux sujets , & que les Papiers ayant servi à leur fabrication y auront acquitté les droits du tarif annexé à ladite déclaration.

5. Les images , ainsi que les Papiers imprimés avec moules & planches représentant des figures , ou qui seroient en outre imprimés en lettres & caractères typographiques , continueront d'être sujets à la visite des chambres syndicales ; dispense sa majesté de ladite visite les dominoteries autres que celles ci-dessus désignées.

6. Le Papier dénommé *petit Royal* , ayant , suivant le tarif joint à l'arrêt du conseil du 18 septembre 1741 , vingt pouces de large , la feuille étant ouverte , sur seize pouces de haut , sera & demeurera compris dans la septième classe du tarif annexé à ladite déclaration du premier mars 1771 , & , comme tel , ne payera que vingt sous la rame ; le Papier appelé *grand Messel* , dont les dimensions doivent être de dix-neuf pouces de largeur sur quinze pouces de hauteur , sera rapporté à la huitième classe dudit tarif , & en conséquence ne sera assujetti qu'au droit de seize sous par rame ; celui connu sous le nom de *grand Licorne à la cloche* , devant avoir dix-neuf pouces de largeur sur douze de hauteur , ainsi que celui appelé *Cartier grand format de Dauphiné* , dont les dimensions doivent être de seize pouces de largeur

lieux énoncés dans l'état joint à la même déclaration (*).

fut treize pouces & demi de hauteur, seront & demeureront compris dans la neuvième classe dudit tarif du premier mars 1771, & en conséquence les droits en seront dus sur le pied de treize sous la rame.

7. Les Papiers dénommés *Joseph-blancs*, n'ayant point de dimensions déterminées par les réglemens, mais seulement celles usitées dans les provinces où ils se fabriquent, ou relatives aux usages auxquels ils sont destinés, payeront les mêmes droits que les autres Papiers blancs, suivant celles des classes dudit tarif auxquels ils devront être rapportées par leurs dimensions.

8. Les Papiers dits *Brouillards* ou à la *Demoiselle* ne payeront, ainsi que les autres Papiers bruns & gris communs pour enveloppes, que la moitié des droits dus pour les Papiers blancs auxquels ils devront être rapportés par leurs dimensions.

9. Les rames composées en totalité de Papiers cassés & déchirés dans la plus grande partie de la feuille, ne payeront que la moitié des droits auxquels, dans tout autre cas, elles se trouveront assujetties par ledit tarif.

10. Les droits dus pour chaque cent de cartes ou cartons de feuille ou de pâte, demeureront modérés au double des droits dus pour chaque rame de l'espèce de Papiers blancs dont ils auront été formés, ou dont ils approcheront le plus par leurs dimensions; & pour ceux d'édits cartons qui devront être rapportés à quelqu'une des quatre premières classes dudit tarif, ledit double droit n'en sera perçu que sur le pied de celui dû pour les Papiers de pâte bulle.

(*) Cet état comprend les villes & lieux suivans :

Généralité d'Amiens.

Abbeville, Amiens, Ardres, Boulogne-sur-Mer, Calais, Doullens, Montdidier, Montreuil-sur-Mer, Péronne, Saint-Quentin, Saint-Vallery.

Lorsque

Lorsque des Papiers étrangers arrivent dans les

Province d'Artois.

Aire , Arras , Bapaume , Béthune , Carvin , Hesdin ,
Lens , Lillers , Saint-Omer , Saint-Paul.

Généralité de Châlons.

Ay , Bar-sur-Aube , Châlons , Château-Porcien , Chau-
mont , Epernay , Joinville , Langres , Rheims , Rhetel-
Mazarin , Saint-Dizier , Sainte-Menehould , Sedan , Sezanne ,
Troies , Villenaux , Virry-le-François.

Généralité d'Orléans.

Beaugency , Blois , Chartres , Châteaudun , Clamecy ,
Dourdan , Gien , Jargeau , Montargis , Mer ou Menard-
la - Ville , Meung , Orléans , Pithiviers , Romorantin ,
Selles , Vendôme.

Généralité de Paris.

Argenteuil , Beaumont-sur-Oise , Beauvais , Chably ,
Chevreuse , Compiègne , Corbeil , Coulommiers , Dreux ,
Etampes , Fontainebleau , Joigny , la Ferté-sous-Jouarre ,
Lagny , Mantes , Meaux , Melun , Montereau , Monfort-
Lamaury , Moret , Nanterre , Nemours , Nogent-sur-Seine ,
Paris , Poissy , Provins , Saint-Denis , Senlis , Sens , Saint-
Germain , Tonnere , Ville-Neuve-le-Roi & Versailles.

Généralité de Poitiers.

Châtellerault , Confolens , Fontenay , Montmorillon ,
Nyort , Partenay , Poitiers , les Sables d'Olonne , Thouars.

Généralité de Soissons.

Château-Thierry , Chauvy , Clermont , Crespy , Ef-
fommes , Guise , Laon , Noyon , Pont-Sainte - Maxence ,
Soissons.

Généralité de Tours.

Amboise , Angers , Baugé , Craon , Doué , Château-
Gontier , Château-du-Loir , Chinon , la Fleche , Laval
Loches , Loudun , le Mans , Mayenne , Montreuil-Bellay ,
Richelieu , Saumur , Tours.

Généralité de la Rochelle.

Coignac , Jonzac , Marans , Marennnes , Oleron , Pons ;

villes & lieux dont il s'agit, ils n'y sont assu-

Rochefort, la Rochelle, Saint-Jean d'Angely, Saint-Martin de Rhé, Saintes.

Généralité de Bourges.

Le Blanc, Bourges, la Charité, la Chastre, Châteauroux, Issoudun, Saint-Amant, Vierzon.

Généralité de Moulins.

Aubusson, Château-Chinon, Evaux, Gannat, Guerret, Montluçon, Moulins. Nevers, Saint-Pourçain.

Généralité de Riom.

Aurillac, Brioude, Clermont-Ferrand, Issoire, Riom, Saint-Flour.

Généralité de Lyon.

Beaujeu, Charlieu, Condrieux, Lyon, Montbrisson, Rivedégié, Roanne, Saint-Chaumont, Saint-Etienne, Ville-Franche.

Généralité de Rouen.

Arques, les Andelis, Bolbec, Caudebec, Corneille, Chaumont, Dieppe, Elbœuf, Eu, Evreux, Fécamps, Gisors, le Havre, Honfleurs, Louviers, Magny, Montivilliers, Neufchatel, Pont-Audemer, Pont-de-l'Arche, Pont-l'Evêque, Pontoise, Rouen, Saint-Valery, Vernon, Yvetot.

Généralité de Caën.

Avranches, Bayeux, Caën, Carentan, Cherbourg, Coutances, Grandville, Mortain, Saint-Lô, Thorigny, Valognes, Ville-Dieu, Vire.

Généralité d'Alençon.

L'Aigle, Alençon, Argentan, Bellefleur, Bernay, Conches, Domfront, Falaise, Lizieux, Mamers, Mortagne, Neubourg, Nogent-le-Rotrou, Orbec, Sées, Verneuil au Perche.

Généralité de Toulouse.

Alby, Aleth, Carcassonne, Castelnau-dary, Castelsarrasin, Castres, Gaillac, Lavaur, Limoux, Mirepoix, Rieux, Saint-Papoul, Toulouse.

Généralité de Montpellier.

Agde, Alais, Audure, Bagnols, Beaucaire, Beziers,

jettis qu'aux droits du tarif ; mais il faut qu'ils

Clermont , Lodève , Lunel , Marvejols , Mende , Montpellier , Narbonne , Nîmes , Pézenas , le Puy , Saint-Esprit , Saint-Hypolite , Uzès , Viviers.

Pays de Foix.

Foix , Mazères , Pamiers , Tarascon.

Province de Bourgogne.

Avalon , Aurun , Auxerre , Bar - sur - Seine , Beaune , Bourg en Bresse , Chablis , Châlons-sur-Saone , Châtillon , Dijon , Louhans , Mâcon , Nantua , Saulieu , Semur en Auxerrois.

Généralité de Grenoble.

Bourgoin & Jaliou , Bourg d'Oisans , Briançon , Crest , Dies , Gap , Grenoble , Montelimart , Romans , Vienne , Voiron & la Buïsse.

Province de Bretagne.

Brest , Dinan , Guincamp , Hennebont , Lamballe , Landerneau , Morlaix , Nantes , l'Orient , Quimper , Rennes , Rhedon , Saint-Brieux , Saint-Malo , Vannes.

Province de Roussillon.

Perpignan & Collioure.

Généralité de Metz.

Longwits , Metz , Phalsbourg , Sar-Louis , Thionville , Toul , Verdun , Vic.

Province de Franche-Comté.

Arbois , Besançon , Dole , Gray , Lons-le-Saunier , Orans , Poligny , Pontarlier , Salins , Vezoul.

Province d'Alsace.

Colmar , Fort-Louis , Haguenau , Landau , Obernheim , Strasbourg , Schelestat , Weissembourg.

Province de Flandres.

Armentières , Bailleul , la Bassée , Bergues , Bourbourg , Cassel , Commines , Douai , Dunkerque , Estaires , Gravelines , Harbrouck , Hambourdin , Houschoote , Lille , Merville , Orchies , Roubaix , Turcoin.

justifient du paiement des droits dus à l'entrée du royaume (*). Quant aux Papiers fabriqués

Hainaut..

Cambray , Cateau - Cambresis , Condé , Mubeuge , Saint-Amand , Valenciennes.

Généralité de Bordeaux.

Agen , Bergerac , Blaye , Bordeaux , Bourg , Cadillac , Castillon , Clairac , Condom , Coutras , Libourn , Marmande , Périgueux , la Réole , Saint - Emilion , Sainte - Livrade , Sarlat , Tonneins.

Généralité de Limoges.

Angoulême , Bellac , Limoges , Saint - Junien , Tulle , Brives , Bourgneuf , Ruffec , la Rochefoucault , Saint-Leonard.

Généralité de Montauban.

Cahors , Caussade , Fijac , Milhau , Montauban , Rhodes , Ville-Franche.

Généralité d'Auch & Pau.

Auch , Bayonne , Bourg - Saint - Esprit , le comté de Bigorre , Grenade , Lectoure , le pays de Marsan , la Navarre , Nay , Nogaro , Oleron , Pau , Saint-Jean de Luz.

Provence.

Aix , Arles , Avignon , Carpentras , Cavaillon , Frejus , Grasse , Marseille , Sisteron , Tarascon , Toulon.

Dombes.

Trevoux.

Lorraine.

Bar-le-Duc , Luneville , Nancy , Plombières , Pont-à-Mousson.

Fait & arrêté au conseil d'état du roi , tenu à Versailles le 2 mars 1771.

Signé , PHELYPEAUX.

(*) Ces droits ont depuis été fixés par un arrêt du conseil du 21 août 1771 , qui a ordonné que les espèces & qualités de Papiers ci-après , venant de l'étranger , payeroient à l'avenir à toutes les entrées du royaume , par quintal poids de marc ; savoir , les Papiers blancs , de quelque

dans le royaume, il doit pareillement être justifié du paiement des droits des cinq grosses fermes & autres droits de traite, dans le cas où ils doivent être perçus. C'est ce qui résulte de l'article 5 de la déclaration citée.

Conséquemment à ces dispositions, l'article 6 a ordonné qu'en conformité des articles 9 & 12 du titre des droits de marque & de contrôle du Papier, de l'ordonnance du mois de juin 1680, les voituriers par eau & par terre, chargés de la conduite des Papiers & cartons, feroient porteurs de lettres de voiture en bonne forme, lesquelles, ainsi que les acquits des droits payés sur la route, ils feroient tenus de représenter aux bureaux des barrières, portes, ports & autres, pour y être visés, le tout à peine de confiscation des Papiers, charrettes & chevaux, & de 500 livres d'amende.

Les Papiers & cartons de manufacture française, destinés pour l'étranger, ne sont point sujets aux droits portés par le tarif, à l'entrée des villes d'où ils doivent être voiturés hors du royaume ou des ports d'embarquement : cela est ainsi réglé par l'article 7, qui a d'ailleurs accordé pour ces marchandises, dans les villes & ports de Dunkerque, Calais, Dieppe, le Havre, Saint-Malo, l'Orient, Nantes, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Marseille & Toulon, un entrepôt de six mois, en observant les formalités

espèce, qualités & grandeurs que ce fût, vingt livres; les Papiers gris, bruns, bleus & autres couleurs, ainsi que les Papiers dits brouillards, douze livres; les Papiers dorés ou argentés, unis ou à fleurs, trente-trois livres douze sous; & les Papiers marbrés, vingt-six livres huit sous.

ordinaires , passé lequel terme , les droits en seroient exigibles , si mieux n'aimoient les commissionnaires & fabricans expédier par acquit à caution , à la charge de le rapporter déchargé dans le délai de six mois , sous peine de restitution du quadruple des droits.

Les Papiers destinés pour la consommation de Paris doivent , suivant l'article 8 , jouir aux mêmes conditions de la même faveur d'entrepôt dans les villes de Rouen & d'Orléans (*) : mais aucun entrepôt ne peut avoir lieu chez les marchands papetiers , imprimeurs , libraires & relieurs , qui ne peuvent avoir en magasin aucun Papier & carton , sans en avoir payé les droits , sous les peines portées par les réglemens.

L'article 9 veut que tous les Papiers & cartons destinés pour quelqu'un des lieux énoncés dans l'état joint à la déclaration dont nous parlons , soient sujets aux droits du tarif , quand même ils auroient été expédiés de quelque autre lieu compris dans cet état , à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un congé ou certificat justificatif que les droits y ont été payés.

Les Papiers & cartons qui entrent dans Paris & la banlieue , doivent payer , outre les droits portés au tarif , le vingtième attribué à l'hôpital général de cette ville , outre les sous pour livre , tels qu'ils se perçoivent sur les autres droits aux entrées de Paris : observez néanmoins que les

(*) L'entrepôt des Papiers destinés pour la consommation de Paris , peut aussi avoir lieu à Limoges , sous les conditions fixées pour les entrepôts permis à Rouen & à Orléans. C'est ce qui résulte de l'article 13 de l'arrêt du conseil du 16 octobre 1771.

cartons qu'on justifie avoir été fabriqués dans quelqu'un des lieux désignés par l'état annexé à la déclaration dont il s'agit , ne sont assujettis qu'au vingtième & aux sous pour livre dont on vient de parler. C'est ce qui résulte de l'article 10.

Il est défendu d'introduire dans l'île de Corse d'autres Papiers que ceux qui proviennent des manufactures du royaume , à peine de confiscation & de mille livres d'amende. Les droits dus par ces papiers à l'entrée des ports de cette île , sont les mêmes que ceux que l'on perçoit dans les villes & lieux désignés dans l'état dont on vient de faire mention. Cela est ainsi réglé par l'article 3 de la déclaration dont nous venons de rapporter les principales dispositions.

Suivant l'article 12 de l'édit du mois de février 1748 , dont l'exécution a été ordonnée par la déclaration du premier mars 1771 , en ce qu'il n'y étoit point dérogé par cette dernière loi , les commis du fermier peuvent se transporter , lorsqu'ils le jugent à propos , dans les moulins , manufactures , ouvroirs , magasins & autres endroits appartenans aux maîtres des moulins à papier , pour y vérifier leurs fabrications & ventes de Papier : la même loi veut que les maîtres souffrent les visites de ces commis , sous peine de deux cents livres d'amende.

Par arrêt du 4 mai 1773 , le conseil a confirmé deux ordonnances de l'intendant de Flandres , par lesquelles le sieur Durot , entrepreneur de la manufacture royale de toiles peintes , indiennes & papier peint en façon de damas & d'indienne à Lille , avoit été condamné à souffrir les visites & exercices des commis du fermier dans

la manufacture , & à une amende pour s'y être opposé (*).

(*) *Nous allons rapporter cet arrêt & le vu qui le précède , attendu que les moyens [respectifs des parties y sont développés.*

Vu au conseil d'état du roi la requête présentée par le sieur Durot , entrepreneur de la manufacture royale des toiles peintes & indiennes de la ville de Lille , contenant : Que la faveur que sa majesté a jugé à propos d'accorder , par son arrêt du 25 janvier 1771 , aux fabricans de Papier peint en façon de damas & d'indienne , l'avoit déterminé à entreprendre de joindre cette espèce de fabrique à celle de toiles peintes qu'il a élevée dans la ville de Lille : qu'il y avoit déjà réussi au point de surpasser les fabriques étrangères établies dans les villes frontières du royaume , lorsque Julien Alaterre , chargé de la régie des nouveaux droits imposés sur les Papiers & cartons , est venu troubler le cours de cette nouvelle fabrique , en voulant introduire une forme de régie tout-à-fait opposée à celle qui lui est prescrite par les déclarations & arrêts de sa majesté des premiers mars , 21 août & 16 octobre 1771. Quoique ces réglemens restreignent la perception des droits sur les Papiers & cartons , à l'entrée seulement des villes & lieux désignés dans l'état annexé à la déclaration du premier mars 1771 ; quoique les visites & exercices qu'ils ordonnent , ne doivent se faire que dans les bureaux du régisseur , sans qu'il soit du tout question de les étendre dans les lieux même de fabrique ; cependant le régisseur , par une entreprise inouïe , a voulu y assujettir celle du sieur Durot , & cette prétention de sa part a été autorisée par différentes ordonnances qui ont été surprises à la religion du sieur intendant de Flandres. Le 4 juin 1772 , les commis du régisseur se présentèrent chez le sieur Durot , & le sommèrent de faire la déclaration de la quantité de Papiers à usage de dominoteries & autres de toutes espèces qu'il avoit en sa possession , & de les mettre en évidence , à l'effet d'en dresser acte d'inventaire ; celui-ci leur observa , que n'étant assujetti à aucune déclaration , sinon à l'entrée des villes seulement , il ne croyoit pas qu'ils fussent fondés à faire aucune visite dans ses ateliers ; que s'ils avoient

Le même arrêt a ordonné que tous les fabricans de Papiers , cartons ou dominoteries dont

quelques titres , ils eussent à les exhiber , qu'alors il souffriroit lesdites visites ; mais que jusque-là il se borneroit à déclarer ses Papiers lorsqu'il les expédieroit de sa fabrique , & à en souffrir les visites dans les bureaux : nonobstant cette réponse , lesdits commis dressèrent procès-verbal contre le sieur Durot , & le lui signifèrent sur le champ , avec assignation pardevant le sieur de Caumartin , intendant de Flandres. Le 10 du même mois , ordonnance dudit sieur intendant , qui condamne le sieur Durot à souffrir les visites & exercices des commis , & à payer le double droit de ses Papiers en dominoteries , tant de ceux consommés en la ville de Lille , que de ceux destinés pour le dehors ; cette ordonnance notifiée au sieur Durot le 16 juin , avec sommation de s'y conformer , il répondit qu'il avoit présenté ses moyens de défenses au sieur intendant , & que jusqu'à ce qu'il y eût été statué , il ne pourroit souffrir de visites ; en conséquence , nouveau procès-verbal dressé contre lui & signifié ledit jour 16 juin , avec assignation devant ledit sieur intendant. Cependant le sieur Durot ne voulant pas désobéir , fit sommer , le 20 juin , le sieur Thierry , directeur du droit sur les Papiers , d'envoyer chez lui ses commis , déclarant que , pour satisfaire à l'ordonnance du 10 juin , il souffriroit les visites ; il présenta en même temps sa requête , à l'effet de démontrer la surprise faite à la religion du sieur intendant , qui , sans avoir égard à ses moyens de défenses , confirma , par son ordonnance contradictoire du 4 juillet , celle qu'il avoit rendue le 10 juin précédent , & condamna le sieur Durot en l'amende de trois cents livres , modérée par grâce à cent livres , pour n'avoir pas consenti aux visites & exercices des commis dès le 16 juin , avec défense de récidiver , sous plus grande peine. En exécution de ces ordonnances , le sieur Durot a été forcé de souffrir les visites & inventaires de ses Papiers , mais en même temps il a pris le parti de former appel desdites ordonnances des 10 juin & 4 juillet , & cet appel a été signifié au régisseur , par acte du 6 août ; malgré cette signification , le régisseur , qui , dès le 24 juillet précédent , avoit fait som-

les fabriques , magasins & ouvroirs seroient situés dans l'enceinte , fauxbourgs , territoire & banlieue

mer le sieur Durot de satisfaire à l'ordonnance du 4 juillet , lui fit signifier le 24 août une nouvelle ordonnance du 12 dudit mois , qui ordonne l'exécution de celle du 4 juillet , nonobstant oppositions & appellations quelconques , & que le sieur Durot sera tenu de payer & consigner , entre les mains du sieur Thierry , le montant des condamnations prononcées contre lui , ce que ledit sieur Durot s'est déterminé à faire d'après une nouvelle sommation qui lui a été faite le 31 dudit mois d'août. Telles sont les vexations que ledit sieur Durot a éprouvées de la part du directeur de la régie à Lille , & qui le forcent de réclamer contre les ordonnances rendues par le sieur intendant de Flandres : la surprise faite à sa religion est manifeste ; pour s'en convaincre , il suffit de comparer ces ordonnances avec les réglemens faits sur cette matière. La déclaration du roi du premier mars 1771 , ordonne formellement , article 3 , que les droits seront payés *à l'entrée seulement des villes & lieux compris dans l'état annexé à ladite déclaration* ; l'arrêt du conseil du 16 octobre , porte , article premier , » que les images & Papiers peints en façon d'indienne , » payeront *à l'entrée des lieux* compris audit état , le » double droit que les Papiers blancs ; article 12 , que » les droits portés au tarif ou fixés par ledit arrêt , seront dus & perçus sur les Papiers & cartons , à l'entrée » de toutes les villes & lieux énoncés audit état . Rien de plus clair sans doute que ces dispositions ; elles établissent incontestablement qu'aucune perception ne peut être faite qu'à l'entrée des villes ; cependant les ordonnances du sieur intendant ordonnent cette perception dès la sortie même de la fabrique , & assujettissent les fabricans à des déclarations & à des visites qui ne doivent être faites que dans les bureaux d'entrée , & non dans les fabriques mêmes ; de pareilles visites y apporteroient le désordre & la confusion , & gêneroient sans cesse l'activité & l'industrie du fabricant , en lui faisant perdre un temps précieux : ce sont des motifs aussi puissans qui ont déterminé sa majesté à ne pas ordonner des visites dans les fabriques , & c'est une innovation de la part du sieur

des villes & lieux désignés dans l'état annexé à la déclaration de 1771, seroient tenus de faire

Thierry, directeur de la régie, que de vouloir y assujettir celle du sieur Durot. A ces causes, requéroit le suppliant, qu'il plût à sa majesté le recevoir appelant des deux ordonnances du sieur intendant de Flandres, des 10 juin & 4 juillet derniers, faisant droit sur ledit appel, ordonner que la déclaration du premier mars 1771, & les arrêts du conseil rendus sur la régie des Papiers & cartons, seront exécutés selon leur forme & teneur; & en conséquence, décharger le sieur Durot des condamnations prononcées contre lui par lesdites ordonnances du sieur intendant de Flandres; ordonner que les sommes payées en vertu desdites ordonnances, lui seront restituées, & condamner le sieur Thierry, directeur de la régie à Lille, en la somme de mille livres, pour tenir lieu de tous dépens, dommages & intérêts; ladite requête signée Goulean. Le mémoire en réponse, de Juïen Alatetre, régisseur pour le roi du droit sur les Papiers & cartons, contenant en substance: que le seul exposé des faits avoués dans la requête du sieur Durot, suffisant pour prouver les refus formels & réitérés qu'a faits ce fabricant de faire ses déclarations & de souffrir les visites & exercices des commis, il se bornera à démontrer que cette résistance est d'autant plus reprehensible, que le sieur Durot n'a pu ignorer les titres sur lesquels le régisseur se fondeoit pour l'assujettir aux déclarations & aux visites, ces titres lui ont été représentés dès le 6 juin, jour où les commis se sont présentés chez lui, à l'effet d'y faire inventaire de ses Papiers; ils lui ont de nouveau été cités, lorsque, le 16 juin, les mêmes commis lui ont signifié la première ordonnance du sieur intendant du 10 du même mois, les deux actes du 4 & du 16 en font foi; au surplus, ces titres ne sont point équivoques, puisqu'ils sont puisés, tant dans l'édit du mois de février 1748, que dans la déclaration du premier mars & dans l'arrêt du conseil du 21 août 1771. L'article 9 de cet édit » enjoint à tous » marchands merciers, débiteurs & autres faisant commerce de Papiers, de déclarer aux bureaux du régisseur » tous les Papiers & cartons qu'ils ont en leur possession,

au bureau du fermier ou régisseur leur déclaration des Papiers, cartons & dominoteries qu'ils

» chez eux ou ailleurs, & de souffrir les visites & exercices
 » des commis, ainsi qu'il est dit par l'article 3 dudit
 » édit, & sous les mêmes peines « ; c'est-à-dire à toute
 réquisition, & sous peine de trois cents livres d'amende,
 qui sera encourue par le seul refus d'ouverture de portes :
 cette disposition est non seulement rappelée implicitement
 par l'article 11 de la déclaration du premier mars 1771,
 qui veut » que les dispositions de l'édit du mois de
 » février 1748, qui concernent les droits sur les Papiers,
 » soient exécutées selon leur forme & teneur, en ce qu'il
 » n'y est dérogé par ladite déclaration ; « mais elle l'est
 encore formellement par l'arrêt du conseil du 21 août,
 qui » enjoint aux papetiers & tous autres dénommés,
 » tant audit édit du mois de février 1748, qu'en la dé-
 » claration du premier mars 1771, de faire les déclara-
 » tions y prescrites ; comme aussi de souffrir les visites &
 » exercices des commis, conformément auxdits édit & dé-
 » claration «. Comment toutes ces autorités, qui sont la
 base des ordonnances du sieur intendant, peuvent-elles être mé-
 connues du sieur Durot ? & comment ose-t-il, dans sa requête,
 avancer que ni la déclaration du premier mars, ni les
 arrêts du conseil par lui cités ne prononcent l'assujettisse-
 ment aux exercices ? Ce n'est, d'un autre côté, que par
 un abus évident des termes, qu'il cherche à induire de
 l'article 3 de cette déclaration, que la perception des
 droits sur les Papiers ne doit en aucun cas avoir lieu
 qu'à l'entrée ; le mot *seulement*, sur lequel il s'appuie,
 loin de servir dans cet article à restreindre la perception
au seul cas de l'entrée, sert au contraire à restreindre
 cette perception à l'entrée des seules villes & lieux désignés
 dans l'état annexé à la déclaration ; & pourroit-il rester
 quelque doute à cet égard, quand on considère que la
 perception ordonnée par l'édit de 1748 devoit avoir lieu
 dans toutes les villes & lieux du royaume sans exception,
 & que celle que prescrit la déclaration du premier mars
 1771, est réduite à un petit nombre de villes désignées
 dans l'état y annexé ? D'après cette explication, la simple
 lecture de l'article 3 cité achevera de détruire un système

voudroient fabriquer & qu'ils auroient fabriqués,
& de souffrir les visites & exercices des commis

aussi absurde que celui du sieur Durot. C'est ainsi que s'explique cet article : » Voulons qu'à l'avenir les droits » sur les Papiers & cartons , *établis dans toute l'étendue* » de notre royaume par notre édit du mois de février » 1748 , soient , à compter du jour de la publication des » présentes , perçus conformément , au tarif attaché sous » le contre-scel desdites présentes , à l'entrée *seulement* des » villes & lieux dont l'état y est pareillement annexé , » ainsi qu'à l'entrée des ports de Corse ». Un pareil énoncé peut-il paroître susceptible d'une interprétation équivoque ? Quel seroit d'ailleurs l'effet de celle que le sieur Durot s'efforce de lui donner , sinon d'anéantir totalement le droit & de le rendre illusoire ? Et en effet , si en aucun cas le droit ne pouvoit être perceptible que par le seul fait de l'entrée dans le lieu sujet , il en résulteroit que les fabriques situées dans une ville sujette fourniroient tous les Papiers nécessaires à la consommation des habitans de la ville , sans payer aucun droit ; que dès-lors il n'entreroit plus dans cette même ville aucuns Papiers du dehors , & que conséquemment il ne s'y feroit aucune perception ; bientôt les fabriques extérieures , hors d'état de soutenir la concurrence , seroient ou ruinées ou transplantées dans les lieux sujets , & le droit ne tarderoit pas à devenir nul : telles sont cependant les conséquences ridicules du raisonnement du sieur Durot , il choque tous les principes d'administration , détruit toute balance dans le commerce , enfin renverse toutes les ordonnances rendues sur le fait des droits des fermes , qui veulent que toute denrée & marchandise , crüe ou fabriquée dans le lieu assujetti à un droit quelconque d'entrée , paye à la fabrication le même droit que paye à l'entrée la marchandise importée : le droit étant aussi incontestablement dû à la fabrique , même lorsqu'elle se trouve située dans l'intérieur du lieu sujet , comme celle du sieur Durot , il en résulte évidemment la nécessité des déclarations de la part du fabricant , & son assujettissement aux visites des commis ; c'est une conséquence nécessaire. Tout se réunit donc pour prouver que les déclarations & visites , auxquelles le sieur Durot

à toute réquisition , sous peine de trois cents livres d'amende & de confiscation des Papiers , cartons & dominoteries non déclarés.

cherche à se soustraire , sont expressément ordonnées par les réglemens , qu'elles sont indispensables , & que ce n'est que par une obstination très-condamnable qu'il a pu s'y refuser. Pourquoi le régisseur conclut à ce qu'il plaise à sa majesté débouter le sieur Durot de toutes ses demandes ; ce faisant , ordonner que l'édit du mois de février 1748 , la déclaration du premier mars 1771 , les arrêts du conseil des 21 août & 16 octobre suivans , ensemble les ordonnances des 10 juin & 4 juillet 1772 , du sieur intendant de Flandres , seront exécutés selon leur forme & teneur , & condamner ledit sieur Durot au coût de l'arrêt à intervenir. Vu aussi l'édit de février 1748 , la déclaration du premier mars 1771 , les arrêts du conseil des 21 août & 16 octobre suivans , les procès-verbaux dressés par les commis du régisseur , les 4 & 16 juin 1772 , les ordonnances du sieur intendant de Flandres , des 10 juin & 4 juillet de la même année , & les autres pièces jointes aux requêtes & mémoires respectifs des parties : oui le rapport du sieur abbé Terray , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; le roi en son conseil , sans avoir égard aux demandes , fins & conclusions dudit Durot , dont sa majesté l'a débouté & déboute , a ordonné & ordonne que les ordonnances du sieur intendant & commissaire départi dans la province de Flandres , des 10 juin & 4 juillet 1772 , ensemble les édit du mois de février 1748 , déclaration du premier mars & arrêts du conseil des 21 août & 16 octobre 1771 , seront exécutés selon leur forme & teneur ; condamne en conséquence sa majesté ledit Durot à payer audit Alaterre , si fait n'a été , les condamnations contre lui prononcées par lesdites ordonnances ; lui enjoint de faire ses déclarations & de souffrir les visites & exercices des commis , conformément auxdites ordonnances ; condamne en outre sa majesté ledit Durot au coût du présent arrêt , liquidé à soixante-quinze livres. Veut & ordonne sa majesté , qu'en conformité des édit du mois de février 1748 , déclaration du premier mars 1771 , & arrêts du conseil des 21 août

Papier timbré. Voyez l'article FORMULE , & ajoutez ce qui suit :

Le roi ayant été informé des contraventions qui se commettoient journellement à l'exécution de la déclaration du 19 juin 1691 , de la part des receveurs du tarif & des octrois de plusieurs villes du royaume , qui étoient dans l'usage ou de ne point délivrer de quittances des droits qui leur étoient payés , ou de les délivrer sur du Papier non timbré ; sa majesté , pour faire cesser cet abus , rendit en son conseil , le 28 février 1772 , un arrêt qui contient les disposition suivantes :

„ ARTICLE I. La déclaration du 19 juin 1691 ,
„ & les arrêts & réglemens rendus en conformité ,
„ seront exécutés selon leur forme & teneur ;
„ en conséquence , les receveurs des droits du
„ tarif & d'octrois des villes & communautés ,
„ & de tous autres droits de pareille nature , se-
„ ront tenus d'avoir des registres de recette en
„ Papier timbré , pour y porter généralement
„ toutes les sommes qui leur seront payées par
„ les redevables des mêmes droits, lesquels re-

& 16 octobre suivans , ci-dessus rappelés , tous fabricans de Papier , fabricans de cartons ou dominoteries , dont les fabriques , magasins & ouvroirs sont situés dans l'enceinte , faubourgs , territoire & banlieue des villes & lieux désignés dans l'état annexé à ladite déclaration du premier mars , soient tenus de faire aux bureaux du régisseur déclaration des Papiers , cartons & dominoteries qu'ils voudront fabriquer & qu'ils auront fabriqués ; comme aussi de souffrir les visites & exercices des commis , à toute réquisition , le tout à peine de trois cents livres d'amende & de confiscation des Papiers , cartons & dominoteries non déclarés. Fait au conseil d'état du roi , tenu à Versailles le 4 mai 1773. *Signé*, DEVOUGNY.

„ gistrés seront représentés par ceux qui en feront
 „ dépositaires , aux préposés de la ferme générale , à toutes réquisitions de leur part , à l'effet
 „ par eux de vérifier seulement si lesdits registres
 „ sont tenus en Papier timbré , à peine contre
 „ les contrevenans d'être déchus de leurs em-
 „ plois , & de trois cents livres d'amende pour cha-
 „ que contravention.

„ 2. Enjoint en outre sa majesté aux commis
 „ chargés de la régie & perception des droits
 „ d'octrois , de tarif & de tous autres droits sem-
 „ blables , d'en donner leurs quittances sur Pa-
 „ pier timbré , lorsque ces droits seront de cinq
 „ sous & au dessus ; leur faisant défenses de dé-
 „ livrer deux ou plusieurs quittances ou acquits
 „ sur la même feuille , demi-feuille ou quart ,
 „ sous les peines portées par l'article précédent.

„ 3. A l'égard des acquits & quittances au
 „ dessous de cinq sous , veut & entend sa ma-
 „ jesté que les receveurs les délivrent en Papier
 „ non timbré & sans frais , à peine de trois cents
 „ livres d'amende & de destitution „.

Par arrêt du 16 mars 1773 , le conseil a condamné Jean-François Maillard , archer , garde de la connétablie & maréchaussée de France , à une amende de cent livres , conformément à la déclaration du 16 juillet 1697 , pour la contravention par lui commise en procédant à une saisie & exécution de meubles , en vertu d'une obligation dont l'expédition n'avoit été délivrée qu'en Papier , au lieu de l'être en parchemin timbré , aux termes des réglemens.

Par un autre arrêt du 20 juillet 1773 , le conseil a ordonné que l'article 7 de la déclaration du 19 juin 1691 , seroit exécuté selon sa forme
 &

& teneur ; en conséquence , que les sentences interlocutoires de provisions & d'appointemens , rendues par les juges de la maîtrise des eaux & forêts de Saint-Dizier , continueroient d'être délivrées en Papier , suivant l'usage ; mais qu'à l'égard des sentences ou jugemens définitifs , tant en matière civile que criminelle , soit sur vu de pièces , soit à l'audience , ils seroient expédiés en parchemin timbré , à peine de cent livres d'amende pour chaque contravention.

Le conseil a rendu un autre arrêt semblable le 3 août 1773 , relativement aux sentences & jugemens qui émanent du bailliage & siège présidial de Rheims.

En conséquence du nouveau plan qui a été adopté pour l'exploitation des fermes & régies du roi , Jean Vincent René a été chargé de faire , pour le compte de sa majesté , la régie , recette & perception des droits de la formule sur les Papiers & parchemins , conformément aux lettres-patentes du 4 août 1780 , enregistrées à la cour des aides de Paris le premier décembre suivant , dont nous allons rapporter les dispositions :

» ARTICLE I. Jean-Vincent René fera à notre
» profit & pour notre compte direct , à com-
» mencer le premier octobre de la présente an-
» née 1780 , dans nos provinces sujettes aux
» droits d'aides , ensemble dans l'étendue de
» nos duchés de Lorraine & de Bar , & à comp-
» ter du premier janvier 1781 seulement dans
» les autres provinces , l'administration , régie &
» recette des droits de timbre sur les Papiers &
» parchemins , à la charge par lui de se confor-

» mer aux édits , déclarations , tarifs & réglemens
» concernant lesdits droits.

» 2. Exceptons néanmoins de la régie dudit Jean-
» Vincent René , les droits de timbre des quit-
» rances , acquits & expéditions relatives à la per-
» ception des droits d'aides , & autres dus aux
» entrées de notre bonne ville de Paris & dans
» le plat pays de ladite ville , ainsi que de celles
» concernant la perception des droits de traites
» & cinq grosses fermes à la douanne de Paris ,
» le droit de timbre desquelles expéditions nous
» avons jugé convenable de comprendre dans
» l'article 6 du bail général de nos fermes fait
» à Nicolas Salzard. Exceptons pareillement le
» droit de timbre des expéditions & quittances
» à la charge des redevables , qui seront délivrées
» par les commis & préposés d'Henri Clavel ,
» pour raison de la recette de tous les droits qui
» sont compris dans la régie dont nous l'avons
» chargé , ou qui pourroient y être ajoutés par
» la suite , ensemble des registres , expéditions &
» quittances timbrées , dont , aux termes des ré-
» glemens , sont tenus de se servir tous les ré-
» gisseurs , fermiers & receveurs des droits d'oc-
» trois & tarifs des villes & de tous autres droits ,
» lesquels droits de timbre feront partie de la
» régie générale dont nous avons chargé ledit Henri
» Clavel.

» 3. Pourra ledit René établir tels bureaux &
» commettre telles personnes qu'il jugera à pro-
» pos , pour faire la perception desdits droits sur
» ses procurations ou commissions. Enjoignons à
» ceux qui seront préposés par ledit René , de
» lui compter exactement du montant de leur
» recette , dans les temps & de la manière qui

» leur seront prescrits , sans pouvoir différer sous
» aucun prétexte , ni prétendre d'autres appoin-
» temens , remises ou attributions quelconques ,
» que ceux qui seront réglés par les états de
» frais de régie qui seront arrêtés par nos ordres.
» Voulons qu'en cas de contestations sur lesdits
» appointemens , remises ou autres attributions ,
» elles soient portées directement à notre conseil ,
» sans que les commis ou préposés dudit René
» puissent , sous prétexte desdites contestations ,
» refuser de compter ni retenir entre leurs mains
» les deniers qu'ils ont reçus , dont , par provision
» & avant de pouvoir former aucune demande ,
» ils seront tenus de remettre le montant audit
» René , ou aux fondés de sa procuration , à
» peine d'y être contraints par provision & par
» corps , comme dépositaires de nos deniers. Fai-
» sons défenses à nos cours & juges de surseoir
» à l'exécution des contraintes qui seront décernées
» par ledit René , & de rendre en pareil cas au-
» cuns arrêts ou sentences portant défenses d'exé-
» cuter lesdites contraintes , sous tel prétexte que
» ce puisse être ; à peine d'en répondre en leurs
» propres & privés noms.

» 4. Les préposés dudit Jean - Vincent René
» jouiront de tous les privilèges , franchises &
» immunités dont ont joui les employés de nos
» fermes ou régies , en conformité de l'ordon-
» nance du mois de juillet 1681 , & autres ré-
» glemens.

» 5. Les directeurs , receveurs & autres pré-
» posés à la perception desdits droits , seront re-
» nus de fournir audit Jean-Vincent René , dans
» le délai qui leur sera prescrit , pour la sûreté
» & garantie de leur gestion & recette , des cau-

» tionnemens bons & solvables, affectés sur des
» biens fonds jusqu'à concurrence des sommes
» qui seront fixées pour chacun desdits cautionne-
» mens, indépendamment de ceux qu'ils ont
» fournis ou dû fournir en argent.

» 6. Autorisons ledit Jean-Vincent René à se
» faire remettre par Laurent David, adjudica-
» taire des fermes générales, les commis ou pré-
» posés, tous les Papiers & parchemins destinés
» à la formule, timbrés ou non timbrés, qui
» resteront en nature, soit dans les entrepôts ou
» magasins, soit dans les bureaux de distribution;
» savoir, le premier octobre 1780, dans les pro-
» vinces & généralités sujettes aux droits d'aides,
» & dans les duchés de Lorraine & de Bar; & le
» premier janvier 1781, dans les autres pro-
» vinces, à la charge par ledit René de rem-
» bourser audit David le prix marchand desdits
» Papiers & parchemins.

» 7. Les contestations qui pourroient s'élever
» dans la régie & perception des droits de la
» formule sur les Papiers & parchemins, seront
» portées en première instance devant les offi-
» ciers de nos juridictions qui ont droit d'en
» connoître, & par appel en nos cours des aides:
» voulons qu'elles soient jugées sommairement
» & sans frais, & qu'il ne puisse être accordé
» aux avocats & procureurs des parties plus d'une
» remise à la huitaine, pour plaider sur lesdites
» contestations en première instance, & plus de
» deux remises à quinzaine, pour celles portées
» par appel dans nos cours des aides, passé les-
» quels délais il sera statué définitivement, en-
» core que les avocats & procureurs ne se fussent
» pas présentés.

» 8. Voulons qu'à compter des premier oc-
» tobre 1780 & premier Janvier 1781, ledit
» Jean-Vincent René soit & demeure subrogé
» audit Laurent David ; à l'effet de quoi toutes
» les demandes , instances , procédures & pour-
» suites , qui , à l'une & à l'autre époques , se
» trouveront commencées à la requête dudit
» Laurent David , seront continuées à la requête
» & sous le nom dudit René , auquel , ou à ses
» procureurs ou commis , ledit David , ses commis
» ou préposés , seront tenus de remettre à la
» première réquisition les dossiers , titres &
» pièces des instances introduites à sa requête ,
» pour en être l'instruction continuée suivant les
» derniers errements.

» 9. Autorisons ledit René à décerner toutes
» contraintes nécessaires , soit contre les redeva-
» bles de nos droits , soit contre les receveurs
» commis qui seront par lui préposés , & qui se-
» ront en retard de compter des deniers par eux
» reçus , soit contre leurs cautions ; lui permet-
» tons de se servir , pour les commandemens à
» faire en vertu desdites contraintes & autres
» actes à signifier , de tels huissiers & sergens
» que bon lui semblera , même de ceux des sei-
» gneurs dans l'étendue du ressort de leurs jus-
» tices , lesquels seront tenus de prêter leur
» ministère à la première réquisition dudit René
» ou de ses préposés , à peine de 200 liy. d'a-
» mende , laquelle demeurera encourue sur le
» procès-verbal qui sera dressé de leur refus.

» 10. Ledit René sera tenu de faire fabriquer
» de nouveaux timbres pour marquer les Pa-
» piers & parchemins , à compter du premier
» octobre prochain , dans les provinces sujettes

» aux droits d'aides , ainsi que dans les duchés de
» Lorraine & de Bar ; & du premier janvier 1781
» seulement dans les autres provinces , à comp-
» ter desquelles époques les timbres servans
» actuellement à Laurent David , adjudicataire
» des fermes générales unies , demeureront sup-
» primés ; faisons en conséquence défenses à tou-
» tes personnes de se servir , à compter du pre-
» mier octobre prochain , dans les généralités
» sujettes aux droits d'aides , & dans nos duchés
» de Lorraine & de Bar ; & du premier janvier
» 1781 dans les autres provinces ou généralités ,
» d'autres Papiers & parchemins timbrés , que
» de ceux qui le seront des nouveaux timbres
» établis par Jean - Vincent René , à peine de
» nullité des actes & de 100 livres d'amende ;
» sans que ledit René puisse être tenu de
» contre-timbrer *gratis* , reprendre ni échanger les
» Papiers & parchemins timbrés en feuilles ou
» en registres , qui pourroient lui être rapportés ,
» à l'exception seulement de ceux de registres en
» Papier marqué des timbres dudit Laurent Da-
» vid , cotés & paraphés par un juge , dont l'usage
» aura commencé avant l'expiration du bail du-
» dit David , & dont les timbres valideront jus-
» qu'à la consommation desdits registres. Voulons,
» relativement au dépôt qui doit être fait par
» ledit René des empreintes des nouveaux tim-
» bres dans les greffes des élections ou autres
» juridictions , qu'il ne puisse être rien exigé par
» les juges , & qu'il ne soit payé aux greffiers ,
» pour l'expédition des procès-verbaux , que 3
» livres par procès-verbal , non compris le Pa-
» pier timbré.

» 11. Les ordonnances , édits , déclarations

» arrêts & réglemens concernant les droits de
» la formule sur les Papiers & parchemins tim-
» brés , seront exécutés selon leur forme & le-
» neur : enjoignons aux officiers des juridictions
» qui ont droit d'en connoître , d'y tenir la main.
» Si vous mandons , &c «.

PAQUEBOT. On appelle ainsi des bâtimens de mer qui servent à porter les lettres.

Le feu roi rendit le 31 juillet 1763 , au sujet des Paquebots destinés à la correspondance des colonies , une ordonnance qui contient les dispositions suivantes.

» ARTICLE 1. Il y aura à l'avenir neuf cor-
» vettes ou Paquebots dans le port de Rochefort , destinés à porter dans les colonies les
» ordres de sa majesté , ainsi que les différentes
» lettres & paquets concernant son service , &
» en rapporter les lettres de ses gouverneurs &
» intendans , & autres personnes employées à l'administration.

» 2. Ces corvettes ou Paquebots seront commandés par des lieutenans de vaisseaux , & à défaut , par des enseignes , avec le nombre d'officiers & de gardes-marine que sa majesté jugera à propos d'employer à leur navigation.

» 3. Il partira tous les mois , & autant que faire se pourra le 10 de chaque mois , un de ces Paquebots du port de Rochefort ; le commandant & l'intendant de la marine dans ce port remettront à l'officier qui commandera le Paquebot , des paquets séparés pour chaque colonie , de toutes les lettres contresignées qui leur auront été adressées pour les

» colonies de la Guiane , des îles du Vent &
» sous le Vent , & pour celle de la Loui-
» siane ; & ledit officier sera obligé de leur en
» donner un reçu , pour être envoyé au secré-
» taire d'état ayant le département de la guerre
» & de la marine.

» 4. Ledit officier commandant le Paquebot
» sera tenu de recevoir sur son bord les jeunes
» gens de mauvaise conduite qui lui seront re-
» mis par le commandant de la marine à Ro-
» chefort ; il aura soin d'empêcher leur évasion ,
» sur-tout dans les mouillages , en les retenant à
» bord sous bonne garde & avec toutes les pré-
» cautions qu'il jugera nécessaires , devant en
» répondre spécialement à sa majesté ; il se con-
» formera d'ailleurs , pour ce qui concerne leur
» traitement , à ce qui est prescrit par l'ordon-
» nance du 15 juillet 1763.

» 5. En partant de Rochefort , l'officier com-
» mandant fera route pour se rendre à droiture
» au port de l'île de Cayenne , où il remettra
» au commandant ou à l'ordonnateur de cette par-
» tie de la Guiane , le paquet de cette colonie ,
» dont il lui fera donné un reçu ; il recevra le
» paquet des lettres qu'on aura eu soin d'y ras-
» sembler auparavant de toutes les parties de la
» Guiane , afin que cette opération soit prompte-
» ment terminée , & que ledit officier comman-
» dant le Paquebot puisse continuer , sans per-
» dre de temps , sa navigation pour la Mar-
» tinique.

» 6. A son arrivée à la Martinique , il fera
» la même opération qu'à Cayenne , pour re-
» mettre les paquets de toutes les îles du Vent
» au gouverneur & à l'intendant , & pour en re-

» cevoir les paquets de toutes les îles , qu'on y
» aura rassemblés auparavant ; il y consignera en
» même temps au gouverneur les jeunes gens
» de mauvaise conduite qu'on lui aura remis à
» Rochefort , & il en retirera un certificat de
» leur débarquement : cette opération terminée
» le plus promptement qu'il sera possible , ledit
» officier commandant fera route pour Saint-Domin-
»ingue.

» 7. Il aura soin , en arrivant à Saint-Domin-
»gue , d'atterrer au cap , & non ailleurs , à moins
» d'une nécessité forcée : il y fera la même opé-
»ration qu'à Cayenne & à la Martinique , pour
» les paquets qu'il aura à remettre aux gouver-
»neur & intendant de ladite colonie , & en
» recevra également le paquet destiné pour la
» cour , pour , immédiatement après cette opé-
»ration , faire son retour à droiture au port de
» Rochefort.

» 8. Ledit officier commandant recevra sur son
» bord , tant à Cayenne qu'à la Martinique &
» à Saint-Domingue , les officiers & soldats
» auxquels les gouverneurs auront accordé un
» congé pour revenir en France , pourvu que leur
» nombre n'excède pas celui qui pourra être placé
» sûrement & convenablement sur le Paquebot ; il
» pourra prendre à fret dans l'une & dans l'autre
» colonie , des effets & denrées du pays que le gou-
»verneur & l'intendant lui feront remettre en quan-
»tité proportionnée au port du bâtiment & à la fa-
»cilité de la navigation. Il apportera la plus grande
» attention à les faire déclarer à son arrivée à
» Rochefort , en remettant à l'intendant les con-
»noissemens qu'il aura reçus ; mais dans le cas
» où lesdites denrées ne seroient pas déclarées ; ou

» que les connoiffemens ne contiendroient pas
» les véritables noms des chargeurs , propriétaires
» ou consignataires , lefdites denrées feront fé-
» questrées , & il en fera rendu compte à fa
» majesté , qui donnera ses ordres en conséquence :
» s'il étoit reconnu que lefdites denrées étoient
» pour le compte de quelqu'un des officiers du-
« dit Paquebot , elles seront confisquées , & l'offi-
» cier à qui elles appartiendront sera cassé.

» 9. Pour assurer encore mieux l'exactitude de
» la correspondance que sa majesté s'est pro-
» posé d'établir avec ses colonies , par le départ
» & le retour successif desdits Paquebots , sa
» majesté recommande aux gouverneurs , inten-
» dans & commandans des îles du Vent , d'en-
» voyer à la fin de chaque mois toutes les lettres
» & paquets de leur colonie , au gouverneur & à
» l'intendant de la Martinique , afin que toutes
» les lettres des îles du Vent se trouvant rassem-
» blées au Fort-royal , lors du passage du Paque-
» bot , elles puissent être , sans retardement , re-
» mises à l'officier qui le commandera , lequel
» ne pourra rester plus de quatre à cinq jours
» au Fort-royal ; & pour éviter la confusion dans
» la réunion desdites lettres & paquets des diffé-
» rentes îles , on aura soin de les timbrer du nom
» la colonie d'où on les enverra.

» 10. Enjoint sa majesté aux commandans &
» au subdélégué général de Saint-Domingue ,
» d'envoyer pareillement au Gouverneur général
» & à l'intendant de la colonie , résidans au cap ,
» tous les paquets & lettres qu'ils auront à faire
» passer à la cour ; le commandant de la Loui-
» siane se servira aussi de la même voie , autant
» que les occasions pourront le lui permettre ,

» pour faire passer sa correspondance au cap , où
» on se conformera pour tout le reste aux dis-
» positions qui ont été ordonnées ci-dessus pour
» la Martinique.

» 11. Sa majesté veut bien , pour faciliter la
» correspondance de ses sujets habitans du
» royaume , avec ceux de ses colonies , permettre
» que le directeur de la poste à Rochefort re-
» mette au commandant de la marine en ce port ,
» les lettres qui lui auroient été adressées des
» différentes provinces du royaume pour les colo-
» nies ; voulant sa majesté que lesdites lettres
» soient remises à l'officier commandant le Pa-
» quebot , & qu'il en soit pris le même soin que
» des paquets concernant son service.

» 12. Ordonne sa majesté à l'officier qui com-
» mandera le Paquebot , de faire son retour au
» port de Rochefort , & non ailleurs , à moins
» d'une nécessité indispensable ; dès qu'il aura
» mouillé au bas de la rivière , il enverra un
» officier de son bord porter à Rochefort la malle
» des lettres qu'il aura prises à Cayenne , à la
» Martinique & à Saint-Domingue , lesquelles y
» auront été cachetées du sceau de chaque colo-
» nie ; ledit officier les remettra au commandant
» de la marine à Rochefort , qui , après avoir
» vérifié si lesdits cachets sont entiers , en don-
» nera un reçu au commandant du Paquebot , &
» fera remettre au bureau de la poste toutes les
» lettres contenues dans lesdites malles , afin
» qu'elles puissent partir , par le premier courrier ,
» pour leur destination dans le royaume : lui dé-
» fend expressément sa majesté de mettre aucune
» lettre ou paquet particulier sous aucune adresse
» privilégiée , pour les exempter du port qu'ils
» devront payer « ,

PARAFE. Marque qui est faite d'un ou de plusieurs traits de plume , & qu'on met ordinairement après son nom quand on signe quelque acte.

Au palais , le Parafe se met quelquefois seul , & tient lieu de signature , comme quand un des avocats généraux parafe un appointment avisé au parquet.

Quelquefois aussi le Parafe sert seulement à marquer des pièces , afin de les reconnoître & pour en constater le nombre ; c'est ainsi qu'un notaire parafe par première & dernière toutes les pièces inventoriées , c'est-à-dire qu'il met sur chacune un nombre , avec un Parafe qui tient lieu de signature , & que ces nombres se suivent tant qu'il y a des pièces , de manière que sur la dernière le notaire met le nombre , comme vingtième , s'il y en a vingt , & on ajoute ces mots & dernière , avec son Parafe.

Le secrétaire du rapporteur parafe de même par première & dernière les pièces de chaque fac d'une instance ou procès.

Lorsqu'on remet des pièces dans quelque dépôt public , ou que l'on fait un procès-verbal relatif à une ou à plusieurs pièces , on les parafe *ne varientur* , c'est-à-dire , afin qu'elles ne puissent point être changées. Voyez FAUX & INSCRIPTION DE FAUX.

Par arrêt de réglemeut du 21 juin 1723 , le roi en son conseil a fait très-expresses inhibitions & défenses aux notaires , greffiers & autres ayant droit d'instrumenter , de faire aucune rature , renvoi ni changement , de quelque espèce que ce fût , dans les actes qu'ils recevraient , qu'ils ne fussent approuvés par les parties , à peine de

nullité de ces actes , de 200 livres d'amende , d'interdiction , & même , en cas de récidive , d'être poursuivis extraordinairement comme pour crime de faux. Il leur a en outre été enjoit , conformément à la déclaration du 14 juillet 1699 , & sous les peines y portées , de faire parafer les renvois & ratures par les commis au contrôle des actes ; & il a été fait défense à ces commis de contrôler aucun acte où les ratures , changemens & renvois ne seroient pas approuvés , à peine de 300 livres d'amende & de révocation.

PARAGE. C'est une espèce de tenure à titre de fief , suivant laquelle l'aîné d'un fief échu à plusieurs cohéritiers , rend au seigneur dominant la foi & hommage pour la totalité du fief , tandis que les puînés tiennent leur portion du même fief divisément ou indivisément de leur aîné , sans en faire hommage ni au seigneur dominant , ni à l'aîné , qui les garantit sous son hommage.

Cette définition ne convient qu'au Parage légal , le seul qui mérite véritablement ce nom. Il y a une autre espèce de Parage , que les auteurs appellent *Parage conventionnel* , & que la coutume de Poitou désigne sous le nom de *tenure en gariment*. On parle de cette dernière espèce de droit aux mots GARIMENT , PARAGE CONVENTIONNEL , PART-PRENANT & PART-METTANT. On ne s'en occupera donc pas ici.

On ne recherchera pas non plus l'origine du Parage ; on en a déjà parlé au mot DÉMEMBREMENT DE FIEF , section 1 , en traçant l'histoire de l'aliénation des fiefs. On peut voir plus de détails dans la préface du premier volume des ordonnances du Louvre , dans le commencement de la dissertation

de Guyot sur les Parages ; dans Bruffel , liv. 3 ; chap. 13 ; enfin , dans les dissertations de Ducange sur la vie de saint Louis par Joinville.

Pour se borner ici à ce qui concerne les principes actuels du Parage légal , qui ne présentent que trop de détails & de difficultés , on va diviser cette matière en 19 sections , dans l'ordre suivant.

1°. Des coutumes où le Parage est admis.

2°. Des différens noms que les coutumes emploient en matière de Parage.

3°. Des personnes entre lesquelles le Parage peut avoir lieu.

4°. Des biens qui sont susceptibles de Parage.

5°. Des cas où le Parage légal s'établit.

6°. Du *sous Parage*, ou du Parage qui a lieu dans la subdivision des portions du fief tenu en Parage.

7°. Du titre d'aîné ou de chemier. A qui il appartient.

8°. Des droits & prérogatives de l'aîné , tant sur les puînés que sur les vassaux & tenanciers du fief tenu en Parage.

9°. Des charges de l'aîné , tant envers le seigneur du fief tenu en Parage , qu'envers ses puînés.

10°. Des droits des puînés durant le Parage.

11°. Des charges des puînés durant le Parage.

12°. Des droits du seigneur dominant durant le Parage.

13°. De la fin du Parage par l'aliénation de la portion de l'aîné.

14°. De la fin du Parage par l'aliénation de la portion des puînés.

15°. De la fin du Parage par le défaut ou l'éloignement du lignage.

16°. De quelques autres manières dont le Parage peut finir.

17°. De la procédure qui doit être tenue lors de la fin du Parage.

18°. De quelles manières le Parage une fois fini peut se renouveler.

19. Des effets de la cessation du Parage , tant envers le seigneur dominant , qu'envers les propriétaires de la portion de l'aîné & des portions des puînés.

SECTION PREMIÈRE.

Des coutumes où le Parage est admis.

Outre la coutume de Bretagne , qui connoît une espèce de Parage sous le nom de *juveigneurie*, dont on a traité particulièrement au mot JUVEIGNEUR, les coutumes de Normandie, de Blois, du Maine, d'Anjou, de Touraine, de Loudunois, de Poitou, d'Angoulême & de Saint-Jean-d'Angely, admettent expressément le Parage, & ce sont les seules qui en fassent mention. Mais il en reste des traces dans plusieurs autres coutumes. C'est ainsi que, suivant la coutume d'Orléans, art. 35, „ un fils aîné, noble ou non noble, âgé „ de vingt ans & un jour, peut, si bon lui „ semble, porter les foi & hommage pour tous „ ses frères & sœurs, mariés & non mariés „.

„ Le susdit usage de porter la foi par le fils „ aîné, dit Lalande sur cet article, vient de ce „ que jadis les cadets tenoient de leur aîné en „ Parage, c'est-à-dire aussi noblement que lui, „ mais avec quelque différence envers leursdits „ frères, la part qui leur étoit échue en fief hé-

» réditaire Or l'aîné , à cause de cette pré-
 » rogative & de l'avantage qu'il prenoit par-
 » dessus les frères & sœurs , même pour ce qu'on
 » le réputoit comme titulaire du fief entier , étoit
 » chargé de faire la foi au seigneur , non seule-
 » ment pour le gros dudit fief qu'il avoit , mais
 » aussi pour les portions appartenant aux fils &
 » mâles puînés , & leur garantir sous son hom-
 » mage franchises de tout devoir ordinaire dû au
 » chef seigneur Ladite loi des Parages se
 » garde encore en quelques lieux Mais
 » ailleurs , & dans la plupart des provinces , elle
 » est abolie , fors qu'en beaucoup de coutumes
 » il reste encore cette observance , que le fils aîné
 » peut porter la foi pour ses frères & sœurs ; &
 » par succession de temps , cela fut aussi accordé
 » aux roturiers ; même en quelques endroits , c'est
 » un devoir de nécessité aux aînés , qui sont tenus
 » de le faire , à peine de tous dépens , dommages
 » & intérêts «.

La coutume de Montargis , chap. 1 , art. 32 ,
 dit en effet que l'aîné est *tenu* de faire l'hommage
 pour ses puînés. Celle de Dourdan , art. 10 , dit
 qu'il *peut y être contraint*. On observoit la même
 chose dans l'ancienne coutume de Paris , & encore
 aujourd'hui , suivant l'article 35 , » un fils
 » aîné , en la foi & hommage au seigneur féo-
 » dal , acquitte ses sœurs de leur premier ma-
 » riage , tant de la foi que du relief , où il est
 » dû relief «.

D'autres coutumes se rapprochent encore plus
 près du droit des Parages. Celle de Chartres , art.
 2 , porte : » Le frère aîné peut retenir & porter
 » la foi des fiefs venus de père ou de mère , aïeul
 » ou aïeule , ou autrement en ligne directe , du
 » consentement

» consentement de ses frères & sœurs ; & en ce
 » faisant , les sauve & garantit du profit de ra-
 » chat ; & si tiendront lesdits frères leurs portions
 » de lui , sa vie durant seulement «.

La coutume de Rheims, après avoir dit aussi
 que l'aîné peut porter l'hommage pour ses frères
 & sœurs , pour le regard des fiefs qui leur ad-
 viennent en succession directe , ajoute dans les
 art. 114, 115 & 116 : » Et où ledit aîné seroit re-
 » fusant porter ladite foi , les puînés successivement
 » la pourront porter comme dessus ; & ne pourra
 » l'aîné être contraint porter ladite foi , au cas
 » que les puînés voulussent opter de tenir leur
 » portion de fief de leur seigneur féodal , & non
 » de leur aîné. Car par ladite coutume , lesdits
 » puînés frères & sœurs peuvent , si bon leur
 » semble , tenir leur portion de fief de leur frère
 » aîné ; & en ce cas ledit aîné en fait arrière-fief
 » au seigneur féodal ; ou bien lesdits puînés
 » peuvent tenir leur dite portion de fief du sei-
 » gneur féodal , à leur choix & option , & ce
 » dedans l'an après qu'ils sont âgés & hors de
 » minorité ; car , ledit temps passé , n'y feront plus
 » reçus , & tiendront leurs dites portions en fief
 » de leur dit frère aîné , & en arrière-fief dudit
 » seigneur féodal. Le pareil peut faire le père ,
 » mère , aïeul ou aïeule , à leurs enfans , ou en-
 » fans de leurs enfans , à savoir , leur partager son
 » fief , & faire que les membres d'icelui tien-
 » dront en foi & hommage de lui ou de son fils
 » aîné sans moyen , & du seigneur dudit fief en
 » arrière - fief : ce que ne peuvent faire lesdits
 » enfans en succession collatérale «.

Les coutumes de Vermandois, art. 159 ; de
 Saint-Quentin , art. 35 ; de Vitry , art. 25 ; de

Mantes , chap. 1 , art. 5 ; & du Perche , art. 63 & suivans , ont des dispositions peu différentes. Il paroît qu'un partage fait suivant les règles des Parages , ne pourroit être critiqué dans ces coutumes , puisqu'il seroit plus avantageux au seigneur que la sous-inféodation qu'elles autorisent expressément. Mais le Parage pourroit-il être établi de même dans les coutumes qui n'en disent rien ? D'après les principes admis aujourd'hui sur le jeu de fief & les sous-inféodations , la négative de cette question ne peut guère faire de difficulté.

Cependant on pratique le contraire dans l'usage de Saintes , quoique l'art. 9 porte expressément ,
 „ que tous seigneurs aliénant leurs fiefs ou partie
 „ d'iceux , en quelque sorte que ce soit , ne pour-
 „ ront préjudicier au droit d'hommage , lods &
 „ vente , & autres devoirs dus aux seigneurs des
 „ fiefs dominans , sans leur consentement „. Béchet convient que tous les manuscrits de l'usage ne disent pas un mot du Parage. „ Néanmoins ,
 „ ajoute-t-il , il n'y a rien de plus commun en
 „ notre usage , qui observe des loix non écrites
 „ en ce sujet par une forme de cabale ou de
 „ tradition de main en main. *Nullis quidem pro-*
 „ *dita litteris , sed quæ vim suam retinent etiam*
 „ *dùm ex diutino usu ad lites judicio definiendas ,*
 „ *ait Chopin. Initio de communib. franc. consuet.*
 „ *præcep. „.*

On trouve en effet une foule de partages faits suivant les règles du Parage dans le ressort de l'usage. Cet usage est même rapelé comme ayant force de loi , dans une transaction du 5 juin 1396 , entre Regnaud de Pons & les frères & sœurs de Blanche d'Archiac , qui est rapporté dans

la première requête de M. d'Aguesseau sur la mouvance de la terre de saint Maigrin. On y convient que » cette terre de saint Maigrin & » ses appartenances seront héritages perpétuels à » Jeanne , fille naturelle de ladite dame Blanche , » & à ses hoirs descendus & procréés de sa chair » & en loyal mariage , laquelle Jeanne & ses- » dits hoirs , ou li tiendront ledit châtel ou » châtellenie en franc Parage dudit seigneur » d'Archiac , tant comme le lignage durerait , » *jouxte & selon la coutume du pays de Saint-* » *tonge , delà la Charente , &c. «.*

Enfin , deux arrêts rapportés par Bescher , chap. 10 de sa digression des Parages , ont jugé conformément à ce droit. Ces arrêts sont , l'un du parlement de Bordeaux , que Bescher ne date point & qu'il dit rendu après enquête par turbe pour la seigneurie de Bois ; l'autre du grand conseil , rendu en 1633 , pour le fief de Salignac.

Il faut avouer néanmoins que l'autorité de cet usage dans le ressort de l'usance de Saintes , a été attaqué par M. d'Aguesseau , dans la première requête sur la mouvance de la terre de saint Maigrin dont on vient de parler. » Les usages non » écrits , dit-il ; que l'on appelle ordinairement » l'usance de Saintes , ne tiennent lieu de règle » dans les jugemens , suivant la remarque de » l'auteur qui a recueilli ces usages , que *dans » l'un de ces trois cas ; le premier , lorsque les » parties en demeurent d'accord ; le second , lorsque l'usance dont il s'agit a été confirmée par » divers jugemens , & principalement par arrêts ; » le troisième , après une preuve faite par une notoriété....* Il faudroit donc , pour donner quelque » autorité à un tel usage , ou que les deux par-

» ties le reconnussent également , ou qu'il eût été
 » confirmé par plusieurs jugemens , & principa-
 » lement par des arrêts de la cour ; ou qu'on eût
 » admis les parties à en faire la preuve par des
 » actes de notoriété. Jusque-là le témoignage
 » de Beschet ne seroit pas suffisant pour donner
 » au prétendu usage des Parages dans cette par-
 » tie de la Saintonge , le caractère & l'autorité d'une
 » véritable loi «.

J'ignore si cette affaire sur la mouvance de la terre de Saint-Maigrin a jamais été jugée ; elle ne l'étoit pas du moins encore au temps où Guyot écrivoit sa dissertation sur les Parages. » Cette
 » instance, dit-il, étoit au rapport de M. Ro-
 » bert , à présent conseiller honoraire , je ne fais
 » à qui elle est redistribuée. Il seroit à souhaiter
 » que l'arrêt pût fixer le point de droit sur les
 » Parages dans cette usance ; mais je crois pou-
 » voir dire , & j'assure ce fait comme un fait
 » *de visu* , que cet arrêt ne préjugera rien pour
 » ou contre le Parage dans l'usance «.

On voit en effet dans cet auteur , qu'on soutenoit nul le Parage de la terre de Saint-Maigrin , établi par la transaction de 1396 , comme contenant des conventions contraires aux dispositions textuelles de la coutume même de Poitou , qui sert de règle à cet égard dans l'usance de Saintes. On voit encore dans les deux requêtes de M. d'Aguesseau , qu'il attaquoit ce même Parage avec la plus grande force , par les principes de l'ordre public , relatifs aux domaines de la couronne. Mais si l'arrêt eût été rendu contre M. le procureur général , il faut avouer que ce seroit un préjugé très-légitime en faveur du Parage.

On ne pense pas au surplus qu'il soit besoin de ce préjugé pour autoriser le Parage dans l'usage de Saintes. Il seroit facile de le constater par des actes de notoriété de la sénéchaussée de Saintes ; & M. d'Aguesseau est convenu lui-même que ces sortes d'actes , ainsi que les jugemens & sur-tout les arrêts confirmatifs pouvoient autoriser cet usage , dont la légitimité n'a jamais été contestée sur les lieux.

La question présente beaucoup plus de difficultés dans la coutume de la Rochelle. Il est certain qu'on trouve beaucoup d'exemples de Parages dans les anciens partages du pays d'Aunis. Dumoulin veut d'ailleurs qu'on supplée cette coutume , qui ne contient que 68 articles , par la coutume voisine du Poitou , qui est beaucoup plus étendue , & qui , sur un grand nombre de points , se rapproche fort de celle de la Rochelle. On cite même deux arrêts , l'un du 28 mars 1743 , l'autre du 2 septembre 1744 , qui semblent y avoir autorisé le Parage.

Cependant c'est une opinion généralement reçue aujourd'hui à la Rochelle , que le Parage n'y peut point avoir lieu au préjudice & contre le gré du seigneur. Elle a été particulièrement adoptée par Vassin , dans son excellent commentaire sur la coutume de la Rochelle , art. 4 , n^o 48 & suivans ; par les annotateurs de Vigier sur la même coutume , & par Guyot dans sa dissertation sur les Parages , chap. 1 , n^o 17.

Voici le précis des longs détails que Vassin a donnés à cet égard : quels que soient les fondemens de l'usage où l'on a été de partager plusieurs fiefs de l'Aunis à titre de Parage , on a enfin reconnu en général dans la province que le

Parage ne pouvoit pas y être admis malgré le seigneur , attendu qu'il a pour objet de faire perdre au seigneur la mouvance immédiate de la partie détachée du fief , & de le priver ainsi de tous les droits utiles éventuels. On ne peut pas consulter dans cette occasion la coutume de Poitou & les autres semblables , parce qu'elles sont exorbitantes du droit commun des fiefs , & contraires à la loi fondamentale qui en défend le démembrement , suivant cette maxime : *Vassallus meliorem conditionem domini facere potest , non deteriorem.*

Deux arrêts , dont l'espèce est donnée par Vassin , ont en effet rejeté le Parage en Aunis. Le premier a été rendu le 24 juillet 1687 , au profit de la dame de la Barre , en sa qualité de dame de Cramahé , contre les propriétaires des fiefs de la Goronniere & de la Vallerie , qui prétendoient les tenir en Parage. La dame de la Barre soutenoit que le Parage n'avoit point lieu en Aunis. Les propriétaires des deux fiefs prétendoient le contraire , en alléguant que dans les cas omis par la coutume de la Rochelle , on prenoit pour règle celle de Poitou. Sur cela la cour demanda un acte de notoriété des avocats de la Rochelle , pour savoir , 1°. si le Parage avoit lieu en Aunis : 2°. si l'on suivoit la coutume de Poitou ou celle de Paris à la Rochelle , dans les cas non prévus par la coutume. Par l'acte de notoriété , il fut attesté que le Parage n'avoit point lieu en Aunis , & que , dans les cas non prévus par la coutume , on se régloit sur celle de Paris. En conformité de cet acte de notoriété , l'arrêt donna gain de cause à la dame de la Barre , en condamnant le propriétaire du fief de la Val-

lerie ; prétendn parageur , à lui faire la foi & hommage.

L'autre arrêt , du premier juin 1707 , a été rendu à l'occasion des terres de Fouras & de Saint-Laurent de la Prée. Par le partage de cette terre entre le sieur Chefnel , mari de l'aînée de deux sœurs , à qui cette terre appartenoit , & les seigneurs de Sainte-Hermine représentant la cadette , il fut convenu que les portions des seigneurs de Sainte-Hermine seroient tenues en Parage de la portion de l'aînée. Le fermier du domaine poursuivit les propriétaires des deux terres pour rendre hommage , & fit faire sur eux une saisie féodale. Ils excipèrent du Parage. Une sentence du bureau des finances , sans égard à cette exception , déclara la saisie bonne & valable. Sur l'appel qui en fut interjeté , elle fut confirmée par arrêt.

Le procureur général (alors M. d'Aguesseau) étoit intervenu dans cette instance. On peut voir dans les requêtes qu'il fit à cette occasion , & qui se trouvent dans ses œuvres , la question traitée avec beaucoup de soin. Il ne faut pas néanmoins oublier de dire que M. d'Aguesseau , outre ces moyens généraux , alléguoit encore les grands principes sur l'inaliénabilité du domaine , pour prouver que le Parage , quand même il seroit admis à la Rochelle , n'y pourroit avoir lieu contre le roi. De Lauriere , qui cite aussi cet arrêt dans sa belle préface du premier volume des ordonnances du Louvre , ne parle même que de ce moyen seul , comme s'il eût décidé le jugement. Mais l'interprétation qu'y donne Vasslin paroît la plus conforme aux règles. On verra dans la section

4, que le Parage peut avoir lieu, même au préjudice du domaine.

Quoi qu'il en soit, on convient néanmoins à la Rochelle, que lorsque le seigneur dominant a approuvé le Parage, il ne peut plus revenir sur ses pas & le contredire. C'est pour n'avoir pas pris garde à cette distinction, que quelques jurisconsultes ont cru que la nouvelle jurisprudence avoit changé. Vassin observe que dans l'espèce des arrêts des 28 mars 1743 & 2 septembre 1744, les seigneurs avoient approuvé le Parage; ça été là, dit-il, la seule raison pour laquelle ils succombèrent, quoique dans l'espèce du second arrêt seulement on soutint aussi la validité du Parage en Aunis, en insistant davantage sur l'approbation du seigneur, qui avoit été le seul moyen de défenses allégué lors du premier arrêt. Enfin Vassin rapporte dans le plus grand détail l'espèce d'un dernier arrêt rendu en faveur de M. le prince de Talmont, au sujet de la mouvance des seigneuries de la Mothe-Fraigneau & Courson, démembrées à titre de Parage de la baronnie de Maillé. Le Parage avoit même été approuvé par les officiers du seigneur. L'arrêt rendu en la troisième chambre des enquêtes le 12 mai 1751, en confirmant une sentence des requêtes du palais, rejeta encore le Parage. La question de droit n'éprouva aucune difficulté, dit encore Vassin; mais il n'en fut pas ainsi de la question de fait, sur le point de savoir si le Parage avoit été suffisamment approuvé du seigneur par le ministère de ses officiers. On jugea néanmoins, conformément à un précédent arrêt du 10 mars 1717, rendu au profit de madame la princesse

de Conti, que les officiers du seigneur ne pouvoient lui faire perdre ses droits ni y préjudicier en aucune façon.

SECTION SECONDE.

Des différens noms que les coutumes employent en matière de Parage.

Le mot *Parage* est général à toutes les coutumes qui admettent le Parage. Mais les seules coutumes de Poitou & de Saint-Jean-d'Angely usent du nom de *chemier*, pour désigner l'aîné de tous les frères cohéritiers, ou celui qui le représente, soit fils ou fille. Le même nom est adopté dans l'usage de Saintes. On nomme ainsi l'aîné, pour désigner qu'il est le chef de la famille ou de la maison. C'est pourquoi quelques auteurs disent qu'on devrait écrire comme autrefois *chefmier*, qui signifie chef du mier, ou maison, *caput mansi*.

Bescher a dit mal-à-propos « que les autres coutumes se contentent de l'appeler simplement l'aîné, excepté les coutumes de Touraine & d'Anjou, qui le nomment *parageur* ». Celles du Maine & de Loudunois appellent aussi l'aîné *parageur*, & les puînés *parageaux*. Il n'y a que les coutumes de Normandie, de Blois & d'Angoumois, qui n'emploient que le nom d'aîné pour désigner le chef du Parage.

Les coutumes de Poitou, de Saint-Jean-d'Angely & d'Angoumois, appellent les puînés du nom de *parageur*, que les coutumes de Touraine, de Loudunois, d'Anjou & du Maine emploient pour désigner l'aîné ou ses représentans.

Ces quatre dernières coutumes appellent les puînés ou leurs représentans *parageaux* ; la coutume de Normandie les nomme *paragers* ; celle de Blois les appelle *cohéritiers*. C'est à quoi il faut bien prendre garde en lisant les coutumes & les commentateurs, ou les titres qui sont relatifs à cette matière.

Plusieurs juriscultes & praticiens du Poitou & de la Saintonge appellent *chemerage*, le droit du chemier. Mais comme ce mot ne se trouve point dans les coutumes, & qu'il n'est point d'un usage nécessaire, on n'en fera guère usage ici qu'en citant les commentateurs.

La coutume de Blois appelle *garentage*, la garantie que l'aîné doit à ses puînés durant le Parage. La coutume de Poitou se sert du mot *gariment* dans le même sens. Mais on peut voir dans l'article particulier qu'on a donné sur le gariment, au tome 27 de cet ouvrage, que ce mot a une acception beaucoup plus étendue.

Enfin, il est encore nécessaire d'observer que les coutumes de Tours, Loudunois, Anjou & Maine, usent de ce terme *dépié de fief*, pour indiquer qu'un fief est démembré, dépiécé ou mis en pièces, par vente, donation, cessation de Parage ou de toute autre manière. La coutume de Poitou appelle *empirer le fief de son seigneur*, lorsque le vassal diminue son fief au préjudice de son seigneur ou en distrait une portion, soit par sous-inféodation pure & simple, soit par accensement, soit par la cessation du Parage. On peut consulter là-dessus les articles *DEPIÉ DE FIEF*, *DÉVOLUTION EN MATIÈRE FÉODALE*, & *EMPIRER LE FIEF DE SON SEIGNEUR*.

SECTION TROISIÈME.

Des personnes entre lesquelles le Parage peut avoir lieu.

Il y a plusieurs différences à cet égard entre nos coutumes, soit relativement à la qualité des personnes entre lesquelles le Parage peut avoir lieu, soit relativement à leur sexe.

1°. *Quant à la qualité des personnes*, le Parage a lieu entre roturiers, comme entre nobles, dans les coutumes de Poitou, d'Angoumois, de Saint-Jean-d'Angely & de Normandie. C'est un point reconnu par tous les commentateurs des coutumes de ces provinces, qui ne font point en effet de distinction à cet égard, quoique celles de Poitou & de Saint-Jean-d'Angely n'admettent les roturiers à partager les fiefs noblement, qu'à la quatrième mutation.

On suit une autre règle dans la coutume de Tours. Comme les acquêts féodaux ne s'y partagent point noblement entre roturiers, le Parage n'y est point admis dans ce cas; mais dès qu'ils sont tombés en tierce foi, c'est-à-dire, dès qu'ils forment des propres, ils se partagent noblement entre l'aîné & ses puînés ou leurs représentans. L'art. 297 dit en conséquence : » Fera ledit aîné » (quoique roturier) les foi & hommage , & » payera les devoirs seigneuriaux ordinaires *en la* » *manière desdits nobles* , & les puînés auront » le tiers , hormis ledit avantage ; & chacun » desdits aînés & puînés sont saisis respective- » ment & se peuvent plaindre. Aussi paye- » ront les charges de l'arrière-ban & loyaux aides

» à raison de ce qu'ils tiendront ». Pallu conclut avec raison de là , que le Parage a lieu entre roturiers , comme entre nobles , pour les héritages venus en tierce foi. On doit en dire autant pour la coutume de Loudunois , qui a des dispositions semblables.

Cependant les coutumes d'Anjou & du Maine , qui partagent de la même manière les fiefs tombés en tierce foi , entre roturiers , rejettent expressément le Parage dans ce cas. Les articles 262 & 280 de ces coutumes laissent seulement aux puînés le choix de faire devoir à leur aîné ou d'être ses sujets , ou de faire hommage au seigneur de fief , dont tout meut & dépend. L'aîné ne peut faire la foi & hommage pour le tout , & garantir l'autre tiers à ses puînés de foi & hommage envers le seigneur suzerain , dont tout est tenu à foi & hommage , qu'en y retenant devoir , comme dans les aliénations de fief.

Le Parage légal n'a pas lieu non plus entre roturiers dans l'usage de Saintes. La raison qu'en donnent Beschet & Guyot , c'est qu'il n'y a de droits d'aînesse qu'entre nobles , & que la garantie en Parage est une suite du droit d'aînesse , & particulièrement de la possession du chef d'hommage ou principal manoir , que l'aîné des nobles seulement a droit de prendre à titre de préciput.

Dans ces coutumes , peut-il y avoir lieu au Parage lorsqu'une fille noble épouse un roturier ?

Cette question est d'autant plus importante dans la coutume d'Anjou , que le Parage s'y établit le plus souvent par le contrat de mariage des filles nobles , suivant l'art. 213 , comme on le

verra dans la section 5. Chopin , qui a le premier proposé cette difficulté pour cette coutume , ne l'a résolue , ni uniformément , ni clairement. Il paroît croire , sur les articles 62 & 64 , que le Parage ne cesse pas , & il rapporte un arrêt du 28 avril 1581 , qui jugea *qu'une fille ayant été mariée à un roturier , & lui ayant baillé la terre en parage à titre de cens , le parage que son frère lui avoit donné , seroit transféré à tous les descendants nobles demeurans en Anjou.* Sur l'art. 63 , n°. 4 , à la marge il dit : » C'est autre chose , » si une femme noble a été mariée par son père » ou son frère , toutefois avec Parage. Car le » Parage ne dépérit au profit de ses frères ou de » ses descendants , combien que ce soit autre » chose touchant le seigneur suzerain , comme » prétendant la directe immédiate par dépié de » fief , à faute de vrai Parage : mais une femme » veuve , laquelle de son mouvement s'est mariée à un roturier & sans l'avis de ses parens , » en ce faisant , elle perd tout à fait le Parage «.

Le même Chopin sur Anjou , liv. 2 , chap. 2 de la troisième partie , tit. 2 , n°. 7 , dit aussi que le seigneur a droit de rejeter le Parage , lors même que c'est le père qui marie sa fille à un roturier.

Pour concilier toutes ces décisions , Dupineau ; sur l'art. 212 , dit que » lorsqu'une fille noble » épouse un mari roturier , & que son père lui » constitue dot en Parage par le contrat de mariage le droit & avantage du Parage demeurera au regard des cohéritiers dans les » Parages , mais non au regard du seigneur du » fief «.

Guyot , au chap. 1 de sa dissertation sur les Pa-

rages, trouve avec raison que cette note de Dupineau n'est pas plus claire que les décisions de Chopin.

Pour les concilier, il fait observer que dans l'Anjou le fait de l'ainée ne peut préjudicier aux puînés qui tiendront d'elle en Parage, en sorte que la vente même faite par l'ainée de sa portion, ne fait point finir le Parage, suivant l'art. 219. D'après cela, voici comme il pense qu'on doit expliquer l'art. 212 & les divers sentimens de Chopin : » si la fille est mariée » par père ou frère, avec dot en Parage, comme » l'objet du Parage est de garantir sous son hom- » mage celui auquel on donne en Parage (art. » 214, qui dit à *tenir de lui en Parage*), alors, » si elle est mariée à un roturier, il y a dépié » de fief. La mouvance retenue par le père ou » le frère, sur la terre donnée en Parage, passe » au suzerain, qui peut s'en faire rendre la foi » & avoir rachat par le mari roturier, & alors » la fille & le père ou frère, perdent, l'un le » droit de Parage sur la terre donnée en Parage, » & la fille le droit d'être garantie sous l'hom- » mage du dotateur, parce qu'il n'y a vrai Parage. » Si c'est elle-même, qui, étant ainée d'un Pa- » rage établi entre elle & ses puînés, de son » mouvement se marie à un roturier, alors elle » perd son droit de chemière, c'est-à dire, quant » à présent l'espérance d'avoir ses puînés pour » vassaux, en fin de Parage. La mouvance est dé- » volue au suzerain, ou plutôt au dominant de » cette ainée par dépié de fief. Mais cela ne » préjudicie point aux puînés, à l'égard desquels » le Parage continue pendant le temps fixé par » la coutume, qui est au cinquième degré, & les

» puînés, pendant ce temps, ne rendront hom-
 » mage, ni à leur aînée, ni au dominant de
 » l'aînée; mais, Parage fini, comme il y a eu
 » dévolution de mouvance au profit du dominant
 » de l'aînée, ils feront hommage au domi-
 » nant, & non à leur aînée, qui, par son mariage
 » a perdu le droit de Parage «.

Ainsi, suivant Guyot, quand une puînée est mariée à un roturier, ce mariage empêche le Parage, ou même le fait cesser incontinent, s'il étoit déjà commencé, comme l'auroit pu faire une aliénation faite à un étranger. Au contraire, si c'est l'aînée qui se marie à un roturier, elle ne conserve plus à la vérité le droit d'aînée, qui est dévolu au seigneur; mais la prérogative du Parage subsiste toujours en faveur des puînés, qui, suivant la coutume n'en peuvent être privées par le fait de leur aînée, pas même par l'aliénation qu'elle feroit de sa portion.

La même décision doit s'appliquer à la coutume du Maine, qui, sur ce point, est absolument conforme à celle d'Anjou. Mais Beschet, au chap. 2, donne une décision contraire pour l'usage de Saintes, qui a en effet des principes tout différens des coutumes d'Anjou & du Maine sur cette matière. Il pense que *le mariage d'une fille noble avec un roturier n'est jamais un obstacle à l'établissement du Parage, & qu'elle en transmet l'avantage à ses enfans de roturière condition, puisqu'ils peuvent posséder des fiefs suivant l'usage du royaume.*

Voici les raisons solides qu'en donne cet auteur. Si c'est un fief tenu en Parage (c'est-à-dire, *si ce sont les portions des puînés qui sont tenues par des roturiers*), il n'y a point d'in-

„ convenient pour les compartageans ; & si au
„ contraire c'est la porcion du chemier , encore
„ que l'aîné n'ait pas de droit d'aînesse , & que
„ les qualités de chemier & de parageur ne se
„ rencontrent point entre lui & ses puînés , lors
„ du partage en portions égales , & l'obligation
„ à chacun de faire hommage de sa quotité en par-
„ ticulier , ils sont obligés tous ensemble d'ac-
„ quitter les anciens parageurs de l'hommage &
„ des devoirs de leurs portions , tant que le Pa-
„ rage continue , & même de s'accommoder
„ entre eux pour recevoir les hommages à la fin
„ du Parage , pour ce qu'il est individu & ne se
„ doit faire qu'à un seul , qui me semble de-
„ voir être celui auquel la maison est délivrée ,
„ suivant l'avis de Dumoulin sur l'art. 26 de la
„ coutume de Paris , n'y ayant pas de raison
„ d'obliger les vassaux d'aller faire les hommages
„ en une autre seigneurie. *Nec refert* que l'alié-
„ nation du chemier peut faire breche au droit
„ des parageurs , lesquels sont nécessités de
„ faire hommage à l'acquéreur , combien qu'il
„ soit de condition roturière ; car il faut tou-
„ jours en venir là , que la coutume de Poitou
„ & les autres qui nous investissent , n'ont
„ point fait de différence entre les nobles &
„ les roturiers en ce point , & que la noble
„ épousant un roturier , il y a continuation
„ de lignage , en sorte que la chose vient par
„ succession & fouche à ses enfans , suivant l'art.
„ 129 de la même coutume „.

2°. *Quant aux sexe* , les coutumes de Tou-
raine , Loudunois , Blois , Poitou , Angoumois
& Saint-Jean-d'Angely , admettent le Parage
entre les parens de quelque sexe qu'ils soient ,

tant

tant l'aîné que le puîné. La même chose a lieu dans l'usage de Saintes. Mais, suivant les coutumes d'Anjou & du Maine, les puînés mâles nobles n'y ont leur portion qu'en *bienfait*, c'est-à-dire en usufruit, tandis que les filles au contraire l'ont *par héritage*, c'est-à-dire en propriété. Voilà pourquoi les articles 213 & 228 des coutumes d'Anjou & du Maine ne parlent du Parage que pour les filles ou les sœurs. » Quand » gentilhomme, y est-il dit, marie sa fille ou » sa sœur, il lui peut donner la tierce partie de » sa terre, qu'il tient à foi de son seigneur, & » la lui garantir en Parage, tant que le Parage » pourra durer «.

Bodreau conclut de là, sur l'article 228 de la coutume du Maine, que le Parage ne peut jamais être établi entre l'aîné & ses puînés mâles. Cependant on peut dire que si ces coutumes n'ont parlé que des filles, c'est uniquement parce qu'elles n'attribuent aux puînés mâles qu'une portion viagère. Mais comme elles permettent au père ou au frère de s'écarter de cette réduction si rigoureuse, & de donner au puîné sa portion dans le fief par héritage, suivant les articles 250 & 323 d'Anjou, 268 & 337 du Maine, il paroît conforme à leur esprit, que le père ou le frère aîné, en donnant à son fils ou son frère puîné sa portion au fief en propriété, puisse y établir le Parage, puisqu'ils se trouvent alors dans la même situation que les filles. Telle est l'opinion de Chopin sur l'article 62 d'Anjou; de Pocquet de Livoniere, livre 2, chapitre 1 de son traité des fiefs; de Dupleffis, section 2 de son traité du depié de fief & du Parage; & enfin de Guyot, chapitre 1, n°. 30.

On a fait une autre question sur cette disposition commune aux coutumes d'Ajou & du Maine. On demande si cette expression, *quand un gentilhomme marie sa fille ou sa sœur*, se rapporte si nécessairement au sexe, que la fille aînée, à défaut de mâles, ne puisse donner à titre de Parage les portions de ses sœurs puînées? Chopin, sur l'article 62, est d'avis que ce mot *gentilhomme* exclut nécessairement la fille aînée de la faculté de donner à titre de Parage.

Dupineau, sur l'article 213, soutient au contraire que ce mot n'est pas limitatif; il invoque pour son opinion l'article 232, qui décide en effet la question par les termes suivans: » L'aîné » fils, qui est le principal héritier, ou ceux qui » le représentent, ou l'aînée fille, s'il n'y a que » filles, comme dit est, font la foi & hommage » aux seigneurs de qui ils tiennent leurs terres, » & garantissent aux puînés en Parage ». L'article 249 de la coutume du Maine dit la même chose; Guyot en donne d'autres raisons qui ne sont pas aussi décisives.

Dans la coutume de Normandie le Parage avoit anciennement lieu entre les mâles comme entre les femelles. Bafnage, sur l'article 127, rapporte un arrêt du parlement de Paris de l'an 1398, où il est dit, que Robert de Mortemer avoit eu de Guillaume son frère la terre de la Haye du Puits, en premier degré de Parage de la baronnie de Varanguebec, *per consuetudinem nostre provincie Normaniae observatam, per quam filius secundo genitus portionem hereditagii sibi ex successione paternâ obvenientem à fratre primogenito per Paragium tenere debebat usque ad sextum gradum consanguinitatis.*

Aujourd'hui que le partage des fiefs n'est plus admis, en Normandie, qu'entre filles & leurs représentans, la coutume ne parle plus que du Parage entre filles; c'est ce que dit l'article 127: » La tenure par Parage est quand un fief noble » est divisé entre filles, ou leurs descendans à leur » représentation «.

D'Aviron soutient néanmoins que l'énonciation portée par cet article n'est que par forme d'exemple, & qu'il y a du moins un cas où le Parage peut avoir lieu entre le frère & la sœur. Ce cas est celui où, suivant l'article 264, la sœur aura partage à la succession de ses père & mère, lorsque son frère refuse d'entendre à son mariage sans cause légitime.

Godefroy, Pessuelle & la plupart des autres commentateurs prétendent au contraire que le Parage ne peut pas avoir lieu entre frères, quand même ils voudroient consentir la division des fiefs, ni entre les frères & sœurs, si les frères négligent de les marier. » Puisque notre coutume, » dit Godefroy, répète si souvent que les fiefs » nobles sont impartables & indivisus fors entre » filles, pour la conservation & maintien des familles, je ne crois pas que les particuliers y » puissent déroger à leur plaisir & volonté, *cum* » *jus publicum privatorum pactis mutari non possit* » (*l. jus publicum ff. de pactis l. pacta quæ contrà* » *C. eodem tit.*); & de rechef le tiers que les » sœurs prennent sur lesdits fiefs, pour & au » lieu de partage, est évalué en deniers, ou accensé en rente rachetable au denier vingt par » l'article 361 de la même coutume, parce que » les frères vivans les excluent d'y prendre part » en essence, & partant c'est un abus de les

» vouloir faire paragères avec les frères ; & s'il
 » a été pratiqué autrement dans le temps de
 » l'ancienne coutume , ça été plus par tolérance
 » que par droit «.

Ces raisons ne tranchent pas entièrement la difficulté. Suivant l'usage local d'une partie du ressort de Gournay , article 2 , l'aîné n'a que les deux tiers des fiefs , outre le manoir seigneurial & le pourpris , avec la faculté seulement de racheter au denier vingt-cinq dans l'année , ou de donner des héritages roturiers pour l'autre tiers , *qui demeure sans cela en propriété aux puînés tant fils que filles* : mais l'aîné n'est point obligé de faire ce rachat ; c'est une faculté à laquelle il peut renoncer.

Suivant d'autres usages locaux des vicomtés de Rouen , de Caudebec , d'Arques & de Montivilliers , il y a différens lieux où tous les héritages , sans exception , se partagent également entre les frères & sœurs , ou même entre les frères seuls.

Il y a même des cas semblables dans la coutume générale de la province. Outre l'article 264 , dont parle d'Aviron , & les articles 258 & 261 , qui attribuent en certains cas aux filles une part sur le fief , qui est à la vérité évaluée en deniers , l'article 342 paroît encore être dans le cas d'un fief partagé entre puînés.

Enfin l'article 318 , en parlant des successions collatérales , admet le partage égal de tous les acquêts entre frères , même pour les biens situés en Caux , » sauf toutefois le droit de préciput » appartenant à l'aîné , où il y auroit un ou plusieurs fiefs nobles «. L'article 295 , au titre des successions en Caux , accorde aux puînés le tiers de

toute la succession propriétairement , sans une pareille restriction , quand les père , mère ou autres ascendants décèdent sans disposition ou testament.

Tant de dispositions semblent indiquer qu'il peut y avoir des cas où le Parage peut avoir lieu entre les mâles seuls , ou entre les mâles & les filles , comme entre les filles seules , quoique l'article 318 ne parle que du cas de la division entre filles ou leurs descendants à leur représentation. Aussi l'article suivant dit-il » que les aînés » font les hommages aux chefs seigneurs , pour » eux & leurs puînés paragers , & que les puînés » tiennent des aînés par Parage sans hommage «.

SECTION QUATRIÈME.

Des biens qui sont susceptibles de Parage.

L'essence du Parage étant que plusieurs tiennent sous un même hommage , qui est rendu par l'aîné de tous , il s'ensuit que le Parage ne peut avoir lieu que pour les fiefs , & seulement pour un seul & même fief tenu par plusieurs copropriétaires ou cohéritiers ; car plusieurs fiefs ne peuvent être tenus par un seul & même hommage , qu'ils ne soient par cela même réunis en un seul , & cela avoit lieu autrefois , quand l'aîné donnoit à son puîné un fief particulier de la succession , pour le tenir de lui en Parage. Mais aujourd'hui les règles de la subordination féodale ne permettent plus cette réunion sans le consentement du seigneur dominant ; & lors même que les fiefs qu'on voudroit ainsi réunir , sont dans la mouvance de la même seigneurie ,

l'on ne peut tenir en Parage un fief entier sous l'hommage d'un autre.

Rien n'empêche néanmoins que plusieurs frères ou d'autres cohéritiers ne puissent posséder divers fiefs à titre de Parage. Mais alors il y a autant de Parages distincts que de fiefs, & il n'importe aucunement pour cela que les fiefs soient possédés divisément ou indivisément par les cohéritiers. C'est donc bien mal à propos que Guyot prétend au chapitre 2, n°. 320, *que si quelquefois le Parage légal a lieu sur plusieurs fiefs distincts, c'est seulement, dit l'article 125 de la coutume de Poitou, lors qu'une succession où il y a plusieurs fiefs est possédée par indivis.* Le Parage, qui a lieu indistinctement pour tous les fiefs d'une succession, avant le partage, ne fait pas que plusieurs fiefs soient tenus dans ce cas sous un seul & même hommage, comme Guyot paroît le supposer. Il y a toujours alors autant de Parages & d'hommages que de fiefs. On peut continuer cette multiplicité de Parages par le partage même de la succession, en donnant aux puînés, soit dans plusieurs coutumes, soit dans une seule, des portions de divers fiefs, dont l'aîné seul aura l'hôtel principal & fera les hommages.

Il suit des mêmes principes, que dans la coutume de Normandie, où le fief ne peut être partagé au delà de huit portions, sans perdre sa qualité féodale, on ne peut tenir en Parage moins d'un huitième du fief pour chaque propriétaire. C'est ce qui a été jugé par arrêt du 13 mars 1603, rapporté par Bérault sur l'article 134 de la coutume de Normandie.

Dans l'espèce de cet arrêt, » le sieur de Saint-

„ Just, un autre, & le sieur de Braqueville,
 „ conseiller du roi en la cour des aides, au droit
 „ de leurs femmes, avoient fait lots & partages
 „ d'un huitième de fief. Au premier lot, avoit
 „ été pris le corps du fief, qui fut pris par non
 „ choix par le sieur de Braqueville : aux deux
 „ autres lots, les terres & manoirs pris par le
 „ sieur de Saint-Just & son autre cohéritier. Le
 „ sieur de Saint-Just, ayant vendu au sieur de
 „ Bos Raoul son fils les terres échues à son lot, le
 „ sieur de Braqueville en demande le treizième.
 „ Le sieur de Saint-Just l'empêche, disant qu'il
 „ tenoit seldites terres par Parage, & partant
 „ ne devoit treizième, suivant la coutume, ar-
 „ ticle 134, qui exempte du droit de treizième
 „ la première vente faite par les paragers. Le
 „ sieur de Braqueville réplique qu'il n'y a de
 „ Parage en roture. Ainsi jugé par ledit arrêt,
 „ & qu'il seroit payé treizième audit sieur de
 „ Braqueville.

A plus forte raison, si, par le partage entre
 sœurs, *le fief* n'avoit point été divisé, & qu'un lot
 eût été composé seulement d'une portion du do-
 maine du fief, sans aucune dignité féodale, la
 sœur qui posséderoit ce lot ne pourroit le tenir
 en Parage, quand même on seroit expressément
 convenu par le partage, qu'elle le tiendrait en
 cette qualité, puisque le Parage ne peut avoir
 lieu que pour les fiefs. C'est l'observation de
 Basnage sur l'article 127.

Suivant Guyot, chap. 2, n°. 2, „ les auteurs
 „ des coutumes de Parage tiennent pour maxime,
 „ que le Parage n'a lieu que dans les simples
 „ fiefs, *id est*, les fiefs qui ne sont pas du nom-
 „ bre de ceux que les coutumes déclarent im-

» partables , comme baronnie , châteltenie & autres de plus haute dignité.

» La raison de cette maxime est , dit - il , à cause de la sous-inféodation des portions cadettes , qui arrivent nécessairement Parage fini. Cette sous-inféodation dégraderoit le comté , la baronnie , la châteltenie ; cependant je crois qu'il faut y distinguer les dignitaires mouvans de la couronne , & ceux mouvans du roi à cause de tel comté. Dans ces derniers , le Parage peut y avoir lieu , le titre n'est pas dégradé ».

Cela n'est point assez exact. L'article 129 de la coutume de Tours , & l'article 2 , chapitre 28 de celle de Loudunois , admettent expressément le Parage *dans les baronnies ou au dessus* ; seulement elles accordent alors quelques prérogatives de plus à l'aîné. On le pratique ainsi dans toutes les coutumes de Parage , & les commentateurs n'ont jamais prétendu le contraire.

Vigier , sur la coutume d'Angoumois , art. 25 , n°. 10 , dit bien que » les grands fiefs de dignité ne sont pas sujets au Parage , d'autant que , de leur propre nature , ils ne tombent pas en partage & division. Mais , ajoute-t-il , d'autant que plusieurs fiefs de moindre qualité de nouveau ont été honorés du titre de ces hautes dignités , lorsqu'ils sont mis en partage , les conditions du Parage y doivent être reçues à l'égal des autres fiefs ». Il faut donc distinguer le titre du fief de dignité , d'avec le domaine du fief. Le titre seul est impartable ; mais le domaine peut se partager , si l'on ne peut faire autrement ; & , dans ce cas , les puînés peuvent tenir , comme à l'ordinaire , leur portion en Parage.

Quelques auteurs ont prétendu , à la vérité ,

que le Parage ne devoit pas avoir lieu au préjudice du roi, non seulement dans les fiefs de dignité, mais encore dans les simples fiefs qui relèvent nuement du roi. On se fonde pour cela sur les principes si connus de l'inaliénabilité du domaine, & sur le règlement du premier mai 1209, par lequel il fut arrêté qu'à l'avenir, en cas de partage des fiefs, ceux qui en posséderoient des parties les releveroient directement du seigneur dominant, comme avant le partage, au lieu de les tenir en Parage. M. d'Aguesseau a allégué ces moyens dans sa requête sur la mouvance du fief de Saint-Laurent de la Prie, pour soutenir qu'elle ne pouvoit être tenue en Parage au préjudice du roi; & de Laurière, dans la préface du tome premier des ordonnances du louvre, suppose même que c'est-là le motif de l'arrêt qui a été rendu en faveur du domaine dans cette affaire.

Mais, s'il est permis de discuter les opinions d'un magistrat & d'un jurisconsulte si justement célèbre, c'est transférer mal à propos les maximes actuelles de notre législation à des siècles auxquels elles étoient tout-à-fait étrangères, que de vouloir regarder le règlement de 1209 comme une ordonnance générale du royaume. On sait que celles de nos rois ne valoient alors que pour les domaines, à moins que les seigneurs particuliers ne les eussent expressément reçues, & les coutumes où le Parage est admis n'étoient point alors dans le domaine du roi. Le règlement même de 1209 n'est point une ordonnance générale, mais un traité, ou plutôt, suivant son titre, un *établissement* particulier (*stabilimentum*) pour les terres des seigneurs qui l'ont souscrit, & l'on n'y

voit aucun seigneur des provinces où le Parage est admis aujourd'hui.

Les principes sur l'inaliénabilité du domaine, dont on abuse trop souvent, ne s'opposent pas plus à la validité du Parage pour les fiefs qui en sont mouvans, qu'ils ne s'opposent à la validité des inféodations qui ont été faites de ces mêmes fiefs. Sans examiner ici quelle est l'époque où ce principe a commencé à servir de règle, on convient du moins qu'il ne peut pas être allégué pour annuler les actes qui ont diminué les droits utiles dépendans de la mouvance des fiefs de chaque province, antérieurement à sa réunion à la couronne. Ainsi les abonnemens de fiefs faits par les anciens comtes de Poitou ou par les ducs d'Anjou, les droits qu'ils ont cédés à différens seigneurs, ne sont pas sujets à contestation, malgré le principe de l'inaliénabilité du domaine. La raison en est, que le roi n'a succédé qu'aux droits de mouvance que ces grands vassaux lui ont laissés, & sous les restrictions qu'ils y avoient mises; le surplus n'appartenant plus à ces grands vassaux dès avant la réunion de ces provinces à la couronne, n'a jamais pu être réuni au domaine. Or, la faculté de diminuer les fiefs à titre de Parage, étoit universellement admise dans ces provinces; elle y formoit une partie du droit public au temps de leur réunion à la couronne. Le roi, qui n'a la mouvance des principaux fiefs que comme représentant les anciens comtes ou ducs, n'a cette mouvance qu'avec cette restriction & toutes les autres qui y avoient été mises précédemment: elle ne lui appartient en entier, qu'autant que les seigneurs particuliers ne feront point usage de la faculté d'em-

pirer le fief, qui leur a été attribuée de toute ancienneté : si l'usage qu'ils font de cette faculté est postérieur à l'établissement des maximes sur l'inaliénabilité du domaine, & à la succession du roi aux droits des comtes & des ducs à qui la mouvance des premiers fiefs de la province appartenait, la faculté même est antérieure de beaucoup à ces deux objets.

Cette opinion est conforme à celle de M. le Fevre de la Planche, qui en donne des raisons différentes dans son traité du domaine, livre 3, chapitre 2. Quant à l'arrêt du premier juin 1707, qui a rejeté le Parage du fief de Saint-Laurent de la Prée, il a été déterminé, non par ces maximes, mais par le principe général, que le Parage n'a point lieu en Aunis. Les annotateurs de Vigier, Vassin & Guyot, qui en rapportent l'espèce, en conviennent unanimement, comme on l'a pu voir dans la section première de cet article.

Au reste, quoique les coutumes de Parage l'admettent indistinctement dans tous les fiefs, s'il avoit été stipulé par le seigneur dominant lors de l'inféodation, que le fief ne pourroit être empiré par le Parage, une convention de cette sorte seroit très-licite, parce que, dans cette matière comme dans toutes celles qui ne sont pas essentielles à la nature des fiefs, la coutume ne statue qu'à défaut de stipulation contraire.

Filleau & Constant sur l'article 125 de la coutume de Poitou, Rat & Boucheul sur le 126, sont de cet avis; mais ils se fondent sur une subtilité peu décisive. L'article 126 porte, que » lorsque le chemier ou l'aîné baille à son parageur puîné par partage, une partie du fief (tenu » auparavant à Parage indivis) dont le chemier

» demeure en hommage , les puînés & ses successeurs , *si autre convenance n'y a* , tiendront » en Parage ». D'où ils concluent , qu'une inféodation qui contiendrait la prohibition du Parage , ne seroit pas contraire à la coutume , qui n'admet le Parage que lorsqu'il n'y a pas de convention contraire.

Il est évident que ces termes , *si autre convenance n'y a* , ne sont relatifs qu'à la convention qui pourroit avoir lieu entre l'ainé & son puîné , lorsqu'ils partagent le fief possédé auparavant par eux à titre de Parage d'indivision. La vraie raison est celle qu'on a donnée ci-dessus , que le Parage n'étant qu'une faculté , un privilège accordé au vassal , on a pu , par une convention contraire , l'ôter au vassal ; parce que la coutume , dans ces sortes de matières , ne statue que pour ceux qui n'ont pas fait de convention sur cet objet.

SECTION CINQUIÈME.

Des cas où le Parage légal s'établit.

Le Parage légal ne peut avoir lieu qu'en succession , c'est-à-dire , quand un fief vient à plusieurs cohéritiers à titre héréditaire. Mais on doit donner à ce mot de *succession* le sens le plus étendu , en y comprenant les constitutions de dot & routes les donations en ligne directe , qui sont toujours réputées avoir été faites en avancement d'hoirie.

Les coutumes d'Anjou , article 213 , & du Maine , article 228 , le décident expressément dans le texte suivant : » Quand gentilhomme marie sa

» fille ou sa sœur , il lui peut donner la tierce
» partie de sa terre , qu'il tient à foi de son sei-
» gneur , & la lui garantir en Parage , tant que
» le Parage pourra durer «.

Ces constitutions de dot faites par le père ou le frère , sont même les manières les plus communes dont le Parage s'établit dans ces deux coutumes.

Tout autre titre que ces donations ou la succession , ne peut être le fondement du Parage légal ; quand bien même il attribuerait la propriété d'un même fief à plusieurs frères ou sœurs. » Au
» procès entre le sieur le Doux , dit Basnage sur
» l'article 127 de la coutume de Normandie , il
» fut jugé qu'il n'y avoit point lieu au Parage
» pour le fief d'Outrebois , que deux sœurs avoient
» eu par droit de retenue féodale , parce que la
» coutume ne l'admet qu'en cas de partage , &
» non en cas de division entre associés «.

Les coutumes ne sont pas d'accord sur la nature des successions qui peuvent donner lieu au Parage. La coutume de Poitou l'admet en toutes sortes de successions , même collatérales , en quelque degré que ce soit.

Il est vrai que l'article 125 de cette coutume , qui établit pour ainsi dire le fondement du Parage , dit seulement , » que si aucun vassal va de vie
» à trépas , délaissant plusieurs enfans , l'aîné , ou
» qui le représente , fils ou fille , fera les hom-
» mages pour lui & ses frères-chercheurs «. D'où l'on a voulu conclure , que la coutume ne parlant que des enfans , elle ne devoit pas s'étendre à des héritiers collatéraux. Mais l'article 107 , qui établit la différence entre le Parage & la tenure en part-prenant & part-mettant , donne pour uni-

que caractère au Parage , qu'il vient *par succession & lignage* , & défaut , *faillant le lignage*.

D'ailleurs , l'article 289 de la coutume de Poitou admet le même droit d'aînesse en ligne collatérale qu'en ligne directe , & l'article 115 dit expressément : » Le fils ou fille aînée , ou » *héritier principal* , doit faire tous les hommages , » tant pour lui que pour ses cohéritiers & frères- » cheurs « . Le Parage doit donc avoir lieu toutes les fois qu'il y a une succession à partager , soit directe , soit collatérale. L'usage constant de la province est conforme à cette opinion , qui est suivie par tous les commentateurs.

La coutume d'Angoumois admettant aussi le droit d'aînesse en ligne collatérale comme en ligne directe , le Parage doit y avoir lieu indistinctement. Mais cela doit s'entendre néanmoins sous les limitations que les articles 90 & 91 apportent au droit d'aînesse en collatérale , en sorte que le Parage n'y doit pas avoir lieu , quand il n'y a pas lieu au droit d'aînesse.

On doit en dire autant de la coutume de Normandie , dont l'article 127 dit que la tenure par Parage est quand un fief noble est divisé entre filles ou leurs descendants à leur représentation , sans distinguer si la succession est directe ou collatérale.

On ne voit pas pourquoi le Parage ne seroit pas aussi bien admis en ligne collatérale dans les coutumes d'Anjou & du Maine , puisque , suivant les articles 229 & 246 de ces coutumes , le droit d'aînesse y a lieu en ligne collatérale comme en ligne directe , si ce n'est que dans la coutume d'Anjou les puînés mâles ont dans ce cas la propriété de leur portion , suivant l'article

222 , tandis qu'en ligne directe ils n'ont cette portion qu'à titre de bienfait ou à vie. Mais il est évident que cela ne peut changer rien au droit de Parage.

Cependant Bodreau a prétendu qu'il falloit se tenir strictement aux termes de l'article 228 de la coutume du Maine , qui ne parle du Parage que *quand gentilhomme marie sa fille ou sa sœur*. Cet auteur prétend que la coutume n'a établi le Parage, que pour donner le moyen de trouver aux filles des maris plus illustres, qui, dit-il , pourroient ne pas consentir à tenir leur portion à titre de vassaux de leurs beaux-pères ou de leurs beaux-frères. Il conclut de là, assez inconséquemment, que le Parage ne peut avoir lieu hors des deux cas prévus par l'article 228 , pas même quand la mère & l'aïeul ou l'aïeule marient leur fille ou leur petite fille.

Ce sentiment a été critiqué , avec raison , par Dupleffis , dans son traité du depié de fief & des Parages , section 2 , page 136 ; il est condamné d'avance par la coutume même. L'article 249 dit expressément : » L'aîné fils , qui » est le principal héritier , ou l'aînée fille , s'il » n'y a que fille , comme dit est , font la foi » & hommage aux seigneurs de qui ils tiennent » leur terre , & garantissent aux puînés en Parage ». La fin du même article permet d'établir le Parage entre les puînés qui ont eu un fief entier entre elles routes. Le Parage peut donc y avoir lieu dans routes les successions nobles où le fief se partage des deux tiers au tiers.

La même règle doit avoir lieu , à ce qu'il

paroît , dans le cas singulier où le droit d'aînesse est admis en collatérale par les coutumes de Tours , article 284, & de Loudun , chapitre 27 , article 23.

Il n'en est pas ainsi de l'usage de Saintes.
 „ Quant aux successions collatérales , dit fort bien
 „ Beschet au chapitre 2 de sa digression des
 „ Parages , comme il n'y a pas de droit d'aî-
 „ nesse par l'article 57 de l'usage , il n'y a
 „ point aussi de Parage ; de sorte qu'en la di-
 „ vision du fief chacun doit faire l'hommage
 „ pour sa quotité , & payer les devoirs à propor-
 „ tion , tout ainsi que les enfans en la coutume
 „ de Paris , qui ne reconnoît point de Parage ,
 „ & en laquelle chacun des frères fait l'hommage
 „ de sa part “.

Il en doit être de même dans les coutumes d'Anjou , Maine , Touraine , Loudunois & Normandie , lorsque les cohéritiers en ligne collatérale ne sont parens qu'au degré où la coutume a établi la cessation du Parage. Le Parage ne peut pas , à plus forte raison , y être établi. Ce cas ne peut se rencontrer dans les coutumes de Poitou , d'Angoumois & de Saintonge , ni dans l'usage de Saintes , puisque le Parage ne finit jamais par l'éloignement du lignage , tant qu'il peut être spécifié & prouvé , comme on le verra dans la section 15.

S E C T I O N S I X I È M E.

Du sous-Parage ou du Parage qui a lieu dans la subdivision des portions du fief tenu en Parage.

Lorsque l'aîné ou le chemier laisse plusieurs enfans qui partagent entre eux la portion du fief tenu en Parage, qui lui appartenait, il n'est pas douteux qu'il ne se constitue un nouveau Parage dans la subdivision de cette portion, & que cela ne se repète de la même manière dans toutes les divisions ultérieures de la portion qui est échue à chacun des aînés. C'est la décision expresse des articles 214 de la coutume d'Anjou, & 229 de celle du Maine, qui forment à cet égard le droit commun, de l'aveu de tous les auteurs.

En est-il de même pour les subdivisions des portions des puînés, lorsqu'elles sont partagées par plusieurs enfans? L'aîné des enfans de chaque puîné, en subdivisant sa portion suivant la coutume, peut-il s'attribuer les droits d'aîné à titre de Parage, & prétendre, par exemple, qu'elle sera mouvante de lui en cas d'aliénation des portions de ces puînés de la branche cadette?

Il semble d'abord que cette question n'en devroit point être une. Les articles 214 de la coutume d'Anjou, & 229 de celle du Maine, la décident nettement comme la précédente. » Et » semblablement, y est-il dit, le successeur fils » ou héritier du paraigeur (*l'aîné*), de ses deux » parts qui lui seront ainsi demeurées, peut bien » donner à sa fille ou sœur, comme devant, le » tiers d'icelles deux parts à tenir de lui en

„ paraige, comme dessus, &, de succession en
 „ succession, chacun en peut autant faire. Si
 „ (*ainsi*) fera le paraigeur (*le puîné*) de son
 „ tiers qui ainsi lui aura été baillé, & qui lui
 „ est garanti en Parage, & pourra bien donner
 „ à sa fille ou sœur le tiers; & ainsi le fief
 „ noble se peut diminuer par succession, sans
 „ que le chef seigneur, dont le fief meut & est
 „ tenu à foi, le puisse nullement empêcher, ni
 „ qu'il y puisse demander foi & hommage par
 „ dépié de fief, puisque le fief est dépiécé par
 „ succession ou avancement d'hoirie “.

Les articles 280 & 281 de la coutume de
 Tours, ont une disposition tout aussi précise.
 mais les autres coutumes ne disent rien à ce
 sujet, & plusieurs commentateurs ont prétendu
 qu'on y devoit tenir le contraire. C'est sur-tout
 l'avis de Constant sur l'article 140 de la cou-
 tume de Poitou. „ Cela fut ainsi décidé, dit-il,
 „ par tous les anciens praticiens de notre palais,
 „ chez M^e Pierre Rat, dans une consultation où
 „ se trouvèrent Boisseau & plusieurs autres. La
 „ principale raison sur laquelle on se détermina,
 „ est que, de même que le corps humain seroit
 „ monstrueux s'il avoit plusieurs têtes, de même
 „ aussi le corps du fief, tant qu'il forme un seul
 „ & unique fief (comme il l'est durant le Pa-
 „ rage), ne peut avoir plusieurs chefs. Il ne doit
 „ y avoir qu'un seul chef du fief, celui qui
 „ l'étoit originairement. C'est donc le premier
 „ chemier qui doit jouir exclusivement de tous
 „ les avantages qui lui sont attribués par la
 „ coutume “.

Lelet sur le même article, Theveneau sur
 l'article 106, & Desvignes en sa paraphrase

sur la coutume de Saint-Jean-d'Angely , sont du même avis. Ces auteurs reconnoissent néanmoins , que lorsque le Parage originaire est fini & que la portion cadette forme un arrière fief tenu directement de la portion de l'aîné , il se forme alors un nouveau chemier dans cette portion cadette , qui a les mêmes droits sur ses puînés devenus parageurs , que le chemier originaire en avoit dans la totalité du fief.

Bescher , au chapitre 7 de la digression des Parages , est d'un sentiment différent. Voici comme il réfute la raison donnée par Constant & Theveneau , que *c'est une chose monstrueuse de voir deux têtes en un même corps , & deux chemiers en un même fief.* » Que ne dit-on que » c'est un monstre & un prodige de voir une » tête servir à deux corps , lorsque l'aîné demeurant chemier des puînés de son père , est fait chemier de ses propres puînés ? On devoit » observer que le second chemier n'est pas considéré pour faire l'hommage au premier , & » que sa qualité de chemier a son rapport seulement à ses puînés , lesquels seront un jour ses arrière - vassaux. Aussi ce ne sont » point deux têtes en un même corps , & deux » chemiers en un même fief ; mais ce sont deux » fiefs , comme deux genres , dont l'un étant le » suprême , l'autre ne laisse pas de conserver sa nature de genre au respect des espèces qui » lui sont soumises & subalternes. La même » raison , qui donne le droit aux puînés en la » première division du fief , de tenir leurs portions en Parage , milite en faveur des puînés du » parageur contre leur aîné , qui prend le droit » d'aînesse à la condition que l'aîné de leur père

» avoit pris le sien lors du partage de tout le
 » fief. Et en un mot, il n'y a rien de répugnant
 » ni de contraire à la nature des fiefs, car il n'en
 » peut en arriver qu'une subinfeodation, qui est
 » régulièrement observée en notre coutume «.

Vigier, dans son commentaire sur la coutume
 d'Angoumois, article 27, n^o. 11, a fait une
 distinction entre le fief qui a été divisé, & celui
 qui est indivis. » Les divisions & subdivisions,
 » dit-il, faites entre les cohéritiers, ne rompent
 » point l'unité du fief, justifiée par l'inféodation
 » & les anciens dénombrements, représentée en
 » la personne d'un seul chemier, qui doit servir
 » le fief entier, & peut recevoir tous les droits
 » pendant qu'il est indivisé. Mais après les par-
 » tages, les portions des puînés sont autant d'ar-
 » rière-fiefs dépendans du principal, & en cha-
 » cune d'icelles il est raisonnable d'admettre un
 » chemier particulier, pour satisfaire aux charges
 » passives pour lui & ses conlots, & recevoir
 » les droits procédans des aliénations faites en
 » leur lot..... Car, comme dit notre Jean
 » Faure (§. adeo n. 7, instit. de locat.), *si tu*
 » *teneas feudum à Titio, & ego à te, & sempro-*
 » *nium à me, ego investituram & laudimia reci-*
 » *piam, sive vendas, & si ego vendam, tu re-*
 » *cipies, semperque proximos dominus.* De même,
 » Dumoulin, §. 1, gl. 6, n. 8, 9, 10 &
 » 11, l'article 12 ci-dessus, & Poitou, article
 » 21; disent que les ventes appartiennent au
 » seigneur plus près du fonds. Il semble toute-
 » fois que cela est contraire à notre texte, qui
 » donne ces droits à l'aîné des enfans dans les
 » venditions faites par des parageurs, cohéritiers
 » & parsonniers, tels que sont en ce lieu les ne-

» veux avec leur oncle. Mais il parle entre les
 » enfans au premier degré, le fief n'ayant été
 » partagé; car quand le fief a été partagé entre
 » les frères, chacun d'eux est l'auteur & le prin-
 » cipe de sa branche, & les héritiers de diverses
 » branches, *sunt inter se extranei*; & comme les
 » descendans d'un branchage ne succèdent point
 » en l'autre, tant qu'il y a des descendans d'icelui
 » capables de succéder; aussi est il juste que les
 » branches & familles étant séparées, chacune
 » d'icelles eût son chemier particulier pour la pres-
 » tation & réception des droits & devoirs dont
 » elle est composée; *eo jure utimur* «.

Boucheul a agité la question dans son commentaire sur l'article 140, 1^o. 20. Après avoir rapporté les opinions de Bescher & de Constant, il paroît s'en tenir à cette dernière. La coutume, dit-il, n'admet qu'un chemier dans un même fief, qui ne peut & ne doit pas recevoir division par les changemens des parageurs. Mais les sommaires de cet auteur sur le même article disent expressément le contraire; & tel paroît être aussi son avis dans son commentaire sur l'article 130, n^o. 22.

Guyot trouve la question très-difficile: il convient qu'il avoit d'abord embrassé l'opinion de Bescher, en regardant celle de Constant & de Theveneau comme une pure subtilité; il finit néanmoins par y adhérer. Voici l'extrait de ses raisonnemens à ce sujet. Un principe incontestable dans les coutumes de Poitou & de Saint-Jean - d'Angely, ainsi que dans l'usage de Saintes, c'est que le fief tombé en Parage la première fois, est toujours, pendant la durée de ce Parage, un seul & même fief, & cela est

tellement vrai , que le premier chemier , l'aîné de tous , rend toujours la foi de tout le fief , tant pour lui que pour les portions cadettes durant ce premier Parage , quelques subdivisions que souffrent tant la portion de l'aîné que celle des cadets , en cas de décès de leur part. Il suit de là , que le chemerage , dans une portion cadette subdivisée , est inutile & contraire au droit de ces coutumes , tant que dure le premier Parage.

Ce chemerage est inutile , parce que l'aîné de la subdivision ne doit la foi ni pour lui , ni pour ses puînés , au premier chemier , parce que leurs portions ne sont toujours , avec celle de leur aîné , qu'une seule & même portion tenue en Parage du premier chemier. Les puînés de la subdivision ne trouveroient donc aucun avantage dans l'établissement d'un Parage subordonné au premier.

Ce chemerage subordonné n'est pas moins contraire à ces coutumes & au sentiment bien entendu de leurs commentateurs , parce qu'il est de principe , que la portion paragère étant vendue , les droits en appartiennent au chemier , *comme seigneur plus proche du fonds aliéné*. C'est le texte même des coutumes. Or , la portion paragère cadette , quoique subdivisée entre les enfans du puîné décédé , est toujours la même , toujours une , vis-à-vis du chemier premier : toutes ces portions de la subdivision sont toujours la même portion intégrale du fief principal du premier chemier , elles n'en deviennent parties subalternes que par la fin du Parage premier. Donc le chemier premier , nonobstant la subdivision de la part cadette sa paragère , est toujours , pendant la durée de son Parage , le seigneur plus proche de la portion &

de toutes les portions de la portion cadette sa paragère. Il n'est donc pas possible de concevoir que l'aîné de la subdivision, pendant le premier Parage, élève sur ses puînés un chemerage qui le rende seigneur plus proche des portions de ses puînés, au préjudice du chemier premier, qui, pendant la durée de son Parage premier, les garantit tous sous son hommage. Il seroit contradictoire de supposer qu'ils pussent reconnoître un seigneur plus proche, autre que celui qui les garantit tous sous son hommage.

Mais lorsque le premier Parage est fini, l'aîné de la portion cadette, qui est devenue un fief distinct & mouvant de la portion du premier chemier, devient à son tour le chemier de ses puînés, qu'il garantit sous l'hommage au chemier premier, devenu dominant de toute la portion cadette par la fin du Parage. » Les droits de cet aîné de la subdivision, qui avoient été suspendus pendant le premier chemerage, comme ne pouvant subsister tous deux ensemble, reprennent vigueur, & les puînés de cette subdivision n'y ayant rien de leur fait, mais du fait de la loi seule, ne perdent pas le droit d'être garantis sous l'hommage de leur aîné immédiat, & il faut seindre que cette portion cadette n'a été subdivisée que depuis la fin du premier chemerage «.

Ces raisons sont plus spécieuses que solides.

Il est bien vrai que le fief tenu en Parage est un seul & même fief que l'aîné couvre sous son hommage seul; mais ce seul & même fief est d'une nature particulière. A l'exception de l'hommage & des autres devoirs que l'aîné seul rend pour tout le fief, les puînés ont le même

droit que lui dans leurs portions ; ils ont la mouvance & la juridiction sur leurs vassaux & leurs tenanciers. Cela est non seulement reconnu par tous les auteurs , mais aussi par l'article 140 de la coutume du Poitou , qui dit expressément que *le parageur ou part-prenant a en sa partie telle & semblable juridiction & connoissance comme a ledit chemier en la sienne*. Il peut donc sous-inféoder les deux tiers de son fief , ou même la totalité , à l'exception du principal manoir ou chef d'hommage , s'il y en a un dans sa portion , puisque tout vassal le peut faire dans la coutume de Poitou , & que l'article 130 donne expressément ce droit au chemier. Pourquoi donc ne pourroit-il pas faire cette sous-inféodation sous une condition éventuelle , telle qu'est la condition du Parage ? Quoique le chemier de ce Parage subordonné ne rende point d'hommage au chemier supérieur , il lui rendra l'aveu pour toutes les portions du Parage subordonné. Il aura , lors de l'expiration de ce Parage , les mêmes avantages que les chemiers ordinaires. Les portions de ses puînés ne seront sujettes à l'exercice de ses droits qu'en cas d'aliénation de leur part ou de celle du sous-chemier , & non pas en cas d'aliénation de la portion du premier chemier. Il n'est donc pas vrai que le chemerage soit inutile dans ce cas.

Dire que la portion paragère cadette , quoique subdivisée entre les enfans du puîné décédé , est toujours la même ; que toutes les portions de la subdivision ne deviennent parties subalternes que par la fin du Parage premier , c'est ou supposer ce qui est en question , ou confondre des relations différentes. Il est certain que le fief subsistant encore dans son intégrité , le seigneur

dominant ne connoît que le chemier premier , tant que dure le Parage ; le fief est donc un à son égard. Mais dès que la portion paragère est subdivisée , le chemier premier ne connoît plus que l'aîné des héritiers de son parageur ; c'est à lui qu'il doit demander l'aveu de cette portion paragère. Cette portion n'est donc pas une à tous les égards.

C'est se tromper évidemment que d'ajouter
» que le chemier premier , nonobstant la subdivi-
» sion de la part cadette sa paragère , est tou-
» jours , pendant la durée de son Parage , le sei-
» gneur plus proche de la portion & de toutes
» les portions de la portion cadette sa paragère « .
Tant que le Parage dure , le chemier n'est point le seigneur le plus proche de la portion du parageur. Il n'en est aucunement seigneur , il a seulement une aptitude à le devenir lors de la cessation du Parage. Mais le droit éventuel qui résulte de cette aptitude , peut être restreint par toutes les espèces d'empirement de fief que la coutume permet aux vassaux & par conséquent par un autre Parage , comme par une sous-inféodation pure & simple.

Il n'y auroit d'ailleurs aucune contradiction à ce que les parageurs de la portion cadette reconnussent un seigneur plus proche que l'aîné premier , qui les garantiroit sous son hommage. Cela a lieu pour les vassaux des portions paragères dans toutes sortes de Parages , soit que ces vassaux possèdent des fiefs anciens dont la mouvance a été attribuée particulièrement aux parageurs par le partage du fief , comme on le fait souvent , soit qu'ils aient reçu ces fiefs des parageurs à titre de sous-inféodation , depuis que

le Parage est établi ; & on ne trouve rien d'étrange là dedans.

Si , lorsque le premier Parage est fini , Guyot convient bien que les puînés de la portion cadette tiendront en Parage , & que les droits de l'aîné , qu'il suppose suspendus durant le premier Parage , reprennent vigueur de plein droit , pour-quoi veut-il que ceux des droits de ce nouveau Parage qui ne sont pas incompatibles avec le premier , ne subsistent pas dès-lors ? La coutume ne dit nulle part que le Parage des portions cadettes ne commencera qu'à l'expiration du premier , & , pour faire admettre cette supposition , Guyot lui-même convient qu'il est nécessaire de recourir à une fiction dont on ne trouve aucunes traces dans les coutumes de Parage. *Il faut , dit-il , feindre que cette portion cadette n'a été subdivisée que depuis la fin du premier chemerage.*

Cette fiction offre , je crois , une idée plus difficile à concevoir que celle des deux chemiers subordonnés l'un à l'autre dans un même fief. Cette subordination n'est assurément pas plus extraordinaire encore que celle qui s'établit par la constitution d'un arrière-fief. Cependant les coutumes de Poitou , de Saintonge & d'Angoumois , permettent expressément au vassal qui n'a que le domaine utile du fief , & non le domaine direct , de retenir , à titre de sous-inféodation , ce domaine direct qui appartient à son seigneur seul , & non à lui. Il est donc bien dans l'esprit de ces coutumes d'autoriser des subordinations de Parage , de même qu'elles établissent des subordinations de mouvance.

SECTION SEPTIÈME.

Du titre d'aîné ou de chemier. A qui il appartient.

Toutes les coutumes de Parage supposent que le titre d'aîné ou de chemier appartient de plein droit à l'aîné de plusieurs copartageans ; mais c'est une question fort controversée que de savoir si ce titre appartient tellement à l'aîné, qu'on ne puisse l'attribuer par convention à l'un des puînés. La coutume de Normandie, art. 128, dit que les aînés font les hommages au chef seigneur pour eux & leurs puînés paragers, & les puînés tiennent des aînés par Parage sans hommage. Tous les articles suivans supposent également que c'est l'aîné qui doit jouir des privilèges attribués au chef du Parage.

Tous les commentateurs sont d'avis qu'on ne peut déroger à ces dispositions de la coutume. « Cela a été décidé, dit Bérault, par arrêt
» donné en la cour séante à Caen le 11 août
» 1593, au profit de Marie Dambret, damoi-
» selle, femme du sieur de la Chapelle, contre
» damoiselle Catherine & Lucrèce Dambret,
» ses sœurs puînées. Sur le relèvement obtenu
» par ladite Marie, aînée, laquelle n'avoit
» choisi ledit premier lot, fut dit que lesdits
» lots & partages seroient réformés, & en ce
» faisant, que lesdites Catherine & Lucrèce
» Dambret tiendroient par Parage de ladite Marie
» leur sœur aînée, suivant les coutumes. Par
» autre pareil arrêt donné au conseil le 21 juillet
» 1600, entre Charles Martel, sieur de Mont-

» Pinchon , & Jean de Vesnois , fut ordonné que
 » la fille puînée tiendrait par Parage de l'aînée ,
 » encore que , par leurs lots , le droit de Parage
 » eût été employé au premier lot tombé à la
 » puînée , lequel en avoit été rendu par ce moyen
 » de moindre valeur , & ce nonobstant la re-
 » quête faite par ledit de Vesnois , mari de la
 » puînée , de procéder à nouveaux partages. Et
 » est cela bien raisonnable & suivant l'inten-
 » tion d'icelle coutume , qui ne donne le Parage
 » à la part ou portion du fief , ains à la personne
 » de la fille aînée. Par ainsi , le chef du lieu est
 » toujours pardevers l'aînée , conséquemment est
 » plus à honorer que les autres « .

En est-il de même lorsque les puînés , en divi-
 fant le fief , mettent la juridiction , ou , comme
 on le dit en Normandie , le gage-plége dans un
 seul lot , & le domaine non fiefié dans l'autre ,
 & que l'aîné choisit le domaine non fiefié ? » J'ai
 » vu , dit Godefroy , cette question en contro-
 » verse , quoiqu'indécise , & résoudre que le
 » puîné auquel est demeuré le gage-plége , le
 » doit relever de l'aîné. Car *eo ipso* qu'il est aîné ,
 » la coutume lui attribue droit de féodalité &
 » juridiction sur son puîné (*) « .

(*) Cette séparation du domaine & du gage-plége est
 licite en cas de partage , suivant le même Godefroy sur
 l'article 336. Guyot , au chapitre 2 , après avoir proposé
 la décision de Godefroy sur l'article 129 , dit que Basnage ,
 sur l'article 127 *in fine* , est de même avis. Mais cela n'est
 point exact. Basnage avoue bien que la prérogative du Pa-
 rage doit toujours demeurer à l'aîné ou ses représentants ,
 nonobstant toutes actions contraires ; mais il ne paroît pas
 admettre de Parage sans division du gage-plége , auquel la
 directe paroît attachée.

Basnage paroît croire au contraire qu'il n'y auroit pas de Parage en ce cas , lorsqu'il dit sur l'art. 127 , que » si , par le pattage entre « sœurs , le fief n'avoit point été divisé , & qu'un » lot eût été composé seulement d'une portion » du domaine du fief , sans aucune dignité féodale , la sœur qui posséderoit ce lot ne pourroit tenir par Parage , bien qu'il fût dit par les » lots qu'elle tiendrait en cette qualité ». M. Roupnel dit la même chose dans ses observations sur Pesnel. Cette opinion paroît la plus conforme à l'esprit de la coutume.

La difficulté est plus grande encore dans les autres coutumes , où l'aîné a de plein droit le chef-lieu du fief , & d'autres avantages en cette qualité. On ne voit pas si la qualité de chemier est attachée par les coutumes à la personne de l'aîné & à ses représentans , ou bien si elle l'est au chef-lieu du fief. Par exemple , l'art. 125 ; avec plusieurs autres de la coutume de Poitou , dit que l'aîné fait l'hommage pour ses frères & sœurs , & que les puînés tiendront en Parage avec lui , » & est ledit aîné , ou qui le représente , appelé chemier , & les puînés , ou qui les » représentent , appelés *parageurs* ». Mais l'art. 130 dit que le chemier perd le droit de garantir les parageurs sous son hommage , s'il aliène le chef d'hommage , quand bien même il retiendrait le surplus du fief , lorsqu'il y en a , ou le tiers du fief , qui en tient lieu lorsqu'il n'y a pas de chef d'hommage.

Constant , sur l'art. 126 de la coutume de Poitou , conclut de là , que la qualité de chemier appartient au puîné de plein droit , si l'hôtel principal ou chef d'hommage lui échéoit lors

du partage, & que l'aîné ait une partie des appartenances du fief, par exemple, trente boisselées, sans même que l'on convienne à quel titre & de qui il les tiendra. *Qualitas chemerii*, dit-il, *in divisione non est ratione primogenitura, sed ratione castri. Itaque quicumque sorte divisionis habet castrum, est chemerius, quamvis non sit primogenitus; & ideo cum lege consuetudinis, Paragium sit inter cohæredes dividentes rem communem, sic primogenitus tiendra en Parage de son cadet, chemier dudit fief, ses 30 boisselées de terre qui en font partie, & qui en ont été distraites, Thevento (*) ; advocato doctissimo, primâ fronte dubitante, qui tamen postea opinioni meæ accessit.*

Lelet est d'une opinion absolument contraire. Il se fonde sur ce texte de l'art. 126 : » Et semblablement si ledit chemier baille à son parageur puîné par partage aucune partie de son fief, dont le chemier demeure en hommage, » ledit puîné & ses successeurs, *si autre convention n'y a*, tiendront en Parage.

» Le chemerage, dit-il, n'est point attaché au chef d'hommage, mais à la personne de l'aîné, de sorte que, quelque portion qu'il ait dans le fief par partage, il est toujours che-

(*) Guyot, *ibid.* après avoir rapporté ce passage de Constant, ajoute : » Theveneau, en sa paraphrase sur les articles 106 & suivans jusqu'au 190, ne dit rien de ce que Constant lui prête ; au contraire, quand il parle du chemier, il le suppose toujours aîné ». Mais Constant n'a point voulu parler ici de Theveneau, qu'on nomme en latin *Thevenellus*, suivant l'analogie, mais bien de Thevenet, dont on trouve quelques notes dans le commentaire de Lelet, Filleau & autres, imprimé en 1683.

» mier, s'il n'y a convenance au contraire : que
» si le chemerage étoit attaché au chef d'hom-
» mage, il s'ensuivroit que ledit chef d'hom-
» mage ne pourroit être partagé ; ce qui ne se
» peut dire. Car, au cas de partage dudit chef
» d'hommage, il y auroit deux ou plusieurs
» chemiers, ce qui est impossible ; & les mots
» de la coutume, *si autre convenance n'y a*, d'où
» on tire pour maxime, qu'un puîné puisse être
» chemier par convention, font assez voir que
» le chemerage n'est point attaché au chef d'hom-
» mage, & ne faut point tirer conséquence de
» l'art. 130, dont les termes marquent, que le
» chemier, pour demeurer en l'hommage, doit
» retenir l'hôtel, ou, à défaut, le tiers du fief.
» Car ledit article s'entend en cas d'aliénation
» seulement, & non en cas de partage. Tel a été
» le sentiment des sieurs Baron, Milon & Gau-
» thier, & autres anciens consultants de leur
» temps (*) «.

Ces raisons ne sont point du tout décisives.
Le Parage légal ne peut être établi que par la
coutume & sous les conditions prescrites par la
coutume. De ce qu'elle attache la qualité de
chemier à la personne de l'aîné auquel elle ac-
corde le chef d'hommage ou principal ma-
noir à titre de préciput, il ne s'ensuit assuré-
ment pas qu'elle lui attribue cette qualité lors-

(*) Il ne faut pas perdre de vue que dans cette question
& dans la suivante, il ne s'agit que du Parage légal, qui
a lieu par la seule disposition de la coutume, & non pas
du Parage conventionnel, que la coutume autorise aussi ;
dans celui-ci un puîné peut être chemier sans difficulté,
comme on le verra à la fin de cette section.

qu'il ne conserve pas ce chef d'hommage qu'elle lui accordoit. Il n'y a aucun inconvénient à dire que le chef d'hommage ne peut être partagé dans la coutume de Poitou, de même que dans les autres coutumes de depié de fief on ne peut partager le fief que des deux tiers au tiers, si l'on veut le conserver dans son intégrité.

Il n'est point bien clair que ces mots de l'art. 130, *si autre convenance n'y a*, s'appliquent au Parage conventionnel, dans lequel le puîné a le chef d'hommage; on peut soutenir, à plus juste titre, qu'ils indiquent une convention contraire au Parage. A plus forte raison ne disent-ils pas que le puîné, dans un Parage conventionnel, puisse avoir le titre de chemier, & garantir comme tel ses copartageans, sans avoir le chef d'hommage, quand ce mot seul de chef d'hommage indique si bien que le droit de faire & de recevoir les hommages y est attaché.

Enfin Boucheul, qui condamne aussi cette décision de Lelet, répond fort bien sur le même article à sa dernière observation relative à l'art. 130 : » Quoiqu'à la vérité, dit-il, l'art. 130 soit » dans le cas d'une vente & aliénation que le » chemier feroit, *si le chemier transporte singu-* » *lièrement la chose dont il est chémiér*, il sup- » pose néanmoins, comme le principe, que le » chemier avoit le chef d'hommage; & c'est pour- » quoi le présent article ne dit pas simplement, » si le chemier baille à son parageur puîné partie » de son fief; mais il ajoute, *dont le chemier de-* » *meure en l'hommage*, pour faire voir qu'il faut » que l'aîné se réserve le chef d'hommage, par » le partage qu'il fait avec ses puînés «.

Boucheul critique ensuite également l'opinion de

de Constant, qui attribue au puîné le titre de chemier, même sans convention, lorsque le chef d'hommage est échu dans son lot. Il conclut avec raison, » que pour avoir la qualité de chemier, sans convention ou droit de chemerage » sur ses cohéritiers, deux choses sont requises, » & qu'on soit l'aîné, & que l'on demeure en » hommage «.

Guyot, qui en citant uniquement cette conclusion de Boucheul, n'en a pas rapporté les propres termes avec son exactitude ordinaire, prétend que » cette explication n'est pas claire, » Car, dit-il, suivant le style du Poitou, de- » meurer en l'hommage, c'est avoir le chef-lieu, » Or si l'aîné n'a pas le chef-lieu, il ne sera donc » pas chemier : donc, pour être chemier, il n'est » pas nécessaire d'être l'aîné «.

Ce raisonnement est très-vicieux : dans le véritable esprit de la coutume, il faut à la fois être l'aîné & retenir le chef d'hommage, pour avoir le titre & les droits de chemier dans un Parage légal. On ne peut donc pas dire que le puîné qui aura ce chef d'hommage, sera chemier, parce que son aîné qui ne l'a pas ne peut pas l'être. Ils ne doivent l'être ni l'un ni l'autre. Tel est le véritable esprit de la coutume, que Boucheul a fort bien saisi.

Au reste, l'avis de Guyot, qu'il expose avec beaucoup d'étendue, rentre absolument dans celui de Boucheul. Il décide nettement que la qualité de chemier doit appartenir à l'aîné, suivant l'esprit général du droit féodal, qui attribue à l'aîné tous les honneurs & les prérogatives du fief; qu'on doit décider la même chose, en consultant l'esprit des coutumes sur le Parage;

que pour attribuer à un puîné le titre de chemier, & les droits qui en dépendent, il faut non seulement que le chef-lieu soit mis dans son lot, mais aussi que l'aîné renonce expressément au droit de chemerage, pour l'attribuer au puîné.

Theveneau, Barraud, Constant, Lelet, & Filleau, sur la coutume de Poitou, pensent unanimement qu'il y a un Parage légal, lorsqu'un fief entier est abandonné aux puînés, & que le plus âgé de ces puînés en est le chemier, soit qu'ils possèdent le fief indivisément, soit qu'ils le partagent entre eux. La raison qu'ils en donnent, c'est qu'il n'y a point de dépié de fief; ni multiplication de foi, sur un même fief qui se partage à titre successif; que le fief n'ayant qu'une foi, il ne doit y avoir aussi qu'un des copropriétaires qui la porte, & que cette foi doit être portée par l'aîné des puînés, comme représentant l'aîné de tous, qui ne peut plus être chemier.

Ces auteurs avouent néanmoins qu'il a été jugé contre leur sentiment. Barraud lui-même, par une contradiction qui lui est trop fréquente, dit au titre 6, chap. 3, que, dans ce cas, chacun des puînés doit faire hommage au seigneur pour sa part, parce qu'il ne peut y avoir deux chemiers dans une même succession. Il ajoute que cela a été ainsi jugé par arrêt pour le fief des Rouziers. Cette dernière décision a été adoptée par Boucheul sur l'article 115, n°. 23. Elle est dans les véritables principes, puisque, comme on l'a vu ci-dessus, la coutume de Poitou n'admet le Parage légal qu'en faveur de l'aîné qui possède le chef d'hommage en sa qualité d'aîné.

Cette question est d'ailleurs nettement décidée par les coutumes d'Anjou & du Maine, articles 232 & 249, dont voici le texte.

» S'il y a fief entier, qui chet en partage des
 » filles puînées, elles en feront chacune une foi,
 » sinon que par partage fait entre icelles filles puî-
 » nées, à l'une d'icelles filles fussent demeurés
 » les deux tiers d'icelui fief, auquel cas elle
 » pourroit garantir l'autre tiers à ses sœurs,
 » sous son hommage, en retenant devoir; ou
 » qu'il soit baillé à tenir nommément & dé-
 » clarément en Parage, comme dit est. Le Pa-
 rage ne peut donc avoir lieu entre les puînés
 que par convention. Cette convention est très-
 licite. Vigier, sur la coutume d'Angoumois,
 art. 25, n°. 5, rapporte un arrêt du 21 janvier
 1640, qui en a autorisé une semblable, au moins
 indirectement, en jugeant valide pour le tout
 une quittance de droits seigneuriaux, donnée au
 vassal commun du fief tenu en Parage, par le
 propriétaire de la moindre partie, auquel l'aîné
 avoit cédé le droit de chemier par un traité par-
 ticulier.

Guyot prétend néanmoins d'après Bescher, que l'aîné peut se faire restituer contre un pareil traité, quoiqu'il convienne d'ailleurs que le seigneur ne peut pas se plaindre de cette convention, puisque l'aîné, devenu chemier, pourroit aliéner le chef-lieu à un étranger, qui deviendroit *chemier* (*); mais on ne voit pas pourquoi cette convention seroit sujette à rescision entre majeurs, si l'aîné étoit dédommagé par ailleurs. Il est facile de voir que les principes de la coutume de Normandie à cet égard, ne peuvent

(*) Il faut dire *seigneur dominant*, & non pas *chemier*, puisque l'aliénation du chef-lieu du fief donne lieu à la fin du Parage, suivant l'article 130 de la coutume de Poitou.

recevoit d'application dans celles de Poitou & dans les autres coutumes de Parage qui n'en disent rien, comme celles de Touraine & de Loudunois, du moins quand l'un des héritiers conserve les deux tiers du fief, puisque l'on peut sous-inféoder l'autre tiers au préjudice du seigneur; le Parage n'est évidemment qu'une sous-inféodation suspendue.

Suivant toutes les coutumes de Parage, le droit d'aînesse n'appartient pas seulement à l'aîné, mais aussi à ses représentans. L'article 141 de la coutume de Poitou dit en particulier, que *si le chemier décède délaissant plusieurs enfans, fils ou filles, le fils aîné, ou la fille, s'il n'y a fils, sera le chemier*. Il en doit être ainsi de tous les cas où la portion du chemier passe à plusieurs de ses héritiers. L'aîné de tous, lorsqu'il retient le chef d'hommage, a le titre & les droits du chemier. Les questions que Guyot a proposées à ce sujet, chap. 2, n°. 7, ne peuvent offrir de difficultés.

On ajoutera seulement, qu'il est bien vrai que ce titre de chemier est également donné à celui qui est chargé de faire l'hommage pour ses cote-neurs & pour lui, dans les tenures en part-prenant & part-mettant, & généralement dans toutes les tenures en gariment, comme on l'a dit au mot CHEMIER; mais c'est par erreur qu'on a dit ensuite dans le même article, d'après Guyot: „ L'autre voie par laquelle on devient chemier, „ est lorsque celui qui aliène une partie du fief „ y retient le devoir seigneurial, au moyen de- „ quoi il devient chemier, étant chargé de por- „ ter la foi pour tout le fief „.

.. L'aliénation d'une partie du fief, en y rete-

nant devoir, produit en Poitou, suivant les articles 30 & 130, un véritable arrière-fief; celui qui a fait l'aliénation, en devient non le chemier, mais le seigneur dominant, & n'en comprend plus que la mouvance dans son aveu. Voyez l'article DEPIÉ DE FIEF.

SECTION HUITIÈME.

Des droits & prérogatives de l'aîné, tant sur les puînés, que sur les vassaux & tenanciers de fief tenu en Parage.

Suivant l'article 140 de la coutume de Poitou, le » chemier n'a juridiction ne connoissance sur » son parageur, fors en trois cas; le premier par » défaut de devoir non payé pour la partie que » le parageur ou part-prenant y doit contribuer, » le second pour son aveu & déclaration non » baillée; & le troisième s'il vend la chose. Car » lors le chemier la peut avoir pour le prix cu » les ventes & honneurs à son élection, & èsdits » cas peut le chemier saisir & connoître à sa » cour, & en tous autres cas, n'y a ledit che- » mier juridiction ne connoissance «.

C'est improprement que la coutume attribue dans ce dernier cas une juridiction au chemier sur le parageur, puisque la vente fait cesser le Parage.

L'article 216 de la coutume d'Anjou dit aussi: » Le paraigeur & ses sujets, le Pa- » raige durant, ne répondront point en la cour » de leur paraigeur, mais en la cour & juridic- » tion du seigneur, sauf en deux cas; l'un en » cas de mesures, c'est à savoir pour les étalon-

» ner & ajuster à celle de son seigneur ; le se-
 » cond , pour raconter paraige , pour ce que le
 » paraigeur esdits deux cas doit une fois retour-
 » ner à l'obéissance de son parageur ». Les cou-
 tumes du Maine , article 231 ; de Tours , arti-
 cle 130 ; de Loudun , chapitre 12 , article 8 ,
 ont la même disposition.

Bescher , au chapitre 9 de sa digression , es-
 time que l'on doit suivre dans l'usage de Saintes
 la règle de ces coutumes sur les poids & mesu-
 res , & cela paroît juste.

La coutume de Normandie n'a pas des dispo-
 sitions aussi précises sur la juridiction de l'aîné
 sur ses puînés en certains cas. On en trouve
 néanmoins un exemple dans les articles 130 &
 131 : » Par les mains des aînés , y est-il dit ,
 » payent les puînés les reliefs , aides & toutes
 » redevances aux chefs seigneurs , & doivent
 » lesdits puînés être interpellés par les aînés pour
 » le payement de leur part desdits droits. Les
 » aînés paragers peuvent faire justice sur les biens
 » des puînés , par les mains du prévôt de leur
 » fief ».

Godefroy conclut de là , avec raison , que l'aîné
 a juridiction sur ses puînés en ce cas.

Quant aux prérogatives générales du chemier ,
 la coutume de Saint-Jean-d'Angely les a énon-
 cées avec le plus grand détail dans les articles
 suivans.

Article 107. » Entre cohéritiers parageurs ,
 » part-prenans & part-mettans , tenant fiefs no-
 » bles par indivis , l'aîné , ou qui le représente ,
 » ou chemier qui fait l'hommage desdites cho-
 » ses , est recevable à poursuivre seul en juge-
 » ment pour lui & ses cohéritiers & à leur profit ,

» les droits desdits fiefs & choses nobles , com-
» munes & par indivis entre eux , sans ce que
» la partie adverse se puisse rappeler & débattre
» par fin de non recevoir qu'il ne puisse pour-
» suivre la partie desdits cohéritiers , parsonniers ,
» parageurs , part-prenans & part-mettans , ne con-
» tredire au chemier , même quand les co-
» héritiers , parsonniers , parageurs , part-prenans
» & part-mettans ne contredisent au chemier.

Article 108. » Au fils aîné compète & appar-
» tient la réception & façon des hommages qui
» sont dus pour raison des terres & seigneuries ,
» qui meuvent & sont tenues de lui & ses co-
» héritiers noblement & par hommage , *tant que*
» *les choses sont par indivis.*

Article 109. » Au fils aîné , ou qui le repré-
» sente en succession noble , appartient la garde ,
» gouvernement & administration des lettres ,
» titres & enseignemens concernant les droits &
» domaines de ladite succession , *tant qu'elle sera*
» *par indivis entre lui & ses cohéritiers* , & pareil-
» lement la poursuite & défense à tous & cha-
» cun les procez , qui seront miz & à mouvoir ,
» pour raison de la succession , soit tant en de-
» mandant qu'en défendant. Aussi lui compète
» & appartient de faire les baillettes des domai-
» nes & héritages de la succession , pour lui
» & ses cohéritiers , sans fraude commettre , pour
» obvier à laquelle seront proclamées à l'église
» au plus offrant ; & ordonner sénéchaux , bail-
» lis , procureurs & autres officiers requis & né-
» cessaires pour la juridiction des terres & sei-
» gneuries étant d'icelle succession ; & a l'aîné
» aussi la garde des scelz à contrats , papiers &
» autres enseignemens de la succession , comme

« dessus , desquels papiers & enseignemens sera
 « tenu faire inventaire , ensemble des meubles ».

Il faut néanmoins remarquer que la plupart de ces privilèges attribués à l'aîné , n'ont lieu que durant l'indivision , suivant le texte même de la coutume de Saint-Jean-d'Angely , & que plusieurs autres sont trop étendus pour qu'on puisse les appliquer hors de son ressort.

La plupart des coutumes de Parage , ainsi que plusieurs autres coutumes du royaume , dans lesquelles le Parage n'est point admis , disent aussi que l'aîné fait & reçoit les hommages pour ses puînés , tant que la succession n'est pas partagée.

Il paroît qu'on a eu principalement en vue là-dedans l'indivision du fief à l'égard du seigneur dominant. » Par les loix d'Angleterre , dit Basnage sur l'art. 128 de la coutume de Normandie , la sœur aînée fait la foi & hommage , tant pour elle que pour ses autres sœurs , & , conformément à cet article , elle ne peut exiger l'hommage de ses autres sœurs. Henri , roi d'Angleterre , en rend cette raison dans une déclaration qu'il envoie au vice roi d'Irlande :
 « *Cum omnes sorores sint quasi unus hæres de unâ*
 « *hereditate , si primogenita possit habere homa-*
 « *gium aliarum sororum vel custodiam petere* »
 « *tunc esset illa hereditas divisa ita quod soror*
 « *primogenita esset simul & semel de hereditate*
 « *& domina & hæres , hæres suæ partis , & domina*
 « *sorum suarum.* Stanford de prerogativâ reg.
 « cap. 5. Voyez Briton , chap. 27 , l. sancti
 « *Eduardi* ».

Lorsque , par le partage , les mouvances sont attribuées en partie aux puînés , l'aîné ne reçoit plus seul les hommages , quoiqu'il continue de faire

seul la foi & hommage de la totalité du fief tenu en Parage. Ce partage des mouvances est très-licite, au moins dans les coutumes de Parage, puisque l'aliénation des vassaux peut s'y faire séparément sans depié de fief. On peut voir cette question fort bien traitée à la fin du chapitre ; des observations de Guyot sur le démembrement, au tome 3 de son traité des fiefs. L'arrêt du 26 août 1739, rendu au profit de M. Raillé, acquéreur d'une partie de la mouvance de la châellenie de Muley, membre du comté de Laval, à titre de sous-inféodation, a jugé la question de la manière la plus précise.

Lors, au contraire, que les mouvances restent indivises, l'aîné continue à recevoir seul les hommages. Par la même raison, c'est à lui seul que doit se faire l'exhibition des contrats que les coutumes exigent, parce que l'exhibition est un droit honorifique qu'il suffit de faire au chef du fief. Les parageurs peuvent seulement prétendre la communication du contrat par forme d'édition. C'est la décision de Constant & de Boucheul sur l'art. 140 de la coutume de Poitou.

Constant croit néanmoins que l'option faite par le chemier sur cette exhibition, ne doit pas préjudicier aux parageurs, qui peuvent, nonobstant cela, prendre les lods & ventes ou le retrait, parce que c'est un profit de fief commun aux chemiers & aux parageurs, qui, quoique co-seigneurs du même fief, ont leurs droits distincts & séparés, & peuvent opérer, chacun en leur particulier, les lods & ventes ou le retrait pour leur part & portion.

Filleau pense au contraire, sur l'art. 125, que,

puisque le chemier est capable seul de recevoir l'exhibition, il suit nécessairement, que le paiement qui lui a été fait par l'acquéreur du total des lods & ventes, est libératoire envers les parageurs, qui sont obligés d'entretenir ce qu'il a fait en qualité de chef & principal seigneur du fief. Boucheul, sur l'art. 140, n°. 15, paroît se ranger à cette opinion. Il cite à ce sujet un arrêt du 21 janvier 1640, rapporté par Vigier sur la coutume d'Angoumois, art. 25, n°. 5.

Cet arrêt, dont on a déjà parlé, a jugé que la quittance des lods & ventes donnée par un chemier, même conventionnel, qui ne possédoit que le tiers du fief, valoit tant pour lui que pour son parageur, qui en possédoit les deux tiers. Mais il faut bien observer que, dans cette espèce, le fief étoit possédé indivisément; & Vigier a soin de dire : „ Il en seroit autrement si le fief avoit été partagé; car alors „ l'aîné ne pourroit bailler quittance des droits „ & devoirs échus aux lots de ses cohéritiers, „ & dans lesquels il n'a rien à prétendre “.

Lorsqu'on partage à titre de Parage un fief de dignité, l'aîné seul, durant le Parage même, a le titre & l'honorifique de cette dignité, qui sont indivisibles (*). Les coutumes d'Anjou, art.

(*) Boucheul, après avoir donné cette décision, ajoute : „ C'est le sujet de l'arrêt du 7 avril 1601, pour la baronnie „ de Fromental, rapporté par Barraud sur ce titre, chap. 6, „ n°. 12; & par Constant sur l'art. 126, n°. 3. „ Mais, en consultant ce dernier auteur, on voit que dans l'espèce de cet arrêt le Parage étoit fini, & que le propriétaire de la portion ci-devant paragère avoit fait l'hommage au chemier. On ne peut donc pas le citer comme un préjugé pour cette opinion, quelque légitime qu'elle soit d'ailleurs.

215, & du Maine, art. 230, disent expressement que ceux qui tiennent en Parage ont telle & semblable justice, & tiennent aussi noblement que leur aîné, *s'ils ne sont partis de comté, vicomté ou baronnie.*

Les coutumes de Tours, art. 129, & de Loudun, art. 12, chap. 7, ont des dispositions semblables. On doit l'observer ainsi dans les coutumes même qui n'en disent rien; Beschet, au chap. 2 de sa digression, en donne de fort bonnes raisons.

Cet auteur assimile avec raison sur ce point les châtelainies aux baronnies, quoique les coutumes n'en parlent pas. Il a été jugé, dit aussi Constant, contre la dame de Roche-Serviere, par arrêt de la chambre de l'édit du 7 septembre 1615, que dans la division d'une châtelainie, faite entre cohéritiers, l'aîné seul, en sa qualité de chemier, pouvoit garder le titre de châtelain, & tous les droits & les privilèges de la châtelainie, quelque possession que pussent alléguer au contraire les parageurs, laquelle fut déclarée abusive & sans droit, *abusiva & malè & perperam facta*. Il a même été jugé, dit toujours Constant, pour le seigneur du simple fief de la Clyelle Brochard, que le parageur ne pouvoit pas non plus retenir durant le Parage le nom du fief principal, qui appartient exclusivement au chemier. Mais on ne peut refuser aux parageurs la qualification de *seigneurs en partie* du fief tenu en Parage.

SECTION NEUVIÈME.

Des charges de l'aîné, tant envers le seigneur du fief tenu en Parage qu'envers ses puînés.

Toutes les coutumes de Parage chargent l'aîné de faire seul la foi & hommage au seigneur du fief tenu en Parage. Mais comme il n'est pas seul propriétaire du fief, & seul tenu de la fidélité envers le seigneur, il doit exprimer que c'est tant pour lui que pour ses puînés qu'il rend l'hommage.

De cette première obligation, suit naturellement celle de rendre seul l'aveu & dénombrement pour la totalité du fief. L'art. 136 de la coutume de Poitou le suppose assez, en chargeant les parageurs de donner leur aveu particulier, non pas au seigneur, mais au chemier. C'est afin, dit Boucheul d'après les autres commentateurs, „ que le chemier soit plus certain de ce „ qu'il doit reconnoître & donner par aveu au „ seigneur supérieur, pour se conserver les droits „ qu'il a sur ses parageurs & part-prenans, & „ que le temps ne puisse en effacer la mémoire „.

L'aîné doit contribuer, comme ses puînés, au prorata de sa portion dans le fief, non seulement aux rachats dus au seigneur dominant, mais encore à tous les autres devoirs du fief, selon qu'ils sont établis par les titres ou par les coutumes.

Une suite naturelle des prérogatives de l'aîné & de la charge qui lui est imposée de faire l'hommage pour ses puînés, c'est qu'il est obligé de les garantir des saisies féodales que le seigneur

dominant peut faire sur leur portion , lorsque l'aîné n'acquitte pas envers lui les devoirs du fief.

Cette obligation étoit autrefois bien plus étendue. L'aîné garantissoit les puînés des devoirs ordinaires , tels que les reliefs , rachats , gants , éperons , & autres droits dus aux mutations. Les puînés ne contribuoient qu'aux devoirs extraordinaires , tels que les loyaux aides , &c. On peut s'en assurer en consultant la préface du premier volume des ordonnances du louvre par de Lauriere , & les chap. 22 & 42 des établissemens de saint Louis.

Aujourd'hui l'aîné n'est point tenu de garantir ses puînés des devoirs ordinaires du fief. C'est ce que dit expressément l'art. 95 de la coutume de Poitou ; pour le droit de rachat , à l'égard duquel il déclare que les parageurs *n'auront aucun recours vers le chemier.*

Suivant l'art. 94 de la même coutume , lorsque le seigneur saisit le fief tenu en Parage , & que , » sur l'appel des parageurs , ils perdent leur » cause par faute de garieur ou autrement , pour » hommage non fait , ou par défaut de dénombrement non baillé (s'il y a condamnation , » comme dit est) , tout ce qu'ils ont pris & levé » écherra en perte ; mais ils en auront leur recours vers & contre leur garieur , ou aussi contre » leur chemier qui n'aura fait ledit hommage » ou baillé son dénombrement par écrit , s'il y » étoit condamné , comme dit est « .

La coutume de Tours a seule conservé l'ancien droit sur la garantie due aux puînés , pour les devoirs même ordinaires du fief. » L'aîné noble , dit l'art. 164 , pour le droit qu'il prend

» plus que ses puînés , est chargé de faire les
 » foi & hommage , & garantir en franc Parage
 » sous son hommage , à ses puînés , leur tierce
 » partie franche de tout devoir féodal ordinaire
 » dudit hommage , en retenant à foi les deux
 » parts du fief durant ledit Parage mais les-
 » dits puînés contribueront pour leur regard avec
 » ledit aîné aux charges du ban , arrière-ban &
 » loyaux aides «.

La coutume de Loudun , chap. 27 , art. 9 ,
 dit aussi que l'aîné doit garantir la tierce par-
 tie des puînés *franche de tout devoir féodal dû
 pour raison de l'hommage , sinon es cas esquels
 par autres coutumes ci-dessus posées , lesdits puînés
 sont tenus contribuer avec l'aîné au payement
 desdits devoirs féodaux.* Cet article ne dit rien des
 charges de ban , arrière-ban & loyaux aides , dont
 parle la coutume de Tours. Mais l'art. suivant
 ajoute : » Et n'est à entendre que sous lesdits
 » mots *de tout devoir féodal* , soit compris le
 » droit de rachat , duquel droit de rachat , par la-
 » dite coutume , n'est tenu l'aîné garantir lesdits
 » puînés , quand ledit rachat avient par mort :
 » Autre chose seroit , si par le fait dudit aîné &
 » seigneur desdites deux parts , comme par ven-
 » dition , mariage ou autre contrat d'aliénation ,
 « ou par coulpe , ledit rachat avient ; car adonc-
 » ques seroit tenu garantir lesdits puînés d'icelui
 » rachat «.

Plusieurs commentateurs de la coutume de
 Tours ont cru qu'il en devoit être de même
 dans leur coutume , & que l'aîné n'étoit point
 tenu de garantir ses puînés du droit de rachat ,
 lors du moins qu'il n'avoit pas lieu par son fait.

Ils ont supposé pour cela , que le rachat n'étoit point un devoir ordinaire.

On a réfuté cette opinion dans l'article DEPIÉ DE FIEF, §. 4. Tout ce qu'on y a dit sur cet objet recoit une entière application ici. Mais c'est mal à propos que le Fevre , & Dupineau d'après lui , sur l'art. 213 de la coutume d'Anjou , en se fondant sur l'art. 201 de cette dernière coutume , pensent que la même garantie y doit avoir lieu en faveur du puîné qui tient en Parage , lorsque le seigneur lève le rachat sur lui. Si l'art. 201 de la coutume d'Anjou charge celui qui a sous-inféodé une partie de son fief de dédommager son nouveau vassal dans le cas où le seigneur fuzerain y leveroit le rachat , le seigneur dominant qui a fait la sous-inféodation , est suffisamment indemnisé de cette obligation par le droit qu'il a lui-même de percevoir le rachat aux mutations de son nouveau vassal. Mais l'aîné ne peut lever ainsi le rachat sur les parts de ses puînés , tant que dure le Parage ; & , ce qui est bien plus décisif , la coutume ne parlant point de garantie en ce cas , on ne doit pas la suppléer , pour s'éloigner sans nécessité du droit commun , qui s'observe aujourd'hui dans les coutumes de Parage.

SECTION DIXIÈME.

Des droits des puînés durant le Parage.

Suivant les coutumes d'Anjou , art. 215 , & du Maine , art. 230 » celui qui tient en Parage a » autelle & semblable justice comme son para- » geur , & tient aussi noblement comme lui ;

» s'il n'est parti de comté , vicomté ou baronnie ;
 » dont a été dessus touché , s'il ne lui étoit ex-
 » pressément transporté ; car les droits de comté ,
 » vicomté & baronnie ne se départent point ,
 » comme il sera déclaré en la matière des suc-
 » cessions des nobles «. Les art. 216 & 231 des
 mêmes coutumes ajoutent , » que le paraigeau
 » & ses subjets , le Paraige durant , ne répon-
 » dront point en la cour de leur parageur , mais
 » en la cour du chef seigneur « , sauf dans les
 deux cas dont on a parlé.

Les coutumes de Tours , art. 129 & 130 , &
 de Loudun , chap. 12 , art. 7 & 8 , ont des dispo-
 sitions absolument semblables.

La coutume de Poitou , art. 140 , après avoir
 exposé les trois cas où le chemier a juridiction
 sur ses parageurs , comme on l'a vu dans la sec-
 tion 9 , ajoute : » Et en tous autre cas , ledit
 » chemier n'y a juridiction ni connoissance : &
 » le parageur ou part-prenant a en sa partie telle
 » & semblable juridiction & connoissance , comme
 » a ledit chemier en la sienne , si autrement
 » n'étoit convenu ou accordé au contraire , ou aussi
 » par usance ancienne «.

Ces textes établissent le droit commun des
 coutumes de Parage ; mais il suit des derniers
 mots de la coutume de Poitou , que si , par le
 contrat de partage , ou par d'autres actes passés
 entre le chemier & les parageurs , il étoit con-
 venu que la juridiction resteroit pour le tout au
 chemier , tant sur sa portion que sur celle des
 parageurs , ou bien qu'il auroit juridiction sur eux
 dans quelques cas autres que ceux énoncés dans la
 coutume , une telle convention devroit être ob-
 servée. On ne pourroit pas prétendre que ces
 arrangements

arrangemens seroient contraires à la nature du Parage , non seulement parce que la coutume permet expressement de déroger à ses dispositions à cet égard , mais aussi parce que cette faculté est évidemment dans l'esprit de toutes les coutumes de Parage. Le vassal y peut accenser ou sous-inféoder , au préjudice du seigneur , une portion du fief au moins égale à celle qui peut être abandonnée aux puînés à titre de Parage , comme on l'a vu aux mots DEPIÉ & EMPIERER. Le seigneur ne peut donc pas se plaindre qu'on diminue les prérogatives dont il jouit, suivant le droit commun, durant le Parage , puisque la sous-inféodation , qu'il ne pourroit empêcher , lui enleveroit toutes ces prérogatives.

Lorsqu'il ne paroît point d'acte par écrit du partage du fief tenu en Parage , soit qu'il n'en ait jamais existé , soit qu'il se soit perdu par la révolution des temps , il faut d'abord consulter l'ancienne possession (*l'usage ancienne*) , & ne recourir à la coutume qu'à défaut d'usage constant. Cela est très-important , sur-tout dans les coutumes qui , comme celle de Poitou , font durer le Parage indéfiniment , *tant que le lignage se peut compter* , parce que la longue durée des Parages fait que les actes de partages peuvent souvent ne plus subsister. Mais comme cette ancienne possession n'est valide que parce qu'elle fait présumer une convention originaire , lorsqu'on rapporte un acte de partage qui y est contraire , on doit suivre alors les principes relatifs à la prescription du seigneur contre le vassal , auquel le chemier & les parageurs peuvent fort bien être assimilés.

On a vu dans la section 8 que l'exception portée par plusieurs coutumes , relativement à

l'impartibilité des prérogatives des comtés, vicomtés & baronnies, formoit également le droit commun, & qu'elle s'étendoit à tous les fiefs de dignité, même aux simples châellenies. Hors ce cas, les parageurs ont les mêmes droits dans leur portion, que le chemier a en la sienne. Ils ont non seulement le droit de justice foncière pour la perception des droits de fief sur les rentiers & redevables fonciers qui sont dans la mouvance de leurs portions, mais ils ont aussi même droit à la juridiction contentieuse.

Il ne faut pas croire néanmoins que chacun des parageurs puisse avoir sa justice & ses officiers séparés. Boucheul observe fort bien sur l'article 140 n°. 21, que cette multiplication de justice est à la charge du public & des censitaires & justiciables. Tout ce qui peut résulter des dispositions des coutumes à cet égard, c'est que la justice & les émolumens qui en proviennent, demeurent communs entre le chemier & ses parageurs, qui la doivent faire exercer par les mêmes officiers. *Paragiarius*, dit Constant sur le même article, *non habet privilegium jurisdictionis, nisi conjunctim cum chemerio, id est, quatenus jurisdictio etiam conjunctim exercetur.*

Tel paroît être aussi l'avis de Dupleffis dans son traité du depié de fief & du Parage, section 2, p. 118 & suivantes.

Les puînés ont droit de la même manière avec leur aîné aux honneurs de l'église, à moins de convention contraire. Basnage, sur l'article 127, cite un arrêt du parlement de Rouen, du 20 mars 1632, par lequel il a été jugé que tous les paragers auroient les honneurs de l'église, à condition que la part de l'aîné auroit seule cette prérogative après le Parage fini.

Le même autenr cite à la vérité un autre arrêt sans date, qui a décidé différemment dans l'espèce suivante. » Le patronage de l'église de » Montfort avoit été aumôné par les seigneurs » de Monfort ; ce fief avoit été divisé entre filles, » M. de Matignon représentant l'aînée , & le sieur » de la Harilliere représentant la puînée. M. de » Matignon avoit réuni sa portion à sa seigneurie de Gacey, & il n'avoit d'autres preuves de sa possession, qu'un banc dans le chœur, que l'on présuinoit être le banc des aînés. Le sieur de la Harilliere avoit banc & sépulture au dessous. Il fut jugé que M. de Matignon auroit seul les honneurs de patron honoraire , parce qu'on imposeroit trop de servitude à l'église, si tous les paragers avoient les honneurs ; & néanmoins le sieur de la Harilliere fut maintenu en la possession d'un banc , & il fut jugé que quoique la possession ne soit pas suffisante sans titre , toutefois qu'à cause du Parage il étoit fondé en titre «.

Mais les circonstances particulières de cette espèce , & le tempérament adopté par l'arrêt , empêchent qu'il ne puisse être tiré à conséquence. Basnage observe fort bien encore , que l'arrêt pouvoit être fondé sur ce motif que le Parage pouvoit être fini , mais qu'en ce cas on faisoit une grâce au sieur de la Harilliere de lui laisser un banc dans le chœur , sa sépulture , ses armes , & la préséance avant les autres gentilshommes ; que c'étoit lui donner presque tous les honneurs «.

Au reste , durant le Parage même , l'aînée conserve toujours la supériorité sur les puînées pour les droits honorifiques. Le même Basnage

cite un dernier arrêt du premier avril 1666, par lequel il a été jugé que les enfans de la fille aînée paragère „ auroient les honneurs du patronage „ alternatif avant les enfans de la fille puînée, „ & même pendant la jouissance du curé présenté „ par la puînée „.

Rien n'empêche néanmoins qu'on ne puisse mettre le droit de patronage dépendant du fief, au lot de l'une des puînées, comme l'observe M. Roupnel de Chenilly sur l'article 127. Dans ce cas, on doit dire, avec Godefroy sur l'article 128, que tous ceux qui tiennent en Parage ne peuvent avoir séance dans le chœur „ qu'après que „ celui auquel appartient le patronage par son lot „ aura pris la première séance, auquel, par même „ moyen, appartient l'honneur & préférence du „ baïse-main & de la procession, comme droit „ dû au patron, afin que son partage opère quel- „ que chose „. Cet auteur cite à cette occasion l'article 314 de la coutume (ancienne) de Bretagne (conforme à l'article 329 de la nouvelle).

L'article 127 de la coutume de Normandie, porte encore : „ En cas de division de fief, le „ droit de colombier doit demeurer à l'un des „ héritiers, sans que les autres le puissent avoir, „ encore que chacune part prenne titre & qua- „ lité de fief, avec les autres droits appartenans „ à fief noble par la coutume : néanmoins si les „ paragers ont bâti un colombier en leur por- „ tion de fief, & joui d'icelui par quarante ans „ paisiblement, ils ne pourront être contraints de „ le démolir „.

La raison de la disposition générale de cet article, est facile à saisir. Le droit de colombier n'étant attaché qu'au plein fief de Haubert, il ne

doit pas être multiplié par la division du fief. Le seigneur même, ou l'aîné d'un fief tenu en Parage, ne pourroient en concéder le droit qu'en s'en dépouillant personnellement. Beraut cite plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé.

On ne pense pas que l'exception accordée par cet article à la possession quarantenaire puisse être tirée à conséquence pour les autres coutumes de Parage. D'Aviron croit même, en se tenant strictement aux termes de l'article, que si un parager avoit laissé tomber en décadence & démolir son colombier, il ne pourroit le réédifier, nonobstant sa possession de quarante ans.

Basnage est à la vérité d'un avis contraire. Suivant lui, ce droit ne peut être perdu par la seule démolition, ni même par le non usage; il suffit, pour le conserver, que les rentes & les vestiges en paroissent encore: Basnage cite à cette occasion le passage suivant de d'Argentré sur l'article 368 de la coutume de Bretagne: » *Habuisse columbarium intelligitur non tantum qui integrum habuit & volantes columbas, sed & qui parietinas solas, & superstancia rudera & reliquias veteris materiæ habuit, sicut & in moletanis quoque judicatur* ».

Godefroy dit précisément la même chose; mais il faut convenir que des privilèges de cette sorte sont si défavorables, qu'on doit adopter facilement toutes les interprétations qui peuvent les restreindre dans les bornes les plus étroites.

La multiplication des moulins & de fours banaux n'entraîne pas les mêmes inconvéniens, puisqu'à défaut de moulins & de fours banaux appartenans aux parageurs, leurs tenanciers sont assujettis à la banalité de l'aîné: mais l'intérêt de celui qui

a eu moulin ou four banal dans son lot , doit empêcher que ses cohéritiers , lors même qu'ils tiennent à titre de Parage , ne puissent jouir du même droit dans leurs portions.

Tous les autres droits de fief , à l'exception de ceux qui auroient été nommément attribués , soit au chemier , soit aux parageurs , se partagent entre eux proportionnellement à la part qu'ils possèdent dans le fief. Le chemier a seulement au dessus d'eux , comme on l'a dit dans la section neuvième , le privilège de les recevoir seul en totalité , & d'en décharger valablement les redevables par sa quittance , tant que ces droits restent indivis.

Les puînés sont tellement réputés copropriétaires de la totalité du fief , que lorsque l'un d'entre eux acquiert des héritages mouvans du fief tenu en Parage , il a le droit de les réunir à sa portion , pour les tenir conjointement en Parage , sans pouvoir être contraint d'en rendre hommage à l'aîné.

C'est du moins ce qui a été jugé par arrêt (suivant Vigier sur l'article 25 , n°. 6 de la coutume d'Angoumois) dans l'espèce suivante. » La
 » dame de Saint-Mary n'avoit retenu dans le fief
 » dont le sieur de Boisbertaut son neveu étoit
 » chemier , que pour cent livres de fonds : mais
 » elle fait un acquêt dans le même fief pour dix
 » mille livres. Appelée par son neveu pour lui
 » payer les ventes & faire hommage , elle offre
 » les ventes , & soutient n'être tenue de l'hom-
 » mage , parce que d'ailleurs elle avoit part dans
 » le fief & tenoit le tout en Parage. Le
 » demandeur répond qu'il y a de la contradiction
 » entre tenir en Parage & tenir par achat qu'il
 » n'est pas inconvenient de posséder en une héré-

» dité, partie en qualité d'héritier de son chef, &
» partie par achat, par vertu d'un titre parti-
» culier, & qu'il ne falloit pas confondre des
» droits & des titres de nature différente; que
» d'ailleurs le peu & le rien sont d'égale confi-
» dération. Cent livres comparées à dix mille
» livres ! c'est un point, un atôme, un néant.
» La dame de Saint-Mary, au contraire, que son
» droit original dans le fief n'est point sujet à
» estimation, parce qu'il est fondé en nature, &
» lui appartient *jure sanguinis*, qui est un droit
» perpétuel & immuable que, par sa nou-
» velle acquisition dans le fief, son droit a été
» augmenté & confirmé. Le plus ou le
» moins du fonds possédé ne fait rien à la qualité
» d'héritier. L'aîné, prenant plus grande part dans
» le fief, n'est pas plus héritier ou parent que ses
» parageurs. Aussi y auroit-il de la répugnance
» en une même personne de tenir également &
» inégalement en Parage & sans Parage, en
» même temps & pour raison d'un même fief. Le
» sénéchal d'Angoulême ayant adjugé l'hommage
» pour l'acquêt, la cour, par arrêt rendu le 13
» mai 1610, prononcé par après, en infirmant la
» sentence dont il étoit appel, déchargea la dame
» de Saint-Mary de l'hommage, & jugea que le
» tout seroit tenu en Parage «.

Outre ces privilèges communs à toutes les coutumes de Parage en faveur des puînés, on en trouve deux qui sont particuliers à la coutume de Normandie. Le premier est que les portions paragères des puînés ne tombent point en garde. Ce privilège n'est point textuellement écrit à la vérité dans la coutume, mais on le fait résulter

de l'article 213, qui n'assujettit au droit de garde que les fiefs nobles, ou les membres de fief de Haubert jusques à un huitième seulement. Tel est l'avis de Basnage & de Godefroy sur cet article.

Le second, qui ne peut éprouver aucune difficulté, est que, suivant l'article 134, « treizième » n'est dû pour la première vente que fait le » parager de son fief, soit à un étranger ou à » celui à qui il pourroit échoir à droit de succession ». Mais quoique le retrait lignager fait par un des descendans des paragers, fasse retomber en Parage l'objet vendu par l'un des paragers, suivant l'article 135, le privilège accordé par l'article 134 aux paragers n'en est pas moins consommé, en sorte qu'il est dû treizième de la revente que le retrayant feroit dans la suite. Tel est l'avis de Godefroy & de Basnage. La raison qu'en donne Godefroy, c'est que le *retrait lignager n'a point détruit la première vente*. Basnage ajoute, » que ce que le lignager a retiré » n'étant pas la portion qui lui est échue, & » qu'il tient par Parage, il n'est pas dans le » cas de cet article, & que puisque la première vente a été exécutée, & que le retrait ne l'a point anéantie, il s'ensuit, qu'on » ne peut se prévaloir de cet article pour cette » seconde vente ».

Au reste, il n'en est pas de même de la rentrée en possession du vendeur, soit à titre de réméré, soit en vertu de lettres de rescision. Ces deux cas détruisent absolument tout l'effet de la vente, en sorte qu'il n'est pas dû de treizième dans ce cas, quoique la vente qui a été ainsi révoquée en eût produit naturellement.

S E C T I O N O N Z I È M E.

Des charges des puînés durant le Parage.

L'hommage que l'aîné rend pour ses puînés, dans toutes les coutumes de Parage, les en garantit envers le seigneur. C'est la disposition de toutes les coutumes ; mais c'est la seule des charges féodales dont ils soient exempts durant le Parage, si l'on y ajoute l'exemption de la garde seigneuriale pour la coutume de Normandie. Voyez l'article GARDE SEIGNEURIALE, section 3.

Les puînés seuls sont même sujets à toute la rigueur des contraintes féodales, lorsque le premier ne fait pas l'hommage pour eux, comme on le verra dans la section suivante, & ils sont d'ailleurs tenus de toutes les autres charges du fief, outre les obligations particulières que leur impose le Parage. Ils doivent donc le rachat ou le relief pour les mutations qui y donnent lieu, & tous les autres droits de cette nature, tels que les plaids de morte-mains, les chevaux de service, &c. Mais comme les portions des puînés ne sont qu'un seul & même fief avec celle de l'aîné, qui en est toujours le chef, & qui le porte en entier au seigneur dominant, ce sont les mutations survenues dans la portion chemière, & non celles des portions paragères, qui donnent ouverture à tous ces droits.

Tout cela est expressément énoncé dans les articles 95, 121 & 139 de la coutume de Poirou. » Combien, porte ce dernier article, que » les parageurs, part-prenans, & ceux qui tien- » nent en gariment, ne doivent faire hommage,

» toutefois si le fief est tenu à devoir de rachat ;
 » la part qu'ils tiennent dudit fief court en rachat , *pour la mutation du chemier* , comme
 » celle du chemier ; & si le fief est tenu à autre
 » devoir , ils doivent contribuer pour telle part
 » qu'ils y tiennent , & aussi aux frais & mises
 » que feroit le chemier , tant pour faire l'hommage
 » que payer le chambellage & autres de-
 » voirs pour raison de ce , & aussi doivent à
 » leur chemier leur aveu par écrit des choses qu'ils
 » tiennent avec lui «.

Cette disposition forme à cet égard le droit commun , & elle se retrouve expressément dans presque toutes les coutumes de Parage (*). Mais

(*) L'article 228 de la coutume du Maine , tel qu'il se trouve dans les coutumiers généraux & dans d'autres textes imprimés , semble faire seul une exception à cette règle. On y lit , que » quand gentilhomme marie sa fille ou » sa sœur , il lui peut donner la tierce partie de sa terre » qu'il tient à foi de son seigneur , & la lui garantir en » Parage tant que le Parage durera , sauf de rachats & » prises par défaut d'homme , dont le chef seigneur jouira » sur les parageaux , quand la terre *du parageau* y écherra , » comme sur leur parageur «.

Suivant ce texte , les portions des parageaux , c'est-à-dire des puînés , ne seroient point sujettes au droit de rachat , en cas de mutation de la part du parageur , c'est-à-dire , de l'aîné , mais seulement en cas de mutation de la part des parageaux. C'est ainsi que Dupleffis l'entend effectivement dans son traité du dépié de fief & du Parage , sect. 2 , pag. 98. » Lors , dit-il , qu'il arrive mutation aux tiers qui » forment la portion du parageur par succession avec moyen , » la seule qui donne lieu au rachat , en se faisant rendre » hommage , le seigneur levera rachat sur ces deux tiers » *seulement* : & au contraire , *mutation arrivant au tiers* » *des parageurs* , il ne sera point dû de foi ; mais le seigneur ne laissera pas de lever son rachat *sur cette portion*

la coutume de Tours , par un privilège particulier , veut en ce cas que l'aîné garantisse ses puînés de tous les devoirs ordinaires , c'est-à-dire des devoirs dus aux mutations , & par conséquent du rachat. La coutume de Loudun prononce aussi cette garantie , en en exceptant néanmoins les rachats par une disposition expresse.

La généralité des expressions dont se sert la coutume de Poitou , & l'égalité qui doit régner entre tous ceux qui tiennent en Parage , pour les charges comme pour tout le reste , indiquent assez que la contribution des puînés doit s'étendre à tous les devoirs de fief. Cependant Beschet , en sa digression , chapitre 2 , croit aussi que les puînés ne doivent contribuer proportionnellement qu'aux devoirs annuels ou aux autres charges ; soit en grain , soit en argent ou autrement , doit les fiefs , qui sont assez communément abonnés

« ouverte à cet égard ». C'est ainsi qu'il faut entendre la fin de l'article 228.

Mais il paroît que le texte imprimé de la coutume du Maine est ici corrompu. Il est contraire à tous les principes des coutumes du Parage , de vouloir que le seigneur , qui n'a de relations qu'avec la personne de l'aîné , duquel seul il reçoit l'hommage & le dénombrement , règle , sur les mutations des puînés , les droits qu'il n'a sur leurs portions que parce qu'elles font encore un seul & même fief avec celle de l'aîné. L'article 213 de la coutume d'Anjou , conforme d'ailleurs à l'article 228 de celle du Maine , dit expressément que le rachat aura lieu sur la portion du parageau , quand la terre *du parageur* (& non pas *du parageau*) y écherra. Enfin , le texte même de la coutume du Maine , qui est au greffe de la cour , est conforme ici à la coutume d'Anjou , & non au texte imprimé de la coutume du Maine , suivant une note du nouveau coutumier général.

en Poitou comme dans l'usage de Saintes & dans plusieurs coutumes voisines , sont très-souvent grevés. Il pense que l'aîné seul est tenu de prêter à ses frais, » non seulement l'hommage , » mais aussi les devoirs ordinaires , comme sont » les gants, sonnettes d'épervier, éperons, & semblables choses qui se rencontrent diversement » dans les inféodations , & qui sont plutôt des » marques sensibles & matérielles de reconnaissance , que des devoirs profitables «.

Lelet & Boucheul , sur les articles 125 & 139 de la coutume de Poitou , ont , avec raison , soutenu au contraire , que » la coutume » parlant généralement , se doit aussi entendre » généralement, même pour les devoirs qui suivent la façon de l'hommage, frais & mises » que fera le chemier pour faire ledit hommage , » comme la coutume le montre clairement par » le droit de chambellage qu'elle exprime «.

— Lorsque le devoir dû pour la mutation est le rachat ou le relief non abonné, il est sans difficulté que le seigneur a droit de jouir par lui-même de la totalité du fief, & par conséquent des portions paragères , comme de la portion chemière. Mais lorsque les fiefs sont abonnés à des devoirs fixes pour chaque mutation, il faut suivre, pour le paiement de ces droits, la règle donnée par l'article 130 de la coutume de Normandie : » Par les mains des aînés , payent les » puînés les reliefs , aides & toutes redevances » aux chef - seigneurs , & doivent lesdits puînés » être interpellés par les aînés pour le paiement » de leurs parts desdits droits «.

Beraut observe fort bien sur cet article , » que » si le total relief n'est payé au chef seigneur ,

« il n'est tenu faire délivrance du fief, & est tenu
 « chacun des puînés insolidement envers le chef
 « seigneur, qui peut, pour seldits droits, saisir
 « toutes les portions du fief divisé en Parage,
 « auquel cas est raisonnable d'admettre lesdits
 « puînés paragers à pareille grâce que les puînés
 « tenans en roture, selon l'article 115 «.

Il arrive assez souvent que par l'acte contenant partage, on charge l'aîné ou chemier de payer seul les devoirs abonnés auxquels le fief est sujet; mais, dans ce cas-là même comme dans tous les autres, les puînés ou parageurs sont toujours sujets à l'exercice des droits du seigneur dominant & à sa juridiction, comme on le verra dans la section suivante. On aura soin d'y retracer les ressources que les puînés peuvent avoir lorsque l'aîné néglige de satisfaire aux devoirs dont il est tenu au nom de tous.

Toutes les charges dont on vient de parler jusqu'ici, sont relatives au seigneur dominant, sous la mouvance duquel les puînés ne cessent pas d'être, tant que dure le Parage. Mais il en est d'autres relatives à l'aîné, qui dérivent de la nature du Parage & de la tendance qu'il a à assujettir les portions des puînés à la mouvance de la portion de l'aîné, après le Parage fini. C'est sur ces motifs que l'article 140 de la coutume de Poitou soumet les parageurs à la juridiction des puînés dans trois cas, « l'un par dé-
 « faut dudit devoir non payé pour la portion que
 « ledit parageur ou part-prenant y doit contri-
 « buer, l'autre pour son aveu & déclaration non
 « baillée, & le tiers s'il vend la chose; car
 « lors le chemier la peut avoir pour le prix ou
 « les ventes & honneurs à son choix «.

Les coutumes de Tours, article 130; de Loudun, chapitre 12, article 8; du Maine, article 231, & d'Anjou, article 216, attribuent aussi à l'aîné ou parageur » en deux cas, l'un en cas » de mesure, c'est à savoir, pour les étalonner » & ajuster à celle de son seigneur; le second » pour raconter Parage, parce que le parageau, » ésdits deux cas doit une fois retourner à l'o- » béissance de son parageur. Enfin, suivant les articles 130 & 131 de la coutume de Normandie, *les aînés paragers peuvent faire justice sur les biens des puînés, par les mains du prévôt de leur fief*, après les avoir fait interpellier de lui payer leur portion contributoire *des reliefs* (qui sont abonnés en Normandie), *aides, & toutes redevances qu'ils payent par ses mains au chef seigneur.*

Chacune de ces dispositions forme le droit commun, comme on la vu dans la section 9. Il en résulte, que les puînés sont tenus de rendre leur dénombrement à l'aîné; qu'ils doivent prendre pour étalon sa mesure dans leur terre; qu'ils ne peuvent se dispenser de reconnoître sa juridiction lorsqu'il leur demande la preuve de l'existence du Parage, & qu'ils y sont encore assujettis, lorsqu'il leur demande leur portion contributoire dans le devoir dû au seigneur dominant du fief commun.

SECTION DOUZIÈME.

Des droits du seigneur dominant durant le Parage.

Le Parage ne dépouille le seigneur dominant d'aucun de ses droits, non seulement sur la

portion de l'aîné , mais aussi sur celle de puînés , si l'on en excepte l'hommage , qu'il ne peut exiger d'eux , parce que l'aîné est chargé de le rendre pour eux & pour lui. Mais , lors même que l'aîné néglige de satisfaire à ce devoir , le seigneur dominant a le droit de saisir la totalité du fief , avec gain de fruits. Il en est de même des autres cas où la coutume permet au seigneur dominant de saisir féodalement avec gain de fruits. Cela ne s'induit pas seulement des articles 94 & 118 de la coutume de Poitou , comme le dit Guyot ; la coutume le dit textuellement , en accordant néanmoins la main-levée provisoire aux parageurs.

L'article 118 de cette coutume , auquel l'article 22 de la coutume de Saintonge est absolument conforme , porte en effet : „ Quand aucun n'a fait
„ hommage & est en demeure , le seigneur peut
„ prendre & lever les fruits du fief du vassal &
„ de ses parageurs , & part-prenans & tenans en
„ gariment , & l'exploiter comme son domaine ,
„ & n'est tenu , s'il ne veut , d'en faire délivrance
„ & recréance audit vassal ; mais il est tenu de la
„ faire aux parageurs , part-prenans ou autres te-
„ nans en gariment “.

L'article 91 dit aussi que le seigneur qui saisit pour hommages non faits , dénombremens non fournis après condamnation & rachat non payés , fait les fruits siens ; après quoi l'article 94 ajoute : „ Es cas dessus dits esquels le sei-
„ gneur féodal fait les fruits siens , est à enten-
„ dre qu'il fait lesdits fruits siens de ce qui ap-
„ partient en domaine à celui qui devoit faire
„ l'hommage. Mais si les parageurs , part-pre-
„ nans ou frères-cheurs , ou qui tiennent avec
„ lui en gariment , en demandent la délivrance

„ ou recréance à caution ou pleige , en appelant
 „ à garieur le chemier , & défendant la cause ,
 „ ladite recréance leur doit être faite ; autrement
 „ ils ont cause d'en appeler & applegier ; & s'ils
 „ perdent leur cause par faute de garieur ou
 „ autrement pour hommage non fait , ou par
 „ défaut de dénombrement non baillé , s'il y a
 „ condamnation , comme dit est , tout ce qu'ils
 „ ont pris & levé écherra en perte ; *mais ils*
 „ *en auront leur recours vers & contre leur ga-*
 „ *rieur , ou aussi contre leur chemier* qui n'aura
 „ fait ledit hommage , ou baillé son dénombre-
 „ ment par écrit , s'il y étoit condamné , comme
 „ dit est « .

Cet article semble supposer qu'il ne reste aux
 parageurs d'autre parti à prendre en ce cas , que
 de demander la main-levée provisoire , en appe-
 lant le chemier à leur garantie , & d'exercer
 leur recours contre lui , s'il ne juge pas à propos
 de rendre l'hommage , le dénombrement ou les
 autres devoirs dont il est tenu pour eux tous ,
 sans qu'ils puissent eux-mêmes remplir ces devoirs
 à son défaut , pour obtenir la main-levée défi-
 nitive de la saisie de leurs portions. Tel est
 l'avis de Constant sur cet article , & de Leler
 & Filleau sur l'article 115. La coutume , disent-
 ils , en établissant l'ainé pour chemier , le rend
 seul capable de porter les foi & hommage. Les
 parageurs , part-prenans & tenans en gariment ,
 n'ont aucun caractère pour cela.

Il n'est personne néanmoins qui ne sente les
 inconvéniens d'une pareille décision , qui met
 pour ainsi dire les puînés dans la nécessité d'avoir
 avec leur aîné un procès dont son insolvabilité
 peut quelquefois rendre le succès inutile. Elle
 paroît

paroît d'ailleurs contraire à l'esprit de notre droit coutumier. Les coutumes de Rheims, article 114 ; d'Etampes, article 3 ; de Dourdan, article 9 ; de Montfort, article 3, & plusieurs autres, autorisent expressément le plus âgé des puînés, & successivement les autres, à porter la foi au seigneur, lorsque l'aîné ne le peut faire ou en est refusant. On ne peut pas objecter que ces coutumes ne sont point des coutumes de Parage. Par cela seul qu'elles autorisent l'aîné à porter la foi pour tous avant le partage, elles admettent évidemment le Parage, tant que dure l'indivision ; la coutume de Rheims laisse même au choix des puînés de relever leurs portions de leur aîné après le partage. La coutume même de Blois, qui est manifestement une coutume de Parage, ne le fait durer non plus que jusqu'au partage.

Aussi Dumoulin, dans son apostille sur la coutume d'Etampes, dit-il que celle de Paris, & par conséquent toutes les autres qui autorisent l'aîné à rendre l'hommage pour ses cohéritiers, *se doivent ainsi interpréter*. Loisel a fait de cette décision une maxime générale, en ses institutes coutumières, livre 4, titre 3, article 78.

Enfin la coutume de Tours, article 265, dit expressément, *que chacun des puînés peut, en l'absence ou négligence de l'aîné, faire les foi & hommage dus pour les choses de leur succession*. La coutume de Loudun, chapitre 27, article 11, dit la même chose. Les coutumes d'Anjou, article 266, & celle du Maine, article 284, disent plus clairement encore : » Pour ce » que partage d'héritiers nobles ou coutumiers » ne se peut pas faire souventes fois promptement, » pour l'absence de l'un ou de l'autre, ou pour

» autres causes , l'un des héritiers néanmoins , le
 » partage non fait , peut venir devers les seigneurs
 » des fiefs , dont les héritages sont tenus à foi &
 » hommage , & leur offrir & faire la foi pour
 » lui & pour les autres (*) , & leur gager le ra-
 » chat , si rachat y échet ; & ne le peut le sei-
 » gneur refuser , au moins par ce lui est empêché ,
 » par la coutume , de prendre par défaut d'hom-
 » mes «. Les articles 100 & 113 des mêmes cou-
 tumes ont une disposition semblable.

Il est vrai que ces coutumes ne parlent que
 du seul cas où la succession est possédée indivi-
 sément. Mais dans les coutumes où le Parage
 subsiste encore après le partage , la même règle
 doit avoir lieu dans ce dernier cas , parce qu'il y
 a la même raison de décider. Aussi l'article 126
 de la coutume d'Anjou , & l'article 136 de celle
 du Maine , permettent à la douairière , au puîné
 qui tient sa portion à vie , & à tout autre usu-

(*) C'est donc mal à propos que Boucheul , sur l'article
 118 de la coutume de Poitou , n°. 8 , dit que l'offre de la
 foi & hommage faite par l'un des cohéritiers dans les cou-
 tumes d'Anjou & du Maine , » n'a effet que pour celui des
 » cohéritiers qui a offert l'hommage & pour sa portion
 » du fief , & non à l'égard des autres , contre lesquels la
 » saisie du seigneur demeure en sa force ; que c'est ce qui
 » a été jugé par l'arrêt du 7 septembre 1604 , rendu pour
 » la coutume de Touraine , & rapporté par M. Louet lettre
 » F , chapitre 26. «

Mais Boucheul convient lui-même ensuite que dans l'es-
 pèce de cet arrêt il n'y avoit point de Parage ; & ce qui est
 bien plus décisif , quoique Boucheul n'en dise rien , c'est
 que ceux des cohéritiers qui avoient offert l'hommage ,
 ne l'avoient offert que pour leurs portions seules. Cet arrêt
 ne prouve donc rien du tout.

fruitier, de faire la foi & hommage au seigneur , & de couvrir le fief, *pour empêcher la prise par défaut d'homme , si , par dol , collusion ou négligence* , le propriétaire ou l'aîné ne le faisoit pas.

Tous ces textes semblent devoir décider la question en faveur des puînés. Beschet , au chapitre 2 de sa digression , estime même que le parageur peut demander main-levée , suivant l'article 22 de la coutume de Saint-Jean-d'Angely , sans aucune nécessité de faire l'hommage. Il pense du moins qu'en tout cas il en doit être quitte en offrant de faire l'hommage pour sa portion , suivant l'arrêt du 7 septembre 1604 , dont on a parlé dans la dernière note.

Ce dernier parti paroît avoir été embrassé par Boucheul sur l'article 118 de la coutume de Poitou , quoique Guyot ait supposé le contraire , & par Guyot lui-même , chapitre 1 , n°. 34. Il seroit plus juste , je crois , & plus équitable de laisser au seigneur le droit d'exiger , ou que tous les puînés fissent la foi séparément , ou qu'ils la fissent pour la totalité du fief par les mains d'un seul.

On peut argumenter pour cette opinion de l'article 115 de la coutume de Normandie. Cet article porte : » Si , après la saisie ou adjudication » d'une aînesse , l'aîné est négligent d'obtenir » main-levée , les puînés sont tenus de la demander ; & en ce cas , il est à l'option du seigneur de la leur bailler chacun pour leur part , » retenant pardevers lui la part de l'aîné , ou bien » la leur laisser , en baillant par eux déclaration » entière de toute l'aînesse , & payant les arrérages des rentes qui en sont dues «.

Quoique cet article ne soit relatif qu'aux aînesses ;

ou tenemens solidaires , qui ne sont que des rotures , Beraut & Godefroy disent , sur l'article 130 de la même coutume , que si l'aîné est négligent de faire les devoirs dont il est tenu pour la totalité du fief , il est raisonnable d'admettre les puînés paragers à pareille grâce que les puînés tenant en roture , suivant l'article 115.

Au reste , les puînés ne peuvent demander la main-levée provisoire que leur accordent les articles 94 & 118 de la coutume de Poitou , lorsque la saisie est faite à défaut du paiement de rachat , suivant les articles 91 , 93 , 95 & 139. Un arrêt du 18 février 1692 , rapporté par Constant , Filleau & Boucheul , l'a expressément décidé. Mais il faut entendre la décision de cet arrêt & les dispositions même de la coutume , sous la restriction que l'on vient de mettre à la saisie faite par le seigneur à défaut d'hommage. Les puînés doivent toujours avoir la faculté de payer ou d'offrir la totalité des droits de rachat & autres semblables , sauf leur recours contre leur aîné , & d'obtenir ainsi la main-levée définitive de la saisie. C'est la remarque de Dumoulin dans son apostille sur l'article 136 de la coutume du Maine.

SECTION TREIZIÈME.

De la fin du Parage par l'aliénation de la portion de l'aîné.

Le principe fondamental de la tenure en Parage , c'est qu'il n'a lieu qu'entre parens qui recueillent une même succession , qu'il ne peut subsister qu'entre eux & leurs descendans , qu'il

vient, comme disent les coutumes, *par succession & lignage*, & *qu'il défaut, faillant le lignage*. Il sembleroit d'après cela, qu'il n'y auroit aucune difficulté à décider dans toutes les coutumes que le Parage doit cesser toutes les fois que la portion, soit de l'aîné, soit des cadets, est mise hors de la famille à titre de vente ou autrement. C'est aussi la disposition de quelques coutumes.

Cependant la coutume d'Anjou porte le contraire : » Si le parageur, dit l'art. 219, transporte
 » tout son fief & sa terre à personne étrangère, le
 » paraigeau ne fera pas, pour ce, foi & hom-
 » mage à l'acheteur, mais sera garanti comme
 » devant, tant que la ligne durera entre son
 » parageur & lui, en la manière que dessus est
 » dit ». Les coutumes du Maine, art. 234; de
 Tours, art. 131, & de Loudun, chap. 27,
 art. 19, ont des dispositions semblables. Le motif de ces coutumes est qu'elles considèrent la tenure en Parage, comme un droit auquel l'aîné ne peut pas préjudicier par son fait.

Il faut suivre la même règle dans la coutume de Normandie, suivant Godefroy dans son commentaire sur l'art. 133 : cet auteur n'en donne aucune raison; mais il semble qu'on peut l'induire des art. 132 & 133.

L'art. 132 est ainsi conçu : » Quand le lignage
 » est hors le sixième degré, les hoirs des puînés
 » sont tenus faire foi & hommage aux hoirs de
 » l'aîné, ou autres possesseurs du fief qui échent
 » à la part de l'aîné ». Ces derniers mots supposent évidemment que la portion aînée a été précédemment aliénée à un étranger. Mais la coutume, en disant que dans ce cas les hoirs des puînés ne sont tenus de faire l'hommage aux

possesseurs de la portion *qui écheut à l'aîné* ; qu'autant que le lignage est hors du sixième degré , suppose bien que l'aliénation n'a pas donné lieu à cet hommage , & par conséquent qu'elle n'a point détruit le cours du Parage.

Guyot , qui se décide de la même manière , mais par des raisons qui me paroissent peu solides , trouve néanmoins la question problématique , d'après la généralité des expressions de l'art. 133. Cet article dit à la vérité : » Le fief
« fort de Parage , & doit foi & hommage quand
« il tombe en main d'autres qui ne sont para-
« gers ou descendans de paragers , encore qu'ils
« soient parens ». Mais ces mots , *doit foi & hom-
mage* , indiquent clairement qu'il ne peut être
question que des portions des puînés , & non de
celle de l'aîné , qui doit toujours la foi & hommage
durant le Parage même.

L'article 129 de la coutume de Poitou dit au contraire : » Si le chemier transporte à personne
« étrange , & fût-ce à son parent , fief ou hommage ,
« ou si le parageur transporte les choses tenues
« en Parage , celui qui a ce droit de chemier peut
« lors demander avoir foi & hommage , & le
« devoir pour ce dû , car dès-lors il n'y a plus
« de lignage , & ne vient la chose par succes-
« sion & fouché à laquelle a commencé le Pa-
« rage (*) ».

(*) C'est ici le lieu de relever une erreur qui s'est glissée dans l'article *Chemier* , où on lit ce qui suit : » En Poitou ,
« l'acquéreur du chemier a droit de recevoir la foi &
« hommage des parageurs ; mais cela n'a pas lieu dans les
« autres coutumes ; en ce cas , le Parage y finit ».

C'est précisément en Poitou que le Parage finit lorsque

L'art. 174 de la coutume de Blois porte aussi :
» Si le fils aîné ou ses hoirs , qui ont garanti
» en Parage leurs puînés & cohéritiers , aliènent
» leur portion dudit fief , en la mettant hors de
» leurs mains , en ce cas , ledit garentage & Parage
» cesseront , & ne seront plus leursdits cohéritiers
» garantis en Parage ; mais seront tenus leursdits
» cohéritiers faire la foi & hommage au seigneur
» de fief «.

Ces deux coutumes , ou bien celles qui décident le contraire , doivent-elles être prises pour règles dans l'usage de Saintes & dans les coutumes de Saintonge & d'Angoumois , qui ne disent rien sur l'aliénation de la portion chemière ? C'est une question sur laquelle les avis sont partagés.

Vigier (& non pas seulement ses additionnaires , comme le dit Guyot) veut qu'on suive la coutume de Poitou. Maichin , sur l'art. 28 de la coutume de Saint-Jean-d'Angely , & Guyot , chap. 3 , n°. 8 , trouvent au contraire la disposition de la coutume d'Anjou plus juste.

Il est bien certain d'abord qu'on ne peut tirer aucune induction de la décision de la coutume de Blois , qui , en faisant cesser le Parage par le seul fait du partage , & en faisant relever les puînés du seigneur dominant de tout le fief , & non pas de l'aîné ou de ses représentans , lors-

le chemier aliène sa portion , & sans cela son acquéreur n'auroit pas le droit de recevoir la foi & hommage des acquéreurs. Dans les coutumes au contraire où l'acquéreur du chemier ou aîné n'a pas le droit de recevoir la foi & hommage des parageurs ou puînés , le Parage par cela même n'est point fini.

que le Parage est fini, montre assez que l'aîné peut, quand il le veut, faire cesser le Parage, sans le gré des puînés, & que la fin du Parage ne diminue en rien la noblesse de la mouvance des puînés.

On ne doit pas rejeter de la même manière la décision de la coutume de Poitou, qui a généralement les mêmes principes que celles d'Angoumois & de Saintonge sur les Parages, en traitant néanmoins la matière avec beaucoup plus d'étendue; la coutume d'Angoumois dit expressément, comme celle de Poitou, que *le Parage dure tant que le lignage se peut compter.*

La seule raison que Guyot oppose à cette maxime, „ c'est que le Parage tendant à une sous-
„ inféodation des portions cadettes, dans la justice & dans l'exakte équité, si la coutume ne le
„ dit expressément, comme le 129 de Poitou,
„ il ne doit pas dépendre d'un aîné de dégrader
„ par avance les portions cadettes, & de les dé-
„ grader en faveur d'un étranger „. Mais ce raisonnement ne répond point aux principes que les coutumes de Poitou & d'Angoumois ont prises sur la durée du Parage, & l'usage est conforme à la coutume du Poitou.

„ Un gentilhomme (dit Beschet au chap. 3);
„ qui, par sa suffisance, s'étoit rendu l'arbitre
„ ordinaire de la plus grande partie des différends
„ de notre noblesse, m'a assuré qu'il a vu la pratique de la fin du Parage par la vente de la
„ portion du chemier, quatre ou cinq fois entre
„ des gentilshommes de cette province, en laquelle on ne doute pas que le Parage est fini
„ par le transport du droit du chemier à une
„ personne étrangère, suivant la coutume du
„ Poitou „.

Le transport de la portion chemière à tout autre titre qu'à celui de succession ou d'avancement d'hoirie, détruit tellement le Parage dans la coutume de Poitou, que l'art. 129 le dit même du transport fait au parent du chemier. Ainsi, quoique le transport fût fait au plus proche parent, à celui même qui est habile à succéder, le Parage cesse, parce que la chose ne vient pas *par succession & souche*, comme l'exige la coutume.

Lorsqu'entre plusieurs frères tenant en Parage, l'aîné a transporté au second le manoir principal & tout le droit qu'il a dans le fief, Vigier, sur l'art. 25 de la coutume d'Angoumois, n°. 9, pense que le Parage doit continuer. Par ces mots, dit-il, *„ encore qu'il ait transporté à son parent, „ il semble que la coutume de Poitou a entendu „ parler d'un parent qui n'a aucune part dans le „ fief ; car elle ajoute, il n'y a plus de lignage, „ & ne vient la chose par succession & souche à „ laquelle a commencé le Parage. Que dirons- „ nous donc si entre plusieurs frères parageurs „ l'aîné a transporté au second le manoir principal & tout le droit qu'il avoit dans le fief ? „ demandera-t-il l'hommage à ses autres frères, ou „ s'ils tiendront de lui en Parage ? On pourroit rapporter des coutumes pour l'affirmative, mais „ il ne semble pas qu'elles aient pour fondement la raison que nous cherchons en ce „ sujet „.*

„ Il se voit que les trois conditions du Parage, „ la consanguinité, le titre d'hérédité, & la participation au même fief, se trouvent ici de „ toutes parts. La représentation de l'aîné & la „ succession au droit d'aînesse, adjointe à la qualité „ naturelle de parent & cohéritier dans le même

» fief, doivent être considérées conjointement ;
 » tellement que les deux qualités réunies en une
 » même personne, la naturelle a attiré & con-
 » fondu en elle l'accidentale, si que les deux por-
 » tions ne font qu'un seul patrimoine, & les deux
 » qualités d'héritier & acquéreur confuses en une,
 » qui est la naturelle & originale, l'addition de
 » l'acquêt emportant une consolidation des deux
 » portions du fief en un même corps ; *nec videtur*
 » *res mutare manum*, quant à l'effet du Parage,
 » *ex quo non in extraneum, sed in consortem trans-*
 » *fertur* (*Molin. §. 13, gl. 6, n°. 5, 8, 9*).
 » *Argent. art. 141*, j'entends le représentant en
 » Parage, tant que le fief dominant est de même
 » lignage dedans les degrés de Parage ; & sur les
 » art. 311 & 317, il dit que le Parage dure jus-
 » qu'à ce que le fief ou partie d'icelui ait passé en
 » main étrangère. *Accedit* la faveur du Parage &
 » l'égalité entre frères. Ce doute qui ne va qu'à
 » l'honneur mériterait la décision de la cour ».

Constant sur l'art. 126 de la coutume de Poi-
 tou, Filleau & Boucheul sur l'art. 129, Guyot
 au chap. 3, n°. 11 de ses observations sur le
 Parage, & Beschet au chap. 3 de sa digression,
 pensent au contraire, que dans le cas même où le
 chemier entre plusieurs puînés parageurs en choi-
 siroit un pour lui constituer en dot sa portion
 chemière, le Parage n'en seroit pas moins fini.
 » J'estime, dit Beschet, que tous ceux qui ne sont
 » pas issus du chemier *sunt extranei heredes*, &
 » que, pour continuer le Parage, il est nécessaire
 » que les donations ou constitutions de dot soient
 » faites en faveur des descendans ; d'autant que,
 » suivant les règles de la jurisprudence, hors
 » la ligne directe, tous sont personnes étrangères,

» & que ces mot de l'art. & fût-ce à son parent ,
 » comprennent généralement tous ceux qui ne
 » descendent pas du chemier , joint ces autres
 » termes , car dès-lors n'y a plus de lignage & ne
 » vient la chose par succession & souche à laquelle
 » a commencé le Parage «.

Les raisons données par Vigier peuvent bien avoir quelque poids lorsqu'il s'agit de l'aliénation faite par un parageur à son coparageur. L'accession se conçoit alors sans peine ; l'acquéreur est évidemment capable de tenir cette portion en Parage , & de la réunir à sa portion originaire , comme il auroit pu y réunir des domaines dépendans du même fief , mais non tenus en Parage , suivant l'arrêt du 13 mai 1609 , rapporté par le même auteur au n°. 5. Mais lorsqu'il s'agit de l'aliénation de la portion chemière , l'acquisition qu'en fait le puîné parageur ne peut lui donner le caractère d'aîné , que la coutume exige concurremment avec la possession de la portion chemière , pour pouvoir garantir les puînés sous un seul hommage ; & il paroît difficile d'admettre que la portion chemière , qui a plusieurs prérogatives sur les portions paragères , puisse y être réunie à titre d'accession.

Lorsque l'aîné , au lieu d'aliéner la totalité de sa portion , n'en aliène qu'une partie , le Parage cesse-t-il également ? Pour décider cette question , il faut se rappeler les principes que l'on a donnés sur la division des fiefs dans les différentes coutumes , aux mots DÉMEMBREMENT DE FIEF , DÉPIÉ DE FIEF , & EMPIRER LE FIEF DE SON SEIGNEUR.

Dans la coutume de Poitou , le chemier , comme tous les vassaux , peut aliéner à titre de

sous-inféodation ou d'accensement, la totalité de son fief, à l'exception du chef d'hommage ou hôtel principal, s'il y en a un, & s'il n'y en a pas, les deux tiers du fief, y compris ce qui en a été distrait par des aliénations précédentes, & même par des partages faits sous la condition du Parage. Mais s'il aliène plus des deux tiers de son fief, lorsqu'il n'y a pas de chef d'hommage, ou le chef d'hommage, s'il y en a un, l'acquéreur qui aura cette portion principale ou le chef d'hommage, aura les mêmes droits que s'il eût acquis la totalité de la part du chemier. Le Parage est donc fini dans ce cas à son profit.

Si néanmoins l'acte d'aliénation réserve au vendeur la directe sur les choses aliénées, le chemier peut encore rester en hommage & garantir comme auparavant ses coteneurs sous cet hommage, malgré cette aliénation excessive, pourvu que le seigneur dominant y consente après avoir été instruit de l'aliénation. Le Parage ne finira donc point en ce cas, si ce n'est seulement à l'égard des portions aliénées par le chemier. Mais le concours de ces deux conditions est d'une nécessité indispensable; en sorte que si le chemier n'avoit pas réservé expressément la directe, il ne pourroit pas continuer à garantir ses puînés sous son hommage, quand bien même le seigneur y consentiroit, & qu'il en seroit de même, bien qu'il y auroit eu une réserve expresse de la directe dans l'acte d'aliénation, si le seigneur n'approuvoit pas cette réserve.

Il faut suivre des principes semblables dans l'usage de Saintes & dans les coutumes d'Angoumois & de Saint-Jean-d'Angely. Il semble même qu'on peut les appliquer à la coutume de

Blois , qui n'a aucune disposition directe sur cet objet , mais qui , dans l'art. 55 & dans plusieurs autres , paroît faire dépendre le droit de faire & de recevoir les hommages du chef lieu du fief.

Dans les coutumes d'Anjou , Maine , Touraine & Loudunois , lorsque la portion de l'aîné a été une fois diminuée du tiers appartenant aux puînés , l'aîné ne peut plus en rien distraire à titre d'aliénation , sans depié de fief & dévolution ; même en y retenant devoir , quoique ses héritiers puissent encore subdiviser sa portion des deux tiers au tiers , & ainsi à l'infini. Comme l'acquéreur n'a pas lui-même les deux tiers qu'exige la coutume pour couvrir les parageaux sous son hommage , le Parage cesse , non pas à son profit , mais à celui du seigneur dominant , qui , dans ce cas , a le droit d'exiger l'hommage des puînés. Dupleffis a expliqué tout cela dans le plus grand détail en son traité du depié de fief & du Parage , sect. 2 , p. 125 & suivantes ; il ne faut pas croire néanmoins avec lui que le seigneur puisse exiger également , à titre de dévolution , la foi de ceux qui tiennent en sous-Parage de l'un des parageaux , par l'effet de la subdivision des portions spéciales. Ce sous-Parage fait alors un Parage principal dans tous les systèmes , comme on l'a vu dans la section 7 , & la dévolution de fief ne peut jamais s'étendre à ceux qui ne relèvent pas directement & personnellement leur tenure du fief dont la dévolution a eu lieu.

En Normandie enfin , suivant l'art. 204 , tout vassal , & par conséquent l'aîné , *jouit des appartenances de son fief sans démission de foi , exclusivement , pourvu qu'il demeure assez pour satisfaire*

aux redevances dues au seigneur , le Parage ne finit donc pas en ce cas.

SECTION QUATORZIÈME.

De la fin du Parage par l'aliénation de la portion des puînés.

Toutes les coutumes sont ici d'accord pour faire cesser le Parage lorsque le puîné aliène sa portion à un étranger. Néanmoins, s'il y a plusieurs puînés , le Parage ne cesse que pour la portion qui a été aliénée , & il subsiste toujours pour les portions qui ne l'ont point été. C'est-là l'esprit de toutes les coutumes de Parage. Mais si l'aliénation est faite à un des parens , ou même à l'un des parageurs , peut-on dire que le Parage est cessé ?

L'art. 133 de la coutume de Normandie tranche la difficulté avec beaucoup de précision. Il dit que le fief sort de Parage & doit foi & hommage , *quand il tombe » en main d'autres » qui ne sont paragers ou descendans de paragers , » encore qu'ils soient parens* «.

Ainsi le Parage ne finit point lorsque la portion d'un des puînés est vendue à un autre puîné ou à ses descendans qui sont habiles à posséder à titre de Parage.

La justesse de cette décision si conforme à l'esprit des coutumes de Parage , auroit dû , ce semble , la faire adopter généralement ; cependant Bescher au chap. 3 , Constant sur l'art. 126 de la coutume de Poitou , Filleau & Boucheul sur l'art. 129 de la même coutume , sont d'un avis contraire. Bescher le décide ainsi dans le cas même

où l'un des parageurs transférerait sa portion du fief ou partie d'icelle à l'autre ou à ses enfans (de l'autre parageur), par une donation ou constitution de dot. » Ce point, dit-il, ne seroit pas » sans difficulté ; l'on pourroit dire qu'il n'y au-
 » roit pas d'interruption du Parage, qui doit avoir
 » sa durée en un titre gratuit & favorable aux
 » parageurs, qui ne sont point les personnes
 » étrangères dont parle la coutume de Poitou,
 » & néanmoins je ne voudrois pas faire de dis-
 » tinction, *non est enim distinguendum ubi lex non*
» distinguit. L. si defunctus cod. arbit. tutel. «.

La coutume de Tours, qui fait aussi cesser le Parage par le transport de la portion de l'un des puînés à personnes étrangères, définit au contraire ainsi les personnes étrangères dans l'art. 131, & sont entendus personnes étrangères quant à ce, ceux qui ne sont en premier & prochain degré pour succéder *ab intestat*. Lorsque la portion du puîné est transportée à un autre puîné qui est parageur comme lui, n'est-ce pas là le cas de dire avec Vigier sur l'art. 125 de la coutume d'Angoumois, n°. 9, qu'il se fait une accession, une véritable consolidation de la portion acquise avec la portion tenue en Parage ; que la chose est venue originairement dans la famille à titre successif, qu'elle n'est point sortie du lignage, que les trois conditions du Parage, la consanguinité, le titre d'hérédité, & la participation au même fief, se trouvent ici de toutes parts. On peut citer surtout comme un préjugé bien applicable à ce cas, l'arrêt du 13 mai 1610, qui est rapporté par le même Vigier, *ibid*, n°. 6, & par lequel il a été jugé que lorsque l'un des parageurs acquiert des héritages dans le fief dont il est parageur,

il tient le tout en Parage, sans pouvoir être contraint de rendre hommage au chemier de ce qu'il a acquis, parce qu'il ne peut pas tenir également & inégalement des domaines qui doivent faire un seul corps depuis la réunion.

Tous les auteurs conviennent du moins que les donations en ligne directe, soit à titre de dot ou autrement, ne donnent pas lieu à la cessation du Parage; la raison pour laquelle on assimile ici les donations en ligne directe, au titre de succession, est que ces sortes de donations sont toujours faites en avancement d'hoirie, & qu'il n'y a pas, à proprement parler, d'interruption de Parage, puisque le lignage continue toujours entre les propriétaires de la portion aînée & des portions puînées.

Suivant les principes du droit & des coutumes, l'échange de deux héritages l'un contre l'autre opère une subrogation, qui fait réputer les domaines acquis, de même nature & qualité d'immeubles que les domaines aliénés pour être transmis à titre successif aux parens de la même ligne & dans le même ordre. » Néanmoins, dit » Beschet au même endroit, comme la loi du » Parage est plutôt introduite en faveur des personnes, que pour le respect des choses, *propter dignitatem hominum* (*L. justissime ff. de edilit. edicto*), & par la considération du sang & de la commune origine, j'estime que si le chemier ou le parageur échange son fief, le Parage cesse & prend fin «.

Cette décision ne peut souffrir de difficulté dans le cas où l'échange se fait avec un étranger, pour un héritage indépendant du fief tenu en Parage.

Il n'y a pas plus de raison alors pour le réputer tenu en Parage à titre de subrogation, qu'il n'y en auroit à réputer noble de la même manière un héritage roturier pris en échange d'un héritage noble. Mais lorsqu'il s'agit d'un échange fait entre ceux qui tiennent ensemble en Parage, la question doit paroître plus embarrassante. Beshet l'a encore discutée avec beaucoup de détails au chap. 3 de sa digression. Il distingue le cas où l'on tient en échange des biens de la même succession, & celui où l'on donne des biens étrangers à la succession. Dans le premier cas, il veut que le parageur qui a acquis à titre d'échange une portion du fief tenu en Parage, la tienne aussi en Parage, & qu'il jouisse même des droits de chemier, si la partie principale du fief lui a été transportée par l'aîné. Dans le second, il veut que le Parage cesse, quand bien même les biens qu'on auroit en échange de la portion du fief tenu en Parage, dépendroient de la succession paternelle, si le fief tenu en Parage venoit de la succession maternelle, & *vice versa*.

Cette distinction ne me paroît pas devoir être admise en aucun cas. Si l'échange est fait à l'un des parageurs par son coparageur, il doit y avoir lieu, dans ce cas, à une accession ou consolidation en sa faveur, quel que soit l'objet donné par lui en contre-échange, puisque cette consolidation a lieu de plein droit dans les acquisitions faites par le parageur à quelque titre que ce soit, comme on vient de le voir. Lors, au contraire, que l'échange a pour objet la portion chemière, le titre de chemier, qui, suivant ce qu'on a dit dans la section 7, ne peut jamais appartenir de plein droit à d'autre qu'à l'aîné, doit être converti au profit

de l'acquéreur en celui du seigneur dominant , à moins que lui & les autres parageurs n'établissent un Parage conventionnel.

Si au lieu d'aliéner la totalité de sa portion , le puîné n'en aliène qu'une partie , il faut , pour décider si le Parage est cessé , examiner la forme & la quotité de l'aliénation. Par exemple , si l'aliénation est faite purement & simplement à un étranger , sans rétention de foi & hommage ou de devoir noble ou roturier , le Parage doit cesser incontestablement pour sa portion aliénée , lors même que l'aliénation a été faite avec rétention de foi & hommage ou d'autre devoir : si la partie aliénée excède celle dont la coutume permet au vassal de disposer , il y a lieu au dépié de fief , & le chemier peut exiger la foi & hommage , ou une reconnoissance roturière de l'acquéreur. En un mot , il faut ici suivre les règles qu'on a tracées sur les aliénations partiaires des fiefs , aux mots DÉMEMBREMENT DE FIEF , DEPIÉ DE FIEF , & EMPIRER LE FIEF DE SON SEIGNEUR , telles qu'on les a rappelées à la fin de la section précédente. Il faut toutefois considérer les portions des puînés , comme autant de fiefs distincts , auxquels on ne peut point opposer la diminution qui en a été faite par le partage d'où procède le Parage , comme on peut l'opposer à la portion du chemier.

Lors donc que le parageur n'a aliéné que la portion dont la coutume lui permettoit de disposer , avec rétention de foi & hommage , ou d'autre devoir , je ne vois pas pourquoi le puîné ne pourroit pas jouir de la mouvance qu'il y a retenue , dès le moment de l'aliénation. Pallu dit à la vérité sur l'article 131 de la coutume de Touraine , que , durant le Parage , la portion

aliénée relève de l'aîné qui en prend les droits, comme du reste de la portion du parageur, parce qu'il ne peut y avoir deux chef-seigneurs du même fief *simul & semel*, & que ce n'est qu'après le Parage fini, que la portion aliénée fait un nouveau fief qui relève du vendeur, lequel étoit parageur au temps de la vente.

Boucheul, sur l'article 129 de la coutume de Poitou, n°. 13, paroît adopter cette opinion de Pallu, en la rapportant. Tel est aussi l'avis de Dupleffis dans son traité du depié de fief & du Parage, section 2, pag. 133, où il paroît se fonder sur les mêmes raisons. Mais n'est-ce pas là mettre la question en thèse? Dès que l'aliénation fait cesser le Parage, pour faire de chaque portion aliénée autant de tenures séparées, la portion aliénée n'est plus du domaine du fief tenu en Parage. Il est reçu que, lors du parage par lequel on établit le Parage, on peut mettre en une partie les mouvances du fief paragé dans le lot des puînés. Pourquoi donc ces puînés, qui sont si bien reconnus capables d'avoir des vassaux particuliers durant le Parage, ne pourroient-ils pas en augmenter le nombre par des aliénations que les coutumes de Parage permettent indistinctement à tous les possesseurs de fief, pourvu qu'ils se renferment dans les bornes qu'elle leur prescrivent?

SECTION QUINZIÈME.

De la fin du Parage, par le défaut ou l'éloignement du lignage.

Les coutumes d'Anjou, article 213, & du Maine, article 128, disent » que le Parage du-

» rera tant que entre les successeurs du paraigeur »
 » *videlicet* du père ou du frère, & les successeurs
 » de la fille ou sœur, que l'on appelle paraigeaux,
 » le lignage soit si éloigné, que mariage s'en
 » puisse trouver faire & consommer sans dispen-
 » sation d'église, c'est à savoir hors le quart de-
 » gré ». Les coutumes de Tours, article 126,
 & de Loudun, chapitre 27, art. 9 donnent la
 même règle, en disant que le Parage faut
quand celui qui tient le fief est tellement éloigné
qu'on se peut prendre par mariage, qui est du
quart au quint degré.

La coutume de Normandie, article 129, fait
 au contraire durer le Parage jusqu'au sixième de-
 gré inclusivement. Les coutumes de Poitou, ar-
 ticle 107, & d'Angoumois, article 26, conformes
 en cela aux chapitres 44 & 74 des établisse-
 mens de saint Louis, décident que le *Parage*
dure autant que le lignage, c'est-à-dire, suivant
 que l'explique l'article 126 de la coutume même
 de Poitou, *tant comme le lignage se peut comp-*
ter & prouver. On suit la même règle, suivant
 Beschet, & Maichin, dans l'usage de Saintes &
 dans la coutume de Saint-Jean-d'Angely, qui
 n'ont aucune disposition à ce sujet.

Ces variétés tiennent néanmoins à un principe
 unique, savoir, que la durée du Parage doit suivre
 la parenté. Les coutumes de Poitou & d'Angou-
 mois se sont réglées sur le droit civil, où la
 parenté subsiste toujours, tant qu'on peut en
 donner la preuve; celles de Tours, de Lou-
 dun, d'Anjou & du Maine, ont suivi le droit
 canonique, qui ne considère plus la parenté au-
 delà du quatrième degré pour le mariage. Enfin,
 celle de Normandie a pris pour base d'anciennes
 dispositions du même droit, qui prohiboient

aussi le mariage entre parens jusqu'au septième degré. (*Voyez le traité du contrat de mariage par Me. Pothier, n°. 142, 143, 144, & surtout au n°. 145.*)

Il ne faut pas croire néanmoins, dans l'usage de Saintes, qu'il soit suffisant, pour la durée du Parage, que ceux qui recueillent une portion paragère à titre successif, puissent spécifier & prouver le degré de parenté qui subsistoit entre leur auteur & le chemier; le Parage doit cesser, si les héritiers du parageur ou du chemier ne procèdent pas de l'auteur commun du premier chemier & de ses parageurs; car alors le bien n'est plus dans la ligne; & la coutume de Poitou exige pour la durée du Parage, que le bien n'en sorte pas. C'est ce qu'indique l'article 126 de la coutume de Poitou, qu'on prend pour règle dans l'usage de Saintes, en disant *que le Parage dure tant comme le lignage se peut compter*. L'article 107 le dit encore plus clairement par ces mots, *le Parage vient par succession & lignage, & défaut ledit Parage, faillant le lignage*.

Cette difficulté peut se rencontrer dans l'usage de Saintes. Comme on n'y observe point la règle *paterna paternis*, la représentation à l'infini & les autres principes admis en Poitou sur la succession des propres, il est très-possible que la succession d'un parageur soit recueillie, soit en ligne directe ascendante, soit en ligne collatérale, par un parent d'une ligne étrangère à celle du chemier.

C'est l'observation de Beschet, au chapitre 3 de sa digression. » L'exemple commun est du » père ou de la mère, qui succède à son fils » parageur, à l'exclusion des parens maternels

» ou paternels, *ex cap. 2, novel. 118* ; que nous
» observons pour les successions ; d'autant que, par
» ce moyen, le fief sort de Parage, parentage &
» lignage, & qu'il se transfère en une autre famille.
» L'on pourroit en dire autant d'un frère con-
» joint d'un côté seulement, d'un oncle ou d'un
» cousin qui seroit plus proche qu'un autre pa-
» rent d'où seroit venu le fief «.

Beschet rend cet exemple plus sensible, en
proposant une espèce ; puis il a ajouté ces obser-
vations judicieuses : » Les termes de l'article 129
» de la coutume de Poitou, *car dès lors il n'y*
» *a plus de lignage ; & ne vient la chose par*
» *succession & souche à laquelle a commencé le*
» *Parage*, nous instruisent que les successions
» mutuelles entre les descendans des parageurs, ne
» transférant pas le fief hors la ligne, il y a
» continuation de Parage. Ce qui me fait penser,
» que si l'un des parageurs succédoit au chemier
» par le droit de proximité & à l'exclusion d'un
» autre en degré plus éloigné, il n'y auroit point
» de Parage au regard des autres parageurs, pour
» ce que la chose viendrait par succession au
» lignage de la souche. Aussi le changement de
» nom ne fait point finir le Parage ; car encore
» que la fille aînée ou la fille du chemier délaisse
» des enfans qui ont le nom du mari, & que
» par ce moyen il y a un nouveau nom en la
» famille, néanmoins la chose vient toujours par
» succession au lignage de la souche «.

SECTION SEIZIÈME.

De quelques autres manières dont le Parage peut finir.

Le défaut de lignage, ou du moins son trop grand éloignement & l'aliénation de la portion, soit du chemier, soit du parageur, sont les deux termes les plus naturels du Parage; mais outre le partage de la succession indivise, qui le fait cesser de plein droit dans la coutume de Blois seulement, il peut encore finir de deux autres manières; savoir, par la confusion & le désaveu.

La première de ces deux manières peut arriver par la réunion de la partie à son tout, lors du décès du parageur auquel succède le chemier, & *vice versa*, ou seulement par le mariage de l'un avec l'autre. » Car tout ainsi, dit fort » bien Bescher, que le seigneur du fief domi- » nant, qui acquiert ou retire par retrait féodal » le fief servant, réunit l'arrière fief au fief, ou » que le seigneur de fief qui acquiert en sa cen- » cive, réunit la seigneurie utile à la directe » (*Molin. §. 1, glos. 5. n°. 15 & 16, des fiefs; M. Louet, lettre F; n°. 5, & ibid. notat; Tron- » çon, sur les articles 20 & 53 de la coutume » de Paris*), de même le fief démembré par le » partage entre l'aîné & le puîné, réunit ses » membres & retourne à son ancienne forme par » une légitime succession, ou par le mariage du » chemier & de la paragère, ou du parageur » avec la chemière. Car, comme dit l'article 107 » de la coutume d'Anjou, & Chopin, *lib. 2, » part. 3, tit. 1, n. 11, de feud. Andeg.*, il se fait

» par le mariage une consolidation des deux por-
 » tions , en sorte que les qualités de chemier &
 » de parageur disparaissent & s'évanouissent «.

La dernière manière dont cesse le Parage , dit
 la coutume de Tours , article 126 , est » quand
 » le parageau , sans sommer son parageur , a fait
 » hommage au seigneur suzerain , auquel cas
 » l'obéissance en peut être rendue audit parageur ,
 » s'il le requiert , lequel parageau fera en après
 » ladite foi audit parageur «.

Bescher , au chapitre 3 de sa digression , pense
 que cet article de la coutume de Tours doit être
 observé dans les autres coutumes de Parage , &
 que dans ce cas la prérogative du Parage doit être
 commise par cette espèce de désaveu.

» Quant à la commise , dit-il , le viel pro-
 » verbe françois est tel : *Qui fief dénie , fief*
 » *perd* , c'est-à-dire , que le vassal qui désavoue
 » son seigneur , & par jugement est convaincu
 » tenir de lui , il perd son fief (*lib. 4 , tit. 5 ,*
 » *feud. & ibi Cujac.*). De même , si le parageur ,
 » *sciens & prudens* , méprise son chemier , & fait
 » l'hommage au seigneur du fief à son préju-
 » dice , il perd la qualité de parageur , & s'en-
 » gage , non pas à la perte de son fief , mais
 » à la nécessité de perdre le droit de tenir en
 » Parage & de faire l'hommage au chemier ,
 » comme étant une espèce de désaveu , qui en-
 » traîne la peine de demeurer simple vassal de
 » son aîné , au lieu qu'il avoit l'honneur de lui
 » être égal en quelque façon (coutume de
 » Tours , article 126). Quel tort lui fait-on , si ,
 » ayant voulu un supérieur , on lui donne par
 » anticipation celui auquel l'ordre du changement
 » & de la vicissitude naturelle de toutes choses

» le destine par une nécessité inévitable ? C'est de
 » lui que parle le poëte :

Heu ! patior telis vulnera facta meis.

» Je dis qu'il ne s'engage pas à la perte de
 » son fief , d'autant que , comme dit Dumoulin ,
 » §. 30 , n°. 9 , sur l'ancienne coutume de
 » Paris , *requiritur denegatio specifica , formalis*
 » & *absoluta* , pour l'effet de la commise , &
 » que cette dénégation ou désaveu se doit faire
 » judiciairement , *ex l. famosi , ff. ad l. Juliam ma-*
 » *jest. & l. 7 , C. si quis imper. maled. «.*

J'ajouterai à ces raisons , que la peine de la
 commise du fief n'est qu'une suite de la foi que
 le vassal doit à son seigneur. Le parageur qui ,
 avant la fin du Parage , n'est point le vassal de
 son chemier , ne peut donc pas y être sujet ;
 c'est bien assez de le priver de la prérogative du
 Parage dans ce cas.

SECTION DIX-SEPTIÈME.

*De la procédure qui doit être tenue à la fin du
 Parage , & de ses effets.*

Suivant les articles 126 , 127 & 128 de la
 coutume de Poitou , » Si le parageur ne peut
 » déclarer & nommer à son chemier leur lignage
 » & descende , ledit chemier le peut contraindre
 » de lui faire hommage de ladite chose qui étoit
 » tenue en Parage & à faire ledit hom-
 » mage le seigneur dont la chose est tenue par
 » hommage doit être appelé & attiré par ledit
 » parageur à garant ; autrement , ce qui seroit

« fait ne préjudicieroit audit seigneur , lequel
 » pourroit toujours user de ses droits en prenant
 » son rachat ou les fruits pour ledit hommage
 » non fait par ledit chemier. Toutefois ledit
 » seigneur ainsi appelé par ledit parageur , ne
 » peut empêcher que ledit parageur ne fasse
 » hommage audit chemier , si ledit lignage ne se
 » peut compter & prouver ».

Ainsi le chemier ne peut contraindre le représentant du parageur à lui faire hommage , qu'autant qu'il s'est assuré qu'il ne pouvoit spécifier le lignage. Quand bien même donc le seigneur seroit sûr que le représentant du parageur ne peut compter & prouver le lignage , il ne peut saisir sa portion de plein droit , attendu que la saisie féodale ne peut avoir lieu que sur les vassaux , & que jusqu'à la foi & hommage , ou au jugement qui ordonne de la rendre , le Parage subsiste toujours au profit des parageurs. Le chemier doit donc en ce cas faire assigner le parageur en sa juridiction , pour déclarer , compter & prouver leur lignage commun , sinon se voir condamner à lui rendre hommage.

Si le représentant du parageur soutient que le Parage doit subsister , il faudra qu'il communique au chemier leur généalogie , en l'appuyant de pièces justificatives ; & sur la dénégation du chemier , la contestation s'instruira de la même manière que toutes les autres actions où il est besoin d'établir la parenté. Ce n'est qu'après le jugement qui déclarera le Parage fini , s'il y a lieu , que le chemier peut user de contrainte sur la portion paragère , pour en exiger l'hommage.

Le seigneur dominant du chemier doit être appelé en garantie par le parageur sur cette demande. Il ne suffiroit pas , dit fort bien Rat sur l'article 108 de l'ancienne coutume de Poitou , que le seigneur eût connoissance de la fin du Parage & de l'hommage que le propriétaire de la portion paragère feroit au chemier ; cela ne l'empêcheroit pas de faire usage de ses droits comme auparavant.

Il est remarquable que la coutume charge le parageur , & non pas le chemier , de faire appeler ainsi le seigneur dominant du chemier. C'est non seulement parce qu'il ne peut contester la demande à fin d'hommage , qu'en se faisant revendiquer par ce seigneur comme un des vassaux pour lesquels le chemier rend un seul & unique hommage , mais aussi parce qu'il a le plus grand intérêt à ce que le seigneur dominant du chemier ne puisse plus exiger de lui les droits qu'il payera désormais au chemier , si le Parage est jugé fini. Jusqu'à ce jugement , le seigneur conserve toujours le droit d'y percevoir , comme auparavant , les rachats & les autres droits auxquels les mutations du chemier donnent lieu , quoique le chemier y en perçoive désormais de semblables aux mutations du parageur. C'est ce qui a été jugé par arrêt non daté , que Constant rapporte sur l'art. 127 , glose 3.

Le même Constant dit aussi néanmoins , qu'il a été jugé au contraire dans la même hypothèse , par arrêt rendu à l'audience le 10 juin 1597 , lui plaidant pour le chapitre de Luçon , contre Eméric Gourde , René de la Forêt , & entre Jacques Barré , Octave Brochard & leurs fem-

mes. » Que nonobstant l'accord fait entre lesdits
 » Gourde , Barré & Brochard , sur l'imposition
 » nouvelle d'hommage par faute de prétendu Pa-
 » rage , le rachat du total (du fief) seroit con-
 » signé pendant le procès , & par le même arrêt ,
 » bien que les prétendus parageurs eussent été en
 » demeure de faire appeler le seigneur supérieur ,
 » toutefois leur chemier fut condamné en leurs
 » dépens , dommages & intérêts ». Mais la
 convention qui avoit été faite avec le chemier
 pouvoit sortir cette affaire des règles ordinaires ,
 & Constant fait lui-même cette réflexion sur
 l'arrêt : » *Quod novum & contra consuetudinem* ,
 » quant à ladite condamnation du chemier ;
 » mais , à la vérité , cela ne fut pas bien remon-
 » tré par l'avocat des parageurs qui plaidoit contre
 » moi , & qui n'entendoit pas la coutume de
 » Poitou ».

L'article 129 de la coutume de Tours , en
 disant que le parageau doit répondre en la ju-
 risdiction du parageur , *pour raconter Parage* ,
 suppose que la demande en fin de Parage , à cause
 de l'éloignement du lignage , doit se donner en
 la jurisdiction du chemier. On retrouve cette dis-
 position dans les coutumes du Maine , de Tours
 & de Loudun , & l'on suit la même règle dans
 les coutumes qui n'en disent rien. Mais l'on sent
 bien que le seigneur dominant du chemier , s'il
 juge à propos de répondre à l'assignation en ga-
 rantie qui lui a été donnée par le propriétaire
 de la portion paragère , a le droit d'évoquer la
 connoissance du tout en sa jurisdiction. Il seroit
 peu décent qu'il fût obligé de défendre ses droits
 en la jurisdiction de son vassal. C'est l'avis de
 Boucheul sur l'article 127 , n°. 5.

Constant & Filleau, sur le même article, disent qu'il est d'usage d'aller en ce cas devant le juge royal supérieur ; mais on ne trouvera aucune loi qui fasse de cette matière un cas royal.

Au reste, la coutume de Poitou n'exige cette demande en garantie, & même la demande principale, qu'au cas où le Parage est fini, à défaut par le propriétaire de la portion paragée de pouvoir compter le lignage. Dans les autres, où le Parage finit, la nature de la cause qui le fait cesser, n'exige pas l'examen que peut occasionner la fin du Parage par le défaut de preuves du lignage.

Cette interprétation de la coutume paroîtra bien plus juste encore, si l'on réfléchit que ses dispositions à cet égard remontent à une époque très-reculée, & que dans ces temps anciens, où l'on ne faisoit presque aucun usage de la preuve par écrit, il falloit le plus communément recourir aux enquêtes ; or on fait combien ce genre de preuves même peut rendre les contestations embarrassées, sur-tout dans une question de cette sorte, par l'incertitude & les contradictions des témoins.

La coutume de Poitou est la seule qui ait ordonné formellement la mise en cause du seigneur dominant de l'aîné, lorsqu'il prétend le Parage fini à défaut de lignage ou à cause de son éloignement. Bescher, au chapitre 6 de sa digression, prétend que cette mise en cause ne doit pas avoir lieu dans l'usage même de Saintes. La raison qu'il en donne, c'est qu'elle prend sa source du droit de rachat, de sorte que dans les lieux où ce droit n'est pas en usage (comme

dans l'ufance de Saintes où les fiefs font abonnés à des services peu confidérables pour la plupart), le feigneur dominant n'a prefque point d'intérêt à empêcher la fous-inféodation qui eft la fuite de l'hommage fait au chemier par le propriétaire de la portion paragère.

Boucheul dit au contraire , « que la coutume » parle en termes généraux du rachat & autres » devoirs , pour empêcher la collufion qui pour- » roit être entre le chemier & fes parageurs , » *propter fpretum & neglectum superiorem patro-* » *num* ». Cette observation a d'autant plus de poids , que la coutume de Poitou établit ici une règle générale , tandis que dans les articles 171 & fuivans , elle énonce une grande partie de la province où les rachats font abonnés. Le texte de l'article 128 dit en effet généralement , » qu'autrement ce qui feroit fait ne » préjudicieroit au feigneur , lequel pourroit tou- » jours *ufer de fes droits* , en prenant fon rachat ou » les fruits pour ledit hommage non fait par ledit » chemier ».

Quoi qu'il en foit ; il n'eft point néceffaire ; dans les autres coutumes , de faire appeler le feigneur fur la demande en fin de Parage formée par l'aîné à caufe de l'éloignement du lignage. L'aîné n'y eft pas obligé de la faire prononcer en juftice ; mais il y a le plus grand intérêt dans les coutumes d'Anjou , du Maine , de Tours & de Loudun , fi les puînés ne lui font pas volontairement l'hommage , parce que , dans ce cas , il n'y eft dû aucun rachat pour la première foi faite par Parage failli , comme on le verra dans la fection 20.

SECTION DIX-HUITIÈME.

De quelles manières le Parage , une fois fini , peut se renouveler.

La coutume de Normandie , art. 135 & 136 , admet trois cas où le Parage peut se renouveler. „ Au cas , y est-il dit , que le fief parager , vendu „ à un étrange , soit retiré à droit de lignage „ par aucun des descendants des paragers étant dans „ le sixième degré , en ce cas , ledit fief vendu re- „ tombe en tenure par Parage. Pareillement si „ le vendeur rentre en possession de son héritage „ par clameur révocatoire , ou par relèvement ou „ condition de rachat , il tiendra son héritage „ par Parage , comme il faisoit auparavant ; „ mais s'il le rachète , il se tiendra par hom- „ mage „.

De ces trois cas , les deux derniers , qui sont la rescision du contrat ou restitution en entier , & le réméré , doivent être admis dans toutes les coutumes , puisque l'effet de la rentrée en possession , en vertu des lettres de rescision ou d'une clause de réméré , est de remettre le vendeur au même état que si la vente n'eût jamais existé. C'est l'avis de Escher au chap. 3 de sa digression ; de Chopin sur les coutumes d'Anjou , liv. 2 , part. 3 , chap. 1 , tit. 2 , n°. 3 ; de l'Hommeau sur l'art. 221 de la même coutume ; de Dupleffis dans son traité des depiés de fief & des Parages , section 2 , p. 113 ; enfin de Boucheul sur l'art. 129 de la coutume de Poitou.

Suivant plusieurs de ces auteurs , il n'en est pas

ainsi du premier cas , c'est-à-dire , de celui où la chose est retirée par retrait lignager par un des parageurs même. Le retrayant étant subrogé en la place de l'acquéreur , il ne doit pas être considéré plus favorablement , & le Parage ne peut plus avoir lieu , parce qu'aux termes de l'art. 129 *la chose ne vient pas par succession & souche à laquelle a commencé le Parage.* Mais ce raisonnement ne prouve rien , puisqu'on a vu dans la section 14 , que la portion d'un parageur , acquise par son coparageur , devoit être censée réunie à l'ancienne portion de l'acquéreur ; le retrait doit certainement jouir des mêmes privilèges que les acquisitions pures & simples , & procurer les mêmes avantages à l'acquéreur.

Lorsque l'aîné a perdu son droit par la dévolution féodale , à cause de l'aliénation de son fief ; dans les coutumes où elle a lieu , il paroît que le Parage doit revivre à son profit , lorsque l'aîné est renté , à quelque titre que ce soit , en possession de la portion aliénée en vertu de la réintégration de fief , suivant ces termes de l'art. 205 de la coutume d'Anjou : » Dès - lors que » la chose sera retournée à sa première nature , » & consolidée avec le lieu dont elle est partie , » le tout demeurera à la foi & hommage où ils » étoient devant , nonobstant procès , condamnation ou possession qui pourroient être intervenus » au contraire avant ladite consolidation «.

Il en doit être de même lorsque le Parage avoit été fini par la confusion des portions chemière & paragère , qui avoient été réunies dans la même main par le mariage de leurs possesseurs. Si l'un des conjoints décède sans enfans de ce mariage , & qu'il laisse des enfans d'un premier mariage

riage

riage , ou des héritiers en ligne collatérale , différens de l'autre conjoint , le Parage , comme l'observe Bescher , doit reprendre son cours.

SECTION DIX-NEUVIEME.

Des effets de la cessation du Parage , tant à l'égard du seigneur dominant du fief ci-devant tenu en Parage , qu'à l'égard des propriétaires de la portion de l'aîné & des portions des puînés.

L'art. 221 de la coutume d'Anjou , qui se retrouve presque mot pour mot dans l'art. 236 de la coutume du Maine , exprime à cet égard le droit commun sur les effets de la cessation du Parage ; on doit l'appliquer à tous les cas où le Parage finit , quoiqu'il ne parle que des deux cas les plus communs en Anjou.

Voici cet article : » Et en ces deux cas de
 » Parage failly (par l'éloignement du lignage)
 » & d'hommage fait au paraigeur (par l'acqué-
 » reur de la portion du paraigeau) , dès - lors
 » les héritaiges tenus & garantis en paraige sont
 » subjets nuement & sans moyen au seigneur pa-
 » raigeur & à ses successeurs ; & les subjets du-
 » dit paraigeau sont sujets , en cas de ressort &
 » de suzeraineté , audit seigneur paraigeur , & dès-
 » lors le paraigeur , ses gens & officiers y feront
 » tous exploits de justice , comme en leur fief &
 » nuepce ; & en aura le paraigeur les rachats &
 » ventes , quand le cas y écheira : car la foi qui
 » lui est faite par paraige failly , lui acquiert ju-
 » ridiction & connoissance sur les choses baillées
 » audit paraigeau & ses subjets nuement & sans

» moyen ; car , en ce cas , ce que autrefois étoit
 » son domaine est son fief «.

Ainsi l'effet principal de la cessation du Parage, est de reculer d'un degré la mouvance du seigneur dominant , pour les portions qui appartennoient aux puînés ; de mettre ces mêmes portions dans la mouvance de l'aîné , & de réduire les propriétaires des portions cadettes à la sujétion de la vassalité envers cet aîné dont ils étoient précédemment les coteneurs.

Le seul privilège que donne la cessation du Parage aux propriétaires des portions cadettes , c'est que , lorsque le Parage finit par l'éloignement du lignage , ils ne doivent ni le rachat , ni aucun autre devoir à l'aîné , lors du premier hommage qu'ils lui font. Ce point est encore décidé , avec plusieurs autres , par la coutume d'Anjou , art. 218 : » Quand le Paraige est failly , y est-il dit ,
 » le paraigeau doit venir à la foi & hommage
 » de son paraigeur , des choses qui anciennement
 » partirent de la foi ; & si le paraigeur faisoit
 » foy lige , le paraigeau fera semblablement
 » foy lige , ou simple , si la foy est simple ; &
 » fera assis devoir sur les choses qui ont été ga-
 » ranties en Paraige , selon la grandeur d'icelles ,
 » eu regard au devoir , soit de cheval de service
 » ou autre , que le paraigeur fait au chef sei-
 » gneur , & en payera au paraigeur à raison de
 » ce qu'il tient : & pour cette première foy faite
 » par paraige failly , le paraigeur n'aura aucun
 » rachat de son paraigeau , si l'hommage n'est
 » dû à cause de la femme du mari , auquel cas
 » il appartiendra rachat (*) «.

(*) La coutume ajoute : » Et , par ce , peut l'on bien

Les coutumes du Maine, art. 233; de Tours, art. 127, 136, 177; de Loudun, chap. 12, art. 11, chap. 14, art. 14, & chap. 27, art. 19; de Poitou, art. 126 & 134, ont des dispositions semblables.

On peut induire la même chose de l'art. 132 de la coutume de Normandie, qui charge simplement les héritiers des puînés de faire *foi & hommage aux hoirs de l'aîné*, ou à ses représentans, quand le lignage est hors le sixième degré. Les puînés jouissent de ce privilège dans les coutumes même qui n'en disent rien.

L'exception seule, que la coutume d'Anjou propose contre le mari, ne se retrouve que dans celle du Maine; mais cette exception même n'est qu'apparente; car, suivant les art. 87 & 100 de ces coutumes, le mari doit toujours le rachat pour les fiefs de sa femme, à quelque titre qu'ils lui soient parvenus; & lorsque le Parage est fini, il ne peut pas opposer personnellement qu'il n'est cessé que par l'éloignement du lignage, puisqu'il est lui-même étranger à ce lignage. Aussi Duplessis, dans son traité du dépié de fief & du Parage, sect. 2, p. 107, observe-t-il, que si le Parage finit par éloignement de lignage à cause de la mort du parageur, c'est-à-dire de l'aîné, le mari qui a déjà payé personnellement le ra-

» voir, que, durant le paraige, prescription ne court contre
 » le paraigeur ». C'est que les dispositions même de la
 coutume, la manière dont le seigneur exerce sa juridiction
 & sa directe sur les portions des puînés, dans le cas seule-
 ment où il y a mutation dans la portion de l'aîné, rendent
 nécessairement vicieuse la possession de juridiction & de
 directe que le seigneur pourroit avoir.

chat au défunt , son parageur , n'en doit point au successeur de ce parageur.

Il faut observer encore avec le même auteur ; que cette exemption de rachat dans les cas ordinaires , a lieu en faveur des puînés , en quelque temps que l'aîné leur demande l'hommage , quand bien même il laisseroit écouler plusieurs mutations sans le demander. Les coutumes d'Anjou & du Maine ne disent point en effet qu'il n'est dû aucun rachat *pour la première mutation* ou *pour la première foi due* , mais qu'il n'en est pas dû *pour la première foi faite* ; ce qui est bien différent. Jusque - là l'aîné n'est point reconnu pour seigneur , il ne peut donc en demander les droits.

Par la même raison , on doit décider au contraire , que l'exemption prononcée par les coutumes a été consommée dès que les puînés ont fait hommage à l'aîné , ou qu'il le leur a demandé , quand bien même la mutation qui auroit fait cesser le Parage n'auroit point donné lieu au rachat , telles que sont les mutations arrivées dans la branche de l'aîné , ou celles qui sont arrivées dans la branche des puînés en ligne directe.

Les coutumes d'Anjou & du Maine disent bien qu'après le Parage fini le parageur ou l'aîné , ses gens & officiers , feront sur les portions des parageaux ou des puînés , *tous exploits de justice* , *comme en leur fief & nuepce* ; mais il ne paroît guère être là question que de la justice foncière que tout seigneur a sur ses vassaux , & du moins ces coutumes ne s'expliquent pas sur la juridiction des propriétaires des portions cadettes. Maichin & des Vignes, sur l'article 28 de la

coutume de Saint-Jean-d'Angely , prétendent que les portions cadettes auront chacune une justice semblable à la portion de l'aîné. Il se fondent pour cela sur les dispositions des coutumes qui attribuent aux puînés durant le Parage une juridiction semblable à celle de l'aîné. Ils ajoutent, que les puînés ayant eu cette juridiction comme un bien patrimonial , le changement qui arrive à leurs portions ne doit point influer sur cet objet.

Dupleffis , dans son traité, page 118 & suivantes, décide d'abord , d'après la lettre de la coutume, que la fin du Parage n'anéantit point la justice des propriétaires des portions cadettes, mais qu'il l'éloigne d'un degré, comme la mouvance même de leur fief. Il en excepte seulement les baronnies & les autres fiefs dont le titre est supérieur, à l'égard desquels il convient que la justice est impartable; mais, à cette occasion, il fait des réflexions très-justes sur les inconvéniens de la multiplicité des juridictions qui résulte de ces dispositions des coutumes. Il conclut ensuite, sans prendre un parti bien décidé, qu'il faut, ou que les puînés restent copropriétaires par indivis avec leur aîné, de la justice attachée au fief dont leurs portions ont été distraites, ou qu'ils l'abandonnent pour la totalité à l'aîné, ou du moins, qu'après le Parage fini la juridiction de chaque portion, si on veut leur en attribuer une particulière, doit ressortir directement, comme auparavant, à celle où ressortit la juridiction de l'aîné.

Guyot, après avoir réfuté cette dernière opinion par les articles 25 & 26 de l'ordonnance de Roussillon, qui proscrivent la multiplication

des juridictions qu'on pourroit faire en les partageant, soutient, au chap. 2, n°. 26 de sa dissertation, qu'après le Parage fini les puînés, ou leurs représentans, n'ont qu'une simple justice foncière, qu'ils ont perdu tous leurs droits à la juridiction de leur aîné, en perdant la corenure qui leur attribuoit ces droits; & enfin, qu'ils deviennent soumis à cette juridiction de l'aîné, puisque les coutumes ne les en exemptent qu'en leur qualité de parageurs.

Constant sur l'article 140 de la coutume de Poitou, Beschet en sa digression des Parages, ch. 9, & d'Argentré sur l'article 311 de l'ancienne coutume de Bretagne, sont du même sentiment. Guyot veut néanmoins que cela n'ait lieu qu'au seul cas où il s'agit de la portion cadette d'un simple fief ayant haute-justice, tombé en Parage. » Mais, ajoute-t-il, dans le cas où le fief » tombé en Parage seroit baronnie, châellenie, » en un mot, terre titrée, alors la portion cadette, » quand le Parage est fini, perd les prérogatives » de coseigneurie. Le titre dignitaire & les droits » de la dignité sont à l'aîné; le puîné, devenu » vassal de l'aîné, *prend pour titre de sa portion » le titre & la justice, qui est au-dessous de celle » de son frère aîné*: en sorte que, si le fief » tombé en Parage étoit baronnie, la portion » aînée aura le titre, les droits & toute la pré- » rogative de la baronnie; & la portion ca- » dette, devenue fief mouvant de l'aîné, devien- » dra châellenie, qui est le titre qui suit la ba- » ronnie, & cette baronnie portera un nom autre » que la baronnie restée au frère aînée «.

Jacquet a combattu cette exception par des raisons très-fortes. Les justices & terres titrées, dit-il, ne peuvent pas être érigées sans lettres

du roi, qui est la source des seigneuries & des justices. » D'ailleurs, si les portions des parageaux d'un duché devenoient des comtés ou des marquisats, il arriveroit qu'un duché enfanteroit six comtés ou marquisats, quand le duc laisseroit 7 enfans ; qu'un marquisat engendreroit neuf baronnies, si le marquis venoit à décéder laissant dix enfans ; que la baronnie produiroit sept châellenies, si le baron avoit huit enfans à son décès, &c. « On sent avec combien de facilité toutes ces dignités se multiplieroient presque à l'infini.

Jacquet estime donc que, dans ce cas comme dans tous les autres, il faut s'en tenir à la règle générale de Guyot, » qu'il ne reste plus aux puînés, après le Parage fini, qu'une justice foncière, à moins que la portion de la terre à eux échue en partage ne soit titrée de marquisat, comté, vicomté, baronnie, châellenie, ou haute justice, & n'ait en conséquence la justice annexée aux terres de cette qualité sur leurs vassaux censitaires & autres sujets qui en relèvent directement & habitent dans ses enclaves.

Cette décision semble devoir souffrir d'autant moins de difficulté pour les terres titrées, qu'il est reçu généralement, & décidé par plusieurs des coutumes de Parage, que le titre & l'honorifique, & par conséquent les droits de justice de ces sortes de fief sont impartables, lors même qu'on est dans la nécessité d'en partager le domaine. Il semble donc que la juridiction contentieuse de toutes les espèces de fief, doit toujours rester à l'aîné après le Parage, si ce n'est dans le cas de l'exception proposée par Jacquet.

On peut autoriser cette opinion de l'arrêt du

parlement de Rouen du 20 mars 1632, dont on a déjà parlé dans la section onzième, & par lequel il a été jugé que tous les paragers auroient les honneurs de l'église, à condition que la part de l'aîné auroit seule cette prérogative après le Parage fini.

Voyez les coutumes de Blois, de Normandie, du Maine, d'Anjou, de Tours, de Loudun, de Poitou, de Saint-Jean-d'Angely, d'Angoumois, &c. avec leurs commentateurs; la digression de Beschet sur les Parages dans l'usage de Saintes; le traité du depié de fief & du Parage dans le second volume de Duplessis; la dissertation sur le Parage dans le tome troisième du traité des fiefs de Guyot, & les autres autorités citées. Voyez aussi les articles DÉMEMBREMENT DE FIEF, DEPIÉ DE FIEF, DÉVOLUTION EN MATIÈRE FÉODALE, EMPIRER LE FIEF DE SON SEIGNEUR, GARIMENT, JUEIGNEUR, PARAGE CONVENTIONNEL, PART-METTANT, PART-PRENANT, QUART-HOMMAGE, &c.

(Article de M. GARRAN DE COULON, avocat au parlement.)

PARAGE CONVENTIONNEL. Beschet au chapitre 11 de sa digression des Parages, & les commentateurs de plusieurs coutumes où le Parage est admis, appellent ainsi une espèce de tenure, suivant laquelle l'un de plusieurs coacquéreurs d'un fief auquel on laisse l'hôtel principal ou le chef-d'hommage, est chargé d'en faire seul la foi & hommage, & de garantir ses coacquéreurs sous cet hommage, de la même manière que l'aîné, dans le Parage légal, garantit ses puînés. Il n'est pas même besoin pour faire admettre le Parage conventionnel, de rapporter la preuve d'une convention expresse entre les copropriétaires du

fief. Cette convention se présume par l'usage ancien où le propriétaire du chef d'hommage est de rendre la foi & hommage au seigneur pour ses copropriétaires.

Cette sorte de Parage n'est connue que dans les coutumes de Poitou , d'Angoumois , de Saint-Jean-d'Angely , & dans l'ufance de Saintes. Le mot même de *Parage conventionnel* ne se trouve point dans le texte de ces coutumes ; elles le désignent simplement sous le nom de *tenure en part-prenant* ou *part-mettant* , & cette espèce de tenure est elle-même comprise avec le Parage sous le nom générique de *tenure en gariment* , c'est-à-dire de tenure en garantie. Tout cela est indiqué dans les articles 106 & 107 de la coutume de Poitou , qui présentent aussi la différence spécifique du Parage légal & du Parage conventionnel d'une manière très-précise.

» Les domaines & choses immeubles nobles ,
 » dit l'article 106 , sont & doivent être tenus
 » par hommage ou en Parage part-prenant ou
 » part-mettant , & en gariment ou autres devoirs
 » nobles abonnés sans foi & sans hommage.

» Entre tenir en Parage , dit l'article 107 , &
 » tenir part-prenant & part-mettant , il y a diffé-
 » rence ; car le Parage vient par succession &
 » lignage , & défaut ledit Parage faillant le lignage ;
 » & le part-prenant & part-mettant vient par con-
 » vention & longue ufance , & ne change par
 » transport ni faute de lignage «.

Ainsi le Parage conventionnel ne peut cesser que de la même manière qu'il a été établi , c'est-à-dire par convention. A cette différence près , on y doit suivre les mêmes règles sur les droits du seigneur dominant & sur les obligations respec-

tives du chemier & de ses parageurs conventionnels, que pour le Parage légal, tant qu'il n'y a point de clauses contraires dans l'acte qui établit le Parage conventionnel. On peut consulter à cet égard l'article précédent & les mots GARI-MENT, PART-PRENANT, & PART-METTANT.

On n'ajoutera ici qu'un petit nombre d'observations sur la manière dont le Parage conventionnel, peut être établi. La manière la plus naturelle est sans doute d'en insérer la convention dans l'acte même d'acquisition faite par plusieurs personnes. Mais lorsqu'on a oublié de le faire, les co-acquéreurs peuvent-ils valablement introduire cette espèce de tenure, par une convention postérieure, par exemple, dans le partage qu'ils font entre eux.

Bescher a vu naître la question dans l'espèce suivante. Le 12 décembre 1611, Alain de Sainte-Maure, sieur de Sainte-Coulombe vendit le fief de Saint-Germain, à Charles Chesnel, sieur de Meux, pour les deux tiers, & à autre Charles Chesnel, sieur de Reau, pour le tiers restant. Le 17 janvier 1612, les sieurs de Meux & de Reau firent un partage de leur acquisition, avec cette clause, que *le sieur de Reau sera tenu faire hommage & reconnoître le sieur de Meux, tant du partage & choses ci-dessus, que de tous les autres droits tenus par ledit sieur de Reau, énervés de la châtellenie de Saint-Germain, & ci-devant acquis du sieur de Sainte-Coulombe, au devoir d'un denier de franc-devoir sans aucun respect, ni honneur, ni autre redevance, & sans que ledit fief dudit sieur de Reau puisse tomber en commise, payant audit sieur de Meux & aux siens ledit devoir de vassal, qu'il pourra envoyer & faire présenter par qui il lui plaira.*

Le sieur de Jonzac , seigneur dominant , prétendit que , malgré cette convention , le sieur de Réau lui devoit faire l'hommage de sa portion , sous prétexte que la vente ayant une fois été consommée , il avoit eu incontinent le droit d'exiger l'hommage de chacun des coacquéreurs pour sa portion , à titre de depié de fief , sans qu'ils pussent lui ravir ce droit par une convention contraire.

Le sieur de Reau , au contraire , soutenoit que le chef d'hommage & la plus grande partie du fief étant demeurés au sieur de Meux , il se pouvoit attribuer à juste titre la qualité de chemier , & le sieur de Reau celle de tenant en gariment , puisque , par l'effet de la convention , le fief demeurait toujours en son entier sans depié de fief ni division de foi & hommage. Il alléguoit pour cela l'exemple de deux toturiers , qui , suivant Chopin , *lib. 2 , part. 3 , cap. 1 , tit. 1 ; n°. 6 , de feudis Andeg.* peuvent empêcher le depié de fief par leur passage ; à quoi l'on pouvoit ajouter l'article 51 de la coutume de Paris , qui permet le jeu de fief.

» Si le seigneur du fief dominant , disoient-ils
 » enfin , allègue son intérêt pour les lods &
 » ventes , la retenue féodale & la commise , il
 » semble qu'il peut être renvoyé par cette consi-
 » dération que le Parage conventionnel peut avoir
 » lieu , & l'une des portions du fief mise en
 » gariment , *invito & irrequisito domino* , & par
 » ce moyen empirer en partie le fief du seigneur
 » supérieur , savoir est quant aux ventes en cas
 » de vendition de la partie aliénée & mise en
 » part-prenant ou gariment (comme discourt Bar-
 » raud , *tit. des fiefs , chap. 11 , n°. 14 de la cou-*

» tume de Poitou), le droit seulement lui demeure-
 » rant de tout le fief en cas de vente par le
 » chemier «.

Les parties , dit Bescher , s'accommodèrent
*par une voie & par des considérations qui ne font
 pas de breche ni de préjugé à des cas semblables ; car
 les plus célèbres avocats de Paris , de Saintes &
 d'Angoulême , avoient donné leur avis en faveur du
 Parage conventionnel.*

Quoique ce que l'on appelle communément
Parage conventionnel n'ait lieu d'ordinaire qu'en-
 tre les copropriétaires d'un fief qu'on a eu à
 titre d'acquisition , on peut néanmoins établir un
 Parage par convention entre des parens qui re-
 cueillent conjointement un fief à titre successif ,
 dans les cas où le Parage légal ne peut avoir
 lieu entre eux de plein droit. C'est ce que les cou-
 tumes d'Anjou , article 232 , & du Maine , arti-
 cle 249 , décident expressément pour le cas où
 la totalité d'un fief échet au lot des puînés par
 l'événement du partage.

Lors même qu'un fief vient à titre successif à
 ceux entre lesquels la coutume établit le Parage
 légal , on peut encore déroger plus ou moins aux
 règles du Parage légal , par l'acte de partage ,
 suivant la décision de l'article 140 de la coutume
 de Poitou , & il y a alors un véritable Parage con-
 ventionnel. Mais comme on ne doit supposer de
 dérogation à la coutume , qu'autant qu'elle est
 nettement exprimée , le Parage n'est pas conven-
 tionnel à tous les égards. Il doit finir , comme
 le Parage légal , à moins qu'il n'y ait une clause
 expresse dans le partage , qui prolonge la durée
 du Parage , lors même que le lignage sera cessé.

On peut voir sur tout cela ce qui a été dit ci-dessus, au mot PARAGE, section 7, page 114, & section 8, pag. 128 & 129.

Voyez aussi les articles GARIMENT, PART-PRENANT & PART-METTANT.

(Article de M. GARRAN DE COULON, avocat au parlement).

PARAPHERNAL (BIEN). Mot grec qui signifie littéralement *extra-dotal*. Il a deux sens absolument différens l'un de l'autre : dans les pays de droit écrit, il désigne le bien que la femme n'a point compris dans la constitution de la dot : dans la coutume de Normandie, » les » Paraphernaux se doivent entendre des meubles » servans à l'usage de la femme, comme se- » roient lits, robes, linges, & autres de pareille » nature. » Ce sont les termes de l'article 395 de cette coutume.

Nous diviserons donc cet article en deux parties. La première aura pour objet les biens Paraphernaux considérés suivant les principes & les usages des pays de droit écrit : la seconde concernera uniquement la coutume de Normandie.

P R E M I È R E P A R T I E.

Des biens Paraphernaux considérés suivant les principes & les usages des pays de droit écrit.

1°. Quelle est l'origine des Paraphernaux ? 2°. Quels biens doivent être réputés tels ? 3°. Quels

sont les droits de la femme relativement à l'administration, à l'aliénation & au recouvrement de ces biens ? 4°. Quelle est sur les mêmes objets la condition du mari ? Ces quatre questions font la matière de cette première partie : on les a déjà effleurées au mot BIENS , mais leur importance exige qu'on les approfondisse ici.

§. I. *De l'origine des biens Paraphernaux.*

Les Romains distinguoient deux sortes de femmes mariées ; les unes qu'ils appeloient *mères de famille* , les autres qu'ils qualifioient simplement *d'épouses* ou *de matrones*. Les premières n'avoient que des biens dotaux , parce que leur personne & tout ce qu'elles possédoient passaient en quelque sorte dans la propriété de leurs maris (*) ; les secondes pouvoient avoir des biens de trois espèces , des dotaux , des Paraphernaux & des réceptices ou particuliers.

Les biens dotaux étoient ceux que la femme apportoit à son mari pour soutenir les charges du mariage : la propriété en appartenait à celui-ci , mais elle n'étoit qu'imparfaite à son égard ; il étoit obligé de la restituer après la dissolution du mariage , & l'aliénation lui en étoit interdite.

Les biens Paraphernaux étoient ceux dont le mari n'avoit de droit que la simple possession , & qu'il pouvoit administrer lorsque la femme le lui permettoit.

La loi 9 , §. 3 , D. *de jure dotium* , remarque

(*) Voyez l'article DOR.

que les anciens Gaulois appeloient ce genre de biens , le pécule de la femme. *Cæterum si res dentur in eâ que Græci Parapherna dicunt , quæque Galli peculium appellant.* Elle ajoute qu'à Rome la femme avoit un petit registre des choses qu'elle avoit portées dans la maison de son mari pour son usage particulier , & que le mari signoit ce registre , qui par ce moyen étoit pour la femme un titre en vertu duquel elle pouvoit reprendre , après la dissolution du mariage , tous les effets dont il contenoit le détail.

Les biens réceptices ou particuliers étoient ceux dont le mari n'avoit ni la propriété ni la possession , que la femme n'apportoit point en la maison , & qu'elle gardoit à part soi , *quæ ex suis bonis uxor retinebat , neque ad virum trans mittebat , ea receptitia dicebantur* , dit Aulugelle , livre 17 , chapitre 7.

Cette dernière espèce de biens n'est plus connue , même dans les pays de droit écrit ; tous les biens de la femme y sont dotaux ou Paraphernaux.

On distingue deux sortes de Paraphernaux. La première espèce comprend les biens que la femme s'est réservés , soit expressément , soit tacitement , par son contrat de mariage. La seconde comprend tous les biens qui viennent à la femme pendant le mariage , soit par succession , soit par donation , soit par toute autre voie légitime ; on appelle ceux-ci biens adventifs : il en est fait mention dans les coutume d'Auvergne , chapitre 14 , article 1 , & de la Marche , articles 297 & 305.

§. II. *Quels biens doivent être réputés Paraphernaux ?*

C'est une grande question si tous les biens de la femme sont dotaux , lorsqu'ils ne sont pas expressement réservés en Paraphernaux. On convient assez généralement que si , par le contrat de mariage , la femme s'est constitué nommément quelque chose en dot , il n'y a de bien dotal que celui qu'elle a déclaré tel , & que le surplus est réservé en Paraphernal : c'est une suite de la maxime *inclusio unius est exclusio alterius* ; & c'est le vrai cas de l'arrêt du 6 juillet 1744, rapporté à l'article DOT.

La question est plus controversée lorsqu'il n'y a point eu de constitution de dot , & que néanmoins la femme a fait à son mari une tradition effective des biens qu'elle lui a apportés lors du mariage , ou qui lui sont échus depuis.

L'auteur de l'article que nous venons de citer , nous paroît avoir très-bien établi qu'il n'y a aucune différence entre ce cas & le précédent , & que , dans l'un comme dans l'autre , tout ce qui n'est point expressement stipulé dotal , doit être rangé dans la classe des biens Paraphernaux. Il est prouvé que telle est la jurisprudence du parlement de Toulouse , & aucun auteur ne dit que l'on ait jamais jugé autrement à Bordeaux , à Aix , ni à Grenoble.

On prétend , il est vrai , qu'il y a un usage contraire dans les pays de droit écrit qui ressortissent au parlement de Paris , & l'on cite à ce sujet un arrêt de la cour des aides du 13 mars

1739, par lequel, suivant Denifart, » il a été
 » jugé que les biens d'une femme mariée en
 » Beaujolois sans contrat de mariage, sont ré-
 » putés dotaux, & non Paraphernaux «.

Mais nous avons plusieurs observations à faire là-dessus. 1°. Dans l'ancien droit romain, c'étoit l'autorité maritale qui faisoit réputer dotaux tous les biens des femmes mariées *per coemptionem*, & que l'on appeloit par cette raison *mères de famille*. Or cette autorité a lieu dans les pays de droit écrit du ressort du parlement de Paris, comme dans les provinces de pur droit coutumier. Il ne seroit donc pas étonnant que ces pays eussent adopté l'usage dont on parle, & ce ne seroit pas une raison pour l'étendre aux ressorts des autres parlemens de droit écrit, où la puissance du mari sur la femme ne produit presque aucun des effets qui en résultent parmi nous.

2°. Ce prétendu usage n'est rien moins que justifié. M. Boucher d'Argis en avoit parlé dans son traité des gains nuptiaux, comme d'un point très-constant; mais son assertion a été critiquée par un ancien jurisconsulte de Lyon, dont la note est conçue en ces termes : » L'auteur pose
 » pour maxime, que par toute la France tous les
 » biens d'une femme sont dotaux, s'il n'y a ré-
 » serve de Paraphernaux; tout le monde est ici
 » dans un principe contraire, & l'on tient, que
 » lorsqu'une femme, pour avoir son bien ou
 » partie en Paraphernal, se contente de ne point
 » faire de constitution générale, ses biens sont
 » Paraphernaux. Ici concourent la loi, l'opinion
 » du palais, & la pratique; ainsi cela doit passer
 » pour maxime «.

3°. L'arrêt cité par Denifart ne juge pas notre question ; c'est ce que prouve la manière dont le rapporte l'auteur des notes sur Bretonnier , article *Paraphernaux* : » Par arrêt rendu en l'au-
» dience de la première chambre de la cour des
» aides , le 13 mars 1739 , plaidans MM. Griffon
» & Regnard , il fut jugé que les biens d'une
» femme mariée en pays de droit écrit , sans
» contrat de mariage , devoient payer la dette du
» mari , tant ceux qu'elle avoit lors du mariage ,
» que ceux qui lui étoient échus depuis , que
» l'on appelle communément biens adventifs ; ce
» qui semble juger que ces biens étoient dotaux.
» — L'espèce de cet arrêt étoit dans la province du
» Lyonnais , pays de droit écrit du ressort du
» parlement de Paris. Il s'agissoit du payement
» de la taille à laquelle le mari avoit été imposé à
» l'occasion d'un domaine acquis par sa femme
» depuis le mariage , & que par le contrat d'ac-
» quisition elle s'étoit expressément réservé en
» Paraphernal du consentement de son mari. On
» jugea néanmoins , au profit des habitans du lieu ,
» que la taille devoit être payée sur ce domaine.
» M. Bellanger , avocat général , avoit conclu au
» contraire. — On m'a dit que le motif de l'arrêt
» avoit été , que la clause du contrat d'acquisition
» étoit une contre-lettre contre le contrat tacite
» du mariage. — Pour moi , je crois que l'on
» auroit pu se déterminer encore par un autre
» motif , qui est , que le privilège de la taille est
» inhérent au fonds , qu'ainsi le domaine devoit
» la taille , sauf le recours de la femme contre
» son mari : cette dernière question ne fut point
» agitée ; ainsi je pense que cet arrêt n'a jugé
» autre chose , sinon que le privilège de la taille

» est réel, & non pas que les biens fussent des
» Paraphernaux «.

Il n'y a donc rien d'assuré & de positif, relativement à notre question, sur l'usage des pays de droit écrit du ressort du parlement de Paris; & par conséquent, dans ces pays comme dans les autres de la même espèce, il faut s'attacher aux principes & aux décisions des loix romaines, suivans lesquels tout ce qui n'est point expressément stipulé dotal, doit être réputé Paraphernal.

Il en faut cependant excepter les provinces d'Auvergne & de la Marche, qui ont sur ce point des loix particulières. La coutume de la première, chap. 14, art. 8, dit que » tous biens que la
» femme a au temps de ses fiançailles, sont tenus
» & réputés biens dotaux, s'il n'y a dot particulière constituée en traitant le mariage «. L'article 304 de la coutume de la Marche est conçu dans les mêmes termes.

M. de Catelan, liv. 4, ch. 56, demande » si
» la constitution faite par la femme de tous ses
» biens, sans dire *présens* & *à venir*, comprend
» les biens à venir «, ou si au contraire ceux-ci
sont Paraphernaux.

Voici ce qu'il répond: » Il a été jugé que
» cette constitution ne comprenoit que les biens
» présens, & non les biens à venir, le 27 mars
» 1668, en la première chambre des enquêtes, au
» rapport de M. de Cassaignau; & à mon rapport
» le 14 mai de la même année, au procès de
» Jean Vert & Raymonde Guimbert, mariés,
» d'une part; & Jeanne Clavière, d'autre «.

Peut-on, dans les pays coutumiers, imprimer par des stipulations particulières la qualité de Paraphernaux à des biens qui, par les dispositions

des coutumes , doivent être de nature dotale ? L'article 9 de l'ordonnance de 1731 suppose évidemment qu'on ne le peut pas , puisqu'en autorisant implicitement les femmes à accepter les donations qui leur sont faites pour leur tenir lieu de bien Paraphernal , il déclare que cela ne doit avoir lieu que » dans les pays où les femmes » mariées peuvent avoir des biens de cette qualité «. C'est d'ailleurs ce qui paroît avoir été jugé par un arrêt que Denisart nous retrace en ces termes : » Le vendredi 6 juillet 1759 , de relevé , on a plaidé en la grand'chambre la question » de savoir si la marquise de la Ferté , née en » Angleterre , & dont le contrat de mariage passé » en France avec le marquis de la Ferté , portoit , que les parties *n'entendoient s'éloigner en rien des loix , coutumes & usages de France & d'Angleterre* , pouvoit jouir de ses biens personnels situés en Angleterre , où la communauté de biens n'a pas lieu , & contracter des engagements sans l'autorité de son mari , pour avoir lieu sur ces biens comme Paraphernaux. Dans cette espèce , la marquise de la Ferté avoit tiré des lettres de change sur Lyon , & elles avoient été protestées. Il étoit prouvé qu'elle touchoit ses revenus personnels de Londres , par voie de lettres de change. La cause fut mise en débât ; & , par l'arrêt définitif du 6 septembre 1759 , la procédure & les lettres de change ont été déclarées nulles , comme le tout fait par une femme en puissance & sans l'autorisation de son mari «.

§. III. *Quel est le pouvoir de la femme relativement à ses biens Paraphernaux ?*

Suivant le droit romain , la femme est la maîtresse absolue de ses Paraphernaux. La loi 6 , C. *de revocandis donationibus* , lui permet de les donner sans le consentement ni la participation de son mari. Les loix 8 & 11 , C. *de pactis conventis* , lui laissent le droit d'exercer seule , tant en demandant qu'en défendant , toutes les actions qui concernent ces sortes de biens.

La jurisprudence du parlement de Toulouse est conforme à ces textes. M. de la Rocheffavin en rapporte un arrêt du 19 avril 1605 , qui juge que la femme n'a pas besoin de l'autorité de son mari pour disposer de ses Paraphernaux. M. de Catelan , liv. 5 , ch. 68 , en rend le même témoignage : « La femme , dit-il , est maîtresse » de ses biens Paraphernaux ; elle est , dans le » commerce & l'économie de ses biens , indépen- » dante de l'autorité de son mari ; elle peut donc » les vendre sans sa participation «.

On juge de même au parlement d'Aix. Boniface , tom. 1 , liv. 7 , tit. 3 , ch. 3 , nous en fournit un arrêt du 27 mars 1645 , qui confirme la donation faite par une femme de ses biens Paraphernaux en l'absence & par conséquent sans le concours de son mari.

Telle est aussi la jurisprudence du parlement de Bordeaux. La Peyrere , lettre D , n°. 122 , dit que la femme peut , en droit écrit , donner ses biens Paraphernaux sans l'autorité de son mari , & qu'il en a été ainsi jugé par arrêt du 27 juin 1662 , dans une affaire de Limoges. L'auteur des

maximes journalières, qui a écrit suivant les usages du même tribunal, dit au mot *Paraphernaux*, maxime 6, que la prescription court contre la femme, même pendant le mariage, pour ce qui concerne les Paraphernaux; & la raison qu'il en donne, est que, n'ayant pas besoin de l'autorité de son mari à cet égard, elle peut agir & interrompre la prescription.

Le parlement de Grenoble a également adopté ces principes. Chorier sur Guypape, p. 229, n°. 3, en cite un arrêt du premier juillet 1677, par lequel il a été jugé que la femme peut s'obliger valablement pour raison de ses biens adventifs, sans l'autorité de son mari.

Les coutumes d'Auvergne & de la Marche, c'est-à-dire, les deux seules qui, dans le ressort du parlement de Paris, reconnoissent l'usage des Paraphernaux, se sont aussi conformées en cette matière aux décisions des loix romaines.

La première déclare, chapitre 14, article 1, que la femme est sous la puissance de son mari, » excepté quant aux biens adventifs ou Paraphernaux, desquels elle est réputée mère de famille » & dame de ses droits ». L'article 9 du même chapitre porte, que la femme, constant son mariage, peut » disposer à son plaisir & volonté, » sans le consentement de son mari, par quelque » contrat que ce soit, de ses biens Paraphernaux » & adventifs au profit de ses enfans & autres » personnes quelconques ».

Suivant l'article 305 de la seconde, » la femme » peut disposer de ses biens Paraphernaux ou » adventifs par titre onéreux, durant son mariage, sans l'autorité de son mari; mais, à titre » lucratif, elle n'en peut disposer entre vifs à per-

» sonne quelconque , sinon en faveur du mariage , ou par donation mutuelle à son dit mari «.

Bretonnier fait sur la disposition de ces deux loix municipales une observation qui trouve naturellement ici sa place : » C'est une chose bien singulière , dit-il , que dans ces coutumes qui sont » du ressort du parlement de Paris , la femme » puisse disposer de ses biens Paraphernaux sans » l'autorité de son mari , & que , dans les pays » de droit écrit du ressort de la même cour , elle » ne puisse pas le faire sans être autorisée par » son mari , quoique les loix lui en donnent la » liberté entière. Le comique dit que la justice » est bien mal meublée , mais l'on peut dire qu'elle » est habillée d'une manière bien bizarre «.

C'est au mot *Paraphernaux* que Bretonnier s'explique ainsi ; dans un autre endroit du même article , il développe en ces termes les usages du Lyonnais sur ce point : » La femme a l'administration & la jouissance (de ses biens Paraphernaux) , indépendamment de son mari , » mais elle ne peut disposer , vendre , engager » ou donner la propriété , sans le consentement » de son mari. Il y a plus , elle ne peut intentionner aucune action , même pour raison des jouissances , sans l'autorité de son mari , parce que , » dans les pays de droit écrit du ressort du parlement de Paris , les femmes mariées ne peuvent contracter ni ester en jugement sans l'autorité de leurs maris , même pour raison des biens Paraphernaux , soit adventifs ou autres..... » Le même usage est observé dans les provinces » de Bresse , Bugey , Gex & Valromey , qui sont » des pays de droit écrit du ressort du parlement » de Dijon , suivant le témoignage de Revel sur

» les statuts de ces provinces , page 289 , & de
 » Collet sur les mêmes statuts , liv. 5 , pag. 169 «.

Il faut observer en passant , que les femmes des pays de droit écrit du ressort du parlement de Paris , n'ont pas toujours été regardées par cette cour , comme incapables d'agir sans l'autorisation de leurs maris. Il y a dans Papon , livre 7 , titre 1 , n°. 75 , un arrêt du 28 mars 1528 , qui déclare valable une procédure faite avec une femme non autorisée de son mari. Mais l'additionnaire de cet auteur dit » que le contraire a
 » depuis été jugé , à savoir , que la femme ma-
 » riée en pays Lyonnois de droit écrit , n'est en
 » la puissance de son père , ains de son mari ,
 » & que par le mariage des filles par toute la
 » France , la puissance paternelle cesse , & est
 » transférée au mari. Le 19 juin 1593 «.

Quoi qu'il en soit , la différence qu'il y a sur cette matière entre l'usage des pays de droit écrit qui ressortissent au parlement de Paris , & celui des parlemens de Toulouse , de Grenoble , de Bordeaux & d'Aix , se fait remarquer jusque dans la manière dont l'article 9 de l'ordonnance de 1731 permet aux femmes d'accepter , sans le secours de l'autorisation maritale , les donations qui leur sont faites de biens stipulés Paraphernaux. Cet article porte , » que les femmes
 » mariées , même celles qui ne seront commu-
 » nes en biens , ou qui auront été séparées par
 » sentence ou par arrêt , ne pourront accepter
 » aucune donation entre vifs , sans être autorisées
 » par leur mari ou par justice à son refus. N'en-
 » tendons néanmoins rien innover sur ce point à
 » l'égard des donations qui seroient faites à la
 » femme pour lui tenir lieu de bien Parapher-

nal , dans les pays où les femmes mariées peuvent avoir des biens de cette qualité «.

Ces mots , *n'entendons rien innover* , font voir que le législateur a laissé subsister la différence dont nous venons de parler. Il faut donc s'en tenir à l'usage ancien , distinguer , comme auparavant , les provinces de droit écrit qui sont du ressort du parlement de Paris , d'avec celles qui n'en sont pas , & décider que dans les premières une femme mariée ne peut accepter , sans l'autorité de son mari , une donation qui lui est faite pour lui tenir lieu de bien Paraphernal , & que dans les secondes elle le peut indistinctement.

§. IV. *Quels sont les privilèges de la femme pour la répétition de ses Paraphernaux dissipés par son mari ?*

La loi dernière , *C. de pactis conventis* , parlant des dettes actives qui tiennent à la femme lieu de Paraphernal , & dont elle a autorité de son mari de faire le recouvrement , porte , qu'elle a pour les répéter contre lui une hypothèque sur les effets qu'il lui a spécialement affectés à cette fin par le contrat de mariage , sans pouvoir prétendre de privilège sur les autres biens ; mais que s'il n'y a pas eu de stipulation sur ce point par le contrat de mariage , elle doit avoir une hypothèque tacite & générale. *Et si quidem in dotali instrumento hypotheca pro his nominatim à marito scripta sint , his esse mulierem ad cautelam suam contentam ; sin autem minimè hoc scriptum inveniatur , ex presenti nostrâ lege habeat hypothecam contra res mariti , ex quo pecunias ille exegit.*

Cette hypothèque n'a plus lieu dans le ressort

du parlement de Paris , que sur les immeubles. M. Bouguier , lettre Q , §. 14 , rapporte un arrêt rendu sur un appel de la sénéchaussée de Lyon , par lequel il a été jugé que la femme d'un failli devoit être préférée sur les meubles pour sa dot & son augment , mais *que pour le payement des Paraphernaux elle viendroit à contribution avec les autres créanciers.*

C'est une question si l'hypothèque dont il s'agit , lorsqu'il y a des biens propres à en recevoir l'impression , doit dater du jour du mariage , ou seulement de celui des aliénations faites ou des payemens reçus par le mari. Le parlement de Bordeaux est dans l'usage de colloquer la femme du jour du contrat de mariage : la Peyrere (*) nous en a conservé un arrêt du 7 août 1670.

La même chose a été jugée au parlement de Paris , par arrêt du 22 juin 1695 , confirmatif d'une sentence du bailliage de Mâcon du 5 septembre 1692. L'espèce en est remarquable , & les moyens sur lesquels il a été rendu méritent d'être ici rapportés en substance.

Le 4 juin 1640 , Jean Durand , demeurant à Saint-Amour près de Mâcon , maria Dimanche Durand sa fille , à Claude Ravinet , & lui donna 1200 livres de dot : par le contrat de mariage , la communauté fut stipulée entre les deux conjoints , & l'hypothèque donnée de ce jour à la femme pour la répétition de sa dot.

Le 15 juillet 1641 , Claude Ravinet , Guillaume Ravinet son cousin , & César-Charles , prirent à bail du nommé Villot les dîmes de Vinzelles. En conséquence de ce bail , Villot les

(*) Edition de 1706 , lettre C , n. 148.

fit condamner, dans la suite, à lui payer 152 livres, d'une part, & 305 livres, d'autre, avec les intérêts.

Le 9 juillet 1654, Pierre de Saint-Martin institua ses héritiers par son testament, Dimanche & Anne Durand ses nièces. Elles vendirent à Pierre Cheñard un bien situé à Varennes, qui faisoit partie de cette succession. Dimanche Durand laissa toucher à Claude Ravinet son mari une somme de 1000 livres, qui lui en revenoit pour sa part, & qu'il dissipa.

En 1655, Guillaume Ravinet paya 414 livres en l'acquit de Claude Ravinet, sur le bail par eux pris des dîmes de Vinzelles. Les héritiers de Guillaume Ravinet firent dans la suite un transport de cette dette à Benoît Durand, qui en conséquence demanda que les biens acquis des héritiers de Claude Ravinet, par Philbert de la Balmondierie, président aux traites foraines établies à Mâcon, fussent déclarés affectés & hypothéqués à cette somme de 414 livres.

Le sieur de la Balmondierie répondit que ces biens lui avoient été vendus par les héritiers bénéficiaires de Claude Ravinet & de Dimanche Durand sa femme; qu'ainsi, exerçant les droits de celle-ci, dont l'hypothèque remontoit au 4 juin 1640, jour de son contrat de mariage, il se trouvoit le plus ancien créancier, & rendoit entièrement inutile la demande en déclaration d'hypothèque formée par Benoît Durand.

Durand répliquoit que Dimanche Durand n'avoit hypothèque du jour de son contrat de mariage que pour les 1200 livres de sa dot, & non pas pour le bien à elle échu de la succession de Pierre de Saint-Martin, qui lui faisoit un bien Paraphernal dont elle avoit la disposition entière, & que son mari & elle avoient vendu conjointe-

ment ; qu'en ayant laissé volontairement toucher les deniers à son mari , elle n'avoit hypothèque pour le remploi de ces deniers que du jour de la vente.

Le sieur de la Balmondierie opposa à ces raisons la communauté stipulée par le contrat de mariage de Claude Ravinet & sa femme , & soutint que le mari ayant , en conséquence de cette communauté , disposé de ce bien , la femme devoit nécessairement avoir pour le remploi qui lui en étoit dû , son hypothèque du jour de son contrat de mariage.

Sur la contestation intervint sentence au bailliage de Mâcon le 5 septembre 1692 , qui débouta Benoît Durand de sa demande. L'appel porté au parlement de Paris , & distribué en la cinquième chambre des enquêtes au rapport de M. de Maiffart , on disoit , pour soutenir la sentence , que comme le mineur a hypothèque sur les biens de son tuteur du jour de son acte de tutelle , & non pas du jour que le tuteur a reçu les revenus des biens de son mineur , la femme a de même son hypothèque sur les biens de son mari du jour de son contrat de mariage , pour tout ce qui peut lui appartenir , étant *in perpetuâ tutelâ mariti*.

Suivant les loix 29 & 30 , *cod. de jure dotium* , & un autre texte du titre , *qui potiores in pignore habeantur* , la femme a un privilège non seulement pour sa dot , mais encore pour l'augmentation faite depuis à sa dot , sur tous les créanciers antérieurs à cette augmentation , à moins qu'elle ne soit suspecte de fraude à l'égard des créanciers , suivant la nouvelle 97 , chapitre 2.

L'hypothèque de la femme , qui est purement légale dans le droit , ne l'est parmi nous qu'au défaut de contrat de mariage ; quand il y en a

un, il donne lieu à une hypothèque conventionnelle qui fait cesser la légale, & qui ne s'acquiert en France que par l'autorité du roi & par le ministère de ses officiers.

La femme n'auroit point d'hypothèque pour le remploi de son bien aliéné, si elle ne la tiroit de son contrat de mariage; car lorsque le mari vend le bien de sa femme conjointement avec elle, il ne se fait point de convention qu'elle aura son hypothèque pour le remploi de son bien aliéné, sur ceux du mari; elle n'a donc point d'autre hypothèque que celle qui lui est donnée par son contrat de mariage, *ex quo pecunias exegit*; ce qu'on ne doit pas entendre *ex quo tempore exegit*, mais simplement *ex eo quo exegit*, qui est le véritable sens de la loi 11, *cod. de pactis con-*
ventis. Si la loi *si constante matrimonio*, *cod. de donationibus ante nuptias*, ne fait pas remonter l'hypothèque au jour du mariage, c'est à cause de la convention particulière qui naît entre le mari & la femme, de l'augmentation de sa dot & de la donation; encore cette loi, qui est de l'empereur Justin, paroît-elle avoir été abrogée par la nouvelle 97 de Justinien son fils.

Ce n'est point la réception actuelle des biens de la femme, qui produit son hypothèque sur les biens de son mari; c'est le titre qui lui a donné le droit de les recevoir en lui donnant la qualité de mari, & ce titre n'est autre chose que son contrat de mariage; car si, par malice ou par négligence, il n'avoit pas reçu les biens de sa femme, il ne laisseroit pas d'en être responsable; autrement, il pourroit, en ne les recevant point, ou en différant de les recevoir, retarder & même rendre inutile l'hypothèque de sa femme par des emprunts qu'il feroit auparavant.

L'hypothèque de la femme est donc indivisible ; elle ne peut être d'un jour pour certains biens , & d'un autre jour pour d'autres. C'est ce qui a été jugé par un nombre infini de sentences des juges de Mâcon , dont une a été confirmée par arrêt rendu en la première chambre des enquêtes le 11 août 1683. C'étoit à la vérité dans le cas de biens venus par succession directe ; mais on n'a jamais fait sur cette matière aucune distinction entre les biens échus à la femme en ligne directe , & ceux à elle échus en collatérale.

Enfin Ravinet , en stipulant par son contrat de mariage une communauté avec sa femme, a dérogé aux loix de droit écrit , pour se soumettre au droit coutumier ; ce qui lui a donné le droit d'entrer en jouissance de tous les biens de sa femme indistinctement , même des Paraphernaux , & d'en disposer. Il en a effectivement disposé , & le prix en est entré dans sa communauté ; par conséquent l'hypothèque du emploi ou de ce prix doit remonter au jour du contrat de mariage.

Tels étoient les moyens par lesquels l'intimé soutenoit la sentence juridique.

De la part de Durand , appelant , on disoit au contraire , que l'impuissance où est un mineur d'administrer ses biens lui-même , rendant l'administration d'un tuteur nécessaire , il avoit bien fallu établir son hypothèque du jour de l'acte de tutelle , qui est le titre de son administration ; mais qu'il n'en est pas de même à l'égard des biens de la femme ; car si son mari essuye un dérangement notable dans ses affaires , & donne lieu de craindre une insolvabilité prochaine , elle peut conserver sa dot en demandant la séparation de biens.

Quant à ses Paraphernaux, le mari ne les peut aliéner sans son consentement ; ainsi , lorsqu'elle veut bien qu'ils soient vendus & que son mari en touche les deniers, il est constant qu'elle n'a pas hypothèque pour la restitution de ces deniers, si ce n'est du jour de l'aliénation.

Le privilège de la femme pour l'augmentation de sa dot , n'avoit lieu autrefois , suivant la plupart des interprètes ; que contre les créanciers qui avoient une hypothèque expresse , antérieure à l'augmentation de sa dot ; encore mettoit-on de la différence entre cette augmentation & le bien Paraphernal de la femme ; mais depuis , ce privilège a cessé.

La qualité de mari qui a pu servir de motif à la femme pour confier au sien son bien Paraphernal , n'a pas donné au mari le droit d'en disposer au préjudice de sa femme , puisque la loi 8 , *cod. de pactis conventis* , lui en interdit expressément la disposition.

Il est vrai que le contrat de mariage a donné lieu à une hypothèque conventionnelle , mais cette hypothèque est limitée à ce qui a été constitué en dot ; il en a fallu une légale pour les biens Paraphernaux non compris dans la constitution dotale. C'est ce qui est établi par la loi *si mulier* , *cod. de pactis conventis* , parce que l'hypothèque conventionnelle ne comprend , comme la loi le marque , que ce qui est écrit *in instrumento dotali* ; mais à l'égard de ce qui n'y est point écrit & de ce qui n'a pas pu l'être , n'étant échu que plusieurs années après , *ex presenti nostrâ lege habeat hypothecam contra res mariti , ex quo pecunias ille exegit.*

Ex eo quo , ou *ex inde quo* , est une explica-

tion contraire à celle de tous les interprètes, & précisément à la loi, *si constante matrimonio, cod. de donationibus ante nuptias: jura autem*, dit cette loi, *hypothecarum quæ in augenda dote vel donatione fuerint, ex eo tempore initium accipiant ex quo eadem hypotheca contractæ sunt, & non de prioris dotis vel ante nuptias donationis tempora referantur.*

Bien loin que le second chapitre de la nouvelle 97 de Justinien, change rien à la constitution de Justin son père, il en parle au contraire avec éloge, & rapporte la raison de la restriction qu'il donne au privilège de l'augment de la dot. *Quod ab initio factum est in toto sine suspitione est; quod autem postea machinatum est contra creditores, hoc ipso introducit meditationem; & ladi homines ex dato à nobis privilegio dotibus nullò volumus modo.* Ces termes ne peuvent être appliqués dans un cas où il n'y a point de contrat de mariage rédigé par écrit; l'espèce de la loi *si mulier*, étant d'un contrat de mariage écrit, *sine autem in instrumento dotali, &c.*

C'est un mauvais moyen de dire, que faute d'être convenu, lors de l'aliénation, que la femme aura hypothèque pour le emploi de son bien aliéné, elle ne peut avoir que celle qui lui est donnée par son contrat de mariage. On convient qu'elle a hypothèque, mais cette hypothèque n'est pas conventionnelle; l'empereur ne lui a donné en ce cas qu'une hypothèque légale, par une loi qui en a fixé l'époque au jour que le mari a reçu le prix de la vente, *ex quo pecunias exegit.*

Il ne peut arriver de là à cette femme aucun dommage qui ne soit volontaire; car si le mari diffère de recevoir le prix de la vente, & fait
cependant

cependant des emprunts , *volenti non fit injuria* , la femme étant par la loi maîtresse d'empêcher cette vente , qui sera nulle de plein droit si le mari vend seul. Si elle vend conjointement avec lui , elle peut recevoir elle-même les deniers. Si elle veut bien les laisser toucher à son mari , & que cependant il vienne à emprunter , elle doit se l'imputer. La loi a cru faire assez pour elle , en empêchant que la vente de son bien se fasse malgré elle , & en fixant son hypothèque pour la répétition du prix , au jour qu'elle en a fait elle-même l'aliénation.

Sans la disposition de la loi *si mulier* , la femme n'auroit qu'une simple action pour la répétition de son bien Paraphernal aliéné , & non pas une hypothèque ; c'est l'empereur qui lui en donne une par cette loi , car on ne peut avoir d'hypothèque qu'en vertu de la loi ou d'une convention.

L'indivisibilité de l'hypothèque est mal opposée par l'intimé ; car dans l'espèce particulière la femme a deux différentes hypothèques , l'une conventionnelle pour ce qu'elle a apporté en dot , l'autre tacite & légale pour ce qu'elle a laissé toucher à son mari de son bien Paraphernal. Cela est si vrai , que si une femme séparée de biens & en jouissance de ses immeubles , les vendoit , & en laissoit toucher le prix à son mari , elle n'auroit hypothèque sur les biens pour la restitution de ce prix , que du jour de la vente.

Il ne paroît pas que les sentences que l'intimé allègue en sa faveur , aient été rendues dans une espèce semblable à celle dont il s'agit ; c'est ce qu'on ne peut voir que par la présentation des contrats de mariage sur lesquels elles ont été rendues. Quant à l'arrêt qui a confirmé une de

ces sentences , il s'y agissoit de biens échus en ligne directe , qui ont d'autres privilèges que ceux échus en ligne collatérale ; on a toujours mis en droit une grande différence *inter dotem profectitiam* , & *dotem adventitiam*.

L'intimé a encore moins de raison de dire que Ravinet , en stipulant une communauté entre lui & sa femme , a dérogé au droit écrit. Si le droit écrit défendoit les associations entre le mari & la femme , ils y dérogeroient effectivement s'ils en faisoient ; mais il ne les défend pas plus entre eux qu'entre étrangers. C'est le droit écrit qui a introduit les sociétés , dont la communauté entre mari & femme est une espèce. Celle qui a été stipulée entre Ravinet & sa femme , a bien donné à Ravinet le droit de jouir des revenus du bien Paraphernal de sa femme , comme de ceux de son bien dotal ; mais elle ne lui a pas donné le droit de disposer du fonds , de la même manière qu'en pays coutumier il ne peut pas disposer d'un propre de sa femme , la stipulation de communauté ne donnant au mari que la jouissance des revenus du bien de la femme , & sa moitié dans les acquisitions faites pendant le mariage , qu'on appelle *conquêts* ; mais il ne peut , sur le fondement de la communauté , convertir en conquêts les propres d'une femme.

Suivant l'article 439 de la coutume de Bretagne , qui est pays coutumier , la stipulation de communauté ne donne pas à la femme , pour tous ses immeubles vendus , une hypothèque antérieure à la vente ; pourquoi donc à Mâcon , qui est pays de droit écrit , une pareille stipulation seroit elle remonter l'hypothèque de la femme , pour la restitution du prix de son bien Para-

phernal, plus haut que la vente, & jusqu'au jour du contrat de mariage, lorsque cette hypothèque est précisément fixée au jour de la vente & réception du prix par une loi expresse, dont on ne peut non plus se départir en pays de droit écrit, que d'un article de coutume en pays coutumier?

Nonobstant ces raisons, la sentence des juges de Mâcon a été confirmée par arrêt du 22 juin 1695.

» Cette question, dit Augeard, partagea les
 » avocats au palais, & fit beaucoup de difficulté
 » à la chambre. Le principal motif, ou, pour mieux
 » dire, le seul qui déterminâ les juges, fut la
 » stipulation de communauté entre Ravinet &
 » sa femme, & un certain esprit de faire préva-
 » loir notre usage ordinaire, à d'autres auxquels
 » on n'est pas accoutumé «.

On a élevé au parlement de Toulouse la question de savoir qui devoit être préféré ou des enfans d'un premier lit pour la répétition des Paraphernaux de leur mère, ou d'une seconde femme pour le recouvrement de sa dot; & il a été jugé, dit M. de Catelan, livre 4, chapitre 22, par arrêt rendu » en la seconde chambre des
 » enquêtes, le 12 décembre 1669, que les en-
 » fans du premier lit, mineurs de 25 ans, doi-
 » vent être préférés sur les biens de leur père
 » généralement saisis, à la dot de la seconde
 » femme, pour les droits Paraphernaux de leur
 » mère, que leur père, comme administrateur de
 » leurs biens, avoit reçus avant le second ma-
 » riage. On n'y regarda point que les enfans
 » n'avoient pas dénoncé leur hypothèque à la
 » seconde femme, & on jugea qu'il ne falloit

» pas leur imputer de n'avoir pas fait ce que leur
 » âge & le respect paternel les avoient empêchés
 » de faire «.

§. V. *Quelle est la condition du mari à l'égard
 des biens Paraphernaux de sa femme ?*

Cette question peut être considérée sous deux
 faces ; 1°. par rapport à la disposition ; 2°. par rap-
 port à l'administration des Paraphernaux.

Le mari n'a comme tel aucun droit de disposer
 des biens de cette nature , mais la femme peut
 le lui donner par un consentement exprès. » Il
 » est son procureur plus naturel , dit M. de
 » Catelan , livre 5 , chapitre 68 , tout cela est
 » dans l'ordre. Le mari qui vend peut en rece-
 » voir l'argent ; c'est une suite du pouvoir de
 » vendre : cependant dans un cas de cette nature ,
 » & où ces conjonctures étoient même accom-
 » pagnées de celle de la garantie , à quoi le mari
 » procureur s'étoit obligé , & de celle de l'omission
 » de faire ratifier la vente par sa femme , les soup-
 » çons de la trop grande impression de la révérence
 » maritale formèrent un doute en la seconde
 » chambre des enquêtes , au rapport de M. de
 » Nupce-Florentin , sur la contestation entre les
 » enfans héritiers de la femme , & l'acquéreur
 » qui avoit acheté du mari. Les enfans héritiers
 » faisoient valoir toutes les susdites conjonctures ,
 » qu'ils disoient faire , à l'égard de la crainte ou
 » fraude intervenue dans la vente , une de ces
 » présomptions de droit qui n'ont pas besoin
 » de preuve ; pouvoir de vendre sans expression
 » de cause , argent reçu par le mari , son obli-
 » gation à la garantie , point de ratification pour

» la femme ; après toutes lesquelles circonstan-
 » ces , il n'étoit plus permis , disoient - ils , de
 » douter que le mari n'eût abusé de l'autorité
 » maritale pour vendre à son profit les biens de
 » sa femme. Mais elles ne purent prévaloir sur
 » les règles ordinaires , & ces enfans , qui n'of-
 » froient pas de prouver autrement la fraude &
 » la violence , perdirent leur cause. La faveur qui
 » suit les acquéreurs soutint l'acquisition contre
 » toutes les présomptions alléguées. On opposoit ,
 » il est vrai , aux héritiers de cette femme , qu'elle
 » avoit vécu 20 ans après la procuration & vente ,
 » sans se pourvoir contre. Mais cette raison ne fut
 » pas considérée , & on ne crut pas qu'elle donnât
 » une fin de non recevoir , bonne à opposer à un
 » acte prétendu fait par crainte , dans un cas
 » où cette crainte étant une fois supposée , il au-
 » roit fallu présumer qu'elle avoit toujours du-
 » ré , parce que le mari avoit survécu à la
 » femme. Ainsi le temps n'auroit pu courir contre
 » la femme , le temps ne courant pas tandis que
 » la crainte dure « .

A l'égard de l'administration , nous avons deux
 coutumes qui la déferent de plein droit au mari ,
 & qui même en font résulter pour lui un gain
 absolu de tous les fruits qui naissent ou étoient
 pendant le mariage. Ces coutumes sont Bor-
 deaux & la Marche ; en voici les termes :

» Le mari a l'administration des fruits de tous
 » & chacun les biens de sa femme , en quelque
 » lieu qu'ils soient assis , pendant & durant leurdit
 » mariage , lesquels fruits sont dudit mari , &
 » d'iceux peut faire son plaisir & volonté sans
 » qu'il soit tenu en rendre compte & reliquat
 » aux héritiers de sa femme après le décès

» d'icelle , si elle a précédé , si le contraire
 » n'étoit accordé au contrat de mariage , en
 » portant les charges desdits biens ; aussi les
 » dettes de sa femme & de la succession échue
 » à elle , seront pris sur lesdits biens «. Bor-
 deaux , article 42.

» Le mari a l'administration des biens de sa
 » femme constant le mariage , soient lesdits biens
 » dotaux , adventifs ou Paraphernaux , & en fait
 » les fruits siens tant que le mariage dure «. La
 Marche , article 297.

Ces coutumes sont contraires , dans l'un & l'autre objets de leurs dispositions , aux maximes du droit romain & aux usages des autres pays de droit écrit.

La loi 8 , *C. de pactis conventis* , défend au mari de s'immiscer dans les biens Paraphernaux de sa femme , & d'y prendre aucune part malgré elle. *Hac lege decernimus ut vir in his rebus quas extrâ dotem mulier habet , quas Græci Parapherna dicunt , nullam , UXORE PROHIBENTE , habeat communionem , nec aliquam ei necessitatem imponat.* Ce texte ôte à la fois au mari , & le pouvoir d'administrer les biens Paraphernaux , & le droit de s'en approprier les fruits lorsque la femme le lui défend , *uxore prohibente.*

Faut-il donc une défense expresse de la part de la femme , pour empêcher le mari d'administrer & de faire les fruits siens ? l'affirmative est incontestable pour la simple administration. Tous les auteurs établissent que le consentement tacite de la femme suffit à cet égard pour donner au mari tout pouvoir ; & il y a dans le code deux loix qui confirment positivement cette opinion.

La loi 21, C. de *procuratoribus*, décide que le mari peut agir sans procuration dans toutes les instances concernant les biens de sa femme, parce qu'il en est naturellement le procureur né; mais que, si elle lui a donné une procuration à cette fin, il ne peut s'écarter des bornes dans lesquelles cet acte le renferme (*).

La loi 11, C. de *pañlis conventis*, porte que le débiteur d'une somme Paraphernale peut valablement la payer au mari sur un mandement de la femme, sans que le premier soit tenu de donner caution de faire ratifier la quittance par la seconde, & même que la remise faite par la femme au mari de ses titres de créances Paraphernales, autorise suffisamment celui-ci à en faire le recouvrement (**).

La première partie de cette loi a servi de motif à un arrêt du parlement de Bordeaux, du 19

(*) *Maritus citrà mandatum in rebus uxoris cùm solemni satisfatione & aliâ observatione, intercedendi liberam habeat facultatem, ne fœminæ persequendæ litis obtentu in contumeliam matronalis pudoris irreverenter irruant, & conventibus virorum vel judiciis interesse cogantur. Sin autem mandatum susceperit licet maritus sit, id solum exequi debet, quod procuratio emissâ præscripserit.*

(**) *Si mulier marito suo nomina, id est, fœneratitias cautiones quæ extrâ dotem sunt, dederit, ut loco Paraphernarum apud maritum maneat, & hoc dotali instrumento fuerit adscriptum: utrùmne habeat aliquas ex his actiones maritus, sive directas, sive utiles, an penes uxorem omnes remaneant, & in quem eventum dandæ sint marito actiones, quærebatur. Sarcimus itaque, si quid tale evenierit, actiones quidem omnino apud uxorem manere, licentiam autem marito dari easdem actiones movere apud competentes judices, nullâ ratihabitione ab exigendâ.*

février 1644 , par lequel un mari insolvable fut déchargé de donner caution pour recevoir , du consentement de sa femme , une somme de deniers Paraphernaux. Cette décision est rapportée par la Peyrere , édition de 1717 , lettre D , n^o. 100.

Il y a plus de difficulté sur la question de savoir si le mari fait siens les fruits des Paraphernaux qu'il perçoit du consentement tacite de sa femme. On peut voir dans Bretonnier combien varient là-dessus les sentimens des docteurs. Nous ne nous arrêterons pas à les analyser ; le flambeau des loix & la jurisprudence sont pour nous des guides plus sûrs ; bornons nous aux décisions des premières & aux éclaircissemens de la seconde.

La loi 11 , C. de *pañtis conventis* , qui veut , comme on l'a déjà remarqué , que le consentement tacite de la femme suffise au mari pour recevoir les dettes actives qu'elle s'est réservées en Paraphernal , ajoute , que le mari doit employer au profit de sa femme les capitaux de ces dettes , mais qu'à l'égard des intérêts , il peut s'en servir pour leur usage commun. *Sancimus itaque , si quid tale evenerit , actiones quidem apud uxorem manere , licentiam autem marito dari easdem actiones movere apud competentes judices , & usuras quidem eorum circa se & uxorem expendere , pecunias autem fortis quas exegerit , servare mulieri , vel in causas ad quas ipsa voluerit distribuere.*

Ce qu'a décidé ce texte pour les intérêts qui sont des fruits civils , doit sans contredit s'appliquer aux fruits des héritages : il y a entre les uns & les autres parité absolue de raison , & par conséquent nécessité d'étendre à ceux-ci la loi qui règle expressément le sort de ceux-là. Cela

est d'autant plus certain, qu'en général les fruits des héritages se règlent par les mêmes principes que les intérêts, suivant la loi 34, D. de *usuris & fructibus*.

Il faut donc tenir pour constant que la volonté tacite de la femme est pour le mari un titre qui le met en droit de s'approprier en partie les fruits des Paraphernaux.

Nous disons en partie, parce que, comme l'on vient de voir, le mari est obligé d'employer les fruits, tant à l'usage de sa femme qu'au sien.

Ménochius soutient cependant que le mari n'est point comptable des fruits qu'il a perçus du consentement de sa femme sans les employer à leur usage commun. » Je ne crois pas cette » opinion juridique, dit Breronnier; car elle est di- » rectement contraire à la loi, qui charge expresse- » ment le mari d'employer les intérêts à l'usage » commun de lui & de sa femme «.

Y a-t-il à cet égard quelque différence entre les fruits naturels & les fruits industriels? Accurse, sur la loi 11, C. de *pactis conventis*, dit que le mari ne profite pas des premiers, & qu'il est obligé de les rendre à sa femme, parce qu'ils ne lui coutent aucun soin ni dépense. Guypape, question 468, adopte la même distinction, & dit l'avoir vu confirmer par arrêt : *secundum hanc distinctionem tanquam verioremi vidi judicari*. Il ajoute que son opinion est fondée sur la loi 45, D. de *usuris & fructibus*, où il est dit qu'en vertu de la donation faite entre un mari & une femme pendant le mariage, celui qui a perçu les fruits industriels n'est pas obligé de les rendre, mais qu'il doit restituer les fruits naturels. Guypape se vante même d'avoir trouvé le pre-

» mier un texte aussi précis. Mais, dit Bretonnier,
 » il n'a pas pris garde que ce texte ne convient
 » pas à l'espèce dont il s'agit, parce que cette loi est
 » dans le cas de la perception des fruits en vertu
 » d'un titre qui n'est pas valable, & qu'en ce cas
 » celui qui a perçu les fruits est tenu de les rendre
 » à l'autre, *si factus est locupletior*; ainsi que
 » cela est décidé dans la loi 5, §. 18, D. de
 » *donationibus inter virum & uxorem* «.

Despeisses rejette pareillement la distinction de Guypape. Voici comme il s'exprime, tome 1, page 431 : » Le mari ni ses enfans ne sont pas
 » tenus à la restitution desdits fruits ni à la va-
 » leur, lorsque lesdits fruits ayant été perçus de
 » la volonté de la femme, ne sont plus en na-
 » ture, non seulement lorsqu'il est question des
 » fruits industriels, mais aussi des fruits naturels
 » consumés à l'usage commun des mariés;
 » comme il se juge tous les jours, & notam-
 » ment à la chambre de l'édit de Castres, au
 » rapport du sieur de Suc, en septembre 1618,
 » suivant la Nouvelle de Valentinien, de *fructibus*
 » *inter maritum & uxorem expensis*, au code
 » Théodosien, & ce qui est dit des intérêts des
 » dettes Paraphernales exigées & employées par
 » le mari à l'usage commun des mariés «.

Chorier, dans sa jurisprudence de Guypape, a enchéri sur l'auteur qu'il commentoit. Il dit que les fruits, soit naturels, soit industriels des biens adventifs, sont si absolument propres à la femme, & si éloignés de toute obligation de contribuer aux dépenses de la famille, que s'ils y ont été employés, & qu'il ne paroisse pas clairement & évidemment qu'elle l'a bien voulu, le mari ou ses héritiers n'en éviteront point le paye-

ment, quoiqu'il les ait consumés dans sa famille, & qu'il n'en soit pas devenu plus riche; ce qui a, dit-il, été jugé par deux arrêts du parlement de Grenoble, l'un du 9 juillet 1614, l'autre du 17 mai 1615.

Cette opinion est un vrai paradoxe, & il est faux que le parlement de Grenoble l'ait jamais adoptée. Basset, connu pour un auteur plus exact que Chorier, rapporte, livre 4, titre 5, chapitre 6; quatre arrêts de cette cour qui ont jugé directement le contraire; & entre ces quatre arrêts, il s'en trouve deux des 8 juillet 1614 & 17 avril 1615, qui certainement sont les mêmes que ceux dont a voulu parler Chorier sans les connoître.

La jurisprudence des autres cours vient à l'appui de ce que nous avançons. M. de Cambolas, président au parlement de Toulouse, dit, livre 2, chapitre 18, que la simple tolérance de la femme suffit pour donner droit au mari de jouir des fruits des Paraphernaux, sans être obligé de les restituer. Despeisses, à l'endroit cité, assure pareillement, que » s'il n'appert pas que lesdits » fruits aient été perçus par la volonté de la » femme, ou contre sa volonté, on estime qu'ils » ont été perçus de sa volonté, comme il a » été jugé en la chambre de l'édit de Castres » le 23 juin 1599, entre Molinier contre Mo- » riat, suivant la loi 8, C. de *pañis conventis*, » en ces mots, *nullo modo, muliere prohibente,* » *virum in Paraphernis se volumus immiscere.* » Donc si la femme ne prohibe pas par exprès » son mari de se mêler de ses biens Parapher- » naux, ledit mari peut s'en mêler «.

La Peyrere, lettre F, n°. 103, cite un arrêt du

» parlement de Bordeaux du 13 août 1645, » qui
 » a jugé que le mari qui a perçu les fruits des
 » Paraphernaux, n'en est pas comptable «.

» Au parlement de Provence, dit Bretonnier,
 » quand le mari a joui des fruits des biens Para-
 » phernaux du consentement de sa femme, & qu'il
 » les a employés à leur usage commun, la femme
 » ne peut plus les redemander ; cela a été ainsi
 » jugé par un arrêt du 2 octobre 1644, rapporté
 » par Boniface.... Il en remarque un autre du 30
 » juin 1644, par lequel les fruits des biens Pa-
 » raphernaux consumés par le mari, *quibus fac-*
 » *tus fuerat locupletior*, furent adjugés à la femme ;
 » mais il ne dit pas s'ils avoient été perçus par
 » le mari du consentement ou contre la volonté
 » de sa femme ; sans doute que c'étoit contre sa
 » volonté, autrement ce seroit *fatuum arrestum*,
 » comme parle Dumoulin «.

Le mari doit apporter dans l'administration des Paraphernaux de sa femme, les mêmes soins & la même diligence que dans ses propres affaires. C'est ce que décide la loi 11, C. de *pañis conventis*, relativement aux dettes Paraphernales (*).

Ainsi il doit répondre des actions ou des héritages qu'il laisse prescrire par sa négligence. La loi 16, D. de *fundo dotali*, en contient une disposition expresse pour les biens dotaux,

(*) *Dùm autem apud maritum remanent eadem cautiones, & dolum, & diligentiam, maritus circa eas præstare debet qualem & circa suas res habere invenitur, ne ex ejus malignitate vel desidiâ aliqua mulieri accedat jactura.*

& elle s'applique naturellement aux Paraphernaux dont le mari a l'administration.

Si cependant la prescription avoit été presque acquise au moment du mariage ou de l'administration, le mari n'en seroit pas responsable. *Planè si paucissimi dies ad perficiendam longi temporis possessionem superfuerint, nihil erit quod imputabitur marito*; ce sont les termes de la loi 11, C. de pactis conventis.

Lorsque la femme meurt laissant des enfans sous la puissance de leur père, celui-ci a droit à l'usufruit des Paraphernaux, & les enfans ne peuvent pas en jouir pendant sa vie. Ils ne le pourroient pas même, dit M. de Catelan, livre 6, chapitre 14, quand » les biens de leur père » seroient généralement saisis. Le père en a l'usufruit par la puissance paternelle, & il ne peut même y renoncer au préjudice de ses créanciers, au profit desquels l'usufruit doit céder. Il fut ainsi jugé en la grand'chambre, au rapport de M. la Rocheffavin le 17 juillet 1680, au profit des créanciers de Ricard, contre ses enfans; l'arrêt ordonna que la propriété des biens paraphernaux de leur mère, & des biens de l'aïeul maternel, parvenus à ses enfans, seroit distraite de la saisie générale des biens; mais que les fruits de ces biens pendant la vie de Ricard discutés, seroient fonds pour le payement des créanciers, suivant leur ordre.

D E U X I È M E P A R T I E.

Des Paraphernaux considérés suivant la coutume de Normandie.

Loiseau dit que » le *Paraphernal* des femmes ,
 » en Normandie , est leur *infernai* , parce que ce
 » n'est qu'un effet de leur misère & de leur mau-
 » vaïse fortune «.

En effet , on n'entend par Paraphernaux , en Normandie , que ce que l'on appelle en quelques autres endroits *chambre étoffée* ; voyez ce mor.

L'article 394 de la coutume de Normandie porte , que » la femme peut renoncer à la suc-
 » cession de son mari dans les quarante jours
 » après le décès d'icelui auquel cas elle aura
 » seulement ses biens Paraphernaux exempts de
 » toutes dettes , & son douaire «.

L'article 395 ajoute : » Les biens Parapher-
 » naux se doivent entendre des meubles servans
 » à l'usage de la femme , comme seroient lits ,
 » robes , linges , & autres de pareille nature ,
 » desquels le juge fera honnête distribution à la
 » veuve en essence , eu égard à la qualité d'elle
 » & de son mari , appelés néanmoins l'héritier
 » & le créancier , pourvu que lesdits biens n'ex-
 » cèdent la moitié du tiers des meubles , &
 » néanmoins où le meuble seroit si petit , elle
 » aura son lit , sa robe & son coffre «.

C'est une jurisprudence constante en Norman-
 die , que la femme ne peut prétendre de Pa-
 raphernaux , que lorsqu'elle n'a point stipulé de
remport , ou qu'elle ne peut l'avoir tel qu'elle

l'a stipulé. » Elle ne peut avoir ces deux causes
 » lucratives , dit Basnage , suivant qu'il a été jugé
 » par les arrêts remarqués par Bérault , & depuis
 » encore par arrêt du 17 août 1618 , pour Jean
 » le Courtois , contre la veuve de son frère.
 » Autre arrêt en la chambre des vacations du 17
 » octobre 1654 , entre la nommée le Prestre &
 » Cécile , plaidans Macorrey & Liour : on cassa
 » la sentence qui avoit adjugé à ladite le Prestre
 » ses Paraphernaux , outre son remport «.

Le legs fait par le mari à sa femme la prive-t-il de ses Paraphernaux ? Cette question fut parragée en la chambre des enquêtes du parlement de Rouen , le 14 mai 1655. On disoit pour la négative , que la veuve » pouvoit avoir le
 » legs à elle fait par son mari , puisqu'il l'avoit
 » pu faire comme il l'auroit fait à un étranger ;
 » mais que cette libéralité ne pouvoit pas lui
 » faire perdre ce qui lui étoit acquis par la coutume ; & bien que les choses qu'elle pouvoit
 » demander pour son Paraphernal , fussent comprises dans son legs , néanmoins elle pouvoit
 » les prendre en essence en vertu de son legs ,
 » & avoir encore le sixième denier de la valeur
 » des meubles par le bénéfice de la loi «.

On opposoit à ces raisons , » que la veuve ne
 » pouvoit avoir que le legs ou le Paraphernal ,
 » la coutume ne donnant les Paraphernaux que
 » par commisération & en l'honneur du mariage ,
 » l'honnêteté publique ne permettant pas qu'une
 » femme sorte de la maison de son mari comme
 » une gueuse , sans avoir de quoi se vêtir & se
 » coucher ; mais lorsque la femme , par son
 » contrat de mariage , a stipulé un préciput &
 » un remport de ses joyaux , habits , linges &

» lit , en ce cas , si elle renonce à la succession
 » de son mari , & qu'elle remporte les meu-
 » bles qu'elle a stipulés , elle ne peut plus pré-
 » tendre aucune chose pour son Paraphernal ,
 » parce qu'il ne lui est donné par la coutume
 » que lorsqu'elle ne remporte rien : il faut dire
 » la même chose lorsque son mari y a pourvu
 » par son testament , & que , prévoyant le besoin
 » de sa femme il a voulu lui donner à peu près
 » les mêmes choses que la coutume lui auroit
 » accordées ; & c'est en cette rencontre que l'on
 » peut faire valoir la maxime *provisio hominis*
 » *facit cessare provisionem legis* «.

Sur ces raisons , dit Basnage , » il passa pres-
 » que tout d'un voix en la grand'chambre , à
 » dire que la veuve ne pouvoit avoir que le legs
 » ou le Paraphernal «.

Le même arrêt a jugé une autre question non moins
 intéressante , mais plus facile à résoudre. La veuve
 se plaignoit de ce que , par la sentence dont étoit
 appel , on ne lui avoit adjugé que mille livres
 pour son Paraphernal , » encore que le prix des
 » meubles montât à dix ou douze mille livres ,
 » & les cédules , bestiaux & grains à vingt mille
 » livres , de tous lesquels biens elle prétendoit avoir
 » le sixième denier «. On répondoit , que le Pa-
 raphernal , évalué par la coutume au sixième
 denier , » ne s'entendoit pas de tous les effets
 » mobiliers d'une succession , mais seulement des
 » meubles servans dans une maison «. Et il a
 été ainsi jugé , en confirmant la sentence à cet
 égard.

La demande des Paraphernaux est-elle trans-
 missible aux héritiers de la femme qui ne l'a
 pas formée pendant sa vie ? Bérault & Godefroy
 soutiennent

soutiennent qu'elle ne l'est point , & le premier rapporte un arrêt conforme à cette opinion.

» Cependant , dit Basnage , cette question fut
 » décidée en faveur des héritiers de la femme
 » par plusieurs arrêts ; le premier fut donné en
 » la chambre de l'édit le 26 août 1626.
 » Il fut jugé par cet arrêt qu'un second mari étoit
 » admissible à demander les Paraphernaux qui
 » eussent appartenu à sa défunte femme , quoi-
 » que de son vivant elle n'en eût formé aucune
 » demande «.

Le second arrêt a été rendu le 30 juillet 1627 ,
 sur l'appel d'une sentence qui avoit jugé la même
 chose que le précédent. » Le Roux , avocat de
 » l'appelant , disoit que la demande des Para-
 » phernaux étoit personnelle , & qu'elle ne pas-
 » soit point à ses héritiers , si elle n'en avoit
 » formé la demande ; ce qui se prouve par la
 » définition des Paraphernaux que la coutume
 » donne elle-même , *les Paraphernaux sont les*
 » *meubles servans à l'usage de la femme* ; c'est
 » donc à elle seule qu'ils sont dus , puisqu'on
 » ne lui accorde que ce qui est propre à son
 » usage ; c'est un droit singulier & un tort que
 » l'on fait aux créanciers & aux héritiers , *jus*
 » *autem singulare quòd contra tenorem rationis*
 » *propter aliquam utilitatem introductum est*, non
 » *est trahendum ad consequentiam*. Il n'est pas
 » raisonnable que la femme qui renonce à la
 » succession de son mari emporte une partie de
 » ses meubles à un titre purement lucratif , au
 » préjudice des légitimes créanciers ; & cepen-
 » dant la coutume , par un mouvement d'hu-

„ manité & de commifération , ayant eftimé
 „ qu'il feroit honteux de chaffer une veuve fans
 „ fon lit & fes habits , elle lui a donné fes
 „ petits meubles ; mais quand elle n'a pas voulu
 „ en faire la demande , l'intention de la cou-
 „ tume n'a pas été de les donner à fon héritier :
 „ ce qui fe prouve encore par les termes de cet
 „ article , que *le juge en fera une honnête diftri-*
 „ *bution à la veuve* ; car tous les termes de cet
 „ article marquent que cette grâce n'eft accordée
 „ qu'à la feule perfonne de la veuve. Coquerel
 „ répondoit pour les intimés , que les Parapher-
 „ naux n'étoient pas un fimple ufufruit qui s'é-
 „ teignît par la mort de la veuve , que c'étoit
 „ un bien propre qui paffoit à fon héritier , &
 „ que , lui étant donnés par la coutume , fon hé-
 „ ritier avoit droit de les demander. — La caufe
 „ ayant été appointée au confeil , par arrêt du
 „ 30 juillet 1627 , la fentence fut confirmée.
 „ — Ce qu'il y avoit de particulier , étoit que
 „ la femme étoit morte trois jours feule-
 „ ment après fon mari , de la maladie contagieufe ;
 „ ainfi elle n'avoit point été en état de renoncer
 „ ni de demander fes Paraphernaux ; ce qui ren-
 „ doit fon héritier favorable “.

Pour obtenir la délivrance des Paraphernaux ,
 il n'eft pas néceffaire que le contrat de mariage
 ait été revêtu des formes conftitutives de l'hypothèque ; c'eft la doctrine de Bafnage , & elle paroît incontestable.

Le même auteur établit que la féparation civile
 produit , en cette matière , le même effet que le
 décès du mari , & qu'ainfi la femme doit ob-
 tenir fes Paraphernaux dans le cas de l'une
 comme dans le cas de l'autre. Mais elle ne pour-

roit pas , ajoute-t-il , sans être préalablement séparée , en demander la distraction d'une saisie générale des meubles de son mari.

Une femme avoit transigé avec son mari sur une accusation d'adultère qu'il avoit intentée contre elle , & s'étoit implicitement avouée coupable par l'acte ; elle avoit même renoncé à prétendre aucun douaire sur le bien de son mari , de son vivant. Le mari décéda cinq ou six mois après ; aussi-tôt la veuve se pourvut en justice , & demanda son douaire , son deuil & ses Paraphernaux ; le juge de Valognes la débouta de tout : elle en appela , & par arrêt du parlement de Rouen du 5 avril 1669 , rendu sur les conclusions de M. l'avocat général de Préfontaines , » la sentence fut cassée en ce que la veuve étoit » privée de son douaire , & on la confirma pour » les habits & les Paraphernaux «.

Voyez Aulugelle , livre 7 , chapitre 6 , & livre 17 , chapitre 7 ; Loiseau , du déguerpissement , livre 2 , chapitre 4 , n. 4 & 5 ; Guypape , & ses annotateurs ; Dumoulin sur les conseils d'Alexandre , livre 5 , conseil 144 ; Pereze sur le code ; Despeisses ; Menochius , de præsumptionibus ; les arrêts de Bassët , de Boniface , de Cambolas , de Catelan ; les décisions de la Peyrere ; les questions de droit de Bretonnier , avec les notes de Boucher d'Argis ; la collection de jurisprudence ; Berault , Godefroy , Penelles , & Basnage sur la coutume de Normandie , &c. Voyez aussi les articles BIENS , DOT , COMMUNAUTÉ , AUTORISATION , FEMME , MARI , RENONCIATION , &c.

(Article de M. MERLIN , avocat au parlement de Flandres).

PARATITLES. On appelle ainsi des explications abrégées de quelques titres ou livres du code ou du digeste.

Les Paratitles ont pour but d'éclaircir les matières, d'y mettre de l'ordre & de la netteté, & de rapprocher certains objets qui, quoique relatifs, se trouvent dispersés sous différens titres.

PARCHEMIN. Peau de brebis ou de mouton préparée pour écrire dessus.

Différentes loix, & en dernier lieu un arrêt du conseil du 22 décembre 1771, ont ordonné que les contrats réels & les actes portant obligation ne pourroient être mis à exécution, signifiés ni insinués, & que les exploits faits en conséquence, & les jugemens & sentences qui en feroient la suite, ne pourroient être contrôlés, délivrés, ni scellés que les grosses de ces contrats & actes n'eussent été expédiés en Parchemin timbré (*).

(*) *Cet arrêt contient cinq articles, qui sont ainsi conçus :*

ART. I. Les déclarations des 19 juin 1691 & 16 juillet 1697 seront exécutées suivant leur forme & teneur; en conséquence, les contrats de mariage, de vente, échange, donation & autres actes translatifs ou rétrocessifs de propriété de biens immeubles; les constitutions de rentes, obligations, transactions, sentences arbitrales, testamens, & tous autres actes portant obligation, seront expédiés & délivrés en Parchemin par les notaires & tabellions qui les auront reçus, avant que les parties puissent faire aucune demande ni acte en conséquence, les produire en justice, ni les mettre à exécution de quelque autre manière que ce soit, à peine de cent livres d'amende contre les contrevenans, de nullité des demandes, exploits & procédures, &

Par un autre arrêt du 16 février 1772, le roi en son conseil a ordonné que les arrêts, sen-

de cassation des arrêts, sentences, jugemens & ordonnances qui interviendront sur des expéditions délivrées en papier.

2. Fait sa majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous notaires, huissiers & sergens, de donner aucunes assignations ni de faire aucuns commandemens, sommations ou autres exploits en vertu des contrats & obligations qui doivent être délivrés en Parchemin; aux procureurs, de faire aucunes réquisitions, significations & procédures pour leur exécution, même d'en remettre des copies signées d'eux, de la main à la main; & aux juges d'avoir égard aux procès-verbaux, saisies-réelles & autres actes faits en conséquence; d'accorder des *pareatis*, mandemens, commissions, permissions d'assigner, exécuter ou saisir, ni de rendre aucuns arrêts, sentences & jugemens sur aucuns des mêmes contrats & actes, qu'il ne leur soit apparu que les expéditions en ont été délivrées en Parchemin timbré, à peine de cent livres d'amende pour chacune contravention & contre chacun des contrevenans.

3. Fait pareillement défenses à tous greffiers de délivrer, & aux commis à la perception des droits de petit-scel, de sceller aucuns jugemens, sentences & ordonnances intervenus sur des contrats, obligations ou autres actes dont les expéditions doivent être mises en Parchemin, comme aussi aux contrôleurs des actes & des exploits, de contrôler aucuns exploits qui seront signifiés en conséquence, que les grosses de ces actes n'aient été expédiées en Parchemin timbré, sous la même peine de cent livres d'amende pour chacune contravention & contre chacun des contrevenans.

4. Ordonne en outre sa majesté que les greffiers des justices & juridictions, ensemble ceux des insinuations ecclésiastiques & laïques, ne pourront enregistrer, insinuer ni enlainer aucuns des contrats & actes de la nature & qualité désignées par l'article premier du présent arrêt, si ce n'est sur des grosses ou expéditions délivrées en Parchemin timbré, sous pareille peine de cent livres d'amende.

tences, jugemens & autres actes qui, aux termes des réglemens, devoient être expédiés en Parchemin, ne pourroient être délivrés en Papier aux parties; qu'ils ne pourroient être mis à exécution ni signifiés, & que les jugemens, ordonnances, actes & exploits rendus & faits en conséquence, ne pourroient être scellés ni contrôlés, que les expéditions n'en eussent été délivrées en Parchemin timbré. (*).

contre chacun des contrevenans & pour chacune contravention.

5. N'entend néanmoins sa majesté comprendre dans la défense portée par l'article précédent, les donations ou autres dispositions dont le défaut d'insinuation emporte la peine de nullité, lesquelles dispositions seront insinuées dans l'instant que cette formalité sera requise, quand bien même les actes seroient expédiés en papier. Ordonne sa majesté qu'en ce cas les greffiers des insinuations seront tenus de dresser des procès-verbaux des contraventions commises par les parties, en faisant expédier en papier des actes qui auroient dû être délivrés en Parchemin, sur lesquels procès-verbaux les contrevenans seront poursuivis dans la forme ordinaire & condamnés à la restitution des droits de formule, ainsi qu'aux peines qu'ils auront encourues. Enjoint aux sieurs intendants & commissaires départis pour l'exécution des ordres de sa majesté, dans les provinces & généralités du royaume, de faire lire, publier & afficher le présent arrêt par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au conseil d'état du roi, &c.

(*) *Voici cet arrêt, qui est d'autant plus important, que les dispositions des loix antérieures sur la matière dont il s'agit y sont rappelées.*

Le roi s'étant fait représenter en son conseil la déclaration du 19 juin 1691, portant règlement pour les écritures qui doivent être faites sur papier & Parchemin timbrés, par les articles 1, 2, 7 & 15 de laquelle il est ordonné, 1°. que les arrêts des cours de parlement,

Voyez au surplus les articles FORMULE & PAPIER TIMBRÉ.

chambre des comptes & cour des aides, tant définitifs, qu'interlocutoires, provisionnels, préparatoires ou introductifs d'instance, rendus en matière civile & criminelle, soit qu'ils soient contradictoires, par forclusion, congé, défaut à l'audience, sur procès par écrit, ou accordés au parquet, réglemens à écrire & produire; les baux judiciaires, les décrets forcés & volontaires de licitations ou adjudications, homologations de contrats, transactions, sentences arbitrales, actes de réception d'officiers; les décrets de prise de corps, d'ajournemens personnels & d'assignés pour être ouïs; les défauts levés au greffe & aux présentations en matière civile & criminelle, les exécutoires de dépens, d'apport de procès, conduite des prisonniers; enfin, tous les arrêts & ordonnances desdites cours, & les actes dont il reste minute aux greffes d'icelles, seront expédiées en Parchemin, d'un seul volume, dont la page contiendra vingt-deux lignes, quinze syllabes à la ligne, une ligne compensant l'autre : 1°. que les arrêts qui contiendront au delà de vingt-six lignes & vingt-huit syllabes à la ligne, seront mis en rôles & feuillets de Parchemin, sans que les greffiers puissent les mettre en quart, avec injonctions aux procureurs des cours de régler les qualités des arrêts d'audience, dans lesquels ils établiront celle des parties, de dater les appointemens, sentences ou actes dont sera appel, & de faire mention par quels juges ils auront été rendus : 3°. que les sentences ou jugemens définitifs rendus aux requêtes du palais, celles des bailliages, sièges présidiaux, élections, greniers à sel, prévôtés, chàtellenies, amirautés, & autres justices royales, & tous autres actes qui seront mis à exécution, tant en matière civile que criminelle, rendus à l'audience ou sur procès par écrit, seront également expédiés en Parchemin; & qu'à l'égard des sentences interlocutoires, de provisions ou d'appointemens, elles seront expédiées en Parchemin dans les lieux où elles y étoient expédiées avant l'édit du mois de mars 1673; & en papier où elles n'étoient expédiées qu'en papier avant cette époque, à la réserve néanmoins des sentences des juridictions consulaires, lesquelles seront

Tout le Parchemin qui arrive à Paris doit être porté à la halle du recteur de l'université,

expédiées en papier ou Parchemin, suivant l'usage de ces juridictions : 4^o. que l'édit du mois de mars 1673, l'ordonnance du mois de juin 1680, pour les papier & Parchemin timbrés, la déclaration du 18 avril 1690, & les arrêts & réglemens intervenus depuis, seront exécutés en ce qu'ils ne sont pas contraires aux articles ci-dessus, à peine contre les contrevenans de trois cents livres d'amende, qui ne pourra être remise ni modérée, sous quelque prétexte que ce soit. La déclaration du 16 juillet 1697, par laquelle il est pareillement ordonné, conformément à celle du 17 juin 1691, que les expéditions des jugemens & sentences que les parties voudront faire signifier ou mettre à exécution, seront expédiées en Parchemin, avec défenses aux greffiers de les délivrer en papier, & aux huissiers ou sergens de les signifier ou mettre à exécution, si elles ne sont en Parchemin, à peine de faux, nullité, cent livres d'amende, dépens, dommages & intérêts, sans cependant rien innover à l'égard des sentences interlocutoires, de provision ou d'appointemens, qui seront expédiées en Parchemin ou papier, conformément à l'article 7 de la déclaration du 28 août 1691 ; il auroit été pareillement fait des défenses à tous juges d'avoir égard aux procès-verbaux, saisies-réelles & autres actes faits en exécution des sentences & jugemens, si elles ne leur sont présentées en Parchemin ; & à tous huissiers & sergens, sous les mêmes peines, de mettre à exécution les sentences & jugemens expédiés en papier, encore que le sceau de la juridiction y soit apposé : & sa majesté étant informée que, nonobstant ces défenses, l'usage s'est introduit dans plusieurs villes & lieux du royaume, de délivrer, signifier ou mettre à exécution, sur des expéditions en papier, les arrêts, sentences, jugemens & autres actes qui doivent être expédiés en Parchemin, d'où il résulte, sur le produit des droits de la formule, une diminution considérable ; elle auroit jugé qu'il étoit indispensable, pour réprimer des abus aussi préjudiciables à cette partie de ses droits, en renouvelant les dispositions des réglemens précédemment intervenus à ce sujet, de prescrire les nouvelles précautions

pour y être visité ; il y est rectorisé , c'est-à-dire , qu'il reçoit la marque du recteur , comme preuve

qui ont été reconnues nécessaires pour rétablir sur cet objet intéressant l'ordre & la règle qu'il exige. A quoi voulant pourvoir : ouï le rapport du sieur abbé Terray , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil , a ordonné & ordonne ce qui suit :

ART. I. Les déclarations des 19 juin 1691 & 16 juillet 1697 seront exécutées suivant leur forme & teneur ; en conséquence , les arrêts , sentences , jugemens & autres actes qui , aux termes de ces déclarations , doivent être mis & expédiés en Parchemin timbré , ne pourront être délivrés en papier aux parties & autres qui s'en feront remettre des expéditions , à peine contre les greffiers qui les expédieront autrement qu'en Parchemin , de cent livres d'amende pour chaque contravention.

2. Fait sa majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous particuliers de faire signifier les arrêts , sentences , jugemens & autres actes qui doivent être délivrés en Parchemin , d'en suivre l'exécution , de former aucune demande ou action , ni de faire faire aucuns exploits ou autres actes en conséquence , que les expéditions n'en aient été délivrées en Parchemin timbré , à peine de nullité des actes & exploits qui seront faits sur des expéditions délivrées en papier , & de cent livres d'amende pour chaque contravention & contre chacun des contrevenans.

3. Fait pareillement défenses aux huissiers & sergens de donner aucunes assignations ni de faire aucuns commandemens , sommations ou autres exploits en vertu des arrêts , sentences , jugemens & autres actes qui doivent être délivrés en Parchemin ; aux procureurs de faire aucunes réquisitions , significations & procédures pour leur exécution , même d'en remettre des copies signées d'eux , de la main à la main ; & aux juges d'avoir égard aux procès-verbaux , saisies-réelles & autres actes faits en conséquence ; d'accorder des *paréatis* , mandemens , commissions , permissions d'assigner , exécuter ou saisir , ni de rendre aucuns jugemens & ordonnances sur aucuns des mêmes arrêts , sentences & autres actes , qu'il ne leur soit

de sa bonne qualité. Pour ce droit de marque, chaque botte de 36 peaux doit au recteur vingt deniers de notre monnoie actuelle. Ce droit se percevoit autrefois par les officiers mêmes de l'université; mais, depuis environ deux cents ans, il est donné à ferme, & cette ferme est le seul revenu fixe du recteur de l'université.

PARCOURS, ENTRECOURS. Ces deux mots ont deux acceptions, dont l'une est relative aux hommes, & l'autre aux bestiaux. La première signifie une servitude personnelle qui tire son origine de l'ancien gouvernement féodal. La seconde est le droit que les habitans de la cam-

apparu que les expéditions en ont été délivrées en Parchemin timbré, à peine de cent livres d'amende pour chacune contravention & contre chacun des contrevenans, de nullité des demandes, exploits & procédures, & de cassation des arrêts, sentences, jugemens & ordonnances qui interviendront sur des expéditions délivrées en papier.

4. Ordonne en outre sa majesté que les commis à la perception des droits de greffe & du petit-scel, ne pourront mettre la quittance de ces droits, ni sceller aucuns des arrêts, sentences, jugemens & autres actes de la nature & qualité désignées par les articles précédens; comme aussi que les contrôleurs des exploits ne pourront contrôler aucuns exploits faits en conséquence, si ce n'est sur des expéditions délivrées en Parchemin timbré, sous pareille peine de cent livres d'amende contre chacun des contrevenans & pour chacune contravention. Enjoint aux sieurs intendans & commissaires départis pour l'exécution des ordres de sa majesté, dans les provinces & généralités du royaume, de faire lire, publier & afficher le présent arrêt par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles le 16 février 1772.

Signé, PHELYPEAUX.

pagne ont de faire parcourir par leurs bestiaux divers territoires pour les faire paître. Nous traiterons séparément ces deux espèces de Parours, & nous parlerons d'abord du Parours considéré comme servitude personnelle.

Anciennement, dans quelques cantons, quand un homme ou une femme *de franche condition* s'établissoient dans un endroit sujet à la *servitude de corps*, ils étoient acquis au seigneur aussi-tôt qu'ils avoient fixé leur domicile dans l'étendue de sa seigneurie. Pour donner lieu à l'exercice de ce droit odieux & contraire à la liberté naturelle, il falloit dans d'autres cantons que les nouveaux habitans eussent demeuré un an & un jour dans la seigneurie. Après ce terme, ils étoient serfs du seigneur. Une des suites de ce droit exorbitant consistoit à priver les vassaux de la liberté de changer leur domicile sans la permission de leurs seigneurs. Une pareille servitude avoit les effets de l'esclavage le plus dur. Pour en adoucir la rigueur, les seigneurs, plus éclairés ou plus humains, établirent le *Parours ou entrecours*. A cet effet, ils faisoient ensemble des traités par lesquels ils autorisoient leurs habitans *francs & nobles* à parcourir & entrecourir, c'est-à-dire, à changer réciproquement leurs domiciles sans être exposés à la servitude de corps.

On trouve dans l'histoire plusieurs exemples de semblables traités faits entre des seigneurs voisins.

Plusieurs coutumes se servent indifféremment des termes Parours & entrecours.

La coutume de Sens appelle ceux qui demeurent dans le ressort de Sens, & qui sont bour-

geois du roi par simple aveu, *bourgeois de Parours.*

Le droit de Parours a la même origine que la main-morte : depuis le dernier édit par lequel Louis XVI a abrogé cette servitude odieuse dans ses domaines, elle n'existe plus que dans un petit nombre d'endroits. Il y a même tout lieu d'espérer que le nom n'en sera conservé dans peu que dans l'histoire de notre ancien droit féodal, & qu'il sera entièrement détruit. Au reste, on peut consulter sur cette matière l'article MAIN-MORTE.

Quant au Parours des bestiaux, il est fondé sur l'usage & sur les dispositions de quelques coutumes particulières. Comme c'est une servitude réciproque de paroisse à paroisse, c'est l'usage & la possession qui en règlent l'exercice.

Il y a des coutumes où les habitans qui ont le droit de Parours ne peuvent l'exercer en particulier & avoir des troupeaux séparés. Dans la coutume de Vitry, l'usage autorise seulement les seigneurs hauts-justiciers à cause de la distinction qui leur est due, à avoir des troupeaux séparés. Ce privilège a été confirmé par la jurisprudence, & restreint aux seigneurs hauts-justiciers. Plusieurs arrêts ont établi ce principe, entre autres deux, dont l'un est du 14 juillet 1714, & l'autre du 6 septembre 1756.

Par le premier de ces arrêts, le parlement a confirmé une sentence du bailliage de Sainte-Ménéhould, qui avoit défendu au fermier d'un seigneur bas-justicier d'avoir un troupeau particulier, & qui lui avoit ordonné de confier ses bestiaux au conducteur commun des troupeaux.

Par le second arrêt, les mêmes défenses ont

été faites au fermier des supérieurs du séminaire de Rheims, qui sont seigneurs moyens & bas-justiciers, & il lui a été enjoint de mettre son troupeau sous la garde du berger choisi par la communauté des habitans.

Ainsi, d'après ces deux arrêts, il est certain que, dans la coutume de Vitry, les seigneurs hauts-justiciers ont seuls le droit d'avoir des troupeaux séparés.

Le droit de Parcours ne peut avoir lieu que dans deux cas ; le premier, lorsqu'il est permis par la coutume des lieux, & le second quand il est autorisé par des titres qui contiennent une convention réciproque entre deux paroisses. Hors ces deux cas, on ne peut exercer le droit de Parcours, parce qu'il est contraire au droit commun, qui veut que chaque propriétaire ne puisse faire paître ses bestiaux que sur les héritages qui lui appartiennent.

En matière de Parcours, la jurisprudence a consacré un autre principe qu'il est important de rappeler, c'est que, dans les lieux où l'on exerce le droit de Parcours, il ne suffit pas d'être propriétaire d'héritages pour en faire usage, il faut être membre de la communauté qui jouit de ce privilège. Ainsi un propriétaire qui a des bestiaux dans une paroisse ne peut les conduire dans une autre où il a des héritages, ni même sur ses propres héritages. Cette maxime est fondée sur le sentiment des auteurs & sur plusieurs arrêts dont nous allons rapporter les espèces.

Le premier de ces arrêts a été rendu le 27 mars 1741 ; le second, le 19 avril 1766, & le troisième, le 2 octobre 1767.

Voici l'espèce de l'arrêt de 1741. Les sieurs Oursin & Beaurin , propriétaires d'héritages dans la paroisse de Saint-Martin de Béthisy , prétendoient avoir le droit d'y envoyer leurs bestiaux , & de jouir du droit de Parcours , quoiqu'ils eussent leur habitation dans une autre paroisse. La communauté de Saint-Martin de Béthisy s'y opposa , & assigna les sieurs Oursin & Beaurin au bailliage de Villers-Cotterets , pour voir ordonner qu'il leur seroit défendu de faire pâturer leurs bestiaux dans l'étendue de leur paroisse ; mais les juges de Villers - Cotterets ayant rejeté la demande des habitans de Saint-Martin de Béthisy , ces derniers interjetèrent appel de la sentence , & par l'arrêt qui intervint , le parlement infirma cette sentence , & fit défenses , tant aux sieurs Oursin & Beaurin qu'à leurs fermiers , de faire pâturer leurs troupeaux & bestiaux sur aucune des terres & pâtures du territoire de Saint-Martin de Béthisy , de quelque nature qu'elles fussent , & même sur les héritages à eux appartenans , situés dans l'étendue du territoire de Saint-Martin de Béthisy.

L'espèce de l'arrêt de 1766 exige plus de détails. Cet arrêt a été rendu en faveur de la veuve Remy , fermière au village de Chaignolle , contre Charles le Gendre , fermier au village de Villegat.

Le Gendre prétendoit avoir le droit d'envoyer ses bestiaux sur le territoire de la paroisse de Chaignolle , qui étoit voisine de celle de Villegat. Pour appuyer cette prétention , il soutenoit que la coutume d'Orléans , qui étoit voisine de celle de Chartres , dont dépendoient les paroisses de Villegat & de Chaignolle , autorisant le Par-

cours , il pouvoit l'exercer , puisque la coutume de Chartres n'avoit aucune disposition contraire. Il ajoutoit , qu'il étoit en possession de faire pâturer ses bestiaux sur le territoire de Chaignolle , & qu'il avoit quatre-vingts arpens dans l'étendue de ce territoire ; que d'ailleurs , en envoyant ses bestiaux sur le territoire de Chaignolle , il avoit suivi l'exemple de la veuve Remy , puisqu'elle avoit elle-même fait conduire son troupeau sur le territoire de la paroisse de Villegat. De ces faits , le Gendre concluoit que la veuve Remy n'étoit pas fondée à s'opposer à ce qu'il exerçât le droit de Parcours sur le territoire de Chaignolle.

La veuve Remy soutenoit au contraire que la coutume d'Orléans ne contenant aucune disposition qui pût autoriser la prétention de son adversaire , on devoit avoir recours aux règles générales qui sont admises en matière de Parcours ; qu'il n'en est point de plus certaine , que chaque communauté doit jouir de son bien ; que les étrangers ne peuvent l'usurper ; que le droit de Parcours n'est point un privilège particulier , mais une faculté générale qui appartient aux membres d'une communauté ; qu'il ne suffit pas , pour jouir du droit de Parcours , d'avoir des héritages dans une paroisse , qu'il faut encore y demeurer ; qu'ainsi il étoit indifférent que le Gendre eût quatre-vingts arpens de terre dans la paroisse de Chaignolle , puisqu'il n'y demeurait pas ; enfin , que la possession ne pouvoit suppléer au titre nécessaire pour réclamer le droit de vaine pâture sur un territoire étranger ; que par conséquent tout se réunissoit pour faire proscrire la prétention de le Gendre.

Les juges de Chartres avoient accueilli la demande de ce fermier ; mais , sur l'appel de leur sentence , la veuve Remy a obtenu , le 19 avril 1766 , un arrêt qui a infirmé cette sentence & qui a fait défenses à le Gendre d'envoyer à l'avenir son troupeau sur la paroisse de Chaignolle. Voici les faits qui ont donné lieu au troisième arrêt.

Le hameau de Buissonné est dans le ressort de la coutume de Vitry ; celui de Neuvizy , qui le touche , est régi par la coutume de Rheims.

La première de ces deux coutumes admet le Parcours entre les villages *qui sont contigus & qui se joignent sans moyen*. La seconde coutume (celle de Rheims) ne connoit point le droit de Parcours.

Un laboureur de Buissonné , nommé Simon ; & un fermier de Neuvizy , nommé Beglot , envoyèrent au mois d'août 1765 leurs troupeaux sur le territoire de Neuvizy. Le procureur fiscal , instruit de cette entreprise , donna un réquisitoire pour faire défendre à ces deux particuliers de faire pâturer à l'avenir leurs bestiaux dans l'étendue de la terre & seigneurie de Neuvizy , & les condamner en une amende. Sur ce réquisitoire , le juge de Neuvizy rendit une sentence , le 26 novembre 1765 , qui , sans faire défenses à Simon & à Beglot d'envoyer leurs bestiaux sur le territoire de Neuvizy , les condamna chacun à une amende de 75 livres.

Simon & Beglot interjetèrent appel de cette sentence , & intimèrent le seigneur de Neuvizy. Pendant l'instruction de cet appel , qui fut porté aux eaux & forêts au souverain , les communautés de Neuvizy & de Buissonné furent mises
en

en cause, & la question du droit de Parcours fut alors discutée & approfondie.

Les habitans de Neuvizy prétendoient que ceux de Buissonné ne pouvoient envoyer leurs bestiaux en vaine pâture sur le territoire de Neuvizy, à titre de Parcours & d'entrecours, parce que ce droit ne peut être exercé que dans les lieux où il y est autorisé par la loi municipale, ou lorsqu'on représente un titre qui contient une convention réciproque entre deux communautés. Or (disoient les habitans de Neuvizy), les habitans de Buissonné n'ont aucun prétexte pour faire conduire leurs bestiaux sur notre territoire, puisque la coutume qui le regit n'admet point le Parcours, & qu'ils ne rapportent aucun titre qui leur attribue ce droit. Ainsi (concluoient les habitans de Neuvizy) la prétention de ceux de Buissonné est contraire à toutes les règles & doit être prosrite.

Les habitans de Buissonné répondoient que le Parcours doit être envisagé comme ayant pour principe une sorte d'association entre deux communautés voisines pour leur avantage commun; que sous ce point de vue il est très-favorable; qu'il en résulte les plus grands avantages pour l'agriculture & le commerce, puisqu'il tend à multiplier les pâturages & les ressources pour augmenter le nombre des bestiaux; que la coutume de Vitry, qui régit la paroisse de Buissonné, autorise le Parcours; que cette paroisse étant voisine de celle de Neuvizy, les habitans de cette paroisse n'avoient aucun prétexte pour s'opposer à l'exercice du droit de Parcours sur leur territoire, puisqu'ils pouvoient jouir de la même faculté sur le territoire de Neuvizy. Sur ces moyens

opposés, intervint l'arrêt rendu par les eaux & forêts au souverain le 2 octobre 1767, qui rejeta la demande des habitans de Buissonné, & leur fit défenses d'exercer le Parcours sur le territoire de Neuvizy.

Il résulte des arrêts que nous venons de rapporter, que la jurisprudence a consacré le principe, qu'il faut que la coutume des lieux admette le Parcours, ou qu'on représente un titre qui renferme une convention réciproque entre deux communautés voisines, pour donner lieu à l'exercice du Parcours. Ainsi, lorsqu'on ne se trouve pas dans l'un ou l'autre de ces deux cas, on ne peut jouir du droit de Parcours.

Quand deux communautés ont droit de Parcours réciproquement l'une sur l'autre, les habitans d'une communauté peuvent-ils s'opposer à ce que ceux de l'autre mettent des prés en réserve pour en tirer le regain? Cette question a été agitée au parlement de Dijon entre les communautés de Magny & de Corcelles en Momaux.

La communauté qui réclamoit la faculté de mettre des prés en réserve, appuyoit sa demande sur ce qu'elle étoit en possession depuis plus de trente ans de faire cette réserve. Le parlement se détermina en faveur de cette possession par arrêt du 30 janvier 1738; mais cet arrêt particulier ne peut être invoqué en thèse générale.

En effet, tous les auteurs qui ont écrit sur le Parcours pensent qu'une communauté ne peut mettre des prés en réserve que du consentement de l'autre communauté. Cette décision a été adoptée par un arrêt du parlement de Dijon, du 2 mars 1747. Par cet arrêt, il a été fait défenses aux habitans de Changuy & de Saint-Symphorien,

qui avoient respectivement droit de Parcour les uns sur les autres , de mettre en réserve en aucun temps leurs pâturages , à moins qu'ils n'eussent obtenu le consentement réciproque des deux communautés.

Toutes les fois qu'il se manifeste une maladie épidémique parmi les bestiaux , le droit de Parcour cesse & reste suspendu. On peut consulter à cet égard les loix qui ont été promulguées , & les arrêts qui ont été rendus sur l'épizootie.

En 1745 , le 24 mars , le parlement de Paris fit un règlement par lequel cette cour défendit aux communautés qui avoient droit de Parcour , de l'exercer dès l'instant qu'il y auroit des bestiaux atteints de maladie , sous peine par les communautés qui contreviendroient à ce règlement , de répondre solidairement de tous dommages & intérêts , & d'être tenues civilement des faits de leur berger commun.

Voyez Ducange dans son glossaire ; Morgues sur les statuts de Provence ; la Marre sur la coutume de Bourgogne ; le Grand sur celle de Troies ; de Lauriere ; le code rural ; la coutume de Troies ; celles de Vitry , de Lorraine , de Senlis , &c. Voyez aussi les articles MAIN-MORTE , SERFS , VASSAUX , BESTIAUX , PATURAGES , TROUPEAUX , &c.

(Cet article est de M. DESESSARTS , avocat , membre de plusieurs académies).

ADDITION au mot PARCOURS.

On connoît quatre espèces de Parcour : celui des bestiaux , celui des main-mortables , le Parcour de bourgeoisie , enfin le Parcour de travail.

Le Parcours des bestiaux est un droit réciproque de deux ou plusieurs communautés voisines , qui consiste à envoyer paître le bétail sur leurs territoires respectifs en temps de vaine pâture.

Suivant Freminville , *pratique des terriers* , tome 3 , page 486 , le droit de Parcours est l'effet d'une convention faite entre deux paroisses & villages , par laquelle les habitans se sont donné mutuellement la liberté de faire pacager leurs bestiaux sur chacun de leur territoire , & respectivement pour leurs usances. Ce qui donne lieu à ces conventions, sont la proximité , & souvent le mélange de ces territoires qui se croisent & s'étendent les uns dans les autres , souvent même par parties séparées , en sorte qu'ils ne peuvent quelquefois profiter seuls des herbages qui leur appartiennent , sans passer les uns sur les autres ; & comme toutes les justices & paroisses n'ont pas la même difficulté , & qu'à ce moyen ils jouissent tranquillement de ce qui est à eux , il n'y a dans ces endroits aucun droit de Parcours ; ce qui fait qu'il n'est point de droit commun. Nous en avons un exemple dans la coutume du comté de Bourgogne ; l'article 103 du chapitre 16 porte : „ Sur ce qu'aucuns ont voulu prétendre , „ par coutume générale , pouvoir usager de vain „ pâturage de clocher à autre , s'il n'y a empê- „ chement de rivières , grandes forêts ou mon- „ tagnes , ladite coutume de Parcours n'est point „ tenue ni réputée générale , & n'entend-on , „ pour ce , aucunement préjudicier au Parcours „ qu'aucuns particuliers dudit comté de Bourgogne „ ont accoutumé d'avoir les uns sur le territoire „ des autres „.

Il y a des provinces & cantons où ces usages

font plus ordinaires que dans d'autres ; nous voyons dans la coutume de Sedan une disposition plus étendue ; l'article 302 du titre 15 porte :
» Les habitans des deux villages voisins , tant en
» général que particulièrement , peuvent mener
» ou faire mener leur bétail en vaine pâture les
» uns sur les autres «.

Morgues , sur les statuts de Provence , pense de même que le droit de Parcours est l'effet d'une convention primitive entre deux communautés voisines. Voici ses termes : » Les fréquentes
» contentions qui arriveroient entre les habitans
» des villages & bourgs voisins , à l'occasion des
» herbages ou des forêts commodes pour y en-
» graisser des pourceaux & y prendre du bois
» pour le chauffage , ont donné sujet aux sei-
» gneurs & communautés desdits bourgs d'éta-
» blir ou convenir en plusieurs lieux , qu'il y au-
» roit compascuité & communion , tant des her-
» bages que des glandages , & du bois pour les
» chauffages , & en conséquence de cette entre-
» communion de facultés , les habitans desdits
» bourgs , entre lesquels cette compascuité &
» communion est établie , usent réciproquement
» des droits & facultés les uns des autres , & les
» uns ne peuvent faire aucune disposition ou ré-
» glement au préjudice des autres , si par transac-
» tion il n'en est autrement disposé , ou si par
» une longue possession lescrites facultés récipro-
» ques ne sont restreintes & limitées ; & ne peut
» cette compascuité & communion introduite
» pour le bien & utilité desdits bourgs & pa-
» roisses , être résolue & anéantie , sinon du
» commun consentement de tous les intéressés «.

Cependant il n'est pas nécessaire de rapporter

le titre dépositaire de cette convention, une possession immémoriale la fait présumer. On exige que la possession soit immémoriale, parce que le Parcours est une servitude discontinue. Voyez le dictionnaire de Brillou, *verbo Parcours*.

En général, ce droit n'a lieu que pour les vaines pâtures, les grosses pâtures en sont affranchies; c'est la disposition de l'article 223 de la coutume de Vitry, dont voici les termes : » Et » par la même coutume, les habitans contigus » & joignans ne peuvent mener leursdites bêtes » l'un sur l'autre en pasquis & grasses pâtures, » mais en vaines pâtures, comme dit est, & sont » lesdites grasses pâtures aux habitans & demeura- » rans aux finages où elles sont allises, n'estoit » que leurs voisins y eussent acquis usage par » quarante ans, ou qu'ils en eussent titre » valable «.

Les limites du Parcours sont ordinairement d'un clocher à autre; c'est ce qui est porté par l'article 179 de la coutume de Meaux, conçu en ces termes : » Habitans de villes ou villages » peuvent champoyer & mener leur bétail pour » leur nourriture, & sans fraude, en pâturages » vains, de clocher à autre, sans danger d'amen- » dende, depuis les prés, avoines & autres gagnages levés, & ne peuvent les seigneurs » hauts-justiciers empêcher ne faire prendre leur » bétail «.

Les coutumes de Melun, article 303; Sens, 146; Auxerre, 260; Troies, 169; Chaumont, 103; Vitry, 122; Châlons, 266; Montargis, chapitre 4, article 2; Orléans, 145; Lorraine, titre 15, article 1, & autres, y sont conformes; la coutume du duché de Bourgogne se sert du mot de *parochiage*.

La coutume de Lorraine, titre 15, article 1, s'explique en ces termes : » D'usage commun » les habitans en divers villages, desquels les bans » & finages sont joignans, soit de mêmes ou diverses justices, peuvent, par droit de *Parcours*, » régulièrement envoyer les troupeaux de leurs » bêtes pâturer & champoyer ès lieux de vaines » pâtures, à l'écarte de *clocher à autre*, s'il y a » église, & s'il n'y en a, jusqu'à l'écarte du » milieu des villages, si ce n'est qu'en aucuns » lieux il y ait des titres, ou d'usage particulier, » autres bornes ou arrêts que lesdits clochers & » milieu de village «.

Cette coutume est conforme à celle du comté de Bourgogne (*), de Bar (**), de Troies (***), de Meaux (****), de Melun (*****), Chaumont (*****), Sens (*****), Auxerre.

Les peines contre celui qui excède les limites du Parcours sont déterminées par l'article 169 de la coutume de Troies. » On garde audit » bailliage, que les habitans dont les villes, » villages ou territoires sont voisins, ou renans » l'un à l'autre, peuvent mener champoyer & » vain-pâturer leurs bêtes, grosses & menues, » les uns sur les autres, de clocher à autre ; & » s'ils le passent & y sont pris par justice du lieu, » il y a amende de soixante sous tournois contre

(*) Chap. 16, art. 103.

(**) Tit. 15, art. 206.

(***) Art. 169.

(****) Art. 179.

(*****) Art. 303.

(*****) Tit. 9, art. 103.

(*****) Tit. 11, art. 146.

» chacune garde ou proie entière , étant sous un
 » bâton ou garde par la communauté , avec la
 » restitution du dommage , & s'il y a bêtes de
 » gens particuliers , & ils y passent & sont prins
 » comme dessus , y a seulement cinq sous tour-
 » nois d'amende , & néanmoins bêtes blanches
 » peuvent être menées si loin que l'on veut , pour-
 » vu qu'elles retournent ou puissent retourner au
 » gîte de jour en leur finage ; & si autres bêtes
 » demeurent au gîte outre lesdits clochers , à
 » garde faite , en ce cas auroit l'amende arbitraire «.

Un édit du mois de mai 1769 , enregistré le
 21 avril précédent , abolit le Parcours dans la
 province de Champagne. Voici les dispositions de
 cet édit : » Nous permettons à tous propriétaires ,
 » cultivateurs , fermiers & autres de la province
 » de Champagne , de clore les terres , prés ,
 » champs , & généralement tous les héritages de
 » quelque nature qu'ils soient , qui leur appar-
 » tiennent ou qu'ils cultivent , en telle quantité
 » qu'ils jugeront à propos , soit par des fossés ,
 » haies vives ou sèches , ou de telle autre manière
 » que ce soit «.

» Les terrains qui auroient été ainsi enclos ne
 » pourront être assujettis à l'avenir & tant qu'ils
 » resteront en cet état de clôture , au Parcours , ni
 » ouverts à la pâture d'autres bestiaux que de
 » ceux à qui lesdits terrains appartiendront , se-
 » ront affermés ou accensés , interprétant à cet
 » effet & dérogeant même , en tant que de be-
 » soin , à toutes loix , courumes , usages & régle-
 » mens à ce contraires.

» La clôture des héritages ne pourra avoir lieu
 » au préjudice du passage des bestiaux pour aller
 » sur les terrains qui resteront ouverts à la pâture ,

» ni de celui des charrues & voitures pour la
» culture des terres & l'enlèvement des récoltes ,
» & à cet effet tout propriétaire ou fermier sera
» tenu de laisser ledit passage libre sur son terrain ,
» s'il est assujetti , ou qu'il ne puisse le clore sans
» intercepter le passage.

» Les clôtures d'héritages se feront à frais com-
» muns entre les propriétaires d'iceux , s'ils y con-
» sentent ; & en cas de refus des propriétaires
» voisins , l'emplacement de la clôture sera pris sur
» le terrain que l'on voudra clore.

» Les troupeaux de chaque communauté ne
» pourront plus à l'avenir être conduits sur le
» territoire des communautés voisines & adja-
» centes , sous prétexte du droit réciproque de
» *Parcours* , lequel sera & demeurera aboli ,
» comme nous l'abolissons par notre présent
» édit «.

Le *Parcours* d'hommes ne consistoit d'abord que dans la simple convention que deux seigneurs voisins faisoient entre eux , qu'au cas que l'homme de corps de l'un d'eux vînt à épouser une femme de corps de l'autre seigneur , le seigneur de la femme ne pourroit lever aucun droit sur son mari , à cause d'elle , tant que les enfans procréés de ce mariage habiteroient conjointement avec leur père & vivroient à sa table. C'est ainsi que Hugues III , duc de Bourgogne , & Manassès , évêque de Langres , convinrent en l'année 1188 , qu'ils en useroient réciproquement par rapport aux hommes que chacun d'eux avoit dans la ville & châtellenie de Châtillon-sur-Seine , laquelle le duc tenoit en fief de cet évêque , & où celui-ci avoit un domaine considérable.

Mais , dans les années suivantes , le *Parcours*

d'hommes prit une telle faveur parmi les seigneurs qui se l'étoient accordé réciproquement, qu'il autorisoit les hommes de l'un des deux seigneurs à pouvoir transporter à perpétuité leur domicile dans la terre de l'autre seigneur, & par-là de devenir ses hommes, sans que leur ancien seigneur fût pour cette raison en droit de s'emparer des héritages qu'ils avoient laissés dans sa terre, ni même de les empêcher de succéder aux héritages qui leur y avenoient par le décès de leurs parens ; c'est ce que montrent des lettres-patentes de Pierre (de Courtenay), comte d'Auxerre & de Tonnerre, de l'an 1205, qui portent, qu'étant en différend avec Blanche, comtesse de Troies, sa dame, touchant le Parcours d'entre Tonnerre, de la part de lui comte, & *Hervi & Saint-Florentin*, de la part de la comtesse ; enfin, après qu'il a été fait sur ce une soigneuse & suffisante enquête, de leur commun consentement, ils ont appris qu'il y a Parcours entre lescdites villes, & qu'ainsi ce Parcours a été connu & approuvé (réciproquement). Que par-dessus cela, il s'est désisté des disputes & des plaintes qu'il avoit contre Engenoul le Gros, touchant ce jugement, auquel il lui avoit promis de se soumettre, & contre Colomb Bourgin au sujet de l'héritage de sa mère décédée.

Les seigneurs ne furent pas toujours fidèles à remplir ces sortes de conventions ; ils les violoient ils suspendoient le droit de Parcours quand ils s'apercevoient qu'il leur devenoit trop préjudiciable.

En l'année 1221, la comtesse de Champagne & de Brie défendit aux habitans de sa ville de Provins de se servir du Parcours qui étoit entre

cette ville & la terre de l'archevêque de Sens. C'est ce qui se voit par un bref du pape Honoré III, de l'an cinquième de son pontificat, adressé à l'évêque de à l'abbé & au prieur de Saint-Martin de Séez, par lequel bref il les commet pour entendre l'archevêque de Sens & la comtesse de Champagne, en présence l'un de l'autre, dans leurs raisons sur la contestation qui étoit entre eux touchant le Parcours prétendu par l'archevêque, au regard des hommes de la ville de Provins appartenante à cette comtesse, & qui étoit du diocèse de cet archevêque, & d'informer ensuite le saint siège du tout, afin qu'il se trouvât en état de prononcer son jugement sur cette contestation.

En 1205, le comte d'Auxerre, & en 1267, le seigneur de Hons, contestèrent le Parcours qui avoit été précédemment établi entre leurs villes & seigneuries, & celles de Champagne qui y confinoient, parce qu'ils jugèrent ce Parcours préjudiciable à leurs intérêts. Les comtes de Champagne tinrent la même conduite toutes les fois qu'ils pensèrent qu'il leur étoit avantageux d'interrompre le Parcours existant entre leurs villes & paroisses de la Champagne & de la Brie, & la terre de quelques seigneurs voisins qui ne relevoient pas d'eux.

Cette convention de Parcours, quant aux personnes, n'a pu avoir lieu que pendant la durée des main-mortes. Elle fut comme l'aurore de la liberté; son effet étoit, que les habitans des seigneuries tenues en Parcours respectif pouvoient aller librement de l'une dans l'autre, sans être sujets aux droits de confiscation & de poursuite envers le seigneur du lieu de leur origine.

Quand le *Parcours* ou *l'entrecours*, dit M. de Lauriere (*), étoit fait entre deux seigneurs qui avoient droit de souveraineté, c'étoit une société au moyen de laquelle les sujets d'un de ces seigneurs pouvoient, librement & sans danger de tomber dans la servitude de corps, se venir établir dans l'état de l'autre. Le *Parcours* contracté entre deux seigneurs étoit fait, ou au sujet de leurs étagiers & de leurs hommes de corps, ou des bestiaux de leurs sujets. Quand il concernoit les hommes de condition servile, c'étoit une société au moyen de laquelle l'étagier & l'homme de corps d'un seigneur pouvoit aller s'établir dans le fief & la justice d'un autre, & prendre femme de sa condition dans la terre de l'autre seigneur, sans danger de formariage.

Le même M. de Lauriere nous apprend d'une manière également satisfaisante en quoi consistoit le *Parcours* de bourgeoisie.

Il faut d'abord se rappeler qu'il y avoit deux manières d'acquérir la bourgeoisie, par lettres & par simple aveu. Pour acquérir la bourgeoisie par aveu, il suffisoit de désavouer son seigneur, & de s'avouer bourgeois du roi. On devenoit bourgeois par lettres, en prenant des lettres de bourgeoisie, & en satisfaisant aux autres formalités prescrites par l'ordonnance.

Le franc homme n'étoit astreint à cette formalité, à l'obligation de prendre des lettres, que lorsqu'il n'étoit pas originaire d'un pair qui fût en société de *Parcours* & d'*entrecours* avec le pays où il venoit nouvellement s'établir, car

(*) Notes sur le glossaire de Ragueau, *verb. Parcours*.

dans ce cas il étoit de plein droit bourgeois du roi sans lettres & sans solennité ; en sorte que s'il étoit domicilié dans la terre d'un seigneur haut-justicier non ayant les droits, royaux *en s'avouant bourgeois du roi par simple aveu*, il déclinait la juridiction du seigneur, & devenoit justiciable des juges royaux ; & comme ce bourgeois n'avoit le privilège de simple aveu qu'en vertu du Parcours, il étoit appelé *bourgeois de Parcours*. Après cette observation, on entendra les articles suivans.

Vitry, art. 78. Par l'entrecours gardé & observé entre le pays de Champagne & Barrois, quand aucun homme ou femme nés dudit pays de Barrois, vient demeurer au bailliage de Vitry, il est acquis de ce même fait au roi, & lui doit sa jurée, comme les autres hommes & femmes de jurée demeurans audit bailliage, &c.

Sens, art. 136. Les bourgeois de Parcours *qui sont bourgeois du ressort de Sens ès marches de Champagne*, se peuvent avouer bourgeois du roi par simple aveu, sans montrer par écrit leur bourgeoisie, en payant par chacun an douze deniers parisis au roi.

La même coutume, art. 137. *Les bourgeois de la rivière de Vannes payent leur bourgeoisie au prévôt fermier de ladite rivière, pour ce que lesdites bourgeoisies sont baillées au jour du bail des fermes avec ladite prévôté. En ce faisant, ceux qui sont demeurans ès villes & bourgs de ladite rivière, se peuvent avouer bourgeois du roi par simple aveu, comme les bourgeois de Parcours.*

Art. 138. *Ceux qui ne sont bourgeois de Parcours ou de la rivière de Vannes doivent avoir*

& prendre leurs lettres de bourgeoisies du prévôt de Sens, de Villeneuve-le-roi ou leurs lieutenans chacun à son égard, présens deux ou trois bourgeois de la ville, en promettant faire leur devoir en tel cas requis, &c.

Art. 139. *Et doivent ceux qui ne sont bourgeois de Parcours prendre lettres de désaveu du bailli de Sens ou son lieutenant, & par vertu d'icelles s'avouer bourgeois du roi par un sergent royal, &c.*

Le Parcours, quant au travail, est ainsi défini dans le glossaire de Ducange : *Speſtabat etiam percursus facultatem datam hominibus in alieno fundo operas faciendi* ; le droit de travailler librement & sans charges des droits établis dans les seigneuries avec lesquelles on est en droit de Parcours.

Tels sont, quant aux sujets, les effets du Parcours de travail ; quant aux seigneurs, l'effet du Parcours a toujours été, que le seigneur du domicile originaire percevoit sur son homme les droits & redevances dont il pouvoit être tenu en totalité, soit à raison de sa personne, soit à l'occasion de son travail & de ses bestiaux, en quelques lieux qu'ils eussent été employés.

La coutume de Nivernois, article premier du titre 12, donne un exemple du droit de Parcours quant au labourage : elle décide que la dixme se partage ordinairement entre le seigneur du domicile du laboureur qui a cultivé, & le seigneur foncier du territoire dans lequel l'héritage est situé ; mais quand il y a Parcours, ou droit d'aller labourer l'un sur l'autre, alors la dixme entière appartient au seigneur du domicile, & ce droit, porte l'article, *s'acquiert par titre ou prescription suffisante.*

Ce que l'on appelle Parcour quant au travail, est donc le droit d'aller franchement dans un territoire autre que celui de la seigneurie du domicile y exercer le travail de ses bestiaux, à la charge seulement de servir au seigneur du domicile la totalité des redevances dont le travail de ces bestiaux est tenu envers lui.

Le Parcour seroit une servitude, si quelque seigneur le souffroit, de la part de ses voisins, dans sa terre, sans que ses habitans en jouissent de même dans les territoires voisins; mais dès qu'il est respectif, c'est une convention ordinaire, dans laquelle le seigneur du domicile reprend sur le travail que ses habitans vont faire dans les seigneuries voisines, le fruit qu'il perd par le travail de ses voisins dans la sienne.

Si la redevance est personnelle, ou si, malgré la réalité de la redevance, il y a convention de Parcour prouvée par les titres ou par la prescription, entre les deux seigneuries, alors le seigneur du domicile du laboureur aura seul la redevance totale, & en cela il ne blessera pas l'intérêt du seigneur son voisin, qui, en vertu du Parcour, exigera de même la redevance totale de son droit semblable sur ses domiciliés qui auront été porter leur travail dans les autres seigneuries tenues également en convention de Parcour.

On peut juger par-là de la justice & même de l'égalité que comporte en général la convention du Parcour; elle rend inutile tout examen sur la nature du droit. Le réel doit être gouverné, en vertu du Parcour, de la même manière que s'il étoit personnel. Il faut ajouter qu'elle procure à chaque seigneur la facilité de trouver dans

sa propre seigneurie le paiement de tout ce qui lui est dû ; ce qui ne seroit pas , si le seigneur étoit obligé de suivre dans les lieux voisins toutes les divisions qu'opérerait la réalité de son droit parmi les cultivateurs ; il y gagne encore l'avantage de pouvoir faire faire le recouvrement de son droit entier de la seule autorité de ses juges , qui seroient incompétens pour connoître de l'exécution d'un droit réel né dans un territoire étranger , & à poursuivre des laboureurs domiciliés dans une autre justice.

L'effet du Parcours de travail est donc double ; l'un s'applique au seigneur , l'autre à son habitant. L'effet du Parcours , pour le seigneur , est de le faire jouir seul de la redevance due par son habitant , soit à raison de sa personne , soit à raison de ses bestiaux & de leur travail. L'effet , en faveur de l'habitant , est d'opérer qu'en acquittant envers le seigneur de son domicile les redevances dont la bourgeoisie , le labourage ou la pâture sont chargés dans sa seigneurie , il demeure quitte de toutes redevances envers les seigneurs voisins dans les territoires desquels il pourra mener franchement ses bestiaux , sa charrue.

Voyez les auteurs cités dans cet article , & sur le Parcours de travail un mémoire imprimé de M. Mauclerc , avocat au parlement : nous ne connoissons rien de mieux ; nous y avons puisé les notions que nous venons de présenter.

(*Addition de M. H** , avocat au parlement.*)

PARDON. Rémission d'une faute , d'une offense.

On appelle *lettres de Pardon* , les lettres que
le

le prince accorde en chancellerie à un homme impliqué dans une affaire criminelle , pour s'être trouvé dans la compagnie du principal accusé , lorsqu'il a commis le crime.

Les lettres de Pardon peuvent être obtenues dans les petites chancelleries , & celui auquel on les accorde n'est pas obligé de se mettre en état , c'est-à-dire de se rendre en prison pour les présenter aux juges.

Ces sortes de lettres ont beaucoup de rapport avec ce que les Romains appeloient purgation. On les intitule : *A tous ceux qui ces présentes lettres verront* , & on date du jour de l'expédition : elles sont scellées en cire jaune , au lieu que celles de rémission se datent du mois seulement , & sont scellées en cire verte , & intitulées : *A tous présens & à venir* , parce qu'elles sont *ad perpetuam rei memoriam*.

PAREATIS. On donne ce nom à des lettres qu'on expédie en chancellerie pour faire exécuter les arrêts & les sentences hors le ressort des tribunaux où ils ont été rendus.

Comme les juges n'ont d'autorité que dans l'étendue de leur juridiction , & qu'il est important que les jugemens rendus par un tribunal puissent être exécutés dans tout le royaume , on a introduit le Paréatis , pour empêcher que les juges de lieux ne s'opposassent à l'exécution de jugemens qu'ils n'auroient pas prononcés.

On peut donc dire que le Paréatis est la sauvegarde du territoire des juridictions , en même temps qu'il sert à faire exécuter généralement , dans toutes les provinces soumises à la domina-

tion du roi , les arrêts & les sentences rendus par les juges.

Il y a trois sortes de Paréatis ; ceux qui s'obtiennent au grand sceau , ceux qui s'accordent dans les chancelleries particulières , enfin ceux que donnent les juges des lieux où l'on peut faire exécuter un arrêt ou une sentence.

L'effet d'un Paréatis qui émane du grand sceau , consiste à rendre les arrêts , les jugemens & les contrats pour lesquels on l'a obtenu , exécutoires dans toute l'étendue du royaume.

Les Paréatis des chancelleries particulières sont restreints dans les limites du ressort de ces chancelleries.

Ceux des juges n'ont de pouvoir que dans l'enclave de leur juridiction.

L'article 6 du titre 27 de l'ordonnance de 1667 , contient sur cette matière plusieurs dispositions qu'il est nécessaire de rapporter.

» Tous arrêts (y est-il dit) seront exécutés
 » dans toute l'étendue de notre royaume , en
 » vertu d'un *Paréatis* du grand sceau , sans qu'il
 » soit besoin d'en demander aucune permission à
 » nos cours de parlement , baillis , sénéchaux ,
 » & autres juges dans le ressort ou détroit des-
 » quels on les voudra faire exécuter ; & au cas
 » que quelques-unes de nos cours ou sièges en
 » empêchent l'exécution , & qu'ils rendent quel-
 » ques arrêts , jugemens ou ordonnances portant
 » défenses ou surseance de les exécuter ; voulons
 » que le rapporteur , & celui qui aura présidé ,
 » soient tenus solidairement des condamnations
 » portées par les arrêts dont ils auront empêché
 » ou retardé l'exécution , & des dommages &

» intérêts de la partie , & qu'ils soient solidai-
» rement condamnés en deux cents livres d'amende
» envers nous : de laquelle contravention nous
» réservons la connoissance à nous & à notre
» conseil. Sera néanmoins permis aux parties &
» exécuteurs des arrêts hors l'étendue des parle-
» mens & cours où ils auront été rendus , de
» prendre un Paréatis en la chancellerie du par-
» lement où ils devront être exécutés , que les
» gardes des sceaux feront tenus de sceller à peine
» d'interdiction , sans entrer en connoissance de
» cause. Pourront même les parties prendre une
» permission du juge des lieux au bas d'une re-
» quête , sans être tenues de prendre en ce cas
» *Paréatis* au grand sceau & petites chancelle-
» ries : mandons à nos gouverneurs & lieutenans
» généraux de tenir la main à l'exécution de la
» présente ordonnance , sur la simple représen-
» tation des *Paréatis* ou de la permission des juges
» des lieux «.

Quoiqu'en thèse générale ce soit un principe certain que les arrêts & les jugemens ne peuvent être exécutés hors le ressort des tribunaux qui les ont rendus , qu'avec un *Paréatis* , il y a cependant plusieurs exceptions à cette règle , qui sont fondées sur des loix particulières.

Par exemple , les sentences des juges conservateurs des privilèges des foires de Lyon s'exécutent dans toute l'étendue du royaume , sans qu'on soit obligé d'obtenir aucun *Paréatis*. C'est une disposition de l'édit du mois de juillet 1669. Les sentences rendues par le siège de la connétablie s'exécutent aussi sans *Paréatis*.

Les jugemens rendus par le bailliage de l'ar-

tillerie de France , dont le siège est à Paris à l'arsenal , sont également dispensés de la formalité du Paréatis par l'édit du mois d'août 1703 , qui a créé cette juridiction.

L'édit du mois d'avril 1695 a fait la même exception en faveur des sentences des officiaux & des autres juges d'église.

Les décrets rendus en matière criminelle , de quelques juges qu'ils soient émanés , s'exécutent également par-tout le royaume sans Paréatis , suivant la disposition de l'article 12 du titre 10 de l'ordonnance de 1670.

Quant aux contrats passés sous le *scel royal* , l'article 95 de l'ordonnance de 1539 veut qu'ils soient exécutoires dans toute l'étendue du royaume sans Paréatis.

Il n'est point nécessaire d'obtenir des lettres de Paréatis pour exécuter les commissions du conservateur des privilèges royaux de l'université de Paris , ni celles des autres juges conservateurs des universités de France , & autres députés par le roi.

Les sentences arbitrales , lorsque les parties y ont acquiescé devant notaires , jouissent du même privilège ; mais les contrats reçus par les notaires des seigneurs ne peuvent être mis à exécution hors le ressort de leur justice , qu'en vertu d'une permission des juges des lieux.

Les Paréatis ne peuvent se refuser , à moins que le titre qu'on veut exécuter ne soit pas revêtu des formes extérieures qui rendent un *acte paré*. Par exemple, s'il y a quelque défaut dans l'intitulé ; s'il n'est pas revêtu du sceau de la juridiction dont il est émané ; enfin s'il est l'ouvrage

d'une autorité non reconnue en France : hors ces cas, l'article 120 de l'ordonnance de 1629 veut qu'on accorde les Paréatis sans connoissance de cause.

Hors les cas que nous avons ci-dessus rappelés & qui sont exceptés de la règle générale qui exige un Paréatis pour mettre un arrêt ou un jugement à exécution dans l'étendue du ressort d'un autre tribunal que celui dont ils sont émanés, la formalité du Paréatis est de rigueur & indispensable. Ainsi toutes les fois qu'on ne la remplit pas lorsqu'elle est nécessaire, les procédures qu'on fait sont nulles & ne produisent aucun effet ; l'huissier ou le sergent qui les ont faites peuvent même être punis par les juges des lieux, pour n'avoir pas respecté leur autorité : mais lorsqu'un huissier est porteur d'un Paréatis, il n'est pas obligé d'obtenir une commission du juge des lieux.

Nous avons dit ci-devant que les sentences des officiaux & des autres juges d'église s'exécutent sans Paréatis : cependant ce privilège n'a pas lieu lorsqu'il s'agit de temporel, de possessoire, de séquestre ou de saisie ; c'est ce qui a été jugé par un arrêt solennel, rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Gilbert de Voisin, le premier décembre 1744. Le parlement de Paris, par cet arrêt, a déclaré nulle la saisie exécution & la vente des meubles d'un curé, faites en vertu de sentences rendues par un officiel portant condamnation de sommes pécuniaires, & il a été fait défenses à tous huissiers de mettre à exécution les sentences des juges d'église, sans permission préalable des juges laïques.

Quoique la justice du comté de Lyon ne soit qu'une justice seigneuriale, elle jouit du privilège particulier que ses sentences peuvent être mises à exécution sans Paréatis dans toute l'étendue de la sénéchaussée de Lyon. Un arrêt du parlement de Paris du 8 février 1653, l'a ainsi jugé en faveur du juge du comté de Lyon, contre les officiers de la sénéchaussée de cette ville.

Les gardes des eaux & forêts peuvent, lorsqu'il s'agit de délits commis dans le ressort d'une maîtrise, exercer leurs fonctions hors leur ressort & même dans le ressort d'un autre parlement, sans être obligés d'obtenir aucune permission ni Paréatis. C'est ce qui a été jugé par un arrêt du conseil du 17 décembre 1737, qui a cassé un arrêt du conseil souverain de Roussillon.

Lorsqu'on veut exécuter à Paris un jugement qui n'est pas revêtu d'un Paréatis, il faut obtenir une permission de M. le lieutenant civil. Ce magistrat ne l'accorde qu'à condition que l'impétrant élira un domicile dans le lieu où se fait l'exécution.

En 1731, M. le lieutenant civil ayant permis sur requête, d'exécuter une ordonnance du prévôt de Bar, qui autorisoit à emprisonner un particulier pour dettes civiles, par-tout où il se trouveroit, ce particulier se plaignit au parlement de l'ordonnance de M. le lieutenant civil, &, pour la faire déclarer nulle, il soutenoit qu'un juge ne pouvoit permettre l'exécution d'une ordonnance sur requête non communiquée; qui n'avoit pas été signifiée à la partie qu'elle intéressoit, & qu'une permission semblable étoit contraire à toutes les règles de l'ordre judiciaire.

Cependant le parlement n'eut point égard à

ces moyens , & , par arrêt du 23 mai 1731 , il confirma le Paréatis de M. le lieutenant civil , & renvoya l'appel du prévôt de Bar devant le bailli de la même ville.

Comme c'est un principe certain que les contrats passés en pays étranger , & les jugemens rendus par des tribunaux soumis à l'autorité d'autres souverains que le roi de France , n'ont point hypothèque dans le royaume , on n'accorde point de Paréatis pour exécuter ces contrats & ces jugemens contre des sujets régnicoles.

Les Suisses jouissent d'un privilège particulier. Les jugemens rendus par les tribunaux supérieurs de la Suisse s'exécutent en France comme les jugemens des tribunaux françois s'exécutent en Suisse : mais , pour mettre à exécution ces jugemens , il faut qu'ils soient revêtus des formes prescrites pour attester leur authenticité & l'autorité légitime dont ils sont émanés ; il faut ensuite obtenir un Paréatis du juge des lieux où l'on veut les exécuter.

Voyez l'ordonnance de 1667 , l'édit de 1695 ; & les autres ordonnances qui sont citées dans cet article ; Bouchel , Bornier , Jousse , Ferrière , &c. Voyez aussi les articles COMMISSION , JUGEMENTS , RESSORT , &c.

(Cet article est de M. DESESSARTS , avocat au parlement , membre de plusieurs académies).

ADDITION à l'article PARÉATIS.

Les arrêts du grand conseil peuvent-ils être exécutés sans Paréatis dans les provinces sur lesquelles ce tribunal n'a point de juridiction , telles que la

Flandre , l'Artois , le Hainaut , le Cambresis ; le Roussillon , l'Alsace , &c. ? Cette question avoit été décidée pour l'affirmative par arrêt du grand conseil même , du 3 février 1781 , rendu sur la requête du procureur général , & conçu en ces termes : » Ordonne que les dispositions de » l'article 6 du titre 27 de l'ordonnance de » 1667 , de l'article 13 de l'édit du mois de » mai 1775 , seront exécutées selon leur forme & » teneur ; en conséquence , casse & annule l'or- » donnance de Paréatis , rendue par les prévôt , » mayeur & échevins de la ville de Lille , le 10 » janvier dernier , pour l'exécution de l'arrêt du- » dit conseil du 22 décembre précédent ; leur » enjoint de se conformer auxdits articles de l'or- » donnance de 1667 & de l'édit du mois de » mai 1775 , sus énoncés ; fait défenses au pro- » cureur syndic de ladite ville de s'opposer à » l'exécution des arrêts dudit conseil , d'exiger à » l'avenir de pareilles ordonnances , à tous huif- » siers de les requérir , & aux juges de les ac- » corder , sous telles peines qu'il appartiendra ; » ordonne que le présent arrêt sera signifié , tant au » procureur syndic de ladite ville , qu'au greffier » de la prévôté & échevinage d'icelle «.

Mais cet arrêt ayant été dénoncé à M. de Castéle , procureur général du parlement de Flandres , ce magistrat a donné un réquisitoire dans lequel il expose , » que les dispositions de » cet arrêt annoncent que le grand conseil a formé » le dessein de renouveler d'anciennes prétentions , » & de soumettre à l'autorité résultante de son » attribution , les provinces du ressort de la cour : » mais que la cour , dépositaire & gardienne des » privilèges constans des peuples Belges & de

» leur droit national , conservés & maintenus
» jusqu'à nos jours , ne souffrira pas qu'ils reçoivent
» aucune altération de cette attaque momentanée , & que la partie des Pays-Bas soumis au
» meilleur des gouvernemens , parce qu'il est dirigé
» par la justice & par la foi des traités , conservera le
» privilège précieux de n'être soumis à aucune autre
» juridiction que celle de ses juges domiciliés , sans que ,
» sous prétexte d'évocation , de *commitimus* , ou autrement , les
» habitans puissent être traduits en des sièges ou
» tribunaux qui leur soient étrangers.

» Que cette entreprise du grand conseil doit d'autant plus étonner la cour , que l'incompétence
» de ce tribunal a été discutée & prononcée en nombre
» d'occasions , & que depuis longtemps son silence
» donnoit lieu de croire que , content de jouir dans
» l'intérieur du royaume d'une juridiction accidentelle
» & momentanée , il n'auroit plus tenté de sortir des bornes
» qui lui sont prescrites , pour essayer d'étendre son
» pouvoir dans des provinces qu'une multitude de loix
» & de décisions notables ont garanties constamment
» de l'effet des évocations , des *commitus* , & de tous
» autres privilèges qui ont été jugés inférieurs de
» beaucoup au droit national des habitans & à la
» constitution des tribunaux des Pays-Bas.

» Que si la nouvelle prétention du grand conseil n'a pas
» pour objet direct l'exercice d'une *cédula évocatoire* ,
» elle tend au moins à se prévaloir des moyens
» d'introduire cette sorte de privilège dans la Flandre ;
» car , en admettant avec le grand conseil que ses
» arrêts peuvent être mis à exécution dans le ressort
» de la cour , sans de-

„ mander aucune permission, *visa* ou *Paréatis* ;
 „ aux juges des lieux , il seroit facile à ce tribu-
 „ bunal d'y exercer ses évocations dans toute leur
 „ étendue , sans que les tribunaux en soient pré-
 „ venus ; qu'ainsi l'arrêt du 3 février dernier ,
 „ rendu sur la requête du procureur général du
 „ roi au grand conseil , que le remontrant dé-
 „ nonce à la cour , tend évidemment à renouveler
 „ toutes les anciennes contestations qui ont eu lieu
 „ entre la cour & ce tribunal ; que déjà la con-
 „ noissance de cet arrêt a porté l'inquiétude dans
 „ différentes administrations , & que la cour, in-
 „ formée de cette entreprise , reconnoitra tout à
 „ la fois la nécessité d'en annuler l'effet , & de
 „ rassurer les juges de son ressort contre les atta-
 „ ques d'une autorité qui leur a été inconnue jus-
 „ ques à présent.

„ Que le droit que prétend le grand conseil
 „ de faire mettre à exécution ses arrêts dans les
 „ provinces du ressort de la cour , sans aucune
 „ permission, *visa* ou *Paréatis* du juge des lieux ,
 „ est un acte de juridiction aussi éminent que ce-
 „ lui de juges , dont il est dépendant & indivi-
 „ visible ; qu'il résulte de ce principe, qu'un tribu-
 „ nal qui n'a pas de juridiction dans un territoire ,
 „ n'a pas le pouvoir d'y faire mettre ses mande-
 „ mens à exécution sans la permission du juge à
 „ qui la juridiction appartient.

„ Qu'ainsi en établissant que le grand conseil
 „ n'a aucune juridiction , de quelque nature que
 „ ce soit , dans le ressort de la cour , il sera dé-
 „ montré qu'il ne peut y faire mettre ses arrêts
 „ à exécution sans permission, *visa* ou *Paréatis*
 „ des juges des lieux “.

Après ce préambule , M. de Castéle trace

rapidement une esquisse des différens édits & arrêts qui maintiennent le ressort du parlement de Flandres dans un affranchissement entier de la juridiction du grand conseil , & dont nous avons rendu compte aux articles DOUAI , ÉVOCATION & FLANDRES ; après quoi il continue de cette manière :

» Des loix aussi précises , des décisions autant
» multipliées , auroient dû persuader à jamais le
» grand conseil , que toutes les tentatives pour
» soumettre à sa juridiction , soit directement ,
» soit indirectement , les provinces du ressort de
» la cour , continueront d'être infructueuses ; &
» que , par une conséquence nécessaire , il n'avoit
» pas le droit d'y faire exécuter ses arrêts ou com-
» missions , sans en demander aucune permission
» ou *Paréatis*.

» C'est en vain que , pour colorer son entre-
» prise , le grand conseil fonde l'arrêt qu'il a
» rendu contre les officiers municipaux de Lille ,
» sur les dispositions de l'ordonnance du mois
» d'avril 1667 , & d'un édit du mois de juillet
» 1775.

» La première de ces ordonnances n'a jamais
» été enregistrée en la cour , elle n'y a pas même
» été envoyée : ses dispositions ne sont aucune-
» ment connues dans les provinces de son ressort ,
» & n'y ont pas plus d'empire que le tribunal qui
» les réclame , à moins que le grand conseil ne
» prétende aussi avoir le droit d'introduire dans
» les Pays - Bas françois un règlement auquel
» le roi n'a jamais jugé devoir soumettre ses su-
» jets flamands.

» Mais en supposant que la cour voulût adop-
» ter , pour un moment , la disposition de la loi

» réclamée par le grand conseil, elle ne saurait justifier l'arrêt qu'il a rendu le 3 février dernier. L'article 6 du titre 27, cité par le procureur général de cette cour, ordonne que tous arrêts seront exécutés dans toute l'étendue du royaume, en vertu d'un Paréatis du grand sceau, sans qu'il soit besoin de demander aucune permission; mais l'arrêt du grand conseil, sur lequel les échevins de Lille ont accordé un *Paréatis*, n'étoit pas revêtu de cette marque de l'autorité souveraine, lorsqu'un huissier étranger se rendit à Lille pour la mettre à exécution. Le grand conseil objectera sans doute que ses arrêts étant scellés du grand sceau, cela équivaut à un *Paréatis*; ce raisonnement n'est que spécieux; le grand sceau peut bien équivaloir, par rapport au grand conseil & dans les cas qui lui sont attribués, à une chancellerie qui n'existe point auprès de lui, comme il y en a une près de chaque cour souveraine, & ce sceau peut avoir la vertu d'assurer l'exécution de ses arrêts dans les provinces où les évocations sont admises; mais il est insuffisant pour celles où ce privilège est inconnu, & où il est défendu de l'introduire; dans les pays soumis aux évocations, le grand conseil y a réellement une juridiction relative à chaque objet qui lui est attribué; & c'est alors qu'il peut dire qu'il n'a pas besoin de *Paréatis* pour l'exécution de ses arrêts: mais dans le ressort de la cour, où le grand conseil ne peut exercer aucune juridiction, de telle nature qu'on la conçoive, la simple mention du grand sceau au bas de ses arrêts ne suffit pas pour les y mettre à exécution, parce que ce n'est jamais par suite de droit de

juridiction qu'ils s'y exécutent , mais unique-
ment à raison du domicile des parties qui ont
comparu pardevant lui , pour des objets réels
situés hors du ressort de la cour ; il faut donc
en ce cas un Paréatis du grand sceau ou des ju-
ges des lieux , conformément à l'article 6 du
titre 27 de l'ordonnance de 1667 , & c'est aussi
ce qui est confirmé par l'article 13 de l'édit du
mois de juillet 1775 , invoqué par le grand
conseil : malgré que cette loi , uniquement rela-
tive à la compétence de ce tribunal , ne soit
pas plus connue en Flandres que ne l'est l'or-
donnance de 1667 , on y lit : *» Voulons que*
» les arrêts, ordonnances & mandemens, dans les
» matières qui sont attribuées à notre grand con-
» seil, & qui seront scellées du grand sceau, soient
» exécutés dans toute l'étendue de notre royaume,
» ainsi que les arrêts de nos cours le sont dans
» les limites de leur ressort, sans demander aucune
» permission «.

La conséquence que ledit procureur général du
roi fait résulter de cette disposition , est , *» que*
» le grand conseil n'ayant aucune matière qui lui
» soit attribuée dans le ressort de sa cour, ces
» arrêts ne peuvent être signifiés ni exécutés sans
» permission ; car lorsque le législateur veut que
» les arrêts du grand conseil soient exécutés sans
» permission dans toute l'étendue du royaume,
» ce n'est qu'à raison des attributions qui forment
» la juridiction de ce tribunal, & de la même
» manière que les arrêts des cours le sont dans
» les limites de leurs juridictions ; mais, hors de
» cette limite, le grand conseil n'ayant pas de
» juridiction, ses arrêts sont à l'instar de ceux
» des autres cours, qui ne peuvent être exécutés

» sans *Paréatis* dans un territoire qui leur est
 » étranger.

» Ces principes étoient adoptés par le grand
 » conseil en 1776, lorsque, dans un arrêt du 9
 » janvier contre le parlement de Dijon, il disoit
 » *n'avoir aucun territoire limité, & que sa juri-*
 » *diction ne s'étendoit sur les sièges inférieurs, que*
 » *dans les matières qui lui sont attribuées.*

» Il doit convenir aussi que n'ayant aucune attri-
 » bution qu'il puisse réclamer en Flandres, il n'a
 » aucune autorité sur les juges de ces provinces,
 » & que par conséquent il n'a pas eu le droit de
 » faire aux officiers municipaux de Lille les
 » injonctions portées par son arrêt du 3 février «.
 Sur ce réquisitoire, le parlement de Flandres a
 rendu, au rapport de M. Henner, un arrêt du
 17 mars 1781, dont voici le dispositif : » La
 » cour déclare ledit arrêt (du grand conseil) nul
 » & de nul effet ; fait défenses à tous huissiers
 » & sergens de signifier ou autrement exécuter,
 » dans le ressort de la cour, semblables arrêts,
 » commissions ou mandemens dudit grand con-
 » seil, & aux juges, tant royaux que municipaux
 » & seigneuriaux, de souffrir les significations &
 » exécutions desdits arrêts, commissions ou man-
 » demens, à peine contre les huissiers, sergens
 » ou autres qui les auroient signifiés en contra-
 » vention du présent arrêt, d'emprisonnement,
 » s'ils sont officiers étrangers du ressort de la cour,
 » à ce faire lesdits juges autorisés, & d'interdic-
 » tion ou de plus grande peine, s'il y échet,
 » contre les huissiers & sergens d'aucuns des sièges
 » & juridictions du ressort de la cour ; ordonne
 » que le présent arrêt sera lu, publié à l'audience
 » tenant, imprimé & affiché où besoin sera, &

» que copies collationnées d'icelui seront envoyées
 » dans les bailliages & autres sièges inférieurs du
 » ressort , pour y être pareillement lues , publiées
 » & enregistrées : enjoint aux substitués du pro-
 » cureur général du roi èsdis sièges , d'y tenir la
 » main , & d'en certifier la cour dans le mois «.

(Cette addition est de M. MERLIN , avocat
 au parlement de Flandres.)

PARENTÉ. C'est le rapport qu'il y a entre des personnes unies par les liens du sang.

Les personnes nées d'un mariage légitime peuvent seules être considérées comme parentes de la famille de leur père & de leur mère : ainsi un bâtard n'a point de parens , si ce n'est ses enfans nés en légitime mariage , d'où il suit qu'à l'exception de ceux-ci , personne ne lui succède & il ne succède à personne (*).

On distingue trois sortes de parens ; savoir ; les ascendans , les descendans , & les collatéraux.

Les ascendans sont les père , mère , aïeul & aïeule , & autres plus éloignés en remontant.

Les descendans sont ceux qui sont issus des mêmes ascendans.

Les collatéraux sont ceux qui descendent d'une souche commune ; tels que les frères , les cousins , l'oncle & le neveu , &c.

Les degrés de parenté sont l'éloignement qu'il y a d'une génération à l'autre : pour les compter , on suit la ligne ou suite des personnes dont on veut connoître la proximité.

(*) Cette règle admet une exception en quelques provinces , & particulièrement en Dauphiné , où la mère & le bâtard succèdent réciproquement l'un à l'autre.

La parenté entre les ascendants & les descendants se compte suivant l'ordre de la ligne directe ascendante & descendante ; & la parenté des collatéraux se compte de même dans la ligne collatérale ; de manière que chaque personne ou génération fait un degré.

Ainsi le père & le fils ne sont éloignés que d'un degré, le petit fils est éloigné de son aïeul de deux degrés ; on ne compte pour celui-ci que deux degrés, quoiqu'il y ait trois personnes, parce que de l'aïeul au petit fils il n'y a que deux générations ; savoir, le fils & le petit fils : on ne compte pas l'aïeul, parce qu'il ne s'agit pas en ce cas de sa génération.

Les degrés de Parenté, en collatérale, se comptent de même par génération, en remontant à la souche commune, que l'on ne compte pas.

Ainsi, pour trouver le degré de parenté entre deux cousins germains, il faut remonter à l'aïeul ; & comme il y a entre lui & ces deux cousins quatre générations, deux d'un côté & deux de l'autre, savoir, les deux fils & les deux petits fils, qui sont cousins germains, il se trouve que ces deux cousins sont parens au quatrième degré.

Cette manière de compter les degrés par générations a lieu pour la ligne directe, tant par le droit civil que par le droit canon ; mais en collatérale elle n'est observée que suivant le droit civil.

Suivant le droit canon, en collatérale, il faut deux personnes engendrées pour faire un degré, c'est-à-dire, que l'on ne compte les degrés que d'un côté ; de manière que deux collatéraux sont parens entre eux au même degré qu'ils sont éloignés

éloignés de la souche commune ; & si l'un des deux en est plus éloigné que l'autre , c'est cet éloignement où le premier se trouve de la souche commune , qui forme le degré de parenté entre eux , suivant la règle vulgaire , *remotior trahit ad se proximior*.

En France , on compte les degrés de parenté suivant le droit canon , pour les mariages & pour les récusations des juges.

Pour ce qui est des successions ; on ne succédoit , suivant le droit Romain , que jusqu'au dixième degré de parenté ; l'article 41 des placités de Normandie porte , qu'*on ne succède dans cette province que jusqu'au septième degré inclusivement* ; mais , suivant le droit commun observé en France , on succède à l'infini , soit en directe ou en collatérale , tant que l'on peut prouver la parenté , quand même on n'en prouveroit pas précisément le degré ; le fisc ne succède qu'au défaut de tous les parens.

Le mariage est défendu entre les ascendans & les descendans jusqu'à l'infini.

Il est également défendu entre les collatéraux qui se tiennent lieu entre eux d'ascendans & de descendans , comme l'oncle & la nièce , la tante & le neveu , &c.

A l'égard des autres collatéraux qui n'ont point entre eux cette ressemblance de la ligne directe , le mariage est défendu jusqu'au quatrième degré canonique inclusivement , c'est-à-dire , qu'il est défendu jusqu'aux petits fils des cousins germains inclusivement.

L'alliance spirituelle qui procède de l'administration ou réception du sacrement de baptême , ou de celui de confirmation , forme aussi une

espèce de parenté ou affinité , dont les degrés se comptent de même que ceux de la parenté qui vient des liens du sang.

La parenté fait aussi un empêchement pour être pourvu d'une charge de judicature dans un tribunal où l'on a quelque parent au degré marqué par l'ordonnance ; ces degrés se comptent suivant le droit civil.

L'édit du mois d'août 1669 porte défenses à ceux qui sont parens aux premier , second & troisième degrés , qui sont le père & le fils , les frères , l'oncle & le neveu , & à ceux qui sont alliés jusqu'au second degré , qui sont le beau-père & le gendre , & les deux beaux-frères , de posséder & exercer conjointement aucun office , soit dans les cours souveraines ou sièges inférieurs , à peine de nullité des provisions & des réceptions qui seroient faites , & de la perte des offices.

Le même édit fait défenses aux officiers titulaires , reçus & servant actuellement dans les cours & sièges , de contracter alliance au premier degré de beau-père & de gendre ; autrement , & en cas de contravention , l'édit déclare l'office du dernier reçu , vacant au profit du roi.

On peut obtenir du roi des dispenses de parenté , à l'effet d'être reçu officier dans un tribunal où l'on a des parens ou alliés au degré spécifié par la loi ; mais en ce cas les voix de ces parens ou alliés ne sont comptées que pour une , quand ils ne sont pas d'avis différens.

Lorsqu'on fait le procès au cadavre ou à la mémoire d'un défunt , l'article 2 du titre 22 de l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670 , veut que le juge lui nomme d'office un curateur , & qu'un parent du défunt soit préféré , s'il

s'en offre quelqu'un pour faire cette fonction.

Voyez au surplus les articles TÉMOIN , SUCCESSION , TUTEUR , BAIL JUDICIAIRE , SAISIE , &c.

PARÈRE. Avis, sentiment de négocians sur des questions de commerce.

La pratique du négoce ; particulièrement de celui des lettres de change , étant venue d'Italie , on a conservé dans presque toutes les places de France , singulièrement en celle de Lyon , l'usage des Parères : ils tiennent lieu d'actes de notoriété , lorsqu'ils ont été donnés de l'autorité du juge conservateur , ou par une consultation particulière pour appuyer le droit de celui qui consulte.

Depuis l'érection des chambres particulières de commerce dans quelques principales villes de France , en conséquence de l'édit de 1700 & de l'arrêt du conseil de 1701 , les Parères faits sur les places de la bourse ou du change , dans les villes où ces chambres sont établies , ne peuvent avoir d'autorité qu'après avoir été présentés & approuvés par ces chambres.

M. Savary , auteur du parfait négociant , a donné au public , en 1688 , un livre intitulé , *Parères ou avis & conseils sur les plus importantes matières du commerce.*

Ce livre contient la résolution des questions les plus difficiles concernant les banqueroutes & faillites , les lettres & billets de change , les ordres sans dates & sans expression de valeur , les signatures en blanc , les renouvellemens des billets & lettres de change , celles qui sont tirées ou acceptées par des femmes en puissance de

mari , la minorité des tireurs , les différentes sociétés , la compétence des juges & consuls , & d'autres matières touchant le fait du commerce , ensemble plusieurs arrêts des parlemens rendus en conformité des Parères donnés sur toutes ces questions.

Ce livre a été depuis imprimé en 1715 par Guignard , libraire , avec une augmentation de trente-neuf Parères sur différentes questions toutes nouvelles , tirées des mémoires de l'auteur.

PARI. Voyez GAGEURE.

PARIAGE. On appelle *pariage*, *accompagnement ou association* , la possession par indivis du même domaine , seigneurie ou justice. Ce qui a introduit ces sortes de sociétés , est que l'église , qui , dans des temps orageux , craignoit de perdre ses biens par la force & la violence de certains seigneurs , s'associoit avec d'autres , leur cédoit la moitié de ses droits , pour les intéresser à conserver le tout par leur autorité.

Ragueau (*) dans le glossaire du droit françois , sur le mot *Apparation* , l'explique en ces termes : *Cùm princeps , dux , comes , baro , vel alius dominus & episcopus , abbas vel ecclesia , pares sunt domini in eâdem civitate & ditione , multe sunt principum cum ecclesiis societates.*

Pariage ès anciens instrumens & arrêts , dit encore le même auteur (*) , est un droit de compagnie & de société , quand un évêque , abbé

(*) Tom. 1 , pag. 52.

(**) Tom. 2 , pag. 196.

ou église fait une association perpétuelle avec un seigneur temporel pour la justice qui s'exerce sur leurs sujets, & pour les amendes & tailles qui se lèvent sur eux.

Le motif de ces accompagnemens est expliqué dans les additions de M. de Lauriere sur cet endroit. *Quand un évêque, un abbé ou quelque autre seigneur, manquoit d'autorité, il associoit autrefois avec lui dans sa seigneurie & dans sa justice quelque autre seigneur plus puissant avec qui il partageoit ses droits, pour en conserver une partie par la force.*

Chopin (*), dans tous ses ouvrages, parle de ces sortes de Pariage & d'accompagnement :
 » On trouve, dit-il, plusieurs églises, lesquelles
 » d'ancienneté ont reçu les rois & les princes, en
 » leurs communautés, pour être associés avec
 » elles en leurs biens & droits temporels, pour
 » se garantir plus aisément contre les persécuteurs
 » & perturbateurs de l'église, étant assurées d'avoir
 » par-là de bons & puissans patrons & sauve-
 » garde assurée «.

Il en cite plusieurs exemples dans son traité du domaine (**), & ajoute, que les rois seuls n'ont point été admis en telle société par le consentement des églises, mais aussi les ducs de grand renom, & les comtes plus apparens. Il en rapporte encore plusieurs exemples.

La Rocheflavin, & Graverol dans ses additions sur cet auteur, traité des droits seigneuriaux (***),

(*) Pol. eccl. liv. 3, tit. 3, art. 8.

(**) Liv. 2, tit. 8, art. 7.

(***) Chap. 24.

attestent encore l'usage ancien & immémorial des Pariages. Ce dernier en distingue de deux espèces, les uns qui étoient limités à la vie des grands seigneurs avec qui les abbés & monastères traitoient, les autres qui étoient à perpétuité : il ajoute qu'on n'en voit plus de la première espèce, mais que ceux qui étoient à perpétuité sont demeurés dans leur force & vertu, quoique la raison de leur établissement ne subsiste plus.

On ne finiroit pas si on vouloit en citer les exemples connus & rapportés par les auteurs ; on se contentera d'en indiquer quelques-uns, suivant l'ordre des temps.

1123. Pariage entre l'abbaye de saint Remy de Rheims & le Comte de Rhétel, pour la seigneurie de Rancourt. *Ecclesia & comes in perpetuum pro indiviso possidebunt jure societatis* (*).

1155. Louis le Jeune est associé avec l'abbaye de saint Jean de Sens, pour les lieux de Chesy, Lisy & Voons : *Intuitu defensionis ejusdem loci abbates ad medietatem totius prædictarum villarum collegerunt nos in quibuscumque redditibus, hâc servatâ immobiliter conventionem quod regie liberalitati non liceat suam medietatem donare alteri personæ* (**).

1160. Le même prince est encore associé avec l'abbaye de Bonnevale. *Ego Ludovicus, &c. abbas de Bonavalle & totus ejusdem monasterii conventus nos participes constituerunt in villam suam quæ vocatur Laureium* (***)).

(*) Chop. pol. eccl. sup.

(**) Martenne, amplif. collect. tit. 1, pag. 812.

(***) Chop. sup.

1184. L'église de Rheims avec le comte de Champagne (*).

1192. L'abbaye de Lombec avec le roi (**).

1233. Thibaut, comte de Champagne, avec l'abbaye de Moleme : *In totâ justitiâ suâ quam habent in hominibus & feminis, me & heredes meos comites Campaniæ associant* (***).

1263. Le comte de Champagne avec l'abbaye de Luxeuil (****).

1273. Le roi avec les templiers. *Dom. rex associatus fuit per templarios in redditibus & justitiâ villæ de Paludello subtus sanctum Porcianum* (*****).

1332. L'archevêque d'Embrun associe le Dauphin de Viennois dans la seigneurie de la ville d'Embrun (*****).

En la même année, l'évêque de Rhodes associa de même le comte d'Armagnac.

1346. Les consuls de Miremont en Languedoc associent de même Philippe de Valois (*****).

Nous avons encore un exemple fameux de ces fortes d'accompagnemens ou Pariages, c'est celui de la ville de Chablis, dans laquelle le chapitre de saint Martin de Tours associa le comte de Champagne; on en trouve les titres dans le traité de l'usage général des fiefs de Brussel (*****).

(*) Id. *Ibid.*

(**) Ducang. V. *Paragium*.

(***) Chop. pol. sup.

(****) Mém. de Pithou.

(*****) Chop. sup.

(*****) Id. sur Anjou.

(******) Ragueau, tom. 2, pag. 797.

(******) Tom. 2, pag. 772 & suiv.

on y voit que quand on crioit le ban ; le crieur se servoit de ces termes : *De par saint Martin & de par le comte*, actuellement le sceau de la justice est commun, d'un côté sont les armes du roi, & de l'autre celles de saint Martin, avec légende, *sigillum communis curiæ chabl.* Il en est de même dans les autres seize prévôtés qui appartiennent au chapitre de saint Martin de Tours, où le Pariage subsiste de la même manière.

Le plus ancien Pariage que l'on connoisse est consigné dans le testament de saint Yrier, fondateur du monastère d'Artane, aujourd'hui appelé saint Yrier, dans le diocèse de Limoges, dans lequel il confirme la donation qu'il avoit faite à saint Martin de Tours, pour qu'il se rendît le protecteur de ce nouveau Monastère (*): *Donamus tibi per hujus testamenti paginam, medietatem Cricie: sis, aliam vero medietatem cum ædificiis vel cum omni jure suo Artano consistentes monarchi nostri in perpetuum, te, sancte Martine defensante, possideant* (*). Saint Yrier est mort en 591.

La célèbre abbaye de Remiremont en Lorraine est de même très-anciennement en Pariage avec le roi, comme représentant le duc de Lorraine.

En 1266, elle s'associa de même le duc de Bourgogne pour tous les domaines qu'elle avoit dans l'évêché de Châlons-sur-Saone.... L'association fut faite solennellement en présence du roi

(*) Ruynard, ad calcem Greg. Turon. pag. 1308.

(**) L'original de ce testament se conserve dans les archives de saint Martin de Tours.

saint Louis , qui la confirma. L'original de la chartre est au trésor de la chambre des comptes de Dijon.

L'objet des ecclésiastiques , en donnant en Pariage , étoit, comme nous l'avons déjà dit , de se procurer des protecteurs puissans. A l'instant où le Pariage étoit établi , l'église étoit sous la garde , l'avouerie , la défense du prince ou seigneur donataire , & les princes étoient très-fidèles à remplir cette obligation. Nous en voyons un exemple mémorable dans ce qui se passa au commencement du douzième siècle pour l'église de Remiremont. Il s'éleva alors une grande contestation entre le chapitre de Remiremont , d'une part , & les abbés & religieux de Chaumousey , d'autre , au sujet des offrandes d'une église paroissiale , que l'évêque avoit données aux religieux de Chaumousey. Thierry , duc de Lorraine , se regardant comme chargé de la défense de l'abbaye de Remiremont , se présenta avec l'abbesse devant l'évêque de Toul : *Et maxime dux Theodoricus , qui præsens aderat & defensionem causæ earum adversus nos suscepit , cum magnâ potentiâ instabat (*)*. Ce sont les termes de la chronique de Chaumousey. Les religieux de Chaumousey obtinrent des lettres de recommandation de l'empereur auprès du duc de Lorraine , à qui il appartenoit de défendre l'église de Remiremont. *Duci Theodorico ad cujus defensionem Romaricensis abbatia pertinebat , hujusmodi epistolam misit*. Ce sont toujours les religieux de Chaumousey qui parlent. Ils reconnoissent , non pas que le duc de Lorraine

(*) Martenne , thesaur. anecdot. tom. 3.

protégeoit seulement l'abbaye de Remiremont, mais qu'il étoit chargé de sa défense, & que cette défense lui appartenoit comme un droit singulier; ou plutôt que l'église de Remiremont lui appartenoit pour qu'il la défendît, *ad cujus defensionem abbatia Romaricensis pertinebat*.

Cette garde est précisément la même chose que l'advocatie, l'advouerie, la défense, suite nécessaire, ou plutôt charge inséparable du Pariage.

Les ducs de Lorraine étoient si jaloux de la garde de Remiromont, qui leur appartenoit, qu'ils ne souffroient pas que d'autres princes la partageassent avec eux; c'est ce qui paroît par un titre du 4 septembre 1298, qui est dans la chambre des comptes de Lorraine (*): on y voit que Jean de Bauzey, chargé de la procuration du chapitre de Remiremont, déclara au gardien du duché & comté de Bourgogne, qu'au nom de la dame abbesse & du chapitre, il renonçoit à la garde dudit comté, tant pour leur bien du Valdajol que autres, attendu que le duc de Lorraine, qui est leur gardien, tant en chef qu'en membres, n'agréoit ladite garde (**).

Les ducs de Lorraine ne faisoient en cela qu'imiter l'exemple de plusieurs autres princes. Le sire de Bourbon, en 1205, exigea des moines de Ruquet une reconnoissance qu'ils étoient sous sa garde, & une promesse de ne s'en point retirer pour quelque prétexte que ce pût être.

(*) Invent. des titres de Lorraine, biblioth. du roi. lagette 1, Remiremont, n°. 99.

(**) Brussel, des fiefs, pag. 769.

Ce droit de garde étoit donc alors regardé comme précieux par les plus illustres princes ; c'étoit un engagement solennel qui lioit réciproquement l'église protégée & le prince son protecteur.

C'est sur cette obligation de garder l'église de Remiremont, que sont fondés les sermens que les ducs de Lorraine étoient obligés de faire & faisoient toujours lors de leur entrée à Remiremont ; il y a plusieurs procès-verbaux des années 1392 , 1432 , 1465 , 1474 , 1513 & 1579 (*), dans lesquels il est dit que le duc de Lorraine a été très-humblement requis par les abbessé & religieuses de faire les sermens accoutumés de faire d'ancienneté, pour cause & raison de la garde de ladite église & ville de Remiremont, même de toutes leurs terres, seigneurie & sujets à lui recommandés de très-grande ancienneté. Que le duc de Lorraine, bien informé par les titres, lettres & chartres, & par son noble conseil, répondit bénévolement, qu'il vouloit faire son devoir & ce à quoi il étoit attenu, comme ses prédécesseurs ducs de Lorraine avoient fait.

Il ne faut pas être surpris après cela, si, en 1595, les officiers du duc de Lorraine ayant mal à propos troublé le chapitre de Remiremont dans les droits communs & indivis qu'il avoit avec le prince dans les bans d'Arches, Moulin, Bellefontaine, Longchamp, Ramonchamp & Vagney, le grand duc Charles confirma par un arrêt de son conseil le partage égal de tous les

*) Archives de Remiremont.

droits & revenus de ces justices & seigneuries. avons lesdites dames abbessse & chapitre admis & admettons de conjointement avec nous, en chacun desdits bans, où la création du majeur & officiers de justice se fait es plaids annaux, prendre & recevoir conjointement la moitié des amendes arbitraires ci-devant à elles quéréelées, comme aussi de toutes épaves, attrahieres, boisons & autres profits & émolumens semblables de haute, moyenne & basse justice, nonobstant toutes choses dites & proposées & pretendues au contraire par nosdits officiers, ou de leur part, dont nous les avons déboutés (*). Nous rapportons les termes de cet arrêt, parce qu'ils font très-bien connoître les droits respectifs de l'église & du prince avec lequel elle tenoit en Pariage.

Après ces définitions & ces exemples, nous ne pouvons rien faire de mieux, pour donner une juste idée de cette espèce de convention, que de transcrire le passage suivant de la Rocheflavin, *des droits seigneuriaux*, ch. 24.

» Droiët de Pariage est un droit de société &
 » compagnie, quand un évêque, abbé, chapitre
 » ou église fait une association perpétuelle avec un
 » seigneur temporel pour la justice qui s'exerce
 » sur leurs sujets : la plupart desquels Pariages
 » que nous avons en France, même ceux qui sont
 » avec le roi, ont procédé des guerres que les
 » anciens ducs, comtes & autres grands seigneurs
 » se faisoient entre eux, & du ravage que leurs
 » gens de guerre portoient au plat pays, même
 » es terres des ecclésiastiques, qui n'étoient respec-

(*) Archives de Remiremont.

» tés ni de l'un ni de l'autre party , ains c'estoit un
» séjour & passage ordinaire des gens de guerre ,
» lesquels n'osoient entrer en terres du roi , qui au
» contraire étoient respectées & privilégiées de
» tous. Si que voiant les seigneurs ecclésiastiques
» leurs sujets ruinés & leurs terres quasi désertes
» & en friche , esmeus de pitié envers leurs sub-
» jets , & de l'utilité qui leur proviendrait s'ils
» étoient exempts & leurs terres des ravages de
» guerre , & le peu d'émolument qu'ils retiroient
» de leurs justices , ils mettoient en Pariage avec
» eux pour la moitié de leurs justices, le roi &
» aucuns de la moitié des autres droicts seigneu-
» riaux , mais à la charge que le roi ne les met-
» troit hors de ses mains , & ne les pourroit
» transporter même en apanage ou récompense
» d'apanage , ainsi que Pichou l'a remarqué en
» ses mémoires , allegué en l'indice des droits
» royaux , à cause de quoi les ecclésiastiques au-
» roient occasion d'empêcher les aliénations que
» le roi fait de tels droits de Pariage avec eux. Il
» y avoit de semblables Pariages & pour mêmes
» causes avec ces anciens grands ducs & comtes
» de Normandie , Guienne , Tolose , Champagne
» & autres , par l'union desquels duchés & comtés
» à la couronne , les Pariages ont été unis aussi ,
» desquels il y a des exemples dans l'indice allegué
» sur le mot *Pariage* «.

Le roi a ce privilège , que celui qui est sei-
gneur en Pariage avec lui , ne peut contraindre
aucun de leurs sujets à lui faire hommage ou
passer reconnoissance , sans à ce appeler le pro-
cureur général du roi ou ses substitués aux sièges
royaux , comme il le peut faire étant en Pariage
avec autre que le roi , & ce pour obvier aux

usurpations qu'on pourroit faire des droits du roi , lesquels le plus souvent sont négligés. C'est pourquoi , par arrêt de l'an 1540 entre certains seigneurs directs du pays d'Albigeois en Pariage avec le roi , fut inhibé à tous seigneurs en Pariage avec le roi , de faire ni procéder aux reconnoissances des fiefs en Pariage , sans à ce appeler le procureur du roi sur les lieux , en conséquence duquel arrêt les reconnoissances exigées par un coseigneur de Versuel en Rouergue , sans avoir appelé le procureur du roi , furent cassées par arrêt de la grand'chambre le 6 mai 1566.

Quand une justice est tenue en Pariage entre le roi & quelque seigneur , le juge doit être nommé alternativement de trois ans en trois ans par le roi & par le seigneur particulier ; il en est de même d'une justice tenue en Pariage entre deux seigneurs. Ordonnance de Roussillon , art. 25 & 26.

Pour faire entendre nettement cet ancien usage , dit le savant Lauriere dans ses notes sur le glossaire de Ragueau , on rapportera ici l'extrait d'un contrat de *Pariage* en date du 4 août 1346 , passé entre le roi Philippe de Valois , & les consuls de la ville & château de Miremont , près la ville de Rieux en Languedoc ; il est stipulé entre autres choses par ce contrat , *quòd dominus rex nec ejus futuri successores in regno , nullo tempore possunt vendere , donare , permutare , vel alio quocumque titulo , in alium transferre , quàcumque ratione vel causâ , nisi in illum in quem transferret civitatem Tolosæ , & comitatum Tolosanum , partem contingentem dominum regem , in dictâ altâ & bassâ justiciâ , mero & mixto im-*

perio ; se quòd dicta pars contingens dominum regem virtute paragii perpetuò remaneat in & sub dominio immediato domini regis & suorum successorum regum Francia, seu saltem sub illo qui esset dominus civitatis Tolosa, &c. & à la charge encore que la justice seroit exercée en la ville de Miremont par le juge royal de la ville de Rieux, lequel pour cet effet seroit tenu de prêter serment entre les mains des coseigneurs & des consuls de Miremont de bien administrer la justice, & de conserver les droits communs, jura condominorum & parteriorum, & qu'il tiendrait l'audience audit lieu de Miremont, avec les coseigneurs, cum dictis condominis & parteris, si sedere vellent, & cum dictis consulibus.

Il y a arrêt du conseil de 1641, rendu sur la requête des agens généraux du clergé de France, qui ordonne que tous les contrats de paréage ou Pariage, passés entre les rois & les ecclésiastiques, seront exécutés & fidèlement entretenus ; ce faisant, le roi relève lesdits ecclésiastiques de la prescription de 150 ans.

Fremenville, dans sa pratique des terriers, tom. 4, pag. 618, examine la question de savoir à qui du roi ou du seigneur appartient le droit de chasse dans les terres tenues en Pariage ; voici sa résolution. Il résulte, dit cet auteur, de la nature du Pariage, que chacun des deux seigneurs du roi & du seigneur particulier, laïque ou ecclésiastique, a droit de jouir des droits de justice, chacun à son tour ; mais le droit de chasse, quoiqu'attaché à la haute justice, ne peut pas être divisé, c'est un droit personnel & non réel ; c'est ce qui est décidé par l'art. 27, qui règle, que si la justice appartient à plusieurs

frères , l'aîné seul a droit de jouir de la chasse , & les autres non.

Or , dans une justice en Pariage , le roi ne peut jamais être mis à la place de l'aîné , parce qu'il n'est devenu propriétaire que par association gratuite ; si l'un des deux seigneurs de cette justice a lieu d'avoir la préférence pour la chasse , c'est sans contredit le seigneur qui a appelé le roi à son secours.

Ainsi dans ces Pariages du roi avec des seigneurs laïques ou ecclésiastiques , si les titres n'en paroissent pas , on doit présumer que c'est le seigneur qui a associé le roi , non pas le roi qui a associé un seigneur particulier avec lui.

D'où l'on doit conclure , que le seigneur en Pariage avec le roi doit avoir droit de chasse en tous les temps dans l'étendue de la justice , & peut poursuivre par ses officiers & même devant ceux du roi , ceux qui enfreignent les ordonnances sur la chasse.

Nous avons dit plus haut que le roi ne peut pas aliéner les seigneuries qu'il tient en Pariage ; peut-il au moins les engager , & s'il le fait , son coseigneur doit-il avoir la préférence ?

On peut dire qu'un simple engagement n'est pas une aliénation , & que le roi demeurant toujours le vrai maître , il n'est pas censé pour cela contrevenir au Pariage & aux conditions qui les règlent ; que tout le domaine du roi étant aliénable , celui qui dépend du Pariage ne peut pas être de condition différente , & que si l'un peut être engagé , l'autre le peut être aussi : qu'autrement ce seroit imposer une loi à son souverain , & le rendre dépendant de ses sujets. Enfin , que le bien de l'état étant la suprême loi ,
le

le prince peut faire tout ce qu'il juge nécessaire , & engager aussi bien les terres du Pariage que les autres.

Au contraire , on peut dire que qui donne son bien y peut mettre la condition que bon lui semble , & que c'est une loi inviolable ; que la disposition du droit y est formelle en tout le titre du code *de donationibus quæ sub modo* , &c. n'y ayant rien de plus juste que d'observer ce qui a été convenu : que si cela doit servir de règle en tous contrats , c'est avec plus de raison qu'il le faut suivre aux donations & autres contrats qui procèdent de quelques libéralités. Qu'en ceux-là il suffit de dire , qu'autrement on n'auroit pas donné , & par conséquent , qu'il faut ou quitter la chose ou satisfaire à la condition : que si , en la loi *venditor ff. communia prædiorum* , le jurisconsulte oblige l'acheteur d'accomplir la condition opposée , quoiqu'elle fût en quelque façon contraire au droit public , *quia bona fides legem contractûs venditionis servari exposcit* ; à plus forte raison pour une donation & pour une condition favorables. Le Pariage n'a été fait que parce que le seigneur vouloit avoir le roi pour protecteur ; & quand le contrat ne le diroit pas , il seroit aisé de le juger , puisque *nemo præsumitur jactare suum* , & qu'il faut qu'il y ait quelque intérêt qui porte à donner. Donc la donation n'ayant été faite que pour ce motif , il en est inséparable.

On ajoute , il ne faut pas distinguer si c'est une vente incommutable ou un simple engagement , puisque c'est toujours donner au cointeur un nouveau compagnon , & moindre que celui qu'il avoit choisi , disons mieux , un rival ,

un adversaire. Enfin , autant il est honorable de céder au roi , autant il est désagréable d'avoir un copropriétaire qui dispute à chaque pas la préférence.

Cette question a été décidée entre M. l'évêque du Puy & M. le vicomte de Polignac. » Car » autrefois il y a eu Pariage entre l'évêque » du Puy & le roi , pour la ville du Puy & la » justice d'icelle. En effet , il y a une cour commune , & qui est composée des officiers » du roi & des officiers de l'évêque. Le roi » ayant donc voulu engager sa part , & ledit sieur » vicomte de Polignac en ayant accepté l'engagement , le défunt sieur de Serre, évêque , s'y opposa , & soutint qu'au préjudice des conditions » du Pariage , le roi ne pouvoit engager sa part , » ou qu'en tout cas il devoit être préféré. Cette » préférence fut adjugée audit sieur évêque par » arrêt du conseil privé (*).

Nous terminerons cet article par un passage de Guyot sur la nature des justices tenues en Pariage avec le roi. » Alors , dit cet auteur , » *traité des fiefs* , tome 6 , page 129 , la haute » justice , *in sensu communi* , s'efface ; elle est absorbée dans les rayons de la justice royale ; la » haute justice de ce seigneur devient justice royale ; » il lui reste , outre l'utile , pour sa portion , le » droit de nommer & de donner ses provisions » au prévôt de cette justice , lesquelles s'attachent sous le contre-scel de celles données par » le roi , *qui les donne en plein* ; en sorte que ce » juge est nommé par le roi & par ce seigneur , » suivant l'article 25 de l'ordonnance de Roussillon

(*) Henrys , tom. 2.

„ de 1563. Anciennement on jugeoit que le roi
 „ auroit son juge , & le seigneur le sien , qui
 „ exerceroient tour à tour. Chopin sur Anjou ,
 „ article 42 , n°. 14 , en rapporte un arrêt de 1554.
 „ Je l'ai vu *de facto* pour l'abbaye de Molesme ,
 „ ordre de saint Benoît , congrégation de saint
 „ Maur ; c'étoit pour le bourg d'Essoie , coutume
 „ de Chaumont en Bassigny. Le Pariage avoit été
 „ fait avec le comte de Champagne , au lieu du-
 „ quel est le roi , par la réunion de la Cham-
 „ pagne à la couronne , & il a son cours encore
 „ actuellement ; le prévôt y est prévôt royal ; les
 „ provisions des religieux sont sous le contre-scel
 „ de celles du roi “.

(*Article de M. H** , avocat au parlement*).

PARISIS. Nom que l'on donnoit autrefois à la monnoie qui se battoit à Paris , laquelle étoit plus forte d'un quart que celle qui se battoit à Tours.

On a appelé Parisis d'argent , une monnoie d'argent fin , que Philippe de Valois fit fabriquer , & qui pesoit quatre deniers ; elle valoit un sou Parisis , ou quinze deniers tournois. Ce prince fut le seul , entre nos rois , qui fabriqua de ces espèces.

Le Parisis d'argent avoit cours au même temps que le Parisis d'or ; il valoit douze deniers Parisis , de sorte que le Parisis d'argent étoit le sou Parisis , comme le gros tournois étoit le sou tournois. On peut voir dans la table du traité des monnoies , par M. le Blanc , le temps où toutes ces espèces ont été fabriquées , leur aloi , leur poids & leur valeur , aussi bien que celle du marc d'argent. Ces Parisis d'argent ne passèrent pas le règne de

Philippe de Valois, quoiqu'on ait continué sous les règnes suivans de se servir de la monnoie Parisis, ainsi qu'il paroît par les doubles & les deniers Parisis que firent faire ses successeurs.

Les Parisis d'or furent ainsi nommés, parce qu'ils valoient une livre Parisis, ou vingt sous Parisis, & pesoient quatre deniers; de sorte que les Parisis d'or, qui valoient alors vingt sous Parisis ou vingt sous tournois, vaudroient aujourd'hui environ vingt-six livres. Le Parisis d'or fut établi au mois d'octobre 1330, & il ne dura que jusqu'au premier février 1336. Cette monnoie étoit nouvelle, & on n'avoit point encore vu en France d'espèce d'or qui portât ce nom-là; on peut en voir la figure dans le traité historique de M. le Blanc.

Autrefois on stipuloit qu'un paiement se feroit en deniers ou en deniers Parisis. Si le paiement étoit stipulé en deniers Parisis, il falloit que le débiteur payât le quart en sus: mais, par l'article 18 du titre 27 de l'ordonnance du mois d'avril 1667, le législateur a voulu que les sommes pour condamnations, taxes, salaires, redevances & autres droits, fussent à l'avenir exprimées dans les jugemens, conventions & autres actes, par deniers, sous & livres, & non pas par Parisis ou tournois: il a en même temps ordonné que quand on stipulerait le Parisis dans quelque acte, la somme n'augmenterait pas pour cela.

Cependant, comme cette loi ne s'étend point aux actes qui l'ont précédée, il faut en conclure que les cens & rentes qui s'augmentoient auparavant du quart en sus à cause du Parisis, doivent encore se payer sur le même pied.

PARJURE. C'est le crime de celui qui a fait sciemment un faux serment en justice. Et l'on appelle aussi *Parjure*, le coupable qui s'est parjuré.

Les loix romaines ont prononcé différentes peines contre les Parjures : les unes ont voulu qu'ils fussent condamnés au fouet, d'autres au bannissement, & d'autres à l'infamie. Quelques-unes ont ordonné que le Parjure ne seroit plus reçu au serment, & qu'il ne pourroit plus être témoin, ni agir en demandant.

Il paroît néanmoins que la jurisprudence étoit à cet égard fort incertaine; car la loi 2, au code de *rebus creditis*, dit que le Parjure ne doit pas être puni par le prince, parce que c'est assez qu'il ait dieu pour vengeur de son crime.

Julius Clarus nous apprend qu'au royaume de Naples il y a une constitution qui condamne les Parjures à avoir le poing coupé. Prosper Farinacius dit que la même peine s'applique à ce genre de crime en Lombardie.

La constitution Caroline veut, 1°. que celui qui commet un Parjure en matière civile soit condamné à restituer les deniers ou autres choses que son crime lui a procurés; qu'il soit d'ailleurs privé de ses honneurs & dignités, & que, selon l'exigence du cas, il soit en outre condamné à avoir les doigts coupés, conformément à l'ancien usage de l'empire.

2°. Que le témoin coupable d'un Parjure qui donne lieu à prononcer contre quelqu'un une peine capitale, soit puni de la même peine.

3°. Que cette peine soit pareillement prononcée contre ceux qui engagent par méchanceté une personne à commettre un Parjure.

Nous avons en France différentes loix contre le Parjure. Suivant les capitulaires de Charlemagne & de Louis le Débonnaire , la peine du Parjure est d'avoir la main droite coupée.

Par l'ordonnance de saint Louis en 1254, qui est rapportée dans le style du parlement , le bénéfice d'appel est dénié à celui qui a été condamné pour crime de Parjure ; mais elle ne règle point la peine à laquelle il doit être condamné.

L'ordonnance de Charles VII sur le fait des aides , article 14, dit que si le Parjure se trouve prouvé , celui qui se fera parjuré sera condamné à une amende arbitraire envers le roi & envers le fermier , & aux dépens , dommages & intérêts du fermier.

L'article 593 de l'ancienne coutume de Bretagne , qui est le 638 de la nouvelle , porte , que tout officier de justice qui est convaincu de Parjure , est infame & incapable d'être juge & de tenir aucun autre office public.

Enfin , l'article 362 de la coutume de Bourbonnois déclare que si aucun affirme frauduleusement qu'il mène aucune chose par Paris , pour gens privilégiés , & qu'il soit convaincu du contraire , il doit être puni comme Parjure à l'arbitrage du juge.

Il résulte de ce qu'on vient de dire , que parmi nous la peine du Parjure est arbitraire , & qu'on punit ce crime relativement à la qualité du fait & des circonstances.

On trouve au journal des audiences un arrêt du 9 mars 1682 , par lequel le parlement a condamné à cinq cents livres d'aumône le sieur Loiseau , ancien commissaire du châtelet de Paris ,

pour avoir affirmé faussement qu'il n'avoit point une pièce qu'on lui demandoit.

Le Parjure que commet une personne constituée en dignité doit être puni plus sévèrement que celui d'un simple particulier. Il faut en dire autant du Parjure commis par un tuteur , un curateur , un associé , &c.

On considère aussi pour la punition du Parjure les effets qui ont pu résulter de ce crime. C'est pourquoi s'il est tel qu'il ait eu trait à faire prononcer une peine capitale contre une personne , il doit être puni de la même peine.

Mais le Parjure que commet un accusé pour défendre sa vie ou pour éviter la punition de son crime , n'entraîne aucune peine.

Le Parjure s'excuse aussi quand on affirme une chose fausse que l'on croit être vraie.

Il en est de même du Parjurae qui ne cause de préjudice à personne.

Quoique le Parjure soit un crime qui intéresse l'ordre public , la recherche en est néanmoins assez rare , soit parce qu'il est difficile de prouver que ce crime ait été commis sciemment , soit parce que , selon la loi 1 , au code de *rebus creditis* , on ne peut pas , sous prétexte de Parjure , faire rétracter un jugement rendu sur le serment déféré à une partie par son adversaire : mais observez à ce sujet que si le serment a été déféré par le juge , & que depuis le jugement on ait trouvé de nouvelles pièces qui prouvent la fausseté du serment , on doit être admis à poursuivre le coupable.

Il y a même des auteurs , & particulièrement d'Argentré , qui prétendent qu'après la prestation du serment déféré par la partie adverse , on doit

recevoir la preuve du Parjure & rétracter le jugement rendu en conséquence , lorsque cette preuve est établie sur des écrits , comme quand on représente la promesse d'un débiteur qui a nié sa dette , ou la quittance d'un créancier qui a nié le paiement qu'on lui a fait. Cette jurisprudence est judiciaire , & doit être suivie dans la pratique

Voyez le recueil des ordonnances du louvre ; Julius Clarus , practica criminalis ; Prosper Farinacius , praxis & theoria criminalis ; le journal des audiences ; d'Argentré sur la coutume de Bretagne ; le traité des matières criminelles ; Brodeau sur Louet , &c. Voyez aussi les articles FAUX , TÉMOIN , SERMENT , &c.

PARLEMENT. On appelle ainsi une cour souveraine composée d'ecclésiastiques & de laïcs , établie pour administrer la justice en dernier ressort au nom du roi , en vertu de son autorité, comme s'il y étoit présent.

Il y a dans le royaume treize Parlemens , qui , suivant l'ordre de leur création , sont le parlement de Paris , celui de Toulouse , celui de Grenoble , celui de Bordeaux , celui de Dijon , celui de Rouen , celui d'Aix , celui de Rennes , celui de Pau , celui de Metz , celui de Besançon , celui de Douai , & celui de Nancy.

Du Parlement de Paris.

Ce Parlement , qui est aussi appelé *la cour du roi , la cour de France , la cour des pairs* , est le premier Parlement & la plus ancienne cour souveraine du royaume.

On n'est pas d'accord sur le temps de l'institution de ce Parlement : quelques-uns pensent qu'il est aussi ancien que la monarchie , & qu'il tire son origine des assemblées de la nation ; d'autres en attribuent l'institution à Charles Martel ; d'autres à Pepin le Bref ; d'autres à saint Louis , & d'autres à Philippe le Bel.

Les assemblées de la nation , auxquelles on a dans la suite donné le nom de *Parlemens généraux* , se tenoient sous la première race au mois de mars ; ce qui les fit appeler *champ de mars*.

Pepin transféra ensuite ces assemblées au mois de mai , d'où on les appela *champ de mai*.

Tous les francs ou les personnes libres furent d'abord admis dans ces assemblées. Mais lorsque la nation fut devenue plus nombreuse , chaque canton tint ses assemblées en particulier , & l'on n'admit plus aux assemblées générales que les gens qui tenoient un rang dans l'état. On voit même que vers la fin de la seconde race elles n'étoient plus composées que des barons ou vassaux immédiats de la couronne , des principaux prélats , & de certaines personnes choisies.

Ces assemblées générales formoient le conseil public du roi. On y traitoit de la police du royaume , de la paix & de la guerre , de la réformation des loix , des procès criminels des grands , & d'autres affaires majeures.

Mais , indépendamment de ce conseil public , les rois de la première & de la seconde race avoient une cour ou conseil particulier , qui étoit aussi composé de plusieurs grands du royaume. On y traitoit les affaires les plus urgentes , ou qui demandoient du secret , & les matières qu'il fal-

loit préparer avant de les porter à l'assemblée générale.

Dans la suite, ces deux assemblées se confondirent insensiblement, en sorte qu'elles n'en firent plus qu'une qu'on appeloit *la cour du roi* ou *le conseil*. On y porta toutes les affaires qu'on portoit précédemment, tant aux assemblées générales de la nation, qu'à la cour ou conseil particulier du roi.

Cette cour ou conseil du roi fut ensuite appelée *Parlement*, terme qu'on croit avoir été usité dès le temps de Louis le Gros, pour exprimer toute assemblée où l'on parloit d'affaires (*).

On voit que ce Parlement fut qualifié de *Parlement de Paris*, aussi-tôt qu'il tint le plus ordinairement ses séances dans cette ville. Au surplus, il paroît qu'il ne commença à se former en cour de justice, comme il est présentement, que du temps de saint Louis, vers l'an 1254.

Quelques auteurs, tels que la Rocheffavin, ont pensé que le Parlement avoit été ambulatorio jusqu'au temps de Philippe le Bel; que ce prince voulant aller en Flandre & prévoyant qu'il y seroit long-temps, résolut d'y mener son conseil; mais que, ne voulant pas que ses sujets fussent sans justice, & sur-tout à Paris, où les affaires se présentoient en grand nombre, il ordonna, le 23 mars 1302, que pour la commodité de ses sujets

(*) L'auteur des gestes de ce prince dit que l'empereur & le roi de France, *collegerunt iterum Parlamentum ubi magni barones cum minoribus, sicut antea fecerant, convenerunt.*

& l'expédition des causes , on tiendrait deux Parlemens à Paris chaque année.

C'est mal à propos que quelques-uns ont cru que cette ordonnance étoit l'époque de l'institution du Parlement , ou du moins que celui dont elle parle étoit un nouveau Parlement qui fut alors établi : il est certain que le Parlement existoit déjà sous ce titre long-temps avant cette ordonnance , & que celui dont elle règle les séances & qui a toujours subsisté depuis ce temps , est le même qui étoit ambulatoire à la suite de nos rois , ainsi que l'observa le garde des sceaux de Marillac , dans un discours qu'il fit au Parlement.

En effet , l'ordonnance de 1302 parle par-tout du Parlement comme d'un tribunal qui étoit déjà établi d'ancienneté : elle parle des causes qui s'y discutent , des audiences , de ses rôles pour chaque bailliage , de ses enquêtes , de ses arrêts , de ses membres. Il y est aussi parlé de ses conseillers qui étoient déjà reçus , & des fonctions qu'ils continueroient ; & il est dit que si quelque bailli a été reçu membre du Parlement , il n'en fera aucune fonction tant qu'il sera bailli.

D'autres prétendent que le Parlement étoit déjà sédentaire à Paris long-temps avant 1302. En effet , dès le temps de Louis le Jeune les grands du royaume s'assembloient ordinairement dans le palais à Paris , pour juger , tellement que le roi d'Angleterre offrit de s'en rapporter à leur jugement.

Quelques-uns tiennent que dès le temps de saint Louis le Parlement ne se tenoit plus ordinairement qu'à Paris , & que ce fut ce prince qui donna son palais à perpétuité pour la séance du Parlement. En effet , la chambre où se tient la

tournelle criminelle conserve encore le nom de *la salle de saint Louis*, comme étant le dernier prince qui l'a occupée.

Mais quoique le Parlement ait été rendu sédentaire à Paris dès le treizième siècle, il est néanmoins arrivé en différentes occasions qu'il a été transféré ailleurs.

C'est ainsi que Charles VII, alors régent du royaume, le transféra à Poitiers en 1418, à cause de l'invasion des Anglois; il y demeura jusqu'en 1437, qu'il revint à Paris.

Charles VII le convoqua aussi à Montargis, puis à Vendôme, pour faire le procès à Jean, duc d'Alençon, en 1456; l'arrêt fut donné contre lui en 1458.

Henri III le transféra à Tours par déclaration du mois de février 1589, à cause des troubles de la ligue; la déclaration de Henri IV du 27 mars 1594, le rétablit à Paris.

Il fut aussi établi par édit du mois d'octobre 1590, une chambre du Parlement de Paris, dans la ville de Châlons-sur-Marne, & elle y demeura tant que le Parlement fut à Tours.

Les troubles de la minorité de Louis XIV donnèrent lieu à une déclaration du 6 janvier 1649, portant translation du Parlement à Montargis; mais cela n'eut pas d'exécution.

Le roi étant à Pontoise, donna, le 31 juillet 1652, un édit par lequel il transféra le Parlement dans cette ville; le Parlement s'y rendit, mais en petit nombre, le surplus demeura à Paris: l'édit fut vérifié à Pontoise le 7 août suivant; &, par une déclaration du 28 octobre de la même année, le parlement fut rétabli à Paris, & y reprit ses fonctions.

Le Parlement fut encore transféré à Pontoise dans la minorité du roi, par déclaration du 21 juillet 1720, & il fut rappelé à Paris par une autre déclaration du 28 décembre suivant.

Les présidens & conseillers des enquêtes & requêtes ayant été exilés en différentes villes le 9 mai 1753, la grand'chambre fut transférée le 11 du même mois à Pontoise, & le 4 septembre 1754, tout le Parlement fut rétabli dans ses fonctions à Paris.

Avant que le Parlement eût été rendu sédentaire à Paris, il n'étoit pas ordinaire, c'est à-dire, qu'il ne tenoit ses séances qu'à certains temps de l'année. M. de la Rocheffavin, en parlant de l'état du Parlement sous Pepin le Bref, dit qu'il tenoit alors vers le temps des grandes fêtes.

Une chartre du roi Robert, dont les lettres historiques sur le Parlement font mention, suppose pareillement que le Parlement tenoit quatre fois par an; savoir, à la toussaint, à Noël ou à l'épiphanie, à pâques & à la pentecôte.

Cependant les *olim* ne font mention que de deux Parlemens par an, savoir, celui d'hiver, qui se tenoit vers les fêtes de la toussaint ou à Noël, & celui d'été qui se tenoit à la pentecôte.

Dans les premiers temps où le Parlement fut rendu sédentaire, ses séances furent d'abord de peu de durée; mais dans la suite les affaires s'étant multipliées par la réunion de plusieurs baronnies à la couronne, par la réserve des cas royaux, par l'utilité que l'on trouva dans l'administration ordinaire de la justice, les séances du Parlement devinrent plus longues.

Cependant le Parlement, quoique sédentaire, ne laissa pas d'être quelquefois long-temps sans s'assembler; il n'y en eut point en 1303; il ne se tint qu'une fois en 1304; il n'y en eut point en 1315; il y a des intervalles de six ou sept mois, *propter guerram*, sur-tout sous Philippe de Valois.

La police féodale qui s'établit vers la fin de la seconde race, changea la forme du Parlement; on y admettoit bien toujours les barons, mais on ne donnoit plus ce titre qu'aux vassaux immédiats de la couronne, soit laïques ou ecclésiastiques, qui, depuis ce temps, furent considérés comme les seuls grands du royaume.

Mais au lieu que l'on donnoit anciennement le titre de pair à tous les barons indifféremment, la pairie étant devenue réelle, on ne donna plus le titre de pair qu'à six des plus grands seigneurs laïques & à six évêques.

Les simples nobles n'entroient pas au Parlement, à moins que ce ne fût comme ecclésiastiques, ou qu'ils n'eussent la qualité de maîtres du Parlement, titre que l'on donna à certaines personnes choisies pour tenir le Parlement avec les barons & prélats.

Les évêques & abbés, qu'on appeloit tous d'un nom commun *les prélats*, avoient presque tous entrée au Parlement, les uns comme pairs, d'autres comme barons.

Les hauts barons laïques, y compris les six pairs, ne montoient pas au nombre de trente.

A l'égard des évêques barons, ils se multiplièrent beaucoup à mesure que le royaume s'ac-

crut par la réunion des différentes provinces à la couronne.

Les barons ou pairs , tant ecclésiastiques que laïques , étoient alors obligés de se trouver assidument au Parlement , pour y juger les affaires qui étoient de leur compétence.

On trouve en effet qu'en 1235 les barons laïques se plaignoient de ce que l'archevêque de Rheims & l'évêque de Beauvais , malgré le devoir de leurs baronnies & la loi de leur féauté , ne vouloient pas se rendre au Parlement. *Cùm regis sint ligii & fideles , & ab ipso per homagium teneant sua temporalia in paritate & baroniâ , in hanc contra ipsum insurrexerunt audaciam , quòd in suâ curiâ jam nolunt de temporibus respondere , nec in suâ curiâ jus facere.*

Les barons , indépendamment des causes des pairs , jugeoient les affaires de grand criminel : il y en a un exemple dès l'an 1202 , pour l'affaire du roi d'Angleterre.

Les affaires dont le Parlement prenoit connoissance , se multiplièrent principalement par la voie de l'appel , qui devint plus fréquente sous S. Louis , & la décision en devint plus difficile par les ordonnances qu'il fit & par les formes qui furent établies ; ce qui obligea saint Louis d'introduire dans le Parlement des gens lettrés , pour aider de leurs lumières les barons qui ne savoient la plupart ni lire ni écrire : ces gens de loi n'avoient d'abord que voix consultative , mais on leur donna bientôt voix délibérative.

On n'entrera point ici dans le détail de toutes les différentes créations & suppressions qui ont été faites des présidens , conseillers & autres officiers du Par-

lement ; ce détail seroit trop long (*) : il suffira de dire que cette cour est composée, en premier lieu, du roi, qui y vient lorsqu'il le juge à propos, soit pour y tenir son lit de justice, soit avec moins d'appareil pour y rendre lui-même la justice à ses peuples, ou pour entendre les avis de son Parlement sur les affaires qui y sont proposées. En second lieu, les autres personnes qui composent le Parlement sont le chancelier, qui peut y venir présider quand bon lui semble ; un premier président ; plusieurs présidens à mortier ; les princes du sang, qui sont tous pairs nés ; six pairs ecclésiastiques, dont trois ducs & trois comtes ; les pairs laïques, les conseillers d'honneur, les maîtres des requêtes, qui y ont séance au nombre de quatre ; les conseillers tant clercs que laïques, trois avocats généraux, un procureur général, plusieurs substitués, les greffiers & commis des greffes, un premier huissier, les huissiers ordinaires, & divers autres officiers inférieurs.

Autorité & compétence du Parlement de Paris.

Ce Parlement a toujours été le tribunal destiné à connoître des affaires majeures & des causes

(*) Tout le monde fait la disgrâce fameuse que les membres de cet auguste corps éprouvèrent sous le règne du feu roi. Deux édits du mois d'avril 1771, publiés au lit de justice tenu à Versailles le 13 de ce mois, supprimèrent tous les offices créés précédemment pour le Parlement de Paris, & substituèrent aux anciens magistrats de cette cour, les gens du grand conseil, qui fut pareillement supprimé. Les choses sont restées sur ce pied jusqu'au mois
qui

qui concernent l'état des grands du royaume.

Dans le temps qu'il étoit encore ambulateur à la suite de nos rois , & qu'il formoit leur grand conseil , on y délibéroit de la paix & de la guerre , de la réformation des loix , du mariage des enfans de nos rois , du partage de leur succession entre leurs enfans , comme cela se pratiqua en 768 entre les deux fils de Pepin ; en 806 , sous Charlemagne , entre ses trois fils ; en 813 , lorsque le Parlement fut assemblé à Aix pour faire passer la couronne à Louis le Débonnaire , & en 836 , quand se fit le partage des états de Louis le Débonnaire ; enfin , pour celui qui fut fait entre Louis le Begue & Louis son cousin.

Philippe-Auguste tint en 1190 un Parlement , pour statuer sur le gouvernement du royaume pendant le voyage qu'il se propoisoit de faire à la terre Sainte ; & ce fut dans ce même Parlement que ce prince , avec le congé & l'agrément de tous ses barons , *acceptâ licentiâ ab omnibus baronibus* , donna la tutelle de son fils & la garde du royaume à la reine sa mère.

Ce fut ce même Parlement qui jugea les contestations qu'il y eut entre Philippe le Hardi & Charles , roi des deux Siciles , pour la succession d'Alphonse , comte de Poitiers.

Ce fut lui pareillement qui jugea , en 1316 & 1328 , la question de la succession à la couronne

de novembre 1774 , que , par un édit enregistré au lit de justice du 12 de ce mois , le roi a rétabli dans l'exercice de leurs charges tous ceux qui en possédoient au Parlement de Paris avant les édits du mois d'avril 1771.

en faveur de Philippe le Long & Philippe de Valois , & le différend qu'il y eut entre Charles le Bel & Eudes , duc de Bourgogne , à cause de l'apanage de Philippe le Long , dont Eudes prétendoit que sa femme , fille du roi , devoit hériter.

Du temps du roi Jean , les princes ; les prélats & la noblesse furent convoqués au Parlement , pour y délibérer sur les affaires les plus importantes de l'état.

Charles V lui fit aussi l'honneur de le consulter quand il entreprit contre les Anglois la guerre dont le succès lui fut si glorieux.

Ce fut encore le Parlement qui rassembla & réunit les maisons d'Orléans & de Bourgogne , que les désordres du temps avoient divisées.

Cet illustre corps , par la sagesse & l'équité de ses jugemens , a mérité d'être l'arbitre des plus grands princes de la terre. Les Innocent , les Frédéric , les rois de Castille & ceux de Portugal , les Ferdinand , les Maximilien , les Philippes , les Richard , ont soumis leur pourpre à la sienne , & l'on a vu lui demander la justice par ceux qui la rendoient à plusieurs peuples , & qui ne voyoient au dessus de leurs trônes que le tribunal de dieu.

Les ducs & les comtes d'Italie , sur lesquels nos rois s'étoient réservé toute souveraineté , ont été plusieurs fois mandés au Parlement pour y rendre raison de leur département. Tassillon , duc de Bavière , fut obligé d'y venir pour se purger du crime de rebellion qu'on lui imputoit ; on y jugea de même Bernard roi d'Italie , & Carloman , pour rebellion contre son père.

Dans des temps bien postérieurs , en 1536 ,

ce fut ce Parlement qui décréta d'ajournement personnel l'empereur Charles-Quint.

Edmont rapporte qu'un pape ayant excommunié le comte de Toscanelle Formose, évêque, ce pape fit porter au Parlement son procès-verbal de ce qu'il avoit fait.

Les rois étrangers y ont quelquefois envoyé leurs accords & contrats pour y être homologués, & les rois de France eux-mêmes y ont plusieurs fois perdu leur cause quand elle n'a pas paru bien fondée.

Enfin, le Parlement a toujours connu des affaires les plus importantes.

Il connoît seul des causes qui concernent l'état & la personne des pairs.

Lui seul a pareillement la connoissance des matières de régale dans toute l'étendue du royaume.

Il connoît en première instance de certaines matières dont la connoissance lui a été réservée privativement à tous autres juges.

Il connoît aussi, de temps immémorial, du bien ou du mal jugé des sentences dont l'appel est porté devant lui.

Cette voie étoit usitée dès le temps de la première race ; on prenoit quelquefois la voie de la plainte ou prise à partie contre le juge ; quelquefois on demandoit à fausser le jugement, c'est-à-dire, à prouver qu'il étoit faux, & que les premiers juges avoient mal jugé ; mais on se servoit aussi quelquefois du terme d'appellation, pour exprimer ces procédures, comme il paroît au quatrième registre olim, fol. 107, où il est dit, *à quo judicato tanquàm falso & pravo ad Parlamentum nostrum appellavit* ; ce fut ainsi

qu'en 1224, il est dit que la comtesse de Flandres *appellavit ad curiam regis*; les olim sont pleins d'exemples de semblables appellations verbales & autres.

Il est vrai que ces appels ne furent pas d'abord portés en si grand nombre au Parlement, parce que la manie des hauts seigneurs étoit de s'opposer par des violences à ce que l'on appelât de leurs juges au Parlement.

On défendit en 1228 au comte d'Angoulême, de mettre empêchement à ceux qui voudroient venir au Parlement pour se plaindre de lui.

Le roi d'Angleterre, comme duc d'Aquitaine, faisoit pendre les notaires qui en avoient dressé les actes; il exerçoit des cruautés inouïes contre ceux qui les avoient interjetés; un manifeste de Philippe le Bel, qui est à la fin des olim, dit qu'on ne se contentoit pas de les enfermer dans d'étroites prisons, & de mettre leurs maisons au pillage; on les dépouilloit de leurs biens, on les bannissoit du pays, on les pendoit même pour la plupart; quelques-uns furent déchirés en quatre parts, & leurs membres jetés à l'eau.

Les seigneurs ecclésiastiques n'étoient pas plus doux que les laïques: un évêque de Laon, entre autres, dépouilloit de leurs biens ses vassaux qui appeloient au Parlement; un abbé de Tullés les emprisonnoit & mutiloit; & parce qu'un homme, condamné par ses juges à perdre la main gauche, en avoit appelé au Parlement, il lui fit couper la main droite. L'abbé fut condamné en quatre mille livres d'amende; l'évêque eut des défenses de récidiver, avec injonction au duc de Bretagne d'y tenir la main.

Le roi d'Angleterre ayant refusé de comparoître , son duché de Guienne fut confisqué.

Il y a d'autres arrêts semblables contre le comte de Bretagne , celui de Flandres , & le duc de Bourgogne.

Discipline du Parlement.

Chaque chambre doit connoître des matières qui lui ont été attribuées par les réglemens. Ainsi la grand'chambre connoît de la police générale dans les matières civiles & ecclésiastiques , soit par appel simple ou comme d'abus , soit en première instance , sans que , sous aucun prétexte , les officiers des enquêtes puissent en prendre connoissance , à moins que l'assemblée des chambres n'ait été jugée nécessaire à cet égard.

Observez toutefois que cette règle ne s'applique pas aux appels comme d'abus incidens aux procès soumis à la décision d'une chambre des enquêtes.

La grand'chambre connoît aussi seule de l'enregistrement des lettres-patentes accordées sur la demande des particuliers , contenant la concession de quelque grâce , don ou privilège.

Lorsqu'il survient quelque différend sur la compétence entre les chambres de la cour , il doit être porté aux chambres assemblées ; & s'il ne peut pas y être terminé , les chambres entre lesquelles il s'est élevé doivent chacune envoyer à M. le chancelier ou à M. le garde des sceaux de France , un mémoire contenant sommairement l'objet de la difficulté & les motifs des prétentions respectives , pour , sur le compte que le ministre de la justice est chargé d'en

rendre au roi , être par sa majesté ordonné ce qu'il convient.

Il doit en être usé de même quand il s'élève des difficultés entre les officiers de quelques unes des chambres du Parlement & les avocats généraux ou le procureur général , relativement à leurs fonctions , aux droits & aux privilèges de leurs offices.

Nous avons indiqué à l'article *assemblée* , les règles qui doivent être observées relativement aux assemblées des chambres du Parlement : ainsi voyez cet article.

Aucune dénonciation ne peut être faite que par le procureur général : mais si des officiers du Parlement viennent à être instruits de quelques faits qu'ils regardent comme sujets à dénonciation , ils doivent en informer le premier président ou celui qui préside en son absence , pour , sur le compte qu'il en rend à la grand'chambre assemblée , être enjoint , s'il y a lieu , au procureur général de faire la dénonciation ; ce qu'il ne peut refuser.

Le Parlement est tenu de procéder sans retardement & toutes affaires cessantes , à l'enregistrement des ordonnances , édits , déclarations & lettres-patentes qui lui sont adressés ; mais si , en procédant à l'enregistrement de ces lois , la cour trouve qu'il y ait lieu , pour le bien du service & pour l'intérêt public , de faire au roi des représentations ou remontrances sur les dispositions qu'elles contiennent , elle peut faire ces représentations avant d'enregistrer , sans toutefois que pour les rédiger le service ordinaire puisse être interrompu.

Les remontrances ou représentations que le

Parlement de Paris a résolu de faire , doivent être présentées dans le mois au plus tard , à compter du jour que la loi nouvelle lui a été remise par les gens du roi (*) : ce délai ne peut être prorogé sans une permission spéciale de sa majesté.

Lorsqu'après avoir répondu à ces remontrances , le roi juge à propos de faire publier & enregistrer en sa présence au Parlement de Paris , un édit , une déclaration , ou quelque autre loi , rien ne peut suspendre l'exécution de cette loi , & le procureur général est obligé de l'envoyer dans tous les sièges du ressort , pour y être publiée & exécutée (**).

Cependant si , après avoir procédé à l'enregistrement d'une loi par l'express commandement du roi , le Parlement croit encore , pour le bien du service , devoir présenter de nouvelles remontrances , il en a la liberté ; mais cela ne peut aucunement suspendre l'exécution de cette loi.

Le roi a réglé qu'il ne seroit à l'avenir accordé aucune lettre de dispense , sous quelque prétexte que ce pût être , à l'effet de donner voix délibérative aux officiers du Parlement avant l'âge de vingt-cinq ans : mais sa majesté a déclaré que par cette disposition elle n'avoit point entendu abroger l'usage de compter la voix du rapporteur dans les affaires dont il fait le

(*) Ce délai est de deux mois pour les autres Parlemens.

(**) La même règle doit être observée relativement aux loix que la roi fait publier & enregistrer dans les Parlemens de province , en présence des personnes chargées des ordres de sa majesté.

rapport , quoiqu'il n'ait pas atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Toutes ces règles de discipline sont établies par différentes loix , & particulièrement par l'ordonnance du mois de novembre 1774 , dont les quatre derniers articles sont ainsi conçus :

» 29. Conformément à l'ordonnance du mois
» de décembre 1320 , à l'article 2 de l'ordonnance
» du mois d'avril 1453 , à l'article 3 de l'or-
» donnance du mois de juillet 1493 , à l'article
» 25 de l'ordonnance du mois de mars 1498 ,
» aux articles 6 & 7 du titre premier de l'ordon-
» nance du mois d'octobre 1535 , à l'article
» 129 de l'ordonnance de Villers Cotterets , du
» mois d'août 1536 ; à l'article 4 de l'ordonnance
» du mois de mars 1549 , à l'article 137 de
» l'ordonnance de Blois , du mois de mars 1579 ,
» & autres ordonnances & réglemens donnés par
» nos prédécesseurs , les présidens & conseillers
» seront tenus de résider dans le lieu de l'éta-
» blissement de nos Parlemens , de remplir affi-
» dument les fonctions de leurs offices ; & ne
» pourront s'absenter pendant le cours des séan-
» ces , sans congé de leur compagnie , lorsqu'ils
» ne sortiront pas du ressort , & sans notre per-
» mission quand ils voudront en sortir.

» 30. En conséquence , faisons très-expresses
» inhibitions & défenses aux officiers de nos Par-
» lemens , de suspendre , en aucun cas & sous
» quelque prétexte que ce puisse être , l'admi-
» nistration de la justice , ni de donner en corps
» leurs démissions par une délibération combinée ,
» sans préjudice de la liberté que chacun d'eux
» aura en particulier de résigner son office entre
» nos mains , lorsqu'il croira ne pouvoir plus en

» remplir les fonctions , à raison de son âge , de
 » ses infirmités ou d'autres causes légitimes.

» 31. Dans le cas où les officiers de nos Par-
 » lemens , ce que nous ne présumons pas , sus-
 » pendroient l'administration de la justice , ou
 » donneroient leurs démissions par une délibé-
 » ration combinée , & refuseroient de reprendre
 » leurs fonctions au préjudice de nos ordres ,
 » nous déclarons qu'alors la forfaiture sera par eux
 » encourue.

» 32. En conséquence , pour instruire & juger
 » lefdites forfaitures , nous tiendrons notre cour
 » plénière , à laquelle nous appellerons les princes
 » de notre sang , le chancelier & garde des sceaux
 » de France , les pairs de France , les gens de
 » notre conseil , & les autres grands & notables
 » personnages qui , par leurs charges ou dignités ,
 » ont entrée & séance aux lits de justice «.

Privilèges du Parlement de Paris.

Les privilèges de ce corps sont très-nombreux :
 on ne parlera ici que des principaux.

Chaque membre du Parlement jouit de la noblesse , qu'il transmet à ses descendans. Dès les premiers temps , la qualité de conseiller au Parlement supposoit la noblesse dans celui qui étoit revêtu de cette place ; car comme le droit de la nation étoit que chacun fût jugé par ses pairs , il falloit être noble pour être juge des nobles , & pour juger l'appel des baillis , pairs & barons. Pour aider aux pairs & aux prélats à rendre la justice , & sur-tout depuis les établissemens de Saint Louis , qui , étant tirés du droit romain , rendoient nécessaire la connoissance du

corps de droit , on admit au Parlement des gens lettrés & non nobles ; & dans des temps d'ignorance , où l'on ne faisoit pas attention que la dignité de cette fonction conféroit nécessairement la noblesse , on donnoit des lettres de noblesse à ceux qui n'étoient pas nobles d'extraction ; on les faisoit chevaliers ès loix ; mais , dans des temps plus éclairés , on a reconnu l'erreur où l'on étoit tombé à cet égard ; & lorsque les occasions se sont présentées , on a jugé que ces offices conféroient la noblesse personnelle : c'est ce qu'attestent différens auteurs , & entre autres Chopin , Loiseau , Bacquet & le Brer.

L'édit du mois de juillet 1644 , & la déclaration du 6 novembre 1657 , ont pareillement attribué la noblesse aux présidens , aux conseillers , aux avocats généraux , au procureur général , au greffier en chef , & aux quatre notaires secrétaires du Parlement de Paris , pour jouir des mêmes droits , privilèges , franchises , immunités , rangs , séances & prééminences que les autres nobles de race , barons & gentilshommes du royaume , pourvu que ceux de ces officiers qui ne seroient point issus de race noble eussent servi pendant vingt ans , ou qu'ils fussent décédés revêtus de leurs offices.

Un édit du mois de juillet 1669 , portant règlement sur l'administration de la justice & sur les offices de judicature , avoit révoqué ces privilèges ; en sorte que les officiers du Parlement de Paris avoient été remis à la noblesse personnelle comme auparavant : mais , par édit du mois de novembre 1690 , il fut dit que le Parlement de Paris étant le premier tribunal de la justice royale , & le siège où le roi la rendoit lui même

dans les affaires importantes , & que sa majesté voulant donner à ce corps des marques publiques de sa satisfaction , du zèle qu'il faisoit paroître en toute occasion pour son service , elle attribuoit la noblesse au premier degré aux présidens , aux conseillers , aux avocats généraux , au procureur général , au greffier en chef , aux quatre notaires secrétaires , & au principal commis au greffe civil de la cour , pourvu qu'ils exerçassent vingt ans , ou qu'ils décédassent revêtus de leurs offices.

Les substituts du procureur général au Parlement de Paris obtinrent , le 29 juin 1704 , une déclaration du roi , portant qu'ils seroient agréés aux officiers de cette cour , & compris dans l'édit de 1690 ; en conséquence , qu'ils seroient réputés nobles , pourvu qu'ils eussent servi vingt ans , ou qu'ils décédassent revêtus de leurs offices.

L'édit du mois d'août 1715 , qui a révoqué la noblesse au premier degré , attribuée à différentes cours , a excepté le Parlement de Paris.

Les présidens à mortiers & les conseillers clercs jouissoient autrefois du droit de manteau.

Pour ce qui est des gages du Parlement , ils lui furent attribués lorsqu'il devint sédentaire & ordinaire ; ce fut en 1322 qu'on en assigna le paiement sur les amendes.

Les présidens , conseillers & autres principaux officiers du Parlement jouissent de l'exemption du ban & arrière-ban , du logement des gens de guerre & de la suite du roi , du droit d'indult , du droit de franc-salé , de l'exemption de prêter l'hommage en personne , & du droit de

porter la robe rouge & le chaperon herminé dans les cérémonies.

Les conseillers-clerics en particulier sont dispensés de résider à leurs bénéfices.

Les conseillers au Parlement ont le droit de dresser des procès-verbaux des choses qui se passent sous leurs yeux , qui intéressent le service du roi , le public ou la compagnie.

Mais un de leurs plus considérables privilèges , est celui qu'ils ont d'être non seulement jugés par le Parlement assemblé , mais encore d'être exempts de toute instruction devant aucun autre juge ; en sorte que la plume doit tomber des mains , suivant l'expression ordinaire , dès qu'un conseiller au Parlement est impliqué dans la procédure ; le juge doit s'interrompre , fût-ce au milieu d'une déposition , interrogatoire , plaidoirie ou autre acte quelconque de la procédure.

Du Parlement de Toulouse.

Le Parlement de Toulouse est le second Parlement du royaume.

Bardin , qui a écrit dans le milieu du quatorzième siècle , dit dans sa chronique , que le roi fit tenir un Parlement à Toulouse en 1031 , qui , entre autres choses , statua , 1°. que quand les vicomtes & les viguiers ordonneroient le *gage de duel* , & que la partie condamnée à l'accepter en appelleroit au comte , elle auroit la liberté , après le jugement de ce dernier , d'en appeler au roi ou à son Parlement , à raison de l'hommage.

2°. Que le comte de Toulouse , qui prétendoit

la dîme sur celle que levoit l'évêque de cette ville , fourniroit des preuves de son droit au prochain Parlement.

3°. Que les officiers ecclésiastiques seroient soumis aux ordonnances du Parlement.

4°. Que la guerre qu'avoient fait naître les différends qui étoient entre Bérenger , vicomte , & Guifred , archevêque de Narbonne , seroit suspendue.

5°. Qu'on payeroit les anciens péages , & que les vicaires ou viguiers supprimeroient les nouveaux.

Mais les auteurs de l'histoire générale de Languedoc remarquent qu'on doit seulement inférer du récit de Bardin , qu'à l'époque qui l'indique , le roi , en qualité de souverain , envoya des commissaires à Toulouse pour y tenir en son nom les assises & y rendre la justice : qu'au surplus , ces assises ne peuvent être considérées comme l'origine du Parlement de Toulouse.

En effet , il paroît que la première justice supérieure qu'on ait qualifiée de Parlement à Toulouse , a été les grands jours , établis par les comtes de Toulouse pour juger en dernier ressort dans l'étendue de leurs domaines.

On voit qu'Alphonse , comte de Toulouse , ayant succédé aux domaines que possédoit le comte Raimond VII , jugea à propos d'avoir un Parlement pour tous ses domaines , à l'exemple du roi saint Louis son frère : il tenoit ce Parlement dans le même lieu où il tenoit sa cour , & y jugeoit par appel toutes les principales affaires de ses états , & évoquoit toutes celles qui lui étoient personnelles.

Ce prince étant à Longpont , où il faisoit

alors sa demeure , nomma , en 1633 , des commissaires pour tenir son Parlement à la quinzaine de la fête de tous les saints ; ce qui prouve qu'il avoit établi ce Parlement dès son avènement au comté de Toulouse , & qu'il en tenoit les séances à sa cour.

Mais comme , outre le comté de Toulouse , il tenoit aussi l'Auvergne avec le Poitou , il choisit , par permission du roi saint Louis , la ville de Paris pour y tenir ses grands jours, ou un Parlement, auquel il faisoit assigner tous ses sujets ; autrement il lui eût fallu en avoir dans chaque province dont il étoit seigneur ; ce qui lui auroit été incommode & dispendieux.

Ces grands jours étoient nommés *Parlement* , du nom que l'on donnoit alors à toutes les assemblées publiques où l'on parloit d'affaires.

On ne peut pas douter qu'il n'y eût appel de ce Parlement comtal à la cour de France ; c'étoit la loi générale pour toutes les cours de baronnies ou de pairies , quelque nom qu'on leur donnât. On voit même que le ^{roy}Parlement de Paris , sous le règne de saint Louis , étendit sa juridiction dans les sénéchaussées de Beaucaire & de Carcassonne ; on en trouve des preuves dans l'histoire de Languedoc , en 1258 , 1262 , 1269 & 1270.

Le comté de Toulouse ayant été réuni à la couronne en 1272 , par la mort d'Alphonse sans enfans , il fut établi avec plus de solennité un Parlement dans le Languedoc sous Philippe le Hardi. Ce premier établissement fut fait par manière d'accord & de contrat. Pour l'obtenir , les états généraux accordèrent au roi cinq mille moutons d'or ; la première séance commença le

mercredi après l'octave de Pâques de l'an 1280.

Philippe le Hardi fit pour Toulouse ce qu'il faisoit pour l'échiquier de Normandie; il députa des membres du Parlement de Paris pour présider en son nom.

Ce Parlement fut supprimé quelques années après; mais il fut rétabli à Toulouse en 1287 par Philippe le Bel, & tint ses séances dans cette ville jusqu'en 1291, qu'il fut encore supprimé & réuni au Parlement de Languedoc, c'est-à-dire au Parlement de Paris.

La cour souveraine de Parlement qui subsiste présentement à Toulouse, fut instituée par Philippe le Bel en 1302. Son ordonnance du 23 mars de cette année, qui porte que le Parlement se tiendra deux fois l'année à Paris, ordonne aussi que le Parlement se tiendra à Toulouse: *At quòd Parliamentum apud Tolosam tenebitur, si gentes terræ prædictæ consentiant quòd non appelletur à presidentibus in Parlamento prædicto.*

La Rocheffavin suppose qu'après ces mots *apud Tolosam tenebitur*, il y a ceux-ci, *sicut teneri solebat temporibus retroactis*; mais ils ne se trouvent pas dans cette ordonnance, telle qu'elle est à la chambre des comptes & au trésor des chartes, & dans le recueil des ordonnances de la troisième race, imprimées au Louvre.

La Rocheffavin remarque, que, suivant l'ordonnance du 23 mars 1302, le Parlement ne devoit tenir à Paris que deux fois l'année, qui étoient à Noël & à la Chandeleur; au lieu qu'en parlant du Parlement de Toulouse, Philippe le Bel ordonne qu'il tiendra, sans en limiter le temps: d'où la Rocheffavin conclut qu'il devoit tenir

ordinairement & continuellement. La raison de cette différence peut être, selon lui, qu'alors le Parlement de Toulouse s'étendoit non seulement en Languedoc, mais par toute la Guienne, le Dauphiné & la Provence, avant l'érection des Parlemens de Bordeaux, Grenoble & Aix, comme on le lit dans les registres de celui de Toulouse. De sorte que pour l'expédition du grand nombre des affaires & des procès, auxquels les habitans de ce climat sont, dit-il, naturellement plus adonnés, il étoit nécessaire que le Parlement y fût ordinairement séant, au lieu que le Parlement de Paris étoit soulagé par le proche voisinage de l'échiquier de Rouen & des grands jours de Troie en Champagne, dont il est parlé dans cette même ordonnance de 1302, & qui étoient en effet d'autres Parlemens pour la Normandie, la Champagne & la Brie.

Sur ces mots, *si gentes terra consentiant*, la Rocheffavin remarque que les gens des trois états du pays de Languedoc, ne voulurent consentir à l'érection de ce Parlement, qu'avec pacte & convention expresse qu'ils seroient regis & gouvernés, & leurs procès & différends jugés suivant le droit romain, dont ils avoient coutume d'user.

L'ordonnance du 23 mars 1302 n'avoit fait proprement qu'annoncer le dessein d'établir un Parlement à Toulouse; ce n'étoit même qu'une députation de présidens du Parlement de Paris, que le roi se proposoit d'y envoyer pour y tenir le Parlement & y juger souverainement, comme on l'a fait depuis en Normandie. Ce devoit être le Parlement de France qui auroit tenu successivement ses séances à Paris, à Toulouse, & ensuite en Normandie : il est vrai que les barons de

de Toulouse y auroient siégé , mais la souveraineté de juridiction ne devoit être vraiment attachée qu'aux députés de la cour de France qui y auroient présidé : c'est pourquoi l'ordonnance de 1302 dit : *Si gentes terra consentiant quòd non appelletur à præsidentibus* ; preuve certaine que les précédens Parlemens n'étoient pas souverains du temps des comtes. Les auteurs de l'histoire de Languedoc ont cru que cette ordonnance étoit demeurée sans exécution.

Mais il y eut dans la même année un édit exprès pour l'établissement d'une cour souveraine de Parlement à Toulouse.

On voit dans le préambule de l'édit , que cet établissement fut fait à la prière des trois états de Languedoc , & dans la vûe d'illustrer la ville de Toulouse : le roi , de sa certaine science , puissance & autorité royale , institue une cour de Parlement à Toulouse pour tout le Languedoc & duché d'Aquitaine , & pour les pays qui sont au delà de la Dordogne.

Cette institution est faite avec la clause , *quando tamen placuerit nostre voluntati*.

Le roi ordonne qu'à cette cour de Parlement toutes les cours de sénéchaussées , bailliages , recortes , vigueries , judicatures , & autres juridictions quelconques des pays de Languedoc & d'Aquitaine , & des autres pays qui sont au delà de la Dordogne , auront leur ressort & dernier recours , *ultimum refugium*.

Que les gens de ce Parlement pourront juger au nombre de neuf ou dix , & que dans les affaires criminelles un président & cinq conseillers pourront juger , en appelant avec eux tel nombre de conseillers laïques qu'ils jugeront à pro-

pos. Mais le nombre des juges nécessaires a varié ; car anciennement on jugeoit à sept , & depuis long-temps & présentement on ne peut plus juger au Parlement de Toulouse qu'au nombre de dix , soit au civil ou au criminel.

Qu'il n'y aura aucun appel de leurs jugemens.

Enfin il leur donne le même pouvoir qu'au Parlement de Paris.

Les subsides extraordinaires que le roi faisoit lever en Languedoc sans que les états de la province y eussent consenti , ayant occasionné une révolte presque générale , le Parlement soutint tant qu'il lui fut possible l'autorité du roi ; mais enfin il fut contraint de se retirer à Montauban.

Le roi , irrité contre les Languedociens , & singulièrement contre les Toulousains , supprima , par un édit de l'an 1312 , le parlement de Toulouse , l'unit & en incorpora les officiers à celui de Paris.

Par cette suppression , le Parlement de Toulouse souffrit une éclipse qui dura plus d'un siècle , car il ne fut rétabli dans cette ville que par des lettres du dauphin régent du royaume , données le 20 mars 1419.

Un édit du 23 septembre 1425 transféra le Parlement de Toulouse à Béziers , à cause de la peste qui étoit à Toulouse , & pour repeupler la ville de Béziers qui avoit soutenu un long siège contre le comte de Clermont , & la dédommager de tout ce qu'elle avoit souffert lorsqu'elle fut prise.

Mais ce Parlement ne dura pas long-temps à Béziers : des lettres-patentes de Charles VII du 7 octobre 1428 , le réunirent une seconde fois au Parlement de Paris , séant alors à Poitiers ;

& en exécution de ces lettres-patentes, le Parlement de Toulouse ordonna lui-même le 4 avril 1429, le renvoi à Poitiers de toutes les causes dont il connoissoit.

Ce changement fut occasionné par les guerres civiles que causèrent les factions des ducs de Bourgogne & d'Orléans, à la faveur desquelles les Anglois occupèrent toute la Guienne & la plus grande partie du ressort du Parlement de Toulouse.

Pendant ces différentes réunions du Parlement de Toulouse à celui de Paris, les officiers du Parlement de Toulouse continuèrent l'exercice de leurs offices au Parlement de Paris.

Lorsque les Anglois furent chassés de Guienne, & que le Parlement, qui avoit été transféré à Poitiers, eut été remis dans la capitale du royaume par édit du mois d'août 1436, Charles VII érigea un nouveau Parlement pour le Languedoc, par édit du 18 avril 1437 : il envoya d'abord dans ces pays des commissaires généraux sur le fait de la justice, avec pouvoir de juger souverainement sur certaines matières. Quelque temps après, il donna cette commission aux généraux de Montpellier ; enfin, par édit donné à Saumur le 11 octobre 1443, il rétablit un Parlement à Toulouse, pour être stable dans cette ville.

Cette cour ayant rendu un arrêt contre un habitant de Montpellier, & Geoffroi de Chabannes, qui étoit lieutenant du duc de Bourbon, gouverneur du Languedoc, en ayant empêché l'exécution, le Parlement décréta de prise de corps cet officier & trois autres personnes qui lui étoient attachées.

Cette conduite déplut tellement au roi , qu'il interdit le Parlement & le transféra à Montpellier au mois d'octobre 1466.

Les trois états avoient déjà demandé que ce Parlement fût tenu alternativement dans les trois sénéchaussées de la province ; & le syndic de la sénéchaussée de Beaucaire lut , en 1529 , dans l'assemblée des états , des lettres du 21 septembre 1467 , suivant lesquelles le Parlement de Toulouse devoit être ambulatorie , & résider pour un temps dans cette sénéchaussée. Les états convinrent même de demander l'exécution de ces lettres ; mais le capitoul de Toulouse s'y opposa , prétendant qu'il y avoit des lettres contraires ; sur quoi on lui ordonna d'en rapporter la preuve aux états suivans , & les choses en demeurèrent là.

Mais , pour revenir à la translation qui fut faite du Parlement de Toulouse à Montpellier en 1466 , les généraux des aides , qui étoient en ce temps-là du corps du Parlement , eurent le même sort , & furent transférés avec lui à Montpellier. Deux ans après , il fut rétabli à Toulouse , où il revint avec les généraux des aides ; mais ces derniers retournèrent peu de temps après à Montpellier , où ils furent depuis érigés sous le titre de *cour des aides*.

Le 4 août 1533 , François premier tint son lit de justice à Toulouse , accompagné des princes & des seigneurs de sa cour.

Charles IX tint aussi son lit de justice dans ce même Parlement , le 5 février 1565 , étant accompagné de même de plusieurs princes & seigneurs.

Le 2 novembre 1610 , Louis XIII confirma les officiers de ce Parlement dans leurs fonctions ,

droits & privilèges. Il y avoit alors six présidens & environ cent conseillers.

Tous les offices de cette cour furent supprimés par un édit du mois d'août 1771 ; & , par un autre édit du même mois , le feu roi y créa de nouveaux offices qui devoient être donnés gratuitement au mérite & aux talens. Mais , par un dernier édit du mois de février 1775 , les deux édits de 1771 ont été révoqués , & le roi a rétabli dans l'exercice de leurs charges ceux qui en possédoient au Parlement de Toulouse avant ces édits.

La nouvelle loi a ordonné qu'à l'avenir le Parlement de Toulouse seroit composé de la grand'-chambre & de la tournelle , de deux chambres des enquêtes , & d'une chambre des requêtes du palais.

La grand'chambre doit être composée d'un premier président , de neuf présidens à mortier , de deux conseillers clercs , & de trente conseillers laïques.

La tournelle doit être composée de cinq de ces présidens & de treize conseillers de grand'-chambre. On ne peut y juger que les affaires criminelles , sauf aux officiers qui y font de service & qui sont chargés de rapport d'affaires civiles , à les rapporter à la grand'chambre hors le temps du service de la tournelle , qui ne doit point être interrompu.

Chaque chambre des enquêtes doit être composée de deux présidens & de vingt conseillers , dont deux clercs.

La chambre des requêtes du palais doit être composée de deux présidens & de douze conseillers.

Le gouverneur de Languedoc & celui de Guienne ont entrée & séance au Parlement de Toulouse, après que leurs lettres ou provisions y ont été enregistrées.

L'archevêque de Toulouse est conseiller né du Parlement, en vertu de lettres-patentes accordées par Charles IX en 1563 au cardinal d'Armagnac, archevêque de cette ville, pour lui & pour ses successeurs à l'archevêché.

L'abbé de saint Sernin a aussi obtenu le titre de conseiller né de ce Parlement, en vertu de lettres-patentes.

Il y a d'ailleurs dans cette cour un procureur général, trois avocats généraux, un greffier en chef civil, un greffier en chef criminel, & plusieurs autres officiers moins considérables.

L'édit du mois de février 1775, dont nous venons de parler, a été porté au Parlement de Toulouse par M. de Périgord, commandant en chef en Languedoc, assisté de M. de Guignard de Saint-Priest, conseiller d'état ordinaire, intendant de la province, & a été enregistré dans cette cour du très-exprès commandement du roi, le 14 mars de la même année.

Il a en même temps été enregistré une ordonnance de discipline, pareille à celle qui a été donnée pour le Parlement de Paris au mois de novembre 1774, & dont nous avons rapporté les dispositions, tant en parlant de cette cour, qu'à l'article ASSEMBLÉE DES CHAMBRES.

Le ressort du Parlement de Toulouse s'étoit étendu peu à peu par diverses ordonnances, sur les provinces de Languedoc, de Guienne, de Dauphiné & de Provence. Les états de ces différens pays y avoient consenti, à condition qu'ils seroient

régis par le droit écrit , & qu'ils ne pourroient être tirés de leur ressort pour aller plaider ailleurs. Mais les Parlemens de Bordeaux & de Provence ayant été établis dans la suite , on démembra de celui de Toulouse les sénéchaussées de Gascogne , de Guienne , Landes , Agénois , Bazadois , Périgord , Saintonge , &c. en sorte que le Parlement de Toulouse ne comprend plus en son ressort que les sénéchaussées & présidiaux de Toulouse , Beaucaire ou Nîmes , Carcassonne , le Puy en Velay , Montpellier , Béziers , Limoux , Villefranche de Rouergue , Rhodéz , Cahors , Castelnau-dary , Montauban , Auch , Leitoure , Pamiers , Figeac , Lauferte , Uzès , sénéchal ducal , le siège royal d'Appeaux du comté de Castres , & le bailliage de Mende.

Du Parlement de Grenoble.

Le dauphin Humbert II institua ce Parlement sous le titre de *conseil delphinal* , par une ordonnance du 22 février 1337.

Lorsque Louis XI étoit dauphin de Viennois , il érigea , en 1451 , ce conseil , sous le titre de *Parlement de Dauphiné* , séant à Grenoble , avec les mêmes honneurs & droits dont jouissoient les deux autres Parlemens de France. Le roi Charles VII approuva & confirma cet établissement par édit du 4 août 1453 ; en sorte que le Parlement de Grenoble se trouve le troisième Parlement de France.

M. le président Hainault remarque dans son abrégé chronologique de l'histoire de France , que le Parlement de Bordeaux n'a été établi qu'en l'année 1462.

La question de la préséance du Parlement de Grenoble sur celui de Bordeaux , ayant été élevée dans l'assemblée tenue à Rouen en 1617 , elle fut décidée par provision en faveur du Parlement de Grenoble , par un arrêt du conseil d'état , rapporté tout au long par M. Expilly dans ses arrêts , page 161 , où cet auteur fait le détail des raisons sur lesquelles cette préséance est fondée , & il cite le témoignage des auteurs Bordelois qui l'ont reconnue : il rapporte aussi une précédente décision de 1566 , en faveur du Parlement de Grenoble , prononcée par le chancelier de l'Hôpital. Cambolas , *liv. 5 , ch. 18* de ses arrêts , rapporte qu'à la chambre de justice , érigée en 1624 , la séance du député du Parlement de Grenoble fut réglée par ordre exprès du roi avant le député du Parlement de Bordeaux.

Dans une assemblée tenue depuis , les députés du Parlement de Bordeaux agitèrent de nouveau la question de la préséance ; les députés du Parlement de Grenoble , qui ne s'y étoient pas attendus , dans la confiance des précédentes décisions , n'ayant pas apporté les titres pour établir leur droit , l'assemblée , qui ne pouvoit décider la chose au fond , faute de ces titres , ordonna que les députés des deux Parlemens se pourvoiroient au roi ; & néanmoins pour que cette querelle particulière ne retardât pas les séances de l'assemblée , elle décida par provision , que ces députés prendroient alternativement le pas , en observant que celui de Grenoble commenceroit.

Le roi Henri II , en 1556 , a maintenu le Parlement de Grenoble dans la jouissance des mêmes privilèges & exemptions dont jouissoit le

Parlement de Paris ; & par son ordonnance du 2 juillet 1556 , le roi voulut que ses arrêts pussent être rendus par six conseillers & un président , ou par sept conseillers , à défaut de président.

Dans les premiers temps de son institution , il ne portoit en tête de ses arrêts que le nom du gouverneur de la province : cet usage a été abrogé par nos rois.

Cette compagnie a cela de particulier , que le gouverneur & le lieutenant général de la province sont du corps ; ils marchent à la tête de la compagnie , & précèdent le premier président.

Les archevêques & les évêques de la province ont entrée & séance au Parlement , & siègent après les présidens & avant le doyen des conseillers ; mais il n'y a que l'évêque de Grenoble qui ait voix délibérative , les autres n'ont que voix consultative.

Deux édits du mois d'octobre 1771 avoient supprimé les anciens offices du Parlement de Grenoble , & en avoient créé de nouveaux ; mais par un autre édit du mois d'avril 1775 , enregistré le 2 mai suivant du très-express commandement du roi , porté par le comte de Clermont Tonnerre , commandant en chef en Dauphiné , assisté de M. Pajot de Marcheval , intendant de la province , les édits de 1771 ont été révoqués , & les anciens officiers réunis & rétablis dans l'exercice de leurs charges.

Avant la suppression de 1771 , il n'y avoit au Parlement de Grenoble ni tournelle ni chambre des enquêtes : les officiers de cette cour étoient divisés en quatre bureaux , qui rouloient alternativement entre eux. Le premier bureau deve-

noit , l'année suivante , le quatrième ; le second devenoit le premier , & les autres avançoient dans le même ordre. Mais l'édit d'avril 1775 a abrogé ces bureaux , & a ordonné que le Parlement de Grenoble seroit à l'avenir composé d'une grand'chambre , d'une chambre de tournelle , & d'une chambre des enquêtes.

La grand'chambre doit être composée du premier président , de huit présidens à mortier , de deux chevaliers d'honneur , & des trente plus anciens conseillers , dont deux clercs.

La chambre des enquêtes doit être présidée par les deux derniers présidens en réception , & composée des vingt-deux derniers conseillers en réception , dont deux clercs.

La tournelle doit être composée du quatrième , du cinquième & du sixième des présidens à mortier , de dix conseillers de grand'chambre & de six des enquêtes : ces conseillers doivent y servir un an , & être remplacés par un pareil nombre , suivant l'ordre du tableau , à l'exception du doyen & du sous-doyen de la grand'chambre , du doyen des enquêtes , & des conseillers clercs , qui ne sont tenus d'aucun service à la tournelle.

Il y a en outre dans cette cour trois avocats généraux , un procureur général , des greffiers , des procureurs , des huissiers , &c.

Il a aussi été enregistré , le 2 mai 1775 , une ordonnance du mois d'avril précédent , portant règlement pour la discipline du Parlement de Grenoble. Cette loi est conforme aux ordonnances qui ont été rendues , relativement au même objet , pour les Parlemens de Paris & de Toulouse dont on a parlé précédemment.

Le Parlement de Grenoble exerce la juridic-

tion relative aux aides : un édit de 1638 avoit créé une cour des aides séparée ; mais, sur les représentations de tous les corps de la province & des syndics des trois ordres , cette cour fut supprimée en 1658 , & sa juridiction réunie au Parlement.

En l'absence du gouverneur & du lieutenant général , qui sont membres & chefs du Parlement , c'est le premier président , & à son défaut celui qui préside la compagnie , qui commande dans la province , à moins qu'il ne plaise au roi d'y établir un commandant par brevet particulier ; & même si ce commandant par brevet s'absente de la province , celui qui préside la compagnie reprend le commandement.

Ce privilège est des plus anciens & des mieux confirmés par les souverains du Dauphiné.

Le conseil delphinal avoit ce droit ; le Parlement l'a conservé , & nos rois le lui ont maintenu en toute occasion , & particulièrement Louis XV par ses lettres-patentes du 12 juillet 1716. Il est dit entre autres choses dans ces lettres , que le premier président du Parlement de Grenoble , ou en son absence celui qui y présidera , commandera dans toute la province du Dauphiné , tant aux habitans qu'aux gens de guerre , à moins que le roi n'ait donné des lettres de commission particulière , pour y commander les troupes , auquel cas sa majesté veut & entend qu'une telle commission ne prive pas le premier président , & en son absence celui qui préside , des honneurs qui lui sont attribués comme commandant naturel en l'absence du gouverneur & du lieutenant général , comme d'a-

voir une sentinelle à sa porte, &c. même lorsque le commandant particulier est à Grenoble.

Les tribunaux qui sont dans l'étendue du Parlement de Grenoble, sont le présidial de Valence, deux grands bailliages, celui du Viennois & celui des Montagnes, qui en comprennent chacun plusieurs autres; la sénéchaussée du Valentinois, qui se divise en deux vice-sénéchaussées, celle de Crit & celle de Montelimart: il y a aussi plusieurs autres justices qui y ressortissent immédiatement, comme la justice de la principauté d'Orange.

Du Parlement de Bordeaux.

On n'est pas d'accord sur le temps où ce Parlement a été institué.

Fontanon en attribue l'établissement aux rois Philippe le Bel en 1306, & Charles VII en 1444.

Le Caron, Freror, Duhaillan, Guenois, Joly & Nicolas Gilles en rapportent l'institution au même roi Charles VII; mais ils ne la font remonter qu'à l'année 1451.

Ducange suppose qu'il fut érigé au mois de mai 1460.

D'autres, tels que Chopin, le chancelier de l'Hôpital & la Rocheflavin, tiennent que ce Parlement ne fut institué que par Louis XI en 1462.

D'autres enfin, tels que le président Boyer, prétendent que ce fut Louis XII seulement qui en fut le véritable instituteur.

On fait que la ville de Bordeaux fut, comme

le reste de la Guienne , pendant long-temps sous la domination des Anglois : le duché de Guienne fut laissé par saint Louis à Henri III , roi d'Angleterre , à condition que lui & ses successeurs seroient , pour ce duché , vassaux de la couronne de France ; au moyen de quoi , les rois d'Angleterre , ducs de Guienne , n'avoient point , dans cette province , le droit de faire rendre la justice en dernier ressort ; l'appel des sénéchaussées de Guienne ressortissoit alors au Parlement de Toulouse , comme il paroît par des lettres de Philippe le Bel de l'an 1306 , & de Charles VII , de l'an 1444 , concernant le Parlement de Toulouse , qui font mention que ce Parlement étoit établi pour le Languedoc , ainsi que pour le duché d'Aquitaine & pour tous les pays qui sont au delà de la Dordogne.

Mais Edouard , roi d'Angleterre , qui tenoit prisonnier le roi Jean , le contraignit , par l'article 12 du traité de Bretigni , conclu le 8 mai 1360 , de renoncer à tout droit de souveraineté sur la Guienne , dont il fut dit que la propriété resteroit à Edouard.

Il paroît que ce prince étant ainsi devenu maître absolu de toute la Guienne , & singulièrement de Bordeaux , établit dans cette ville une justice souveraine , qui y étoit encore subsistante en 1451 : c'est apparemment ce qui a fait dire à l'abbé des Thuilleries , dans son introduction au dictionnaire de la France , que le Parlement tient la place de la juridiction du juge de Gascogne ; c'est ainsi que l'on appeloit anciennement le sénéchal de Guienne , qui jugeoit en dernier ressort pendant la domination des Anglois.

C'est ce que dénotent aussi les lettres-patentes

de Charles VII du 20 juin de la même année ; confirmatives du traité qui fut fait alors entre le roi , d'une part , & les états de Guienne , d'autre.

Le préambule de ces lettres annonce que le comte de Dunois ayant repris sur les Anglois plusieurs villes & places de la Guienne , il avoit été fait plusieurs sommations aux gens des trois états du pays de Guienne & du Bordelois , & & aux habitans de Bordeaux , de se remettre sous l'obéissance du roi , & de remettre entre ses mains la ville de Bordeaux & toutes les autres villes que les Anglois tenoient dans ces pays.

Qu'il fut fait à ce sujet un traité entre les commissaires nommés pour le roi , par le comte de Dunois & les gens des trois états des ville & cité de Bordeaux & pays Bordelois , en leurs noms & pour les autres pays de la Guienne qui étoient sous l'obéissance des Anglois.

Par le vingtième article de ce traité , il étoit dit , *que le roi sera content qu'en ladite cité de Bordeaux il y ait justice souveraine , pour connoître , discuter & terminer définitivement toutes les causes d'appel qui se feront en ce pays , sans que ces appels , par simple querelle ou autrement , soient traduits hors de ladite cité.* Cet article est celui que Joly & plusieurs autres auteurs regardent comme l'institution du Parlement de Bordeaux.

Les commissaires du roi promirent de tenir cet article & les autres qui y sont joints ; & le roi aimant mieux réduire le pays de Guienne sous son obéissance par un traité amiable , que d'y procéder par la voie des armes , ratifia ce traité par les lettres du 20 juin 1451.

Le mandement qu'il donne à la fin de ces lettres pour leur exécution, est adressé : *A nos amés & féaux conseillers les gens tenans & qui tiendront notre Parlement & cour souveraine, aux sénéchaux de Guienne, &c.* ; ce qui suppose qu'il y avoit déjà un Parlement établi à Bordeaux, & qu'il n'y avoit été établi que par les Anglois, puisque les habitans de Bordeaux mettoient dans leurs articles, que le roi approuveroit qu'il y eût une justice souveraine dans cette ville.

Cependant on ne voit point que ces lettres aient été publiées & enregistrées dans ce Parlement ; on trouve seulement qu'elles le furent en la sénéchaussée de Guienne, à la requête du procureur & syndic de la cité de Bordeaux, le 12 février 1451 ; & dans cette publication il n'est point parlé du Parlement.

Le traité de 1451 n'eut point d'exécution, attendu la rebellion que firent les Bordelois l'année suivante 1452, au moyen de quoi le Parlement que l'on avoit accordé à la ville de Bordeaux n'eut pas lieu alors, ou, s'il y fut établi, il ne subsista pas long-temps.

Le Parlement de Paris reprit la connoissance des appellations interjetées des sénéchaussées du pays de Guienne ; il y tint même de temps en temps ses grands jours depuis le 2 septembre 1456 jusqu'au mois de septembre 1459, ainsi qu'on le voit au dépôt du greffe en chef civil du Parlement de Paris, dans lequel il se trouve deux registres contenant ces grands jours.

Ducange, en son glossaire, au mot *Parlamentum Burdigalense*, après avoir dit que ce Parlement fut d'abord institué par Charles VII en 1451, ajoute, qu'ensuite il fut érigé, *erectum*.

fuit, au mois de mai 1460. La Rocheffavin dit la même chose, & l'un & l'autre remarquent qu'on lui assigna alors pour le lieu de ses séances le château de l'Ombrière, ainsi appelé à cause de l'ombrage des arbres qui l'environnoient, & qui étoit la demeure des anciens ducs d'Aquitaine; mais Ducange suppose que les Bordelois s'étant révoltés, & la ville ayant été reprise, tout ce pays demeura compris dans le ressort du Parlement de Paris, jusqu'à ce que Louis XI, à la prière des trois états de Guienne, rétablit le Parlement de Bordeaux par des lettres du 10 juin 1462.

Il est certain que le Parlement de Bordeaux fut alors rétabli, comme le prouvent les lettres rapportées par Chopin en son traité du domaine, livre 2, titre 15, n°. 7. Par ces lettres, qui sont en latin, & qui ont été extraites des registres de ce Parlement, le roi l'institue, établit & ordonne; il le qualifie, *curia nostra Parlamēti in civitate Burdigalensi*; il spécifie que ce n'est pas seulement pour cette ville, mais aussi pour les pays & sénéchaussées de Gascogne, d'Aquitaine, des Landes, d'Agenois, Bazadois, Périgord, Limosin; il met cette clause, *pour tant qu'il nous plaira; quamdiū nostra placuerit voluntati*; il ordonne que les sénéchaussées, bailliages & autre juridictions de ces pays auront leur ressort & dernier recours, *ultimum refugium*, en ce Parlement.

Il donne à ce Parlement le même pouvoir & la même autorité qu'avoit celui de Paris dans ces pays.

En 1549, ce Parlement fut interdit de ses fonctions, à l'occasion d'une émotion populaire qui étoit

étoit arrivée à Bordeaux pour la gabelle du sel ; & à la place des officiers de ce Parlement , le roi envoya , le 22 mai , des conseillers des Parlemens de Paris , de Toulouse & de Rouen , pour tenir le Parlement à Bordeaux , qu'il composa de deux chambres ; l'une pour le civil , l'autre pour le criminel. Mais , le 22 mai de la même année , le roi ayant égard aux remontrances de la ville , rétablit le Parlement de Bordeaux dans ses fonctions , & les commissaires des autres Parlemens furent rappelés.

La peste étant survenue à Bordeaux en 1653 , le Parlement fut transféré à Agen , & ensuite à la Réole , où il demeura jusqu'au mois de mai 1654 , qu'il fut rétabli à Bordeaux par une déclaration expresse du roi : l'ouverture du Parlement se fit le premier décembre de la même année.

Les émotions populaires qu'il y eut à Bordeaux depuis le 26 mars 1675 , à l'occasion de l'établissement du papier timbré & de quelques nouvelles impositions , donnèrent lieu de transférer le Parlement à Condom : la déclaration fut publiée le 22 novembre de la même année.

Il fut depuis transféré à Marmande ; il y étoit le 18 juillet 1676 , & encore le 2 août 1677 , comme il paroît par deux députations que les jurats firent alors vers ce Parlement séant à Marmande.

Il fut ensuite transféré à la Réole ; il y étoit au mois de mai 1678 : on en trouve la preuve dans un recueil d'anciens édits , où celui qui porte défense de saisir les bestiaux , du mois de janvier 1678 , fut enregistré à la Réole le 29 mai de cette année.

Le Parlement resta à la Réole jusqu'en 1690 , qu'il fut rétabli à Bordeaux , sur la demande qu'en avoient faite les jurats , moyennant un don de 400000 livres. Il reprit sa séance à Bordeaux le 13 novembre , & depuis ce temps il a toujours été sédentaire en cette ville.

Tous les offices de cette cour furent supprimés par un édit du mois d'août 1771 ; & par un autre édit du même mois , le roi y créa de nouveaux offices qui devoient être donnés gratuitement au mérite & aux talens : mais ces deux édits furent révoqués par un autre du mois de février 1775 , enregistré le 2 mars suivant du très-exprès commandement du roi , porté par le duc de Mouchy , commandant en chef dans la province de Guienne , accompagné de M. de Fourqueux , conseiller d'état , & tous ceux qui étoient pourvus d'offices au Parlement de Bordeaux avant la suppression , furent rétablis dans l'exercice de leurs charges.

Ce Parlement est composé de cinq chambres ; savoir , la grand'chambre , la tournelle , deux chambres des enquêtes , & une chambre des requêtes.

La grand'chambre est composée du premier président & de cinq autres présidens à mortier , des conseillers d'honneur , dont deux sont conseillers nés ; savoir , l'archevêque de Bordeaux & le gouverneur de la province de Guienne , qui siègent à la droite des présidens au dessus des conseillers ; de deux chevaliers d'honneur , & de vingt-deux conseillers.

La tournelle est composée de quatre présidens à mortier & de seize conseillers qui sont dé-

putés pour ce service pendant toute une année, tant de la grand'chambre que des enquêtes.

Chaque chambre des enquêtes est composée de deux présidens des enquêtes & de vingt conseillers.

La chambre des requêtes est composée de deux présidens & de sept conseillers.

Il y a deux avocats généraux, l'un pour le civil, l'autre pour le criminel à la tournelle, & un procureur général qui a trois substituts.

Il y a deux greffiers en chef & trois secrétaires de la cour, un greffier en chef des requêtes du palais, un greffier des présentations, un pour les affirmations, & un greffier commis; un autre greffier pour la grand'chambre, deux greffiers des audiences, un pour la tournelle, & un pour chaque chambre des enquêtes.

La chancellerie établie près ce Parlement est composée d'un garde des sceaux, quatre secrétaires du roi audienciers, quatre secrétaires du roi contrôleurs, douze autres secrétaires du roi, un scelleur, onze conseillers référendaires, deux receveurs de l'émolument du sceau, deux payeurs des gages.

Les procureurs du Parlement sont au nombre de soixante & quinze, & il y a seize huissiers, non compris le premier.

Le Parlement de Bordeaux est soumis aux règles de discipline établies par une ordonnance du mois de février 1771, laquelle a été enregistrée en même temps que l'édit qui a rétabli cette cour telle qu'elle étoit avant 1771. Ces règles sont conformes à celles qui ont été données aux Parlemens dont nous avons parlé précédemment.

Du Parlement de Dijon.

Philippe le Hardi , l'un des fils du roi Jean , & premier duc de Bourgogne de la seconde race , avoit dressé les premiers projets d'un Parlement à Bellay , & depuis à Dijon.

Ses successeurs ducs de Bourgogne formèrent deux conseils , qu'ils appeloient grands jours , l'un à Beaune , & l'autre à saint Laurent.

Le Parlement qui subsiste aujourd'hui à Dijon , a pris la place de ces jours généraux ou grands jours de Beaune & de Saint-Laurent ; les premiers furent institués , vers l'an 1354 , par Philippe duc de Bourgogne , dans la ville de Beaune , où plusieurs ducs de Bourgogne tinrent leur cour.

Ces jours généraux de Beaune étoient quelquefois nommés Parlement ; mais l'appel de ces grands jours ressortissoit au Parlement de Paris.

La Bourgogne étant retournée à la couronne en 1361 , par le décès de Philippe de Rouvre , le roi Jean donna au Parlement la permission de juger souverainement ; Arnaud de Corbie , premier président du Parlement de Paris , y présida en 1376.

La Bourgogne ayant été de nouveau donnée en apanage par le roi Jean au plus jeune de ses fils , appelé Philippe le Hardi , ce prince & ses successeurs , à l'imitation des anciens ducs de Bourgogne , tinrent leurs jours généraux à Beaune , & depuis ce temps l'appel de ces jours généraux ressortit au Parlement de Paris , comme il faisoit avant la réunion de la Bourgogne à la couronne.

Il y avoit aussi des grands jours à Saint-Laurent-lès-Châlons, que l'on qualifioit de Parlement, & qui étoient pour le comté d'Auxerre & la Bresse chalonnoise : ils avoient pareillement été institués par les anciens ducs de Bourgogne, & eurent le même sort que ceux de Beaune ; de sorte que l'appel de ces grands jours ressortissoit aussi au Parlement de Paris.

Le dernier duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, ayant été tué devant Nanci le 5 janvier 1477, nouveau style, le duché de Bourgogne fut alors réuni à la couronne, & n'en a plus été séparé. Les principaux des trois états de cette province se retirèrent pardevers le roi, & le supplièrent, pour le bien de la justice, d'établir dans son duché de Bourgogne & comté de Charolais, une cour souveraine qui fût appelée *cour de Parlement*, fondée & garnie de président & douze conseillers & autres officiers en tel nombre de conseillers qu'il y avoit au Parlement de Beaune, que l'on souloit nommer les *grands jours du duché de Bourgogne*, & qu'elle fût de telle prééminence & autorité, touchant le fait de judicature & juridiction souveraine, comme le Parlement de Paris, auquel, est-il dit, lesdits *grands jours* souloient ressortir ; ils demandèrent aussi au roi qu'il lui plût entretenir les Parlemens de Dole & de Saint-Laurent pour les comtés de Bourgogne, d'Auxonne, & autres terres d'outre Saone, *esquelles*, disent-ils, *d'ancienneté* il y avoit toujours eu cour souveraine, pour l'exercer comme on avoit toujours fait par le passé. Le roi, par un édit du 18 mars 1476, vieux style, ou mai 1477, nouveau style, créa & établit une cour & juridiction souveraine, pour être tenue dorénavant sous le titre de Parle-

ment , ayant tout droit de ressort & de souveraineté , au lieu des grands jours : il ordonna aussi que les Parlemens de Dole & de Saint-Laurent feroient entretenus souverains , comme ils l'étoient de toute ancienneté ; & pour tenir chacun de ces Parlemens , il ordonna qu'il y auroit avec le président deux chevaliers , douze conseillers en la manière accoutumée , deux avocats , un procureur fiscal , un greffier , cinq huissiers ordinaires.

Ce nouveau Parlement tint d'abord ses séances à Beaune ; mais quelque temps après cette ville s'étant révoltée , le Parlement fut transféré à Dijon par édit du 10 août 1480 , & sa séance dans cette ville fut confirmée par un édit du mois de février suivant.

On voit par cet édit qu'il y avoit déjà deux présidens au Parlement du duché de Bourgogne , deux chevaliers & douze conseillers clercs & laïques ; il ordonna que ce Parlement se tiendrait , comme il faisoit déjà ordinairement , en la ville de Dijon , & qu'il commenceroit le lendemain de la saint Martin d'hiver ; il transféra celui du comté de Bourgogne , de Dole à Salins , & ordonna que si , par faute de causes , le Parlement du comté de Bourgogne finissoit plutôt , les conseillers qui le tiendroient retourneroient à Dijon pour y vaquer aux causes & affaires du Parlement du duché de Bourgogne , jusqu'à la mi-août , que commenceroient leurs vacations , comme celles des autres Parlemens ; il permit aussi aux parties de comparoître au Parlement de Bourgogne par procureur , au lieu que , selon les ordonnances du Parlement précédent , il falloit comparoître en personne.

Ce même édit de 1480 contient un ample

règlement pour l'administration de la justice au Parlement de Dijon; Charles VIII cassa ce Parlement par édit du mois d'avril 1485, & le réunit au Parlement de Paris; mais il fut rétabli l'année suivante, & ensuite augmenté par Louis XII, & fixé à Dijon par une déclaration du 29 août 1494.

Les fonctions des officiers de ce Parlement furent suspendues par une déclaration du 14 mars 1637; quelques-uns furent rétablis le premier mai suivant, & le surplus par un édit du mois de juillet de la même année.

Ce Parlement fut encore quelque temps sans fonctions au moyen d'une déclaration du 28 décembre 1658, qui attribua au grand conseil tous les procès du ressort de ce Parlement; cette déclaration fut enregistrée au grand conseil le 3 février 1659: mais, par une déclaration du 7 juin suivant, le Parlement de Dijon fut rétabli dans ses fonctions.

Tous les offices de cette cour ont ensuite été supprimés par un édit du mois d'octobre 1771; &, par un autre édit du même mois, il en a été créé de nouveaux qui devoient être donnés gratuitement au mérite & aux talens: mais ces deux édits ont été révoqués par un autre du mois de mars 1775, enregistré le 3 avril suivant du très-expres commandement du roi, porté par le marquis de la Tour du Pin, commandant en chef dans la province, assisté de M. Feydeau de Marville, conseiller d'état; & tous ceux qui étoient pourvus d'offices au Parlement de Dijon avant la suppression, ont été rétablis dans l'exercice de leurs charges.

Cette cour est aujourd'hui composée d'un pre-

mier président , de neuf présidens à mortier , de trois conseillers d'honneur nés , qui sont les évêques de Dijon , d'Autun & de Bellay ; deux chevaliers d'honneur , soixante-huit conseillers , dont dix clercs & soixante-deux laïques , non compris le chancelier garde des sceaux de la chancellerie , deux greffiers en chef , & plusieurs commis greffiers , onze huissiers du Parlement , y compris le premier huissier , & quatre huissiers aux enquêtes.

Le parquet est composé de deux avocats généraux , un procureur général & huit substituts.

Le Parlement est distribué en quatre chambres ; savoir , la grand'chambre , la tournelle criminelle , la chambre des enquêtes , & celle des requêtes du palais.

La grand'chambre est composée du premier président , de trois présidens à mortier , des conseillers & chevaliers d'honneur , & de dix-neuf autres conseillers.

La tournelle est composée de quatre présidens & de dix-neuf conseillers ; la chambre des enquêtes de deux présidens & de vingt & un conseillers , & la chambre des requêtes de deux présidens & de dix conseillers.

Il y a pour le Parlement de Dijon une ordonnance de discipline du mois de mars 1775 , pareille à celles qui ont été données aux Parlemens dont on a parlé.

Les sièges royaux qui ressortissent à ce Parlement , sont les bailliage & chancellerie de Beaune , les sièges de Nuys , d'Auxonne & de Saint-Jean de Lône , le bailliage & chancellerie d'Autun , les sièges de Moncenis , de Semur en Brionnois , le bailliage & chancellerie de Châ-

lons-sur-Saone, le bailliage & chancellerie d'Auxois, les sièges d'Avalon, d'Arnay-le-duc, de Saulieu; le bailliage & chancellerie de Châtillon, les bailliages de Charolles, Bourbon-Lancy, Bourgera, Bresse, les sièges de Bellay & de Gex; il y a aussi plusieurs justices seigneuriales qui y ressortissent directement.

Du Parlement de Rouen.

Ce Parlement, le sixième du royaume, tire son origine de la cour de l'échiquier de Normandie, instituée par Rollo ou Raoul, premier duc de cette province. Cette cour fut érigée en cour souveraine, & rendue sédentaire à Rouen par Louis XII en 1499. Chopin & Duhaillan prétendent que ce fut seulement en 1501 que cette cour fut rendue sédentaire.

Quoi qu'il en soit, ce ne fut qu'en 1515 que François I ordonna que le nom d'échiquier seroit changé en celui de Parlement.

Cette cour tint ses séances au château de Rouen jusqu'au premier octobre 1506, qu'elle commença à les tenir dans le palais dont la construction avoit été commencée dès 1499; il ne fut pourtant achevé que long-temps après : c'est en ce lieu que le Parlement siège encore présentement.

L'archevêque de Rouen & l'abbé de Saint-Ouen sont conseillers d'honneur nés au Parlement, suivant des lettres de l'an 1507.

Plusieurs de nos rois ont tenu leur lit de justice dans ce Parlement.

Charles VIII y tint le sien le 27 avril 1485; & y confirma les privilèges de la province & celui de saint Romain.

Louis XII y vint le 24 octobre 1508, étant accompagné des principaux officiers de sa cour.

Le 2 août 1517, François I tint son lit de justice à Rouen; il étoit accompagné du chancelier Duprat & de plusieurs officiers de sa cour.

Quelques jours après, le dauphin vint au Parlement, où on lui rendit les mêmes honneurs qu'au roi même, ainsi que ce prince l'avoit ordonné.

Au mois de janvier 1518, il accorda à ce Parlement les mêmes privilèges que ceux dont jouissoit celui de Paris, &, par un autre édit du mois de février suivant, il l'exempta de l'arrière-ban.

Henri II tint son lit de justice à Rouen le 8 octobre 1550, accompagné de cardinaux, du roi de Navarre, de plusieurs ducs, du connétable de Montmorency, de l'amiral, du duc de Longueville, du chancelier Olivier, & de plusieurs autres seigneurs.

Charles IX s'y fit déclarer majeur, étant accompagné du chancelier de l'hôpital.

En 1523, François I accorda au Parlement l'exemption de la gabelle, & ordonna qu'il seroit délivré à chacun de ses officiers & à sa veuve autant de sel qu'il en faudroit pour sa maison, sans en fixer la quantité, en payant seulement le prix marchand, à condition de ne point abuser de ce privilège.

Le chancelier Poyet ayant indisposé le roi contre le Parlement de Rouen, cette cour fut interdite en 1540; il y eut en conséquence des commissaires nommés pour la tournelle, & un président & douze conseillers envoyés à Bayeux pour rendre la justice aux sujets de la basse Nor-

mandie ; mais le roi étant revenu des impressions défavorables qu'on lui avoit données contre le Parlement de Rouen , leva l'interdiction ; & voulant donner aux officiers de cette cour une marque de la satisfaction qu'il avoit de leur conduite , par un édit du mois de juin 1542 , il leur accorda une exemption générale & perpétuelle de l'arrière ban ; au lieu que celle qu'il leur avoit accordée en 1518 n'étoit que pour une occasion passagère.

Par un édit du mois de février 1589 , ce Parlement fut transféré dans la ville de Caen ; mais il fut rétabli à Rouen par un autre édit du 8 avril 1594.

Le Parlement de Rouen fut encore interdit de ses fonctions en 1639 , pour ne s'être pas opposé assez fortement à la sédition excitée par les *va-nu-pieds* ; on commit en sa place des commissaires du Parlement de Paris ; ce qui demeura sur ce pied jusqu'en 1641 , que le Parlement de Rouen fut rétabli par un édit du mois de janvier de cette année ; il fut alors rendu semestre : mais en 1649 il fut rétabli sur le pied d'ordinaire.

Le Parlement de Rouen fut encore supprimé par un édit du mois de septembre 1771 ; mais par un autre édit du mois d'octobre 1774 , enregistré du très exprès - commandement du roi , porté par le duc d'Harcourt , accompagné de M. le Pellerier de Beaupré , conseiller d'état , le 12 novembre suivant , ce Parlement a été rétabli tel qu'il étoit avant la dernière suppression.

Il est aujourd'hui composé de cinq chambres ; savoir , la grand'chambre , la tournelle , deux

chambres des enquêtes, & la chambre des requêtes du palais.

La grand'chambre est composée du premier président & deux autres présidens à mortier, trois conseillers d'honneur nés, qui sont, l'archevêque de Rouen, l'abbé de Saint-Ouen, & le marquis de Pont-saint-Pierre. Il y a aussi quelquefois d'autres conseillers d'honneur, tel qu'est présentement l'évêque de Séez; outre ces conseillers d'honneur, il y a vingt-huit autres conseillers, dont huit clercs & vingt laïques.

C'est dans cette chambre que se font depuis 1728 les assemblées générales des députés des différentes cours & autres notables pour les affaires publiques, comme pour les besoins des hôpitaux & autres nécessités.

La tournelle est composée de trois présidens à mortier, de six conseillers de la grand'chambre, de six de la première des enquêtes, & autant de la seconde, lesquels changent à tous les appeaux des bailliages.

Chaque chambre des enquêtes est composée de deux présidens à mortier & de vingt-huit conseillers, entre lesquels il y en a neuf clercs, distribués dans les deux chambres.

La chambre des requêtes du palais est composée de deux présidens & de onze conseillers.

Il y a un greffier en chef du Parlement, & quatre notaires secrétaires du roi près ce Parlement, un greffier des affirmations, un greffier de la tournelle, un greffier pour chaque chambre des enquêtes, & aux requêtes du palais un greffier en chef & un commis greffier.

Le parquet est composé de deux avocats gé-

néraux , un procureur général , & neuf substitués , qui font la fonction d'avocats du roi aux requêtes du palais.

Il y a pour cette cour une ordonnance de discipline du mois d'octobre 1774 , qui est conforme à celles qui ont été données sur le même objet aux autres Parlemens.

Le Parlement de Rouen comprend dans son ressort les sept grands bailliages de Normandie , & ceux qui en ont été démembres ; ces sept bailliages sont , Rouen , Caudebec , Evreux , Andely , Caen , Coutances , & Alençon.

Du Parlement d'Aix.

Cette cour avoit été établie par Louis II , comte de Provence , le 14 août 1415 , sous le titre de *Parlement* , qui lui est attribué par les lettres-parentes.

Le même tribunal fut érigé sous le titre de conseil éminent par Louis III , comte de Provence , au mois de septembre de l'année 1424.

Après l'union de la Provence à la couronne , Charles VIII conçut le dessein de réformer l'administration de la justice dans le comté de Provence. Il avoit envoyé pour cet effet des commissaires qui avoient rédigé par écrit plusieurs articles ; mais les voyages de ce prince pour la conquête du royaume de Naples , & les grandes affaires qu'il eut à son retour , empêchèrent la conclusion de ce projet.

Louis XII étant parvenu à la couronne , fit assembler plusieurs grands & notables personages , tant de son grand conseil que de ses Parlemens & du pays de Provence , par l'avis

desquels il donna un édit au mois de juillet 1501 , portant érection de la justice & juridiction de la grande sénéchaussée & conseil du comté de Provence , Forcalquier & terres adjacentes , en cour souveraine & Parlement.

Il ordonna que cette cour de Parlement seroit tenue par le sénéchal de Provence ou son lieutenant en son absence , un président & onze conseillers , dont il y en auroit quatre ecclésiastiques , & les autres laïques , tous gens notables , clercs gradués & expérimentés au fait de judicature , qui jugeroient en souverain & dernier ressort toutes les causes & procès , avec les mêmes autorités , privilèges , prérogatives & prééminences que les autres cours de Parlement du royaume ; qu'il y auroit un avocat & deux procureurs généraux & fiscaux pour poursuivre & défendre les droits du roi , un avocat & un procureur des pauvres , quatre greffiers , & trois huissiers , qui tous ensemble feroient & représenteroient un corps & collège , appelé *cour de Parlement de Provence*.

Suivant cet édit , le grand sénéchal du pays devoit être dans tous les temps le chef de ce Parlement , & les arrêts devoient être expédiés sous son nom ; mais l'édit de François premier , connu sous le nom d'ordonnance de Provence , du mois de septembre 1535 , ôta la présidence au grand sénéchal , & ordonna que les arrêts de cette cour seroient expédiés au nom du roi.

Tous les officiers du Parlement d'Aix furent supprimés par un édit du mois de septembre 1771 ; & un autre édit du même mois y créa de nouveaux offices , pour être donnés gratuitement

au mérite & aux talens : mais ces deux édits furent révoqués par un autre du mois de décembre 1774, enregistré le 12 janvier suivant du très exprès commandement du roi, porté par le marquis de Rochechouart, commandant en chef en Provence, & M. Feydeau de Marville, conseiller d'état ; & tous ceux qui étoient pourvus d'offices en cette cour, avant la suppression, furent rétablis dans l'exercice de leurs charges.

Il fut en memetemps enregistré une ordonnance de discipline du même mois de décembre 1774, qui contient les mêmes règles que les autres ordonnances de ce genre données pour les Parlemens dont on a fait mention.

Le Parlement d'Aix est aujourd'hui composé de dix présidens à mortier, 56 conseillers laïques, & un conseiller clerc, qui sont distribués en trois chambres ; savoir, la grand'chambre, la tournelle, & la chambre des enquêtes.

Il y a d'ailleurs trois avocats généraux, un procureur général, quatre substituts, quatre greffiers en chef, quatre notaires & secrétaires de la cour, un premier huissier, &c.

Ce Parlement commence ses séances tous les ans le premier octobre, auquel jour il prête serment & procède au département des chambres ; il finit ses séances le 30 juin. La chambre des vacations commence les siennes le premier juillet, & les finit le 30 septembre ; son ressort s'étend sur toute la Provence, les terres adjacentes, & la vallée de Barcelonette, depuis son union à la couronne. Il connoît de l'appel des jugemens des consuls de la nation, établis aux échelles du Levant & aux côtes de Barbarie ; il a dans son ressort douze sénéchaussées ; savoir, celles

d'Aix , Arles , Marseille , Toulon , Hyeres , Draguignan , Grasse , Castellanne , Digne , Sisteron , Forcalquier , Brignole , outre la préfecture de Barcelonnette & les sièges d'appaux.

Les judicatures royales de ce Parlement sont ; Gardanne , Pertuis , Tarascon , Saint-Remy , Antibes , Cuers , les Mées , saint Paul de Vence , Moustiers , Apt , Saignon , Saint-Maximin , Correns , le Val , Barjolx , Guillaume , Entrevaux , Colmar , Seyne , Aups & le Martigues.

Ce Parlement jouit du droit d'annexe , en vertu duquel aucune bulle ne peut être exécutée dans son ressort , sans sa permission , *paréatis* , entérinement , attache ou annexe. Ce droit s'exerce non seulement à l'égard des bulles qui ont besoin de lettres-patentes enregistrées , suivant le droit public du royaume , mais généralement envers tous brefs , rescrits , expéditions pour affaires publiques , ou pour celles des particuliers , & qui sont émanées de la cour de Rome ou de la légation d'Avignon , jubilés , indulgences , dispenses de vœux ou de mariage , dispenses d'âge , collation des bénéfices ; usage fondé sur ce que les ordres des souverains étrangers ne peuvent être exécutés sans un *paréatis* ; & la puissance spirituelle ne doit pas être exceptée de cette règle.

Ce droit est établi sur les monumens les plus authentiques , tant avant qu'après l'union de la Provence à la couronne. Le conseil éminent avoit ordonné , en 1432 , qu'aucunes lettres émanées d'une puissance étrangère , même spirituelle , ne pourroient être exécutées en Provence sans l'annexe de ce tribunal , à peine de faisie du temporel. L'arrêt fut signifié au syndic des évêques

ques & aux agens du clergé séculier & régulier.

Il est dit dans l'ordonnance de Provence, que la concession des annexes concerne grandement l'autorité, puissance & prééminence du roi, & le soulagement de ses sujets; &, comme l'observoit le procureur général du Parlement dans une requête présentée au roi en 1653, les appels d'abus peuvent bien remédier aux entreprises de la cour de Rome, mais l'annexe peut seule les prévenir, en les arrêtant dès leur naissance.

On trouve dans les registres du Parlement des lettres que Louis XII & François premier lui écrivoient pour demander l'annexe en faveur des ecclésiastiques par eux nommés à des bénéfices.

On y trouve aussi divers brefs des papes, qui sollicitent l'annexe en faveur des pourvus par la cour de Rome.

Il y a un ancien concordat passé entre le vice-légat d'Avignon & le député du Parlement, qui reconnoît le droit d'annexe. Léon X voulut y donner atteinte à l'occasion des difficultés que faisoit le Parlement d'accorder l'annexe des facultés du cardinal de Clermont, légat d'Avignon; ce pape employa même l'autorité du concile de Latran, pour excommunier & citer les officiers du Parlement. François premier écrivit différentes lettres au Parlement, contenant approbation de sa conduite, & promesse de l'appuyer de son pouvoir. Mais ce prince voulant ménager la cour de Rome après la conquête du Milanais, marqua au Parlement de terminer ce différend avec la cour de Rome, par un accommodement dont les conditions furent, que le pape

accorda , à la demande du député du Parlement , l'absolution des censures prononcées dans le concile ; mais ce pape signa en même temps des articles qui conservent le droit d'annexe. Le Parlement en a toujours usé depuis , & a puni les contrevenans qui avoient publié dans son ressort quelques bulles non annexées. Divers arrêts de réglemens obligent à faire mention de l'annexe dans les imprimés des bulles , brefs ou rescrits de la cour de Rome , ou de la légation d'Avignon.

M. de la Rocheflavin , en son traité des Parlemens de France , livre 13 , remarque que *le Parlement de Provence , à cause de l'éloignement du roi , a de tout temps accoutumé en l'absence des gouverneurs & lieutenans-généraux , en cas de besoin & nécessité & pour le bien public & conservation des villes frontières , de se mêler des finances , permettre les impositions ; de quoi se trouvent infinité d'arrêts & délibérations dans leurs registres ; ce que ne font les Parlemens de Paris , Normandie , Bourgogne & Bretagne , à cause de la présence & voisinage du roi ou des gouverneurs des provinces , qui pourvoyent suivant les occurrences.*

Ce Parlement avoit eu de toute ancienneté le commandement de la province , en l'absence du gouverneur , qui venoit le remettre entre les mains de la grand'chambre lorsqu'il sortoit de la province. Ce droit est établi par plusieurs lettres-patentes , arrêts du conseil ; par le réglemant fait de l'autorité du roi entre le Parlement & le maréchal de Vitry , gouverneur , le 20 décembre 1633 , & par un arrêt du conseil de 1635. Il y est déclaré que l'assemblée des communautés de Provence ne peut être permise que par le gou-

verneur ou par le Parlement, ayant en son absence le gouvernement. La grand'chambre a exercé ce droit jusqu'en l'année 1667, en laquelle M. d'Oppède, premier président, obtint des lettres de commandant.

L'usage que cette cour fit de son autorité dans le temps de la ligue, lui attira de la part de Henri IV un témoignage honorable des services rendus à la couronne dans cette conjoncture importante. Les lettres - patentes de l'an 1594 s'expliquent en ces termes : *Déclarons notre cour de Parlement de Provence avoir été le principal instrument de la réduction de toutes les villes de notre royaume en notre obéissance, ayant véritablement témoigné en cette rencontre une entière reconnoissance de notre autorité, & montré une constance & fidélité exemplaires à toute la France.*

Du Parlement de Rennes.

Cette cour tire son origine des grands jours ou Parlement que les comtes de Bretagne, & ensuite les ducs, faisoient tenir dans cette province ; on les appeloit à Paris grands jours, & dans la province Parlement ; mais c'étoit abusivement, car les pairs n'avoient chez eux que des grands jours, comme en Champagne, les grands jours de Troie.

On appeloit des juges de seigneurs, devant les juges du comte ou duc de Bretagne, séans à Rennes ou à Nantes, lesquels connoissoient des appellations de toute la province aux plaids généraux. On pouvoit ensuite appeler de ces jugemens, ne fût-ce que des interlocutoires, au

conseil du duc , & de ce conseil aux grands jours ou Parlement.

D'Argentré , dans son histoire de Bretagne ; livre 5 , chapitre 17 , dit qu'avant le comte Alain III , dit Fergent , qui mourut le 13 octobre 1120 , il y avoit déjà dans ce pays un Parlement ; que c'étoit une assemblée d'hommes de sens de tous états & conditions , qui étoit convoquée par lettres du comte ou duc chaque année , & souvent plus rarement ; que du temps de S. Louis il y avoit appel de ce Parlement à celui de France , en deux cas ; le premier pour faux & mauvais jugement ou sentence inique ; le second par faute ou dénégation de droit. Le traité fait à Angers en 1231 y est exprès.

Il y a aussi des lettres de Philippe le Bel , du mois de février 1296 , par lesquelles ce prince accorde au duc de Bretagne & à ses hoirs , qu'ils ne pourront être ajournés , tant pardevant lui que pardevant ses gens , c'étoit son conseil , par simples ajournemens , qu'en cas d'appel de défaut de droit ou de faux jugemens , ou autres cas dépendans de la souveraineté.

Louis Hutin fit au mois de mars 1315 une ordonnance à la réquisition du duc de Bretagne , portant entre autres choses , que le roi enverroit des commissaires pour informer comment les appellations interjetées des jugemens rendus au duché de Bretagne , devoient ressortir au Parlement de Paris. La juridiction du duc n'y est point qualifiée de Parlement , ni même de grands jours : mais dans des lettres de Philippe de Valois , du mois de juin 1328 , la juridiction du duc est qualifiée de grands jours , *magnos dies* ; & il est dit qu'en Bretagne ces grands jours étoient qua-

liés de *Parlement*. L'exposé de ces lettres porte, que le duc de Bretagne avoit représenté, que *par coutume ancienne, les appellations des sénéchaux de Bretagne étoient portées au duc ou à ses grands jours, lesquels en Bretagne sont qualifiés de Parlement; qu'ils avoient été introduits d'ancienneté pour cela, suivant qu'ils avoient coutume d'être assignés; & par ces lettres le roi confirme l'ordre qui s'observoit anciennement, & ordonne que l'appel des grands jours, ou Parlement de Bretagne, ressortira au Parlement de Paris, sans que l'on puisse y porter directement les appellations interjetées des sénéchaux de Bretagne.*

François I ayant cédé à Henri II son fils, alors dauphin de France, la jouissance du duché de Bretagne, il ordonna, à la prière de ce prince, par des lettres en forme d'édit, que dans les matières où il seroit question de 1000 livres de rente & au dessous, ou de 10000 livres une fois payées, il n'y auroit aucun ressort par appel des grands jours ou Parlement de Bretagne, au Parlement de Paris, comme cela avoit lieu auparavant; mais que les jugemens donnés sur ces matières sortiroient nature d'arrêt.

Ces lettres ayant été présentées au Parlement de Paris pour y être enregistrées, le procureur général y forma opposition.

Mais cette difficulté fut levée par un édit que donna Henri II en 1551, qui ordonna l'exécution de celui de François premier, décédé en 1547. Et par un autre édit du mois de mars 1553, les grands jours, ou Parlement de Bretagne, furent érigés en cour absolument souveraine, sous le titre de Parlement. Le principal motif de cette dernière loi fut que les grands jours n'étant pas

souverains , c'étoit un degré de juridiction qui ne servoit qu'à fatiguer les parties en instruisant les procès.

Il fut ordonné que cette cour connoîtroit & jugeroit en dernier ressort de toutes sortes de matières civiles , criminelles ou mixtes , entre quelques personnes & pour quelque cause ou valeur que ce fût ; qu'elle connoîtroit pareillement des matières de régale & juridiction temporelle des évêques du pays , des prééminences d'église , des contestations qui pourroient survenir au sujet du ressort des présidiaux ; des malversations des juges inférieurs ; des appellations des jugemens donnés par le grand maître des eaux & forêts ou ses lieutenans , sans qu'elles pussent ressortir ailleurs par appel ni autrement , pour quelque somme & considération que ce fût ; enfin il fut dit que le nouveau Parlement jouiroit des pouvoirs , prééminences , honneurs , droits , profits , revenus & émolumens qui avoient été attribués aux autres cours souveraines & à l'ancien Parlement ou conseil du pays.

Et, pour prévenir toute difficulté sur l'exécution de la loi dont il s'agit , il fut ordonné qu'il seroit fait un extrait au Parlement de Paris , des réglemens , usances , styles & formes qui devoient être observés , tant à l'égard des mercuriales que relativement aux autres choses concernant le fait du Parlement de Paris , ses officiers & sa chancellerie , pour se régler de même au Parlement de Bretagne & en sa chancellerie.

Cette loi fut enregistrée au Parlement de Paris , le 4 mai 1554 , avec la clause *de mandato regis*.

Par des lettres-patentes du 26 décembre 1558 ,

Henri II autorisa les présidens & conseillers du Parlement de Bretagne, à visiter toutes les prisons, & à interroger les prisonniers; à visiter pareillement les présidiaux, & à y *présider, séoir & juger, tant es jours de plaidoirie que de conseil, sans y prétendre aucun profit ni émolument*; à visiter les hôpitaux & lieux pieux, pour voir & entendre s'ils sont bien dûment entretenus & réparés, pour sur leur rapport être pourvu par la cour.

Les habitans de la ville de Nantes demandèrent à François II que le Parlement fût transféré à Nantes, & que les deux séances fussent unies en une, & tenues dans cette ville.

La ville de Rennes y mit empêchement; ce qui donna lieu à un arrêt du conseil du 19 mars 1554, par lequel les parties furent renvoyées devant le gouverneur & lieutenant général de Bretagne, pour, à la première convocation & assemblée ordinaire, enquérir & informer par les voies des gens des trois états, si l'observation de l'érection & séance du Parlement dans les deux villes de Nantes & de Rennes, seroit plus commode & profitable, tant au roi qu'à ses sujets, ou s'il y auroit lieu d'attribuer la séance perpétuelle du Parlement en l'une de ces deux villes.

Cependant, sans attendre cette information, les habitans de Nantes obtinrent au mois de juin 1557, des lettres-patentes portant translation du Parlement & réunion des deux séances en la ville de Nantes.

La ville de Rennes forma opposition à l'enregistrement de ces lettres, & présenta requête au roi François II, le 4 décembre 1559, pour

demander que l'information qui avoit été ordonnée fût faite.

La requête renvoyée au duc d'Estampes, gouverneur de Bretagne, le procès-verbal & information, *de commodo & incommodo*, fut fait en l'assemblée des trois états tenus en la ville de Vannes au mois de septembre 1560; le gouverneur donna aussi son avis; & sur ce qui résultoit du tout, par arrêt & lettres-patentes du 4 mars 1561, le roi Charles IX, *pour nourrir paix & amitié entre les habitans des deux villes, & accomoder ses sujets de Bretagne en ce qui concerne l'administration de la justice*, révoqua les lettres du mois de juin 1557, contenant la translation du Parlement à Nantes, & ordonna que la séance ordinaire de ce Parlement seroit & demeureroit toujours en la ville de Rennes, sans que, pour quelque cause que ce fût, elle pût être à l'avenir transférée à Nantes ni ailleurs. Il institua & établit ce Parlement ordinaire en la ville de Rennes, pour y être tenu & exercé à l'avenir à perpétuité, comme les autres cours de Parlement du royaume, à la charge seulement que les habitans de Rennes seroient tenus d'indemniser & rembourser ceux de Nantes, des deniers qu'ils avoient donnés au feu roi Henri II pour avoir chez eux le Parlement.

Cependant comme le Parlement tenoit déjà sa séance à Nantes, l'exécution de l'arrêt du 4 mars 1561 souffrit quelque retardement, tant par l'opposition des Nantois, qui empêchèrent d'abord les commis des greffes d'emporter les sacs & papiers, que par divers autres incidens; enfin, le 24 juillet 1561, il y eut des lettres de jussion

pour enregistrer l'arrêt du 4 mars , & il fut enjoint au Parlement de commencer à siéger à Rennes le premier août suivant ; ce qui fut exécuté.

Il paroît néanmoins que ce Parlement de Rennes fut encore interrompu : en effet , il fut rétabli & confirmé par une déclaration du premier juillet 1568.

Il ne laissa pas d'être depuis transféré à Vannes par une déclaration du mois de septembre 1675 ; mais il fut rétabli à Rennes par édit du mois d'octobre 1689.

Par une déclaration du 23 février 1584 , les séances , qui n'étoient que de trois mois , furent fixées à quatre chacune.

Henri IV , par édit du mois de juillet 1600 , ordonna que chaque séance seroit de six mois.

Par un autre édit du mois de mars 1724 , ce Parlement fut rendu ordinaire , au lieu de semestre qu'il étoit auparavant.

Par un édit du mois de février 1704 , il avoit été créée une chambre des eaux & forêts près le Parlement de Rennes , pour juger en dernier ressort toutes les instances & procès concernant les eaux & forêts , pêches & chasses ; mais , par un autre édit du mois d'octobre suivant , cette chambre fut réunie au Parlement.

Tous les officiers de cette cour furent supprimés par un édit du mois de septembre 1771 ; & un autre édit du même mois y créa de nouveaux offices qui devoient être donnés gratuitement au mérite & aux talens : mais , par un autre édit du mois de décembre 1774 , enregistré le 16 de ce mois du très - exprès commandement du roi , porté par M. Pontcarré de Viarmes , con-

seiller d'état , les deux édits de 1771 furent révoqués , & tous ceux qui étoient pourvus d'office au parlement de Rennes avant la suppression , furent rétablis dans l'exercice de leurs charges.

Il fut en même temps enregistré une ordonnance de discipline conforme à celles dont nous avons parlé précédemment.

Les officiers dont le Parlement de Rennes est composé , sont , un premier président , neuf présidens du Parlement , six présidens aux requêtes , quatre-vingt-seize conseillers , deux avocats généraux , un procureur général , huit substitués & un greffier en chef.

Il n'y a point de conseillers clercs , si ce n'est les évêques de Rennes & de Nantes , qui sont conseillers d'honneur nés.

Il y a dans ce Parlement cinq chambres ; savoir , la grand'chambre , la tournelle , deux chambres des enquêtes , & une chambre des requêtes du palais.

La grand'chambre est composée du premier président , de neuf présidens , & de trente-quatre conseillers.

Chaque chambre des enquêtes est composée de trois présidens & de vingt-cinq conseillers.

La chambre des requêtes du palais est composée de deux présidens & de douze conseillers.

La tournelle est composée de cinq présidens du Parlement , les derniers en réception , de dix conseillers de grand'chambre , de cinq conseillers de chaque chambre des enquêtes , & de deux conseillers de la chambre des requêtes. Ces conseillers servent depuis l'ouverture du Parlement jusqu'à pâques , & sont remplacés par un pareil nombre de conseillers de chaque chambre , depuis pâques jusqu'aux vacances.

Une partie des charges de conseillers est affectée à des personnes originaires de la province, l'autre est pour des personnes non originaires ; & suivant un règlement fait par le Parlement au sujet de ses diverses charges, le 11 juillet 1683, sur lequel est intervenu un arrêt conforme au conseil du roi le 15 janvier 1684, enregistré à Rennes le 3 juin suivant, il est dit :

1°. Que ceux qui, des autres provinces du royaume, sont venus ou viendront s'établir dans celle de Bretagne, autrement que pour exercer dans le Parlement des charges de présidens ou de conseillers, & y ont, eux ou les descendans d'eux, leur principal domicile pendant l'espace de quarante ans, seront réputés originaires de Bretagne, & ne pourront, eux & les descendans d'eux, posséder des offices non originaires.

2°. Que ceux qui sont sortis ou sortiront hors de la province de Bretagne, & qui ont ou auront dans les autres provinces du royaume, eux ou les descendans d'eux, leur principal domicile pendant l'espace de quarante ans, seront réputés non originaires, & ne pourront, eux & les descendans d'eux, posséder des offices originaires.

3°. Ceux qui possèdent actuellement, ceux qui posséderont à l'avenir, & ceux qui ont possédé depuis quarante ans des charges non originaires, seront réputés *in aeternum*, eux & les descendans d'eux par mâles, non originaires, excepté néanmoins ceux qui ont été pourvus & ensuite reçus dans les charges non originaires, autrement que comme originaires, dont les enfans & petits-enfans par mâles pourront posséder les charges de

leurs pères & grands-pères seulement , immédiatement & sans interruption.

Suivant l'édit du mois de septembre 1580 , & la déclaration du 30 juin 1705 , les charges de présidens aux requêtes du palais , & celles de conseillers , doivent être remplies , moitié par des François , l'autre moitié par des originaires.

Il en étoit de même anciennement des deux charges d'avocats généraux , suivant l'édit de création ; mais , par une déclaration du 15 octobre 1714 , il a été réglé que ces charges seroient possédées indifféremment par des Bretons & par d'autres.

Par une déclaration de Henri III , du 2 mai 1575 , les présidens & conseillers de ce Parlement ont entrée & séance dans toutes les cours souveraines du royaume.

Du Parlement de Pau.

Les anciens princes du pays avoit une cour principale de justice , qui s'appeloit *cour majeure* , où se terminoient en dernier ressort les contestations qui y étoient portées par appel des autres justices ; elle étoit composée de deux évêques & de douze barons du pays.

En 1328 , Philippe III , comte d'Evreux & roi de Navarre , après la bataille de Cassel , où il accompagnoit le roi Philippe de Valois , retourna dans son royaume de Navarre ; & , pour remédier aux désordres qui s'étoient glissés pendant l'absence des quatre rois ses prédécesseurs , ayant assemblé les états à Pampelune , il fit plusieurs belles ordonnances , & en outre établit un con-

feil ou Parlement pour le fait de la justice, appelé le *nouveau for de Navarre*.

Les choses demeurèrent sur ce pied jusqu'en 1519, que Henri II, de la maison d'Albret, & roi de Navarre, commença à Pau un palais, & y établit un conseil souverain pour résider en cette ville.

Il y avoit en outre une chancellerie de Navarre, qui étoit aussi une cour supérieure.

De ces deux compagnies, Louis XIII forma ; en 1620, le Parlement de Navarre & Béarn, résident à Pau.

Au mois de janvier 1537, Henti II, roi de Navarre, établit une chambre des comptes à Pau, & lui donna pour ressort la basse Navarre, le Béarn, les comtés de Foix & de Bigorre, les vicomtés de Marsan, Turson, Gavardon, & la baronnie de Captieux ; les vicomtés de Lautrec, de Nebouzan ; la baronnie d'Aster-Villemure, & les quatre vallées d'Aure.

Le roi Louis XIII unit à cette chambre des comptes celle de Nerac, pour ne former qu'un même corps, sous le titre de chambre des comptes de Navarre. Cette chambre de Nerac comprenoit, outre le duché d'Albret, le comté d'Armagnac & toutes ses dépendances ; le pays d'Eauffan, la seigneurie de Rivière-basse, le comté de Fezensagner & ses dépendances, le comté de Rodèze, & les quatre châtellenies de Rouergue, le comté de Périgord & la vicomté de Limoges.

Par un édit de l'an 1691, le roi fit un nouveau changement dans ces compagnies, en unifiant la chambre des comptes au Parlement, & lui attribuant en cet état la connoissance de tout

ce qui appartient aux chambres des comptes des autres provinces, même celle des monnoies (*), dont la chambre des comptes avoit l'attribution dès son premier établissement.

Ce Parlement est tout à la fois chambre des comptes, cour des aides & des finances.

Mais comme on avoit été obligé de distraire plusieurs terres & seigneuries du ressort de cette chambre des comptes, pour former la juridiction des cours souveraines établies à Bordeaux & à Montauban, on a uni au Parlement de Pau tout le pays de Soule, qui dépendoit auparavant du Parlement de Bordeaux.

Par un édit du mois de juin 1765, le feu roi supprima une partie des offices du Parlement de Pau, &, par un autre édit du mois d'octobre 1771, il abolit la vénalité des offices dans cette cour; mais par un autre édit du mois d'octobre 1775, enregistré le 13 novembre suivant du très-exprès commandement du roi, porté par M. le Noir, conseiller d'état, & M. Journet, intendant de la généralité d'Ausich, les deux édits de 1765 & 1771 ont été révoqués, & le Parlement de Pau rétabli tel qu'il étoit auparavant.

Il a en même temps été enregistré une ordonnance concernant la discipline de ce Parlement, conforme à celles qui ont été données pour la discipline des Parlemens dont nous avons parlé.

Cette cour est aujourd'hui composée d'un pre-

(*) L'attribution relative aux monnoies n'a plus lieu depuis l'édit du mois d'octobre 1775, qui, par l'article 2, a réservé cette connoissance à la cour des monnoies de Paris.

mier président , de sept autres présidens , deux chevaliers d'honneur , quarante-six conseillers , deux avocats généraux , un procureur général , quatre substituts , un greffier en chef , &c.

Le district du Parlement de Pau comprend les évêchés de Lescar & d'Oleron ; ce qui embrasse cinq sénéchaussées.

Le roi est seul seigneur haut-justicier dans toute la province ; les seigneurs particuliers n'ont que la moyenne & basse justice ; les jurats ou juges ne peuvent , en matière criminelle , ordonner aucune peine afflictive ; ils ont seulement le pouvoir de former leurs avis , & de les envoyer au Parlement.

L'appel de leur jugement en matière civile peut être porté , au choix des parties , ou devant les sénéchaux , ou au Parlement.

Ce qui est encore de particulier à ce Parlement , c'est que toute partie a droit , en quelque cause que ce soit , de se pourvoir directement au Parlement , sans essuyer la juridiction inférieure des jurats ni celle des sénéchaux royaux.

Du Parlement de Metz.

Le pays des trois évêchés , Metz , Toul & Verdun , qui compose l'étendue de ce Parlement , faisoit anciennement partie du royaume d'Austrasie.

Après la mort du roi Raoul , du temps de Louis d'Outremer , les trois évêchés furent assujettis à l'empereur Othon I , & reconnurent ses successeurs pour souverains.

Les villes de Metz , Toul & Verdun , étoient gouvernées par des comtes.

Les causes des habitans des évêchés ressortissoient alors par appel à la chambre impériale de Spire ; mais ces appels étoient très-rares , à cause des frais immenses que les parties étoient obligées d'essuyer , & des longueurs des procédures de la chambre impériale , qui éternisoient les procès.

Il y avoit d'ailleurs dans ce pays plusieurs seigneurs qui prétendoient être franc-aleu , & avoir le droit de juger en dernier ressort.

Les choses demeurèrent en cet état jusqu'au temps de Henri II , qui , en 1552 , ayant repris Metz, Toul & Verdun , s'en déclara le protecteur. Ces trois évêchés lui furent assurés par le traité de Cateau Cambresis en 1559 ; l'empereur Ferdinand les fit redemander à François II en 1560 ; mais celui-ci répondit que l'on n'avoit fait aucun tort à l'empire , & que ces pays étoient du patrimoine de la France.

Henri IV s'étoit fait assurer ces mêmes pays par le traité de Vervins en 1598 ; mais les mouvemens qu'il y eut à Metz en 1603 , l'obligèrent d'y aller en personne , & de s'emparer de la citadelle , dont il chassa le commandant.

Ce prince s'étant ainsi rendu maître de la ville de Metz , y établit un président , pour connoître des différends qui pourroient arriver entre les bourgeois & les soldats de la garnison ; cet office subsista jusqu'à la création du Parlement en 1633.

Il y avoit déjà quelque temps que l'on avoit dessein d'établir un Parlement à Metz. Henri IV , visitant les trois évêchés , fut informé des abus qui régnoient dans l'administration de la justice , tant par le peu d'expérience de ceux qui

y étoient employés, que par les usurpations de quelques personnes qui, sous prétexte de prétendus privilèges & de titres de franc-aleu, ou de quelques usages & coutumes injustes & erronées, avoient mis la justice en désordre, & avoient même osé entreprendre de juger souverainement, non seulement des biens & fortunes des habitans de cette province, mais aussi de leur vie & de leur honneur, avec confiscation de biens à leur profit particulier.

Ces juges s'étoient même ingérés de donner des grâces par faveur aux criminels les plus coupables; ce qui avoit encore enhardi ceux-ci, & leur impunité donnoit occasion à d'autres de les suivre, d'où il étoit arrivé de grands inconvéniens, à la désolation de plusieurs familles.

Henri IV voulant remédier à ces désordres, & faire jouir les habitans de cette province d'une justice & police mieux ordonnées & autorisées, leur promit d'établir dans ce pays une cour souveraine, avec plein pouvoir de connoître, décider & terminer en dernier ressort toutes matières civiles & criminelles; mais la mort funeste & prématurée de ce grand prince l'empêcha d'exécuter ce qu'il avoit projeté.

Sur les nouvelles prières qui furent faites à Louis XIII par tous les ordres de ces trois villes & provinces, ce prince, étant à Saint-Germain-en-Laye au mois de janvier 1633, donna un édit par lequel, pour remplir le vûes de son prédécesseur & donner une meilleure forme à l'administration de la justice dans ce pays, il établit à Metz une cour souveraine de Parlement, avec les mêmes autorité, pouvoir & juridiction que ceux qui sont attribués aux autres Par-

lemens : il fut ordonné nommément que cette cour connoîtroit de toutes les appellations qui seroient interjetées des sentences ou jugemens rendus en toute matière , tant civile que criminelle , mixte , réelle & personnelle , par tous les juges ordinaires du pays , & il fut fait défense à ces juges d'entreprendre de juger à l'avenir souverainement & en dernier ressort.

Le même édit régla que toutes les causes qui se présenteroient entre les bourgeois de Metz & les soldats de la garnison , seroient traitées en première instance au Parlement , & que pour cet effet il y auroit une audience par semaine , à laquelle assisteroient un président & au moins six conseillers , qui seroient tenus de juger ces causes sur le champ.

Il fut en outre ordonné que les appellations comme d'abus qui seroient interjetées des officiaux des églises de Metz , Toul & Verdun , seroient relevées & jugées au nouveau Parlement , selon les maximes qui s'observoient en pareil cas dans les autres Parlemens , & particulièrement dans celui de Paris.

Enfin l'édit dont il s'agit attribua aux officiers du Parlement de Metz les mêmes honneurs , prééminences , prérogatives , privilèges , franchises , immunités , exemptions , droits , fruits , revenus & émolumens , que ceux dont jouissoient les officiers de même qualité au Parlement de Paris.

Cet édit fut enregistré au Parlement de Metz le 26 août 1633 , & au Parlement de Paris le 20 décembre 1635.

Un édit du mois d'octobre 1771 avoit sup-

primé le Parlement de Metz , & en avoit réuni la juridiction à la cour souveraine & à la chambre des comptes de Lorraine ; mais par un autre édit du mois de septembre 1775 , enregistré le 5 octobre suivant du très-exprès commandement du roi, porté par le duc maréchal de Broglie, assisté de M. de Calonne , intendant de la généralité , ce Parlement a été rétabli sous la dénomination de cour de Parlement , chambre des comptes , & cour des aides de Metz.

Il étoit aussi autrefois *cour des Monnoies* ; mais l'article premier de l'édit dont nous parlons , a réservé la connoissance des matières relatives aux monnoies , à la cour des monnoies de Paris.

Le Parlement de Metz est aujourd'hui composé d'un premier président , de sept présidens à mortier , de sept conseillers d'honneur nés , de deux conseillers d'honneur , de deux chevaliers d'honneur , de quarante-cinq conseillers , dont quatre clercs , de deux conseillers correcteurs des comptes , de quatre conseillers auditeurs , de deux avocats généraux , d'un procureur général , de six substituts , d'un greffier en chef civil , d'un greffier en chef criminel , &c.

Les présidens & conseillers sont distribués en trois chambres ; savoir , la grand'chambre , la chambre de tournelle & des enquêtes , & la chambre des requêtes du palais.

La grand'chambre est composée du premier président , des sept présidens à mortier , & des vingt-trois plus anciens conseillers , dont trois clercs.

La chambre de tournelle & des enquêtes est présidée par trois présidens à mortier , les der-

niers en réception , & composée de dix-sept conseillers, dont un clerc.

La chambre des requêtes du palais est présidée par deux conseillers présidens , que le roi choisit , l'un parmi les conseillers de grand'chambre , & l'autre parmi ceux des enquêtes ; & elle est composée des cinq conseillers les moins anciens en réception , qui passent successivement aux enquêtes , & ensuite montent à la grand'chambre à leur tour , concurremment avec les autres conseillers des enquêtes , & suivant l'ancienneté.

Il y a pour le Parlement de Metz une ordonnance de discipline du mois de septembre 1775 , qui ne diffère en rien des ordonnances de ce genre données pour les Parlemens dont nous avons fait mention.

Le Parlement de Metz comprend dans son ressort les bailliages & présidiaux de Metz , Toul , Verdun & Sarrelouis ; les bailliages de Sedan , Thionville , Longwy , Mouzon , & Mohon ; les prévôtés bailliagères de Mouzon , Montmedy , Chavaney , Marville ; les prévôtés royales de Dampvilliers , Château-Regnaud , Sierk , Philisbourg ; & les bailliages seigneuriaux de Vic & de Carignan , dont les appels se portent directement au Parlement.

Cette cour a toute l'attribution des cours des aides , depuis la réunion de celle qui avoit été créée pour les trois évêchés , & en qualité de chambre des comptes , cour des aides , sa juridiction s'étend en Alsace pour les matières de sa compétence.

Du Parlement de Besançon.

Il tire son origine de l'ancienne cour ou Parlement des comtes de Bourgogne , qui fut substitué aux baillis généraux de la province.

Cet ancien Parlement fut d'abord ambulatorioire , comme celui de Paris , à la suite du prince , lequel y siégeoit toujours.

On trouve quantité d'arrêts rendus par ce Parlement , pendant les onzième & douzième siècles , sur des contestations particulières , & principalement pour les droits féodaux & seigneuriaux.

Dans le treizième siècle , il ne marcha plus régulièrement à la suite du prince ; celui-ci assembloit son parlement pendant un certain temps limité dans différentes villes de la province , telles que Dole , Salins , Gray , Arbois , Chazevaux , & quelquefois à Besançon.

Le prince y siégeoit encore lorsqu'il se trouvoit dans la ville où il assembloit son Parlement ; il y a plusieurs édits & réglemens des années 1340 , 1386 , 1399 & 1400 , qui furent faits dans ce Parlement , touchant les procédures & l'ordre judiciaire , les baillis , les prévôts de la province , les avocats , les greffiers , les procureurs , les sergens , & autres matières.

Philippe le Bon , duc & comte de Bourgogne , rendit ce Parlement sédentaire à Dole en 1422 , & , sans changer la forme , les fonctions , ni l'autorité de cette compagnie , il le composa de sa personne , de celle de son chancelier , d'un président , deux chevaliers , onze conseillers , deux avocats , un procureur général , un substitut , un

greffier , quatre huissiers : les deux maîtres des requêtes du prince avoient aussi droit d'y entrer.

En 1476 , après la mort de Charles , duc & comte de Bourgogne , qui fut le dernier des comtes de Bourgogne de la seconde race , Louis XI conquit la Franche-Comté : les états de Bourgogne le supplièrent d'entretenir les Parlemens de Dole & de Saint-Laurent , pour les comtés de Bourgogne , d'Auzonne & autres terres d'outre Saône , où d'ancienneté il y avoit toujours eu cour souveraine , pour l'exercer en la même forme & manière que l'on avoit accoutumé de faire par le passé. Le roi , en établissant le parlement de Dijon pour le duché de Bourgogne , au lieu des grands jours de Beaune , ordonna qu'en outre *les Parlemens de Dole & de Saint-Laurent seroient dorénavant entretenus souverains , selon que par ci-devant ils avoient été de toute ancienneté , & que ces Parlemens se tiendroient en la manière déclarée par les autres lettres qu'il avoit accordées sur ce aux états.*

La ville de Dole ayant été presque entièrement ruinée par le siège qu'elle avoit souffert , Louis XII en retournant de Saint-Claude , & étant à Salins , y transféra le Parlement de Franche-Comté , & le rendit sémestre pour les deux Bourgognes , n'y ayant point alors de Parlement dans le duché de Bourgogne.

Charles VIII ayant été marié le 2 juin 1483 , à l'âge de dix ans , avec l'archiduchesse Marguerite , âgée de trois ans , fille de l'empereur Maximilien , laquelle eut en dot la Franche-Comté , confirma le Parlement de Salins aux états généraux tenus à Besançon au mois de décembre 1483.

Ce mariage ne fut point accompli , au moyen de quoi Charles VIII ne tint la Franche-Comté que jusqu'en 1491 , qu'il épousa Anne de Bretagne & renvoya l'archiduchesse Marguerite de Bourgogne.

Le Parlement étant encore à Salins en 1499 , fit un règlement pour les dépens préparatoires & non réservés en définitive.

La Franche-Comté ayant été rendue à l'empereur Maximilien , qui avoit épousé Marie de Bourgogne , héritière & fille unique du duc Charles , l'archiduc dit le Bel , son fils , roi de Castille & comte de Bourgogne , transféra le Parlement , de Salins à Dole , sur la demande des états généraux de la province , par lettres du dernier décembre 1500.

Après la mort du roi de Castille , arrivée le 25 septembre 1506 , l'empereur Maximilien son père , & Charles prince d'Espagne son fils , qui fut depuis empereur sous le nom de Charles-Quint , confirmèrent de nouveau le Parlement de Franche-Comté dans la ville de Dole , par des lettres du 12 février 1508 , qui ordonnèrent que des onze conseillers , il y en auroit deux d'église.

Philippe IV , roi d'Espagne , confirma comme ses prédécesseurs ce parlement à Dole , par des lettres du 20 mars 1656.

Louis XIV ayant conquis la Franche - Comté le 14 février 1668 , confirma le Parlement ; mais cette province ayant été rendue au mois de mai de la même année , par le traité d'Aix-la-Chapelle , la confirmation qui avoit été faite du Parlement par le roi Louis XIV , donna de l'ombrage au roi d'Espagne ; & sur les impressions

que lui donna le marquis de Castel Rodrigue , gouverneur du comté , qui étoit fâché d'avoir été obligé de partager le gouvernement avec cette compagnie , Philippe IV défendit au Parlement de faire aucune fonction jusqu'à nouvel ordre.

Mais Louis XIV ayant , le 15 mai 1674 , conquis de nouveau la Franche-Comté , qui a été réunie pour toujours à la Couronne par le traité de Nimègue , il confirma le Parlement à Dole , par des lettres du 17 juin 1674 , portant que le Parlement resteroit à Dole jusqu'à la fin de l'année , pendant lequel temps le roi se réservoir *d'aviser en quel lieu de la province il estimeroit le plus à propos d'établir pour toujours le siège de cette cour & d'augmenter le nombre de ses officiers.*

Ce même prince , par des lettres du 22 août 1676 , transféra le Parlement , de la ville de Dole dans celle de Besançon , où il est toujours demeuré depuis ces lettres jusqu'à présent.

Il y a peu de parlemens qui aient eu un pouvoir aussi étendu que celui de Besançon , puisqu'à l'exception du droit de donner des lettres de grâce , que le souverain se réservoir , le Parlement étoit presque maître absolu en tout.

Il partageoit le gouvernement de la province avec le gouverneur , qui ne pouvoit rien faire d'important sans l'avis de cette cour. Les ordonnances mêmes des gouverneurs étoient sujettes aux lettres d'attache du Parlement.

Il avoit même souvent seul tout le gouvernement ; & en cas de mort , maladie , absence ou autre empêchement du gouverneur , cette cour avoit droit de commettre un commandant à la place du gouverneur.

Outre les affaires contentieuses , ce Parlement

connoissoit, pendant la paix, de toutes les affaires concernant les fortifications, les finances, les monnoies, la police, les chemins, les domaines, les fiefs & la conservation des limites de la province.

Pendant la guerre, il régloit la levée des troupes, leurs quartiers, leurs passages, les étapes, subsistances, payemens & recrues.

Enfin, presque toute l'autorité souveraine lui étoit confiée par les lettres particulières des souverains, comme il paroît par celles de 1508, 1518, 1530, 1533, 1534, 1542, 1543, 1556, 1557, 1579, 1603, 1613, 1616, 1656 & 1665, qui justifient que cette autorité n'étoit point usurpée, qu'elle étoit approuvée du prince même, qui n'ordonnoit rien sans avoir consulté le Parlement.

Les membres de cette compagnie ont toujours joui de la noblesse transmissible au premier degré. Louis XIV s'étant fait représenter les titres justificatifs de cette prérogative, ordonna par sa déclaration du 11 mars 1694, que les officiers de ce Parlement continueroient de jouir du privilège de la noblesse au premier degré, tant en vertu des déclarations des anciens souverains du comté de Bourgogne, que par la possession dans laquelle ils étoient, sans que les édits des mois de mars 1669 & août 1692, pussent leur préjudicier. Cela a été confirmé de nouveau par édit du mois de mars 1706, & par la déclaration du 13 octobre 1741.

Tous les offices du Parlement de Besançon furent supprimés par un édit du mois de juillet 1771; & par un autre édit du même mois, il y fut créé de nouveaux offices. Mais ces édits furent révoqués par un autre édit du mois de mars 1775, enregistré le 7 avril suivant du très-exprès commandement du roi, porté par le marquis de Saint-

Simon, commandant de la province, assisté de M. de Marville, conseiller d'état, & le Parlement de Besançon rétabli en l'état où il étoit avant d'avoir été supprimé.

Il a en même temps été enrégistré une ordonnance de discipline, pareille à celles qui ont été données pour les Parlemens dont nous avons fait mention.

Le Parlement de Besançon est actuellement composé de quatre chambres; savoir, la grand'-chambre, celle de la tournelle, celle de enquêtes, & celle des eaux & forêts & requêtes du palais, dans lesquelles MM. du Parlement servent tour à tour.

La grand'-chambre est composée du premier président & de trois autres présidens à mortier, trois chevaliers d'honneur, seize conseillers, & quinze honoraires.

La tournelle est composée de deux présidens à mortier & quatorze conseillers honoraires.

La chambre des enquêtes est composée de deux présidens à mortier, de seize conseillers, & de cinq honoraires.

Enfin, la chambre souveraine des eaux & forêts & requêtes du palais, est composée de deux présidens à mortier & de douze conseillers.

Les autres officiers de ce Parlement sont les trois avocats généraux, le procureur général, quatre substituts, un greffier en chef, quatre greffiers au plunitif, qui sont distribués dans les quatre chambres du Parlement, & quatre greffiers à la peau, qui sont distribués de même; un greffier des affirmations & présentations, un greffier garde sacs, un premier huissier, & six autres huissiers; un receveur des consignations, un receveur des épices, un contrôleur, un receveur & con-

trôleur des amendes, deux payeurs des gages.

La rentrée du Parlement se fait le lendemain de la saint Martin. Le surlendemain on fait les mercuriales ; & à la séance de relevée, les députés des bailliages de la province font leurs remontrances à la cour sur ce qui s'est passé d'important dans leur ressort pendant le cours de l'année.

Le Parlement de Besançon comprend dans son ressort cinq présidiaux ; savoir, Besançon, Vesoul, Gray, Salins & Lons-le-Saulnier, réunis aux bailliages de ces mêmes villes, & à chacun desquels ressortissent plusieurs autres bailliages pour les matières qui sont de leur compétence.

Sous ces présidiaux sont treize bailliages royaux, dont les appels ressortissent immédiatement au Parlement. Ces treize bailliages sont distribués sous les quatre grands bailliages de Besançon, de Dole, d'Amont & d'Aval, outre trois autres judicatures.

Le bailliage de Besançon est seul ; celui de Dole comprend le bailliage particulier de Dole & ceux de Quingey & d'Ornans ; celui d'Amont comprend ceux de Vesoul, de Gray & de Baume ; & celui d'Aval, ceux de Poligny, de Salins, d'Arbois, de Pontarlier & d'Orgellet, & la grande judicature de Saint-Claude, qui est à l'instar des bailliages royaux.

Il y a encore d'autres bailliages dont les appels ressortissent nûment au Parlement ; savoir, Moyrans, Lure, Luxeuil, Faucogney, Amblans, Fougerolle, Saint-Loup, Vauvillers & Hollaincourt, Blamont & Clermont, Granges, Héricourt & Châtelot.

Il y a aussi sept maîtrises des eaux & forêts, qui ressortissent nûment à la chambre souveraine

des eaux & forêts , qui est unie au Parlement. Ces maîtrises sont Besançon , Vesoul , Gray , Baume , Poligny , Salins & Dole.

Du Parlement de Douai.

Voyez l'article DOUAI , où il est parlé de cette cour , & ajoutez , que lors de son rétablissement il fut enregistré une ordonnance de discipline du mois de novembre 1774 , conforme à celles qui ont été données pour les Parlemens dont on a fait mention précédemment.

Du Parlement de Nanci.

Il étoit connu , avant 1775 , sous le nom de *cour souveraine de Lorraine en Barrois*.

Cette compagnie , dans les premiers temps de son institution , tenoit ses séances à Saint-Mihiel , dans le duché de Bar ; son ressort étoit limité à la partie de ce duché qui ne relevoit point du royaume.

Quand le Barrois cessa de former un état particulier , quand il fut uni à la Lorraine par le mariage de l'héritière de la branche aînée de cette maison , avec René d'Anjou , héritier des ducs de Bar , la constitution des deux provinces ne fut pas confondue.

La Lorraine étoit encore de tous les territoires conquis par les Francs & les Germains , celui où leur administration primitive s'étoit conservée avec le plus de pureté.

Les états généraux , composés des trois ordres , avoient un pouvoir qui embrassoit toutes les parties de la législation & de l'administration économique de l'état.

La puissance vraiment monarchique du duc

étoit sur-tout tempérée par l'autorité de sa cour féodale , dans laquelle l'ancienne noblesse ou chevalerie du pays rendoit la justice souverainement à toute la nation.

Les assemblées de ce sénat étoient appelées *assises*. Les chevaliers y prononçoient en première instance & en dernier ressort , sur les contestations de leurs membres , soit qu'elles fussent élevées entre eux , soit que le duc fût leur *parrie*. Ce prince , obligé de se soumettre à cette juridiction , de se conformer à ses décisions , & d'employer , pour en assurer l'exécution , la force publique dont il étoit dépositaire , n'avoit dans le duché de Lorraine proprement dit , qu'une autorité très-limitée.

Les assises recevoient aussi les appels des tribunaux inférieurs de la province ; elles pouvoient réformer ou confirmer les sentences des officiers du duc , comme celles des justices patrimoniales des vassaux ordinaires ; & il n'étoit permis , dans aucun cas , de porter l'examen des jugemens de ce tribunal , ou d'en demander la révision pardevant aucune autre cour du duché : autrefois l'on pouvoit en interjeter appel à la chambre impériale de Spire ; mais depuis que Charles-Quint & Ferdinand eurent reconnu à Nuremberg que les états de Lorraine avoient le privilège de *non appellando* , c'est-à-dire , de ne point ressortir aux tribunaux souverains de l'Empire , la souveraineté des sentences rendues par les assises ne souffrit plus de difficulté.

Les historiens se sont épuisés en recherches , pour fixer l'époque de l'établissement de ces tribunaux ; ils ne se sont point aperçus qu'elle tenoit à l'ancienne constitution des Francs :

c'étoit dans de pareilles assemblées que les comtes & les ducs administroient la justice en France , sous les deux premières races. Telles furent ensuite , sous les premiers rois de la troisième race , les cours féodales de la plupart des grands vassaux ; tels sont encore , dans quelques cercles de l'Allemagne & dans la basse-Alsace , les directoires de la noblesse immédiate.

Les ducs de Lorraine avoient si peu d'influence dans les assises , que les baillis qui les représentoient y faisoient seulement l'instruction de la procédure , y veilloient à l'observation des formes & à l'exécution des jugemens : ils n'étoient pas juges ; mais , après avoir assisté à l'examen des procès , ils étoient obligés de se retirer avant qu'on ouvrît les opinions , & pouvoient seulement commettre un maître échevin pour recueillir les suffrages. C'est ainsi que nos rois , les ducs & les comtes , ne faisoient dans nos anciens tribunaux que les fonctions confiées aujourd'hui en partie au ministère public ; c'est ainsi qu'en Angleterre encore les Sherifs ne jugent pas dans les assemblées des jurés & des pairs , auxquelles ils président.

Il ne faut pas s'étonner si les ducs de Lorraine ne cherchoient point à étendre la juridiction des assises , & ne s'empressoient pas d'augmenter une autorité rivale de la leur ; lorsque ces princes , par des successions ou des échanges qui leur furent toujours très-avantageux , réunirent à leur état des terres démembrées , des domaines , des églises & des territoires voisins , ce n'étoit pas aux assises , mais à leur conseil privé , à la chambre des comptes de Lorraine , ou à d'autres tribunaux particuliers , que se portoient les appels des juridictions établies dans ces terres.

Le conseil aidait non seulement le prince dans les affaires d'administration qui le concernoient, mais il formoit, sous ses ordres, dans l'état, un tribunal souverain qui avoit un ressort particulier sur les territoires de Chaté, de Vaudemont, d'Haton Châtel & de quelques autres annexes de la Lorraine. Conformément à un règlement du 22 décembre 1633, le conseil recevoit l'appel des jugemens rendus dans tout le duché de Lorraine par le procureur général, ses substituts ou autres officiers du duc, dans les matières de garde noble & de tutelle. Peut-être pourroit-on expliquer cette attribution particulière par les principes des anciens usages féodaux, qui déferoient aux suzerains seuls la garde des fiefs & des pupilles, lorsque l'âge de ceux-ci ne leur permettoit point d'acquiescer les charges de l'ancien service militaire.

La chambre des comptes de Lorraine avoit l'administration économique des domaines particuliers des ducs, l'audition des comptes de ses receveurs & contrôleurs, l'inspection sur les officiers de ses bois, de ses salines, de ses mines & de sa monnoie : elle jugeoit en dernier ressort, en vertu de différentes lettres-patentes, les appels des sentences des juges de Blamont, De-neuvres, Dieuze, Saint-Nicolas, Varangéville, Nommeny, la Bresse, &c.

La compétence de cette chambre sur les domaines du duc dans la Lorraine, étoit au surplus très-limitée ; elle formoit à cet égard plutôt un bureau de direction & d'administration des revenus du prince, qu'un tribunal proprement dit : on le voit par ses propres titres, par les réclamations des états contre quel-

ques actes de juridiction contentieuse , faits par cette compagnie , par les dispositions des anciennes loix & de la coutume , qui attribuoient à ceux de l'ancienne chevalerie , soit par appel , soit en première instance , la connoissance des procès élevés entre le duc & les vassaux.

La chambre des comptes n'avoit pas non plus la juridiction contentieuse des aides & la répartition des impositions ; ces fonctions importantes appartenoient aux représentans des états généraux ; elle étoient exercées par une chambre particulière des aides , ou commission intermédiaire des états , composée de quatre commissaires , dont un étoit nommé par le duc , un par le clergé , & les deux autres par la noblesse.

Parmi les seigneurs & les prélats de la province , quelques-uns avoient le droit de juger en dernier ressort , dans des tribunaux désignés sous le nom de *buffet* , les appels de leurs juges subalternes.

Les appels des terres qui étoient communes à l'abbaye de Remiremont & aux ducs de Lorraine , qui dans l'origine avoient été les avoués plutôt que les souverains de cette église , se portoit à un tribunal commun , composé des officiers du duc & de ceux de l'abbaye.

Quelques villes , comme Epinal , Sarrebourg , &c. avoient eu pour tribunaux de ressort , des conseils particuliers , composés de magistrats qu'elles choisissoient parmi leurs concitoyens.

Enfin , par une prérogative que les justices des villes , celles des seigneurs & du duc avoient conservée de l'ancienne administration germanique , elles jugeoient toutes en dernier ressort dans les matières criminelles ; elles étoient seulement obligées

gées de prendre l'avis des échevins de Nanci , pour les affaires qui ne se portoient pas en première instance aux assises. Si l'on consulte la loi de Belmont , sur laquelle on a formé les chartres de commune de la ville de Nanci & de la plupart des autres villes de la province , ces échevins n'étoient dès-lors que des officiers municipaux ou jurés , qui , choisis par leurs pairs ou comme bourgeois , exerçoient en matière criminelle , ce que l'on appeloit anciennement la justice par pairs.

Tous ces tribunaux n'étoient que pour la Lorraine.

Le Barrois avoit à Saint-Mihiel sa cour souveraine ou des hauts jours.

Il est difficile de fixer l'époque de l'établissement de cette compagnie.

Le Barrois ne consistoit d'abord que dans quelques terres éparées autour de la forteresse de Bar , élevée par Frédéric , duc bénéficiaire de Lorraine ; il étoit ensuite passé , comme terre allodiale , à la postérité féminine de ce prince , & s'étoit insensiblement accru de l'avouerie de l'abbaye de Saint-Mihiel , des démembrements de quelques autres églises , & de la réunion de plusieurs seigneuries situées sur les terres de France & de l'Empire , pour lesquels les ducs de Bar portoient leurs hommages aux grands feudataires de ces deux puissances , tels que les ducs de Lorraine & les comtes de Champagne.

Un état qui avoit aussi peu de consistance ne pouvoit avoir , dès l'instant de sa formation , un tribunal établi pour y rendre la justice souverainement & en dernier ressort ; cependant un acte du premier avril 1397 , passé entre le roi

& Edouard , duc de Bar , & une convocation faite de cette cour le 29 janvier 1374 , prouvent que dès-lors on assembloit quelquefois à Saint-Mihiel , sous le nom de *hauts jours* , des magistrats qui recevoient les appels des juridictions subalternes du Barrois.

Mais quelle étoit l'étendue du pouvoir de ces officiers ? Jugeoient-ils en dernier ressort & sans appel les affaires de la partie du Barrois qui est située au delà de la Meuse ? Il paroît que c'est seulement en vertu du traité de Nuremberg qu'ils ont acquis ce privilège. Leur juridiction s'étendoit-elle sur la partie du Barrois qui est en-deçà de cette rivière , & qui étoit mouvante de nos rois ? Les ducs de Lorraine ont quelquefois prétendu que les habitans de cette partie du Barrois avoient le choix de porter leurs appels au Parlement de Paris ou à la cour de Saint-Mihiel.

Nous ne connoissons que deux monumens qui soient relatifs à cette prétention ; le premier est un dénombrement de la terre de Gondrecourt , donné au roi le premier avril 1397 , par Edouard duc de Bar. Il y déclare ; » que Gondrecourt & » tous les lieux qui y sont rappelés , ressortissent » en tous cas pardevant son prévôt de Gondrecourt & pardevant son bailli en cause d'appel ; » & en ce qui touche souveraineté & ressort du » dit lieu de Gondrecourt , sont d'ancienneté ressortissant audit Saint-Mihiel , & dudit Saint-Mihiel audit Andelot (simple prévôté). Com- » bien , ajoute le duc , que tout ce que je tiens » de monseigneur le roi , pour raison de son » comté de Champagne , je le tiens nûment de » lui , à cause de sa comté de Champagne , &

» non au regard d'Andelot ; mais par usage ma-
» ditè châtellenie ressortit audit Andelot de la
» manière dessus dite (*) «.

Le second monument est une suite d'arrêts du Parlement de Paris sur le possessoire du prieuré de Selmont dans le Barrois mouvant. Un pourvu de ce prieuré ayant invoqué un jugement rendu en sa faveur par les grands jours ; & l'avocat du duc de Lorraine ayant allégué qu'il étoit libre aux sujets du Barrois de se pourvoir par appel , soit aux grands jours de Saint-Mihiel , soit au bailliage de Sens (& non de plein saut au Parlement) , plusieurs arrêts ordonnèrent que l'avocat du duc se feroit avouer ou désavouer ; & l'on ne voit pas que ce prince ait porté plus loin sa prétention.

La cour des grands jours de Saint-Mihiel n'avoit point d'abord de magistrats permanens ni de temps fixe pour ses séances ; souvent il y avoit entre elles des intervalles de plusieurs années. Il est vrai qu'alors les appels n'étoient pas à beaucoup près aussi fréquens qu'ils le sont aujourd'hui. Le souverain fixoit la durée de ces séances ; il donnoit pour les tenir , des commissions particulières à des membres tirés de son conseil , ainsi que nos rois le pratiquoient , dans les treizième & quatorzième siècles , pour les conseillers juges & rapporteurs du Parlement de Paris , qui n'étoient alors que de simples assesseurs des pairs & des grands du royaume , membres perpétuels de la cour de France.

Les ducs de Lorraine ayant obtenu à Nu-

(*) Manuscrits de S. Germain , n. 1667.

remberg le privilège de *non appellando*, le duc Charles II voulut fixer la législation & l'administration de la justice dans toutes les parties de ses états, & donner une nouvelle splendeur aux grands jours de saint Mihiel. Il déclara dans son ordonnance du 8 octobre 1571, que ses prédécesseurs avoient établi d'ancienneté en la ville de Saint-Mihiel, » un jugement appelé communément les grands jours, où ils souloient assembler en leurs personnes & accompagnés de plusieurs personnalités leurs conseillers, oyr & vuider toutes causes qui y étoient appelées..... Mais comme, par la malignité des temps, la splendeur & autorité de cette cour a été obscurcie & quasi réduite à néant il veut, en se réservant & à ses successeurs le droit de tenir lesdits grands jours, & de les présider quand bon lui semblera, qu'il y ait à l'avenir, par forme de siège permanent & perpétuel, un jugement souverain stable & récréant en la ville de Saint-Mihiel, pour connoître, décider & mettre à exécution tous les procès & causes desquels le cours & connoissance pourront venir auxdits grands jours, & en dernier ressort, sans aucun remède d'appel des arrêts y donnés (*) «.

(*) Cette ordonnance est du duc Charles II, que l'on appelle mal-à-propos en Lorraine Charles III, en comptant parmi les ducs de cette province Charles de France, fils de Charles le Simple; mais ce prince n'étoit duc que de la Basse-Lorraine; il n'étoit pas d'ailleurs de la maison d'Alsace. Il n'y a donc aucune raison pour le compter entre les ducs de la Haute-Lorraine, quoi qu'en disent la plupart des historiens.

La nouvelle composition de cette cour fut fixée à un président, quatre conseillers, un greffier & deux huissiers ; le nombre des conseillers fut porté à huit avant 1613. Un règlement fait cette année par le duc Henry, pour la réception de ces magistrats, ne rappelle leur compagnie que sous la dénomination de *cour souveraine* ; il paroît qu'elle prit & reçut bientôt celle de *Parlement*.

Louis XIII s'étant emparé, en 1634, des duchés de Lorraine & de Bar, établit par des lettres-patentes du 16 juillet de cette année, un intendant à Saint-Mihiel pour tout le ressort du *Parlement* de cette ville, lui donna le droit d'y présider & d'y juger en dernier ressort tous les procès civils & criminels, assisté des conseillers de ce *Parlement*.

Cette loi fut confirmée par un édit du même roi, donné à Monceaux au mois de septembre suivant. Un conseil souverain fut en même temps établi à Nanci pour tous les lieux qui obéissoient ci-devant au duc de Lorraine, excepté l'étendue du ressort du *Parlement* de Saint-Mihiel.

» Ce conseil eut, en vertu de cet édit, l'attribu-
 » tion de toutes les affaires civiles, criminelles,
 » de police, de domaine, impositions, aides,
 » tailles, finances, & tous autres généralement
 » quelconques, dont le conseil d'état, *Parlement*
 » de Saint-Mihiel, chambre des comptes, cour
 » des aides, & autres juges souverains ci-de-
 » vant établis en Lorraine, devoient connoître «.

Sa juridiction devoit être générale pour la Lorraine : à l'égard du duché de Bar & des lieux qui ressortissoient au *Parlement* de Saint-Mihiel, elle fut limitée » aux affaires des do-
 » maines, impositions, aides, tailles & finances «.

Mais les officiers du Parlement de Saint-Mihiel refusèrent de reconnoître une autorité qu'ils regardoient comme étrangère : fideles à leurs premiers sermens , dont ils n'avoient point été légitimement dégagés , ils se retirèrent avec leur président dans la ville de Siert. Charles III, à cause de la difficulté d'assembler les tribunaux ordinaires de la Lorraine , étendit leur juridiction sur ce duché. Cependant la ville de Saint-Mihiel s'étant soulevée & ayant été obligée de se rendre de nouveau à Louis XIII , ce prince supprima entièrement le Parlement de Saint-Mihiel , & , par sa déclaration du mois d'octobre mil six cent trente-cinq , en réunit d'abord toute la juridiction au conseil souverain de Nanci ; bientôt après , par des lettres-patentes du 16 juillet 1637 , il supprima ce conseil , & ajouta les états de la Lorraine & du Barrois au ressort du Parlement de Metz.

Cependant le Parlement de Saint-Mihiel transféré à Siert , n'y exerçoit pas un vain pouvoir. La Mothe , Bitche & quelques contrées avantageusement situées , tenoient encore pour le duc Charles. D'ailleurs , tels étoient les effets de cet amour & de cette reconnoissance que six siècles d'un gouvernement juste & bon avoient mérités à la postérité de Gerard d'Alsace ; les liens qui lui soumettoient les Lorrains , ne furent pas brisés avec sa puissance. Dans le temps même où ces princes , entièrement dépouillés , fuyoient loin de leurs états , leur autorité y étoit encore reconnue , & leur Parlement obéi ; singularité étonnante , mais bien consolante pour les princes , qui , contents d'assurer la félicité de leurs peuples , ne cherchent point à étendre l'autorité modérée

que la nation leur a déferée , ni à détruire ses privilèges. Les sujets de Charles continuèrent à reconnoître son autorité dans le temps qu'ils étoient sous le joug d'une puissance qui lui avoit enlevé toutes ses places. Le Parlement , réduit à chercher un asile chez les Espagnols , à emprunter leur territoire , continua d'y rendre aux Lorrains la justice civile & criminelle. Il existe dans ses greffes , des registres remplis d'arrêts rendus à Luxembourg sur toutes sortes de matières.

Dans ces momens de crise , cette cour n'abandonna point la patrie ; elle défera la régence à la duchesse Nicole pendant la détention de son mari. Ce n'étoit point de foibles magistrats qui bravoient , dans le calme d'un port , la mer agitée au loin ; ils étoient à Luxembourg quand Charles III fut arrêté par l'Espagne , alors maîtresse de cette place ; ils osèrent y affronter toute la puissance & la cruauté Espagnole ; on les vit dénoncer à l'univers , par un arrêt célèbre , l'attentat commis sur leur souverain , démasquer la trahison des Espagnols , & réfuter avec énergie le manifeste de leurs ministres.

Pendant le cours de ces révolutions , cette compagnie se concilia tellement la confiance des deux provinces , que Charles , étant rentré une première fois dans ses états , crut pouvoir lui conserver à jamais une autorité dont elle avoit si bien usé pendant la guerre , & , à l'exemple de ce qui s'étoit pratiqué par d'autres grands vassaux du royaume & de l'empire , s'arroger par-là , pour lui-même , la juridiction des anciennes assises de la noblesse.

Par une ordonnance du 7 mai 1641 , ce prince avoit » *érigé son Parlement en cour souveraine ,*

« pour connoître , juger & décider souveraine-
 » ment toutes les appellations & plaintes qui
 » ressortissoient ci-devant en dernier ressort en
 » la cour dudit Parlement , & pardevant tous
 » autres juges , tant en matière civile que cri-
 » minelle , dans les duchés de Lorraine & de
 » Bar , & autres terres de son obéissance ».

Mais Charles ne voulant pas remplir les engagements qu'il avoit pris avec Louis XIII , & la cour souveraine les ayant déclarés nuls par arrêt du 30 août 1641 , le roi rentra en Lorraine , & y rétablit l'autorité du Parlement de Metz.... La cour souveraine, obligée de se réfugier encore dans les pays voisins , continua d'y exercer sa juridiction.

Elle revint de nouveau en Lorraine avec le duc Charles, au mois de septembre 1664 : ce prince la partagea alors en deux classes, l'une pour le duché de Lorraine & ses dépendances , composée du premier président , de douze conseillers , & du procureur général ; l'autre pour le Barrois, composée d'un président, de six conseillers, & du substitut du procureur général.

L'ancienne chevalerie réclama en vain contre cette loi qui détruisoit entièrement l'espérance qu'elle avoit conçue du rétablissement des assises ; ses protestations authentiques furent aussi inutiles que l'avoient été les remontrances qu'elle avoit faites en 1635 à Louis XIII. » Le duc , dit un
 » historien , trouva moyen , en contentant la
 » France , de mécontenter sans risque les plus puis-
 » sans de ses sujets ».

Mais , d'un côté , le caractère turbulent de ce prince ; de l'autre , l'ambition des ministres de Louis XIV ne pouvoient laisser subsister longtemps

une paix si nécessaire, à la Lorraine. Charles fut obligé de l'abandonner une troisième fois; son neveu, son successeur, n'en prit jamais possession.

Enfin, les semences de guerre entre nos rois & les princes de la maison de Lorraine, ayant été entièrement étouffées en 1697, par le traité de Risvick, un des premiers soins du conseil de régence du duc Léopold, fut de convoquer à Nanci les membres dispersés de la cour souveraine, » pour rendre la justice souverainement aux sujets » de son altesse, & prendre soin de la conserva- » tion de ses droits & de son autorité, en la » même forme & manière qu'ils faisoient au » commencement de 1670 ». Les classes de cette cour restèrent dès-lors réunies & sédentaires à Nanci.

Cependant, en 1735, de nouveaux événemens firent perdre pour jamais à la Lorraine ses anciens souverains, elle fut réunie à la couronne. La réunion, qui n'étoit qu'éventuelle pendant la vie du roi Stanislas, fut consommée au mois de février 1766.

Le Parlement de Metz, auquel le ressort de la Lorraine avoit été attribué pendant qu'elle étoit occupée par les armes de Louis XIII & de Louis XIV, crut que le traité de Risvick, qui avoit anéanti les prétentions de nos rois, avoit laissé subsister ses droits, qui n'en étoient que la suite.

Il les réclama à la mort du roi Stanislas. Il demanda formellement la réunion à son ressort de la juridiction de la cour souveraine & des chambres des comptes de Lorraine & Barrois; il insista par un nouveau mémoire donné au mois de mars 1770.

La cour souveraine se tint toujours sur la défensive.

Mais le Parlement de Metz avoit prétendu que les trois évêchés n'étoient pas assez étendus pour la dignité & le ressort d'un Parlement; que les différentes parties en étant séparées entre elles & presque entièrement enclavées dans le ressort de la cour souveraine, il étoit indispensable de les réunir, pour n'en former qu'un seul tribunal souverain.

Dans ces circonstances, & sur l'exposé des mémoires de tous les corps intéressés dans cette affaire, le conseil du roi Louis XV crut qu'il étoit plus convenable de faire cette réunion à Nanci, situé au centre des deux provinces, qu'à Metz, ville entièrement militaire, & placée à cet égard moins avantageusement.

Les contestations indécises furent terminées par un édit du mois d'octobre 1771, & le ressort du Parlement de Metz fut uni à la cour souveraine, excepté pour la comptabilité & la juridiction des aides, qui furent attribuées à la chambre des comptes de Nanci; la connoissance des monnoies fut renvoyée à la cour des monnoies de Paris.

De nouveaux offices créés dans les deux compagnies, à proportion de leur nouvelle juridiction, furent remplis aussi-tôt par des membres du Parlement de Metz. Non seulement aucun des magistrats de cette cour ne réclama contre l'édit du mois d'octobre 1771, mais le plus grand nombre s'empressa de solliciter les nouvelles places créées à Nanci. Une de président fut donnée au procureur général, & plusieurs de celles de conseillers furent accordées à des magistrats qui

s'étoient distingués par leur fermeté dans les délibérations publiques.

Cependant cette réunion , que la cour souveraine de Lorraine n'avoit point sollicitée , & qu'elle ne cherchoit point à maintenir , ne dura pas. Le Parlement de Metz fut rétabli au mois de septembre 1775 ; mais les prétentions qu'il avoit élevées sur l'ancien ressort de la cour souveraine , furent en même temps prosrites , & cette cour fut confirmée dans son ancienne juridiction.

Le roi , selon les termes du préambule de son édit , „ par les mêmes motifs qui l'avoient porté „ à rétablir le Parlement de Metz , crut devoir „ assurer le sort de la cour souveraine , en rendant définitive la confirmation provisionnelle „ qui jusque-là avoit seulement été prononcée en „ sa faveur ; à cette première preuve d'affection , „ sa majesté , porte l'édit , crut en même temps „ devoir ajouter une marque éclatante de la satisfaction des services des magistrats de sa cour „ souveraine , en lui donnant le titre de Parlement „.

En conséquence , cette cour a repris son ancienne qualification.

Composition du Parlement de Nanci.

Cette cour est aujourd'hui composée d'un premier président, de cinq présidens à mortier, de vingt-neuf conseillers laïques , deux conseillers clercs , un procureur général , deux avocats généraux , six substituts , deux greffiers en chef civils & criminels , un secrétaire & plusieurs greffiers contr-

mis. Il y a un avocat du roi , un substitut , un greffier & un huissier audiencier, particuliers pour la chambre des requêtes du palais.

De toutes ces charges , celle de l'avocat du roi aux requêtes , & celle de greffier en chef , sont les seules à finance. Les autres sont données gratuitement par le roi , ainsi que celles des chambres des comptes de Lorraine & de Bar (*).

Ces charges n'en sont pas moins inamovibles. Cette inamovibilité a été reconnue en 1758 par le conseil du feu roi Louis XV ; en conséquence, MM. *Protin* , *Aristay de Châteaufort* , & *Mauduit de Beaucharmoïs* , qui avoient été destitués & exilés à l'occasion de la résistance faite par la cour souveraine à l'enregistrement de l'établissement du vingtième , ont été maintenus

(*) Les gages des officiers du Parlement sont fixés par les lettres-patentes du 5 octobre 1771 , savoir :

Pour le premier président	12000 l.
Chacun des présidens	6000
Chacun des conseillers de grand'chambre	2400
Chacun des conseillers des enquêtes	2000
Le procureur général	6000
Chacun des avocats généraux	2400
Chacun des substituts	1000

En vertu de l'article 2 des mêmes lettres-patentes , le doyen des conseillers laïques jouir d'une pension de 1500 livres , & le plus ancien des conseillers clercs d'une pension de 1000 livres.

L'édit du mois de novembre 1771 , qui créa deux offices de greffiers en chef en la cour souveraine , en fixe la finance à 60000 livres chacun , & leurs gages à un denier pour cent du capital de cette finance.

dans leurs offices , sur la réclamation de tous les ordres de l'état.

Le parlement de Nanci, en conséquence de l'édit d'octobre 1771 , jouit de la plus belle de toutes les prérogatives , celle d'élire & de présenter au roi trois sujets pour remplir les offices vacans des conseillers. Ces élections étoient , suivant les ordonnances , en usage dans toutes les cours du royaume , avant que le chancelier Duprat eût introduit la vénalité des offices.

Rien de plus avantageux qu'une pareille institution , lors qu'étouffant les intérêts particuliers , une compagnie ne préfère les enfans , les neveux , les cousins de ceux qui la composent , qu'autant qu'ils montrent des connoissances , des vertus & des talens égaux à ceux des autres concurrens ; lorsque l'élection ne porte que sur les plus dignes ; lorsque le roturier qui a montré , au barreau & dans les tribunaux subalternes , une expérience consommée , une probité incorruptible , ne peut se voir préférer l'adolescent qui n'auroit en sa faveur que l'éclat frivole d'un anoblissement plus ou moins récent , dans un pays où l'ancienne noblesse semble avoir renoncé à la magistrature.

Point de doute que de pareils choix ne répandent dans toutes les compagnies de judicature une émulation de talens & de vertus capable d'élever véritablement les ministres des loix au-dessus de toutes les professions de la société ; qu'ils ne fussent pour faire tomber ce préjugé qui a séduit Montesquieu lui-même ; que la vénalité des charges est un mal nécessaire dans nos monarchies modernes.

Indépendamment de ses membres ordinaires ,

le Parlement de Nanci a sept conseillers d'honneur, dont trois chevaliers d'honneur étoient autrefois les trois premiers grands officiers de la couronne de Lorraine ; les quatre autres sont conseillers prélats.

Ce sont le primat de Lorraine, aujourd'hui évêque de Nanci ; l'évêque de Toul , le grand doyen de l'église de Nanci , & le grand prévôt, aujourd'hui évêque de Saint-Diez. Des contestations sur la préséance entre ce prélat & le grand doyen de la primatiale , ont empêché jusqu'ici l'exécution de la loi qui exige en faveur du premier une place de conseiller prélat.

Ces officiers sont distribués dans quatre chambres ; la grand'chambre , la tournelle , les enquêtes , les requêtes du palais.

La chambre des enquêtes a été établie par édit du duc Léopold , du mois de novembre 1723. Cette loi ordonnoit , que le premier jour de chaque année, après les vacations , la cour s'assembleroit pour dresser la liste des officiers qui composeroient les deux chambres , en sorte que le service fût alternatif , & que ceux qui auroient servi pendant une année dans une chambre , serviroient l'année suivante dans l'autre , & que ceux dont les voix seroient incompatibles , seroient séparés & ne pourroient se trouver dans la même chambre.

Mais , en vertu de l'édit d'octobre 1771 , les conseillers montent par ancienneté , des enquêtes à la grand'chambre. Avant cet édit qui a créé la chambre de la tournelle , les affaires criminelles étoient portées aux enquêtes. Cette dernière chambre est présidée par deux présidens à mortier. Les

commissions de conseillers présidens , créées en 1771 , ont été supprimées en 1775.

La chambre des requêtes du palais a été formée , en 1710 , d'officiers à finance , qui ont été supprimés en 1711. Depuis cette loi , la juridiction en est exercée par les quatre conseillers de la cour , derniers en réception : ils sont présidés par un des anciens conseillers de grand'chambre , nommé tous les ans par la compagnie. Le président & les conseillers chargés du service des requêtes , ne sont pas dispensés de faire celui des autres chambres.

La grand'chambre connoît seule , sans pouvoir renvoyer aux autres chambres , de toutes les matières concernant le possessoire des bénéfices , & de toutes celles qui sont attribuées en première instance à la cour , soit qu'elles soient appointées ou non.

La tournelle , outre les matières de grand & de petit criminel , peut , au civil , juger tous les procès par écrit qui lui sont renvoyés par le premier président. Ce magistrat a même le pouvoir de distribuer à la tournelle & aux enquêtes les procès appointés en la grand'chambre.

La loi qui a permis à la grand'chambre , en 1771 , de renvoyer les affaires d'audience aux enquêtes , n'est point révoquée ; par-là , les audiences de chaque chambre n'étant point trop surchargées , il n'a pas fallu introduire dans ce Parlement les renvois aux anciens avocats , ni les appointemens sommaires , qui font dépendre irrévocablement d'une seule personne , le sort & la fortune des citoyens & des familles.

Les présidens des chambres ont le droit d'y former des bureaux particuliers pour le jugement des affaires. Les loix antérieures à 1771 leur accordoient même la faculté d'appeler dans ces bureaux les officiers des autres chambres, lors qu'il ne s'en trouvoit pas un nombre suffisant dans la leur. Ces bureaux présentent sans doute le grand avantage de l'expédition : mais si malheureusement ils étoient par la suite formés avec moins de précaution & de sagesse, si la composition en pouvoit devenir arbitraire, ils auroient l'inconvénient des commissions, puisque l'on pourroit facilement priver les parties, des juges que leur donne la loi, & dans l'intégrité desquels elles mettent leur confiance.

Les procès distribués à un rapporteur dans une chambre, le suivent quand il passe dans une autre, à la charge à la partie suivante de le notifier à l'autre trois jours avant le jugement ; mais cela ne doit pas s'étendre aux cas où la chambre dans laquelle un rapporteur passe, est incompétente pour connoître d'une affaire dont il seroit chargé, ou à celui dans lequel elle est suspecte, comme si un de ses membres étoit partie dans l'instance.

Au surplus, l'ordonnance de discipline donnée en 1775 pour toutes les cours souveraines, a été enregistrée librement par le parlement de Nanci. Ainsi ses chambres observent à cet égard l'ordre & la police qui y sont prescrits. Ses membres jouissent de tous les droits, honneurs, rangs & prérogatives dont jouissent les officiers des autres parlemens du royaume ; nous nous bornons à indiquer ici ce qui est particulier à cette cour.

De

De la juridiction du Parlement de Nanci, & de la procédure qu'on y suit.

Le ressort de cette cour s'étend sur la Lorraine & le Barrois, tels qu'ils étoient lors de la paix de Ryswick en 1697, & du traité de Vienne en 1737. La clause de ce dernier traité, qui veut que les duchés de Lorraine & de Bar forment toujours un gouvernement séparé, s'oppose à ce qu'on en démembre aucune partie pour augmenter le ressort des tribunaux étrangers à la province.

Il faut cependant excepter la partie du Barrois, dit *de la mouvance*, parce qu'avant le traité de Vienne elle relevoit de la couronne de France. Les deux bailliages de Bar & de la Marche, qui le composent, continuent de ressortir au Parlement de Paris.

La juridiction de celui de Nanci, dans son territoire, est à peu près la même que celle des autres Parlemens.

Elle en diffère sur les objets suivans.

1°. Le domaine de la couronne n'est point sous sa garde; il n'y a pas sous son ressort de trésoriers de France qui en aient l'administration; les bailliages sont juges domaniaux, sous l'autorité de la chambre des comptes de Lorraine.

Cependant lorsque que les domaines sont aliénés & que le procureur général n'est pas seul partie, les appels des baillages se portent au Parlement.

Il en est de même de la connoissance des actions intentées pour droit de main-morte, déshé-

rence , aubaine & bâtardise , même dans les terres du roi , tant que les biens ne lui ont pas été adjudés.

2°. On ne connoît pas non plus de table de marbre dans ces provinces. Les appels des officiers des eaux & forêts se portent au Parlement , lorsqu'il ne s'agit pas des eaux & forêts du roi , ou de ceux des communautés du domaine. Ils s'y portent également , lorsqu'il est question des eaux & forêts qui dépendent des domaines aliénés , à moins que le procureur général ne soit seul partie , ou que les maîtrises n'aient connu par prévention , des délits & dégradations commis dans les eaux & forêts des domaines aliénés , avec la juridiction gruriale.

La juridiction du Parlement a pareillement lieu en cas d'appel des justices seigneuriales , lors même qu'il s'agit de la propriété du roi , & que les questions en sont proposées incidemment aux rapports & reprises des forestiers seigneuriaux.

Les bois accensés ou défrichés rentrent dans la classe des autres domaines aliénés. Un arrêt du conseil du 28 septembre 1769 , a maintenu le bailliage de Darnay & la cour souveraine dans l'exercice de leur juridiction sur des terrains accensés & défrichés dans les forêts du roi à Darnay. Il a ordonné le rapport de deux arrêts précédens , qui avoient attribué à la maîtrise particulière de Darnay , & par appel à la chambre des comptes de Lorraine , toute juridiction sur ces terrains.

3°. Les présidiaux de Lorraine ne jugent en dernier ressort que jusqu'à 1200 livres.

L'édit de 1774, qui augmente la compétence de ceux du royaume, n'a pas été envoyé au Parlement de Nanci.

Ils ont été établis en Lorraine en 1772, au nombre de quatre; Nanci, Dieuze, Mircourt, Saint-Diez; mais tous les bailliages de la province ne sont point compris sous leurs arrondissemens.

A l'époque de la création de ces présidiaux, une partie des bailliages du Barrois & de la Lorraine allemande avoit été attachée aux présidiaux de Metz, Toul & Verdun. Ils en sont maintenant distraits, en conséquence du rétablissement du Parlement de Metz; & les appels des bailliages, qui se portoit dans ces présidiaux, ressortissent immédiatement à la cour.

Tous les bailliages, soit qu'ils soient assujettis à la juridiction des présidiaux ou non, jugent en dernier ressort, excepté dans le cas de police, jusqu'à concurrence de cent francs Barrois pour les grands bailliages, & de cinquante pour les autres bailliages; celui de Bassigny, séant à Bourmont, peut même juger en dernier ressort jusqu'à la somme de cent cinquante francs.

Ce pouvoir, restreint d'abord aux causes sommaires & d'audience, a été étendu aux procès par écrit de la même qualité. Les officiers des grands bailliages doivent être au nombre de cinq, & ceux des petits bailliages au nombre de trois, pour rendre leur sentence en dernier ressort.

Quant à la juridiction criminelle des présidiaux & des juges prévôtaux, elle est la même en Lorraine que dans le surplus du royaume, & les ordonnances de nos rois sur cet objet y ont été publiées depuis la mort du roi Stanislas.

4°. C'est pardevant les bailliages que les gentilshommes doivent être poursuivis & jugés criminellement, ainsi que les anoblis, les officiers des prévôtés, & ceux des seigneurs, pour malversations commises en leurs charges.

Il en est de même des officiers des maîtrises, lorsqu'ils ne sont pas attaqués à raison de leurs fonctions.

Les magistrats du Parlement & ceux de la chambre des comptes ne peuvent être jugés, en matière criminelle, qu'au Parlement, toutes les chambres assemblées. Les officiers de la couronne & de la maison des ducs de Lorraine, & les membres de leurs conseils, avoient le même privilège : les officiers des bailliages ne peuvent être traduits qu'en la cour pour malversations.

5°. Les évocations au grand conseil, accordées à quelques ordres religieux, n'ont pas lieu sur le ressort du Parlement de Lorraine; non plus que dans le Barrois mouvant. Ces provinces ne reconnoissent dans aucun cas l'autorité de ce tribunal d'attribution.

Les évocations pour cause de parenté avec des membres du Parlement, doivent être portées au conseil souverain de Colmar, & réciproquement de celui-ci au Parlement de Lorraine.

6°. La juridiction contentieuse du commissaire départi en Lorraine est limitée aux droits de francs-fiefs & aux taxes établies en 1772 sur les papiers, cartons, amidons & autres objets de cette nature.

Cet officier n'a aucune connoissance de ce qui concerne la taille, connue dans le pays sous le nom de subvention; le vingtième ni les autres impositions : les chambres des comptes, chargées

de tout ce qui concerne la répartition , font à cet égard les fonctions de l'ancienne commission intermédiaire des états généraux. . . . On ne peut trop louer la justice & l'impartialité avec lesquelles ces compagnies remplissent ces fonctions.

Quant aux procès des communautés d'habitans , elles sont seulement obligées avant d'en commencer aucun , soit en demandant , soit en défendant , d'obtenir à cet effet la permission du commissaire départi.

L'édit du mois d'octobre 1771 lui attribue la connoissance des contestations qui interviennent entre le corps de ville de Nanci seulement , & les ouvriers qu'il emploie. Cette loi a été faite à l'occasion des procès suscités aux officiers municipaux de cette ville par les officiers qu'elle employoit , sous les ordres de l'intendant , sur la fin du dernier règne ; on a en même temps ôté à la chambre des comptes l'examen des comptes de cette ville.

A l'égard des droits patrimoniaux & d'octroi , les officiers municipaux de cette ville & de toutes celles de la Lorraine & du Barrois , en connoissent en première instance , & le Parlement par appel.

Tous les hôtels-de-ville , excepté celui de Nanci , ont également l'attribution de la police. Autrefois les appels de leurs sentences , en matière de police , se portoient directement aux bailliages , & ensuite à la cour. Aujourd'hui on doit les relever directement au Parlement , en vertu de l'édit du mois de février 1776.

Quant à la procédure , les ordonnances de Louis XIV sur l'administration de la justice ne sont

pas suivies au Parlement de Lorraine , non plus que dans les autres tribunaux de cette province ; le duc Léopold leur a donné , en 1707 , un code qui a corrigé plusieurs inconvéniens de notre forme de procéder ; ce code est encore observé.

Voici ce que la forme d'instruction prescrite pour le Parlement a de particulier.

Toutes les assignations sont données pour comparoître à la barre , tenue par deux conseillers , commissaires de la grand chambre.

Ces commissaires déterminent à la première comparution des procureurs , le genre d'instruction , en prononçant ou l'appointement ou le renvoi à l'audience.

Les baux judiciaires , les enchères & adjudications se font pardevant eux.

Dans les instances appointées , les productions se font au greffe. On n'y connoît pas d'inventaire de production de pièces , séparé des requêtes d'emploi. Toute l'instruction est dans la première pièce d'écritures , qui renferme en même temps les moyens de demande ou d'appel , les griefs ou défenses , contredits & réponses. Ces écritures , en forme de requête , sont signées de l'avocat & du procureur , & il n'est pas permis ensuite de les délayer dans les volumes de rôles , aussi ruineux pour les parties , qu'embarrassans pour les juges. Les avocats se sont interdit , sous peine de radiation , la licence de souscrire les écritures que quelques-uns faisoient travailler par des confrères plus jeunes ou moins connus , auxquels ils promettoient de partager l'honoraire : infame abus de confiance , qui auroit fait dégénérer en un vil

trafic d'entreprises , une profession essentiellement vouée à la délicatesse la plus scrupuleuse.

Les procès ne sont distribués dans les chambres & à des rapporteurs , que lorsqu'ils sont en état d'être jugés.

Les réglemens & prorogations de délais se donnent à la barre , & les décrets d'instruction, à la grand'chambre, à moins qu'une autre chambre ne soit saisie par la nature ou les circonstances de l'affaire. Si , avant que l'affaire soit en état , il y a quelque contestation sur le provisoire , soit dans les causes d'audience , soit dans les procès par écrit , la contestation est portée à l'audience. Les législateurs & les magistrats Lorrains ont évité la forme des appointemens à mettre , qui donnent trop à l'arbitraire d'un seul.

Ils ont aussi la plus grande attention de n'accorder d'arrêts sur requête , que sur le vû des pièces , rapportées en pleine chambre , & dans le cas de la plus urgente nécessité.

L'instruction à l'audience est aussi simple. Les séances des lundis de relevée sont destinées aux causes du rôle , sur lequel chaque procureur place , selon l'ordre de sa réception , une cause qui ne peut être dérangée.

Les autres affaires sont mises sur des listes arrêtées de bonne heure par les présidens de chaque chambre ; ces magistrats ont le soin de n'user que très-rarement du droit d'en intervertir l'ordre , en faisant appeler les causes sur de simples placets. Cette précaution fait que les parties , presque assurées du moment de la plaidoirie de leurs causes , peuvent instruire leurs défenseurs ,

& n'ont pas à craindre d'être arrêtées par des remises & prolongations de délais.

On n'admet pas à l'audience ces longues instructions qui se font à grands frais dans les tribunaux du royaume, par des requêtes signées des procureurs, ni ces arrêts par défaut, multipliés, ni ces oppositions concentrées, qui ruinent les parties & retardent le cours de la justice. Le demandeur doit libeller sa requête introductive, & il lui est seulement libre de requérir des défenses, en donnant en même temps la copie ou l'extrait de ses pièces justificatives. Si une partie refuse ou retarde ses défenses, ou la communication de ses titres, elle doit être condamnée aux frais préjudiciaux. On ne peut trop veiller, dans les sièges inférieurs, à l'exécution de la disposition de cette loi; c'est empêcher que le droit de vingt sous par placets n'accumule à l'infini les audiences, les remises, les frais & les retards. C'est au bien du peuple, & non à l'émolument de l'officier, qu'il faut s'attacher.

Ces requêtes & défenses ne présentent jamais une complication inutile de procédure.

La taxe des dépens est réglée sur le pied le plus modéré & le plus sage; ce ne sont point des procureurs de communauté, des procureurs tiers, qui sont chargés de régler la rétribution & de taxer les frais de leurs confrères; ce sont des commissaires tirés du Parlement, & , *suivant l'ordonnance*, ces commissaires, doivent être toujours au nombre de deux. On ne sait si c'est à peine de nullité. Il ne peut y avoir d'arbitraire que sur la somme qu'ils peuvent passer en faux frais; mais il peut y avoir appel de la taxe, & alors la cour en connoît par elle-même.

Les arrêts peuvent être rendus , au civil comme au criminel , au nombre de sept.

Les voix doivent être prises en commençant par le dernier reçu , après le rapporteur cependant , dans les affaires par écrit.

En cas de partage dans les affaires d'audience , les pièces doivent être mises sur le bureau , pour en être délibéré à l'issue de l'audience , ou le lendemain au plus tard.

Si le partage continue , l'affaire est appointée.

Dans les affaires qui viennent des tribunaux ecclésiastiques , on ne suit point la voie observée dans le royaume.

Le recours au Parlement est qualifié d'opposition à fins de nullité , qui , sous un autre nom , est cependant la même chose que l'appel comme d'abus ; mais les parties n'ont pas besoin d'obtenir des lettres de chancellerie , de consigner une amende , ni de se munir d'une consultation d'avocats.

Les jugemens de la chambre des requêtes doivent être rendus par trois des magistrats qui la composent ; & lorsqu'ils sont au nombre de cinq , ils peuvent juger en dernier ressort jusqu'à la somme de deux cent cinquante francs Barrois définitivement , & de cinq cents francs par provision , en donnant caution.

Ceux qui ont droit de *commitimus* ne peuvent l'y exercer que pour la somme de deux cents francs & au dessus.

Dans toutes les chambres , les conclusions des gens du roi ne sont pas délibérées entre eux.

Le procureur général les arrête seul dans les actes & procédures où elles ne se donnent pas

de vive voix , & réciproquement chacun des avocats généraux & des substituts , dans les affaires d'audience , où il porte la parole.

Les gens du roi du Parlement & de la chambre des comptes exercent chacun en droit soi une espèce de censure sur les consultations , factums , mémoires de tout genre , qui se font au barreau pour l'instruction des affaires indéçises , & qui ne peuvent être imprimés sans leur *visa*.

Ils peuvent être en droit de retarder & même de refuser le *visa* , s'ils croient que la publicité & l'impression ne sont point nécessaires à la défense des parties , s'ils n'adoptent point le genre des moyens , leur exposition , le style , & jusqu'aux expressions : ils pensent être à cet égard juges souverains , & qu'on ne peut revenir , ni contre leur refus , ni contre leur radiation , ni contre leur retard. Souvent on les a vu mander , inutilement à la vérité , les avocats qui refusoient de se soumettre à de pareilles corrections : plusieurs préférèrent de laisser l'honneur , l'état & les propriétés de leurs cliens , sans défense , au danger de la compromettre en la trouquant , & de dégrader la liberté de leur ministère , le dernier refuge des citoyens. Nous avons vu le sieur J. . . . qui avoit été outragé juridiquement par des libelles publics , ne pouvoir obtenir le *visa* d'un mémoire dans lequel il s'étoit contenté de repousser la satire la plus sanglante.

La justice s'administre gratuitement par tous les magistrats du Parlement de Nanci. La disposition de l'édit du mois d'octobre 1771 , qui supprime l'usage des épices , a été confirmée par celui de septembre 1775 : on ne paye que les

droits du greffe & ceux des secrétaires de la cour, qui n'ont point de gages. Comme toutes les requêtes & même les actes d'instructions doivent être répondus en pleine chambre, les loix n'établissent aucune rétribution pour les clerks des rapporteurs, qui d'ailleurs font ordinairement eux-mêmes leurs extraits.

Cependant, à la tournelle & aux enquêtes; l'usage s'est introduit, depuis les dernières révolutions, de taxer, en jugeant, la rétribution des clerks des rapporteurs : mais le désintéressement, la délicatesse des conseillers de la grand'chambre & de plusieurs de ceux des autres chambres, ne leur ont pas permis d'adopter cet usage.

Voyez l'exposition des loix, actes & monumens authentiques, concernant l'origine & la constitution de la cour souveraine séante à Nanci; les recherches de la France par Pasquier; le recueil des ordonnances du Louvre; la Rocestavin, traité des Parlemens; les recueils de Fontanon & de Neron; les traités des offices par Joli, Loiseau & Chenu; la bibliothèque de Bouchel; le dictionnaire des sciences; l'histoire de France par Mézeray; le glossaire de Ducange; le recueil des ordonnances, édits & déclarations des ducs de Lorraine. Voyez aussi les articles LIT DE JUSTICE, AVOCAT GÉNÉRAL, PROCUREUR GÉNÉRAL, PRÉSIDENT, CHAMBRE, ASSEMBLÉE, REQUÊTES DU PALAIS, COMMITTIMUS, INDULT, JUSTICE, JURIDICTION, PAIR, NOBLESSE, MISÉRICORDE, &c.

(Ce qui concerne le Parlement de Nanci dans cet article, est de M. HENRY, avocat au parlement).

PAROISSE. C'est un certain territoire dont les habitans sont soumis, pour le spirituel, à la conduite d'un curé.

On appelle aussi *Paroisse*, l'église paroissiale; & ce mot se prend encore quelquefois pour tous les habitans d'une Paroisse.

Les marques qui distinguent les Paroisses, des autres églises, sont les fonts baptismaux, le cimetière, la desserte de l'église faite par un curé, & la perception des dîmes. Il y a néanmoins quelques-unes de ces marques qui sont aussi communes à d'autres églises; mais il n'y a que les Paroisses qui soient régies par un curé.

Il y a peu d'églises dont on puisse rapporter les titres d'érection en Paroisse, parce que la plupart étoient anciennement des chapelles, qui ne sont devenues Paroisses que par le consentement de l'évêque & des fidèles; mais la possession immémoriale tient lieu de titre à cet égard.

Un concile d'Orléans, tenu dans le cinquième siècle, & le seizième concile de Tolède, ont décidé que dix maisons suffisoient pour former une Paroisse.

Quoique les Paroisses aient en général un territoire circonscrit, il y en a plusieurs où il se trouve des fermes, terres ou métairies qui sont pendant un an d'une Paroisse, & l'année suivante d'une autre Paroisse. C'est sur-tout ce qu'on remarque pour différentes terres & fermes de la Beauce & de la Sologne.

Il y a aussi des Paroisses qui sont sans territoire, & dont le ressort s'étend seulement sur certaines personnes. Telle est à Amboise la Paroisse de la Chapelle, qui ne s'étend que sur le bailli, le lieutenant général, l'avocat & le pro-

cureur du roi , le lieutenant de police , les officiers des eaux & forêts , les verdiers des bois , la noblesse , les possesseurs de fiefs , les gardes du gouverneur , les nouveaux habitans de la ville pendant la première année de leur établissement , les voyageurs , les officiers du roi , & ceux de la reine.

- Le gouvernement spirituel des Paroisses consiste dans tout ce qui concerne la célébration du service divin , l'administration des sacremens , les instructions , les catéchismes , les cérémonies de la sépulture , &c.

Le gouvernement temporel comprend l'entretien de l'église paroissiale & des chapelles qui en dépendent , la réparation ou la nouvelle construction du clocher , des cloches , des murs du cimetière , du presbytère ; la fourniture des choses nécessaires pour célébrer le service divin ; l'administration des biens & revenus de la fabrique ; l'élection & la nomination des marguilliers & des fabriciens ; les fonctions des uns & des autres , &c.

Le curé est seul en droit de régler ce qui regarde le spirituel de la Paroisse ; mais il est obligé de se conformer aux statuts du diocèse & à l'usage des lieux.

Quant au temporel , c'est au corps des paroissiens à faire les réglemens qui y sont relatifs ; mais il faut que ces réglemens soient conformes aux loix de l'état & aux statuts & usages du diocèse.

Dans les grandes Paroisses , il y a deux sortes d'assemblées pour régler les affaires de la fabrique ; savoir , les assemblées générales de la Paroisse , & les assemblées du bureau ordinaire :

mais dans la plupart des autres Paroisses il n'y a point de bureau ordinaire, & tout ce qui est d'administration journalière se fait par les marguilliers seuls; les choses importantes se règlent dans des assemblées générales de la Paroisse.

Dans les Paroisses où il y a un bureau ordinaire, il doit être composé du curé, des marguilliers en charge, & de quelques anciens marguilliers, en sorte qu'il y ait toujours cinq personnes, ou trois au moins, pour délibérer. C'est ce qui résulte de divers arrêts de règlement, & particulièrement d'un du 2 avril 1737, rendu pour la Paroisse de saint Jean en Grève; d'un autre du 20 juillet 1747, rendu pour la Paroisse de saint Louis de Versailles, & d'un autre du 25 février 1763, rendu pour la Paroisse de Nogent-sur-Marne.

Les assemblées du bureau ordinaire doivent se tenir, selon les mêmes réglemens, tous les huit ou quinze jours, ou tous les mois, à certains jour & heure marqués.

A l'égard des assemblées générales, elles doivent se tenir au moins deux fois l'an. On ne doit y appeler que les personnes de considération, telles que les nobles, les officiers de judicature, les avocats, les anciens marguilliers, les commissaires des pauvres & les notables. Cela est ainsi réglé par les arrêts qu'on vient de citer. On ne doit regarder comme notables que les particuliers qui payent au moins douze ou quinze livres de taille ou de capitation. C'est ce qui résulte de divers arrêts, & particulièrement d'un du 7 août 1762, rendu pour la Paroisse de Notre-Dame de Recouvrance d'Orléans, & de celui du 25 février 1763, rendu pour Nogent-sur-Marne.

Dans toutes les assemblées de Paroisse , soit générales , soit du bureau ordinaire , le curé doit avoir la première place ; mais le premier marguillier y préside & recueille les suffrages , & le curé doit donner sa voix immédiatement avant lui. S'il y a partage d'opinions , la voix du premier marguillier doit prévaloir. Plusieurs arrêts l'ont ainsi jugé.

Les assemblées générales de la Paroisse ne peuvent se tenir qu'au banc de l'œuvre ou autre lieu destiné à cet effet , & jamais chez un des marguilliers ni dans aucune maison particulière. Le parlement l'a ainsi réglé par arrêt du 21 août 1762 , rendu pour Saumur.

Par un autre arrêt du 13 décembre 1752 ; rendu pour la Paroisse de saint Pierre le Marché de Bourges , le parlement a réglé qu'aucun autre ecclésiastique que le curé ne pouvoit assister à ces assemblées , même en cas d'empêchement du curé.

Les cas où il est nécessaire de convoquer des assemblées générales de Paroisse , sont , lorsqu'il s'agit d'élire des marguilliers , des commissaires des pauvres , ou un sacristain ; d'arrêter les comptes des marguilliers comptables ; d'inrenter ou de soutenir quelque procès , autre que pour le recouvrement des revenus ordinaires ; de faire quelques emprunts ou quelque dépense extraordinaire ; d'employer des deniers appartenans à la fabrique , aux pauvres ou aux écoles de charité de la Paroisse ; de taxer le prix des chaises ; de réformer , supprimer ou reconstruire , en tout ou en partie , les bancs de la Paroisse ; de faire des aliénations ou acquisitions nouvelles ; d'accepter une fondation ; d'entreprendre un bâtiment considérable , ou de faire

quelque règlement nouveau dans la Paroisse, soit de discipline, soit pour changer la taxe des droits appartenans à la fabrique, soit pour augmenter les gages des officiers & serviteurs de l'église, soit relativement aux pauvres & aux écoles de charité de la Paroisse.

Les autres objets, tels que les concessions de bancs, tombes & épitaphes; les résolutions concernant les poursuites à faire pour le recouvrement des revenus ordinaires de la fabrique, pour l'exécution des baux, ou pour faire passer des titres nouveaux, & les adjudications des baux des maisons, des chaïses, &c. peuvent se régler au bureau ordinaire, ou par les marguilliers seuls, dans les Paroisses où il n'y a point de bureau.

La même décision doit s'appliquer aux réparations & dépenses d'entretien, à la nomination, punition & destitution des organistes, bedeaux, suisses & autres serviteurs de l'église, & à la nomination des prédicateurs du carême, de l'avent & des fêtes de l'année.

Plusieurs arrêts & réglemens veulent que les délibérations des assemblées, tant ordinaires que générales d'une Paroisse, soient inscrites de suite & sans aucun blanc sur un registre, ainsi que les noms de chacun de ceux qui y ont assisté.

Lorsqu'une délibération a pour objet d'imposer quelque nouveau droit ou quelque nouvelle charge aux habitans, comme quand on veut augmenter, au profit de la fabrique ou du curé, les droits des enterremens, ou établir quelque autre imposition semblable, l'opposition d'un seul paroissien suffit pour empêcher l'effet de la délibération, jusqu'à ce qu'elle ait été confirmée par la justice. Cette décision est fondée sur ce qu'il

qu'il est de principe , que quand il s'agit d'une chose qui regarde personnellement chacun des membres d'un corps , il faut le consentement de tous. Tel est l'avis de Ferriere , de Duplessis , de Brodeau & de Godefroi (*). C'est aussi ce qu'a jugé le parlement de Dijon par un arrêt que rapporte Bouvot au mot *communauté* , tome 2 , question 37.

A l'exception de ce cas , l'opposition d'un particulier ne doit pas empêcher l'effet d'une délibération , à moins que cette délibération ne soit contraire au bon ordre ou à l'intérêt de la Paroisse.

Trois choses peuvent donner lieu à l'érection des nouvelles Paroisses.

1°. La nécessité & l'utilité qu'il y a de le faire par rapport à la distance des lieux , & l'incommodité que le public souffre pour aller à l'ancienne Paroisse , & la commodité qu'il trouvera à aller à la nouvelle.

2°. La réquisition des personnes de considération , à la charge par ces personnes de doter la nouvelle église.

3°. La réquisition des peuples , auxquels on doit procurer tous les secours spirituels , autant qu'il est possible.

Avant de procéder à une nouvelle érection , il est d'usage de faire une information *de commodo & incommodo*.

(*) In his , dit ce dernier auteur , quæ fiunt à pluribus ut ab omnibus , majoris partis consensus sufficit ; in his autem quæ fiunt à pluribus ut à singulis , non sufficit majoris partis consensus.

Lorsque le territoire d'une Paroisse est une fois assigné , un curé étranger ni personne , à l'exception de l'évêque , ne peut y faire des fonctions pastorales , ni exercer aucun droit paroissial au préjudice du propre curé.

Une maison bâtie sur les confins de deux Paroisses , est de celle sur le territoire de laquelle se trouve la principale porte d'entrée , ainsi qu'il a été décidé par arrêt du 5 mars 1650.

De ce qu'une église est paroissiale , il s'ensuit nécessairement qu'elle est à charge d'ames , au lieu que tout bénéfice à charge d'ames n'est pas une Paroisse. Le patronage est dû à celui qui a doté l'église paroissiale , ou qui a fourni à son entretien.

L'union de plusieurs Paroisses ensemble ne peut être faite que par l'évêque ; il faut qu'il y ait nécessité ou utilité , & ouïr les paroissiens.

On fait au prône des Paroisses la publication de certains actes , tels que les mandemens & lettres pastorales des évêques.

Les criées de biens saisis se font à la porte de l'église paroissiale.

Voyez les définitions canoniques ; les loix ecclésiastiques de France ; le traité du gouvernement des Paroisses ; la bibliothèque canonique ; les mémoires du clergé , &c. Voyez aussi les articles CURÉ , MARGUILLIER , FABRIQUE , &c.

PARQUET. C'est l'espace qui est renfermé par les sièges des juges & par le barreau où sont les avocats.

Le Parquet de la grand'chambre du parlement de Paris est l'enceinte qui est renfermée entre les sièges couverts de fleurs de lis. Il n'est permis qu'aux

princes du sang de croiser le Parquet, c'est-à-dire de le traverser debout, pour aller prendre leurs places sur les hauts sièges; les autres juges passent par des cabinets.

On appelle aussi Parquet le lieu où les gens du roi de quelque compagnie supérieure ou subalterne, tiennent leur séance pour recevoir les communications, & entendre plaider les causes dont ils sont juges, ou qui leur sont renvoyées.

PARQUET se dit encore pour signifier les gens du roi lorsqu'ils tiennent le Parquet.

PARRAIN. C'est celui qui tient un enfant sur les fonts de baptême.

Il est défendu par l'article 9 du règlement des réguliers, aux religieux & aux religieuses de servir de Parrains & de marraines.

On lit dans les mémoires du clergé, que le concile de Rheims ne juge point convenable que l'évêque dans son diocèse, le curé dans sa paroisse, & le bénéficié dans son bénéfice, fassent les fonctions de Parrain.

Le père & la mère du sujet baptisé ne peuvent pas non plus lui servir de Parrain ni de marraine.

Par arrêt du 21 août 1736, le Parlement de Provence a reçu le procureur général du roi appelant comme d'abus des ordonnances synodales de l'archevêque d'Aix, en ce qu'on pouvoit en induire que les curés étoient autorisés à refuser ceux qui se présentoient pour être Parrains ou marraines, sur le fondement de crimes prétendus notoires, d'une notoriété de fait; & la cour a fait défense au curé de Perillard, ainsi qu'à tous les

autres du diocèse , de refuser ou différer le baptême , sous prétexte qu'ils réputeroient les Parrains & marraines pour pécheurs publics ou pour infracteurs du précepte de la confession & communion paschale.

PARRICIDE. C'est celui qui tue son père. Il se dit aussi par extension de quelqu'un qui tue sa mère , ou son frère , ou sa sœur , ou ses enfans.

On appelle encore *Parricide* , le crime que commit le Parricide , & il se dit également du crime que commit celui qui attente sur la vie du souverain.

Solon interrogé pourquoi il n'avoit point prononcé de peine contre les Parricides , dit qu'il n'avoit pas cru qu'il pût se trouver quelqu'un capable de commettre un crime si énorme.

Cependant les autres législateurs de Grèce & de Rome ont reconnu qu'il n'y a que trop de gens dénaturés , capables des plus grands forfaits. Catacalla ayant tué son frère Geta entre les bras de Julie sa mère , voulut faire autoriser son crime par Papinien ; mais ce grand jurisconsulte lui répondit , qu'il étoit encore plus aisé de commettre un Parricide que de l'excuser.

Suivant la loi Pompeïa , rapportée en la loi 9, ff. *ad leg. Pompeiam* , & en la loi unique , au code *de his qui parentes vel liberos occiderunt* , celui qui étoit convaincu du crime de Parricide étoit d'abord fouetté jusqu'à effusion de sang , puis enfermé dans un sac de cuir avec un chien , un singe , un coq & une vipère , & en cet état , jeté dans la mer ou dans la plus prochaine rivière. La loi , rendant la raison de ce genre de

supplice , dit que c'est afin que le Parricide qui a offensé la nature par son crime , soit privé de l'usage de tous les élémens , savoir , de la respiration de l'air , étant au milieu de la mer ou d'une rivière , & de la terre qu'il ne peut avoir pour sa sépulture.

Les Egyptiens enfonçoient des roseaux pointus dans toutes les parties du corps d'un Parricide , & le jetoient en cet état sur un monceau d'épines , auxquelles on mettoit le feu.

Parmi nous ce crime est puni du dernier supplice , & la rigueur de la peine est augmentée selon les circonstances & la qualité des personnes sur lesquelles ce crime a été commis.

Par exemple : le fils qui tue ou qui empoisonne son père ou sa mère , est ordinairement condamné à faire amende honorable , à avoir le poing coupé , & à être ensuite rompu vif & jeté au feu : si c'est une femme ou une fille , on la pend & on la brûle. Ces peines se prononcent pareillement contre le fils qui est complice de l'assassinat de son père (*).

(*) *Un arrêt rendu au parlement de Paris le 12 décembre 1774 , a confirmé une sentence du bailliage du palais , qui étoit ainsi conçue :*

Nous avons déclaré Charles-Mathias Cellier , dûment atteint & convaincu d'avoir , le 2 décembre présent mois , sur les huit heures & demie du soir , assassiné de guet-à-pens & de dessein prémédité , Antoine Chabert père , de deux coups de couteau , dont il est mort dans la nuit ; & Louis-Antoine Chabert fils , dûment atteint & convaincu de complicité avec ledit Cellier ; de l'avoir engagé , pressé & sollicité à différentes fois d'assassiner son dit père ; d'avoir en dernier lieu concerté avec lui le jour & l'heure de l'assassinat , & la manière dont il seroit fait ; d'avoir lui-même

C'est ainsi que par arrêt du 16 décembre 1767, le parlement de Paris a condamné Antoine Du-

essayé la veille, en présence de Cellier, le couteau destiné à cet effet, & conseillé audit Cellier de l'aiguïser & affiler pour plus de sûreté, afin de ne point manquer son coup; & d'avoir, immédiatement après l'assassinat commis, débarrassé l'assassin des mains de son père, & procuré son évasion: en conséquence, avons déclaré Parricide ledit Chabert fils; pour réparation de quoi avons condamné, savoir, ledit Chabert fils à faire amende honorable, nud en chemise, la corde au cou, tenant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres, au devant de la principale porte & entrée de l'église métropolitaine de notre-dame de cette ville, où il sera mené & conduit par l'exécuteur de la haute justice, dans un tombereau, ayant écriteau devant & derrière, portant ces mots (*Parricide & coupable de l'assassinat de son père*); & là, étant nue tête & à genoux, en présence dudit Cellier, dire & déclarer à haute & intelligible voix, qu'il a méchamment & indignement fait assassiner son père par ledit Cellier, dont il se repent & demande pardon à dieu, au roi & à justice; ce fait, à avoir le poing coupé sur un poteau qui sera planté au devant de la dite église, & à être ensuite mené, avec ledit Cellier, dans le même tombereau, en la place Dauphine de cette ville, pour y être rompu vif & mis ensuite sur une roue, la face tournée vers le ciel, pour y demeurer tant & si long-temps qu'il plaira à dieu lui conserver la vie, après quoi sera son corps mort brûlé à un bûcher préparé à cet effet dans la dite place, & ses cendres jetées au vent; & en ce qui concerne ledit Cellier, l'avons condamné à avoir les bras, jambes, cuisses & reins rompus vif, sur un échafaud qui pour cet effet sera dressé en ladite place, & à être mis ensuite sur une roue, la face tournée vers le ciel, pour y demeurer tant & si long-temps qu'il plaira à dieu lui conserver la vie; avons déclaré les biens desdits Chabert & Cellier, situés en pays de confiscation, acquis & confisqués au roi ou à qui il appartiendra, sur iceux ou autres non sujets à confiscation, préalablement pris la somme de deux cents livres d'amende envers le roi, au cas que confiscation n'ait lieu; avons ordonné en outre

pont , laboureur , à faire amende honorable , ayant un écriteau devant & derrière , portant ces mots (*Parricide de dessein prémédité*) ; à avoir le poing coupé , & à être ensuite rompu vif & jeté au feu , pour avoir assassiné son père.

Par un autre arrêt du 18 février 1775 , la même cour a condamné Paul Quentin , Thomas Quentin , & Marguerite Quentin , à faire amende honorable nuds en chemise , la corde au cou , au-devant de la principale porte & entrée de l'église cathédrale de la ville d'Auxerre , ayant chacun écriteau devant & derrière , portant ce mot (*Parricide*) , & à avoir chacun le poing coupé , ensuite lesdits Paul & Thomas Quentin conduits sur un échafaud par l'exécuteur de la haute justice , pour y être rompus vifs & mis sur une roue ; & leurs corps morts jetés dans un bûcher pour y être brûlés , & leurs cendres jetées au vent ; & ladite Marguerite Quentin à être pendue & étranglée , son corps mort aussi brûlé , & ses cendres jetées au vent , pour avoir frappé & meurtri Edme Quentin leur père , dont la mort est arrivée le même jour.

Par un autre arrêt du 17 décembre 1777 ; François Liegé , vigneron à Montigny , a été condamné à être conduit dans un tombereau par l'exécuteur de la haute justice au-devant de la

que la somme de deux cent vingt livres , dont ledit Chabert fils a été trouvé saisi lors de sa capture , & qui a été depuis déposée au greffe dudit bailliage , sera remise au curé de la basse sainte-chapelle , pour être employée à faire prier dieu pour le repos de l'ame dudit Chabert père ; à remettre ladite somme le greffier dudit bailliage contraint , quoi faisant déchargé. Ordonne que la présente sentence sera imprimée , publiée & affichée par-tout où besoin sera.

principale porte de l'église de Châtillon-sur-Marne, pour y faire amende honorable ; nu-pieds, nu-tête & en chemise, ayant la corde au cou, tenant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres, ayant écriteau devant & derrière, portant ces mots (*doublement parricide*) ; ensuite à avoir le poing coupé sur un poteau planté au devant de ladite église ; ce fait, mené dans le même rombereau, en la place publique de ladite ville, pour y être rompu vif par ledit exécuter, & son corps mort jeté dans un bûcher ardent, pour y être réduit en cendres, & les cendres jetées au vent, pour avoir égorgé ses père & mère.

On punit pareillement comme Parricide, le gendre ou la bru qui tuent leur beau-père ou leur belle-mère.

Par arrêt du 16 juin 1778, le parlement de Paris a condamné Jean Portier, laboureur, à être conduit par l'exécuter de la haute justice au-devant de la porte de la principale église de la ville d'Angoulême, pour y faire amende honorable, nu-pieds, nu-tête & en chemise, tenant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres, ayant la corde au cou & écriteau devant & derrière, portant ces mots (*Empoisonneur de ses beau-père & belle-mère*) ; à être ensuite mené en la place publique de ladite ville d'Angoulême, pour, sur un échafaud, y être rompu vif, & jeté au feu, pour y être réduit en cendres, & ses cendres jetées au vent.

Le frère qui tue son frère ou sa sœur, est aussi puni comme Parricide ; mais le genre de mort est plus ou moins sévère, suivant les circonstances & l'atrocité du crime.

Par arrêt du 26 juin 1779, le parlement de Paris a condamné Pierre Bellefaye à être rompu vif & brûlé dans la place publique de la ville d'Angoulême, pour avoir assassiné son beau-frère & avoir brûlé son cadavre.

Le crime du mari qui tue sa femme, ou de la femme qui tue son mari, est encore considéré comme une espèce de Parricide que l'on punit sévèrement.

Par arrêt du 10 juillet 1766, Jean Moulin, convaincu d'avoir assassiné Marie Catherine Maty sa femme, a été condamné à faire amende honorable, à avoir le poing coupé, & à être ensuite rompu vif & jeté au feu.

Le parlement de Paris a prononcé les mêmes peines par deux arrêts des 26 septembre 1767 & 16 mai 1778, contre Laurent Burgeron, & Edme Bougé, qui avoient assassiné leurs femmes.

Par un autre arrêt du 3 octobre 1775, Marguerite Vial a été condamnée à faire amende honorable, à avoir le poing coupé, & à être ensuite pendue & étranglée à saint Etienne en Forez, pour avoir assassiné François Thomachon, son mari, en lui donnant un coup de couteau dans le ventre.

Par un autre arrêt du premier septembre 1778, Pietrette Desmoulins a été condamnée à être conduite dans un tombereau par l'exécuteur de la haute justice, au-devant de la principale porte de l'église de Paris, pour y faire amende honorable, nu-tête, nu-pieds & en chemise, ayant la corde au cou, & tenant en sa main une torche de cire ardente du poids de deux livres, avec

écriteau devant & derrière, portant ces mots (*Affassin de son mari*) ; à être ensuite menée dans le même tombereau en la place Maubert, pour y être pendue & étranglée à une potence dressée à cet effet, & son corps mort jeté dans un bûcher ardent pour y être brûlé, pour assassinat par elle commis de dessein prémédité, à coups de bûche, la nuit du 29 au 30 août dernier, envers le nommé François Vanderguins son mari.

Indépendamment des peines corporelles, les loix civiles & divers arrêts ont déclaré les Parricides indignes de succéder à ceux dont ils avoient causé la mort. Il avoit même été jugé différentes fois que les enfans du Parricide étoient incapables de succéder aux biens de celui qui avoit été tué ; & tel étoit l'avis de Lebrun : mais par arrêt du 4 mai 1723, cité par Ferrière, il a été décidé que l'incapacité des enfans d'un fils Parricide de succéder à leur aïeul, ne devoit pas avoir lieu à l'égard des enfans nés avant le crime de leur père.

Le simple attentat dans le crime de Parricide, quoique non suivi de mort, se punit du dernier supplice, lorsque cet attentat est joint à un acte qui caractérise l'intention de commettre ce crime. C'est pourquoi si un fils tiroit sur son père un coup de fusil sans le tuer, il n'en seroit pas moins condamné à mort.

Un arrêt du 17 juin 1699 condamna la dame Tiquet à avoir la tête tranchée, pour avoir été complice de l'assassinat de son mari, quoique la mort n'eût point suivi cet assassinat.

La fureur qui procède d'un dérangement d'esprit, peut faire excuser le Parricide ; mais, dans

ce cas, on doit ordonner que l'auteur du Parricide sera renfermé & gardé par les soins de ses parens.

L'action qui dérive du crime de Parricide, ne se prescrivait point en droit, & l'accusation en étoit perpétuelle, suivant la loi dernière, *ff. ad leg. Pompeiam de Parricid.* mais parmi nous cette action se prescrit, comme pour tous les autres crimes, par l'espace de vingt ans.

PART. Voyez EXPOSITION DE PART, SUPPRESSION DE PART, ET GROSSESSE.

PART. Portion de quelque chose qui se divise entre plusieurs personnes.

On appelle *Part héréditaire*, ce que quelqu'un prend à titre d'héritier dans une succession, & *Part avantageuse*, la portion que l'aîné a dans les fiefs, outre son préciput. On lui donne l'épithète d'*avantageuse*, parce que l'aîné prend plus que les puînés.

On appelle *Part d'enfant le moins prenant*, la portion de la succession du père ou de la mère qui revient à l'enfant qu'ils ont le moins avantage. Les pères ou mères qui se marient ne peuvent donner à leur second conjoint qu'une *Part d'enfant le moins prenant*.

On appelle *Part offerte*, la consignation judiciaire & dûment signifiée du principal d'un cens rachetable. Cette consignation fait cesser la rente du cens, du jour de la présentation.

On appelle *Part personnelle*, celle dont un cohéritier, colégataire, ou codonataire, ou autre propriétaire, est tenu dans quelque chose, comme

dans les dettes ; celui qui est héritier pour un tiers , doit un tiers des dettes : cela s'appelle *la part personnelle*. On la qualifie ainsi , pour la distinguer de ce qu'il peut devoir autrement , comme à cause de l'hypothèque en vertu de laquelle il est tenu pour le tout.

Voyez les articles , AÎNÉ , SUCCESSION , HÉRITIER , OBLIGATION , PARTAGE , &c.

PART-METTANT. Lorsque plusieurs personnes acquièrent un fief conjointement , il dépend d'elles , pour en empêcher le depié , de convenir que l'une d'entre elles fera seule la foi & hommage au seigneur pour toutes les autres , qui sont néanmoins chargées de contribuer , au prorata de leurs portions , aux frais de la prestation de la foi & hommage , & au paiement de tous les devoirs du fief. C'est cette espèce de parage conventionnel , qu'on appelle dans les coutumes de Poitou , d'Angoumois , de Saint-Jean-d'Angely & dans l'usage de Saintes , tenure en *Part-mettant* , ou , comme on le voit dans plusieurs titres des fiefs régis par ces mêmes coutumes , tenure *en aide de devoir*.

La tenure en Part-mettant peut avoir lieu , soit que le fief soit possédé indivisément , soit qu'il soit partagé entre les coacquéreurs & leurs descendans. Mais , dans ce dernier cas , il faut que celui qui est chargé de rendre les hommages pour les autres , conserve l'hôtel principal ou le chef d'hommage du fief , lorsqu'il y en a un , & le tiers du fief qui en tient lieu , lorsqu'il n'y en a pas. Autrement il y auroit depié de fief au profit du seigneur dominant , suivant l'esprit des articles 30 & 130 de la coutume de Poitou.

Tout ce qui concerne cette matière doit se régler par les principes qu'on a exposés aux mots GARIMENT, PARAGE CONVENTIONNEL, & PART-PRENANT.

Voyez les autorités citées à la fin de ce dernier article.

(*Article de M. GARRAN DE COULON, avocat au parlement*).

PART - PRENANT. Suivant Ragueau dans son indice des droits royaux, „ tenir comme „ *Part-prenant*, c'est quand l'on acquiert portion „ d'un fief, avec la charge de contribuer aux frais & „ devoirs ; quand l'on tient partie d'un fief, du „ commencement, non par droit successif, mais „ par transport, par aliénation, ou à la charge „ d'en payer aucun devoir „.

Cette définition conviendrait mieux à la tenure en *Part-mettant*, comme on peut le voir sous ce dernier mot. La tenure en *Part-prenant* est proprement cette espèce de parage conventionnel, suivant laquelle l'un de plusieurs coacquéreurs d'un fief, ou de leurs représentans, qu'on appelle par cette raison *le chemier*, est chargé seul de faire la foi & hommage, & de rendre au seigneur tous les autres devoirs de fief à ses frais, quoique les autres coacquéreurs du fief, ou leurs représentans, partagent avec lui les émolumens du fief.

Comme il faut nécessairement que le chemier, dans les parages conventionnels ainsi que dans le parage légal, ait seul le chef d'hommage, c'est-à-dire, l'hôtel principal du fief, ou le tiers, qui en tient lieu lorsqu'il n'y en a pas, il n'est pas étonnant qu'on le charge quelquefois seul de la

prestation de ces devoirs à ses frais. On peut néanmoins aussi convenir que ceux qui participent aux émolumens du fief, en supporteront les charges proportionnellement. Alors les copropriétaires du chemier sont tout à la fois Part-prenans & Part-mettans. Cette convention est la plus fréquente, & voilà pourquoi les tenures en Part - prenant & Part - mettant sont très-souvent confondues dans les titres & dans les commentateurs des coutumes.

Suivant l'article 107 de la coutume de Poitou, les tenures en Part-prenant & en Part-mettant, à la différence du parage légal, s'établissent par convention ou longue usance, qui tient lieu d'une convention tacite. Il suit de là, que ces sortes de parages conventionnels ne doivent pas finir de la même manière que le parage légal, quelque mutation qui puisse arriver dans les portions du chemier ou de ses coteneurs, même à titre de vente. Il faut nécessairement, pour les faire cesser, une convention contraire, ou un long usage, qui la fasse présumer.

Cela n'a pas lieu néanmoins pour cette espèce de tenure en Part-prenant qu'établit l'article 243 de la coutume de Poitou. Suivant l'usage local dont parle cet article, le survivant des conjoints, lorsqu'il n'y a pas d'enfans de leur mariage, a l'usufruit de tous les conquêts de la communauté, s'il ne se remarie pas, & le mari, s'il survit, ou les héritiers du mari, s'il meurt le premier, fera les hommages desdits acquêts, & non pas la femme, ni les héritiers de la femme.

La coutume a cru qu'il n'étoit pas nécessaire de rien changer à l'hommage, puisque, par l'événement du partage, le mari ou ses héritiers

pouvoient conserver la totalité du fief dont il avoit eu seul l'administration durant la communauté. Il n'y a donc dans ce cas qu'une extension au droit commun, suivant lequel le mari a toujours le droit de rendre seul l'hommage, non seulement pour les fiefs de la communauté, mais même pour tous ceux de sa femme; & ce n'est là une tenure en Part-prenant & Part-mettant, que très-improprement.

Au reste, les tenures en Part-prenant & en Part-mettant ne sont connues que dans les coutumes de Poitou, d'Angoumois, de Saint-Jean-d'Angely, & dans l'usage Saintes. On trouvera les principes généraux de cette matière, aux mots GARIMENT & PARAGE CONVENTIONNEL.

Voyez ces deux articles; le chapitre 11 de la digression de Beschet sur les parages; les articles 91, 94, 95, 99, 106, 107, 118, 122, 133, 136, 139, 140, 143, 281 & 282 de la coutume de Poitou; l'article 22 de la coutume de Saint-Jean-d'Angely, l'article 20 de celle d'Angoumois, & les commentateurs de ces coutumes.

(Article de M. GARRAN DE COULON, avocat au parlement).

PARTAGE. C'est la division qui se fait entre plusieurs personnes, de biens ou effets qui leur appartiennent en commun, ou en qualité de cohéritiers, ou comme copropriétaires, à quelque titre que ce soit.

On fait le Partage d'une succession d'une communauté, &c.

Du Partage d'une succession.

Lorsqu'un défunt a laissé à plusieurs héritiers sa succession, ils deviennent propriétaires chacun pour sa portion indivise; d'où il suit, que chacun d'eux a contre ses cohéritiers une action pour les obliger au Partage des biens qui leur appartiennent en commun.

Cette action est imprescriptible, parce qu'ils ne jouissent en commun qu'à la charge du Partage, & en attendant le Partage.

Il y auroit lieu à cette action, quand même les cohéritiers seroient convenus entre eux qu'ils ne pourroient jamais exiger le Partage. La raison en est, que cette convention étant contraire à la nature de la communauté des biens, elle ne peut être valable. En effet, la communauté de biens est un état dont la durée ne peut pas être perpétuelle. *Nulla societatis in aeternum actio est*, dit la loi 70, au dig. *pro socio*.

Pareillement, si un défunt défendoit par son testament à ses héritiers de Partager ses biens, cette défense ne produiroit aucun effet, & n'empêcheroit pas que l'action de Partage ne pût être exercée.

Des cohéritiers peuvent néanmoins convenir valablement, & le testateur ordonner de différer le Partage jusqu'à un certain temps.

La raison en est, que cette convention des parties & cette volonté du testateur n'ont rien de contraire à la nature de la communauté des biens, & qu'il est même souvent de l'intérêt commun que le Partage se fasse dans un temps plutôt que dans un autre.

Quand

Quand une telle convention ou une telle ordonnance de volonté dernière ont lieu, l'action de Partage ne peut pas être exercée avant le temps déterminé.

Non seulement il y a lieu à l'action de Partage quand des cohéritiers se trouvent jouir en commun des biens d'une succession, mais encore lorsque chacun d'eux se trouve jouir séparément de divers héritages de la succession, parce qu'ils sont censés posséder ainsi les uns pour les autres, & à la charge de se rendre compte respectivement.

Cependant si cette jouissance séparée duroit entre majeurs depuis trente ans passés, & que cela pût se prouver, soit par témoins, soit par des titres, tels que des baux que les possesseurs auroient faits des héritages dont ils jouissoient séparément, ces possesseurs pourroient se faire maintenir dans leur jouissance séparée contre l'action de Partage, attendu qu'en cas pareil cette action est sujette à la prescription de trente ans, comme les autres actions. Cette décision est fondée sur ce que le laps de temps fait présumer qu'il y a eu un partage dont l'acte a pu se perdre.

On croyoit autrefois qu'il n'y avoit que les héritiers majeurs qui pussent obliger leurs cohéritiers à partager une succession dans laquelle il y avoit des immeubles : on disoit que les mineurs ni leurs tuteurs ne pouvoient être autorisés à provoquer un tel Partage, sur le fondement que cet acte contient aliénation : mais un arrêt rendu au parlement de Paris le 8 janvier 1768, a jugé au contraire. On a pensé qu'un tuteur pouvoit faire tout ce que le père de famille avoit le droit de faire, & que par consé-

quent il pouvoit faire procéder à un Partage. D'ailleurs, il y a des cas où il est plus avantageux aux mineurs de vendre leurs immeubles que de les garder, & alors la justice ne fait nulle difficulté d'autoriser de pareilles ventes : par la même raison, lorsqu'un mineur ne peut, sans inconvénient, rester possesseur par indivis avec ses cohéritiers majeurs, pourquoi ne pourroit-il pas provoquer le Partage?

Un mari peut, sans la participation de sa femme, obliger les cohéritiers de celle-ci au Partage des meubles de la succession, parce qu'il a le droit d'exercer les actions mobilières de sa femme : mais il faut qu'il agisse conjointement avec elle, lorsqu'il s'agit du partage des immeubles, parce qu'il n'a pas le droit d'exercer les actions immobilières de sa femme sans elle.

Cependant si, par une clause du contrat de mariage, les successions à échoir à la femme devoient entrer en communauté, le Partage en pourroit être provoqué par le mari sans le concours de la femme, par la raison que, durant le mariage, il est seul maître de tous les droits de la communauté.

Le Partage d'une succession se fait à l'amiable par acte pardevant notaire (*), & même souvent

(*) *Formule de Partage de succession.*

Pardevant les notaires, &c. furent présens Claude, tant en son nom que comme tuteur de Jacques, son frère mineur; Marie, femme autorisée par Nicolas, &c. son mari, à l'effet des présentes; & Anne, &c. fille majeure, demeurans, savoir, &c. tous enfans & héritiers chacun pour un quart, par bénéfice d'inventaire, de Paul & Nicole, leurs père & mère; disant que par le décès de leursdits père

par acte sous feing privé ; ou il se fait par le juge , ce qui se pratique fréquemment quand quelqu'un des copartageans est mineur.

& mère , il leur appartient plusieurs héritages & rentes , sur lesquels , pour égaler lesdits Jacques & Anne , il convient prendre , avant le Partage , la somme de douze mille livres , pour chacun desdits Jacques & Anne , qui est pareille somme que lesdits Claude & Marie ont reçue desdits défunts , leurs père & mère , en mariage & avancement d'hoirie , & du surplus en faire Partage entre eux tous. Pour à quoi parvenir , & suivant l'avis des patens dudit mineur , homologué par sentence du jour , &c. lesdites parties ont accordé à l'amiable & de bonne foi les égalemens & Partages qui suivent ; savoir , que lesdits Jacques & Anne prendront pour leur également chacun moitié de douze cents livres de rentes , constituées audit défunt leur père , par Pierre , &c. par contrat passé pardevant , &c. ladite rente rachetable au denier vingt de la somme de quatre-vingt-quatre mille livres ; au moyen de quoi lesdits Jacques & Anne demeureront égalés auxdits Claude & Marie , à commencer à en percevoir les arriérages , &c. à toujours. Et quant aux intérêts desdites sommes de douze mille livres , que chacun desdits Jacques & Anne ont reçues en mariage & avancement d'hoirie desdits défunts leurs père & mère , & qu'ils doivent rapporter depuis les jours de leurs décès , compensation en a été faite avec la somme de . . . prise par lesdits Jacques & Anne , & avec les nourritures & entretenemens à eux fournis depuis lesdits décès. Les parties ont pareillement reconnu avoir fait partage des meubles & des sommes contenus en l'inventaire fait après le décès desdits défunts leurs père & mère , & de celles provenues de la vente qui en a été faite , montant le tout à la somme de huit mille livres ; ledit Claude en a pris celle de quatre mille livres , tant pour lui que comme tuteur dudit Jacques ; & lesdites Marie & Anne en ont pris chacune celle de deux mille livres , de sorte que les parties sont contentes : de sorte qu'il ne reste plus à partager entre elles que les héritages substitués à leur profit par leurs aïeux , dont lesdits père & mère n'ont eu que la jouissance leur vie durant , qui sont la maison sise , &c. &

Quand les choses sont indivisibles de leur nature, comme un droit de servitude, un droit

deux maisons, fermes & héritages, sis à, &c. & quelques rentes : & désirant faire ledit Partage, ils ont fait voir, visiter, priser & estimer lesdites maisons & héritages, par experts & gens à ce connoissant, qui en ont fait leurs rapports, signés & certifiés, datés des jours, &c. En conséquence desquels & des sentences sur ce rendues, lesdites parties ont fait & accordé ledit Partage, & fait quatre lots les plus justes & égaux qu'il leur a été possible, selon qu'il suit :

Le premier lot aura & lui appartiendra la moitié de la maison sise à Paris, rue, &c. consistant en deux corps de logis, cour, puits en icelle, tenant d'une part, &c. estimé le total par lesdits experts, à la somme de seize mille livres, ci 16000 liv.

Le second lot aura & lui appartiendra l'autre moitié de ladite maison, pour pareille somme de seize mille livres, ci 16000 liv.

Le troisième lot aura & lui appartiendra la maison sise, &c. tenant d'une part, &c. consistant en plusieurs bâtimens, cour & jardin, &c. estimé le tout ensemble par lesdits experts à la somme de quinze mille livres, ci . . . 15000 liv.

Le quatrième lot aura & lui appartiendra la maison sise, &c. tenant d'une part, &c. consistant en un corps de logis, grange, étable, pressoir, &c. contenant ensemble quatre arpens ou environ, huit arpens de vignes en plusieurs pièces, vingt arpens de terres labourables, & cinq arpens de prés ; le tout assis au, &c. & estimé par lesdits experts la somme de douze mille livres, ci . . . 12000 liv.

Item, aura ledit quatrième lot cinquante livres de rente de bail d'héritages dus par Pierre, &c. vigneron audit lieu, rachetable de la somme de mille livres, ci . . . 1000 liv.

Item, aura cinquante livres de rente, &c.

Item, &c.

Somme total dudit quatrième lot, montant à la somme de quinze mille huit cents livres, ci . . . 15800 liv.

Somme totale desdits quatre lots montant à celle de soixante-deux mille huit cents livres, en sorte que, pour égaliser lesdits quatre lots, il doit être payé de soute & de

honorifique , &c. , ou qu'elles ne peuvent commodément se partager , si les copropriétaires ne veulent plus en jouir en commun , il faut qu'ils s'accordent pour en jouir tour à tour , ou qu'ils en viennent à la licitation.

La manière de procéder au Partage à l'amiable , est de convenir du nombre des lots qu'il s'agit de faire , de ce qui doit entrer dans chaque lot , & de la destination de chacun des lots.

Quand les parties ne s'accordent pas sur la nécessité ou possibilité du Partage , la partie qui

retour au troisième lot , sept cents livres ; savoir , par les premier & second lots la somme de six cents livres , & par le quatrième cent livres.

Ensuite ont été faits quatre billets de papier égaux , & mis dans un chapeau pour être jetés au sort ; & lesdits lots ayant été long-temps remués par jeune enfant , il en a tiré un qu'il a donné à de quels lots les parties se sont contentées , comme justes & égaux : au moyen de quoi ledit Claude a présentement payé à ladite Anne la somme de de soute & retour dudit Partage , &c. , pour desdits lots échus jouir par les parties , & en faire & disposer par elles , leurs hoirs & avans-causes , à leur volonté , comme de chose à eux appartenant ; à commencer ladite jouissance , &c. aux charges des cens , droits seigneuriaux & rentes foncières que les héritages peuvent devoir envers les seigneurs d'où ils relèvent , que les parties n'ont pu à présent déclarer au vrai , de ce requises suivant l'ordonnance. Et quant aux loyers desdits héritages & arrérages desdites rentes échus auparavant , seront partagés entre eux également à mesure qu'ils se recevront , & ont donné pouvoir audit Claude de les recevoir , en donnant quittance valable , & contraindre les débiteurs , si besoin est.

Comme aussi demeureront en commun les rentes & sommes dues par , &c. & en sera poursuivi le recouvrement & paiement à frais communs. Et moyennant le présent Partage , lesdites parties ont cédé & transféré respectivement l'une à l'autre tous droits de propriété , &c.

veut qu'il ait lieu, doit faire assigner ses cohéritiers devant le juge du lieu où la succession est ouverte, pour faire ordonner qu'elle sera partagée.

S'il y avoit des dettes ou autres charges de la succession, pour l'acquittement desquelles la vente des meubles fût nécessaire, aucun des héritiers ne pourroit empêcher cette vente, à moins qu'il n'offrît des deniers comptans pour payer sa part de ces dettes ou charges.

S'il n'étoit pas nécessaire de vendre tout pour l'acquittement des charges, un héritier seroit bien fondé à demander qu'on ne vendît que jusqu'à la concurrence de ces charges, & que l'on commençât par la vente des effets périssables & de ceux qui sont les moins précieux.

Dans l'opération du Partage doit entrer le compte mobilier des sommes dont chaque héritier est obligé de faire raison à ses cohéritiers, & de celles dont il doit lui être fait raison.

Après ce compte, on dresse un état des héritages ou immeubles dont la succession est composée, & l'on exprime la somme à laquelle on les a estimés.

Cette estimation peut se faire à l'amiable quand tous les cohéritiers sont majeurs : mais s'ils ne s'accordent pas sur la valeur des choses à partager, l'estimation en doit être faite par des experts dont ils conviennent ou qu'ils font nommer par le juge.

Si quelqu'un des copartageans est mineur, il faut que l'expert soit nommé par le juge.

S'il se trouve des immeubles sujets à rapport, ils doivent être joints aux autres & estimés de la même manière.

Il faut distinguer dans l'état des immeubles, les biens nobles, & les estimer séparément lorsqu'il s'agit d'une succession directe dans laquelle l'aîné a une portion avantageuse, ou qu'il s'agit d'une succession collatérale, dans laquelle les biens de cette espèce appartiennent aux mâles, à l'exclusion des filles.

Comme on ne doit inférer dans l'état que ce qui est à partager, on ne doit pas y comprendre le manoir & le vol du chapon que l'aîné a choisis.

S'il se trouve différentes sortes de biens auxquels différens héritiers succèdent, il faut faire autant de sortes de Partages.

Il arrive souvent que les effets du lot assigné à chacun des copartageans, ne forment pas précisément la somme qui lui revient dans la masse : si un tel lot monte à une somme plus forte, on le charge d'un retour envers un autre des copartageans dont le lot se trouve plus foible.

Il y a des coutumes où les lots se tirent au sort : dans d'autres coutumes c'est l'aîné qui fait les lots, & le plus jeune qui choisit.

Celui qui a fait des frais pour parvenir au Partage, peut obliger ses cohéritiers d'y contribuer chacun pour leur part & portion ; il a même un privilège pour répéter ces frais sur les biens qui sont l'objet du Partage.

Le principal effet du Partage est de déterminer la portion de chacun des cohéritiers, & de la restreindre aux seuls effets qui lui sont assignés pour son lot ; en sorte que chaque cohéritier soit censé avoir succédé seul au défunt pour tous les effets compris dans son lot : ainsi le Partage ne doit pas être considéré comme un titre d'acqui-

sition par lequel un cohéritier acquiert de ses cohéritiers les portions indivises qu'ils avoient dans les effets qui lui sont assignés, avant qu'ils fussent partagés; c'est seulement un acte déclaratif de la propriété des choses auxquelles chaque cohéritier a succédé : jusqu'au Partage, chaque cohéritier avoit un droit indivis dans le tout, en sorte que tout lui appartenoit, sans néanmoins qu'aucune partie lui appartînt spécialement; mais le Partage, en déterminant ce qui doit appartenir à chaque cohéritier, fixe sa propriété distincte, & le rend propriétaire absolu de ce qui lui est échu.

Il suit de ce qu'on vient de dire, 1°. que les Partages ne donnent aucune ouverture aux profits féodaux ni censuels : 2°. que les hypothèques des créanciers de chaque cohéritier, se restreignent aux effets qui composent le lot de leur débiteur : c'est pourquoi, si ce lot n'étoit composé que de meubles, l'hypothèque des créanciers ne leur produiroit aucun effet, parce qu'ils ne pourroient pas l'étendre aux lots des autres cohéritiers qui seroient composés d'immeubles.

Observez néanmoins que des créanciers qui auroient intérêt à faire valoir leur hypothèque sur une succession échue à leur débiteur, pourroient intervenir au Partage de cette succession, afin d'empêcher que le lot de leur débiteur ne fût composé que de choses mobilières ou qui ne fussent point susceptibles d'hypothèque.

Les cohéritiers contractent l'un envers l'autre l'obligation de se garantir réciproquement la possession des choses qui composent le lot de chaque copartageant. C'est pourquoi, si l'un des cohé-

ritiers venoit à être évincé de quelques-unes des choses comprises dans son lot, ses cohéritiers seroient tenus de l'indemniser, pour maintenir l'égalité qui doit régner dans le Partage.

Mais, pour que l'éviction donne lieu à la garantie, il faut, 1°. qu'elle procède d'une cause antérieure au temps du Partage. Par exemple : si l'un des copartageans a eu dans son lot une métairie hypothéquée à un créancier de celui qui l'a vendue au défunt, & que ce copartageant ait souffert l'éviction de cette métairie en vertu de cette hypothèque, les autres copartageans sont tenus de dédommager celui qui est évincé. Mais il en seroit différemment si l'éviction procède d'une cause postérieure au Partage : supposez, par exemple, que le souverain ait fait tracer une grande route au travers d'une prairie échue dans le lot de Titius, & que celui-ci n'ait pu obtenir aucune indemnité à cet égard, il ne sera pas pour cela fondé à intenter l'action de garantie contre ses cohéritiers. C'est le cas d'appliquer la maxime *res perit domino*.

2°. il faut aussi, pour donner lieu à l'action de garantie, que l'éviction ne procède pas de la faute de celui qui a souffert cette éviction. Par exemple, si l'héritier dans le lot duquel une rente est tombée, a négligé de s'opposer à un décret, ou de faire les diligences qui auroient pu lui procurer son paiement, il n'est pas fondé à exercer l'action de garantie contre ses copartageans : mais il en seroit différemment si cet héritier ayant fait les diligences convenables, elles n'avoient rien opéré d'utile.

3°. Il faut encore, pour donner lieu à l'action de garantie, que l'éviction qu'a soufferte l'un

des copartageans , n'ait pas été exceptée de cette action par une clause particulière du Partage. Par exemple , si l'on avoit mis dans un lot un héritage , avec stipulation que la propriété en est contestée par le voisin , & que celui à qui le lot écherra fera valoir ses droits à cet égard , comme il jugera à propos , sans pouvoir exercer aucun recours contre ses cohéritiers , dans le cas où il viendrait à être évincé ; cette condition empêcheroit que le copartageant évincé ne pût intenter l'action de garantie contre ses cohéritiers.

L'effet de la garantie consiste en ce que chaque cohéritier est tenu , proportionnellement à la part dont il est héritier , d'indemniser celui qui a souffert l'éviction. On répare par ce moyen l'inégalité que l'éviction avoit causée dans les lots. Supposez , par exemple , que vous soyez quatre héritiers d'une succession qui montoit à vingt mille livres , & qu'après l'avoir partagée , un de vous ait souffert une éviction par laquelle son quart de cinq mille livres ait été réduit à trois mille livres ; il est clair que les trois autres héritiers doivent , pour réparer l'inégalité des lots , donner chacun cinq cents livres à celui qui a souffert l'éviction.

Les biens qui composent le lot de chaque copartageant , sont hypothéqués par hypothèque privilégiée , à toutes les obligations qui dérivent du Partage , telles que sont le retour en deniers ou rentes dont ce lot est chargé ; l'obligation de garantie envers les cohéritiers auxquels sont échus les autres lots ; les rapports des sommes données ou prêtées à quelqu'un des cohéritiers ; & enfin toutes les prestations personnelles dont un héritier peut être tenu envers ses cohéritiers.

Cette hypothèque privilégiée doit produire son effet dans le cas même où le Partage a été fait sous seing privé. La raison en est, qu'elle résulte de la nature même de l'acte de Partage, attendu que chaque héritier ne succède aux biens compris dans son lot, qu'à la charge de ces obligations : d'où il suit, qu'il ne peut transférer la propriété de ces mêmes biens à quelque personne que ce soit, que sous la charge qu'il en est lui-même devenu propriétaire.

Observez que les tiers acquéreurs des biens échus dans le lot d'un héritier, peuvent prescrire contre cette charge par une possession de dix ans entre présens, & de vingt ans entre absens, si ces biens sont situés dans une province où cette prescription a lieu, ou par une possession de trente ans dans les provinces qui n'admettent que la prescription trentenaire.

Les causes, telles que la violence, la surprise, l'erreur de fait, peuvent faire rescinder un Partage, comme elles font rescinder d'autres actes.

On restitue aussi les mineurs lésés dans un Partage, comme on les restitue contre tout autre acte où ils souffrent quelque lésion.

Mais il en est autrement des majeurs, la seule cause de lésion ne suffit pas pour les faire restituer contre un Partage, à moins qu'elle ne soit du tiers au quart ; c'est-à-dire, qu'elle ne soit de plus du quart.

Dans le cas de cette lésion, il faut que les majeurs obtiennent dans les dix ans, des lettres de restitution contre le Partage comme contre tous les autres actes.

On a agité la question de savoir si un Partage

fait entre des majeurs & des mineurs , pouvoit être rescindé dans l'espèce suivante :

Pierre Berson étant décédé , laissa pour héritiers Louis Berson son frère pour un tiers , la veuve Philippon sa sœur pour un autre tiers , & deux enfans mineurs représentans la femme Michelot leur mère , pour l'autre tiers.

En procédant au Partage des biens de la succession du défunt , il se trouva , entre autres effets mobiliers , six billets de 500 livres chacun de la première & de la seconde loterie royale , & l'on en mit deux dans chaque lot.

Le lot des mineurs ayant ensuite été subdivisé ; Pierre Michelot eut dans sa portion un des billets dont il s'agit , numéroté 5586 , & sa sœur , femme du sieur Pecquet , en eut un autre numéroté 22007. Il fut stipulé par le Partage , que *les parties jouiroient de ce qui venoit de leur être abandonné , & qu'elles demeureroient respectivement quittes & déchargées les unes envers les autres.*

En 1759 , un des deux billets de loterie mis dans le lot de Louis Berson , gagna une prime que ce particulier garda pour lui seul , sur le fondement que le sort des parties avoit été fixé par le Partage.

Pierre Michelot fut encore plus heureux ; son billet sortit de la roue de fortune avec un lot de 70 mille livres.

La femme du sieur Pecquet prétendit qu'elle devoit participer au bénéfice de ce billet , par la raison que les deux mineurs n'avoient eu originairement qu'un lot commun , & qu'une parfaite égalité doit régner dans la subdivision d'un pareil

lot, en sorte que la condition d'un des mineurs ne soit pas meilleure que celle de l'autre. La demande de la femme Pecquet fut d'abord contestée ; mais plusieurs avocats consultés l'ayant trouvée juste, le mineur *Michelot* déféra à cet avis, & les parties firent un accord en conséquence.

Cet accord fit imaginer à Louis Berfon & à la veuve Philippor de prendre des lettres de rescision & de demander de nouveaux Partages, où l'on feroit entrer le lot de 70 mille livres.

Pour appuyer cette demande, ils dirent, que si la qualité de *provisionnel* n'avoit pas été donnée au *Partage*, on n'avoit pas stipulé non plus qu'il fût définitif ; qu'on devoit présumer qu'il avoit été dans l'intention des parties de n'en faire qu'un provisionnel ; que l'on n'avoit compris dans ce Partage que la valeur réelle, & non la valeur accidentelle, & que par conséquent il falloit, pour établir l'égalité qui doit régner dans des lots de Partage, que les 70 mille livres de valeur accidentelle dont il s'agit, se partageassent entre tous les héritiers, &c.

Les mineurs, pour repousser la prétention de leurs adversaires, répondirent, qu'en général, des Partages faits avec égalité étoient immuables à l'égard des majeurs : ils convinrent qu'un Partage quelconque n'étoit ordinairement considéré que comme provisionnel à l'égard des mineurs, mais qu'on ne pouvoit douter qu'il ne fût définitif contre des majeurs, quand ils n'y avoient pas fait insérer qu'il ne seroit que provisionnel pour toutes les parties, &c.

Sur cette contestation est intervenue une sentence du châtelier qui a débouté les majeurs de

leur demande en entérinement des lettres de rescission qu'ils avoient obtenues , & ordonné l'exécution des Partages , dépens néanmoins compensés. Cette sentence a été confirmée par arrêt du 22 août 1768.

Du Partage d'une communauté.

Ce Partage ne doit avoir lieu qu'après la dissolution de la communauté , arrivée par la mort d'un conjoint.

Pour donner lieu à ce Partage , il ne suffit pas qu'il y ait eu une communauté stipulée par contrat de mariage , ou établie de plein droit par la coutume , il faut encore que la femme ou ses héritiers n'aient pas renoncé à la communauté ; car en ce cas il n'y a plus de Partage à faire ; tous les biens de la communauté appartiennent au mari ou à ses héritiers.

Il y a encore deux cas où le Partage n'a pas lieu ; l'un est lorsque la femme a été privée par un jugement du droit qu'elle avoit dans la communauté , pour cause d'indignité , comme pour crime d'adultère ; l'autre cas est lorsqu'il est dit par le contrat de mariage , qu'en cas de prédécès de la femme , ses héritiers seront exclus de la communauté.

Lorsqu'il n'y a point d'obstacle au Partage de la communauté , elle se partage en l'état qu'elle se trouve lors de la dissolution , c'est-à-dire , que l'on prend les biens en l'état qu'ils sont , & avec les dettes qui sont à la charge de la communauté.

On commence ordinairement le Partage des biens de la communauté par celui du mobilier ,

& ensuite on partage les immeubles (*); il arrive

(*) *Formule d'un Partage de communauté fait entre la veuve & les enfans d'un défunt.*

Pardevant les notaires, &c. furent présens Marie, &c. veuve & commune en biens de Guillaume le Blanc, demeurant, &c. d'une part; & Jacques Marchand, bourgeois de Paris, & Marguerite le Blanc, sa femme, qu'il autorise à l'effet des présentes, demeurant, &c. Nicolas le Blanc, demeurant, &c. & Claude le Blanc, émancipé d'âge, demeurant, &c. assisté & procédant sous l'autorité de son curateur, aux causes & actions, & encore tuteur à l'effet qui suit, élu & dites qualités de l'avis des parens & amis dudit mineur, homologué par sentence du lesquelles charges il a acceptées par acte étant ensuite de ladite sentence, lesdits Marguerite, Nicolas & Claude le Blanc, enfans & héritiers chacun pour un tiers dudit Guillaume le Blanc, leur père, d'autre part; lesquels ont dit que ledit défunt Guillaume le Blanc auroit laissé, entre autres biens de la communauté d'entre lui & ladite Marie, les meubles, marchandises, or & argent contenus en l'inventaire fait après le décès dudit Guillaume le Blanc à la requête desdites parties, le, &c. & la somme de six mille livres, ameublie audit défunt des biens propres de ladite Marie, par leur contrat de mariage, inventorié audit inventaire sous la cote première. *Plus*, en maisons, terres, héritages, rentes & dettes actives, dont les titres & papiers sont inventoriés audit inventaire; lesquels meubles & marchandises ont été vendus par procès-verbal de huissier, du n'ayant eu ladite Marie le dessein de continuer le trafic & négoce dudit défunt son mari, montant ladite vente à la somme de trente-trois mille six cents livres, y compris le contenu en *tels & tels* articles du procès-verbal, que ladite veuve a pris & retenu sur son préciput. Et pour procéder avec ordre & sans confusion audit Partage qui lui a été demandé par ses enfans, des biens de ladite communauté d'entre elle & ledit défunt leur père, ladite veuve y rapporte,

Premièrement, ladite somme de six mille livres, ameublie, ci 6000 liv.

aussi quelquefois qu'on ne fait qu'un même Partage

Item, la somme entière de trente-trois mille six cents livres, ci 33600 liv.

Plus, la somme de onze mille deux cents livres, que ladite veuve a déclaré avoir reçue depuis le décès dudit défunt jusqu'au des locataires des maisons appartenantes à ladite communauté, dont elle leur a fourni un mémoire des noms & surnoms, & des sommes payées par chacun desdits locataires en particulier, ci . . . 11200 liv.

De plus, rapporte ladite veuve en ladite communauté la somme de quatre mille livres, qui s'est trouvée en argent comptant dans le cabinet dudit défunt, qu'elle a prise en la présence & du consentement desdits enfans après le décès dudit défunt leur père, appartenant à ladite communauté, ci 4000 liv.

Revenant toutes lesdites sommes ensemble à celle de cinquante-quatre mille huit cents livres, ci . . . 54800 liv.

Sur laquelle somme de cinquante-quatre mille huit cents livres, lesdits enfans doivent préalablement tenir compte à ladite veuve leur mère, des sommes qu'elle a dépensées & payées pour la décharge de la communauté, en procédant à la confection dudit inventaire, & depuis la clôture d'icelui ; savoir,

Premièrement, la somme de treize cents livres pour la nourriture d'elle & de sesdits enfans depuis le jour du décès, &c. ci 1300 liv.

Item, payé à B la somme de cinq cents livres à lui due par obligation dudit défunt, passée, &c. . / 500 liv.

Item, à N la somme de quatre cents livres, ci 400 liv.

Item, pour les frais dudit inventaire & procès-verbal de la vente, la somme de seize cents livres, ci . . . 1600 liv.

Item, la somme de quinze mille livres que ladite veuve doit reprendre pour une maison à elle appartenante, &c. aliénée pendant le mariage par contrat, &c. ci . . 15000 liv.

Plus, la somme de douze cents livres pour son préciput, ci 1200 liv.

Quand il y a quelques sommes de deniers stipulés propres à la veuve par le contrat de mariage, il faut en faire
des

des meubles & des immeubles. On peut encore

mention en ce lieu , pour les déduire avec le préciput sur la somme dont elle est chargée , & dont elle fait le rapport à la communauté.

Tous lesquels payemens & reprises se montent ensemble à la somme de vingt mille livres , ci . . . 20000 liv.

De laquelle somme lesdits consentent qu'il soit fait déduction sur celle de cinquante-quatre mille huit cents livres , à laquelle se sont trouvé monter les effets mobiliers de ladite communauté. Au moyen de quoi il ne reste plus entre les mains de ladite veuve que celle de trente-quatre mille huit cents livres , à partager entre elle & sesdits enfans , de laquelle il lui appartient pour sa part en ladite communauté, moitié , montant à dix-sept mille quatre cents livres , & l'autre moitié de pareille somme auxdits enfans.

Sur laquelle somme de dix-sept mille quatre cents livres , revenant auxdits enfans , ladite veuve leur mère a droit de prendre celle de deux mille deux cents livres pour les frais funéraires & enterrement dudit défunt leur père , qu'elle a payée , ci 2200 liv.

Item , pour son douaire préfix une fois payé , la somme de quatre mille livres , ci 4000 liv.

La déduction faite desdites deux sommes de deux mille deux cents livres , d'une part , & de quatre mille livres , d'autre , il ne reste plus à payer auxdits enfans , de la part & portion à eux afférente en ladite somme de cinquante-quatre mille huit cents livres ci-dessus mentionnée , que la somme de onze mille deux cents livres , dont il a été présentement payé par ladite veuve audit celle de pour son tiers en ladite somme , à pareille somme aussi pour son tiers , dont ils sont contens & l'en quittent & déchargent. Et quant au surplus , montant à pareille somme de revenant audit Claude le Blanc mineur , ladite sa mère , promet & s'oblige lui en faire raison lorsqu'elle lui rendra compte de la tutelle qu'elle a eue de sa personne & biens , & la lui payer avec l'intérêt à raison du denier vingt , à peine , &c. Ladite veuve , au moyen desdites déductions , a pareillement quitté & déchargé sesdits enfans desdits frais funéraires &

mettre tout le mobilier dans un lot & les im-

enterrement, ensemble de son préciput & de son douaire préfix, & de toutes les sommes de deniers qu'elle a payées à la décharge de ladite communauté.

Quant aux immeubles de ladite communauté, lesdites parties désirant en jouir séparément, pour parvenir au Partage d'iceux, ont fait priser & estimer par gens experts à ce connoissant, les maisons, terres & héritages étant de ladite communauté, par . . . qu'ils ont nommés, & dont ils sont convenus à cet effet, lesquels ont dressé & rédigé leurs rapports, prises & estimations, qu'ils ont communiqués auxdites parties, & ayant été trouvés justes & raisonnables, elles ont fait deux lots desdites maisons, terres & héritages, autant justes & égaux que faire se peut.

Premier lot.

Le premier lot aura & lui appartiendra dès à présent & à toujours, une maison sise à Paris, &c. estimée par lesdits experts à la somme de, &c. aux charges des cens & droits seigneuriaux accoutumés, envers . . . seigneur censier de ladite maison, dont les titres sont inventoriés audit inventaire sous la cote trois.

Item, la ferme & héritage de, &c. située, &c. prise, &c.

Item, huit mille livres de rente rachetable de, &c. à prendre sur . . . & sa femme, par contrat passé, &c. inventorié sous la cote neuf.

Item, &c.

La somme totale de ce premier lot se montant à quatre-vingt-sept mille livres, partant plus fort de dix mille livres que le second lot; en conséquence de quoi, il fera soute au second lot de la somme de cinq mille livres.

Second lot.

Le second lot aura, &c. aussi dès à présent & à toujours, une maison, &c. pour la somme de, &c. prise & estimée, &c.

Item, &c.

meubles dans l'autre, lorsque cela convient aux par-

Item, la somme de cinq mille livres, dont le premier lot fait soute au présent lot, ci 5000 liv.

Somme totale de ce second lot, quatre-vingt-deux mille livres.

Desquels lots lescdites parties se contentent, étant justes & égaux, ainsi consentent qu'ils soient jetés au sort; & pour cet effet, elles ont appelé Pierre, jeune garçon à elles inconnu, passant dans la rue, &c. dans le chapeau duquel lescdites parties ayant mis deux billets de papier d'égale grandeur, & roulés l'un comme l'autre, dans l'un desquels étoit écrit *premier lot*, & dans l'autre *second lot*; ledit Pierre, après les avoir long-temps remués dans son chapeau, du consentement des parties & en leur présence, en a tiré un qu'il a donné à ladite veuve, & l'autre auxdits enfans; par l'ouverture desdits billets, s'est trouvé que le premier d'iceux est échu auxdits enfans, & le second à ladite veuve, leur mère.

Desquels lots lescdites parties comparantes se tiennent contentes & satisfaites, pour desdits biens jouir respectivement par eux, leurs hoirs & ayans-cause à toujours, à commencer la jouissance du &c. aux charges des cens & rentes foncières que lescdits héritages peuvent devoir aux seigneurs à qui ils sont dus, ainsi qu'ils sont détaillés dans les titres & contrats d'acquisition inventoriés audit inventaire; ce faisant, ladite veuve a confessé avoir reçu de Marguerite & Nicolas le Blanc, la somme de deux mille trois cent trente-trois livres six sous huit deniers, pour les deux tiers dont ils sont tenus en ladite somme de cinq mille livres de soute, de laquelle le premier lot appartenant auxdits enfans est chargé envers ledit lot échu à ladite veuve leur mère, dont elle est contente & les en quitte; & quant à l'autre tiers, ladite veuve le portera en dépense au compte qu'elle rendra audit mineur, dont elle a eu la tutelle.

Se sont lescdites parties transportées réciproquement tous droits de propriété, fonds, noms, raisons & actions qu'elles pourroient prétendre sur lescdits biens partagés, dont elles se sont réciproquement dessaisies & dévêtues l'une au profit

ties intéressées ; comme quand il s'agit du Par-

de l'autre , & consentent à ce qu'ils demeurent garans les uns des autres entre tous les copartageans , suivant la coutume , comme il est d'usage en fait de Partage ; reconnoissant lesdites parties , chacune à leur égard , avoir entre leurs mains les titres & pièces justificatives de la propriété des choses qui leur sont échues par le présent Partage , dont elles se quittent respectivement , & promettent s'en aider les uns les autres en cas de recours de ladite garantie.

Il faut ajouter la clause suivante , lorsque le douaire de la veuve consiste en une rente ou pension viagère.

Sans préjudicier à ladite veuve pour les six cents livres de rente & pension viagère que ledit défunt son mari lui a accordée pour son douaire préfix par sondit contrat de mariage , à prendre sur tous ses biens , lequel douaire lesdits enfans ont promis & s'obligent par ces présentes solidairement , sans division , discussion , ni fidéjussion , à quoi ils renoncent , de payer par chacun an à ladite veuve leur mère , en la maison à Paris , ou au porteur , la vie durant , aux quatre quartiers accoutumés également , dont le premier écherra au . . . &c. , & ainsi continuer de quartier en quartier par chacun an , durant la vie de ladite veuve leur mère , à prendre spécialement sur ladite maison & sur ladite rente à eux échue par ledit premier lot , & généralement sur tous les autres biens meubles & immeubles , présens & à venir , desdits , &c. qui en sont dès à présent chargés , affectés , obligés & hypothéqués , une obligation ne dérogeant à l'autre , & sans par ladite veuve déroger à son hypothèque & privilège du jour de son contrat de mariage. Car ainsi , &c.

Sous-division du lot échu aux enfans.

En conséquence du présent Partage , lesdits Jacques marchand , & Marguerite le Blanc sa femme , de lui autorisée , en leurs noms ; Nicolas le Blanc , & Claude le Blanc , mineur , procédant sous l'autorité de . . . de lui assisté comme son curateur & tuteur *ad hoc* , désirant par-

rage de la communauté d'un marchand défunt,

tager entre eux ledit premier lot à eux échu, pour jouir chacun de sa portion, & avant de procéder audit Partage, s'égaliser l'un & l'autre, comme il est requis, aux biens délaissés par ledit défunt leur père, ont fait les rapports & Partages qui suivent.

C'est à savoir, que lesdits marchand & sa femme ont reconnu avoir reçu dudit défunt Guillaume le Blanc & de ladite Marie, en faveur de mariage & avancement d'hoirie, la somme de vingt mille livres, comme il paroît par leur contrat de mariage & quittance, en date, &c. de laquelle somme de vingt mille livres ils doivent rapporter la moitié à la masse de ladite succession dudit Guillaume le Blanc, ou moins prendre, montant la moitié à la somme de dix mille livres. Ledit Nicolas le Blanc a pareillement reconnu avoir reçu dudit défunt Guillaume le Blanc son père, & de ladite veuve sa femme, en avancement d'hoirie, pour faire trafic & se mettre en boutique, la somme de huit mille livres, par acte passé, &c. de laquelle somme il doit rapporter à la masse de ladite succession la moitié, montant à quatre mille livres. A l'égard des intérêts dus desdites sommes rapportées depuis le jour du décès dudit sieur le Blanc, jusqu'au jour de les parties reconnoissent s'être fait à cette occasion toute raison. Et quant audit Claude le Blanc mineur, il n'a encore rien touché ni reçu en avancement de ladite succession, dudit défunt son père; de sorte, que pour être lesdites parties égales l'une & l'autre en la succession dudit défunt leur père, lesdits Nicolas & Claude le Blanc doivent prendre sur icelle, avant que lesdits Marchand & sa femme y puissent rien prendre, savoir, ledit Nicolas la somme de six mille livres, & ledit Claude le Blanc celle de dix mille livres. C'est pourquoi a été entre les parties procédé au Partage & subdivision dudit second lot, ainsi qu'il suit; savoir, qu'auxdits Jacques Marchand & Marguerite le Blanc, sera, demeurera & appartiendra à toujours la maison sise rue, &c. estimée par lesdits experts à la somme de vingt mille livres, faisant, avec celle de dix mille livres qu'ils doivent rapporter, la somme de trente mille livres; audit Nicolas le Blanc appartiendra à toujours la maison sise, &c. prisee

dont le fils veut continuer le commerce, & la veuve vivre du revenu de son bien.

la somme de vingt-cinq mille livres, faisant, avec celle de quatre mille livres qu'il est tenu de rapporter, celle de vingt-neuf mille livres; & audit Claude le Blanc la maison sise, &c. estimée vingt-deux mille livres, avec cinq cents livres de rente rachetable au denier vingt, la somme de dix mille livres à prendre sur, &c. le tout revenant à celle de trente-deux mille livres. Lesdites sommes ci-dessus, tant de prises desdites maisons & héritages, que lesdites rentes & rapports, montent ensemble à celle de quatre-vingt-onze mille livres, qui est pour chacun des copartageans trente mille trois cents livres six sous huit deniers. Par conséquent, le lot dudit Claude le Blanc étant plus fort que les deux autres, de la somme de seize cent soixante-six livres douze sous quatre deniers, il doit soute auxdit Marchand & sa femme de la somme de trois cent trente-trois livres six sous huit deniers; & audit Nicolas le Blanc, de celle de treize cent trente-trois livres cinq sous huit deniers, lesquelles seront payables dans, &c. & cependant en payera l'intérêt au denier vingt, du &c. Les parties ainsi égalées ont trouvé agréable le présent Partage; & lesdits Jacques Marchand & sa femme, & ledit Nicolas le Blanc, demeurent quittes & déchargés desdits rapports & intérêts d'iceux. Desdites maisons, héritages & rentes ci-dessus, jouiront ceux à qui elles sont échues, & en pourront, eux, leurs hoirs & ayans-cause, respectivement à toujours, faire & disposer comme de chose à eux appartenante, à commencer ladite jouissance dudit jour, &c. aux charges des cens & rentes foncières; & demeureront lesdits lots ci-dessus obligés & hypothéqués à la garantie les uns des autres, transportant tous droits, &c. reconnoissant lesdits Marchand & sa femme, Nicolas & Claude le Blanc, avoir chacun en leur possession les titres & papiers concernant les héritages & choses à eux ci-dessus délaissées; dont, &c. promettant, &c.

Quand les enfans sont chargés envers leur mère d'une rente viagère pour son douaire, ils s'en doivent charger

Si Souvent on procède à la vente des meubles de la communauté, au lieu de les partager : mais si l'une des parties veut avoir sa part en nature dans les meubles, on doit les partager, à moins qu'il ne soit nécessaire de les vendre pour acquitter les dettes exigibles de la communauté (*). Dans ce cas, on doit vendre jusqu'à concurrence de la somme qu'il faut pour payer les dettes.

Pour procéder au Partage des immeubles de

chacun pour telle part & portion dont ils sont héritiers ; & il doit en être fait mention dans leur Partage ou sous-divison, en ces termes :

Pour desdites choses ainsi partagées jouir séparément, leurs hoirs & ayans-cause, ainsi que bon leur semblera, au moyen des présentes, de ce jourd'hui à toujours, à la charge de la susdite garantie, & même de payer à ladite veuve leur mère le susdit douaire, chacun pour un tiers, qui est par chacun an, &c.

Quand il y a des propres appartenans au défunt père des copartageans, & que le douaire de la mère est douaire coutumier, ordinairement dans le Partage on n'y comprend pas les maisons & héritages dont la veuve jouit pour son douaire, & on les laisse non partagés, pour appartenir en commun & par indivis, à cause de la jouissance, & il en faut faire mention dans le Partage.

Auquel Partage les parties n'ont compris la maison délaissée à ladite Marie leur mère pour son douaire coutumier à elle constitué par ledit défunt Guillaume le Blanc, père commun des parties, par fondit contrat, &c.

(*) Il faut observer que si l'héritier du défunt est un mineur, son tuteur doit consentir à la vente des meubles si le survivant l'exige. Il est même du devoir d'un tuteur de faire procéder à une telle vente le plutôt qu'il le peut, pour en employer le prix en acquisition d'héritages ou de rentes qui produisent un revenu au mineur.

la communauté, on en dresse un état où chaque immeuble est estimé. La femme ou ses héritiers prélèvent sur les meilleurs effets à leur choix, la somme à laquelle se trouvent liquidées les reprises & autres créances de la femme, lorsqu'elles n'ont pas été payées sur le prix des immeubles.

Après ce prélèvement, le mari ou ses héritiers prélèvent aussi à leur choix sur les effets restans, la somme à laquelle se portent les reprises & créances du mari.

Ensuite on fait deux lots des conquêts qui restent à partager, dont l'un est pour le conjoint survivant, & l'autre pour les héritiers du prédécédé. Ces lots se tirent au sort.

Le Partage des biens de la communauté a, comme le Partage des biens d'une succession, l'effet de déterminer la part que chaque partie a dans les biens communs, aux choses qui par le Partage composent son lot.

Ainsi le mari est censé, d'un côté, avoir acquis pour son compte particulier tous les conquêts qui composent son lot; & d'un autre côté, il est censé n'avoir jamais été propriétaire en son propre nom, des conquêts qui forment le lot de la femme, ou de ceux qui la représentent.

Ce que nous avons dit de l'obligation de garantie, que produit le Partage en matière de succession, doit aussi s'appliquer au Partage des biens d'une communauté.

Du Partage d'une société.

Lorsqu'une société vient à se dissoudre, chaque associé peut seul former une demande en

Partage contre tous les autres, & les obliger à partager les effets qui sont restés indivis depuis la dissolution de la société.

Il faut qu'une telle demande soit formée contre tous les associés ; car si elle n'étoit formée que contre un seul, celui-ci seroit fondé à demander que le demandeur fût tenu de mettre en cause les autres associés.

Avant de procéder au Partage, on doit dresser le compte de ce que chaque associé doit à la société, & de ce que la société lui doit : après cela, on forme un état ou masse des différentes choses dont la société est composée, & ensuite on procède au Partage de la même manière que nous avons dit que cela se pratiquoit pour partager les biens d'une communauté entre conjoints.

Des droits de contrôle & autres concernant les différentes sortes de Partage.

Deux arrêts du conseil des 12 août 1694 & 11 janvier 1695, ont ordonné que les Partages de meubles ou d'immeubles qui seroient faits par les notaires royaux ou par les greffiers des juridictions, seroient contrôlés dans la quinzaine du jour qu'ils auroient été clos ; & il a été fait défense aux mêmes notaires & greffiers, de délivrer aucune expédition de ces Partages, aux juges d'ordonner aucun acte en exécution des mêmes Partages, & aux huissiers d'exploiter en conséquence, avant que ces Partages aient été contrôlés, à peine de nullité & de 300 livres d'amende contre chaque contrevenant.

Les dispositions de ces arrêts ont été réitérées par l'article 2 de la déclaration du 19 mars 1696,

& par l'article 8 de celle du 14 juillet 1699, sous peine de 200 livres d'amende pour chaque contravention.

A l'égard des Partages faits sous signature privée, ils sont dans le cas de tous les autres actes faits dans cette forme libre, c'est-à-dire, qu'ils ne sont assujettis au contrôle que quand on veut s'en servir, soit en justice, soit pour passer des actes publics en conséquence pardevant notaire ou autrement.

Cependant si des Partages sous signatures privées contenoient des retours de lots ou autres dispositions sujettes au centième denier, le fermier seroit fondé à demander, tant ce droit que les parties sont tenues d'acquitter dans les trois mois de la date de l'acte, à peine du triple droit, que le droit de contrôle, comme étant le salaire d'une formalité qui doit nécessairement précéder l'insinuation. *Voyez d'ailleurs l'article CONTRÔLE, tom. 15, pag. 520.*

Nous avons observé précédemment, qu'un Partage n'étoit point un titre d'acquisition, mais seulement un acte déclaratif de la propriété des choses échues dans le lot de chaque partageant: d'où il suit, qu'un acte de Partage n'est pas sujet par lui-même au droit de centième denier, qui n'est dû que pour les mutations de propriété ou d'usufruit d'immeubles.

Mais s'il est échu à l'un des copartageans quelque immeuble au delà de ce qui doit composer sa part, & qu'il soit obligé de payer pour cela une soute ou retour de lot aux autres copartageans, le droit de centième denier est dû pour cet objet, quand même il s'agiroit du Partage d'une succession directe. La raison en est,

que la somme payée par l'un des copartageans , aux autres , est le prix d'une acquisition qu'il fait jusqu'à cette concurrence. Il y a même des coutumes , telles que celles de Tours , de Nivernois & de Lorris , qui veulent que dans ce cas on puisse exiger des lods & ventes : cependant en général on favorise les premiers actes que font des cohéritiers ou copropriétaires , pour faire cesser l'indivis des biens qu'ils possédoient en commun : mais cette faveur , relative aux droits seigneuriaux , n'empêche pas que dans toutes les coutumes indistinctement , le droit de centième denier ne soit dû pour la soute (*), parce que ce droit a ses principes généraux qui dépendent de certaines loix particulières du souverain , & non des dispositions des coutumes.

Il y a néanmoins deux cas où le droit de centième denier n'est pas dû pour la soute. Le premier a lieu quand le paiement de la soute se fait avec des deniers provenans de la succession commune : la raison en est , que celui qui reçoit une soute de cette nature , n'est pas censé la recevoir de son copartageant à titre de paiement , & que l'on considère qu'il la prend dans la succession même jusqu'à concurrence de ce qui lui revient pour son Partage.

Le second cas a lieu , quand celui qui paye

(*) C'est en conformité de cette jurisprudence , que l'arrêt du conseil du 18 juillet 1724 , qui assujettit les notaires & les greffiers de Paris à fournir au fermier des domaines des extraits de tous les actes sujets à l'insinuation ou au centième denier , comprend nommément les Partages des successions collatérales , & ceux des biens échus en ligne directe , qui contiennent des soutes & retours de lot.

la soute se trouve avoir dans son lot des immeubles fictifs ou des effets mobiliers qui excèdent la valeur de cette soute. La raison en est, qu'on ne peut pas dire qu'une telle soute soit plutôt le prix de l'acquisition d'un excédent d'immeubles, que celui des immeubles fictifs ou des effets mobiliers qui ne sont pas sujets au centième denier.

C'est conformément à ces règles que, par arrêt du 28 mars 1721, le conseil, sans avoir égard à une ordonnance de l'intendant de Bordeaux, qui avoit déchargé le sieur Brassier du droit de centième denier d'une somme de 6500 livres de soute ou retour de lot stipulée par le Partage fait avec son frère de la succession d'un oncle commun, sous prétexte que le droit avoit été payé en entier pour cette succession, a ordonné que le centième denier seroit payé pour cette soute ou retour de lot.

Dans une autre espèce, le sieur du Rochy & son frère avoient partagé les biens de leur père; l'un avoit eu tous les immeubles dans son lot, & l'autre tous les effets mobiliers dans le sien. Le fermier des domaines de la généralité de Moulins demanda le centième denier de la moitié des immeubles, sous prétexte que chacun des deux frères y ayant une portion égale, celui qui en demeurait propriétaire étoit acquéreur de la part de son frère: mais, par arrêt du 18 décembre 1726, le conseil jugea cette demande mal fondée, attendu que l'autre frère se trouvoit entièrement partagé des effets de la succession, & que le centième denier ne peut être exigé que de la soute qui est payée en d'autres effets que ceux de la succession.

Lorsqu'en partageant une succession entre des héritiers de différentes lignes , on donne à quelqu'un d'entre eux des biens auxquels il n'étoit appelé ni par la loi ni par le testament , comme quand on donne des propres paternels à l'héritier des propres maternels , ou des propres au légataire des meubles & acquêts , cet arrangement donne lieu non seulement au droit de centième denier , mais encore aux lods & ventes , conformément à l'article 282 de la coutume d'Anjou , & à l'avis de Livonnière dans son traité des fiefs.

Il en seroit toutefois autrement si l'héritier des propres & celui des acquêts avoient , par exemple , à partager deux métairies , dont chacune fût en partie propre & en partie acquêt , & que chaque héritier prît une métairie , sans donner aucune soute au copartageant. Cet arrangement ne pourroit être considéré que comme un Partage , & il ne seroit dû cet égard aucun droit de centième denier.

Lorsque , par l'événement du Partage , l'un des copartageans a plus d'immeubles que l'autre , sous la condition de payer les dettes de la succession , il fait une sorte d'acquisition ; mais il ne faut pas confondre les rentes foncières dont il est tenu , avec les autres dettes : le copartageant , chargé d'une rente foncière affectée sur son lot , n'est par censé acquérir , & par conséquent il ne doit pas être assujetti au centième denier ; au lieu que si les charges dont il est tenu sont telles , qu'il puisse s'en libérer en deniers , c'est une créance qu'il se charge d'acquitter , c'est le prix d'une acquisition qu'il fait sur la masse. Il est vrai que , suivant le droit

commun , il ne doit pas les lods ; mais il est assujetti au centième denier , à la déduction de son contingent. L'exemple suivant va donner la règle de cette déduction. Deux héritiers ont à partager des héritages qui valent douze mille livres , & sur lesquels il est dû mille écus à un créancier. Il revient par conséquent à chaque cohéritier six mille livres , sous la condition de payer la moitié des mille écus de dettes : mais , au lieu de faire le Partage sur ce pied , l'un prend pour 7500 livres d'immeubles , & l'autre pour 4500 livres , & par ce moyen , le premier se charge d'acquitter la dette de mille écus ; il est évident qu'il ne seroit pas juste d'exiger le droit de centième denier sur le pied des mille écus que ce cohéritier s'est obligé de payer à la décharge de la succession ; il ne confond la moitié en sa personne , & il n'est assujetti au droit que sur le pied de quinze cents livres , qui sont la juste concurrence de ce qu'il a d'immeubles au delà de ce qui devoit lui revenir par un Partage égal.

Lorsqu'une fois le Partage est fait , tous les actes qui se passent entre les copartageans rentrent dans les règles générales & ordinaires ; en sorte que si l'un cède sa part à l'autre , ou s'ils font un échange entre eux , ce n'est plus un Partage ; chacun avoit sa part distincte , & n'avoit plus aucun droit sur celle des autres : ainsi toutes les conventions postérieures , par lesquelles ils échangent ou se transportent le tout ou partie de ce qui leur étoit échu , opèrent de véritables mutations sujettes aux lods , au centième denier , & aux autres droits , quels que soient les termes qui s'y trouvent employés. Les loix féodales ont

favorisé les premiers actes faits entre les cohéritiers & copropriétaires , pour faire sortir de communauté les biens qu'ils possédoient par indivis ; mais cette faveur ne peut s'étendre au delà.

Lorsqu'il a une fois été fait un Partage canonique entre un abbé & ses religieux , pour diviser les biens qui étoient communs à l'une & à l'autre menſe , les actes qu'ils paſſent enfuite pour changer le tout ou partie des biens dont ils jouiſſent , ſoit à titre de ceſſion , moyennant une rente , ſoit par échange , ſont ſujets aux droits ordinaires de contrôle , de centième denier , & d'amortiſſement. Cependant ſ'il n'y a de changement qu'à l'égard du lot affecté aux réparations & autres charges clauſtrales , qu'on fait paſſer d'une menſe à une autre , il n'eſt dû que les droits de contrôle & de centième denier , & non ceux d'amortiſſement. La raiſon en eſt , que l'on ne conſidère pas comme une mutation le ſimple changement d'adminiſtration d'un lot commun uniquement affecté aux charges des deux menſes. C'eſt ce qui réſulte d'une déciſion du conſeil du 5 février 1730 , rendue en faveur des religieux de l'abbaye de Valhonnette en Auvergne.

Partage provisionnel.

Un Partage provisionnel eſt celui qu'on fait proviſoirement , ſoit de certaines choſes , en attendant que l'on puiſſe partager le ſurplus , ou même de tout ce qui eſt à partager , lorſque l'on n'eſt pas en état d'en faire un Partage irrévocable , comme il arrive lorſqu'il y a des abſens ou des mineurs ; car quand ceux qui étoient abſens

reparoissent, ils peuvent demander un nouveau Partage. Il en est de même des mineurs devenus majeurs; cependant si le mineur n'est point lésé, le Partage provisionnel demeure définitif.

Partage d'opinions.

Le Partage d'opinions a lieu, lorsque dans une compagnie de juges il y a autant de voix d'un côté que de l'autre pour le jugement d'une affaire, ou du moins qu'il n'y en a pas assez eu d'un côté, pour l'emporter sur l'autre. Voyez ce que nous avons dit à l'article OPINION.

Voyez le Brun, traité des successions; les arrêts de Papon; Renusson, traité de la communauté; les œuvres de Pothier; les loix civiles de Domat; les centuries de le Prêtre, &c. Voyez aussi les articles VENTE, SUCCESSION, COMMUNAUTÉ, HYPOTHÈQUE, GARANTIE, ABSENT, MINEUR, LÉSION, &c.

ADDITION à l'article PARTAGE D'OPINIONS.

Le droit romain renferme sur cette matière des dispositions qu'il est bon de connoître.

Suivant la loi 38, §. 1, D. de re judicatâ, lorsque le Partage ne tombe que sur la quantité des choses comprises dans le jugement, la balance doit toujours pencher en faveur du parti de la moindre. Ainsi, dans le cas d'un Partage entre trois juges qui opinent pour condamner l'une des parties à payer à l'autre, le premier cent écus, le second cinquante, & le troisième vingt-cinq, c'est l'avis de ce dernier qui forme le jugement, parce que le plus, renfermant nécessairement

cessairement le moins , on peut regarder toutes les voix comme réunies pour adjuger vingt-cinq écus. Cette décision se trouve encore dans la loi 27 , §. 3 , D. *de receptis qui arbitrium receperunt*.

Lorsque le Partage ne tombe pas sur une quantité , il est régulièrement vidé à l'avantage de la partie défenderesse ; si cependant il s'agissoit d'une dot , d'un testament attaqué par la querelle d'inofficiosité , d'un débiteur qui se prétendrait déchargé , d'un esclave qui réclamerait la liberté , on ne considérerait pas qui serait demandeur ou défendeur , & ce serait le parti de la dot , du testament , de la décharge & de la liberté , qui l'emporterait. Tout cela résulte de la loi 38 , D. *de re judicatâ* ; de la loi 70 , D. *de jure dotium* ; de la loi 85 , D. *de regulis juris* , & de la loi 10 , D. *de inofficioso testamento*.

Ces dispositions sont encore en vigueur dans plusieurs tribunaux des Pays-Bas. On remarque même dans les registres du parlement de Flandres , un arrêt du 19 avril 1679 , par lequel cette cour déclare qu'elle s'y conformera exactement.

De là est venu l'usage long - temps observé en ce parlement , de confirmer les sentences des premiers juges lorsqu'il y avoit égalité de voix pour & contre , usage que le grand conseil de Malines a pareillement adopté par un arrêt solennel du 30 août 1702 , mais qui a été réformé au parlement de Flandres , ainsi que le principe qui en étoit le fondement , par l'article 20 d'un édit du mois de décembre 1701. Cette loi ordonne généralement & sans distinction , que si le procès se trouve partagé , le rapporteur &

» le compartiteur le porteront dans une autre
 » chambre pour être départagé; savoir, ceux de
 » la première à la seconde, ceux de la seconde
 » à la troisième, & ceux de la troisième à la
 » première «.

Cette forme de départager étant impraticable dans les révisions, parce qu'elles se jugent les trois chambres assemblées, on a demandé quel effet devoient produire les Partages qui survenoient dans ces sortes d'instances. On étoit naturellement porté à croire que l'opinion conforme à l'arrêt attaqué devoit subsister; c'étoit l'esprit de l'ancienne jurisprudence, & l'on ne pouvoit pas dire que l'édit du mois de décembre 1701 y eût apporté le moindre changement. Aussi le cas s'en étant présenté le 17 novembre 1735, dans une révision dont M. Merlin d'Estreux étoit rapporteur, il fut déclaré qu'erreur n'étoit intervenue. Mais le sieur de Framécourt, contre qui étoit portée cette décision, l'attaqua par une requête au conseil, & la fit casser, sur le fondement que la cour étant partagée en opinions, n'avoit rien jugé, & conséquemment n'avoit pas pu confirmer l'arrêt revisé. La question se représenta le 2 décembre 1776, dans la révision intentée par le sieur Mignon contre un jugement du conseil supérieur de Douai du 22 juillet 1774, & il fut arrêté qu'il seroit dressé procès-verbal du Partage, pour y être pourvu par sa majesté ainsi qu'il appartiendroit; en conséquence, il intervint un arrêt du conseil, qui ordonna aux parties de se retirer pardevers le roi, pour faire vider en son conseil le Partage survenu au parlement de Flandres; & pour éviter à l'avenir de semblables difficultés, il a été rendu une déclaration du 30 avril

1777, qui, étendant à cette cour les dispositions d'une déclaration donnée le 15 février 1679 pour le parlement de Franche-Comté, veut » qu'à » compter du jour & date des présentes, en cas » de Partage d'opinions en matière de révision, » l'opinion conforme à l'arrêt contre lequel il y » aura proposition d'erreur, prévaudra «.

Il faut remarquer qu'au parlement de Flandres il n'y a point de Partage, même dans les procès par écrit, lorsqu'il se trouve une voix de plus d'un côté que de l'autre. C'est ce qu'établit l'article 19 de l'édit du mois de décembre 1701.

(Cette addition est de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres).

PARTAGE ENTRE ENFANS. En traitant les articles HAINAUT, CLAUSE PRIVATIVE, DESHERITANCE, nous avons renvoyé ici le détail des principes & des questions relatives à ce qu'on appelle en Hainaut *avis de père & de mère*; mais il paroît que ces objets seront mieux placés à l'article TESTAMENT; c'est pourquoi voyez ce mot.

(Article de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres.)

PARTAGEURS. C'est le nom que portent dans la Flandre flamande certains officiers proposés pour les partages des successions.

La coutume de Berghes-Saint-Winock porte à ce sujet, rubrique 19, article 8, que » toutes » les maisons mortuaires des bourgeois doivent » être partagées par des bourgeois domiciliés,

« choisis par les parties à cet effet, & recus au
 « serment par la loi à chacun Partage, à peine
 « de l'amende de dix livres parisis & de nullité
 « du partage, si ce n'étoit que, par quelques
 « loix de vassaux, quelqu'un n'étant point bour-
 « geois ou résident, y fût reçu au serment &
 « pour cause, afin d'y exercer l'office d'homme de
 « partage ».

L'article 14 déclare l'office de Partageur in-
 compatible avec celui d'échevin. » Dans le temps
 « que quelqu'un est du nombre de la loi, il ne
 « peut exercer l'office d'homme de partage ».

La coutume de Bourbourg, rubrique 11, ar-
 ticle 26, n'exige d'autre qualité dans les Parta-
 geurs, que celle de *demeurants dans la ville &*
châtellenie.

Celle de Cassel porte, article 271, » qu'on ne
 « prendra personne dorénavant pour homme de
 « partage, qui ne soit de la châtellenie ».

La même coutume veut, article 272, qu'en-
 tre les Partageurs choisis pour chaque partage,
 il y en ait au moins un *qui sache lire &*
écrire.

La coutume de Bailleul, rubrique 8, article
 30, dit que » dans les maisons mortuaires de
 « bourgeois & d'habitans de ladite ville, l'un du
 « moins des hommes de partage doit être bour-
 « geois de Bailleul, si tant est que l'on puisse
 « trouver au lieu du décès un bourgeois qui en
 « soit capable ».

Le nombre de Partageurs nécessaire pour cha-
 que partage, fait la matière de quelques dispo-
 sitions des coutumes citées. Celle de Bourbourg
 déclare qu'ils doivent être *au nombre de cinq*
ou de trois au moins. Suivant celle d'Honschote,

rubrique 17, article 2, « nuls gens de partage
 « n'ont la faculté de partager en une maison
 « mortuaire où il y a des fonds d'héritages, qu'ils
 « ne soient au moins trois ensemble, à peine de
 « l'amende de dix livres *parisis* ».

L'article 29 de la rubrique 8 de la coutume de Bailleul, se contente de deux Partageurs pour chaque succession.

L'article 270 de la coutume de Cassel en demande quatre, & veut qu'en cas de mort de l'un d'eux pendant les opérations qui concernent leur office, il en soit nommé un autre par les héritiers. La coutume de Berghes-Saint-Winock, rubrique 19, article 9, porte, que « les gens de
 « partage sont choisis en tel nombre que les
 « facultés de la maison mortuaire le requièrent,
 « & ainsi que le survivant ou la survivante & les
 « héritiers en conviennent ».

L'article suivant de la même coutume ajoute, que « tous gens de partage doivent, à peine de
 « dix livres *parisis*, achever & clore leurs par-
 « tages, sans en pouvoir accepter d'autres, les
 « commencer ou les entreprendre, si ce n'étoit
 « à cause de quelques procès survenus entre le
 « survivant ou la survivante & les héritiers,
 « ou pour d'autres raisons qui portassent la loi
 « à le permettre auxdits gens de partage ».

L'article 34 renferme une disposition remarquable : « Les gens de partage, aussi bien *ex*
 « officio, qu'à la réquisition des héritiers, ont la
 « faculté, après qu'ils ont enregistré tous les biens
 « qui leur ont été déclarés, ou qu'ils ont trouvés,
 « par les titres & enseignemens, appartenir à la
 « maison mortuaire, de demander au survivant
 « ou à la survivante s'il ne fait nuls autres biens,

» soit catteux ou héritages, qui appartiennent à
 » ladite maison mortuaire, que ceux qui sont
 » écrits sur le livre, & encore si les dettes passives
 » par lui rapportées entre les mains des gens
 » de partage, sont bonnes & justes & de bonne
 » foi. Le survivant ou la survivante est obligé
 » à cet égard de s'expurger par serment solen-
 » nellement, comme le font aussi tous les héri-
 » tiers, à la réquisition du survivant ou de la sur-
 » vivante, entre les mains des gens de partage;
 » & le greffier du partage est obligé d'en tenir
 » note dans le livre de partage.

» Et si dans la suite (continue l'article 35)
 » l'on trouvoit que le survivant ou la survivante
 » eût recelé quelque partie de bien, ou qu'il eût
 » rapporté les dettes passives plus grosses & en
 » plus grande quantité qu'elles ne montent en
 » vérité, & qu'en après, dans l'an & jour, ou du
 » moins au temps du compte de l'entre mise, il
 » ne rapportât point les biens recelés, ou ne
 » déclarât point aux gens de partage la faute dans
 » les dettes passives; les biens recelés appartièn-
 » dront aux héritiers seuls, & les dettes passives;
 » pour autant qu'elles seroient rapportées de plus
 » qu'elles ne sont, le survivant ou la survi-
 » vante sera fait débiteur ou débitrice de ce
 » surplus ».

On trouve à peu près les mêmes disposi-
 tions dans les coutumes de Bourbourg & de
 Bailleul.

Les Partageurs ne sont point juges des con-
 testations qui s'élèvent entre les héritiers dans les
 partages auxquels ils interviennent. L'article 15
 de la rubrique 19 de la coutume de Berghes-
 Saint-Winock, veut que » quand il échet quel-

« que difficulté entre les parties pardevant les
 » gens de partage , soit de vive voix ou par
 » écrit, ils sont tenus, sans en prendre plus longue
 » connoissance , de renvoyer les parties pardevant
 » la loi dont la maison mortuaire ressortit , en
 » mettant la contestation par écrit , avec leur avis «.
 C'est aussi ce que portent les coutumes de
 Cassel, de Bailleul & de Bourbourg : celle-ci
 permet cependant aux Partageurs de » connoître
 » des différends que l'on peut décider sans figure
 » de procès & sans enquête par témoins « ;
 & elle ajoute , que si quelques-unes des parties
 croient avoir à se plaindre du partage , elles
 » pourront le faire pardevant les seigneurs de la
 » loi , comme gens de partage en chef , où l'affaire
 » sera décidée aussi-tôt qu'il sera possible , aux
 » dépens du tort , sans que pour cela les gens de
 » partage soient tenus d'entrer en procès ou dans
 » les dépens «.

Les Partageurs ne peuvent , suivant l'article
 273 de la coutume de Cassel , » mettre dans les
 » lots , des héritages contre des meubles , ni des
 » meubles contre des héritages , si ce n'est du
 » consentement exprès des héritiers « . C'est aussi
 ce que fait entendre la coutume de Bourbourg ,
 en disant que » les gens de partage prendront
 » soin de mettre en tous partages , héritages contre
 » héritages , maisons contre maisons , rentes contre
 » rentes , catteux contre catteux « .

On a prétendu inférer de ces dispositions , que
 les partageurs ne pouvoient pas échanger les pro-
 pres entre les héritiers , c'est-à-dire , assigner à
 un parent paternel un propre maternel , & à un
 parent maternel un propre paternel , de manière
 qu'il en résultât une subrogation légale ; mais

cette prétention a été condamnée par un arrêt du parlement de Flandres du 12 janvier 1693, rapporté dans le recueil de M. Desjaunaux. On sent en effet que la défense de subroger des meubles à des biens fonds ne peut pas être censée renfermer celle de subroger un immeuble à un autre immeuble ; & cela est si vrai, que la coutume de Bourbourg défend aux Partageurs de » changer par partage, division ou autrement, » les biens des mineurs, soit héritages, rentes, » si ce n'est du consentement des tuteurs en chef des mineurs ; preuve assez claire que ces sortes d'échanges sont autorisés de plein droit à l'égard des majeurs.

Les Partageurs sont considérés, tant que leurs fonctions durent, comme les dépositaires & les transmetteurs légitimes des droits réels de la succession. De là vient que, suivant la coutume de Bailleul & la plupart de celles de la Flandre flamande, » toutes les répartitions faites à l'intention des gens de partage enfaînent cha- » cun dans le bien à lui échu en partage, où il » soit assis & situé, sans devoir user d'aucunes » autres solennités «.

De là vient encore, aux termes de la coutume de Berghes Saint-Winock, rubrique 19, article 40, que » routes faîlines & déffaîlines faites par » devant les gens de partage, durant le partage » d'entre le survivant ou la survivante & les hé- » ritiers, ou les héritiers entre eux, doivent sortir » leur effet, mais non pas celles qui sont faites » après la clôture du même partage «.

L'article 38 de la même rubrique porte, que » nuls gens de partage ne peuvent acheter aucuns » biens à partager avec les héritiers de la maison

» mortuaire où ils sont ou ont été hommes de
 » partage, en dedans un demi-an après la clôture
 » du partage, à peine de l'amende de dix livres
 » parisis, & de nullité de la vente «.

L'article 10 pourvoit au règlement des salaires
 des Partageurs; voici comme il est conçu : « Le
 » salaire de chaque homme de partage, lorsqu'ils
 » travaillent dans la châtellenie ou dans les vas-
 » selages, sera de quarante sous parisis, & au
 » greffier trois livres parisis par jour, & la dé-
 » pense de bouche; ou à chaque homme de par-
 » tage trois livres parisis, & au greffier quatre
 » livres parisis par jour, à leurs dépens, à l'option
 » des héritiers, ou pour tel salaire que le bailli
 » & la loi ordonneront, selon les circonstances
 » du temps, sans pouvoir rien exiger de plus à
 » chaque fois, à peine de l'amende de trois livres
 » parisis; mais, travaillant hors de la châtellenie
 » & des vasselages, ils prendront un tiers plus,
 » au moins selon que la loi en ordonnera «.

Le ministère des Partageurs n'est jamais né-
 cessaire, suivant les coutumes de Bourbourg &
 de Cassel, si ce n'est lorsqu'il se trouve des mi-
 neurs parmi les héritiers; la coutume de Bailleul
 en dispose de même, & contient une seconde
 exception pour le cas où des non-bourgeois succèdent
 en tout ou en partie; exception dont l'objet est
 d'assurer le recouvrement du droit d'écart, mais
 qui n'a point lieu dans les autres coutumes.
 Voyez l'article ECART, tome 22, page 56.

On a demandé si un testateur pouvoit déroger
 à la nécessité d'appeler les officiers dont nous par-
 lons au partage d'une succession déferée à des
 mineurs. Cette question s'est élevée dans la
 coutume de Bruxelles, qui renferme à cet égard

la même disposition que celles de Bailleul & de Bourbourg, & elle a été jugée pour l'affirmative par arrêt du conseil souverain de Brabant du mois de février 1651. On s'est fondé, dit M. Stockmans, sur un exemple très-analogue à cette espèce. Les Loix obligent le tuteur à faire inventaire des biens de son pupille; cependant il est permis au père de l'en décharger par son testament, comme l'établit Gutierrez, *de tutelis*, partie 2, chapitre 10.

Un partage signé des seuls partageurs, forme-t-il un titre obligatoire pour ou contre les héritiers qui ne l'ont pas ratifié par leur signature? Cette question a été plaidée à l'audience du parlement de Flandres du 5 avril 1780. Les héritiers du sieur de la Basse-Boulogne avoient obtenu, le 21 février précédent, une sentence du bailliage de Bailleul, qui, en confirmant celle du siège échevinal de la même ville, du 7 janvier, condamnoit la veuve à nanter par provision une somme de 31862 livres qu'elle leur devoit pour suite d'un partage qui étoit à la vérité signé d'elle & des partageurs, mais qu'ils n'avoient pas encore signé eux-mêmes. Sur l'appel de ces deux sentences au parlement, la dame de la Basse-Boulogne disoit : Toute provision demande un titre exécutoire; les intimés en invoquent un; mais quel titre? Un partage qu'ils n'ont point voulu signer, un acte qui par conséquent s'est demeuré en pur projet & ne peut produire aucune action. En vain prétendent-ils que la signature des Partageurs suffit pour faire de ce partage un titre parfait & exécutoire; il suffit d'ouvrir la coutume de Bailleul, pour appercevoir l'illusion de ce système. L'article 34 de la rubrique

8, porte, que s'il arrivoit quelque différend devant les gens de partage, ils pourroient avoir recours au conseil de la loi où ressortit la maison mortuaire, aux dépens de celui qui auroit tort. Ces termes sont très-précis: la coutume ne suppose pas que les Partageurs sont d'avis différent & suscitent des difficultés, elle ne parle pas de contestations élevées entre eux, mais devant eux, & conséquemment par les parties intéressées. L'article 36 n'est pas moins décisif; il porte, que tous partages ensaisinent de plein droit, soit que les héritiers les aient faits amiablement ou à l'intervention des gens de partage. Ce ne sont donc pas les Partageurs qui traitent, qui contractent, qui donnent à l'acte sa perfection; leurs fonctions se bornent à éclairer les parties sur leurs véritables droits & intérêts, & ils n'ont d'autre qualité que celle d'experts-jurés.

Ces raisons auroient infailliblement fait infirmer les sentences, sans une circonstance particulière qui a formé la base de la défense des intimés. Ils ont prouvé par titres, que la dame de la Basse-Boulogne avoit constamment exécuté le partage dont elle demandoit la nullité, & de là est résulté pour eux une fin de non recevoir qui a déterminé la cour à rejeter l'appellation au néant, conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Bruneau de Beaumetz.

Voyez les articles ECART, MADELAER, PARTAGE, NANTISSEMENT, &c. (Article de M. MERLIN, avocat au parlement de Flandres).

PARTIE. C'est celui qui plaide contre quelqu'un, soit en demandant, soit en défendant. L'a-

vocat ou le procureur qui parle de son client ; l'appelle sa *Partie*.

En matière criminelle , on appelle *Partie civile* , celui qui poursuit en son nom l'accusé.

On l'appelle *Partie civile* , parce qu'il ne peut demander que des intérêts civils : c'est au ministère public à prendre des conclusions pour la punition du crime.

Il ne suffit pas de rendre une plainte , pour être réputé *Partie civile* ; car comme en se rendant *Partie civile* on se charge de tous les frais de la poursuite criminelle , qui sont toujours très-dispendieux , on ne doit point prendre cette qualité inconsidérément ; aussi est-ce par cette raison qu'elle n'est jamais présumée dans un plaignant , à moins qu'il n'y en ait de sa part une déclaration formelle & positive. Cette déclaration peut être faite ou dans la plainte ou même après la plainte , par un acte subséquent.

Mais quand on a une fois fait ce pas , il est difficile de revenir en arrière , à moins que le repentir ne suive de bien près : car si on laisse écouler plus de 24 heures depuis la déclaration faite , soit par la plainte , soit par acte subséquent , on se désisteroit en vain dans la suite. Ce désistement tardif n'empêcheroit point la *Partie civile* de demeurer responsable de tous les frais qui se feroient de la part de la *Partie publique* , postérieurement à son désistement : c'est l'espèce d'un arrêt rendu en la tournelle criminelle le 4 mars 1740 ; au lieu que si le désistement se fait avant que les 24 heures ne soient écoulées , la *Partie civile* n'est tenue que des frais antérieurs , sans qu'on puisse répéter contre elle ceux qui ont été faits postérieurement. C'est ce qui résulte de l'ar-

vielle du titre ; de l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670 (*).

Pour se rendre Partie civile il faut avoir un intérêt personnel à la réparation civile du crime, comme quand on a été volé, ou qu'on est héritier d'une personne qui a été tuée, &c. Ceux qui n'ont à réclamer que pour l'intérêt public, peuvent seulement être dénonciateurs. C'est une disposition de l'article 2 du titre 2 de l'ordonnance criminelle du duc Léopold de Lorraine, du mois de novembre 1707.

C'est aussi ce qui résulte d'un arrêt rendu au parlement de Paris, le 16 décembre 1741, dans l'affaire du chapitre de Tournai, qui accusoit un de ses membres de dérèglement dans sa conduite, & d'avoir donné du scandale dans l'église. Cet arrêt a déclaré abusive la procédure faite sur cette accusation devant l'official de Nevers ; 1°. parce que le chapitre n'avoit point de qualité pour demander la punition d'un délit dont la poursuite n'appartenoit qu'au ministère public ; 2°. parce que ce même chapitre ne pouvoit, relativement à cette accusation, demander aucune réparation ni dommages & intérêts.

On tient pour maxime, que le plaignant qui s'est rendu Partie civile contre plusieurs accusés,

(*) Les plaigneurs, porte cet article, ne seront réputés parties civiles, s'ils ne le déclarent formellement ; ou par la plainte ou par acte subséquent, qui se pourra faire en tout état de cause, dont ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures, & non après ; & en cas de défautement, ne seront tenus des frais faits depuis qu'il aura été signifié, sans préjudice néanmoins des dommages & intérêts des Parties.

peut se désister à l'égard des uns, & poursuivre les autres, pourvu que le désistement ait eu lieu dans les 24 heures dont parle l'ordonnance.

Au surplus, quoique la Partie civile ne se soit pas désistée dans cet espace de temps, elle peut transiger avec l'accusé, & dans ce cas, ils ne peuvent plus obtenir de dommages & intérêts l'un contre l'autre.

Lorsqu'on s'est une fois désisté de la plainte contre un accusé, on ne peut plus reprendre la poursuite & se déclarer de nouveau Partie contre lui.

Mais si, au lieu de se désister purement & simplement, le plaignant ne s'étoit désisté qu'avec ces termes, *quant à présent & sauf à reprendre*, il pourroit agir de nouveau contre l'accusé. Le parlement l'a ainsi jugé, en faveur de la veuve du sieur Denis, par arrêt du 3 avril 1685, rapporté au journal du palais.

Pareillement, la Partie civile qui s'est désistée en conséquence d'une transaction passée avec l'accusé, peut reprendre l'accusation, si celui-ci ne paye pas les dommages & intérêts promis par la transaction.

Quand une Partie civile néglige d'agir pour faire entendre les témoins ou pour les faire récoiler & confronter, le juge doit ordonner, sur la réquisition de ministère public, que, faute par la Partie civile de produire les témoins dans un tel délai, ils seront assignés à la diligence du ministère public, aux frais de cette Partie civile. Pour cet effet, le juge condamne la même Partie civile à consigner au greffe une somme qu'il fixe proportionnellement au nombre & à la qualité des témoins qui doivent être assignés. La

Partie civile doit être contrainte par saisie & exécution de ses biens , à consigner cette somme , à moins qu'elle ne soit pauvre : mais la contrainte par corps ne peut avoir lieu à cet égard. C'est ce qui résulte des articles 16 & 17 du titre 25 de l'ordonnance criminelle , comparés ensemble.

Si la Partie civile & le ministère public négligeoient l'un & l'autre de poursuivre l'instance criminelle , l'accusé pourroit présenter requête au juge , & demander que dans un tel délai le plaignant fût tenu de mettre le procès en état & de le faire juger définitivement ; sinon qu'à faute de ce faire , il fût renvoyé de la plainte , & le plaignant ou accusateur condamné aux dommages & intérêts envers lui , & aux dépens.

Si le juge refusoit de faire droit sur la requête de l'accusé , celui-ci pourroit , après les sommations nécessaires , appeler du déni de justice.

On demande si un accusé est fondé à exiger une caution du mineur ou de la femme mariée qui se sont rendus Parties civiles.

L'article 467 de l'ancienne coutume de Bretagne , avoit une disposition qui dans ce cas obligeoit de donner caution. Mais d'Argentré observe sur cet article , qu'on s'est écarté de cette loi , & que l'usage contraire a prévalu. Aussi voit-on que cet article a été retranché de la nouvelle coutume de cette province.

On peut donc établir pour règle , que les accusateurs , même mineurs , & les femmes mariées qui se rendent Parties civiles dans la poursuite d'un procès criminel , ne sont pas obligés de donner caution.

Quoiqu'en général l'offensé doive se rendre

Partie civile pour obtenir des dommages & intérêts contre l'offenseur, cette formalité n'est pas nécessaire lorsqu'il ne s'agit que de revendiquer des effets volés : il suffit que le juge voie par le procès-criminel, que les choses volées appartiennent à une telle personne, pour qu'il puisse ordonner d'office que ces effets lui seront rendus en payant préalablement ce qui a été dépensé pour les garder ou les conserver.

PARTIES CASUELLES. C'est la finance qui revient au roi, des offices vénaux qui ne sont pas héréditaires. Et l'on appelle aussi *Parties casuelles*, le bureau où se paye cette finance.

Les titulaires des offices de judicature & de finance non héréditaires, sont tenus de payer annuellement aux Parties casuelles du roi le centième denier du prix de l'évaluation de leurs offices, afin de les conserver à leurs veuves ou héritiers, & aussi pour jouir de la dispense des quarante jours qu'ils étoient obligés de survivre à leur résignation, suivant l'édit de François I, sans quoi la charge seroit vacante au profit du roi ; ce qu'on appelle *tomber aux Parties casuelles*. Ceux qui veulent racheter un tel office le peuvent faire moyennant finance ; ce qu'on l'on appelle *lever un office aux Parties casuelles*. Le prix des offices est taxé aux Parties casuelles.

Le droit qui se paye aux Parties casuelles a quelque rapport avec celui que l'on appeloit chez les Romains *casus militie*, qui se payoit aux héritiers par les milices vénales & héréditaires, dont il est parlé dans la nouvelle 33, chapitre 5 ; ce n'est pourtant pas précisément la même chose.

Les

Les princes apanagistes ont leurs Parties casuelles pour les offices de l'apanage auxquels ils ont droit de pourvoir.

M. le chancelier a aussi ses Parties casuelles pour certains offices qui sont à sa nomination.

PARTIE PUBLIQUE. Voyez MINISTÈRE PUBLIC, PROCUREUR DU ROI, &c.

PASSE-PORT. C'est la permission que le souverain accorde pour l'entrée ou la sortie des marchandises prohibées.

Lorsqu'il est accordé des permissions de faire entrer ou sortir des marchandises de contrebande ou prohibées, les droits en sont dus suivant le tarif, à moins que le Passe-port n'en accorde l'exemption.

Lorsqu'un Passe-port accorde cette exemption, celui qui en est porteur doit le représenter avec ses marchandises au premier bureau de la route, & certifier au bas du Passe-port qu'il n'a payé aucun droit. Cela est ainsi ordonné par un arrêt du conseil du 22 juillet 1692. Le même arrêt défend d'appliquer les Passe-ports à d'autres marchandises que celles pour lesquelles il ont été accordés, à peine contre les contrevenans du quadruple des droits & de cinq cents livres d'amende.

Suivant l'article 5 du titre 8 de l'ordonnance des fermes du mois de février 1687, le fermier n'est point obligé d'avoir égard aux permissions ou Passe-ports donnés pour faire entrer ou sortir

des marchandises de contrebande , si ces permissions ou Passe-ports ne sont contresignés d'un secrétaire d'état , & visés du directeur général des finances.

Et l'article 7 du même titre défend aux gouverneurs ou lieutenans généraux des provinces , & à tous autres , d'accorder aucun Passe - port pour faire entrer ou sortir des marchandises prohibées. De semblables Passe-ports n'empêcheroient ni la confiscation ni les autres peines prononcées par les ordonnances.

Un arrêt du conseil du 19 février 1760 , a jugé que les privilèges accordés par les Passe-ports ne s'étendoient point à l'exemption des droits d'aides ni des autres réunis à la ferme des aides (*).

(*) *Voici cet arrêt :*

Vu au conseil d'état du roi la requête de Pierre Henriet, adjudicataire général des fermes , contenant que les nommés André Prevost , Antoine Giroux & Pierre Robineau, voituriers par eau , demeurans à Orléans , ont passé & déclaré au bureau des aides d'Ingrande , les 10 , 26 & 30 juillet dernier , des fusils & autres munitions de guerre , dont les droits de double & triple cloison , & quatre sous pour livre dus au passage , montent pour André Prevost , à cent quarante-huit livres seize sous huit deniers ; pour Antoine Giroux , à trois cents trente-trois livres deux sous neuf deniers ; & pour Pierre Robineau , à trente-six livres huit sous dix deniers , lesquelles sommes ils ont refusé d'acquitter , sous prétexte qu'étant porteurs de Passe-ports ils étoient exempts de tous droits ; que , pour ne point retarder le service , les commis se sont contentés de leur déclaration & ont laissé passer les bateaux ; que le 9 août suivant , le directeur des aides d'Angers décerna contrainte contre lesdits trois particuliers , pour parvenir au recou-

PASSE-PORT se dit aussi des lettres que le souverain ou ses officiers accordent à quel-

quement des sommes par eux dues ; que cette contrainte leur ayant été signifiée à Orléans le 21 août , André Prevost & Antoine Giroux conjointement , & Pierre Robineau séparément , y formèrent opposition le 22 , avec assignation pour comparoître à l'élection d'Orléans ; que l'adjudicataire auroit pu , sans avoir égard à cette opposition , suivre l'effet de la contrainte , qui , aux termes de l'article 5 du titre 8 des contraintes de l'ordonnance de 1680 , devoit être exécutée nonobstant opposition quelconque ; mais que , voulant éviter les frais , il préféra de comparoître à l'élection. Que sur cette instance sont intervenues deux sentences le 22 septembre ; la première , entre l'adjudicataire , André Prevost & Antoine Giroux , débiteurs , Jacques Fleury l'aîné , marchand à Orléans , & le sieur Biatrix , parties intervenantes , laquelle faisant droit sur l'opposition de Prevost & Giroux , & l'intervention des sieurs Fleury & Biatrix , décharge les premiers de la contrainte , attendu qu'ils ont fait au bureau d'Ingrande les déclarations dont ils étoient tenus conformément aux Passe-ports , & condamne l'adjudicataire aux dépens envers les parties , sauf à lui à faire tel usage qu'il appartiendra des déclarations desdits Prevost & Giroux ; la seconde , entre l'adjudicataire , Pierre Robineau , débiteur , le sieur Poupaille , marchand à Orléans , & le sieur Biatrix , faisant également droit sur l'opposition de Robineau & l'intervention de Poupaille & Biatrix , décharge par les mêmes motifs Pierre Robineau de la contrainte , & condamne l'adjudicataire aux dépens envers les parties. Que ces deux sentences sont d'autant plus irrégulières , que l'adjudicataire a produit dans l'instance l'arrêt du conseil du 13 février 1748 , par lequel sa majesté déclare formellement , qu'elle n'a entendu comprendre dans les Passe-ports l'exemption d'aucuns des droits dépendans de la ferme des aides ; que ceux de double & triple cloison ont de tout temps été réunis , & ont fait partie des droits de la ferme des aides , & que jamais aucun entrepreneur n'en a été exempt sous prétexte de Passe-ports ; que les élus d'Orléans n'ont eu aucun égard à cet arrêt ,

qu'un pour qu'il puisse librement & sans être inquiété , aller & venir d'un lieu dans un autre.

Une ordonnance du roi du 19 novembre 1765

prétendant que , comme il est antérieur aux Passe-ports produits par Prevost , Giroux & Robineau , il ne pouvoit en empêcher l'effet. Sur quoi requéroit ledit Henriet , qu'il plût à sa majesté , en cassant & annullant lesdites sentences , ordonner que l'arrêt du 13 février 1748 sera exécuté selon sa forme & teneur , & , conformément à icelui , condamner André Prevost , Antoine Giroux & Pierre Robineau , voituriers sur la rivière de Loire , à payer les sommes portées en la contrainte contre eux décernée le 9 août 1759 , chacun pour ce qui les concerne ; les condamner pareillement , ainsi que les sieurs Fleury , Poupaille & Biatrix , parties intervenantes dans les deux instances , aux dépens faits en l'élection d'Orléans , même en la restitution de ceux que ledit Henriet auroit été obligé de payer en exécution desdites sentences , & solidairement au coût de l'arrêt qui sera liquidé. Vu ladite requête , la contrainte décernée le 9 août dernier par le sieur Quinquet , directeur des aides à Angers , & les deux sentences des élus d'Orléans , du 22 septembre suivant : vu aussi l'arrêt du conseil d'état du roi du 13 février 1748 , & autres réglemens : oui le rapport du sieur Bertin , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; le roi en son conseil , sans s'arrêter aux sentences des élus d'Orléans , du 22 septembre 1759 , que sa majesté a cassées & annullées , a ordonné & ordonne que l'arrêt du conseil du 13 février 1748 sera exécuté selon sa forme & teneur ; & en conséquence , les nommés André Prevost , Antoine Giroux & Pierre Robineau , voituriers sur la rivière de Loire , tenus de payer les sommes portées en la contrainte contre eux décernée le 9 août précédent , chacun pour ce qui les concerne ; les condamne en outre sa majesté , ainsi que les sieurs Fleury , Poupaille & Biatrix , parties intervenantes dans les deux instances , à restituer à Pierre Henriet ce qu'il auroit été obligé de payer en exécution desdites sentences. Fait , &c.

défend à tous les artistes & ouvriers établis dans le royaume, d'en sortir sous quelque prétexte que ce soit, à moins qu'ils ne soient munis de Passe-ports en bonne forme, qui limitent le temps que devra durer leur absence, & en déduisent les motifs, à peine d'être poursuivis extraordinairement & punis suivant la rigueur des ordonnances, qui défendent aux sujets du roi de sortir du royaume sans permission.

PASSE-VOLANT. C'est un homme qui, sans être enrôlé, se présente dans une revue pour faire paroître une compagnie plus nombreuse, & pour tirer la paye au profit du capitaine.

Les ordonnances de Louis XIV des premier juin 1676 & 14 juin 1702, avoient condamné les Passe-volans à avoir le nez coupé; mais l'article 43 de l'ordonnance du 13 juillet 1727, a changé cette peine; voici ce qu'il porte :

« Si quelques commandans des corps ou conducteurs de recrues faisoient passer en revue des vagabonds, gens sans aveu, & même des valets, & autres Passe-volans, sur le pied de soldats, pour en tirer l'étape à leur profit; sa majesté veut que lesdits vagabonds, gens sans aveu ou valets, soient arrêtés sur le champ & mis en prison par les maires, échevins, consuls, syndics ou marguilliers, & dénoncés aux prévôts généraux ou autres officiers des maréchaussées sur les lieux, lesquels, après avoir établi la preuve que les particuliers arrêtés étoient Passe-volans & non engagés, les condamneront aux galères à perpétuité : & au cas que lesdits Passe-volans ne fussent

» pas reconnus dans le temps de ladite revue ,
 » ou avant que la troupe ou recrue fût partie
 » du lieu , & qu'ils se trouvassent ensuite dans
 » la ville ou aux environs , veut pareillement
 » sa majesté qu'ils soient arrêtés par lesdits pré-
 » vôts des maréchaux ou autres officiers des ma-
 » réchaussées auxquels ils auroient été dénoncés ,
 » & qu'en conséquence de la présente ordonnance
 » ils soient condamnés à la même peine des ga-
 » lères à perpétuité «.

Les officiers qui présentent des Passe - volans aux revues doivent être cassés & privés de leurs charges.

Afin de mieux découvrir ce genre de délit , les ordonnances veulent que tout soldat , cavalier ou dragon qui indique un Passe-volant lors de la revue , ait son congé absolu , avec dix louis si c'est un fantassin , & cent écus si c'est un cavalier.

PATERNA PATERNIS , MATERNA MATERNIS. Expressions latines très-usitées au barreau ; elles signifient que dans une succession les biens provenans du côté du père du défunt , doivent appartenir à ses parens paternels , & que les biens provenans du côté de sa mère , sont dévolus à ses parens maternels.

Pour donner à cette règle tout le développement dont elle est susceptible , il faut la traiter & par rapport au droit écrit , & par rapport au droit coutumier.

PREMIÈRE PARTIE.

De la règle Paterna Paternis dans le droit écrit.

Les Romains ont été long-temps sans distinguer dans les successions ce qui provenoit du père du défunt, d'avec ce qui provenoit de sa mère. Ils confondoient tout, & n'en faisoient qu'un seul patrimoine, qu'ils déferoient au plus proche héritier.

Les empereurs dérochèrent à cette jurisprudence par la loi 4, *de maternis bonis & materni generis*, au code Théodosien. Ce texte établit que si l'enfant qui a succédé à sa mère ou à ses autres parens maternels, vient à décéder, son père ne lui succède pas dans les biens qu'il a tirés de ces successions, mais qu'ils appartiennent *ad proximos*, aux plus proches parens maternels. De même, ajoute la loi, si l'enfant avoit succédé à son père ou à d'autres parens du même côté, les biens qu'il auroit recueillis à cette occasion retourneroient, à sa mort, à ses parens paternels; & le législateur en donne cette raison, *ut ex utraque familiâ manentes facultates, singulis quibuscumque cessisse potius, quàm adeptâ esse videantur*.

Il est à croire que cette loi n'a pas été long-temps en usage, du moins on ne la retrouve pas dans le code Justinien, & sans doute elle n'y a été omise, que parce qu'elle étoit abrogée ou tombée en désuétude lors de la publication de ce recueil.

C'étoit autrefois une opinion assez commune, sur-tout dans le ressort du parlement de Tou-

louse, que Justinien avoit établi dans la loi 4, C. *de legitimis heredibus*, une distinction par rapport aux frères consanguins & utérins, entre les biens provenans du père & ceux provenans de la mère du défunt. C'est ce que l'on inferoit de ces termes du texte cité, *exceptis maternis rebus, in quibus si de eâdem matre fratres vel sorores sint, eos solos vocari oportet.*

Mais cette interprétation étoit absolument vicieuse. Fachinée & le Brun le prouvent par plusieurs raisons. 1°. L'objet de la loi dont il s'agit n'est point de régler l'ordre général de succéder, mais seulement d'assimiler les successions des enfans émancipés, aux autres successions, & il n'y a guère d'apparence qu'au milieu des dispositions qui tendent à ce but, l'empereur eût voulu décider une question tout-à-fait étrangère à son sujet, & donner au frère utérin le privilège d'exclure le frère consanguin de la succession des biens maternels.

2°. Le mot de *frère utérin* n'est point employé dans la loi, & il seroit d'autant plus extraordinaire de l'y sous-entendre, que les frères utérins n'avoient pas encore, au temps où cette constitution a été faite, le droit de succéder concurremment avec les frères consanguins, & qu'il ne leur a été accordé que deux ans après par la loi 15, §. 2, C. *de legitimis heredibus*. Si le frère utérin n'étoit pas admis à la succession lors de la loi 4 du même titre, comment auroit-il pu donner l'exclusion au frère consanguin dans une partie des biens qui la composoient?

3°. Si cette loi eût voulu distinguer la ligne des biens, & adjuger au frère utérin ceux que

le défunt auroit hérités de sa mère, elle auroit nécessairement fait deux choses ; d'abord elle eût fait concourir le frère utérin avec le frère germain dans les biens maternels ; car dès que l'on a égard à la ligne d'où les biens procèdent, on ne doit considérer la parenté que du côté de cette ligne. En second lieu, elle auroit donné au frère consanguin le droit de succéder aux biens paternels, privativement au frère utérin ; car on ne concevra jamais qu'une loi qui eût voulu, par un droit nouveau, établir la distinction des lignes, se fût contentée de dire que le frère utérin seroit préféré dans les biens maternels, sans ajouter que le frère consanguin le seroit pareillement dans les biens paternels. Or, non seulement la loi dont nous parlons n'appelle pas le frère utérin concurremment avec le frère germain dans les biens maternels, mais elle ne dit pas que le frère consanguin exclura le frère utérin des biens paternels. Il est donc impossible que cette loi ait introduit une distinction de lignes dans la succession des frères.

4°. Enfin, & c'est le mot de notre question, les termes de cette loi, sur lesquels on prétend appuyer le système que nous combattons, ne signifient qu'une chose ; savoir, que les frères germains ont la préférence sur les frères consanguins, dans les biens provenans de leur mère ; & tout ce que présente à cet égard cette constitution, n'est que le germe des dispositions qui ont été faites depuis sur le privilège du double lien.

On a prétendu qu'au moins la nouvelle 84 établissoit indirectement une distinction entre les biens paternels & les biens maternels ; mais il suffit de jeter les yeux sur cette loi, pour se con-

vaincre intimément du contraire ; & /, ce qui tranche toute difficulté , la nouvelle 118 , qui y est postérieure , & dont le préambule abroge toutes les constitutions précédemment faites sur les droits respectifs des agnats & des cognats , fait concourir les frères consanguins & les frères utérins , sans distinguer d'où proviennent les biens auxquels elle les appelle , au défaut des frères germains & de leurs enfans , & tel est le dernier état des loix romaines sur cette matière.

La jurisprudence des pays de droit écrit y est assez généralement conforme. Il est vrai que les anciens auteurs du parlement de Toulouse admettoient la règle *Paterna Paternis* , entre les frères consanguins & les frères utérins , succédant à un autre frère ; mais leur opinion n'a pas été suivie. Voyez Serres , *institutions au droit françois* , livre 3 , titre 1.

Il n'est pas inutile de remarquer que les auteurs même qui croient trouver dans la loi 4 , *C. de legitimis hæredibus* , une distinction entre les biens paternels & les biens maternels , en limitent expressément l'effet aux frères , en sorte que , de leur aveu , elle ne peut jamais avoir lieu entre les autres parens ; & c'est ce qui a été jugé par plusieurs arrêts , quoique l'on vouloit se prévaloir de l'édit des mères , pour exclure les parens maternels de la succession des biens provenus au défunt du côté de son père. » Le » 17 de septembre 1582 , dit M. Louet , fut » donné arrêt , par lequel fut jugé qu'au pays de » Mâconnois , qui est pays de droit écrit , le » frère utérin est préféré au cousin paternel , » même ès acquêts faits par le père , réputés propres paternels , au fils de *cujus successionem* age-

» batur ». M. Bouguier, lettre E, n°. 1, rapporte cinq arrêts semblables des 4 février 1581, 22 août 1587, 23 décembre 1593, 6 août 1594, & 23 décembre 1598. Chopin, sur la coutume du Paris, livre 2, titre 5, n°. 6, nous en fournit un autre du 8 avril 1595, rendu sur un appel de la sénéchaussée de Lyon; & M. le Prêtre, en ses arrêts de la cinquième, atteste que la même chose a encore été jugée les 8 mars 1608 & 18 février 1610.

M. Mainard, livre 5, chapitre 90, assure que l'on juge de même au parlement de Toulouse; & l'on trouve dans M. de Cambolas un arrêt de cette cour, du mois d'août 1627, qui justifie combien elle est éloignée d'étendre la règle *Paterna Paternis*. Cet arrêt, en supposant, conformément à l'ancienne opinion, que les frères utérins ont un droit exclusif aux biens maternels qu'ils trouvoient dans la succession de leur frère, juge que l'on ne doit pas, à cet égard, réputer bien maternel ce qui vient d'un parent collatéral du côté de la mère, mais seulement ce qui vient de la mère même ou des autres ascendants maternels.

Il y a cependant un cas où le parlement de Toulouse donne un entier effet à la règle *Paterna Paternis*; c'est lorsqu'une veuve est privée de la succession de ses enfans, pour s'être mal comportée dans son veuvage. » Car en ce cas, » dit le Brun, on adjuge cette succession aux » parens paternels, en quelque éloignement qu'ils » puissent être, au préjudice de la mère & de » tous les parens maternels; ce qui est justifié » par la Rocheflavin, livre 2, arrêt 14 «.

Il paroît que le parlement de Provence va

plus loin & admet indéfiniment la règle *Paterna Paternis*; du moins on trouve dans le président Etienne, décision 48, un arrêt du 10 novembre 1583, par lequel il a préféré un oncle maternel à un oncle paternel, dans les biens qu'une nièce avoit hérités de sa mère.

SECONDE PARTIE.

De la règle Paterna Paternis dans le droit coutumier.

Nous examinerons ici, 1°. quelle est l'origine de cette règle : 2°. quels sont les pays coutumiers où elle est reçue : 3°. quelles sont les différentes manières de l'interpréter : 4°. à quelles sortes de bien elle s'applique.

§. I. Origine de la règle Paterna Paternis dans les pays coutumiers.

Nos auteurs ne s'accordent pas sur la manière dont la règle *Paterna Paternis* s'est introduite dans les pays coutumiers.

Jacques Godefroï, sur le titre de *maternis bonis*, au code Théodosien, prétend qu'elle doit son origine à la loi 4 de ce titre, rapportée ci-dessus; & cela paroît assez vraisemblable, si l'on considère que le code Théodosien a fait, pendant plusieurs siècles, le droit commun de la France. Voyez l'article CODE.

Pontanus, sur la coutume de Blois, titre des successions, croit que cette manière de parrager les propres, qui les défère aux héritiers collatéraux, à l'exclusion des pères, s'est introduite parmi

nous à l'exemple des fiefs. En effet, dit-il, toutes les anciennes investitures portent, que le seigneur donnoit le fief à son vassal *pour lui & pour ses descendants* ; le père du vassal étoit nécessairement exclu par les descendants du premier investi, quoique collatéraux au défunt à qui il s'agissoit de succéder ; & comme dans les pays coutumiers la plupart des biens sont tenus en fief, cet usage de préférer les collatéraux aux père & mère de l'enfant décédé sans postérité, a passé insensiblement en règle générale pour toutes les espèces de biens. Tel est aussi l'avis de Basnage sur la coutume de Normandie.

Dumoulin fait remonter plus haut l'origine de notre règle. Elle vient, dit-il (*), des Francs & des Bourguignons, & elle a été étendue, par une ordonnance de Charlemagne, au pays des Saxons.

Quel parti prendre entre ces différentes opinions ? Le plus sûr est de n'en prendre aucun, & de convenir, avec Guyné, que la règle dont il s'agit peut provenir de toutes ces différentes causes. En effet, dit-il, « comme nos coutumes » ne se sont établies que par une longue succession de temps, & que chaque province a pris » pour règle ce qu'elle a trouvé plus conforme » à son inclination, les différentes manières dont » cette règle s'y trouve établie, font naître une » juste présomption qu'elle peut procéder de causes » & de principes différens «.

(*) Conseil 7, n. 48.

§. II. *Quels sont les pays coutumiers où la règle Paterna Paternis est reçue ?*

Presque toutes les coutumes des pays que l'on appelle proprement coutumiers , admettent expressément la règle *Paterna Paternis*. Quelques-unes cependant la rejettent , & quelques autres n'en parlent pas.

Celles qui la rejettent sont les coutumes échevinales de Lille , titre 1 , articles 6 & 9 ; de Douai , chapitre 1 , article 2 ; d'Orchies , chapitre 1 , article 3 ; d'Arras , article 1 ; de Baupême , article 8 ; de Berghes-Saint-Winock , rubrique 19 , article 16 ; de Furnes , titre 16 , article 4 (*) ; de Nieuport , rubrique 20 , article 3 ; d'Ostende , rubrique 9 , article 10. Dans toutes ces coutumes , ce sont toujours les plus proches parens qui succèdent aux biens qu'elles régissent , & l'on n'y distingue jamais une ligne d'avec une autre.

Les coutumes muettes sur la règle *Paterna Paternis* , sont celles de Chaumont en Bassigny , de Mortagne en Tournaisis , &c.

On demande s'il faut sous-entendre dans ces coutumes la règle *Paterna Paternis* , ou si l'on doit y déférer les successions aux plus proches parens sans aucune distinction de lignes. » Tous les auteurs qui ont traité cette question , dit le Brun , sont d'avis que l'on doit suppléer à cette

(*) Cette coutume ne dispose de cette manière que pour les maisons ; elle soumet les autres héritages à la règle *Paterna Paternis*.

» omission , & que , pourvu qu'il n'y ait point
 » dans une coutume de disposition contraire , la
 » règle *Paterna Paternis* y doit avoir lieu , parce
 » que les dispositions qui sont du droit commun
 » doivent être suppléées dans les coutumes. C'est
 » l'avis de Bacquet , du droit de déshérence ,
 » chapitre 4 , n^o. 2 ; de Chopin sur Paris , liv.
 » 2 , titre 5 ; & cela s'étant présenté pour la
 » coutume de Chaumont en Bassigny , il a été
 » jugé par arrêt du 21 juillet 1671 , au profit
 » des d'Avaugours , sieurs de Courtelan & Fer-
 » vaques , que le comté de Châteauvilain leur
 » appartenoit , comme cousins d'Anne , comtesse de
 » la Beaume , & de son enfant , & non au sieur
 » d'Annebaut , père du même enfant , quoique
 » ce comté soit situé en cette coutume , qui n'a
 » point de disposition sur ce sujet. Aussi Goussier ,
 » sur l'article 40 , remarque que la cour ordonna
 » que l'arrêt seroit publié au bailliage , & que cela
 » fut exécuté ».

Nous voyons dans Bouchel , que le sieur
 d'Annebaut a pris contre cet arrêt la voie de ré-
 vision , qui étoit encore usitée en ce temps-là dans
 les tribunaux françois ; mais que , par arrêt du
 mois de juin 1578 , il a été déclaré qu'erreur
 n'étoit intervenue.

Rien de plus juste que cette décision. Nous
 avons remarqué plus haut , §. 1 , que la règle
Paterna Paternis est au moins aussi ancienne que
 la monarchie françoise ; nous voyons d'ailleurs que
 presque toutes les coutumes lui ont imprimé le sceau
 de la sanction légale ; il faut donc nécessairement
 la regarder comme un des points fondamentaux
 de notre droit coutumier , & par conséquent la

suppléer dans le peu de coutumes qui ne l'adoptent pas expressement.

Il ne faut cependant pas étendre cette décision hors des pays proprement appelés coutumiers. Presque toutes les provinces de droit écrit ont chacune leurs usages particuliers; quelques-unes même ont des coutumes homologuées par les souverains; mais comme c'est toujours le droit écrit qui forme leur code principal, on ne doit régulièrement donner aucune extension à ces usages ou coutumes; & dès que la maxime *Paterna Paternis* ne s'y trouve pas écrite, il n'est pas permis de l'y sous-entendre. C'est sans doute sur ce fondement que Brillon dit, après la Peyrere, que » la règle *Paterna Paternis* n'est point observée dans la province de Saintonges, qui est » entre Mer & Charente, pays de droit écrit, » où tous les biens du défunt appartiennent indistinctement au plus proche, à moins que le » défunt n'en ait autrement disposé. C'est, ajoute-t-il, un point d'usage & de jurisprudence qui ne » peut être révoqué en doute «.

On ne parle ici que de la Saintonge entre Mer & Charente, dont effectivement la coutume est muette sur la règle *Paterna Paternis*. Il en est autrement de la partie de cette province qui ressortit au siège de Saint-Jean-d'Angely; car elle a une coutume dont les articles 97 & 100 adoptent formellement la loi des propres.

§. III. Des différentes manières d'interpréter la règle *Paterna Paternis*.

Quoique la règle *Paterna Paternis* forme le droit commun des pays coutumiers, elle ne laisse pas

pas d'y éprouver , dans l'usage & dans l'interprétation que l'on en fait , des variations fort singulières. On peut à cet égard ranger nos coutumes en cinq classes.

Dans la première , sont celles où , pour succéder à un propre , il faut être parent du défunt du côté de celui qui a mis l'héritage dans la famille , & où par conséquent , lorsque l'on a cette qualité , on exclut les parens des autres côtés , quoique plus proches. On les appelle pour cette raison , *coutumes de côté & ligne*.

Les coutumes de la seconde classe sont celles où l'on ne peut succéder à un propre considéré comme tel , qu'autant qu'il a appartenu à un ascendant commun entre le défunt & son héritier ; en sorte qu'à défaut de parens venans de la même souche que celui à qui il s'agit de succéder , le propre perd sa qualité & appartient à l'héritier le plus proche , sans distinction de lignes. Ces coutumes sont appelées *coutumes de tronc commun*.

Dans la troisième classe , sont celles où , pour succéder à un propre , il ne suffit pas d'être parent au défunt du côté dont il provient , ni même de descendre d'une même souche quelconque , mais où il faut être descendu comme lui de l'acquéreur qui a mis l'héritage dans la famille. On les appelle *coutumes fouchères*.

La quatrième classe est composée des *coutumes de représentation à l'infini* , c'est-à-dire de celles où , dans l'ordre de succéder , on ne regarde point la proximité du degré du représentant avec le défunt , mais seulement la proximité & habileté de succéder de la personne représen-

498 PATERNA PATERNIS, &c.
tée , avec celui qui a mis l'héritage dans la famille.

Enfin , dans la cinquième classe sont les *coutumes de simple côté* , ainsi appelées parce qu'elles défèrent l'héritage propre qui se trouve dans la succession d'une personne décédée sans enfans , à son plus prochain héritier du côté du parent par le décès duquel cet héritage lui est échu , sans remonter plus haut , ni chercher plus loin de quelle part ce parent l'avoit eu lui-même.

Pour mettre dans tout leur jour les dispositions de ces diverses coutumes , il faut les passer en revue les unes après les autres.

P R E M I È R E C L A S S E .

Coutumes de côté & ligne.

Cette classe est la plus nombreuse , & , comme on le prouvera dans la suite , c'est celle où il faut ranger toutes les coutumes qui ne déterminent pas clairement le sens & l'usage de la règle *Paterna Paternis*.

La coutume de Paris , qui est à la tête de cette classe , s'explique en ces termes :

Article 326. » Quant aux héritages propres ,
» lui succèdent les parens les plus proches du côté
» & ligne dont sont advenus & échus au dé-
» funt lesdits héritages , encore qu'ils ne soient
» les plus proches parens du défunt , &c. «

Article 329. » Et sont réputés parens du côté
» & ligne , supposé qu'ils ne soient descendus de
» celui qui a acquis l'héritage «.

Ces dispositions , conformes à celles de toutes les coutumes de la même classe , font la ma-

tière de plusieurs difficultés que nous allons parcourir.

PREMIÈRE QUESTION. *Faut-il ; pour régler la succession d'un propre , considérer la parenté du chef de l'acquéreur , ou du chef de celui qui a le premier possédé le bien comme propre ?*

Cette question a été jugée dans la coutume de Paris par arrêt du 12 décembre 1674 , rapporté au journal des audiences. On soutenoit que pour déterminer à qui devoient appartenir les propres laissés par François Bonart , il ne falloit pas remonter à Jean Boucher son bifaïeul qui les avoit acquis , mais que l'on devoit s'arrêter à Claude Boucher son aïeul , entre les mains de qui ces biens avoient pris la qualité de propres. Ce système étoit visiblement contraire à l'esprit & à la lettre de la coutume. Les termes de l'article 326 , *du côté dont sont advenus & échus au défunt lesdits héritages* , annoncent bien clairement que l'on doit considérer le moment où l'héritage entre dans la famille , comme l'époque à laquelle il faut rapporter & apprécier les droits de tous les lignagers. L'article 329 est encore plus positif : en déclarant par ce texte que pour être réputé de la côte & ligne , il n'est pas nécessaire de descendre de l'acquéreur , la coutume décide nettement qu'il suffit de lui être parent collatéral , & par conséquent que c'est de son chef qu'il faut être parent au défunt , pour succéder à un propre. C'est aussi ce qu'a jugé l'arrêt cité , en confirmant une sentence des requêtes du palais.

Basnage sur l'article 247 de la coutume de

Normandie , tient absolument la même doctrine ; & l'appuye sur un arrêt du parlement de Rouen qu'il ne date point. » Quand un propre, dit-il , » est prétendu par les parens paternels & par les » parens maternels , quoique ce bien ait été fait » propre en la personne du défunt , il ne s'ensuit » pas qu'il soit de son propre , & qu'il faille lui » faire commencer la ligne en sa personne ; mais » on remonte jusqu'à la personne de celui qui l'a » acquis , pour lui donner l'estoc & la ligne. » Cela fut jugé de la sorte par l'arrêt de Béthencourt «.

Le même auteur rapporte sur l'article 245 un second arrêt du 17 avril 1646 , qui a confirmé de nouveau cette décision.

Il y a cependant en Flandres quelques coutumes qui paroissent en disposer autrement. Telle est celle de Bailleul , qui porte , rubrique 7 , article 11 : » Les fiefs de souche échéent en succession » à l'aîné des héritiers , parent du défunt , plus » proche en degré du côté dont ils ont pris » souche «. Telle est aussi celle de Bruges , coutume féodale , rubrique 3 , article 9 : » Fief prend souche » en celui auquel il est échu , & de là en avant » il est réglé ensuite comme un ancien fief qui » a fait souche , tant en disposition qu'en succession «. Ce que décident ces deux coutumes pour les fiefs , celle de la châtellenie de Lille le décide également pour les rotures. » Héritages » cottiers (dit-elle , titre 2 , article 7) ne prennent côte & ligne en l'acquéreur , ains à celui » ou à ceux à qui ils succèdent «.

Mais , comme le remarque très-bien Brunel en ses observations sur le droit coutumier , page 687 , il ne faut pas prendre ces dispositions à la

lettre ; on voit clairement qu'elles ont été mal rédigées , & tout ce qu'elles signifient , c'est qu'un héritage n'est pas propre dans la personne de l'acquéreur , mais seulement dans celle de son héritier immédiat. Du reste , il est constant , en Flandres comme en France , que l'on doit remonter à la ligne originaire d'où viennent les propres , & c'est ce qui a été jugé *in terminis* par arrêt de la chambre légale & souveraine de Gand du 4 juin 1717 , confirmé en révision le 20 juillet 1719. Il s'agissoit de la succession du comte de Brouay , dans laquelle se trouvoient les terres de Wervick , la Croix & Ostouen , régies par les coutumes d'Ipres & de Courtrai. Ces terres avoient été acquises par Cosme-Marie-Magdelaine , comtesse de Moucrun , & elles étoient passées , lors de son décès , à Philippe-Charles-Frédéric Spinola , dans la personne de qui elles avoient formé des propres naissans , & qui les avoit laissées au comte de Brouay. Après la mort de celui-ci , elles firent la matière d'un grand procès entre le comte d'Arberg & Claire-Eugénie de Hornes , princesse de Montmorency. Le comte d'Arberg se fondeoit sur plusieurs moyens , & entre autres , dit Brunel , sur ce » que , pour » être héritier des propres anciens , il n'étoit pas » nécessaire d'être du côté & ligne des acqué- » reurs , mais qu'il suffisoit d'être du côté & ligne » de celui par qui les biens avoient été faits » propres dans la famille , c'est-à-dire , qui » premier y avoit succédé , ou à lui donnés par » avancement d'hoirie , qui étoit Philippe-Char- » les-Frédéric Spinola « . On voit par la généalogie figurée dans Brunel , que ce moyen auroit fait triompher le comte d'Arberg , s'il avoit été aussi

juste dans le droit , que bien appliqué dans le fait : mais les deux arrêts cités n'y ont eu aucun égard , & ont adjugé les terres dont il étoit question à la princesse de Montmorency , comme plus proche parente au défunt du côté de l'acquéreuse.

C'est ce qui a encore été jugé dans la même succession , par arrêt du parlement de Paris du 30 juillet 1718. Il étoit question de savoir qui du duc de Bouillon , représenté par le duc d'Albert son fils , ou du comte d'Arberg , devoit succéder au comté de Brouay & aux baronnies d'Embry & d'Andre , situées dans les coutumes d'Artois & de Calais. Le défunt les tenoit médiatement de Marie de Renty sa quatrième aïeule , & celle-ci les avoit eues d'Oudart de Renty son père , qui en étoit l'acquéreur. On verra par la généalogie rapportée ci-après , question 5 , & par les principes qui seront établis à la question 4 , que le duc d'Albert auroit eu la préférence sur le comte d'Arberg , si l'on eût pu considérer les propres comme procédans de Marie de Renty. Aussi ne négligea-t-il rien pour établir qu'il en devoit être ainsi. De son côté , le comte d'Arberg employa contre lui les mêmes moyens sur lesquels s'étoit fondée la princesse de Montmorency dans l'instance jugée en Flandres le 4 juin 1717 , & par l'arrêt cité , la cour lui donna gain de cause , en lui adjugeant les trois terres litigieuses , *comme propres provenans d'Oudart de Renty*. Ce sont les termes de l'arrêt.

DEUXIÈME QUESTION. *Les parens paternels du côté de l'acquéreur sont-ils préférés aux parens maternels du même côté, & y a-t-il en cette matiere quelque privilège pour l'agnation, le nom de famille & la masculinité?*

Tous nos auteurs se réunissent pour la négative, & leur sentiment a été confirmé par plusieurs arrêts. Guyné en rapporte un du 13 avril 1548, dont il résulte, » que dès le temps de l'ancienne coutume de Paris, on jugeoit qu'entre » différens héritiers qui étoient tous parens du » défunt du côté de l'acquéreur, l'héritage étoit » déferé au plus proche, sans distinction des parens de la ligne paternelle & maternelle de l'acquéreur, & qu'on ne donnoit nulle préférence au nom de famille ni à l'agnation, » nonobstant que l'héritage eût fait souche en » collaterale «.

Guyné ajoute que l'on a jugé la même chose dans la nouvelle coutume de Paris, par l'arrêt des Guibert du 2 décembre 1595, par celui des Grassins du 23 du même mois, & par un autre du 30 janvier 1665; il faut voir dans l'auteur même les especes & les généalogies sur lesquelles ces arrêts ont été rendus.

Renusson en rapporte trois semblables des 16 février 1648, 5 février 1656, & 8 mars 1678.

Il en a cependant été rendu quatre contraires; le premier le 30 octobre 1557, le second le 14 décembre 1641; le troisième le 7 septembre 1642, le quatrième le 19 mai 1651. Celui-ci est rapporté au journal des audiences, & les

deux précédens sont cités à la suite ; l'autre se trouve dans le recueil de Duluc , & l'on y remarque qu'il fut prononcé en robes rouges. Mais, comme on vient de le voir , ces arrêts n'ont pas été suivis , & Renusson prouve tres-bien qu'ils ne devoient pas l'être : » Les parens du côté de la » mère de l'acquéreur , dit-il , ne sont pas moins » parens que ceux du côté du père de l'acquéreur , » & le plus proche d'entre eux doit succéder. » La ligne paternelle n'est pas plus considérée » que la ligne maternelle. Nos coutumes n'ont » jamais fait différence entre l'agnation & la cognition ; elle a été autrefois faite par le droit » civil , mais cette différence fut ôtée par l'empereur Justinien , nouvelle 118. En succession » de propres , la ligne commence à l'acquéreur ; » il suffit d'être parent à l'acquéreur , soit du » côté de son père , soit du côté de sa mère. Il » ne faut point remonter plus haut que l'acquéreur , pour distinguer entre la ligne du père de » l'acquéreur , & la ligne de la mère de l'acquéreur , c'est-à-dire , qu'il n'est pas nécessaire de » distinguer entre les parens paternels de l'acquéreur & les parens maternels de l'acquéreur , » d'autant que le plus proche du côté de l'acquéreur indistinctement ; soit qu'il soit parent » du côté du père de l'acquéreur , soit qu'il soit parent du côté de la mère de l'acquéreur , doit » succéder ; le plus proche d'entre eux exclut » le plus éloigné. Car ; comme il a été dit dans » la coutume de Paris , pour voir qui doit succéder à un héritage propre , il faut considérer » l'acquéreur qui a mis l'héritage dans la famille «.

Cette doctrine est expressément adoptée par

l'article 315 de la coutume de Rheims, conçu en ces termes : » Il n'est nécessaire à aucun , pour » être réputé héritier du défunt du côté & » ligne dont procède ledit héritage , qu'il soit » né ou autrement descendu en ligne directe » de celui qui aura acquis ledit héritage ; mais » suffit, pour succéder audit héritage , qu'il soit parent du côté *paternel ou maternel* : de l'acquéreur d'icelui héritage «.

Quelque constans que soient aujourd'hui ces principes , ils ne sont cependant pas suivis dans la coutume de Normandie. L'article 248 de cette loi municipale porte, » qu'en succession de propres, » tant qu'il y ait mâles ou descendans des mâles , » les femelles ou descendans des femelles ne » peuvent succéder , soit en ligne directe ou » collatérale «.

Basnage nous a conservé un arrêt du 17 avril 1646 , qui trouve naturellement ici sa place. Magdelaine Etienne avoit eu d'un premier mariage un fils nommé Adrien Duval , qui laissa deux filles , Magdelaine & Catherine Duval. Elle s'étoit ensuite remariée , & avoit encore eu trois enfans , Louis, Adrien , & Catherine Osmont. Sa succession fut partagée entre Adrien Duval , Louis & Adrien Osmont. Ces deux derniers étant venus à mourir sans enfans , Catherine Osmont leur sœur prétendit avoir , à l'exclusion de Magdelaine & de Catherine Duval ses nièces , tous les biens qu'ils avoient recueillis de la succession de leur mère. Ses nièces , au contraire , soutinrent que , représentant Adrien Duval leur père , elles devoient exclure leur tante , puisqu'elle auroit été excluse par lui ; & il fut ainsi jugé par sentence

des requêtes du palais. » Catherine Osmont ap-
 » pela de cette sentence, & pour moyen d'appel,
 » elle disoit qu'elle étoit sœur du défunt Adrien
 » Osmont, & que lesdites Duval n'étoient que
 » des nièces ; qu'outre cette proximité de degré,
 » l'on ne devoit plus considérer la souche & l'ori-
 » gine de ce bien maternel, & quoiqu'il fût
 » provenu de la ligne des Erienne, qu'on ne devoit
 » point remonter jusque-là pour en régler le
 » droit successif, parce qu'ayant passé par le canal
 » de Louis & d'Adrien Osmont ses frères, ils
 » avoient changé de nature & de qualité, &
 » qu'ils ne devoient plus être considérés comme
 » des biens procédans de la tige des Erienne, mais
 » comme des biens qui avoient fait souche en
 » la famille des Osmont ; de sorte qu'il falloit
 » s'arrêter à l'agnation & au degré seulement. Le
 » tuteur des nièces répondoit que ces raisonne-
 » mens avoient peu de force en Normandie,
 » étant contraires à l'article 245, suivant lequel
 » les héritages retournent toujours à la ligne &
 » au côté d'où ils sont venus, & à l'article 248
 » (que nous venons de rapporter). Il étoit conf-
 » tant au fait, que le bien maternel d'Adrien
 » Osmont provenoit du côté des Erienne ; il
 » falloit donc qu'il retournât à ceux qui étoient
 » descendus de Magdelaine Erienne, qui l'avoit
 » apporté dans la famille des Osmont. Il est
 » vrai que l'appelante étoit fille de Magdelaine
 » Erienne ; mais comme elle n'étoit qu'une fille,
 » & que les intimées étoient issues d'Adrien Du-
 » val qui étoit fils de ladite Erienne, elle étoit
 » absolument excluse de la succession maternelle
 » desdits Osmont ses frères, en conséquence de

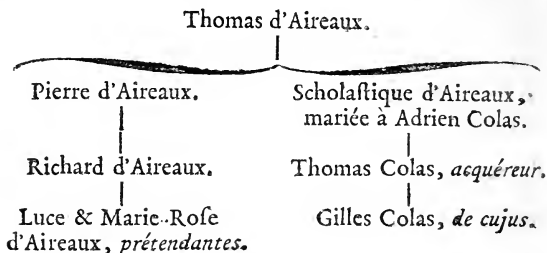
» l'article 248 , & c'est pourquoi l'agnation ni
 » la proximité du degré ne font point considé-
 » rables , parce qu'en *succession de propres* , repré-
 » sentation de sexe a lieu à l'infini. Par arrêt donné
 » en l'audience de la grand'chambre le 17 d'a-
 » vril 1646 , la sentence fut confirmée «.

On va plus loin encore dans la province dont nous parlons ; non seulement les descendants des mâles y sont préférés , pour les propres , aux descendants des femelles , mais on y juge que les parens maternels de l'acquéreur du propre n'ont , quoique mâles ou descendants de mâles , aucun droit d'y succéder. » En Normandie , dit Deni-
 » sart , il ne suffit pas , comme à Paris , d'être
 » parent du défunt du côté & ligne de celui qui
 » a mis le propre dans la famille , pour y pouvoir
 » succéder ; il faut être parent paternel de l'ac-
 » quéreur du propre : les parens paternels , quoi-
 » que dans un degré plus éloigné , donnent l'ex-
 » clusion aux parens maternels , quoique plus
 » proches ; & ces parens maternels sont tellement
 » exclus , que s'il ne se trouve point de parens
 » paternels de l'estoc & ligne de l'acquéreur du
 » propre , il passe au seigneur dominant ou au
 » fisc , parce qu'en Normandie il n'y a point de
 » subrogation d'une ligne à une autre.

» Telle est sur cela , continue Denisart , la ju-
 » risprudence constante du parlement de Rouen :
 » elle a été affermie par un arrêt célèbre de ce
 » parlement , rendu le 5 mai 1725 , en la se-
 » conde chambre des enquêtes , au rapport de
 » M. Jauvel d'Acqueville , sur partage d'opi-
 » nions en la grand'chambre le 11 juillet 1724 «.

Cette cour a encore jugé la même chose

par un arrêt en forme de règlement du 30 juillet 1753. En voici l'espèce.



On voit par cette généalogie , que Luce & Marie-Rose d'Aireaux étoient de la côte & ligne de Thomas Colas , acquéreur des biens qu'elles réclamoient. Mais comme elles ne lui étoient que parentes maternelles , ces biens ont été adjugés à leur préjudice au sieur de Gercoing , dans la directe duquel ils étoient situés. L'arrêt a été rendu les chambres assemblées , & il a ordonné que , conformément aux articles 244 , 245 & 246 de la coutume de Normandie , » l'acquêt » devenu propre en la personne de l'héritier , au » défaut de parens du côté & de la ligne dont il » provient , appartiendrait au roi ou aux seigneurs » féodaux «.

La coutume de Cambresis contient sur la succession des propres féodaux , une disposition qui , sans aller aussi loin que la jurisprudence normande , ne laisse pas d'y avoir un certain rapport. Voici comme elle est conçue , titre 1 , article 14 : » Tous fiefs patrimoniaux délaissés » d'un défunt , à faute d'héritier descendant de » lui , succèdent par son trépas à son plus pro- » chain aîné hoir mâle du plus aîné mâle de la

» ligne & *agnation* dont lesdits fiefs procèdent ,
 » & en faute de mâle en pareil degré , lesdits fiefs
 » succèdent à l'aînée femelle «. Cet article décide
 clairement , comme l'on voit , que l'aîné mâle
 qui se trouve le plus proche parent du défunt
 du côté paternel de l'acquéreur , & qui a en outre
 l'avantage de descendre *du plus aîné mâle* de ce
 côté , doit avoir la préférence dans la succession
 du propre féodal , non seulement sur les femelles ,
 mais encore sur les mâles qui ne sont parens au
 défunt que du côté maternel de l'acquéreur ,
 ou qui , l'étant du côté paternel , descendent d'une
 femelle ou d'un puîné.

On a élevé sur cette disposition la question de
 savoir si de deux parens au même degré du
 côté paternel de l'acquéreur , le mâle qui descend
 d'une femelle doit être exclu par la femelle qui
 descend d'un mâle , ou si au contraire celle-ci
 doit être exclue par celui-là. Ce dernier parti
 a été adopté par un arrêt rendu au parlement
 de Flandres l'année 1688 , entre Hubert Carré
 & Anne Marguerite Dantart , pour qui écrivoit
 M. de Baralle , qui depuis a été conseiller &
 ensuite procureur général. Les efforts de ce ma-
 gistrat n'ont pu faire infirmer la sentence des juges
 de Cambrai , qui avoit jugé la même chose. Cet
 arrêt & les mémoires sur lesquels il a été rendu ,
 ont été produits dans une instance jugée en la
 même cour le 11 mai 1733 , entre le baron
 d'Hinge & le sieur Bouchault.

TROISIÈME QUESTION. *Lorsqu'il s'agit de partager les propres d'un défunt entre différens lignagers au même degré, & que les uns descendent de celui qui a mis les héritages dans la famille, tandis que les autres ne lui sont que parens collatéraux, les premiers doivent-ils être préférés aux seconds?*

L'affirmative ne souffroit aucune difficulté dans l'ancienne coutume de Paris; mais l'article 326 de la nouvelle en a fait douter quelque temps, parce qu'il sembloit égaler les descendans de l'acquéreur à ceux qui étoient de son côté & ligne sans en descendre, & c'est sur ce fondement que Brodeau soutient qu'ils doivent tous concourir & partager également: il prétend même que la chose a été ainsi jugée par un ancien arrêt qu'il ne date pas; mais on voit clairement dans Guvné, qu'il s'est trompé sur l'espèce de cet arrêt; & l'on en trouve quatre qui ont formellement pros crit son opinion. Le premier est intervenu dans la coutume d'Amiens le 26 janvier 1536, & il a jugé, comme on le verra ci-après, question 5, que le neveu doit exclure l'oncle de la succession aux propres naissans du défunt, parce que l'un descend de l'acquéreur, & que l'autre n'en est parent qu'en ligne collatérale. Le second arrêt est du 14 août 1570; le Vest le rapporte en son recueil, comme ayant décidé la même chose & dans les mêmes circonstances que le précédent. Il a été rendu pour la coutume de Senlis. Le troisième est du 27 mars 1646; les biens qui en étoient l'objet se trouvoient dans la coutume de Paris même, &

l'espèce en étoit parfaitement identique à celles des deux autres. Les mémoires respectifs des parties sont imprimés dans un ouvrage qui a paru en 1660, sous le titre de *traité d'entre le neveu & l'oncle*. Le quatrième arrêt est intervenu dans la coutume de Boullonnois le 30 août 1664; voici comme le rapporte M. le Camus d'Houlouve en son commentaire sur cette coutume:

» Il s'agissoit d'une succession de propres anciens
 » & naissans, auxquels une tante & une nièce
 » du défunt prétendoient succéder à l'exclusion
 » l'une de l'autre. La nièce prétendoit que les
 » propres ne remontant pas, la tante ne pouvoit
 » avoir aucun droit. La tante soutenoit au con-
 » traire que ce n'étoit qu'en ligne directe que
 » les propres ne pouvoient remonter; & elle
 » ajoutoit, que l'oncle excluant le neveu en Boul-
 » lonnois, comme *plus proche parent* (*), elle de-
 » voit, en qualité de tante du défunt, recueillir
 » tous ses propres, soit anciens, soit naissans,
 » à l'exclusion de la nièce de ce défunt; mais,
 » par l'arrêt cité, la cour adjugea les propres
 » anciens à la tante, comme la *plus proche pa-*
 » *rente* du défunt du côté & ligne dont ils étoient
 » provenus, & les propres naissans à la nièce,
 » comme descendante de celui qui les avoit ac-
 » quis «.

» Ainsi, dit le Brun, on a préféré ce qui
 » étoit selon le vœu de la nature & le vœu parti-
 » culier de l'acquéreur, au sens littéral de la cou-

(*) La tante n'étoit pas plus proche que la nièce; mais elle avoit sur celle-ci la prérogative de l'âge. Voyez l'article 85 de la coutume de Boullonnois.

„tume , & l'on a jugé que la pensée d'un père
 „étant d'acquérir pour ses descendans , qui doi-
 „vent être les véritables parens du côté & ligne ,
 „ils devoient toujours être préférés “. D'ailleurs ,
 la lettre même de la coutume de Paris ne ren-
 ferme rien qui ait pu porter la moindre atteinte
 à l'usage constamment observé avant la réforma-
 tion , de préférer les descendans de l'acquéreur
 à tous autres lignagers. Le seul objet de l'article
 329 est d'assurer aux parens collatéraux de l'ac-
 quéreur la qualité d'héritiers habiles à succéder
 aux propres qu'on leur disputoit auparavant ,
 & tout ce que l'on peut raisonnablement con-
 clure de ce texte , c'est que la coutume de Paris
 n'est pas fouchère.

Enfin , & cette réflexion est de Denifart , „ nous
 „avons deux articles qui semblent décider la
 „question , en nous montrant que l'esprit de la
 „coutume est de préférer les descendans de l'ac-
 „quéreur. L'article 230 préfère les descendans de
 „l'acquéreur aux père , mère & aïeul du défunt ,
 „à l'égard de l'usufruit des conquêts de commu-
 „nauté qui sont devenus propres naissans à leurs
 „enfans , & l'article 314 porte la même dispo-
 „sition , suivant l'interprétation qui a été donnée
 „à ces mots , *descendans d'eux* , qui sont dans
 „cet article , lesquels s'entendent des descendans
 „des père & mère acquéreurs ; en sorte que
 „l'esprit de la coutume (qui paroît bien cer-
 „tain par la gradation qu'elle établit dans ces
 „articles) est que , tant qu'il y a des descendans
 „de l'acquéreur , les ascendans même sont exclus :
 „quand il n'y a point de descendans , les as-
 „cendans ont l'usufruit. L'esprit de la coutume
 „est

« est donc de préférer toujours les descendans de
 » l'acquéreur ».

Aux arrêts qui ont confirmé cette doctrine ,
 on peut ajouter une sentence des requêtes du
 palais de 1716 , rendue dans la coutume de
 Bourbonnois , qui est certainement de côté &
 ligne ; elle est rapportée par Auroux sur l'article
 315 de cette loi municipale.

Enfin , telle est la disposition expresse de l'ar-
 ticle 4 du titre 12 de la coutume de Cambresis :
 » En la succession collatérale d'héritages patri-
 » moniaux venans de l'acquêt de pères ou mères
 » du défunt , les enfans des frères ou sœurs dudit
 » défunt , *qui sont de la ligne descendante des*
 » *acquêteurs* , sont préférés aux oncles & tantes
 » d'icelui , qui sont seulement de la ligne colla-
 » térale desdits acquêteurs ».

Il faut convenir cependant que le contraire a
 été anciennement jugé dans la coutume de Troies ;
 c'est du moins ce qu'atteste le Grand , article
 93 , glose 2 : » Antoine ayant laissé deux enfans ,
 » Pierre & Jean , Pierre acquiert un héritage
 » qui vient par succession à ses descendans : si par
 » après les descendans de Jean se trouvent en
 » même degré que les descendans de Pierre ,
 » ils ne laisseront pas de succéder audit héritage
 » avec les autres qui sont descendans en droite
 » ligne de Pierre qui a mis l'héritage dans la
 » famille ; ce qui a été jugé en cette coutume
 » par arrêt du premier septembre 1565 , coté
 » ès notes de M. Pithou , & encore depuis ,
 » par arrêt du 23 décembre 1649 , par lequel
 » Simone Lorrey a été déclarée bien recevable
 » à venir à la succession de Marguerite Guyon ,
 » avec les arrière-neveux , tant pour les biens

» acquis par ladite Guyon ; que pour ceux à
 » elle échus par le décès de Michelle Camusat
 » sa mère , provenans de ses acquêts. Ce sont les
 » termes de l'arrêt «.

QUATRIÈME QUESTION. *Les descendans de l'acqué-*
reur sont-ils aussi préférés à ses parens colla-
téraux, lorsque ceux-ci sont plus proches qu'eux
au défunt ?

Brodeau dit qu'une sentence du châtelet, con-
 firmée par arrêt, a adopté la négative de cette
 question, & jugé que le collatéral plus proche
 exclut le descendant plus éloigné ; mais il ne
 date ni l'un ni l'autre de ces jugemens ; & il est
 le seul qui en fasse mention : aussi rejette-t-on
 communément son avis ; & , comme on le voit ,
 toutes les raisons que nous venons d'employer
 pour établir la préférence des descendans de
 l'acquéreur ; lorsqu'ils sont au même degré que
 ses collatéraux , militent également pour leur
 donner ce privilège lorsqu'ils sont plus éloignés.
 » On ne regarde pas seulement parmi nous , dit
 » Guyné , dans l'ordre de succéder en collatérale ;
 » la personne de celui *de cujus* ; mais on regarde
 » en même temps , pour déférer la possession d'un
 » héritage qui se trouve dans sa succession ; la
 » personne de celui par l'industrie duquel cet hé-
 » ritage est venu dans la famille & a passé en
 » la personne du défunt ; ainsi ce n'est pas assez
 » d'examiner la proximité du défunt avec celui
 » qui se prétend son héritier , comme on fai-
 » soit dans le droit civil ; mais il faut en même
 » temps considérer l'habilité que ce prétendu
 » héritier paroît avoir de succéder à cet ancien

l'acquéreur qui a mis l'héritage dans la famille : ce sont deux extrêmes qu'il faut regarder en même temps.

» Pour avoir cette habilité, continue l'auteur que nous citons, il falloit, dans l'ancienne coutume, être de la ligne de cet acquéreur ; cela signifie qu'il falloit en être descendu ; car la ligne ne se peut appliquer qu'aux descendants & ascendants ; & dans la nouvelle coutume, il suffit d'être réputé de la ligne ; c'est une habilité subsidiaire ; si ce mot peut se dire, c'est la même chose que si la coutume avoit dit qu'il faut être descendu de l'acquéreur, ou du moins qu'il faut être parent de son côté. Cette habilité, dans l'un & dans l'autre de ces deux cas, l'emporte sur la simple proximité du degré de parenté avec celui de la succession duquel il s'agit ; mais entre ceux qui ont ces deux différens degrés d'habilité, on ne peut pas raisonnablement dire que celui qui vient en ligne directe de cet acquéreur, n'ait pas plus d'habilité que celui qui n'est parent du défunt que de son côté seulement. Il faut faire, dans l'application de cette règle *Paterna Paternis*, ce que la loi générale fait pour l'ordre des successions ordinaires ; il faut établir pour règle générale ce que l'acquéreur auroit fait s'il avoit établi une loi particulière dans sa famille ; il faut répondre ce qu'il auroit répondu s'il avoit été consulté sur la question de savoir qui n'aurait dû succéder ; il est sans doute qu'il auroit répondu en faveur de ses descendants, quoique plus éloignés ; plutôt qu'en faveur de ses collatéraux, quoique plus proches.

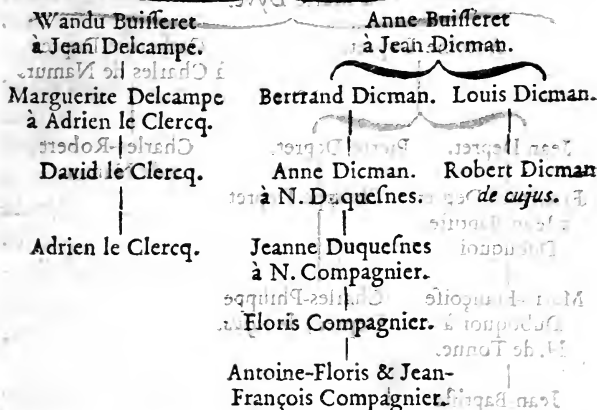
Lorsque Guyné établissoit ainsi son opinion ; elle n'avoit encore été confirmée par aucun arrêt ; mais depuis le premier septembre 1724, il en a été rendu un au rapport de M. Pichon , qui l'a adoptée de la manière la plus formelle. » Cet arrêt , dit Denisart , est intervenu entre » les héritiers du nommé Pulleu , qui avoit laissé » des biens dans la coutume de Clermont , dont » l'article 151 paroît encore moins favorable » aux descendans de l'acquéreur , que la coutume » de Paris «.

Il y a cependant un arrêt du 11 juillet 1728 qui a jugé le contraire pour la coutume de Boulonnois. Il a été rendu en la quatrième chambre des enquêtes , au rapport de M. Lambelin , & il a décidé , » d'après les dispositions textuelles » de cette coutume , dit M^c le Camus d'Hou- » louve , que le descendant de l'acquéreur ne » devoit pas être préféré au plus proche parent » du défunt pour la succession d'un propre , » pourvu que ce plus proche parent le fût du » côté & ligne dont le propre étoit provenu. » Cet arrêt a fixé la jurisprudence de la séné- » chaussee sur cette question «. On voit que ce commentateur attribue à des dispositions particulières de sa coutume , l'arrêt qu'il rapporte ; mais il se trompe ; l'article 84 de la coutume de Boulonnois est parfaitement conforme à l'article 226 de celle de Paris.

CINQUIÈME QUESTION. *Entre les parens du défunt du côté & ligne de l'acquereur, les descendants du dernier ou plus prochain propriétaire des propres auxquels il s'agit de succéder en collatérale, doivent-ils être préférés aux autres lignagers plus proches ou au même degré qu'eux ?*

Adopter l'affirmative, c'est ajouter aux coutumes de côté & ligne la qualité de coutumes de *branchage* ; & c'est précisément ce que fait celle d'Angoumois, article 94 : » En succession, » s'il y a biens de diverses lignes & branchages, » lesdits biens suivent les branches dont ils sont » issus ». Celle de Bayonne porte également, titre 12, article 24, que » la succession de biens » avitins ou d'acquêts faits par les père ou mère, » ne monte jamais, soit en droite ligne ou en » *transversale*, tant qu'il y a des parens collatéraux du décédé en pareil branchage, ou plus » *bas branchage transversal*, que le décédé descendant du tronc de l'acquérant ». Le Brun assure que ces dispositions ont été étendues à la coutume de Paris, par arrêt du 29 mai 1651, & s'il en faut croire Brunel en ses observations sur le droit coutumier, c'est ainsi que l'on doit en user dans toutes les coutumes de côté & ligne. J'ai sous les yeux un manuscrit dans lequel se trouvent deux arrêts qui confirment nettement cette opinion pour le Hainaut : le premier a été rendu au conseil souverain de Mons le 18 juin 1679. En voici l'espèce :

Bertrand Buifferet.



Il étoit question d'une main-ferme qui , après avoir été possédée par Bertrand Buifferet , étoit passée à Anne Buifferet sa fille , & de celle-ci à Louis Dicman , qui l'avoit transmise à Robert Dicman son fils. Adrien le Clercq , second du nom , en prétendoit la moitié , sur le fondement qu'il étoit au même degré que les nommés Compagnier ; mais ceux-ci ont été préférés , parce que le bien avoit fait souche dans une branche qui leur étoit commune avec le défunt.

On ne peut rien de plus formel que ces arrêts ; cependant il passe aujourd'hui pour certain que l'opinion de Brunel est une erreur , & que la disposition des coutumes de Bayonne & d'Angoumois doit être renfermée dans leur territoire.

Ces coutumes sont même contredites à cet égard par celle de Cambresis , qui , après avoir établi , comme on l'a vu ci-devant , question 3 , que les neveux sont préférés aux oncles dans la

succession des propres naissans , parce qu'ils descendent de l'acquéreur , ajoute aussi-tôt : » Mais » si lesdits héritages viennent & procèdent des » aïeuls ou des aïeules du défunt , ou de plus » haut , lesdits oncles & tantes de la même ligne » succèdent en iceux avec lesdits enfans des frères » ou sœurs également , tête à tête , comme étant » tous en pareille ligne & égal degré au défunt . On voit que cette coutume ne donne point de privilège aux neveux sur les oncles , lorsque les uns & les autres descendent également de l'acquéreur , quoique les premiers aient un auteur commun avec celui à qui il s'agit de succéder , & que les seconds n'aient pas cet avantage.

Cette disposition a été étendue par plusieurs arrêts aux autres coutumes de côté & ligne.

Le plus ancien est du 26 janvier 1536 , & il est d'autant plus remarquable , qu'il a confirmé , après plusieurs enquêtes par jurés , une sentence arbitrale du célèbre Dumoulin , qui donnoit les propres naissans au neveu , à l'exclusion de l'oncle , parce que le premier descendoit de l'acquéreur , & partageoit entre eux les propres anciens , malgré la prétention du neveu de les avoir en totalité , comme venans d'une souche inférieure , qui lui étoit commune avec le défunt. Cet arrêt est rapporté par Dumoulin lui-même sur l'article 40 de l'ancienne coutume d'Amiens.

Le second est celui du 14 août 1570. On voit dans Guyné , qu'il juge précisément la même chose que le premier. Le troisième est du 4 août 1571 ; il a été rendu dans la coutume de Ponthieu ; voici les termes dans lesquels nous le retracé Duchesne sur l'article 13 de cette loi municipale : » Qui de l'oncle ou du neveu du défunt

» sera préféré pour recueillir les anciens propres
 » de la famille? On dit anciens propres, parce
 » qu'il n'y a point de difficulté que les propres
 » naissans appartiennent au neveu préférablement
 » à l'oncle. Il y a deux sentences de ce siège,
 » qui ont jugé la question en faveur d'un neveu
 » & d'une nièce. La première est de décembre
 » 1679..... La seconde, du 2 mars 1685....
 » Mais ces deux sentences sont contraires à plu-
 » sieurs arrêts qui ont adjugé les successions aux
 » oncles & tantes, préférablement aux neveux &
 » nièces du défunt. Il y a un premier arrêt du
 » 4 août 1571, après turbes faites sur les lieux
 » par M. de Harlai, lors conseiller, & depuis
 » président au parlement, qui, en infirmant la
 » sentence d'Amiens, adjuge la succession de
 » Nicolas de Lury à Antoinette de Lury sa tante,
 » au préjudice de Toussaint Gaillontier son ne-
 » veu, à cause de Marie de Lury sa mère. On
 » ordonna même que cet arrêt seroit lu & pu-
 » blié en ce siège (la sénéchaussée de Ponthieu),
 » pour y servir de règlement ».

Les quatrième & cinquième arrêts sont des 2
 & 23 décembre 1595; on en trouve les espèces
 dans Guyré. Ils sont connus au palais sous
 la dénomination d'arrêts des Guibert & des
 Grassins.

Le sixième arrêt est intervenu le 28 mars 1600
 dans la même coutume que celui de 1571, c'est-
 à-dire en Ponthieu. Il confirme une sentence
 des requêtes du palais du 17 juillet 1598, qui
 avoit, suivant Duchesne, » adjugé à dame Ge-
 » neviève de Canteleu, femme du sieur du Re-
 » fuge, & tante du défunt, la succession (aux
 » propres anciens) du sieur de Moras, à l'exclu-

» lion du fleur de Normanville, neveu du dé-
 » funt, par la raison que la tante étoit plus âgée
 » & en parité de degré «.

Il y a un septième arrêt rendu dans la cou-
 tume de Paris, le 22 juin 1601, contre M.
 Lescaplier, qui prétendoit succéder à un héri-
 tage, quoique parent plus éloigné, parce qu'il
 avoit fait souche dans sa branche. On peut en voir
 l'espèce dans M. le Prêtre.

Le huitième arrêt est du 7 janvier 1619. Il
 a encore jugé dans la coutume de Ponthieu,
 » que la tante, quoique conjointe au défunt d'un
 » côté seulement, excluait la nièce, bien que
 » conjointe des deux côtés. Cet arrêt (nous par-
 » lons d'après Duchesne) énonce les deux pré-
 » cédens (de 1571 & 1600), & il a été rendu
 » en faveur de Françoise Potrel, tante de Jean
 » de Courcelles, contre Marie Lardé, nièce du
 » défunt, en confirmant la sentence du sénéchal
 » de Ponthieu «.

Le neuvième arrêt est du 30 août 1664, il
 est rapporté ci-devant, question 3.

Le journal des audiences nous en fournit
 un dixième, sous la date du 12 décembre
 1674.

Il y en a un onzième du 23 février 1703. Il
 faut en détailler ici l'espèce, parce qu'elle n'est
 rapportée dans aucun recueil. La voici telle que
 nous l'avons extraite des mémoires imprimés de
 la part du marquis de Rhodès, en faveur de
 qui l'arrêt a été rendu. Il étoit question de sa-
 voir qui de lui ou du duc de la Ferté recueille-
 roit les propres de la ligne de la Chatre, qui
 se trouvoient dans la succession de la marquise
 de Torcy, régie par la coutume de Blois. Le

marquis de Rhodès fonder sa prétention sur trois faits positifs, établis incontestablement par sa généalogie; le premier, qu'il étoit le plus proche parent de la défunte; le second, qu'il étoit en même temps de la ligne d'où procédoient les biens; le troisième, qu'il n'étoit pas seulement le plus proche parent & de la ligne, mais qu'il étoit encore le plus proche dans cette même ligne. Henri Pot, son père, étoit frère de Claude Pot (qui avoit épousé Henriette de la Chatre sa cousine), aïeul de la Marquise de Torcy, & ces deux frères étoient fils de François Pot, qui étoit fils de Guillaume & de Jacqueline de la Chatre, fille de Claude de la Chatre, qui avoit mis les biens dans la famille; en sorte que le marquis de Rhodès étoit la Chatre par sa bisaïeule, qui étoit mère de François Pot son aïeul, & bisaïeul de la marquise de Torcy; & par conséquent il étoit parent à celle-ci du deux au troisième degré, selon la supputation canonique, & au cinquième, selon la civile. Le duc de la Ferté convenoit de tous ces faits, mais il s'appuyoit sur ce qu'il avoit un auteur commun avec la dame de Torcy, du nom de la Chatre, plus prochain que celui que le marquis de Rhodès avoit avec elle; car, pour trouver son auteur commun portant le nom de la Chatre, il n'étoit obligé de remonter qu'à Claude de la Chatre, second du nom, au lieu que le marquis de Rhodès devoit aller jusqu'à Claude de la Chatre, premier du nom, père de celui-ci. Tel étoit l'état de la question. Mais la coutume de Blois n'exigeant point qu'on ait un auteur commun avec le défunt *de cuius*, & se bornant à demander qu'on soit le plus proche parent du côté & ligne d'où les héritages procèdent, la cour, par son arrêt rendu

524 PATERNA PATERNIS, &c.
 en la grand'chambre, au rapport de M. le Doux
 de Melleville, adjugéa les biens au marquis de
 Rhodès.

Il y a un douzième arrêt du 30 juillet 1718,
 qui juge la même chose pour les coutumes d'Ar-
 tois & de Calais. En voici l'espèce :

Oudart de Renty,
*acquéreur du comté de Brouay & des
 baronnies d'Embry & d'André.*

Marie de Renty, Françoise de Renty
mariée,
 1°. à François 2°. à Gaston à Charles, comte
 Ravenel. Spinola. de Havres.

Françoise Ravenet Bertin Pierre-Ernest
 à Frédéric, comte Spinola. de Havres.
 de Berg-boux-mer.

Éléonore-Fébranie Philippe-Charles
 de Berg Hippolyte Spinola
 à Frédéric-Maurice
 de la Tour
 d'Auvergne, duc
 de Bouillon.

Godefroi-Maurice Philippe-Charles-Albert-Joseph,
 de la Tour d'Au- Frédéric Spinola, comte d'Arberg.
 vergne, duc de
 Bouillon, représenté
 par le duc d'Albret
 son fils & donataire.
 Côme-Gabriel
 Hiacynte Spinola,
 Comte de Brouay,
de cujus.

On voit, par cette généalogie, que le duc
 d'Albret n'étoit parent qu'au septième degré, &
 que le comte d'Arberg l'étoit au cinquième, par
 le moyen d'un rapprochement de ligne qui s'é-
 toit opéré entre sa branche & celle du défunt,
 par le mariage de Françoise-Conrardine de Ga-

vier à Philippe Charles Hippolyte Spinola. On voit en même temps, que le duc d'Albret descendoit, comme le défunt, de Marie de Renty, qui avoit possédé les biens après Ondart de Renty, acquéreur & souche commune des parties. De là, deux questions ; l'une, si le rapprochement de ligne, dont se prévaloit le comte d'Arberg, pouvoit être considéré ; l'autre, si en supposant que l'on dût y avoir égard, & que par conséquent le comte d'Arberg fût réputé plus proche parent au défunt que le duc d'Albret, celui-ci ne devoit pas l'exclure, par la maxime consignée dans les coutumes d'Angoumois & de Bayonne, que *tant que la ligne a souche, jamais elle ne fourche*. Par l'arrêt cité, rendu au rapport de M. Dreux en la grand'chambre, ces deux points, & un autre dont on a parlé ci-devant, question 1, ont été jugés au désavantage du duc d'Albret.

Nous ne voyons pas que notre question se soit renouvelée depuis au Parlement de Paris ; mais elle s'est présentée au parlement de Flandres, & y a reçu la même décision par un arrêt du 17 février 1762, dont voici l'espèce :

Marie Durivage, acquéreuse,
à Allard Caron.

Antoinette Caron	Catherine Caron,
à N. Grassis.	en premières noces, en secondes noces,
	à Michel Cuvillon. à Albert Delerennes.
Jean-Baptiste Grassis,	Marie-Marguerite Cuvillon, à Wallerand Delerennes,
	Alexandre de Barizel.
Wallerand-Albert de Barizel, de	Charles-François Delerennes.
de	Charles-Séraphin Delerennes.

Il s'agissoit de savoir à qui devoient être adjugés les propres que Wallerand-Albert de Barizel avoit laissés dans la coutume de la châtellenie de Lille. La dame Chaxel s'opposoit, comme étant aux droits de Jean-Baptiste Grassin son père, qu'ils devoient être partagés entre elle & Charles Séraphin Delerennes : celui-ci, au contraire, prétendoit l'exclure, parce qu'il descendoit de la dernière souche par laquelle avoient passé les biens. Son système fut accueilli à la gouvernance de Lille ; mais par l'arrêt cité, rendu au rapport de M. Jacquerye, en la première chambre, la sentence fut infirmée, & la dame Chaxel admise au partage des propres.

Long-temps auparavant, le grand conseil de Malines avoit consacré, par un de ses arrêts, la jurisprudence adoptée par celui-ci. M. Cuvelier, page 469, après avoir dit que la ligne descendante du premier acquéreur doit, avec bonne raison, être évacuée avant de venir à ses parens collatéraux, ajoute, que « toutefois au conseil d'Artois on a jugé, touchant la seigneurie de Boubers, au profit de la dame de Hollain, qui étoit cousine germaine du seigneur défunt dudit Boubers, contre la dame de Rochepor, qui étoit petite nièce, en ligne collatérale, dudit seigneur, & néanmoins en pareil degré, ayant ladite dame de Hollain été préférée comme aînée, & la sentence d'Artois fut confirmée par arrêt du 13 mars 1593 ». On voit néanmoins que dans cette espèce la cousine germaine n'avoit pas, comme la petite nièce, l'avantage d'avoir une souche inférieure, commune avec le défunt.

Le conseil d'Artois, dont cet arrêt a confirmé

une sentence, en a encore rendu une semblable le 8 août 1702. Il étoit question de la succession de Robert d'Amiens, dans laquelle il se trouvoit des propres venus de Marie Truffier sa mère, de Jean Truffier son aïeul, & de Robert Truffier son bisaïeul. Ils étoient prétendus d'un côté par des cousins germains issus de Robert Truffier, second du nom, qui étoit frère de Marie Truffier, mère du défunt, & de l'autre, par ses grands oncles, frères de Jean Truffier son aïeul maternel; les parties étoient du même côté & ligne, elles descendoient toutes de Robert Truffier, premier du nom, qui avoit mis les biens dans la famille; mais les cousins germains avoient deux souches inférieures, communes avec le défunt, & ils se prétendoient par-là fondés à exclure les grands oncles. Qu'a jugé le conseil d'Artois? Que les propres litigieux seroient paragés également entre toutes les parties, comme étant au même degré de parenté à celui qui les avoit laissés dans sa succession. Cette sentence a été produite au parlement de Paris, dans un procès entre le comte d'Arberg & la princesse de Montmorency, dont je parle à l'article RAPPROCHEMENT DE LIGNE.

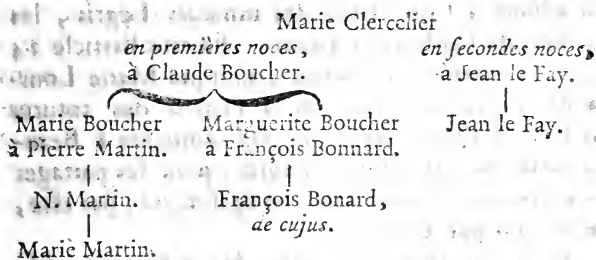
Duchesne nous a conservé deux sentences de la sénéchaussée de Ponthieu, qui confirment de plus en plus cette jurisprudence. Par la première, „ rendue au rapport de M. de Heu, lieutenant „ général, le 10 juin 1627, on a adjugé la „ succession des meubles, acquêts & anciens hé- „ ritages de Marguerite Obry, à Firmin Lardé „ son grand-oncle, au préjudice de Marguerite „ Levasseur, femme d'Antoine Duvauchel, cou- „ sine germaine de la défunte.

La seconde a été rendue » dans une contesta-
 » tion survenue au sujet de la succession de Fran-
 » çois-Paul Lourdel , contre Jean Beauvarlet ,
 » héritier de Marie Lourdel sa mère , qui étoit
 » tante du défunt , & Jean-Baptiste Legris , tu-
 » teur de ses enfans mineurs , neveux du défunt ,
 » à cause de Louise-Agnès Lourdel leur mère.
 » Il étoit question des anciens propres de Fran-
 » çois-Paul Lourdel , dont la succession fut ad-
 » jugée à Jacques Beauvarlet , en qualité d'hé-
 » ritier de sa mère , par sentence du 9 avril
 » 1710 , après une plaidoirie de huit audiences ,
 » conformément aux conclusions de M. de Rou-
 » vroy. Quant aux propres procédans de Phi-
 » lippe Lourdel , qui étoit le père de François-
 » Paul & de Louise-Agnès Lourdel , on ne con-
 » testoit pas aux mineurs Legris les propres naif-
 » sans de François-Paul Lourdel , qui avoient été
 » mis dans la famille par Louise Lourdel , parce
 » que ces mineurs étoient les seuls qui descen-
 » dissent de l'acquéreur. La même sentence a
 » adjugé à l'aîné mâle des mineurs Legris , les
 » fiefs du bailliage d'Amiens , suivant l'article 24
 » de la coutume d'Amiens , quoique Marie Lour-
 » del fût plus âgée ; & à l'égard des rotures
 » sous Amiens , elles ont été adjugées à Beau-
 » varlet & aux mineurs Legris , pour les partager
 » entre eux , comme étant en égal degré , par tête ,
 » & non par souche ».

Pour concilier entre elles les différentes dis-
 positions de cette sentence , & entendre les au-
 tres jugemens cités , qui sont intervenus dans la
 coutume de Ponthieu , il faut se rappeler que ,
 suivant l'article 13 de cette loi municipale ,
d'une côte & ligne n'y a qu'un héritier , qui est
 toujours

toujours le plus âgé de tous ceux qui se trouvent au même degré & dans la même classe d'habilité.

Voilà donc quatorze arrêts & trois sentences demeurées sans appel, qui proscrivent hautement dans les coutumes de côté & ligne le privilège réclamé par les collatéraux descendus d'une souche commune avec le défunt, mais inférieure à l'acquéreur; &, si l'on en excepte les jugemens du conseil de Mons, dont nous avons rapporté les espèces, il n'en est aucun de notre connoissance qui ait jugé le contraire; car c'est à tort que le Brun parle de l'arrêt du 19 mai 1651, comme ayant assimilé la coutume de Paris à celle d'Angoumois; cet arrêt est inséré dans le journal des audiences; & l'on voit clairement qu'il n'a pu prononcer que sur la question de savoir s'il faut considérer la parenté de l'acquéreur, du côté paternel plutôt que du côté maternel. On en jugera par cette généalogie.



On voit par ce tableau, que le défunt n'avoit point d'autre souche commune avec l'une ou l'autre des parties, que Marie Clercelier son aïeule maternelle, & que par conséquent il n'étoit pas

possible que l'on agitât , dans cette cause , la question dont il s'agit ici.

Mais si l'on ne peut pas nous opposer d'arrêts émanés des cours du royaume , on ne manque pas de raisons pour combattre le système adopté par les jugemens que nous venons de passer en revue.

Elles se réduisent à quatre principales. On se fonde d'abord sur la maxime , que les descendans excluent les ascendans & les collatéraux à l'infini. Mais cette maxime ne peut être entendue que des descendans de celui dont la succession est ouverte , & nos coutumes ne lui donnent pas d'autre sens.

On dit en second lieu , que quand un propre a appartenu à l'auteur d'une branche , il devient affecté à tous ses enfans & descendans ; que si la branche se divise en plusieurs rameaux , & que l'un vienne à se dessécher ou à manquer , le propre , qui est le suc de la branche , doit circuler dans les rameaux subsistans , avant de prendre son cours dans une autre branche du même arbre ; que c'est le vrai sens de la maxime *propres ne remontent* , qui signifie que tous les rejetons du père ou de la mère qui en a été un fois propriétaire , doivent être éteints avant que d'autres parens puissent aspirer à la succession du propre ; qu'en un mot , admettre les collatéraux qui ont un père commun avec le défunt dans une classe plus éloignée , aussi long-temps qu'il y a des collatéraux qui ont un père commun avec lui dans une classe plus prochaine , ce seroit bouleverser l'ordre des choses , & faire remonter les propres vers leur source.

Ces idées & le vernis de physique dont on

a cherché à les embellir , ne peuvent équivaloir à des loix ni détruire les principes. Les successions ne suivent pas le même cours dans un arbre généalogique , que la sève dans un arbre physique , supposé que la sève monte toujours en ligne droite du tronc aux branches , & qu'elle ne circule pas de l'un à l'autre par l'effet d'un mécanisme semblable à celui qui opère la circulation du sang dans les animaux. En effet , il est de droit général & primitif , que les collatéraux d'une ligne inférieure sont préférés quand ils sont plus prochains , & partagent avec les collatéraux d'une ligne inférieure , quand ils sont au même degré. Les loix romaines n'ont introduit qu'une exception à ce droit ; la nouvelle 118 préfère les neveux du défunt à ses oncles , parce qu'elle feint que les neveux sont au second degré. Encore plusieurs coutumes ont-elles rejeté sa disposition. Celle de Paris , art. 339 , veut que » l'oncle & le neveu d'un défunt qui n'a » délaissé frère ni sœur , succèdent également , » comme étant au même degré ». D'ailleurs la nouvelle borne aux neveux la prérogative qu'elle établit : du reste , elle ordonne que s'il n'y a pas de frères ni d'enfans des frères du défunt , sa succession appartiendra au plus prochain collatéral. *Si verò neque fratres , neque filios fratrum defunctus reliquerit , omnes deinceps à latere cognatos ad hereditatem vocamus , secundum unius cujusque gradus prerogativam.* Ainsi , après les neveux au moins , la prérogative du degré doit être observée entre les collatéraux , de quelque ligne que ce soit.

Or , en quoi & par quel motif les coutumes de côté & ligne se sont-elles écartées du droit

commun ? Pour les propres seulement, & afin qu'ils ne sortissent pas de la famille des acquéreurs. De là, la règle *propres ne remontent* ; c'est seulement à ce qu'ils ne sortent de la ligne, dit Dumoulin sur l'article 129 de l'ancienne coutume de Paris. Aussi remarquons-nous que les coutumes où les ascendans succèdent aux biens acquis pas le défunt, sont les seules qui fassent mention de cette règle. Celle de la châtellenie de Lille n'en dit mot, parce qu'elle exclut les ascendans de la succession des fiefs & biens cottiérs, soit que le défunt les ait acquis, ou qu'ils lui soient propres.

Sur quel fondement donc les collatéraux de la souche inférieure par laquelle les propres ont passé, seroient-ils préférés ? Qu'un lignager d'une ligne supérieure ou inférieure succède au propre, il ne sort pas de la famille de l'acquéreur ; le but que la coutume s'est proposé est donc rempli ; c'est donc le point où il faut s'arrêter. Préférer les lignagers aux autres collatéraux, & donner encore la préférence à certains lignagers, ce seroit s'écarter doublement du droit commun. La première dérogation est bonne, parce que la coutume l'autorise ; la seconde doit être rejetée, parce qu'elle n'est point tracée dans la coutume.

Vous concluez mal, nous dit-on (& c'est la troisième raison que l'on nous oppose) : parmi les collatéraux lignagers, vous êtes obligés de reconnoître différentes classes d'habilité, même dans les coutumes de côté & ligne. Par exemple, les collatéraux descendus de l'acquéreur sont préférés aux lignagers qui n'en sont pas descendus. Or, point de différence entre les descendans de l'acquéreur & ceux qui sortent d'une souche inférieure par où le propre a passé.

Mais il n'est pas permis , en fait d'exception , d'argumenter d'un cas à l'autre ; & on peut d'autant moins le faire ici , que le système de la préférence des collatéraux descendus de l'acquéreur , sur ceux qui n'en descendent pas , a toujours souffert de grandes difficultés , même au parlement de Paris ; & encore sur quoi fonde-t-on cette préférence ? Sur un motif qui ne peut nullement s'appliquer aux collatéraux sortis d'une souche inférieure. Écoutons Guyné , page 280 :
 „ La loi demande deux choses , l'habilité & la
 „ proximité. Entre ceux qui sont habiles , la proxi-
 „ mité l'emporte , & hors les cas des descendans
 „ de celui qui a mis l'héritage dans la famille ,
 „ dont la prérogative se tire de l'ancien usage des
 „ coutumes , qui dans leur origine étoient toutes
 „ fouchères , nous ne voyons point qu'on y ait
 „ jamais dérogé ».

Enfin , nous dit-on , vous ne pouvez au moins vous refuser à cette raison d'équité. Examinons la marche des propres dans une famille : sans sortir de la généalogie sur laquelle a été rendu l'arrêt du parlement de Flandres , du 17 février 1762 , voyons ce qui s'y est passé. A la mort de Marie Durivage , ses deux filles , Antoinette & Catherine Caron ont partagé ses propres , & elles ont transmis leurs parts respectives à leurs enfans. Si chaque part avoit passé d'un enfant unique à un enfant unique , Charles-Séraphin Delerennes auroit eu la part entière de Catherine Caron sa bisaïeule ; mais celle-ci avant épousé Michel Cuvillon , & ensuite Albert Delerennes , a eu un enfant de chaque lit , & sa part s'est subdivisée. La ligne du premier lit vient à s'éteindre ; n'est-il pas juste que Charles-Séraphin Deleren-

nes, reprenne ce qu'il auroit eu si Catherine Caron n'avoit laissé qu'un enfant ? Quoi de plus naturel que la portion détachée du lot de Catherine Caron, se réunisse & se reconsolide à son tout ?

L'on en convient, à envisager les choses sous un certain aspect. Mais l'on demandera toujours où est écrit cet arrangement dont on dispose ainsi envers toutes les parties. Il peut être juste, naturel, louable ; mais il lui manque le suffrage de la coutume, qui n'a pas porté si loin sa prévoyance. Si elle avoit voulu suivre ce plan, elle n'auroit pas manqué de faire différentes classes de collatéraux lignagers, & d'appeler par ordre ceux auxquels son intention auroit été de donner la préférence. Elle ne l'a pas fait, elle ne l'a donc pas voulu faire ; & s'il falloit déférer à toutes les raisons d'équité dans les matières régies par des loix positives, il n'y a pas une coutume dont il ne fût nécessaire de réformer une bonne partie.

D'ailleurs, la raison d'équité que l'on nous oppose n'est pas sans réplique. Si par l'événement les descendans d'Antoinette Caron sont devenus habiles à succéder à une partie des propres de la mère commune, assignés à Catherine Caron ; par un événement contraire, les descendans de Catherine Caron auroient pu participer à ceux qui ont formé le lot d'Antoinette Caron. Ce que l'on regarderoit comme peu équitable, devient donc juste dès que l'on envisage le droit de réciprocité. Les générations se précipitent plus ou moins ; l'un a le malheur de perdre son père ou sa mère avant l'autre ; le hasard, ou plutôt la providence, décide de tout par rapport à la succession collatérale des meubles & des acquêts ;

doit-on trouver étrange qu'il en soit de même par rapport aux biens propres entre collatéraux lignagers ?

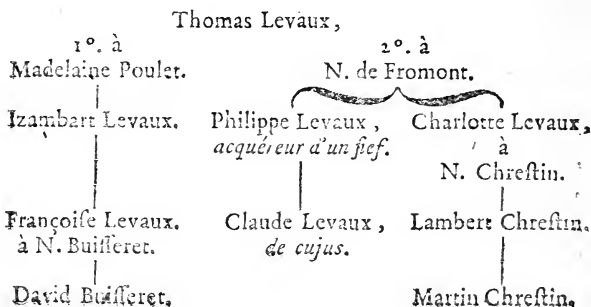
QUESTION SIXIÈME.

Le privilège du double lien a-t-il lieu dans les successions des propres ?

Il n'y a aucun doute sur ce point relativement aux propres anciens : tous les auteurs conviennent qu'ils ne tombent pas dans le privilège dont il s'agit, & la chose a été ainsi jugée, 1°. dans la coutume d'Amiens, par arrêt du parlement de Paris du 26 janvier 1536, rapporté par Dumoulin en son apostille sur l'article 40 de cette loi ; 2°. dans celle de Ponthieu, par arrêt de la même cour du 7 janvier 1619, cité plus haut, question 5 ; 3°. dans celle de Blois, par deux arrêts des 20 février 1593 & 31 mai 1636, rapportés par Bacquet & au journal des audiences ; 4°. dans celle de Cambresis, par arrêt du grand conseil de Malines de 1621, rapporté par M. de Humayn, page 225.

Il y a cependant quelques coutumes qui en disposent tout autrement. Celle du chef-lieu de Mons, à laquelle sont soumises les rotures d'une grande partie du Hainaut, porte, chapitre 2, que
 „ s'il advenoit que aucuns frères ou sœurs ger-
 „ mains allassent de vie à trépas, délaissant
 „ frère & sœur vivans, ou plusieurs frères ou
 „ sœurs ; en ce cas, lefdits frères & sœurs vivans
 „ succéderont en leur frère ou sœur germain tré-
 „ passé, selon & ainsi que dessus est dit..., &
 „ aussi bien d'acquêts desdits frère & sœur que
 „ de patrimoine “.

Dumées, en sa jurisprudence du Hainaut, page 198, prétend qu'il en est de même à l'égard des biens de cette province qui sont régis par les chartres générales; mais c'est une des erreurs échappées en foule à cet auteur. Les articles 4 & 5 du chapitre 92 de ces loix le prouvent clairement, en décidant que » fief patrimonial venu à enfant » décède sans génération, écherra à son aîné, » frère ou demi-frère, & en faute de frère ou » demi-frère, à la sœur ou demi-sœur aînée La particule *ou* fait bien voir que le frère germain ne doit point avoir de préférence sur le demi-frère. Cela résulte d'ailleurs de l'article 6, conçu en ces termes : » Mais pour fiefs acquis ..., » le frère ou sœur des deux côtés sera préféré » à celui qui ne touchera que d'un côté ». La particule *mais* annonce certainement une différence, quant à la manière de succéder, entre les fiefs propres & les fiefs acquis, & cette différence ne peut consister, d'après les dispositions précédentes, qu'en ce que dans les uns on donne effet au double lien, & point dans les autres. Aussi trouvons-nous un arrêt manuscrit du conseil souverain de Mons, qui l'a jugé de la sorte. En voici l'espèce :



Martin Chrestin & David Buissèret étoient ; comme l'on voit , parens au même degré ; mais le premier avoit sur le second l'avantage du double lien , & prétendoit l'exclure. David Buissèret répondoit que le double lien n'a point de privilège en matière de propres , qu'ainsi le fief devoit lui appartenir en entier , parce qu'il étoit le plus âgé de la famille ; & il a été ainsi jugé le 30 mai 1684.

Cet arrêt étend aux propres naissans l'exclusion du double lien , prononcée à l'égard des propres anciens par ceux que nous avons rapportés précédemment. Sur cette question particulière & sur les dispositions des autres coutumes par rapport au double lien considéré relativement aux propres en général , voyez ce qu'a dit dans cet ouvrage M. Garrau de Coulon au mot DOUBLE LIEN , §. 3.

QUESTION SEPTIÈME. *Quels sont les effets du rapprochement de ligne en matière de succession de propres ?*

Pour ne pas trop allonger cet article déjà assez étendu , nous renvoyons cette question à l'article RAPPROCHEMENT DE LIGNE.

QUESTION HUITIÈME. *Quel sont le sens , les effets & l'usage de la maxime propres ne remontent ?*

Cette maxime n'est qu'une conséquence de la règle *Paterna Paternis* , & le vrai sens en est , suivant Dumoulin , que les propres d'une ligne ne doivent pas remonter aux ascendants d'une

autre ligne. On fait que tel est le droit commun des pays coutumiers, & l'on se rappelle qu'un arrêt du 21 juillet 1571, rapporté ci-devant, §. 1, l'a ainsi jugé dans la coutume de Chaumont, qui n'en a pas de disposition.

On en trouve une nouvelle preuve dans le commentaire de Duchesne sur la coutume de Ponthieu, article 7 : » Un conquêt de communauté, échu dans le partage d'icelle à un » enfant, ne retourne point par son décès au » survivant des conjoints; mais les frères & sœurs » y succèdent à son exclusion, comme propre » naissant; il y en a un arrêt confirmatif d'une sentence de la sénéchaussée de Ponthieu de 1591. C'est aussi ce qui a été jugé dans la coutume de Philippeville, par arrêt du parlement de Flandres du 31 janvier 1697, rapporté dans le recueil de M. le président Desjaunaux.

Il y a cependant des coutumes, que l'on peut appeler extraordinaires, où la règle *Paterna Paternis* est expressément reçue & n'entraîne pas l'exclusion des ascendants, des propres venus à leurs enfans, d'une ligne à laquelle ils n'appartiennent point. Écoutons M. Cuvelier en son recueil d'arrêts du grand conseil de Malines, page 468 : » Par la coutume de Namur, article 76, » en succession venant du tronc, les plus prochains du côté dont lesdits biens viennent, » succèdent en iceux biens; toutefois en ligne » directe, en laquelle *le mort saisit le vif*, l'on » n'a point d'égard de quel côté viennent les » biens; parce que ladite ligne, même ascendante, doit être évacuée avant que de venir à » la collatérale; en sorte que le père ou grand-père exclut les collatéraux, même es biens

» venans de la mère , & ce ensuite du droit
 » écrit , reçu en ce cas audit Namur , selon qu'il
 » a été jugé par arrêt fort notable de la cour
 » du 23 août 1602 , confirmatif de la sentence
 » du conseil de Namur , entre Martin Mynet &
 » Philippe Signoye «.

On sent qu'il faut être bien attaché au droit écrit , pour juger de la sorte dans une coutume qui admet si formellement la règle *Paterna Paternis*. Au reste , cette décision ne tire point à conséquence pour les autres coutumes de côté & ligne ; on les regarde toutes comme exclusives des ascendans , lorsqu'il s'agit de régler à qui d'eux ou d'un collatéral lignager doit appartenir la succession des propres d'une ligne qui leur est étrangère.

Mais cette exclusion provient-elle , comme le prétend Dumoulin , de la règle *propres ne remontent* , & en forme-t-elle tout l'effet ? On voit où tend cette question. Si la règle *propres ne remontent* , n'a été faite que pour empêcher les ascendans paternels de succéder aux propres maternels , & *vice versa* , il faut dire indistinctement , avec Dumoulin sur l'article 100 de la coutume de Montfort , que » les ascendans qui » sont de la ligne d'où sont venus lesdits héritages , sont préférés aux collatéraux , voire de » la ligne , & non seulement au fisc «. Et c'est aussi ce qu'ont enseigné la plupart des auteurs qui ont écrit après ce grand jurisconsulte : » Les » propres retournent aux ascendans quand ils » sont de la ligne & estoc « , dit Chopin sur la coutume de Paris , livre 2 , titre 5 , n. 14.

Il est aisé néanmoins d'apercevoir que cette interprétation ne s'accorde nullement avec l'es-

prit de nos coutumes. Pour exclure les ascendans
 de la succession aux propres d'une ligne étran-
 gère, il ne falloit pas mettre en principe que
 les propres ne peuvent remonter; la règle *Pa-*
terna Paternis produisoit naturellement cet effet.
 Ainsi la maxime dont il s'agit n'a pu être in-
 troduite que pour empêcher les ascendans de suc-
 céder même aux propres de leur ligne. C'est ce
 que font entendre très-clairement les articles 312
 & 313 de la coutume de Paris : le premier éta-
 blit que *propres ne remontent*, le second ajoute,
 par forme d'exception : » Toutefois succèdent les
 » ascendans ès choses par eux données à leurs
 » enfans décédans sans enfans & descendans
 » d'eux «. Donc les ascendans ne peuvent régu-
 lièrement succéder même aux propres de leur
 ligne. La chose est encore mise dans un plus
 grand jour par l'article 185 des anciennes cou-
 tumes notoires du châtelei de Paris ; voici comme
 il est conçu : » Si aucun enfant va de vie à tref-
 » pissement sans hoir de son corps, tenant &
 » possédant aucun sien propre héritage, icelui
 » propre héritage vient & descend de plein droit
 » aux frères & sœurs survivans d'icelui trépassé,
 » ou aux autres plus proches de lignage, sans ce
 » que les père & mère d'icelui enfant trépassé y
 » aient aucun droit, & n'y puent succéder «.
 Cet article ne fait aucune différence des propres
 paternels d'avec les propres maternels, & il dé-
 cide en général, que les père & mère n'y peuvent
 succéder : on ne peut assurément rien de plus
 clair. On remarque le même esprit dans toutes
 nos coutumes : celle de Chauny, entre autres,
 déclare, articles 38 & 74, que » propres & fiefs
 » venus de père ou mère ou autres parens, iceux

» héritages doivent retourner au plus prochain
 » parent dudit défunt en ligne descendante du côté
 » dont sont procédés lesdits héritages, *sans re-*
 » *tourner aux ascendants*, posé que lesdits parens
 » ascendants fussent au plus prochain degré que
 » les autres ». Enfin, notre principe est si const-
 tant, si universellement reçu, qu'il y a plu-
 sieurs coutumes qui n'en exceptent pas même
 les propres donnés par les père & mère à leurs
 enfans. Telle étoit l'ancienne coutume de Melun,
 comme on le voit au procès-verbal de la nou-
 velle, article 270; -telle est encore celle de
 Tournai, qui porte, chapitre 11, article 37 :
 » Le fief advenu du père à l'enfant, par dona-
 » tion ou autrement, ne remonte par la mort
 » du fils à son dit père, mais y hérite le plus pro-
 » chain lignager collatéral dudit fils en faute
 » d'héritier descendant; sauf toutefois que si le
 » fils avoit acquis ledit fief, & décédât sans en-
 » fans légitimes, audit cas ledit fief écheroit à
 » son père, & ne seroit réputé remonter ». On
 trouve la même disposition dans les chartres gé-
 nérales de Hainaut, chapitre 93, article 1.

Ces coutumes ont interprété strictement & à
 la lettre la règle *Paterna Paternis*; aussi n'est-
 elle susceptible, dans leurs territoires, d'aucune es-
 pèce d'exception.

Il en est de même dans la châellenie de Lille.
 Claire Waresquiel, veuve de Jean Caillet, ayant
 renoncé à la succession de Martin Waresquiel
 son frère, pour la faire passer à Jacques Caillet
 son petit fils, dans la persuasion qu'il lui survi-
 vroit, il arriva, contre l'ordre de la nature, que
 le petit-fils mourut avant elle. Cet événement
 donna lieu à la question de savoir si l'aïeule, qui

étoit une Warefquiel, ou les collatéraux du côté des Warefquiel, devoient succéder aux propres de cette ligne, situés dans la châellenie de Lille. Par arrêt du parlement de Flandres, du mois d'octobre 1719, ils furent adjugés aux collatéraux, parce que, comme l'avoit établi auparavant M. Pollet, partie 2, n. 13, la coutume de cette province, titre 2, article 2, préfère les collatéraux aux ascendants, sans distinction si les immeubles sont propres ou acquêts; parce que, dans les articles 26 & 27, elle appelle le plus proche parent collatéral, de quelque côté qu'il soit, à la succession des acquêts, sans faire aucune mention des ascendants; parce qu'enfin, dans l'article 54, elle restreint le droit des ascendants à la succession mobilière.

On a cherché dans les autres coutumes à restreindre la règle *propres ne remontent*, & la jurisprudence y a apporté plusieurs exceptions.

La première est, comme on l'a déjà dit, que les ascendants succèdent, à l'exclusion des collatéraux, *aux choses par eux données à leurs enfans décédans sans enfans & descendans d'eux*. Ceci sera développé à l'article RÉVERSION.

La seconde est pour le cas où les ascendants sont, indépendamment de la proximité du degré, dans une classe d'habilité privilégiée; par exemple, lorsqu'ils descendent de l'acquéreur, & que les biens leur sont disputés par des collatéraux qui n'en descendent pas.

La troisième est lorsque, se trouvant dans la même classe d'habilité que les collatéraux, ils ont sur ceux-ci l'avantage d'être plus proches parens à leurs enfans du côté & ligne de l'acquéreur, abstraction faite de leur qualité de père, de mère, d'aïeul ou d'aïeule.

» Sur ce fondement , dit Renusson , fut ajouté
 » l'article 315 de la coutume de Paris , lorsqu'elle
 » fut réformée en 1580 , qui porte , que si le fils
 » fait acquisition d'héritages ou autres biens im-
 » meubles , & il décède laissant à son enfant
 » lesdits héritages , & ledit enfant décède après
 » sans enfans & sans descendans de lui , & sans
 » frères & sœurs , l'aïeul ou l'aïeule succède
 » auxdits héritages en propriété , & exclut tous
 » collatéraux.

» Sur ce même fondement , il y a un arrêt du
 » 5 janvier 1630 , au rapport de M. Thudes ,
 » dont voici le fait : Une aïeule maternelle avoit
 » donné à sa petite fille une terre en faveur de
 » mariage ; l'aïeule donatrice vient à décéder ;
 » la petite fille donatrice vient aussi à décéder ,
 » & ne laisse aucun enfant : contestation entre
 » la mère & les oncles maternels , pour savoir
 » qui devoit succéder à cette terre. La mère
 » disoit qu'elle étoit parente de sa fille du côté
 » & ligne dont venoit l'héritage , & qu'elle étoit
 » plus proche que les oncles. Les oncles , au con-
 » traire , disoient que cette terre qui avoit été
 » fait propre à la fille , ne devoit remonter à la
 » mère , suivant cette règle commune , *propres*
 » *ne remontent* ; & néanmoins par l'arrêt fut
 » jugé que la mère devoit succéder à la terre
 » qui avoit été donnée à sa fille par l'aïeule ma-
 » ternelle l'arrêt rendu en la première chambre
 » des enquêtes , les autres consultées «.

Hors les cas des trois exceptions que nous ve-
 nons de remarquer , la règle *propres ne remontent* ,
 doit être exécutée à la lettre. Ainsi , pour nous
 servir des termes de Guyné , » lorsque les col-
 » latéraux sont véritablement de la ligne de

» l'acquéreur , c'est-à-dire , qu'ils en sont des-
 » cendus , & que les père & mère ne sont pa-
 » rens que du côté de l'acquéreur , dans ce cas ,
 » comme les collatéraux ont le premier degré
 » d'habilité , & que les père & mère n'ont
 » qu'un degré subsidiaire ; qu'ils sont seulement
 » réputés parens du côté & ligne , j'estime que
 » les collatéraux doivent être préférés aux père
 » & mère ; & cela sur le principe qui résulte de
 » la coutume même , que l'habilité de succéder
 » l'emporte , pour la succession des propres , sur la
 » proximité de parenté « .

Par la même raison , lorsque les ascendans
 sont dans la même classe d'habilité que les
 collatéraux , mais qu'ils ne sont pas aussi pro-
 ches que ceux-ci , indépendamment de leur qua-
 lité d'ascendans (ce qui arrive dans le cas où
 il s'agit de régler la succession d'enfans nés d'un
 mariage contracté par un oncle avec sa nièce ,
 par un cousin avec sa cousine) , il n'est point
 douteux , quoi qu'en disent Guyné & le Brun ,
 que les collatéraux n'aient la préférence , & n'ex-
 cluent les père & mère. Voyez l'article RAPPRO-
 CHEMENT DE LIGNE.

Pour tout dire en deux mots , la règle *propres*
ne remontent , indéfinie dans le principe , a été
 sagement modifiée dans la suite ; mais il ne faut
 pas que les modifications se multiplient au point
 de la détruire : il est essentiel au contraire
 qu'elles soient restreintes & disposées de ma-
 nière à ne paroître que sortir naturellement de
 l'esprit même de cette règle. Ainsi , un père doit
 être regardé comme habile à succéder aux pro-
 pres , lorsque c'est de sa qualité même de père
 qu'il tire celle de lignager , ou que la seconde
 existe

existe en lui indépendamment de la première , parce que dans l'un & l'autre cas , ce n'est point de son titre d'ascendant , considéré comme tel , qu'il tire son droit ; mais si , avec cette habilité , il se trouve en concurrence avec des collatéraux qui sont ou plus privilégiés ou plus proches que lui dans l'ordre de la côte & ligne , ceux-ci doivent l'emporter sur lui , parce qu'autrement ce seroit attribuer à la qualité d'ascendant , des prérogatives que l'on a voulu lui ôter par la règle *propres ne remontent*.

La preuve que c'est-là le véritable esprit de cette règle , c'est que l'on en use ainsi dans les coutumes où elle est admise , & que l'on suit une jurisprudence toute différente dans le petit nombre de celles qui la rejettent. La première partie de cette assertion est justifiée par le célèbre arrêt de règlement du 3 septembre 1734 , & par plusieurs autres que nous rapportons à l'article RAPPROCHEMENT DE LIGNE. La seconde est établie par deux arrêts des 30 août 1706 , & 6 septembre 1738 , dont nous rendons compte au même endroit , & qui ont préféré , dans la coutume d'Amiens , des ascendants lignagers à des collatéraux plus proches dans l'ordre de la côte & ligne , sur le fondement que l'article 68 de cette loi déroge formellement à la règle *propres ne remontent*. Cet article est conçu en ces termes : » Tant que la ligne ascendante dure , » la ligne collatérale n'a lieu , pour le regard » des meubles & acquêts du défunt , ensemble » des patrimoniaux procédans de ladite ligne ascendante : en manière que le père , mère , » aïeul ou aïeule , succèdent à leurs enfans en » tous leurs meubles & conquêts immeubles ,

» & aussi aux propres chacun de leur côté , à
 » savoir , les ascendans paternels , aux biens venans
 » du côté paternel , & les ascendans maternels ,
 » aux biens venans du côté maternel «.

On ne peut concevoir de dérogation plus précise que celle-ci à la règle *propres ne remontent* ; & assurément si Ricard & Dufresne , qui ont commenté cette coutume , s'étoient attachés à ses termes , au lieu de chercher mal à propos à la rapprocher de celle de Paris , ils n'auroient pas avancé l'un & l'autre des paradoxes qui la détruisent. Voici comme s'explique le premier.

» On demande si l'acquêt fait par le père &
 » échu par sa succession à son fils , doit appartenir ,
 » par le décès du fils , à l'aïeul ou au frère du
 » fils. Il semble par les termes de cet article ,
 » que l'aïeul ait droit de les prétendre. Et néanmoins le contraire est plus véritable , parce que
 » c'est un propre naissant qui ne remonte point
 » plus haut que le père qui l'a apporté en sa
 » famille , & qui conséquemment doit plutôt
 » appartenir au frère du fils de l'acquéreur qu'au
 » grand-père «.

Dufresne tient la même doctrine , & la fonde sur les articles 230 & 313 de la coutume de Paris , & sur un arrêt du 5 mars 1605 , rendu après une enquête par turbes , faite au bailliage & en la prévôté d'Amiens.

Mais pour écrire ou juger de la sorte , il ne suffit pas d'être jurisconsulte ou magistrat , il faut être législateur.

QUESTION NEUVIEME. *Quel est le sens & l'usage du chapitre 3 de la coutume du chef-lieu de Mons ?*

Ce chapitre porte, que » les patrimoines d'oncle » & tante se doivent partir, s'ils échéent à leurs » neveux ou nièces, par estoc, c'est à entendre » qu'autant y devront avoir un neveu ou nièce » d'un mariage, que quatre ou cinq d'un autre, & seulement les neveux & nièces du » premier mariage, & non ceux de second mariage «.

On reconnoît dans cette disposition l'esprit des coutumes de Hainaut, qui tend toujours à favoriser les premières noces. Voyez DÉVOLUTION COUTUMIÈRE.

Les neveux & nièces peuvent-ils exercer, même contre un frère du défunt, le privilège singulier que la coutume leur attribue ici, ou doivent-ils en borner l'usage entre eux ? Ce dernier parti sembloit le plus exact, parce qu'en Hainaut la représentation n'a pas lieu en ligne collatérale : c'est cependant le premier qui a prévalu, par la raison que la proximité ne l'emporte que quand toutes les parties sont dans la même classe d'habilité ; & que, dans notre espèce, les neveux issus d'un premier mariage ont en cette seule qualité le privilège d'exclure tous les descendants du second. On pourroit opposer à cette raison, qu'elle tourne dans un cercle vicieux & suppose ce qui est en question ; mais l'usage a paré à ce défaut, en consacrant l'opinion qu'elle fonde.

M m ij

348 PATERNA PATERNIS, &c.

Nous en trouvons la preuve dans un arrêt du conseil souverain de Mons, dont voici l'espèce.

Jean Défossé,
acquéreur,
marié,

<i>en premières noces,</i>		<i>en secondes noces,</i>
à Christine Dubreucquet.		à Anne Bassecouf.
Pierre Défossé.	Jean Défossé,	Antoine Défossé.
	<i>de cujus.</i>	
Fabris Défossé.		

Antoine Défossé réclamoit les propres naissans qui se trouvoient dans la succession de son frère consanguin; il se fondeoit sur ce qu'il étoit à la fois le plus proche & de la ligne de l'acquéreur. Fabris Défossé, neveu du défunt, répondoit que les propres sont affectés au premier sang comme le plus noble, & il a obtenu gain de cause par arrêt du 9 juillet 1631.

Le manuscrit d'où nous avons extrait cet arrêt, en indique deux semblables rendus au souverain chef-lieu de Mons, l'un antérieurement à celui-ci, l'autre en octobre 1660.

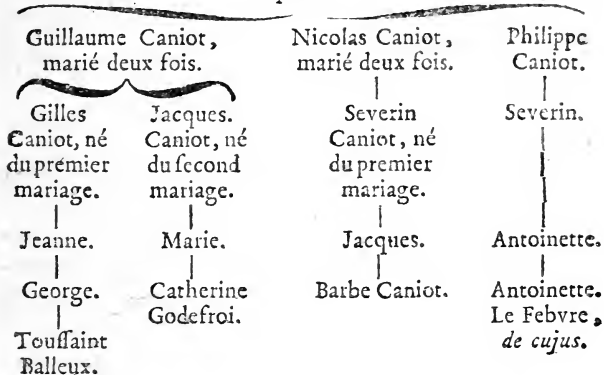
L'usage a encore étendu plus loin le privilège du premier sang en fait de succession de propres.

Le texte de la coutume ne l'accorde qu'aux neveux; mais les cousins en jouissent pareillement, & il s'exerce entre eux sans aucune difficulté. C'est ce que les auteurs du projet de réformation de cette coutume, connue sous le nom de chartres préavisées, ont voulu exprimer par ces termes de l'article 2 du titre de successions de cousins & cousines : » En la même succession, le premier

• sang l'emportera contre le second, pour le regard
» du patrimoine «.

Cet usage bizarre a donné lieu à un arrêt
du parlement de Flandres, dont il faut rendre
compte.

Nicolas Caniot ,
acquéreur.



Antoinette le Febvre étant morte sans enfans,
Barbe Caniot prétendit recueillir tous ses pro-
pres, à l'exclusion de Catherine Godefroy. Elle
se fondeoit sur deux moyens; l'un, qu'elle des-
cendoit du premier mariage de Nicolas Caniot
son bifaïeul, au lieu que Catherine Godefroy
étoit issue du second mariage de Guillaume Ca-
nriot son bifaïeul; l'autre, qu'excluant Toussaint
Balleux par la proximité du degré, elle devoit
pareillement exclure Catherine Godefroy, par
la règle *si vinco vincentem te*, à *fortiori te*
vinco.

Catherine Godefroy lui répondoit : Vous ne
descendez pas du premier mariage de Guillaume
Canriot mon bifaïeul, mais de celui de Nicolas

Caniot mon arrière-grand-oncle. Les enfans d'un premier lit ne peuvent avoir de privilège sur ceux d'un second, que lorsque l'un & l'autre mariage a été contracté par la même personne. Le seul but de la coutume est de favoriser les enfans des premières noces, vis-à-vis de leurs derniers frères & de ceux qui en descendent. Il est vrai que Toussaint Balleux m'excluerait, si je ne vous avois pour concurrente ; mais ce seroit par un privilège qui lui est personnel & dont vous ne pouvez profiter. Votre concours à la succession écarte sa personne comme plus éloignée, mais il me laisse en ma place, & , loin de me nuire, il me rend habile à succéder, parce que je ne puis être regardée, par rapport à vous, comme issue d'un second mariage, & qu'étant au même degré que vous, je dois avoir la moitié des propres dont il s'agit. La règle *si vinco vincen-tem te* ; n'est pas sans exception. On en voit des exemples dans la loi 5, §. *si ex filio*, D. *ad senatusconsultum Tertullianum*, & dans le Brun, traité des successions, livre 1, chapitre 6, section 2, n. 12.

Ces raisons paroissent décisives. Cependant, par sentence des maieur & échevins de Cartignies, du 3 décembre 1735, les biens litigieux furent adjugés à Barbe Caniot. Catherine Godefroy en interjetera appel au bailliage d'Avesnes, où il intervint sentence du 20 juillet 1736, qui confirma la décision des premiers juges. Elle appela une seconde fois, & la cause portée au parlement de Flandres, fut d'abord partagée le 26 juillet 1737 ; mais le partage ayant été porté dans une autre chambre, par arrêt du mois de janvier 1738, la cour mit l'appellation & ce au

néant, émendant, ordonna que les propres dont il étoit question au procès seroient partagés également entre l'appelante & l'intimée.

SECONDE CLASSE.

Coutumes de tronc commun.

Nous avons déterminé plus haut ce qu'on entend en cette matière par coutumes de tronc commun. Le Brun propose à ce sujet un exemple qui peut éclaircir la définition que nous en avons donnée : » Dans ces coutumes , dit-il , » si mon père a acquis un héritage auquel j'aie » succédé , & que je laisse en mourant un frère » utérin & un oncle & un cousin germain paternel ; au lieu qu'à Paris ce seroit l'oncle , » qui , étant du côté & ligne de mon père qui » a acquis l'héritage , qui y succéderoit , dans » ces coutumes ce sera mon frère utérin. Et la » raison en est , que l'on ne peut pas dire que l'héritage ait appartenu à celui qui a fait le tronc » commun & ancien entre moi & mon oncle , » puisqu'il n'a pas appartenu à mon aïeul : ainsi » il n'est pas propre , & appartient à mon frère » utérin , comme mon plus proche héritier «.

Mais y a-t-il vraiment des coutumes de cette espèce ? Guyné semble avoir pensé que non , puisqu'il ne les place pas dans la division qu'il fait des diverses interprétations données par nos loix municipales à la règle *Paterna Paternis*. D'un autre côté , le Brun regarde comme coutumes de tronc commun , Sens , Auxerre , Bourgogne-Duché , & il paroît que ce sont les seules que

l'on a voulu, d'après lui, ranger dans cette classe. Voyons si elles sont réellement telles.

La coutume de Sens porte, article 83 : » Et
 » quant aux propres, ils ensuivent le tronc de
 » leurs père & mère, & autres desquels ils sont
 » venus ». Le mot *tronc* a-t-il dans cette coutume le même sens que *côté & ligne* dans celle de Paris ? Faut-il au contraire l'entendre à la lettre & en conclure qu'elle n'appelle à la succession des propres que les collatéraux lignagers qui ont avec le défunt une souche commune par laquelle les biens ont passé ? ou enfin doit-on en tirer la conséquence, que cette coutume fait partie de la classe de celles connues sous la dénomination de *fouchères* ? On sent combien il est difficile de résoudre une pareille question : il faudroit, pour le faire d'une manière certaine, s'assurer de l'idée que les rédacteurs avoient du terme dont il s'agit ; ce qui n'est pas possible. C'est donc à l'usage qu'il faut s'en rapporter, & l'usage est absolument contraire à l'affertion de le Brun. On trouve dans Rousseau de la Combe
 » un arrêt du 27 juillet 1748, au rapport de
 » M. de Beze, en la quatrième chambre des
 » enquêtes, après un acte de notoriété ordonné
 » par un précédent arrêt, qui confirme la sentence du bailliage & pairie de Seignelay, &
 » juge en faveur d'Edmond Jouffot & consorts,
 » contre Edmée Massacrie, Hubert Sourdilhac
 » & consorts, que la coutume de Sens est coutume
 » de côté & ligne, non fouchère ni de tronc commun ».

La coutume d'Auxerre paroît plus susceptible d'être rangée dans la classe des coutumes de tronc commun. Elle établit d'abord, article 240, que

le privilège du double lien n'a lieu ni pour les meubles ni pour les acquêts ; ensuite elle ajoute :
 » Quant aux héritages propres , ils ensuivent le
 » tronc & ligne des père & mère , & autres *af-*
 » *cendans* desquels ils sont venus & issus «. Ces
 mots & autres *ascendans* , semblent annoncer que
 les propres cessent d'être réglés comme tels en
 succession , lorsqu'il ne se trouve pas de descen-
 dans d'un des auteurs du défunt qui les a possédés.
 Mais ; comme l'observe Rousseau de la Combe ,
 l'objet direct de cet article n'est pas de déter-
 miner l'ordre de succéder aux propres. La seule
 chose dont il y est question , est de savoir si les
 propres tombent ou non dans le privilège du
 double lien. Ce n'est que par l'article 241 que
 la coutume a réglé la succession à ces héritages ,
 & les termes dont elle s'est servie à ce sujet ,
 considérés à part , ne peuvent que la faire répu-
 ter coutume de côté & ligne. Voici ce qu'elle
 porte : » Père & mère , aïeul & aïeule suc-
 » cèdent ès biens meubles & acquêts..... &
 » quant aux autres propres qui seront advenus à
 » leursdits enfans & enfans de leurs enfans , ils
 » appartiendront aux frères & sœurs & autres
 » collatéraux plus prochains desdits enfans étant
 » de l'estoc , côté & ligne dont seroient procé-
 » dés lesdits propres «. Si cette disposition n'est
 pas assez précise pour détruire celle qui paroît
 écrite dans l'article 240 , au moins elle suffit
 pour faire naître des doutes sur le véritable es-
 prit de la coutume , & ces doutes ne peuvent
 être éclaircis que par l'usage , qui , suivant Rouf-
 seau de la Combe , est entièrement pour la sim-
 ple côté & ligne.

Thomas Chauvelin nous a même conservé ,

en sa note sur l'article 240, un arrêt qui justifie & confirme cet usage. » Par arrêt du 8 mai 1598, entre Pierre du Clou, héritier de Jean Pouffevin, son neveu, fils de feu Sanson Pouffevin, demandeur; Jean Fauconnier & sa femme, auparavant veuve dudit Sanson Pouffevin, tuteurs des enfans du premier lit, frères utérins de Jean Pouffevin, défendeur; les acquêts de Sanson Pouffevin père, propres à Jean Pouffevin, furent adjugés à l'oncle, à l'exclusion des frères utérins, encore qu'il ne fût du tronc & ligne du père, duquel ils étoient venus «.

Reste donc la coutume du duché de Bourgogne. Voici ce qu'elle porte, titre des successions, article 16 : » Les héritages ensuivent en succession *la ligne du tronc de laquelle ils sont issus*; c'est à savoir que les héritages procédans du côté & ligne paternelle, retournent aux héritiers du défunt du côté paternel, & ceux procédant du côté & ligne maternelle, retournent aux héritiers du défunt du côté maternel, soit en prochain ou en lointain degré «.

Cet article n'est guère plus clair ni plus décisif sur notre question, que les textes cités des coutumes de Sens & d'Auxerre. Chasseneux en a conclu, que la coutume de Bourgogne étoit fouchère. Guyné au contraire en a inféré qu'elle devoit être mise au nombre des coutumes de côté & ligne; enfin l'usage a prononcé, & l'on ne doute plus aujourd'hui qu'elle ne soit de tronc commun. Nous ne connoissons cependant pas d'arrêts du parlement de Dijon qui l'ait ainsi jugé *in terminis*. On en trouve à la vérité plusieurs dans le journal du palais, tome 2, page 977; mais la seule décision que l'on peut en tirer,

est que la coutume de Bourgogne n'est pas simplement de côté & ligne ; le rédacteur qui les rapporte paroît même supposer qu'elle est sou-
 chère. Voici l'espèce du dernier , qui les rappelle
 tous. » Après le décès de Pierre Pelletier , mort
 » sans enfans , contestation s'est formée entre
 » Claude Lyrot sa mère , & les parens paternels
 » au quatrième degré du défunt , pour une mai-
 » son qu'il avoit laissée dans sa succession. Cette
 » maison avoit été acquise par l'aïeul , & ensuite
 » possédée par le père de Pelletier ; de sorte que ,
 » comme cet aïeul ne pouvoit être la souche
 » commune du défunt & des parens paternels
 » au quatrième degré , la mère prétendit que cet
 » effet immobilier lui appartenoit. Au contraire ,
 » les collatéraux soutenoient qu'il suffisoit qu'ils
 » fussent héritiers paternels , *sans être absolument*
 » *descendus de l'acquéreur* , & obtinrent sentence
 » du juge de Seurre , conforme à leurs conclu-
 » sions. Appel ayant été interjeté en la cour par
 » la mère , on disoit pour l'appelante , que.....
 » l'article 13 du titre des successions établit le
 » droit des père & mère dans la succession de
 » leurs enfans , à l'exclusion des collatéraux au
 » troisième degré , c'est-à-dire , autres que ceux
 » qui y sont marqués , savoir , les frères & sœurs ,
 » & les enfans des frères & sœurs. Il est vrai que
 » par l'article 16 les collatéraux sont rappelés ;
 » mais ils ne le sont que sous cette condition
 » indispensable , qu'ils soient issus de la ligne du
 » tronc dont les héritages procèdent , c'est-à-dire
 » qu'ils seront descendus de l'acquéreur ; autre-
 » ment les choses reviennent au droit commun
 » de la succession des enfans , laquelle appartient
 » aux père & mère par le précédent article.....

» Toutes les fois que cette question s'est présen-
 » tée au parlement de Dijon, les arrêts l'ont dé-
 » cidée contre les collatéraux en faveur des père
 » & mère. Les nouveaux commentateurs de la
 » coutume imprimée en 1665 rapportent jus-
 » qu'à cinq arrêts conformes, dont le dernier
 » mérite une réflexion particulière. Il fut rendu
 » entre Antoine Morandet & les héritiers colla-
 » téraux du côté maternel de Diane Morandet
 » sa fille. Il s'agissoit des propres maternels d'Anne
 » Morandet, qui furent adjugés au père. L'arrêt
 » est du 18 mars 1581. Depuis, les collatéraux
 » s'étant pourvus au conseil en cassation contre
 » cet arrêt, & ayant soutenu qu'il avoit été rendu
 » contre la disposition de la coutume, par arrêt
 » du conseil, il fut ordonné que l'on informeroit
 » de l'usage sur l'exécution des articles 13 & 16
 » du titre des successions. L'enquête fut faite,
 » dans laquelle on entendit dix des plus anciens
 » avocats du parlement de Dijon, qui déclarè-
 » rent unanimement que l'arrêt dont on se plai-
 » gnoit étoit conforme à l'usage de la province.
 » En conséquence, le demandeur en cassation fut
 » débouté..... Sur ces raisons, arrêt est intervenu,
 » par lequel la cour a mis l'appellation & ce dont
 » étoit appel au néant, en émendant adjugéa la
 » maison à l'appelante ».

Ces arrêts établissent clairement que la cou-
 tume de Bourgogne n'est pas simplement de côté
 & ligne. Il ne faut cependant pas en conclure
 que les pères & mères y succèdent toujours, à l'ex-
 clusion des collatéraux lignagers, aux propres de
 leurs enfans, qui n'ont pas appartenu à un au-
 teur commun aux enfans & aux collatéraux. Il
 est d'un usage ordinaire de déroger à cette ju-

risprudence , en stipulant dans les contrats de mariage , que les biens des conjoints qui n'entrent pas en communauté , sortiront à chacun d'eux & à leurs hoirs , tant en ligne directe que collatérale , nature d'anciens , c'est-à-dire de propres réels , comme s'ils avoient fait tronc & double tronc. L'effet de ces stipulations est , suivant un acte de notoriété du parquet de Dijon du 9 juin ou juillet 1759 , rapporté par Denifart au mot *tronc commun* , „ que si l'un des conjoints meurt laissant „ un enfant héritier de ses biens ainsi stipulés anciens , le conjoint survivant ne peut les recueillir „ dans la succession de l'enfant mort *ab intestat* , „ quoique mort en majorité , & qu'ils appartiennent „ aux parens collatéraux de l'enfant du „ côté du conjoint prédécédé „.

Ces maximes , ajoutent Denifart , „ ont déterminé le parlement de Paris , d'après une pareille stipulation , à exclure madame Guye de „ l'Albergement , de la succession aux immeubles réels & fictifs situés en Bourgogne , appartenans „ à son fils , décédé majeur à Paris , & auquel „ ils étoient parvenus comme héritier de son père , „ pour les adjuger aux parens collatéraux paternels de ce même fils , quoique ces biens n'eussent „ jamais appartenu à un auteur commun à „ ces parens & à M. de l'Albergement fils „. Cet arrêt est du vendredi 28 mars 1760.

TROISIÈME CLASSE.

Coutumes fouchères.

Ces coutumes ne sont pas en grand nombre. On ne peut mieux les faire connoître , ni mieux

en exposer l'esprit, qu'en transcrivant ici leurs propres textes.

Melun, article 264. » En ligne collatérale, les
 » propres d'aucun décédé sans hoirs, retournent
 » à ses parens & lignagers habiles à lui succé-
 » der, qui sont les plus prochains d'icelui défunt;
 » & s'entendent lesdits héritiers être de l'estoc
 » & ligne d'où sont procédés lesdits héritages,
 » quand iceux héritiers sont descendus de celui
 » auquel lesdits héritages avoient appartenu;
 » autrement non. Ces mots *avoient appartenu*,
 ne décident pas bien clairement si cette coutume
 est fouchère ou de tronc commun; mais l'article
 137 lève tous les doutes; voici comme il est
 conçu: » Si père ou mère ont acquis aucun hé-
 » ritage qui vienne par succession à leur enfant,
 » tel héritage vendu par ledit enfant, est retraya-
 » ble par les frères & sœurs & autres descen-
 » dans venans desdits père ou mère acquéreurs,
 » & non par les oncles, tantes, cousins ger-
 » mains & autres collatéraux qui ne sont descen-
 » dus des acquéreurs, encore qu'ils soient leurs
 » parens & lignagers. Ce texte, à la vérité,
 ne dispose que pour le retrait; mais il inter-
 prète & éclaircit ce que l'article 264 renferme
 d'équivoque à l'égard des successions; & tel est
 l'usage, comme le prouvent deux arrêts rappor-
 tés en ces termes par Thomas Chauvelin dans
 une note sur le dernier des articles cités. » Les
 » acquêts faits par aïeul, aïeule, père ou mère,
 » advenus au fils, adjugés aux père & mère, à
 » l'exclusion des collatéraux qui ne sont descen-
 » dus des acquéreurs. Arrêt du 2 juin 1567,
 » entre M^e René Tambonneau, & M^e Julien
 » Fourré. Autre arrêt au profit d'Anne Raynault,

» contre Ambroise Bonlieu , à la prononciation de
 » Noël 1576 «.

Dourdan, article 116. » Quand aucun va de
 » vie à trépas sans hoirs en ligne directe , les
 » plus prochains parens & lignagers collatéraux ,
 » soit du côté paternel ou maternel , lui succè-
 » dent quant aux meubles & acquêts ; & quant
 » aux propres héritages , le plus prochain de l'estoc
 » & branchage dont lesdits héritages sont pro-
 » cédés , lui succèdent , encore qu'il ne soit le
 » plus prochain dudit défunt «. Article 117, » Et
 » sont entendus les plus prochains de l'estoc &
 » ligne , ceux qui sont descendus de celui du-
 » quel lesdits héritages sont procédés , & qui les
 » a mis en ligne ; & où ils n'en feroient des-
 » cendus , encore qu'ils fussent parens de ce côté ,
 » ne peuvent prétendre lesdits héritages contre
 » les plus prochains lignagers d'icelui défunt ,
 » posé qu'ils ne fussent lignagers du côté dont
 » lesdits héritages sont procédés «. Article 118.
 » En manière que les biens acquis par le père
 » & délaissés au fils , la sœur utérine du fils doit
 » lui succéder , & non l'oncle , frère du père qui
 » avoit acquis les biens , encore qu'iceux biens
 » aient été propres au fils du côté dudit père «.
 Par la même raison , les ascendans non ligna-
 gers succèdent à l'exclusion des collatéraux qui
 sont de la ligne , sans descendre de l'acqué-
 reur. C'est l'exception que met Brodeau à
 » l'article 111, portant, » qu'en succession en ligne
 » directe , propres héritages ne remontent « , &
 il l'appuie sur un arrêt du 16 février 1630 ,
 confirmatif d'une sentence du bailli de Dourdan
 du 12 mars 1629.

Mante, article 167. » Et s'entendent lesdits hé-

» ritiers être de l'estoc & branchage dont sont
 » procédés lesdits héritages, quand iceux hé-
 » riers sont descendus de celui par qui lesdits hé-
 » ritages ont été premièrement acquis, auxquels
 » ils succéderont, encore qu'ils ne soient les plus
 » prochains parens dudit défunt; autrement non.
 » Comme si ledit défunt étoit décédé sans hoirs,
 » délaissé frères ou sœurs utérins, & un oncle
 » paternel; car ledit oncle ne succédera es biens
 » acquis par son feu frère, qui auroient fait
 » souche en la personne d'icelui défunt, ains
 » lesdits utérins seuls y succéderont: mais si les-
 » dits héritages avoient été acquis par l'aïeul
 » paternel dudit défunt, audit cas, ledit oncle
 » succéderoit seul à iceux, & non lesdits uté-
 » rins «.

Montargis, chapitre 15, article 3. » En suc-
 » cession de ligne collatérale, les héritages du
 » trépassé appartiennent à ses plus prochains pa-
 » rens étant de la souche & ligne dont procè-
 » dent lesdits héritages, & auxquels sont propres
 » & retrayables, & en forcloent les autres parens
 » d'autre ligne plus prochains; & si lesdits hé-
 » ritages n'avoient fait souche au degré de la per-
 » sonne qui veut succéder, ne sont dits propres,
 » & y succèdent les plus prochains en degré «.
 Dumoulin a fait sur cette disposition une note
 dont on retrouve le fond dans celle-ci, qui est
 de Brodeau: » En cette coutume, qui est sou-
 » chère, l'usage notoire & constant est, qu'il
 » n'y a que le propre ancien affecté à la souche
 » & sujet au retrait; & faut que l'héritage ait
 » fait souche, non seulement en la ligne, mais
 » au degré de la personne qui veut succéder,
 » de sorte que au propre naissant succède le plus
 » proche,

„ proche, sans considérer la ligne, ne plus ne
 „ moins que aux acquêts. Ce qui a été ainsi jugé
 „ par plusieurs sentences des juges des lieux, que
 „ j'ai vues, qui est l'avis de M^e Charles Du-
 „ moulin sur cet article «. Le commentaire de
 l'Hoste sur cette coutume, nous fournit deux ju-
 gemens conformes à l'observation de Brodeau.
 „ Il a été jugé, dit-il, en ce bailliage, le der-
 „ nier jour du mois de février 1569, pour Si-
 „ mon Livret, aïeul maternel, contre Etienne
 „ Tyrel, frère de père de Magdelaine Tyrel,
 „ que la moitié d'un héritage acquis par père
 „ & mère, échu à ladite Magdelaine après le
 „ trépas du père, appartenait à l'aïeul maternel,
 „ à l'exclusion dudit Etienne, frère de père «.
 L'autre jugement prouve que la coutume de Mon-
 targis enchérit sur les dispositions des autres cou-
 tumes fouchères; il est rapporté en ces termes :
 „ Par la raison de cet article, la part d'un héri-
 „ tage acquis par un aïeul pendant son mariage,
 „ après la mort du fils & des petits-enfans, fut
 „ adjudgée à la mère du dernier décédé, à l'ex-
 „ clusion des frères de père de son défunt mari,
 „ & oncles paternels de son fils *de cujus*, par
 „ sentence rendue en ce bailliage pour Jeanne
 „ Grenet, veuve en dernières nocces d'un nommé
 „ le Goix de Chastillon sur Louain, le dernier
 „ mars 1607, confirmée par arrêt, quoique les-
 „ dits oncles fussent descendus de l'aïeul paternel
 „ acquéreur du total de l'héritage, & que la por-
 „ tion dont est question eût touché en la per-
 „ sonne du défunt leur neveu. La raison du juge
 „ étoit que ladite part d'héritages n'avoit touché
 „ au degré des oncles, & ne leur étoit retraya-
 „ ble, procédant ladite part de l'aïeul du dé-

» fuit de l'estoc de laquelle ils n'étoient des-
 » cendus «.

Les quatre coutumes que nous venons de rappeler, sont les seules vraiment fouchères. Ceux qui ont rangé dans la même classe celles de Touraine, de Nivernois, d'Orléans & de la châtellenie de Lille, ou n'ont pas assez pesé, soit les termes de ces coutumes, soit la manière dont l'usage les a interprétées, ou n'ont écrit qu'antérieurement à leur réformation.

La coutume de Touraine porte, articles 287 & 288 : » Retourneront les biens paternels aux hé-
 » ritiers paternels, & les maternels aux mater-
 » nels de l'estoc & branchage dont sont pro-
 » cédés lesdits biens, combien que lesdits pa-
 » rens ne fussent les plus prochains. Et s'enten-
 » dent lesdits héritiers être de l'estoc & bran-
 » chage dont sont procédés lesdits héritages,
 » quand ils sont descendus de celui par qui ils
 » sont premièrement acquis «. Rien de plus clair que cette disposition ; il en résulte certainement que la coutume de Touraine est fouchère. Mais l'article 310 n'y déroge-t-il pas, en décidant simplement que » les plus proches collatéraux, selon
 » l'estoc & branchage dont les propres sont pro-
 » cédés, y succèdent « à l'exclusion des ascen-
 » dants ? La négative seroit indubitable, à en juger par les vrais principes : car l'article 288 ayant fixé le sens que les rédacteurs ont attribué aux mots *héritiers de l'estoc & branchage*, il n'est pas possible d'appliquer l'article 310 à des lignagers qui ne réunissent pas toutes les conditions requises par l'article 288, & conséquemment à ceux qui ne descendent pas de l'acquéreur. Cependant l'usage l'a emporté sur ces

raisons. Pallu nous a conservé deux arrêts, qui jugent formellement qu'il suffit en cette coutume d'être parent du côté & ligne de l'acquéreur en collatéral, pour être habile à succéder aux propres régis par cette coutume : l'un a été rendu le 8 mai 1598, après trois turbes ; l'autre le 18 juin 1606, après deux turbes. Il ne faut pourtant pas conclure de là, avec Rousseau de Lacombe, que cette coutume appartienne à la classe de celles de côté & ligne ; on verra ci-après qu'elle doit être rangée dans celles de représentation à l'infini.

Chopin a prétendu que la coutume de Nivernois étoit fouchère. Elle l'est certainement pour le retrait, l'article 13 du chapitre 26 ne permet pas d'en douter : il semble même au premier abord, que l'article 7 du chapitre 34 en applique la disposition à l'ordre de succéder : » Les » héritages en succession ensuivent la ligne du » tronc & estoc dont ils sont issus ». Mais ce qui prouve le contraire, c'est que les mots *tronc & estoc* sont employés dans ce texte, comme synonymes avec *côté & ligne* ; la suite de l'article va le démontrer : » En manière que les héritages procédans du côté paternel, retournent » & appartiennent seulement aux héritiers du » défunt d'icelui côté. Et ceux qui procèdent » du côté & ligne maternel de même ». L'article 13 du chapitre 26, est encore plus décisif ; voici ce qu'il porte : » Immeubles sont réputés héritages qui adviennent par succession » de parent, posé que le défunt l'ait acquis, » & suivant l'être & côté de l'acquéreur, quant » à succession ; & quant à retrait lignager, il » n'est réputé de l'être, s'il n'y a eu descendant.

„ qui ait succédé ; & pourly venir , est requis que
 „ le retrayant soit descendu dudit acquéreur.
 On ne peut certainement distinguer avec plus de
 clarté la matière des successions , de celle des
 retraits ; dans l'une , la coutume est de côté &
 ligne , dans l'autre elle est fouchère , & sic ,
 dit Dumoulin , *jus retrahendi ut potè restrictum
 ad descendentes à stipite , est strictius quàm jus
 succedendi ab intestato per hanc consuetudinem.*

L'ancienne coutume d'Orléans étoit fouchère ,
 mais la nouvelle est de côté & ligne pour les
 successions , quoiqu'elle ait conservé quelques
 traces de ses anciennes maximes pour les retraits.
 Voyez l'article PROPRE , section 2 , question 1 ,
 & le mot RETRAIT.

A l'égard de la coutume de la châtellenie de
 Lille , elle ne peut être réputée fouchère ; ni en
 matière de retrait , ni en matière de succession :
 elle ne contient pas un mot qui tende à lui at-
 tribuer cette qualité & à la tirer de la classe
 des coutumes de côté & ligne. C'est d'ailleurs
 ce qui a été jugé par deux arrêts très-précis du
 parlement de Flandres. L'un , rendu le 26 no-
 vembre 1722 , après enquêtes par jurés , a
 admis le sieur de Chaufnes au retrait de la terre
 de Ligny , quoiqu'elle n'eût pas fait fouché en
 directe , & que le retrayant ne fût pas parent en
 collatérale , du côté & ligne de l'acquéreur. L'autre ,
 prononcé au mois de mars 1724 , a adjugé les
 propres qui s'étoient trouvés dans la succession
 de Jacques Caillet , au sieur François Libert &
 aux représentans du sieur Jacques-Ignace Des-
 champs , quoiqu'ils fussent dans les mêmes cir-
 constances que le sieur de Chaufnes , & que
 les biens leur fussent disputés par des parens

qui, sans être de la ligne, étoient plus proches qu'eux au défunt.

QUATRIÈME CLASSE.

Coutumes de représentation à l'infini.

Il ne s'agit pas ici de déterminer le nombre de ces coutumes, nous le ferons à l'article REPRÉSENTATION; notre objet actuel est d'en bien saisir l'esprit, & de remarquer les effets que produisent leurs dispositions combinées avec la règle *Paterna Paternis*.

Dans les coutumes qui rejettent la représentation en collatérale, ou la limitent aux enfans des frères, lorsqu'il est question d'examiner l'estoc & la ligne de différens héritiers, on ne les fait jamais remonter au delà du degré où ils se trouvent. On considère à la vérité d'où ils sont descendus, s'ils sont de la ligne ou seulement du côté de l'acquéreur, en un mot, s'ils sont plus ou moins privilégiés que leurs concurrens; mais du moins, entre ceux qui sont au même rang d'habilité, c'est le degré de parenté avec celui de *cujus*, qui l'emporte.

Dans les coutumes de représentation à l'infini, c'est tout le contraire; on y fait toujours remonter le prétendant à l'auteur de sa ligne, on s'arrête au degré de parenté de celui-ci avec l'acquéreur, & l'on ne se met nullement en peine en quel degré est l'héritier qui le représente avec le défunt à qui il est question de succéder.

De là, deux conséquences; la première, que dans ces coutumes on ne révoque point en doute que les descendans de l'acquéreur, en quelque

degré qu'ils se trouvent, ne doivent être préférés à ceux qui ne sont parens au défunt que de son côté. En effet, les descendans de l'acquéreur représentent toujours ses enfans, & par conséquent ils sont toujours censés les plus proches & les plus habiles.

La seconde est, que dans ces coutumes, entre différens héritiers d'un défunt qui lui sont tous parens du côté de l'acquéreur, ceux qui descendent, par exemple, d'un frère de celui-ci, doivent exclure les descendans de son cousin germain, quoique plus proches en degré; parce que les descendans du frère étant mis, par l'effet de la représentation infinie, à la place du frère même, se trouvent fictivement plus proches que les représentans d'un cousin germain.

Cette manière de partager est parfaitement expliquée par l'article 5 du titre 9 de l'ancienne coutume de Lorraine: „ Et quant aux héritages „ anciens, pour ce qu'ils doivent suivre le tronc & „ souche d'où ils sont descendus, retournent aux „ parens de l'estocade des lignes dont ils sont mouvans & descendans, & selon que chacun s'y „ trouve capable de son chef, ou par représentation, sans aucune considération de la proximité „ des uns en degré plus que les autres, parce que „ représentation, tant en ligne collatérale que directe, a lieu infiniment, & sont telles formes de „ successions communément dites & appelées revêtemens de ligne „.

Toutes les coutumes de représentation infinie ne s'expliquent pas avec cette netteté; mais comme elles adoptent uniformément le même principe, il faut leur donner à toutes le même effet, & y suivre la même manière de partager.

On peut élever sur leurs dispositions quatre difficultés, qui méritent une discussion particulière.

PREMIÈRE QUESTION. *Lorsqu'il se trouve dans une succession d'anciens propres dont l'acquéreur a laissé des descendants qui ont produit différens troncs, faut-il remonter jusqu'à sa personne, ou s'arrêter au possesseur en qui les lignes ont fourché la dernière fois?*

Pour entendre plus facilement cette question, prenons la généalogie sur laquelle est intervenu l'arrêt du parlement de Flandres du 17 février 1762, & supposons que les biens, au lieu d'être régis par une coutume de côté & ligne, comme ils l'étoient dans cette espèce, sont situés dans une coutume de représentation infinie.

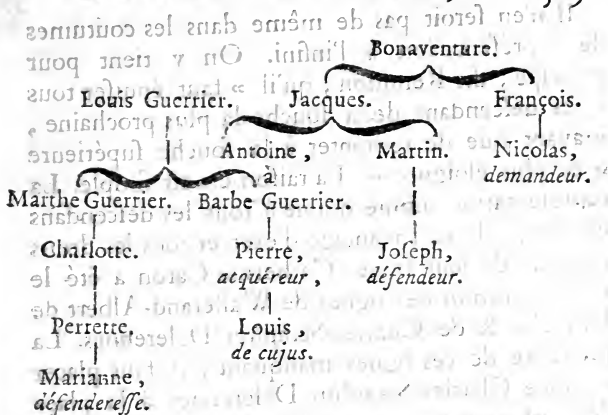
Il étoit question, comme on l'a vu, de la succession de Wallerand-Albert de Barizelle, dans laquelle il se trouvoit des héritages acquis par Marie Durivage, qui avoit laissé des descendants de deux lignes; savoir, d'Antoinette Caron, dont étoit issu Jean-Baptiste Grassis, & de Catherine Caron, de qui descendoient le défunt & Charles-Séraphin Delerennes.

On a jugé dans la coutume de la châtellenie de Lille, que les héritages dont il s'agissoit devoient être partagés entre Jean-Bapt. Grassis & Charles-Séraphin Delerennes, par la raison que ces deux personnes étant également descendues de l'acquéreur, & se trouvant au même degré de parenté avec le défunt, elles avoient toutes deux autant de droit l'une que l'autre.

Il n'en seroit pas de même dans les coutumes de représentation à l'infini. On y tient pour principe, dit Renusson, qu'il » faut épuiser tous » les descendans de la souche la plus prochaine, » avant que de remonter à la souche supérieure » & plus éloignée ». La raison en est simple. La représentation infinie donne à tous les descendans de chaque ligne l'avantage d'exercer tous les droits du chef de leur ligne. Catherine Caron a été le tronc commun des lignes de Wallerand-Albert de Barizelle & de Charles-Séraphin Delerennes. La première de ces lignes manquant, il faut placer en idée Charles-Séraphin Delerennes à la place de Catherine Caron sa bifaïeule ; or, Catherine Caron, si elle étoit vivante, auroit le droit d'exclure Antoinette Caron sa sœur, & Jean-Baptiste Grassis son neveu. Par conséquent, Charles-Séraphin Delerennes, qui la représente, doit avoir le même droit.

DEUXIÈME QUESTION. *Comment doivent se partager les héritages acquis par le père ou par l'aïeul de celui de cujus, lorsqu'il ne reste plus de leurs descendans, & que les héritiers de leur côté & ligne sont descendus de lignes différentes qui ont fourché au dessus de la personne de l'acquéreur ?*

Cette question est assez abstraite ; il faut la simplifier par une généalogie. En voici une proposée par Guyné.

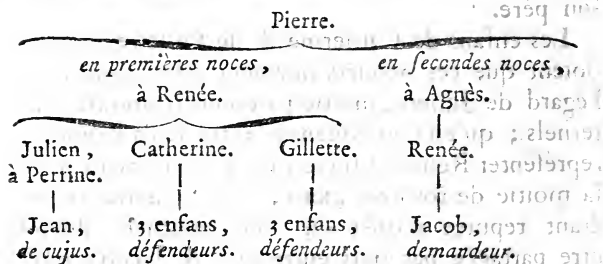


Si cette espèce se présentoit dans une coutume de côté & ligne, Joseph excluroit Nicolas & Marianne, comme plus proche ; & si on le retranchoit de la généalogie, Marianne seroit, sur le même fondement, excluse par Nicolas, qui, à la vérité, est d'une souche plus éloignée que celle de Marianne, mais qui n'en est pas moins plus proche qu'elle du côté de l'acquéreur.

» Mais, dit Guyné, comme dans les coutumes
 » de représentation infinie, on ne considère pas
 » tant le degré de parenté dans lequel est l'hé-
 » ritier avec le défunt, que le degré de la per-
 » sonne représentée; Marianne représentant Marthe
 » Guerrier sa bifaïeule, sœur de Barbe Guerrier
 » aïeule de Louis *de cujus*, & Joseph représen-
 » tant Martin, frère d'Antoine aïeul dudit Louis,
 » ils doivent venir par concurrence à la succession
 » de ces biens, qui ne sont pas plutôt affectés à
 » la ligne paternelle qu'à la ligne maternelle; &
 » Nicolas, qui ne peut représenter que François
 » grand oncle de Louis, en seroit nécessairement

» exclus, & cela par l'effet & par la force de
 » la représentation infinie, jointe à la règle *Paterna*
 » *Paternis* ».

Voici une autre généalogie dont le développement mettra ces principes dans un nouveau jour, & déterminera la manière de les appliquer aux différentes coutumes de représentation infinie.



Jean avoit laissé dans les coutumes d'Anjou & du Maine, d'anciens propres qui procédoient de Pierre & de Renée ses grand-père & grand-mère, des propres naissans qui avoient été acquis par Julien son père, des propres anciens & naissans qu'il tenoit de Perrine sa mère.

Il n'y avoit point de difficulté pour les propres anciens qui procédoient de Pierre. Comme la représentation nécessite toujours le partage par fouches, Jacob, quoique seul de sa ligne, devoit en avoir un tiers, & les autres tiers appartenoient aux enfans de Catherine & de Gillette. La chose étoit également simple pour les propres venus de Renée; Jacob n'y pouvoit rien prétendre, parce qu'il n'étoit point parent de son côté; ainsi les enfans de Catherine & de Gillette devoient en prendre la totalité. Quant aux propres anciens

& naissans qui procédoient de Perrine, ils appartenoient en entier à des héritiers de son côté, que la généalogie ne rappelle pas.

La seule difficulté fut de savoir à qui appartiendroient les acquêts faits par Julien, qui renoient nature de propres naissans au défunt. Il n'y avoit plus de descendans de l'acquéreur, & les lignes avoient fourché dans la personne de Pierre son père.

Les enfans de Catherine & de Gillette prétendoient que ces acquêts devoient être réputés, à l'égard de Julien, moitié paternels & moitié maternels; qu'en conséquence, étant seuls habiles à représenter Renée sa mère, ils devoient avoir seuls la moitié de tous ces biens; & que l'autre moitié étant réputée acquêt du côté paternel, devoit être partagée par tiers entre eux & Jacob, qui, par ce moyen, n'auroit eu qu'un sixième au total.

Jacob, au contraire, soutenoit qu'il lui étoit dû un tiers du tout; qu'on ne devoit pas faire remonter les acquêts plus haut que la personne de Julien, qui les avoit faits; qu'ainsi les descendans des trois lignes étant tous parens au défunt du côté de Julien acquéreur, devoient partager par égales portions.

Dupineau, qui propose cette espèce, la résout en faveur de Jacob. Il y auroit, dit-il, *absurdité & inconvénient* dans le parti contraire; *absurdité*, en ce que les descendans de Catherine & de Gillette voudroient avoir, comme représentant Renée, part dans un bien qui n'est pas de sa ligne, qu'elle n'a pas acquis, qu'elle n'a point mis dans la famille du défunt; *inconvénient*, en ce que l'on ne pourroit les admettre au partage des acquêts

de Julien, comme représentant Renée, sans remonter, par la même raison, aux père & mère de celle-ci, & y admettre tous ceux qui en seroient descendus; ce qui produiroit des subdivisions sans fin. D'ailleurs, continue Dupineau, l'effet de la représentation infinie n'est pas de faire remonter aux père & mère les héritages acquis par leurs enfans, ni de reporter les lignes au delà de la personne en qui elles se sont divisées, mais seulement de rappeler les héritiers, quelque éloignés qu'ils soient, jusqu'au chef de leur ligne.

Ces principes sont vrais; mais, comme l'observe Guyné, l'application n'en est pas exacte. S'il falloit se déterminer par le droit commun des coutumes de représentation à l'infini, les biens appartiendroient en totalité aux enfans de Catherine & de Gillette, qui étoient sœurs-germaines de Julien, parce que Jacob ne représente qu'une sœur consanguine, & que, hors les coutumes d'Auvergne, d'Anjou & du Maine, le privilège du double lien est toujours joint à la représentation infinie.

Mais comme les biens sont situés dans les coutumes du Maine & d'Anjou, qui n'admettent pas le double lien, le partage doit en être fait conformément à ce que soutiennent les enfans de Catherine & de Gillette. L'article 268 de la première de ces loix, & l'article 286 de la seconde, en donnent la raison: » Pour ce que représenta-
 » tion a lieu audit pays, les héritages & conquêts
 » d'aucun, quand il n'y a hoirs de son corps,
 » s'en vont en deux lignes; l'une en ligne de
 » père, l'autre en ligne de mère ». D'après cette disposition, dit Guyné, » on ne peut pas donner
 » part aux acquêts faits par Julien, aux héritiers

de Jean *de cujus*, du côté de Perrine sa mère;
 ces acquêts tenant nature de propres naissans
 dans la succession de Jean, les héritiers de Per-
 rine sa mère en sont nécessairement exclus, parce
 qu'ils ne sont pas parens de Jean du côté de
 l'acquereur. Il faut donc, pour satisfaire à la
 disposition de la coutume, qui veut que toutes
 successions aillent en deux lignes, remonter
 jusques à Julien qui les a acquis, & les partager
 de la même manière qu'ils auroient dû être par-
 tagés dans la succession. Partant il faut y ad-
 mettre, suivant le principe de ces coutumes,
 les parens du père de Julien pour une moitié,
 & pour l'autre moitié les parens du côté de sa
 mère, c'est-à-dire du côté de Renée. Or, les
 enfans de Catherine & de Gillette sont seuls
 parens du côté de Renée mère de Julien, &
 par conséquent ils doivent seuls avoir la moitié;
 & l'égard du père, qui étoit Pierre, Jacob &
 les enfans de Catherine & de Gillette, en étant
 tous également parens, ils y doivent tous être
 également admis, chacun pour sa ligne; & par
 cette raison, Jacob n'y peut avoir qu'un sixième
 au total.

TROISIÈME QUESTION. *Quels sont les droits des
 ascendans lignagers aux propres de leurs enfans?*

Cette question est beaucoup plus simple dans
 les coutumes de représentation infinie, que dans
 celles de côté & ligne. Les droits des héritiers
 s'y mesurent toujours par les qualités de ceux
 qu'ils représentent; ce n'est ni au titre de père
 ou de mère, ni aux prérogatives de la ligne ascen-
 dante sur la collatérale, qu'il faut s'arrêter, mais

574 PATERNA PATERNIS, &c.
seulement au point de savoir laquelle des personnes représentées respectivement par les ascendans & les collatéraux, étoit la plus habile à succéder.

La seule difficulté, si c'en est une, est pour le cas où ces personnes se trouvent dans la même classe d'habilité & dans le même degré de parenté, c'est-à-dire, où les ascendans & les collatéraux représentent, soit différens enfans, soit différens frères, soit différens cousins de l'acquéreur.

Guyné estime, que dans cette concurrence les ascendans doivent l'emporter sur les collatéraux.
» La règle générale, dit-il, est que dans le cas
» où il se trouve pareille raison de décider entre
» les deux partis différens, il faut toujours se
» ranger du côté de celui qui est le plus conforme
» au droit commun; outre que dans cette espèce
» les père & mère ont un double droit, en ce
» qu'ils concourent en habilité, & ont l'avantage
» de la proximité du degré; or, en termes de
» droit, *duo vincula fortiora sunt uno* «.

Cette décision n'a d'autre fondement que le système du rapprochement de ligne, système erroné & absolument pros crit, comme on le verra à ce mot, & dont la ruine par conséquent doit entraîner celle du privilège qu'attribue ici Guyné aux ascendans.

Nous avons fait voir ci-devant qu'il y a des coutumes de côté & ligne où la règle *propres ne remontent*, n'admet aucune exception. On en trouve deux semblables dans la classe de celles de représentation infinie; ce sont Anjou, article 270, & Maine, article 288; celle-ci porte, que
» si aucuns enfans ayant meubles & immeubles,

» vont de vie à trépas sans hoirs de leur corps ,
 » ou représentation directe d'iceux ; iceux biens
 » meubles échéent par succession à leurs père
 » & mère , & à celui d'eux qui survivra les-
 » dits enfans ; & au regard des choses immeubles
 » que leursdits père ou mère leur auroient don-
 » nées , soit par mariage ou autrement , audit cas ,
 » les père ou mère , ou celui duquel procédroit
 » ledit don , en auroit l'usufruit , & les plus pro-
 » ches lignages collatéraux , chacun en sa ligne ,
 » en auroient la propriété «. Si , comme il
 résulte de cette disposition , les père & mère ne
 succèdent pas à leurs enfans dans les propres qu'il
 leur ont donnés , à plus forte raison ne peuvent-
 ils rien prétendre à ceux qui ne proviennent pas
 de leur libéralité ; c'est , dit Guyné , ce qui a été
 jugé » il y a long-temps contre dame Elisabeth
 » d'Argenson , qui prétendoit succéder aux pro-
 » pres de sa ligne qui se trouvoient dans la suc-
 » cession du sieur de Montgommery son petit-
 » fils «. Guyné ajoute , que la question s'étant
 renouvelée depuis , a encore été jugée de même
 par arrêt rendu en grande connoissance de cause
 le 29 août 1696.

CINQUIÈME CLASSE.

Coutumes de simple côté.

Ces coutumes sont les plus simples & les moins éloignées des principes du droit civil. La seule difficulté qu'il y ait à cet égard , est de savoir quelles sont ces coutumes.

Il y en a deux sur lesquelles il ne peut s'élever le moindre doute , ce sont Metz & Sedan.

La première porte, titre 115, article 30 : » Hé-
 » ritages sont réputés paternels, qui sont échus
 » de la succession du père du défunt, ou de l'un
 » des parens lignagers d'icelui du côté de sondit
 » père, & ceux-ci sont réputés maternels qui sont
 » échus de la succession de la mère ou des pa-
 » rens maternels dudit défunt ; & pour les faire
 » juger paternels ou maternels, ne faut enquérir
 » plus ancienne ligne que de celui auquel l'hé-
 » ritage a fait souche, & lui est échu de suc-
 » cession ou donné en faveur de mariage par
 » avancement & en attendant partage «.

L'article 182 de la coutume de Sedan ren-ferme la même disposition.

Brodeau & le Brun soutiennent que l'on doit en user ainsi dans toutes les coutumes qui ne parlent point de tronc, de souche, d'estoc ni de ligne ; à la vérité, disent-ils, il faut y suppléer la règle *Paterna Paternis* ; mais son effet doit y être restreint au premier degré de succession, parce que les principes veulent que l'on s'écarte le moins qu'il est possible du droit commun.

Il faudroit, suivant cette opinion, ranger les coutumes de Bordeaux, de Normandie, de Troies & de Chartres, dans la classe des coutumes de simple côté.

En effet, la première déclare simplement, chapitre 5, article 1, » que si aucun va de vie à
 » trépas sans faire testament, son plus prochain
 » parent du côté de la ligne dont ses biens
 » sont issus, lui succède «.

La seconde se contente pareillement de dire, article 245, que » les héritages venus du côté
 » paternel, retournent toujours par succession aux
 » parens

« parens paternels, comme aussi font ceux du
 « côté maternel, aux maternels ». La troisième porte, article 93 : « Quant aux hé-
 « ritages qui appartiennent auxdits frères ou sœur
 « trépassés du côté paternel ou maternel seule-
 « ment, les frères ou sœurs de ce côté succè-
 « dent également audit héritage ». L'article 103
 ajoute : « Mais lesdits frères & sœurs succéderont
 « aux héritages propres du côté & ligne duquel
 « ils atteignent audit trépassé ». Le frère & la sœur
 sont toujours les plus proches en ligne collaté-
 rale, ainsi l'unique objet paroît être de déférer
 les propres aux parens les plus proches du côté
 & ligne du trépassé, sans se mettre en peine de
 celui qui les a mis dans la famille.

La quatrième enfin ne contient pas un mot,
 sous le titre des successions, qui ait rapport au
 côté & ligne de l'acquéreur.

Cependant on ne doute plus aujourd'hui que ces
 quatre coutumes ne soient de côté & ligne comme
 celle de Paris. Les arrêts qui ont établi cette ju-
 risprudence méritent d'être connus.

Écoutez d'abord Ricard en sa note sur l'ar-
 ticle 1 du chapitre 5 de la coutume de Bor-
 deaux : « On a prétendu que l'arrêt du parle-
 « ment de Bordeaux, vulgairement appelé de
 « Texier, donné il y a environ 30 ans, avoit
 « jugé que, pour succéder aux propres litués dans
 « cette coutume, il n'étoit pas nécessaire d'é-
 « tre parent de celui qui avoit mis l'héritage
 « dans la famille, & que les propres dévoient
 « être adjugés au plus proche de celui de la suc-
 « cession duquel il s'agissoit, pourvu qu'il fût
 « parent du côté & ligne de la personne par

» la succession duquel l'héritage lui étoit échu...
 » Mais le contraire a depuis été jugé par arrêt
 » du 14 mars 1646, confirmé par autre arrêt
 » de 1666, sur requête civile, au profit des
 » Dojont; ce qui a encore été jugé entre Vil-
 » late & Rouffe, par arrêt du 23 mai 1667 «.

Basnage, sur l'article 245 de la coutume de Normandie, rend le même témoignage de la jurisprudence du parlement de Rouen : » La coutume, dit-il, n'a pas borné si étroitement la règle *Paterna Paternis*, elle ne s'étend pas seulement au premier degré; il ne suffit pas d'être parent paternel ou maternel de celui de *cujus bonis agitur*, il faut être de l'estoc & ligne de l'acquéreur, pour y pouvoir succéder; ce qui fut solennellement jugé en la cause de Graverel, par arrêt du 20 décembre 1655 «.

Le Grand, sur l'article 93 de la coutume de Troies, fait mention de quelques arrêts » qui justifient, dit Guyné, que l'usage, dans cette coutume, est de chercher les parens du côté de l'acquéreur, ainsi qu'à Paris «. Ces arrêts sont rapportés ci-devant, première classe, question 3.

A l'égard de la coutume de Chartres, nous ne pouvons mieux en faire connoître la jurisprudence qu'en retraçant ici l'espèce d'un arrêt du 6 septembre 1777 qui l'a fixée pour toujours.

Un particulier avoit laissé dans sa succession des propres régis par cette coutume. Le sieur Bellot & le sieur Michaut d'Argouville se les disputèrent. Le premier étoit parent au septième degré, non du côté de l'acquéreur, mais seulement de celui qui les avoit possédés avant le défunt. Le second n'étoit qu'au huitième degré; mais il avoit l'avantage d'être de la ligne de l'ac-

quéreur. Ainsi toute la question se réduisoit à savoir si la coutume de Chartres est de simple côté ou de côté & ligne. La cause portée au châtellet y fut appointée en droit. Le sieur Bellot interjeta appel de la sentence, & demanda l'évocation du principal. Voici la substance de ses moyens.

On ne peut disconvenir que la coutume de Chartres admet la règle *Paterna Paternis*; c'est ce qui résulte nécessairement de l'article 99, portant, que » tous héritages qui échéent de ligne » collatérale, sont réputés le propre héritage de » ceux à qui ils échéent «.

Cela posé, il ne reste plus qu'à savoir si elle est ou de tronc commun, ou de représentation infinie, ou fouchère, ou de côté & ligne, ou de simple côté. Tout le monde convient qu'elle n'est ni de tronc commun ni de représentation infinie. On a voulu autrefois la ranger dans la classe des coutumes fouchères; mais ce système a été rejeté par arrêt du 31 mars 1607, rapporté par Thomas Chauvelin en la note sur l'article cité.

Il ne peut donc y avoir de contestation qu'entre le côté & ligne & le simple côté. La coutume n'est certainement pas de côté & ligne pour le retrait, l'article 70 en contient une disposition expresse; mais comme elle ne dit rien de semblable pour les successions, on ne peut la regarder à cet égard que comme absolument muette. Or, Brodeau, le Bruin, Guyné, de la Combe, nous enseignent que la règle *Paterna Paternis* ne forme notre droit commun que dans le sens étroit des coutumes de Metz & de Sedan; Couart, l'un des commentateurs de celle de Chartres, l'a ainsi

entendu ; & c'est , dit Brodeau sur M. Louet ,
 lettre P , §. 28 , ce qui a été jugé par plusieurs
 arrêts. » Arrêt du 30 mars 1607 , donné en
 » la troisième chambre des enquêtes , au rapport
 » de M. le Coigneux , confirmatif de la sentence
 » du bailli & présidial de Chartres , du 3 août
 » 1606. . . .

» Autre arrêt donné aux enquêtes le 19 mars
 » 1616 , confirmatif de la sentence du même bailli
 » de Chartres du 20 août 1613.

» Autre du 24 juillet 1618 , confirmatif de
 » la sentence du même bailli de Chartres , du
 » 17 juillet 1617 après la prononciation du
 » quel arrêt M. le premier président avertit les
 » avocats qu'ils n'eussent plus à plaider sembla-
 » bles causes en la coutume de Chartres , la
 » question ayant été nettement jugée & décidée
 » par les arrêts.

» Il y a eu autre pareil arrêt confirmatif de la
 » sentence du bailli de Chartres du 15 janvier
 » 1616.

» Il y a eu un ancien arrêt donné en la même
 » coutume de Chartres le 4 août 1576 , au rap-
 » port de M. de Champrond , sur l'appel d'une
 » sentence de MM. des requêtes du palais , du
 » 29 avril 1575 , par laquelle les propres de
 » Regnault Loyseau , fils de M^e Regnault Loy-
 » seau & de Marie Courtin sa première femme ,
 » fille de Jean Courtin & Marie Coigner , ont
 » été adjugés à Anne Coigner , cousine germaine
 » du côté maternel dudit Loyseau , à l'exclusion
 » de Charles & Catherine Loyseau ses frères con-
 » sanguins , qui étoient entièrement étrangers à
 » l'égard desdits biens propres maternels , n'ayant
 » jamais été parens de ladite Marie Courtin : &

„ sur ce que l'arrêt, en confirmant ce chef, in-
 „ terloque sur un autre chef, on a voulu sou-
 „ tenir que c'étoit un préjugé en la coutume de
 „ Chartres, que la règle *Paterna Paternis* y a
 „ lieu, & s'y doit pratiquer en la même sorte
 „ qu'aux autres coutumes. Néanmoins, après une
 „ plaidoirie de deux audiences, la maxime établie
 „ par les arrêts ci-dessus a été confirmée par arrêt
 „ du jeudi 16 février 1640, conformément aux
 „ conclusions de M. l'avocat général Bignon.....
 „ & ordonné que l'arrêt seroit lu & publié au
 „ siège du bailliage de Chartres, l'audience te-
 „ nant ».

Il faut ajouter à ces cinq arrêts celui des
 Mignols du 7 septembre 1657, rapporté par
 Guyné, & un autre de l'année 1776, ren-
 du sur les conclusions de M. l'avocat général
 d'Aguesseau.

De son côté, le sieur Michaut d'Argouville
 a demandé la confirmation de l'appointement,
 & il a conclu, en cas d'évocation du principal,
 à ce que les biens litigieux lui fussent adjugés
 avec dépens, & défenses au sieur Bellor de l'y
 troubler. Ses moyens étoient à peu près les mêmes
 que ceux employés par M. l'avocat général Joly de
 Fleury.

Ce magistrat a d'abord observé, que la règle
Paterna Paternis est de droit commun parmi
 nous, non dans le sens étroit que lui attribue le
 sieur Bellor, mais dans celui que la coutume
 de Paris lui a donné. C'est ce qu'il a établi,
 en remontant à l'origine de cette règle & en
 adoptant celle des opinions exposées ci-dessus;
 §. 1, qui la fait dériver du droit féodal.

De là il résulte, a dit M. l'avocat général,

que hors les coutumes qui se placent d'elles-mêmes & expressement dans la classe du simple côté, on doit considérer l'ordre de succéder par côté & ligne, comme écrit dans le code général de notre droit coutumier. Ces coutumes se réduisent à deux, Metz & Sedan ; placées à l'extrémité du royaume, peuvent-elles influencer dans l'interprétation de la coutume du pays Chartrain, qui en forme le centre ?

La coutume de Chartres ne contient, à la vérité, aucune disposition en faveur du côté & ligne ; mais, 1°. elle n'en contient pas non plus pour le simple côté. 2°. Ne pourroit-on pas appliquer aux successions ce qu'elle décide pour les retraites ? Quoique ces sortes d'argumens soient communément peu sûrs, ne semble-t-il pas qu'on peut les faire valoir à l'appui d'une opinion qui est d'ailleurs fondée sur d'autres moyens ? 3°. En tout cas, on doit suppléer au silence de la coutume de Chartres par les coutumes voisines, qui sont Dreux, Châteauneuf, Paris, Orléans, Dunois, & admettent toutes le côté & ligne. 4°. Enfin, le droit commun de la France est pour le même patri, & cela seul décide la question.

Les arrêts que l'on oppose ne sont pas sans réplique, & le poids en est balancé avantageusement par plusieurs autres.

Celui de 1607 a seulement décidé que la coutume de Chartres n'est pas fouchère.

Ceux de 1616, 1618, 1640 & 1657, n'ont été rendus que sur la fausse persuasion où l'on étoit alors que l'arrêt du 4 août 1576 avoit jugé en faveur du simple côté ; ce qui est si vrai, que M. Bignon en a fait la base de ses conclu-

sions, lors de l'arrêt de 1640, comme le prouve son plaidoyer, qui y est rapporté. Or, loin que cet arrêt ait adopté l'opinion que lui a prêtée ce magistrat, ou qu'il se soit borné, comme le dit Brodeau, à interloquer sur un chef étranger à la question, il a au contraire jugé formellement & *in terminis*, que la coutume de Chartres est de côté & ligne. C'est ce que M. l'avocat général a prouvé par la lecture de cet arrêt & la discussion des circonstances sur lesquelles il avoit prononcé.

Il faut donc regarder la jurisprudence établie par les arrêts de 1616, 1618, 1640 & 1657, comme le fruit d'une erreur. Aussi remarquons-nous qu'elle n'a pas subsisté long-temps : on lit dans le journal du palais, tome 2, page 371, » que par arrêt rendu contradictoirement au rap-
» port de M. Catinat, le 26 avril 1658, il a été
» jugé en la coutume de Chartres, qu'il faut re-
» monter *ad avitina*, quand les biens de l'aïeul
» ou de l'aïeule sont échus directement au défunt
» par le prédécès de son père ou de sa mère ». Cet arrêt, apparemment peu connu, ne changea cependant pas les préjugés qu'avoit affermis le règlement de 1640. De là vient que le Brun, Guyné & de la Combe ont regardé la coutume de Chartres comme de simple côté.

La question ne se présenta plus qu'en 1749. Tout le barreau la croyoit décidée d'avance pour ce dernier parti. Mais M^e Merlet osa secouer le joug du préjugé, & soutenir que la coutume de Chartres étoit de côté & ligne. Il fit à ce sujet un mémoire digne de sa réputation, qui eut tout le succès qu'il méritoit. Par arrêt du 4 mai

1749 , rendu sur un appointment au conseil , au rapport de M. Bochart , la cour , après l'examen le plus réfléchi & la discussion la plus exacte des moyens employés de part & d'autre , prononça en faveur de l'opinion du côté & ligne.

Denifart & l'annotateur de le Brun en citent trois autres des 9 juillet 1750 , 9 juin 1751 & 4 septembre 1759 , rendus au rapport du même magistrat , qui ont , suivant eux , jugé la même chose.

Mais M. l'avocat général a dit que celui de 1750 , & un autre de 1763 , qui n'est rapporté par aucun auteur , étoient les seuls , depuis 1749 , qui eussent prononcé *in terminis* pour le parti du côté & ligne ; que les autres étoient étrangers à la question , & que celui de 1776 , dont on se prévaloit pour le sieur Bellot , n'ayant fait que répéter une demande en entérinement de requête civile , ne pouvoit avoir rien préjugé ni pour ni contre.

Par ces considérations , M. l'avocat général a estimé qu'il y avoit lieu de mettre l'appellation & ce au néant , émendant , évoquant le principal & y faisant droit , maintenir le sieur Michaut d'Argouville dans la possession & propriété des biens dont il s'agissoit ; faire défenses au sieur Bellot de l'y troubler.

Sur ces raisons , arrêt du 12 août 1777 , qui ordonne un délibéré , & le 5 septembre suivant , arrêt qui adopte entièrement les conclusions , & ordonne qu'il sera lu & publié au bailliage de Chartres , pour y servir de règlement.

Ces détails prouvent que dans le doute on doit plutôt réputer une coutume de côté & ligne que

de simple côté. On a pensé autrefois différemment ; mais c'étoit une méprise dont on est revenu. La jurisprudence actuelle est plus conforme à l'esprit de la loi des propres.

D'après cela , on peut raisonnablement douter que l'on suivît encore dans la coutume de Bar deux arrêts des 19 juillet 1712 & 11 juillet 1719 , rapportés au journal des audiences , tome 7 , page 263. Ces arrêts , s'ils n'ont point été motivés par des circonstances particulières , ont jugé que la coutume de Bar est de simple côté , comme celles de Metz & de Sedan. Le mémoire sur lequel a été rendu le second , est inséré dans le recueil cité : on y voit que l'on employoit , pour le système qu'il a adopté , les mêmes moyens qu'a pros crits depuis l'arrêt célèbre dont nous venons de rendre compte. On faisoit beaucoup valoir les arrêts intervenus dans la coutume de Chartres , & qui n'étoient alors balancés que par celui de 1576 que l'on ne connoissoit pas : on citoit le Paige sur l'article 123 de la coutume de Bar , & plusieurs sentences rendues par les premiers juges des lieux. Tout cela pouvoit paroître spécieux dans un temps où l'on avoit perdu de vue le véritable sens de la règle *Paterna Paternis* ; mais aujourd'hui que plusieurs arrêts solennels & rendus avec pleine connoissance de cause , ont déterminé ce sens d'une manière précise , on ne penseroit probablement plus de même. La coutume de Bar , en effet , ne renferme rien dont on puisse inférer qu'elle ait été rédigée dans le même esprit que celles de Metz & de Sedan ; les mots *propres de ligne* dont elle se sert deux fois , articles 98 & 144 , annoncent même le contraire. On oppose l'article 27 de

l'ancienne rédaction ; mais il est plus favorable que l'on ne pense au parti du côté & ligne ; Voici ce qu'il porte : » Quand une personne va » de vie à trépas sans hoirs de son corps, & il » délaisse aucuns héritiers d'un côté seulement, » comme de par son père, & il a aucuns hé- » ritages de par sa mère, sans avoir nul hé- » tier de par icelle sa mère, ses héritiers de par » son père n'auront rien en héritages qu'il au- » roit de par sa mère, mais les emportera le » seigneur par faute d'hoirs ; car par ladite cou- » tume on regarde les lignes & d'où les héritages » sont procédans «.

§. IV. *A quelles sortes de biens s'applique la règle Paterna Paternis.*

Les propres réels, c'est-à-dire, les immeubles qui nous viennent par succession ou par une voie équipolente, sont les seuls biens pour lesquels a été faite la règle *Paterna Paternis*.

On a ensuite cherché à l'étendre aux propres conventionnels, mais elle ne s'y applique qu'imparfaitement. Voyez l'article RÉALISATION.

A l'égard des acquêts & des meubles, ils ne tiennent ni côte ni ligne, & sont toujours dévolus à l'héritier le plus proche. Nous n'avons pas de maxime plus constante dans tout notre droit coutumier.

Il y a cependant quelques coutumes qui en disposent autrement ; ce sont celles d'Auvergne, de la Marche, & de Normandie.

L'article 4 du titre 12 de la coutume d'Auvergne, porte, qu'il » y a deux manières d'hé-

» ritiers , l'un du côté paternel , & l'autre du
 » côté maternel , & retournent les biens à l'estoc
 » dont ils son provenus : tellement que les pro-
 » chains lignagers du côté paternel succèdent *ab*
 » *intestat* ès biens provenus dudit estoc , & non
 » les parens du côté maternel , & *à contrà* «.

Cet article ne s'entend pas seulement des im-
 meubles , le mot *biens* dont il se fert est géné-
 ral , & doit par conséquent s'étendre aux meubles.
 C'est ce qui résulte nécessairement de l'article 3 ,
 par lequel les ascendans sont appelés à la suc-
 cession des meubles & conquêts de leurs enfans ,
autrement faits & advenus auxdits descendans que
par hoirie & succession ab intestat.

On a douté , il est vrai , si ces mots *autre-*
ment faits & advenus , ne devoient pas être res-
 treints aux conquêts ; c'étoit même l'avis d'un
 certain *Aymo Publicius*. Mais Basmaison a sou-
 tenu le contraire , & son sentiment a été adopté
 par un arrêt qu'il rapporte. Dumoulin a pensé de
 même , comme le prouve cette note qu'il a mise
 sur l'article cité. *Ergò mater non succedit filio*
hàredi patris , etiam in mobilibus obventis filio. à
patre , & contrà , pater non succedit filio , etiam
in mobilibus obventis filio ex successione maternâ.

La coutume de la Marche paroît exactement
 semblable à celle d'Auvergne , & » il y a , dit le
 » Brun , beaucoup de raison de soutenir que les
 » meubles y estoquent pareillement , parce que
 » quand elle parle de la succession collatérale ,
 » elle ne distingue point les biens en meubles &
 » immeubles , mais se contente de dire que les
 » biens suivent leur estoc & ligne ; de plus ,
 » elle adjuge les biens d'acquêt par préférence
 » aux héritiers paternels ; enfin elle fait aussi payer

» les dettes pas estoc & ligne, en quoi elle est
 » conforme à celle d'Auvergne. . . .

» Cependant, continue le Brun, il semble que
 » cette décision ne doive point avoir lieu en la
 » coutume de la Marche contre le père qui suc-
 » cède aux meubles & acquêts, soit qu'ils vien-
 » nent de succession, soit qu'ils soient acquis par
 » le fils; parce que l'article 224 adjuge indis-
 » tinctement au père la propriété des meubles
 » & acquêts, au lieu que celle d'Auvergne ad-
 » juge bien les meubles acquis au père, mais lui
 » ôte les meubles de succession; ce qui fait une
 » notable différence entre les deux coutumes, &
 » justifie qu'au pays de la Marche, les meubles
 » ne pourroient au plus estoquer qu'entre parens
 » collatéraux, pour empêcher que les plus pro-
 » ches ne les aient, mais non au regard du père,
 » qui doit avoir tous les meubles, de quelque
 » part qu'ils viennent, aux termes de l'article
 » 224, qui est indéfini & ne porte point de
 » distinction entre les meubles acquis & les meu-
 » bles de succession. Il se voit même dans le
 » procès-verbal, que *l'ancien article ne donnoit*
 » *aux ascendants que les meubles venus aux en-*
 » *fans autrement que par la succession de leurs*
 » *prédécesseurs*, & que le nouveau a donné tous
 » les meubles. . . . Par arrêt rendu à l'audience
 » de la grand'chambre le lundi 11 août 1692,
 » la question a été ainsi jugée en la cause de
 » Gabrielle la Chant, plaidant M. Berroyer, cet
 » arrêt ayant décidé qu'en cette coutume le père
 » succède aux meubles, de quelque part qu'ils
 » dérivent «.

Quant à la coutume de Normandie, elle ne
 fait tenir côte & ligne aux meubles, que lors-

qu'ils font » donnés pour mariage des filles par
 » père, mère, aïeul ou autre ascendant, ou par
 » les frères, & destinés pour être leur dot «. Voyez
 l'article PROPRES, section 1.

Nous parlerons à l'article SUCCESSION, des
 coutumes qui admettent la *fente* des meubles &
 des acquêts en deux lignes.

*Voyez Guyné, Renusson, le Brun, Denifart,
 Basnage, les commentateurs de la coutume de
 Paris, & les articles SUCCESSION, REPRÉSENTA-
 TION, RAPPROCHEMENT DE LIGNE, SUBROGA-
 TION, PROPRES, ACQUÊTS, &c.*

*(Article de M. MERLIN, avocat au parle-
 ment de Flandres.)*

*Les tomes XLV & XLVI paroîtront en octobre
 1781.*

L. C. 100-100

80 ST. CATHARINES
MONTREAL

